

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**

**LA DÉMOCRATIE EST-ELLE CELLE À LAQUELLE NOUS CROYONS ?  
UNE EXPLORATION DE LA COMPLEXITÉ  
DES DOMAINES DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA COMMUNICATION  
PAR LA VOIE DE L'ÉPOCHÈ LUHMANNIENNE  
OU  
LA SOCIÉTÉ STOCHASTIQUE**

**THÈSE PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN COMMUNICATION**

**PAR  
ALAIN GAUDREAU**

**AOUT 2023**

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**  
**Service des bibliothèques**

**Avertissement**

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU - 522 - Rév.1 0 - 2015). Cette autorisation stipule que conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, l'auteur concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

## AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

*« Je crois que la philosophie, c'est très important, mais que pour s'attaquer aux problèmes fondamentaux de l'humanité, la morale, la politique, la coexistence, il faut allier la philo à la science politique, à la sociologie, à l'histoire et aux autres disciplines. **Il ne faut pas trop respecter les lignes frontières entre les disciplines.** En cette ère d'ultra spécialisation, cette approche multidisciplinaire est souvent mal perçue dans le monde intellectuel. **C'est difficile car on est très critiqué.** »*

*Charles Taylor<sup>1</sup>*

C'est à un véritable réapprentissage de notre approche et de notre pensée du monde auquel le philosophe Charles Taylor nous invite à nous livrer en transgressant les frontières établies des champs de la connaissance. Et rien n'est plus nécessaire pour tenter de comprendre, dans ses questionnements et ses ruptures, l'état présent d'un vivre ensemble réglé au rythme dominant, voire quasi exclusif, des manifestations communicationnelles.

Nous avons entrepris cette démarche de réflexion et de recherche au crépuscule de notre vie professionnelle. Quelques dizaines d'années qui, dès les années 1980, nous ont permis de vivre de l'intérieur le déclin d'une vie démocratique doublée d'une fulgurante poussée médiatique et technologique. Il n'est donc pas étonnant que ces avancées du domaine de la communication aient été associées aux plus grands espoirs de reprise en main des sociétés démocratiques par ceux qui les constituent.

Dès lors, notre intérêt nous a amené à approfondir le lien pouvant unir les mondes de la démocratie et ceux de la communication, de tenter de lire la démocratie par

---

<sup>1</sup> Cité par la journaliste Caroline RODGERS dans *Charles Taylor, Personnalité de la semaine*, LaPresse+, 9 octobre 2016

l'entremise de la communication. Ce travail de compréhension et d'approfondissement est avant tout une expérience intellectuelle au sens de la mise en observation d'un caractère du social à des fins d'entendement. Il nous a fait remonter le fil du temps, du monde démocratique de la Grèce antique et des rapports qu'il a entretenus avec la communication dans ses traditions tant orale qu'écrite, jusqu'aux mondes de la politique contemporaine, indissociables de l'opinion publique et des médias, omniprésents dans l'espace public. Un travail de compréhension et d'approfondissement qui nous a fait réaliser les caractères larges, globaux, complexes et fondamentalement interactionnels de cet objet de questionnements que peut être la démocratie. Ainsi, nous est-il paru tout naturel de l'aborder avec une perspective transdisciplinaire, puisque la démocratie touche à la fois les domaines du politique, de la communication, du droit, de la sociologie et de nombreux autres champs disciplinaires. Nous avons fait le choix de traiter la démocratie en l'approchant systémiquement, tel un vaste ensemble organisé, et de la circonscrire temporellement tel un instantané capturant sans prétention l'image d'un moment suspendu. Notre posture face à la démocratie est de la considérer comme *l'instant du phénomène d'un moment systémique et émergent*.

*Id quod per aliud non potest concipi, per se concipi debet.*<sup>2</sup>

Spinoza, Ethica I, Axiomata II.

En 1997, Niklas Luhmann inscrit cette citation en ouverture de son dernier ouvrage, publié en allemand un an avant sa mort survenue le 6 novembre 1998. Pour ce juriste et spécialiste des organisations qui, trente années plus tôt, s'est donné comme mission de vie académique de revoir le concept de sociologie, si tout se doit d'être expliqué, tout se doit d'être expliqué en tant que construction relative à un système. La société doit être vue tel une substance unique constituée d'une multiplicité d'attributs perçus

---

<sup>2</sup> *Ce qui ne peut se concevoir par autre chose doit se concevoir par soi*, traduction libre

comme l'émergence d'autant de manières d'être. La société et ses attributs sont des systèmes capables de s'auto-organiser et de constituer du sens en se référant à eux-mêmes pour se reproduire. Pour Niklas Luhmann, la société, tel un système, ne peut être conçue et expliquée que par elle-même. Ainsi construit-il sa théorie de la société, la notion de société devant elle-même être interprétée en tant que théorie, une théorie n'étant pour le chercheur que l'auto-description d'un système. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'il ait donné à son dernier ouvrage et œuvre maîtresse l'intitulé *Die Gesellschaft der Gesellschaft*, qui se traduit littéralement en français par *La société de la société*, mais qui s'appréhende moins métaphoriquement, comme le font les anglo-saxons, sous le titre de *Théorie de la société*.<sup>3</sup>

Le décès de Niklas Luhmann ne lui a pas donné l'opportunité de mettre à l'épreuve sa théorie face aux changements du nouveau siècle. Bien qu'il ait réfléchi abondamment sur la politique et les médias de masse, sa réflexion n'a pu tenir compte de l'intense cynisme politique et médiatique désormais perçu et de ses répercussions sur le concept de démocratie. Tout comme elle n'a pu tenir compte des profondes mutations de l'information vers les technologies numériques ou même de l'émergence généralisée de l'hyper connectivité dans un monde social désormais virtuel et globalisé.

C'est dans cet esprit que nous avons fait le choix d'explorer la fécondité de la pensée de Niklas Luhmann, pour tenter de lire la démocratie par l'entremise de la communication mais aussi, pour tenter de comprendre la relation ou les rapports pouvant unir les domaines de la démocratie et de la communication dans la complexité du monde contemporain. Cette démarche n'aurait pu être possible sans le recours à la multidisciplinarité qui permet aux champs de la communication, de la politique, de la sociologie, de l'histoire ou même de la linguistique de dépasser leurs cadres

---

<sup>3</sup> *Die Gesellschaft der Gesellschaft* a été traduit en anglais sous le titre de *Theory of Society (2012-2013)* alors que la version française est récemment parue sous le titre de *La société de la société (2021)*.

disciplinaires respectifs et de s'entrecroiser pour ouvrir de nouvelles perspectives d'appréhension et de compréhension. Un défi pour l'usage hors frontières de ces disciplines.

La pensée de Niklas Luhmann nous était totalement inconnue au moment où nous avons entrepris ce travail. Elle nous fut suggérée à l'automne 2015 en tant que référence principale de recherche à l'occasion de la scolarité doctorale par celui qui a accepté de diriger cette thèse. Aussi, est-il essentiel pour nous de souligner le support de ceux ayant rendu ce travail possible.

Nous souhaitons exprimer notre plus sincère gratitude à Gilles Coutlée, professeur associé, co-directeur et mentor de cette thèse. Son ouverture d'esprit et sa grande générosité nous ont incité à explorer un sujet vaste et empreint de complexité à la lumière de l'épistémologie, des approches innovantes de Niklas Luhmann et du champ spéculatif, des postures qui outrepassent les traditionnelles perspectives anthropocentriques et logocentriques de la connaissance. Il a posé en nous, un germe de *Geistes Aufklärung*,<sup>4</sup> dirions-nous en une boutade et dans le plus pur prolongement de l'absolu systémique né de l'idéalisme allemand. La version finale de notre texte est redevable de sa lecture de révision plus qu'attentive, doublée de ses conseils judicieux, nous incitant ici et là à reformuler, préciser ou retirer.

Nous témoignons tout autant de reconnaissance à Louis Claude Paquin qui a accepté d'agir à titre de second co-directeur. Assumant les responsabilités de direction du programme de doctorat lors de notre inscription, il a su croire en notre volonté et notre ténacité à poursuivre, circonscrire et terminer ce travail. Plus encore, il nous a encouragé à voir notre démarche tel un parcours de mise en récit d'une vaste démarche de questionnement introspectif d'appréhension de la connaissance.

---

<sup>4</sup> *L'illumination de l'esprit*, traduction libre

Leurs précieux conseils nous ont permis d'interroger la réalité et le statut de démocratie associés à la communication en tant qu'espace et mode de vie qui animent l'humain et ce, sans jamais abandonner la singularité de l'esprit scientifique. Nous devons à tous deux, notre liberté et notre volonté pour la recherche et la rédaction de la narration de ce récit pour lequel, en paraphrase du style luhmannien, « *l'écriture est affirmée comme une routine par laquelle s'auto-organise et s'auto-produit sans cesse le système d'observation de l'observation, à l'intérieur des frontières d'une Ökologie der Wissenschaft* »<sup>5</sup> apte à réaliser sans fin les opérations de recyclage, c'est-à-dire de reconnexion sélective des concepts retenus » (Salvaggio, 1996, p. 2).

Nous tenons particulièrement à remercier les membres de notre jury d'évaluation, François Cooren, professeur et directeur du département de communication de l'Université de Montréal, Gaby Hsab, doyen de la faculté de communication de l'UQAM et Gaétan Thériault, épigraphe et professeur au département d'histoire de l'UQAM. Ils ont plus qu'aimablement accepté de lire et commenter le long texte résultant de ce parcours académique. Les commentaires qu'ils ont préparé et rédigé témoignent bien de la grande attention et de l'intérêt qu'ils ont accordé à la fois au texte, à la forme et au fond de cette recherche.

Notre réflexion s'est articulée tout au fil de la rédaction du texte et de la réalisation des nombreuses figures, de l'écriture et du design graphique des idées appréhendées, le tout tel une promenade dans l'abstraction, en toute humilité et tout respect de l'esprit de la pensée et, bien sûr, de la langue allemande dont la présence est affirmée et à l'origine de notre posture d'observation. Bien qu'empruntant parfois un style dont la fluidité reste incertaine, notre texte doit se lire à mi-chemin entre d'une part, le récit d'une quête, celle de la compréhension de notre auteur de référence doublée de la complexité de plusieurs des aspects qui constituent la dynamique politique et sociale

---

<sup>5</sup> Une *écologie de la science*, traduction libre

dans laquelle nous vivons, et d'autre part, le parcours académique, celui sur lequel repose l'importance primordiale de la précision et de la justification du propos.

Au final, la dynamique politique et sociale s'est révélée être une insaisissable et contingente totalité de possibles constituant les caractères et l'essence d'une société dont nous dirons qu'elle est stochastique. D'abord parce qu'elle s'appréhende en tant que système qui se définit, sur le mode aléatoire des probabilités, par le potentiel de ce qui ne lui est pas impossible. Et puis, parce qu'elle s'inscrit dans l'arbitraire du paradoxe inhérent à toute communication, le paradoxe par lequel elle ne peut se comprendre qu'à partir des termes qu'elle a elle-même élaborés.

*Alain Gaudreault, août 2023*



# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS.....	3
TABLE DES MATIÈRES.....	9
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX .....	13
RÉSUMÉ .....	16
INTRODUCTION	
Pour une dimension épistémique des fondements communicationnels de la démocratie .....	17
PREMIÈRE PARTIE	
<i>L'étonnante complexité de l'idéal</i> .....	44
CHAPITRE 1 – LA PRÉMISSSE	
<i>Die Untergrabung einer Welt,</i> <sup>6</sup> ou la démocratie et la communication bousculés dans un monde globalisé .....	45
1.1 Les statuts de démocraties questionnés .....	47
1.1.1 Baisse de confiance envers les <i>institutions</i> démocratiques .....	55
1.1.2 Baisse des taux de participation aux processus électifs .....	58
1.1.3 Déficit de pertinence dans un contexte globalisé .....	62
1.1.4 Déclin global de confiance, de participation et de légitimité .....	64
1.2 La dimension médiatique de la communication mise à mal .....	67
1.2.1 Faible confiance envers l'institution et la fonction d'information .....	68
1.2.2 Participation remaniée des auditoires .....	76
1.2.3 Glissement de pertinence des contenus .....	83
1.2.4 Confiance fragilisée, remaniement des auditoires, brèche de pertinence.....	91
1.3 La validité des constats sous la loupe.....	93
1.3.1 Compétence et performance en tant que variable de confiance .....	99
1.3.2 Compétence et éthique en tant que variable de confiance.....	102
1.3.3 Interpréter le déficit de confiance .....	107

---

<sup>6</sup> « *La mise à mal d'un monde* »

## CHAPITRE 2 – L’APPROCHE

*Das Gesellschaft der Niklas,*<sup>7</sup>

ou l’appréhension de l’approche théorique et conceptuelle de Niklas Luhmann ..	114
2.1 Appréhender le monde par le fonctionnalisme :	
Le défi de la complexité .....	123
2.2 Une posture en <i>époque</i> autologique .....	141
2.3 Penser la communication vraisemblable et possible.....	156
2.4 Innovations conceptuelles et théorie différentielle :	
L’unité d’un état de fait qui fonde toute société .....	166
2.5 L’observation fonctionnelle de la démocratie et de la communication .....	185

## DEUXIÈME PARTIE

<i>Le réel n’est pas l’idéal</i> .....	201
--	-----

## CHAPITRE 3 – PREMIER QUESTIONNEMENT

*Demokratische Aufklärung,*<sup>8</sup>

ou la démocratie fonctionnellement circonscrite .....	202
3.1 Appréhender l’essence du domaine de la démocratie :	
Une institution gouvernante, un régime de pratique ou un tout autre « <i>étant</i> »..	208
3.2 Une perspective fonctionnaliste : la démocratie, une forme du politique .....	222
3.3 Le pouvoir soumis au pouvoir, paradoxe de la démocratie .....	239

## CHAPITRE 4 – SECOND QUESTIONNEMENT

*Aufklärung der Kommunikation,*<sup>9</sup>

ou la communication fonctionnellement circonscrite .....	258
4.1 Appréhender l’essence du domaine de la communication :	
Des moyens et une dynamique de mise en relation .....	262
4.2 Une perspective fonctionnaliste : la communication ou <i>l’être en relation</i> .....	278
4.3 Le monde extrait du monde, paradoxe du monde médiatique .....	289

---

<sup>7</sup> « *La société de Niklas* »

<sup>8</sup> « *L’éclaircissement de la démocratie* »

<sup>9</sup> « *L’éclaircissement de la communication* »

## CHAPITRE 5 – QUELQUES RÉPONSES

*Die Lebenswelt*,<sup>10</sup>

ou l'irréductible incertitude de la société stochastique .....	304
5.1 La stabilité sociale repose sur la gestion des attentes .....	315
5.2 Le vécu d'incertitude et la confiance .....	322
5.2.1 La <i>confiance spontanée</i> ou l' <i>avoir confiance</i> .....	329
5.2.2 La <i>confiance décidée</i> ou le <i>faire confiance</i> .....	336
5.2.3 Un dispositif dynamique de réduction de la complexité.....	343
5.3 La démocratie actualisée dans la perspective luhmannienne.....	349
5.3.1 Le <i>collectif</i> comme système social organisé .....	354
5.3.2 Le <i>collectif</i> comme système fonctionnellement différencié .....	362
5.4 La communication actualisée dans la perspective de Niklas Luhmann .....	380
5.4.1 L'évolution sémantique de la communication .....	382
5.4.2 La <i>mise en relation</i> élargie.....	388
5.4.3 L' <i>être en relation</i> comme système fonctionnellement différencié .....	398

## CHAPITRE 6 – UN COROLLAIRE

*Demokratie weil Kommunikation*,<sup>11</sup> ou la diachronie conjonction..... 411

6.1 Le couplage fonctionnel de la démocratie et de la communication.....	415
6.1.1 Des signes diagnostiques communs .....	415
6.1.2 Des relations d'interpénétration systémique .....	417
6.2 Synchronie et diachronie des domaines .....	421
6.2.1 Des genèses sémantiques contiguës .....	421
6.2.2 La simultanéité des origines néologiques .....	425
6.2.3 L'association partagée à la pensée politique .....	427
6.3 La démocratie et la communication conjugués au présent .....	431

## CONCLUSION

La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons? .....	438
Résumé et bilan .....	439
Résultats obtenus et limites.....	448
Recommandations et pistes de recherche .....	454
La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons? .....	460

<sup>10</sup> « *Le monde vécu* »

<sup>11</sup> « *La démocratie parce que la communication* »

ANNEXE 1	
Glossaire - Principaux concepts utilisés par Niklas Luhmann .....	465
APPENDICE 1	
Hérodote, traductions du Livre VI, 131 .....	476
APPENDICE 2	
Hérodote, traductions du Livre III, 80 .....	477
APPENDICE 3	
« <i>Table des forts mots à exposer des éthiques</i> »	
- <i>democratie, demos, democlite</i> .....	480
APPENDICE 4	
« <i>Table des exposition des fors mos de Politique</i> »	
- <i>democratie, democratique, democratizer, demos</i> .....	481
APPENDICE 5	
Prologue du traducteur .....	482
APPENDICE 6	
Premières mentions contemporaines du mot <i>communication</i>	
- Estienne, Furetière, Trévoux .....	483
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	486

## LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1 Évolution des gains et déclins des droits politiques et libertés civiles .....	51
Figure 2 Statut de 0 à 100 du degré de liberté des pays .....	52
Figure 3 Évolution des indices de démocratie de 2006 et 2019 .....	53
Figure 4 Perception canadienne des types de gouvernance .....	54
Figure 5 Confiance des citoyens américains envers leur gouvernement de 1958 à 2015 .....	56
Figure 6 Participation aux élections fédérales canadiennes de 1968 à 2015 .....	59
Figure 7 Participation aux élections municipales québécoises de 2017 et 2021 .....	60
Figure 8 Pourcentage de confiance envers les gouvernements, 2022 .....	63
Figure 9 Pourcentage de confiance envers les médias, 2022 .....	70
Figure 10 Pourcentage de confiance envers les informations au Canada, 2020 .....	71
Figure 11 Pourcentage de confiance envers les sources d'informations, 2020 .....	74
Figure 12 Pourcentage de confiance des canadiens envers les sources d'informations, 2022 ...	75
Figure 13 Médias agissant comme source d'information, États-Unis, 2016 à 2018 .....	78
Figure 14 Minutes quotidiennes de consommation médiatique, États-Unis, 2011 à 2021 .....	79
Figure 15 Évolution de la consommation médiatique quotidienne, États-Unis, 2011 à 2021 ...	80

Figure 16	
Médias agissant comme source d'information au Canada, 2016 à 2020 .....	81
Figure 17	
Médias agissant comme principale source d'information au Canada en 2019 .....	82
Figure 18	
Évaluation des fonctions médiatiques, 2019 .....	86
Figure 19	
Évaluations de fonctions médiatiques au Canada, 2019 .....	87
Figure 20	
Évaluations de fonctions médiatiques au Canada, 2020 .....	88
Figure 21	
Rapport entre la confiance et l'évaluation des fonctions médiatiques, 2019 .....	89
Figure 22	
Résultats d'une question ouverte sur la perception du sens du mot « <i>confiance</i> » ..	96
Figure 23	
Pourcentage d'évaluations positives du travail des institutions gouvernementales et médiatiques dans le monde, 2020 .....	100
Figure 24	
Pourcentage d'évaluations positives du travail des institutions gouvernementales et médiatiques au Canada, 2020 .....	101
Figure 25	
Déterminants de la perception éthique .....	103
Figure 26	
Pourcentage de la variance prévisible de la confiance par déterminant .....	105
Figure 27	
Positionnement éthique et de compétence des institutions .....	106
Figure 28	
Facteurs d'accroissement de la confiance des institutions .....	107
Figure 29	
Perception des facteurs de division des institutions .....	109
Figure 30	
Parcours conceptuel et typologie des systèmes fonctionnels de Niklas Luhmann ...	126

Figure 31	
La communication selon Niklas Luhmann .....	161
Figure 32	
Fiche originale de Niklas Luhmann ZK1, Zettel 57,4e7b1,32i .....	168
Figure 33	
Dynamique du système fonctionnel de Niklas Luhmann .....	171
Figure 34	
Dynamique du monde vécu systémique de Niklas Luhmann .....	173
Figure 35	
Paramètres systémiques, systèmes sociaux et psychique .....	181
Figure 36	
Déconstruction étymologique et construction sémantique du néologisme <i>démocratie</i> .....	221
Figure 37	
Dynamique systémique de la politique selon Luhmann .....	226
Figure 38	
Traitement de l'information politique selon Luhmann .....	227
Figure 39	
Déconstruction étymologique et construction sémantique du néologisme <i>communication</i> .....	277
Figure 40	
Dynamique systémique des médias de masse selon Luhmann .....	292
Figure 41	
Traitement de l'information des médias de masse selon Luhmann .....	294
Figure 42	
Perception d'accentuation ou d'atténuation de confiance – <i>Monde</i> .....	333
Figure 43	
Perception d'accentuation ou d'atténuation de confiance – <i>Canada</i> .....	334
Figure 44	
Dynamique du vécu d'incertitude selon Luhmann .....	344
Figure 45	
Paramètres systémiques de la démocratie fonctionnelle .....	373

## RÉSUMÉ

La *démocratie* et la *dimension médiatique de la communication* sont en crise. Un déficit de confiance, de participation et de légitimité caractérise cette mise à mal simultanée qui se manifeste dans un environnement de globalisation et d'accroissement de la complexité du monde.

Sur cette prémisse, la recherche s'intéresse aux fondements communicationnels de la démocratie et aux rapports qu'ils entretiennent l'un à l'autre. La méthode est systémique. Elle s'appuie sur une lecture actualisée de la théorie des systèmes sociaux du sociologue et cybernéticien Niklas Luhmann, une théorie fondée sur la différenciation sociale et par laquelle les sociétés opèrent, grâce à leurs communications, une dynamique de réduction de leur complexité pour assurer leur stabilité. Il en résulte de multiples domaines sociaux qui constituent autant de sous-systèmes fonctionnels et autonomes assurant l'ordre social. Durant le dernier quart du précédent siècle, Niklas Luhmann a cherché à appliquer son travail conceptuel à de nombreux domaines sociaux dont la politique et les médias de masse. Son décès en 1998 ne lui aura pas permis de considérer l'accroissement de la complexité des transformations politiques et médiatiques fondamentales survenues depuis.

L'objectif de la recherche est d'interroger la stabilité de la ligne évolutive précédemment tracée ainsi que d'apprécier l'importance des tournants et des ruptures relatifs aux sous-systèmes *politique* et *masse médiatique* issus de la théorie explicative du fonctionnement global des systèmes sociaux. Au final, la recherche montre comment le déficit de confiance accroît la complexité de systèmes qui peinent désormais à la réduire, à se reconnaître et à se reproduire unitairement tel qu'ils ont été originellement pensés et comment les domaines de la démocratie et de la communication sont l'objet d'une intime conjonction.

La recherche n'a aucune prétention de représentation ou de cartographie de la réalité. Sa prétention est de saisir de l'intérieur le sens des domaines de la *démocratie*, de la *communication* et de sa *dimension médiatique* pour en révéler un instantané d'existence en *époque*, une réalité d'existence construite au présent, affranchie du passé et faisant face à l'indétermination du futur sans volonté aucune d'émancipation. Hors de toute normativité et parce que le futur est un horizon intatteignable d'incertitudes qui se déplace au rythme d'un présent d'attentes insaisissables, *la démocratie ne peut pas - ou peut, c'est selon - être celle à laquelle nous croyons*, car le vécu d'attente de l'idéal le rend *aléatoire* dans une société dite *stochastique*.

MOTS-CLÉS : Démocratie, communication, médias, information, systémique, systèmes sociaux, confiance, Niklas Luhmann.



## INTRODUCTION

### Pour une dimension épistémique des fondements communicationnels de la démocratie

*« Il y a pourtant toujours un moment à partir duquel n'importe quelle forme historique de la pensée finit par apparaître obsolète. C'est pourquoi il conviendrait de vérifier de temps à autre si les fondements établis de la pensée correspondent toujours au cours actuel des choses ou bien s'ils doivent être définitivement remplacés. Il se peut en effet que la tradition soit de moins en moins en mesure de rendre compte des expériences présentes. (...) **La société moderne** est bien plus confrontée à sa propre réalité qu'elle ne l'était il y a deux siècles. Elle hésite à affirmer sa capacité d'évolution. Elle identifie de plus en plus de problèmes non résolus, sinon insolubles, comme autant de conséquences de sa propre structure. »*

Niklas Luhmann, (1999a, p. 38)

Depuis sa naissance, le vécu de la quotidienneté démocratique s'accélère avec la compression du temps et nourrit les débats politiques tout autant que les controverses académiques qu'il génère.<sup>12</sup> En philosophie politique, la question de la meilleure doctrine de gouvernance s'est posée, de Platon à Machiavel, à partir duquel le réalisme politique a confronté la morale au nom du pouvoir de la Raison d'État. Avec Jean-Jacques Rousseau, cette idée de réalisme politique a déterminé les fondements sur lesquels doivent s'appuyer les principes de sa légitimité et de son établissement, tous deux fondés sur la raison. Depuis, fondements et principes ont constitué les cadres d'un

---

<sup>12</sup> À ce sujet, la publication en 1944 de *Dialektik der Aufklärung* (*La dialectique de la raison*) de Theodor Adorno et Max Horkheimer est éclairante des débats entourant la réflexion sur l'historicité de la raison, l'*Aufklärung*, (que nous traduisons librement comme la *lumière* ou l'*éclaircissement*, en référence au mouvement intellectuel de l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle) et son impact sur le réalisme politique comme effondrement d'un idéal.

idéal démocratique que 150 années de travail intellectuel déchiré ont tenté d'atteindre. L'idéal, implicite à la pensée de la philosophie politique contemporaine de Hannah Arendt, John Rawls ou Jürgen Habermas, est désormais questionné sous l'angle de l'amélioration, de la coercition ou de la sauvegarde.<sup>13</sup> Et l'idéal, tout implicite qu'il puisse être, n'en constitue pas moins pour Pierre Rosenvallon (2000), un idéal insaisissable parce que truffé d'imprécisions, d'incertitudes, d'illusions et de désenchantements. Un idéal insaisissable par sa temporalité car si le futur est envisagé de manière phénoménologique en tant qu'horizon temporel trouvant toujours son point de départ dans le présent, il en devient alors inatteignable parce qu'en perpétuel déplacement avec un présent qui ne peut que lui donner sa raison d'être (Luhmann, 1976). Le futur ne débutera jamais. Il n'est qu'un champ de projection des attentes, des espoirs ou des peurs. Face à la quotidienneté de la réalité au présent des actions politiques, l'idéal est insaisissable par son indéfinition et son caractère inatteignable.

Cette lecture de l'environnement démocratique laisse entendre que la démocratie se vit en mode conflictuel, quelque part entre l'idéal indéfini ancré dans la mobilité du futur et la réalité présente des actions et des gestes qui l'animent. Pour certains, c'est le prix de la liberté. Pour d'autres, c'est une lecture qui questionne : *dans quelle mesure la démocratie dans laquelle nous vivons est celle à laquelle nous croyons ?*

Le domaine de la démocratie s'inscrit dans un monde désormais globalisé, multidimensionnel et complexe. C'est un monde dans lequel la communication exprime les sources de la représentation et des conduites politiques. Notre prémisse est qu'il existe une relation étroite entre les domaines de la démocratie et de la dimension médiatique de la communication. Cette relation est à la fois constituée d'un lien et d'un écart, d'un rapprochement et d'une distance. Au sens du néologisme de Thomas More

---

<sup>13</sup> En 1981, dans *La modernité, un projet inachevé* (CRITIQUE, no 413, octobre 1981, *20 ans de pensée allemande*), Habermas qualifie l'*Aufklärung* de projet inabouti devant demeurer actuel malgré son caractère intempestif.

(1987), la démocratie est une *utopie*, une représentation exprimée d'un idéal social qui *ne se situe en aucun lieu*. La démocratie ne révèle son existence que dans l'espace de l'*utopie* que crée la vie politique empreinte d'idéal, le *lieu du bon* comme l'a lui-même qualifié More en forgeant le dérivé *eutopia*<sup>14</sup> pour intituler la seconde édition de son ouvrage en 1518. Bien qu'il soit indéfini et inatteignable, l'idéal démocratique ne peut être que le *lieu du bon*. Or, il ne peut y avoir de vie politique sans expression d'idées fondées sur des croyances, des préjugés, des jugements, des valeurs provenant d'un tout social et l'idée même d'expression d'idées implique une médiatisation, qu'elle qu'en puisse être la forme et l'espace. La vie politique et la médiatisation sont indissociables, tout comme l'existence même de la politique est indissociable de la mise en relation des individus entre eux.

Les domaines de la démocratie et de la dimension médiatique de la communication sont au cœur d'une relation de rapprochement entre des individus. Ces individus adhèrent à des normes et établissent des dispositifs de gestion de l'espace et de la distance avec la multitude qui les caractérise. Ils s'expriment à travers eux. Dans *Politique* (I, 2, 1253a1-3), Aristote (1986) affirme « *que la cité fait partie des réalités naturelles et que l'homme est par nature un animal politique* », le qualifiant de *Zoon Politikon* (ὁ ἄνθρωπος φύσει πολιτικὸν ζῷον), soit un individu prédisposé aux vertus requises à la vie collective et à la sociabilité. Hannah Arendt (1995, p. 30) réfute ces prédispositions naturelles et affirme au sujet du *Zoon Politikon* que l'essence de la vie politique « *...prend naissance dans l'espace-qui-est-entre-les-hommes, donc dans quelque chose de fondamentalement extérieur-à-l'homme (...)* La politique prend naissance dans l'espace intermédiaire et elle se constitue comme relation » (Arendt, 1995, p. 42). Les individus sont politiques au sens où ils sont disposés à la vie sociale et collective; ou ils le sont au sens où ils sont enclins à déterminer leurs choix d'agir social et donc, de ce qui est politique. La vie politique, qu'elle s'inscrive comme

---

<sup>14</sup> Du grec ancien, le préfixe « *eu* » prend le sens de « bon »

prédisposition naturelle antérieure aux institutions ou qu'elle constitue l'essence de l'agir des individus, associe simultanément l'espace, le temps et la relation. Cette relation de rapprochement qu'entretiennent démocratie et communication entre les individus se situe dans un espace et dans une temporalité qui ne peut relever que de l'instantanéité.

La démocratie dans le quotidien de son fonctionnement politique et la communication dans sa dimension instrumentale médiatique sont toutes deux ébranlées dans leurs relations de rapprochements entre individus. Un déficit de confiance, de participation et de légitimité survient dans un environnement de globalisation<sup>15</sup> et d'accroissement de la complexité, un environnement d'incertitudes qui voit éclater sa spatialité et accélérer sa temporalité. Dans les mondes de la démocratie et de la communication, tout se passe avec de moins en moins de frontières et de plus en plus de vitesse. Si le présent démocratique tel que vécu se juge à l'aune de l'idéal démocratique qui lui-même se juge à l'aune de la communication qui le permet, toutes les difficultés résident alors dans la définition de cette aune et dans la description des rapports réciproquement entretenus. Que peut nous apprendre la perspective communicationnelle sur ce que peut être la démocratie en termes de communication et sur la légitimité des politiques publiques dans un monde désormais frappé de globalisation?

\* \* \*

Les domaines de la démocratie, des politiques publiques et de la dimension médiatique de la communication ont fait l'objet de très nombreuses recherches, sous plusieurs angles, en multidisciplinarité et par des scientifiques de domaines variés. Il nous importe d'en résumer les principaux courants, de préciser les domaines sur lesquels ils interviennent ainsi que leurs limites afin d'orienter le choix d'une approche

---

<sup>15</sup> Pour les fins de cette recherche, nous utiliserons le concept de globalisation en lieu et place du concept de mondialisation principalement utilisé dans un contexte économique.

conceptuelle pertinente et susceptible d'aider à mieux construire l'intelligibilité des sphères de la démocratie et de la communication à la lumière de nos principales préoccupations.

La démocratie est un objet qui s'aborde sous un angle *structurel*, par ses institutions, sa gouvernance et ses acteurs ancrés ou alors, sous un angle *fonctionnel*, par ses méthodes, ses procédures et l'exercice du pouvoir qui s'y conforment. L'idéal démocratique se définit dans sa *fonction* et sa *structure* par la participation des citoyens à la formation des politiques publiques auxquelles ils obéissent, sans pour autant parvenir à l'universalité des termes de la participation et des caractères de la citoyenneté. La participation n'est-elle que l'exercice du droit de vote, ou se pratique-t-elle dans une dynamique d'échanges constants? Le caractère citoyen est-il attribué à l'individu sur un mode universel ou discriminatoire? Conceptuellement, la démocratie est frappée d'un dissensus à la fois historique et plus largement académique. Abordé de si nombreuses façons, l'objet que peut être la démocratie se caractérise par un flottement de sens. Pour Pierre Rosenvallon (2003, pp.15-16), un tel flottement constitue le ressort d'une quête et d'une insatisfaction, la démocratie ne pouvant être qu'une histoire et qu'en elle, « *s'enchevêtrent l'histoire d'un désenchantement et l'histoire d'une indétermination (...) le rêve du bien et la réalité du flou* ».

Engendrées dans la foulée de la démocratie, les politiques publiques sont leur produit. Elles se définissent sans ambiguïté par ce qu'un gouvernement décide de faire ou ne pas faire (Dye, 2016), ce qui inclut l'ensemble des lois, des décrets, des programmes, des règlements et toutes les autres décisions issues du pouvoir législatif dans un cadre de gouvernance où la légitimité se réfère à la légalité et au contenu de l'action publique. La tradition anglo-saxonne oriente l'exercice de la recherche dans une direction principalement pragmatique, interrogeant les *processus*, la *mesure* et l'*efficacité*, alors que la tradition européenne, riche de réflexions sur les concepts associés à la notion

d'État, cherche à comprendre comment, par leurs politiques publiques et les enjeux qui les sous-tendent, les institutions, dominant, façonnent et transcendent la société (Muller, 2013). Plusieurs travaux interdisciplinaires en provenance de ces deux traditions constituent le champ des *policy transfert studies* (Delpeuch, 2009a). Dans un contexte de globalisation, ces travaux s'intéressent à la dimension du transfert dans la conception et la circulation internationale de politiques publiques, touchant par exemple des enjeux débordant les frontières géographiques des États tels l'environnement, le flux des capitaux ou la santé publique comme ont pu le montrer sans aucun doute les questionnements politiques de la période pandémique entre 2020 et 2022. Ces travaux reconnaissent que, dans le cadre des *policy transfert*, le rôle et l'impact de la communication soient significatifs bien que peu documentés (Delpeuch, 2009b), (Park, Wilding and Chung, 2014).

Certains historiens abordent la communication dans la démocratie de la Grèce antique à la fois comme élément *structurel* et *fonctionnel* et ce, tant dans ses dimensions de tradition orale (Innis, 1950), de tradition écrite (Pébarthe, 2006, 2013) ou plus largement de littératie (Goody & Watt, 1963), (Burns, 1981), (Harris, 1989), (Thomas, 1992), (Robb, 1994). Ces recherches montrent comment les citoyens de l'Athènes de l'antiquité voient l'oralité de leur quotidienneté et de leur gouvernance être confrontée à l'écriture de manière de plus en plus croissante. Ils montrent aussi que leur degré de littératie est très variable. D'un *savoir lire* primaire associé à la reconnaissance de signes pour une majorité, il monte jusqu'à la maîtrise d'une langue écrite d'expression par une minorité. La présence de multiples documents écrits révèle de multiples usages, ce qui correspond à de multiples degrés de littératie. L'écriture est politique par les décrets et les lois, elle est sociale par les registres ou même religieuse par les inscriptions votives (Robb, 1994) et par l'opportunisme de ses usages, elle relève même parfois de la propagande, comme le propose Erika Bianchi (2005) par son analyse du sens de la loi d'Eukrates contre la subversion et du rôle joué par la stèle illustrée

s'exposant sur l'Aéropage au regard de tous les athéniens.<sup>16</sup> Plus récemment, Danielle Jouanna (2022) montre comment la parole et l'écrit sont des caractères essentiels de l'agir politique démocratique dans l'Athènes antique, « *ce grand village où tout le monde se connaît* » et où, « *dès que l'on occupe une place en vue, on est observé, et on devient une cible* » (Jouanna, 2022, p. 167). Le regard de l'histoire de la Grèce de l'antiquité révèle un dissensus qui, sans jamais la définir, voit la communication associée à la démocratie en tant qu'élément *structurel* ou *fonctionnel* agissant de manière différente et à des degrés différents sur des objets différents.

Dans le contexte de la démocratie nord-américaine du XXI<sup>ème</sup> siècle, les recherches qui s'intéressent aux rapports entretenus par la *communication* envers la *démocratie* et les *politiques publiques* interrogent d'une part les processus de production et de maintien de la légitimité associés à la fabrication des opinions et d'autre part la conformité des actes posés par les individus et les groupes. Ces travaux questionnent selon une posture déterminée à révéler, comprendre ou expliquer le vécu d'une réalité. Dans son articulation avec le politique, la communication y est généralement vue et comprise en tant qu'élément périphérique, instrumental et complémentaire de la démocratie, un élément qui s'y imbrique de manière diffuse et continue (Gerstlé & Piar, 2016), (McNair, 2017), (Davis, 2019) sans pour autant en constituer un phénomène parfaitement isolable.

Dès leurs débuts, les recherches nord-américaines adoptent un apriori selon lequel la démocratie, dans son association à la communication, est empreinte de médiation. Par l'entremise d'approches essentiellement pragmatiques marquées par le béhaviorisme et les méthodologies quantitatives, la réflexion sur la création de l'opinion (Lippmann, 1922, 1925) est au centre d'un ensemble de réflexions et de débats sur les bases d'une

---

<sup>16</sup> La stèle découverte par l'*American School of Classical Studies* en 1952, aujourd'hui exposée au Musée de l'Agora antique d'Athènes, témoigne par l'interprétation du texte de la Loi qui y est inscrit de sa fonction de *persuasion* dans le contexte d'incertitude des Athéniens quant à l'avenir de la démocratie.

démocratie devant prendre place dans une société médiatisée (Dewey, 1927, 1939).<sup>17</sup> Principalement orientées sur la dimension politique, ces réflexions précèdent la problématique de recherches sociales qui questionnent les effets de la communication (Lasswell, 1936), (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, 1948), (Katz, Lazarsfeld, 1955), Élihu Katz (1987) expliquant plus tard comment durant de nombreuses années ces recherches constituent un paradigme dominant. La communication y est définie en tant qu'acte de persuasion obligatoirement médiatisé. Elle est étudiée dans une perspective de processus de décision et d'action dans le cadre de campagnes de courtes portées. L'approfondissement de l'articulation entre les médias et le politique (Miller, 1946), (Abelson, Karlin, 1959), (Klapper, 1960), (Brown, 1963), (Blumler, McQuail, 1968), (Blumler, Kavanagh, 1999), ouvre la porte à la constitution du domaine académique situé de la *communication politique*.

Oscillant entre les volontés de persuasion et les dynamiques de régulation de l'opinion, la *communication politique* en tant que domaine de recherches aborde les pratiques de médiatisation du politique dans des perspectives *fonctionnelles*, *relationnelles* ou *interprétatives*. Le questionnement est spécifiquement tourné vers les caractères de constitution, de structure, de fonctionnement, de pouvoirs et de savoirs associés aux individus et aux dimensions morales dans un cadre où le réel ne peut exister que dans les limites des outils ou du langage qui l'exprime et l'interprète. Ces très nombreuses recherches<sup>18</sup> s'intéressent aux logiques médiatiques associées à l'ensemble des techniques, à la circulation de l'information, aux interprétations symboliques et à la dynamique des échanges. Elles révèlent que la communication politique, jadis

---

<sup>17</sup> Et nous devrions ajouter sur l'impossibilité de formulation d'une quelconque opinion, Walter Lippmann mettant en lumière l'argument de la complexité extrême du monde obligeant toute situation ou problème proximal à s'inscrire dans un *vaste monde invisible – The Phantom Public* - sur lequel il est impossible d'avoir une prise cognitive autre qu'un raisonnement tronqué appliqué à un pseudo-environnement.

<sup>18</sup> Voir à ce sujet Davis (2019), Aldrin et Hubé (2017), Mercier (2017), Gerstlé et Piar, (2016), Gingras, (2010), Blumler (1999) qui énumèrent de manière extensive la variété de ces recherches.



relativement uniforme, cohérente et simple, se voit désormais entrelacée dans un écosystème médiatique de complexité, de multiplicité, de variété et d'entrecroisements d'où émergent des communications à la fois institutionnelles et *issues de la communauté*<sup>19</sup> (Blumler, 2016). Ces recherches sont principalement conduites avec des perspectives de pratiques découlant de l'*individu*. Peu de recherches abordent la politique dans une perspective évacuant l'individu en privilégiant un angle pouvant révéler les fonctions et structures communicationnelles sous-jacentes, voire consubstantielles. Cependant, certaines approches remplacent la prédominance de l'individu-sujet par un processus communicationnel générateur de sens.

Pour Michel Foucault (2004), c'est le *pouvoir discursif* comme résultat de pratique sociale qui masque l'individu-sujet dans le concept de *gouvernementalité*. Ce concept appliqué à l'art de gouverner instaure un régime de vérité qui repose sur une rationalité techno-scientifique<sup>20</sup> détachée de toute attraction idéologique. Bien qu'il ne mentionne jamais explicitement la démocratie et que pour lui, cette notion n'occupe aucun rôle spécifique, ce qu'il nomme « *conduite des conduites* » est « *une façon d'ordonner les pratiques par l'intérieur* », un mode d'organisation qui révèle qu'un gouvernement est moins une « *institution* » qu'une « *activité* », une suite d'événements discursifs dont les hommes sont l'objet, à la fois dans leurs actions et dans les rapports aux choses que ces actions engagent (Foucault, 2001, p. 1056). La gouvernance se caractérise ainsi par l'aptitude à imposer des normes de comportement à des individus et des groupes dont l'absence de conscience clairement définie d'un idéal de bien commun les prive des aprioris de justification ou de pertinence essentiels à toute action politique délibérée. Foucault ne croit pas à la représentation politique, à l'identité d'État et pour lui, « *c'est l'idée même d'un ensemble de la société qui relève de l'utopie* » (Foucault, 2001, p.

---

<sup>19</sup> *Grassroots* dans la version originale anglaise.

<sup>20</sup> Définie comme processus par lequel des acteurs utilisent la raison pour articuler un dispositif de création de conditions d'existence d'un idéal dont les fondations reposent sur les savoirs scientifiques et techniques.

235), tout assis que soit ce collectif sur sa stricte acceptation politique et sur une promesse perpétuelle dont l'échéance est sans cesse reportée à un avenir indéfini. Le concept de *gouvernementalité* est l'articulation de dispositifs et de dispositions construites par le *pouvoir discursif* ou, dans les termes employés par Michel Foucault (2001, p. 1604), l'expression pratique d'une « *rencontre entre les techniques de domination exercées sur les autres et les techniques de soi* ». Pour expliquer le présent, Foucault interroge la manière dont les relations entre les événements discursifs adviennent, la représentation de l'individu n'étant pour lui rien d'autre que le produit récursif de ce qui a été dit à travers le discours.

Pour le théoricien de la normativité Jürgen Habermas (1987), c'est l'*intersubjectivité* qui remplace l'individu-sujet. La théorie de l'*agir communicationnel* qu'il élabore est un processus de rationalité instrumentale <sup>21</sup> procédant de l'action individuelle et de l'éthique de la discussion au sein de l'espace public. L'individu émancipé s'y anime dans la réalisation consensuelle d'un idéal de démocratie dite *délibérative* caractérisée par l'action politique et l'usage d'une raison dont la fonction communicationnelle est inscrite dans le langage et le discours. Le langage est un médium de la communication. Il sert à l'entente entre les individus voulant communiquer à titre d'acteurs mutuellement impliqués dans une coordination de leurs actions nécessaire à la poursuite de leurs objectifs respectifs (Habermas, 1987, p. 117). Habermas tente d'établir des critères intersubjectifs de communication, basés sur une coordination et une coopération réciproque, des critères qui peuvent être considérés comme une forme de rationalité inter-systémique. Jürgen Habermas cherche à formuler un diagnostic du présent teinté d'une perspective émancipatrice assise sur des bases normatives et communicationnelles. <sup>22</sup> La démocratie est pour lui un processus.

---

<sup>21</sup> Définie comme processus par lequel des acteurs utilisent la raison comme instrument générateur d'utilité prédéterminée et normée dans un contexte réductible aux entités qui le compose.

<sup>22</sup> En 2021, Habermas (2021) reconnaît cependant qu'à la lumière de la venue du numérique, « *la grande promesse d'émancipation est désormais noyée par les bruits sauvages, dans des chambres d'écho*

Les approches systémiques appréhendent le monde en tant que totalité organisée d'interrelations s'activant dans un environnement de complexité. La *première génération* de ces approches présuppose que les propriétés d'un monde réel soient en mode dynamique d'échanges ouverts avec l'environnement. Les travaux de David Easton en théorie politique, de Talcott Parsons en théorie de l'action ainsi que ceux de Gregory Bateson et Paul Watzlawick en communication humaine sont exemplaires à ce sujet. Les approches systémiques relèvent d'une épistémologie constructiviste pour laquelle la connaissance repose exclusivement sur les constructions d'un observateur et non pas sur une correspondance avec une réalité extérieure.

Les approches systémiques de *première génération* sont des approches par lesquelles les systèmes sont observés de l'extérieur par des observateurs appliquant une relation de type sujet-objet. Ces approches apportent aux observateurs des modèles de ce que peut être une situation de réalité sur la base de l'ontologie et du choix de ce qui doit être observé. Les approches systémiques de *seconde génération* proposent que les systèmes observent et qu'ils intègrent l'observateur dans le processus d'observation, la notion d'observation ne devant pas être comprise dans son sens habituel associé à la perception, mais comme une construction réalisée à partir d'un mode opératoire prédéterminé. Ces approches aident à donner du sens à ce qui se passe à propos d'une situation de réalité sur la base de l'épistémologie et de l'élaboration de la connaissance.

Avec *Observing Systems*, Heinz von Foerster (1984) développe la notion d'*observation des observateurs* selon laquelle la connaissance dépend des observations et qu'une observation peut se définir comme l'application d'une distinction. Chaque observation distingue deux côtés et définit l'un de ses côtés. La réalité ainsi observée est le produit de la distinction qui sert d'outil d'observation et acquiert un statut de connaissance du

---

*fragmentées et auto-tournantes* », ce qui, par l'effet de filtre qualitatif des contenus, est susceptible de fortement remettre en question la possibilité de négociations fondées sur la raison.

réel, le principe étant que même si le chercheur ne peut savoir ce qu'est la réalité, il peut néanmoins savoir ce qu'elle n'est pas sur la base de relations de compatibilité à des critères prédéterminés. Cette opération d'observation peut elle-même être observée en établissant à son sujet une autre distinction qui la transforme en une observation de second ordre, ce qui est caractéristique des approches systémiques de seconde génération.<sup>23</sup> Le monde est ainsi le corrélat d'observations d'autres observations et non l'unité émergente d'une totalité de choses.

C'est avec une approche systémique de *seconde génération*, inspirée entre autres par les travaux du cybernéticien et constructiviste Heinz von Foerster, que Niklas Luhmann construit *Soziale System* en 1984. Ce modèle de compréhension de la réalité observée envisage la société en tant que système de communication fermé sur le plan opératoire et dont les propres productions lui permettent de se reproduire. Il en découle une société qui se décompose en multiples sous-systèmes devant être appréhendés comme autant de systèmes de communication. Ces systèmes auto-reproducteurs – ou *autopoétiques* dans le vocabulaire systémique – portent en eux une forte dose d'indétermination structurelle et de complexité qui soulèvent la question du sens.

La fonction particulière des systèmes est alors réduite à la maîtrise de la contingence par la réduction de l'indétermination et de la complexité sur la base de la différenciation. La notion d'individu-sujet, en tant que centre de référence traditionnel du processus épistémique, est remplacée par l'*autologie*, un concept par lequel un énoncé ou une théorie s'auto-justifie parce qu'elle est sa propre référence et son propre critère de vérité. « *N'importe quelle communication à propos de la société est une opération autologique* » écrit Luhmann (1997, p.28). « *Cela produit un texte qui combine, et même confond, autoréférence et hétéroréférence, un texte qui implique un*

---

<sup>23</sup> L'image d'un observateur s'observant observer dans un miroir se reproduisant à l'infini ou *procédé de mise en abyme* illustre métaphoriquement et avec justesse l'opération d'observation de second ordre.

*effondrement de la distinction entre un sujet et son objet, entre l'observateur et l'observé, sur laquelle la science doit se baser pour des raisons méthodologiques et logiques. (...) En d'autres termes, est-ce que la sociologie peut opérer comme science et simultanément observer la société dans laquelle elle opère comme observateur ? »*

La relation *sujet-objet* est évacuée et remplacée par la relation *système-environnement* par laquelle la réalité perçue n'est plus le produit d'un sujet conscient à propos d'un objet, mais le résultat d'une différence constatée entre un système et son environnement.<sup>24</sup> L'opérativité d'un système complexe remplace le sens symbolique et le comportement réactif remplace l'action raisonnée. Luhmann reconnaît lui-même que son modèle théorique élève l'énonciation à un niveau d'abstraction inhabituel.

*« Le vol dans l'abstraction doit s'effectuer au-dessus des nuages et il faut s'attendre à une couverture de nuages plutôt épaisse. On doit alors s'en remettre à ses propres instruments. Il est possible à l'occasion d'entrevoir le sol — de poser un regard sur des régions, y voir des routes, des habitats, des rivières ou des littoraux qui rappellent quelque chose de familier; ou encore porter un regard sur des paysages plus étendus avec les volcans éteints du marxisme. Cependant, **il ne faut surtout pas être victime de l'illusion que ces quelques points de repère pourraient suffire pour orienter le vol.** (...) Personne ne niera que, dans le monde réel, il existe des choses telles que le sens, le temps, les événements, les actions, les attentes, etc. Il s'agit en même temps d'une réalité dont on peut faire l'expérience et de la condition de possibilité de la différenciation de la science. Les concepts qui leur correspondent servent de sonde à la science au moyen desquels le système théoriquement contrôlé s'ajuste à la réalité, et à l'aide desquels la complexité indéterminée est déterminée en complexité déterminable et utilisable à l'intérieur de la science. »*

Luhmann (2010, p.32)

À titre de pilote privé passionné des problématiques aéronautiques et chercheur, nous ne pouvons que reconnaître la pertinence de cette analogie, ayant nous-mêmes fait l'expérience en vol des fausses perceptions causées par l'altitude, le vent, le brouillard

---

<sup>24</sup> Luhmann considère que des acteurs qui utilisent la raison pour interpréter un système ne peuvent le faire dans un contexte qui est ontologiquement irréductible de pluralité et d'incertitude perpétuelle.

et la position d'objets familiers au sol, provoquant des illusions de vitesse trop élevée ou trop lente, de vol en faux pallier, de glissades ou de dérapages. Ces fausses perceptions ne peuvent être déjouées que par le recours aux techniques théoriques établies appliquées aux informations fournies par les instruments et ce, bien plus que par la confiance en l'instinct des sens, du ressenti et de l'affect. Notre prétention de recherche n'est donc pas de décrire ce que nous percevons mais bien de faire usage d'instruments théoriques nous fournissant des informations qui permettent de voir et de comprendre plus clairement une réalité. Notre objectif se focalise beaucoup plus sur la compréhension que sur l'analyse réflexive et critique, en concordance avec la pensée de Luhmann (1990d, p. 78)<sup>25</sup> pour qui « *l'usage de l'observation et de la distinction n'est pas destiné à fournir une base à la connaissance mais seulement à garder ouverte la possibilité d'observations par des systèmes empiriques très différents* ».

Le haut niveau d'abstraction est un facteur de difficultés considérable pour qui souhaite appréhender le travail de Niklas Luhmann par d'autres chemins que sa langue allemande d'origine, une langue apte à regrouper en un mot l'ambiguïté conceptuelle ou sémantique que les autres langues ne peuvent traduire que par l'emploi de phrases, de périphrases, de néologismes ou même d'analogies. Luhmann est d'ailleurs peu traduit en français, quelque peu en italien, en espagnol ou même en japonais, beaucoup plus en anglais et les différences de vocabulaire et de sens entre toutes ses traductions sont nombreuses.

Au moment où notre travail est rédigé, son dernier ouvrage *Die Gesellschaft der Gesellschaft* publié en 1997, qui fut traduit en espagnol (*La Sociedad de la Sociedad*, 2007) avant de l'être en anglais (*Theory of Society*, 2012-2013), vient tout juste d'être traduit en français (*La société de la société*, 2021).<sup>26</sup> Qualifié par certains d'œuvre

---

<sup>25</sup> Traduction libre

<sup>26</sup> Aux fins de ce travail, nous avons principalement utilisé la traduction en anglais à titre de référence.

maitresse, cet ouvrage est une synthèse qui, loin de donner une vision détaillée et en surplomb du travail de Niklas Luhmann, en donne plutôt une vision générale et des perspectives globales n’offrant pas le détail de certains de ses écrits antérieurs dans lesquels il exprime avec grande précision théorique ses idées maitresses.<sup>27</sup>

Aussi, avons-nous fait le choix d’appréhender l’auteur par les chemins de traverse, par les nombreuses traductions parfois contradictoires, par l’évolution de ses écrits antérieurs dans leur langue originale, par la référence et la comparaison aux auteurs pour lesquels il souhaitait se dissocier ainsi que par les débats qu’il a suscités, en particulier celui amorcé avec Jürgen Habermas au début des années 1970, un débat politique et philosophique abondamment commenté mais dont les ouvrages originaux par lesquels il s’exprime ne sont pas traduits.<sup>28</sup> Nous appréhendons tout autant Niklas Luhmann par son positionnement philosophique et sa posture épistémologique qui est au cœur de la justification de sa réflexion.

La posture de Niklas Luhmann est une posture qui libère temporairement de la tyrannie de l’égo individuel et de sa primauté de subjectivité jusqu’à sa dissolution momentanée. Le sujet est remplacé par une construction déduite d’un mode opératoire prédéterminé, un mode dit d’*observation*. Le sujet devient un *observateur constructeur observant*. C’est une posture qui implique de transcender toute subjectivité inhérente, d’en élargir le périmètre de manière à ce qu’elle englobe le chercheur, la société et jusqu’à la nature elle-même, tous *observés* et *observants* au cœur d’une dynamique qui exprime ce que le jeune poète anglais John Keats (1899, p. 277) a identifié comme une « *capacité négative, la capacité d’exister dans l’incertitude, le mystère et le doute, sans ressentir*

---

<sup>27</sup> Dans ce dernier ouvrage, Niklas Luhmann fait usage de très nombreux renvois à ses ouvrages précédents, utiles au lecteur pour la clarification en profondeur des concepts utilisés.

<sup>28</sup> Soulignons cependant la parution récente de *Habermas – Luhmann Debate* (Gorm Harste, Columbia University Press, 2021) qui décrit avec détails l’évolution du débat et en contextualise les positions respectives.

*le besoin irréprouvable d'appréhender faits et raison* ». <sup>29</sup> Cette capacité repose sur le principe d'incertitude et fait émerger, aux dires de John Keats, une faculté poétique d'imagination créatrice qui peut mener à ce qu'il nomme « *l'Accomplissement de l'Homme* », donnant en exemple William Shakespeare qui fut pour lui un homme d'accomplissement de la littérature.

L'égo agit tel un filtre qui gère l'accès des informations. Jusqu'à la conscience, il ne laisse se glisser qu'un mince fragment du spectre de la réalité. Mais le monde peut être beaucoup plus vaste que l'égo ne le laisse paraître et face à l'incertitude qu'il provoque, Niklas Luhmann cherche à trouver un moyen de modérer la prédominance tyrannique de l'égo. À sa manière, sa pensée s'inscrit dans la *capacité négative, la capacité d'exister dans l'incertitude*. C'est une pensée qui rompt avec la croyance qu'il soit possible de définir un ultime point de vue, celui d'un sujet observateur omniscient. Luhmann pense la société non pas selon le point de vue descriptif d'un observateur externe subjectivé, mais selon le point de vue d'un monde social qui s'observe dans son processus constant de constitution et ce, sans jamais chercher à identifier la substance derrière l'acte. La société de Niklas Luhmann n'est pas. Stochastique, elle advient. Produit d'un constructivisme radical, cette société puise sa réalité dans les événements qui sont observés et qui deviennent autant de points de départ de l'évolution sociale. Chaque observation est une *distinction* <sup>30</sup> agissant comme acte de connaissance qui ne donne à connaître que l'opération de l'observateur lui-même. Le lecteur se doit d'accepter la prémisse implicite que la société d'une part, et le psychisme d'autre part, soient des systèmes essentiellement constitués d'événements contingents. Des événements de communication pour l'un et des événements de conscience pour

---

<sup>29</sup> Traduction libre de « *I mean Negative Capability, that is, when a man is capable of being in uncertainties, mysteries, doubts, without any irritable reaching after fact and reason* »

<sup>30</sup> *Communication et conscience* constituent les distinctions directrices de Niklas Luhmann, qui s'opposent aux distinctions *écriture et langage* de Jacques Derrida, bien que chacune partage l'idée du mouvement constant d'observation allant d'une distinction à l'autre et menant à une observation simultanée sous deux perspectives, contradictoires tout en étant complémentaires.



l'autre, chacun exprimant une discontinuité, chacun n'étant temporellement ni l'avant ni l'après mais les subsumant en l'unité de l'instant d'une différence contingente, ou dirons-nous, d'une distinction. Une contingence entendue sur le mode théorique par la totalité des *possibles* qui résultent de la négation du *nécessaire* et de l'*impossible*, ne laissant à la contingence que l'expression de la sélection d'une possibilité d'être *distinct* à l'instant du présent.<sup>31</sup>

Fondamentalement, Niklas Luhmann définit la société tel un monde de relations contextuelles de communications (*Kommunikationsammenhang*) et sa théorie procède à la description de l'évolution sociale de ces communications. Le monde social de Luhmann n'advient de rien d'autre que de la communication qui le construit et le fait évoluer. La communication luhmannienne s'appréhende tel un processus de mise en relation qui se différencie par les formes sociales qui la décrivent. Politique, économie, science, droit ou médias de masse entre autres, sont autant de formes sociales de la communication. Elles sont à la fois autonomes dans leur singularité fonctionnelles et structurellement similaires dans les paramètres auxquels elles doivent s'astreindre pour exister. L'évolution sociale ne repose pas sur une logique téléologique construite sur un rapport de causalité ni même sur un choix historiographique faisant temporellement émerger une transformation d'une société donnée. En lieu et place, Luhmann propose que l'évolution sociale se détache du principe d'uniformité pour laisser place au principe de la différence et de la contingence historique. Le processus de différenciation exprimé par la sémantique permet de mettre à jour les conditions systématiques qui expliquent comment certaines formes sociales apparaissent ou disparaissent dans le discours historique. Le changement social est appréhendé en tissant un lien entre la sémantique et la structure de la société, un lien événementiel prenant une forme temporelle assise sur le présent et pour laquelle le temps devient l'effet de cet

---

<sup>31</sup> Le concept de distinction ou différenciation (*Differenzierung / Ausdifferenzierung*) de Niklas Luhmann est au centre de l'idée d'observation comme mode de construction de la connaissance.

événement. L'ordre social ne procède pas du déterminisme et la société n'est pas singulière. L'instant d'une observation, la société advient. La société est stochastique. Aléatoire, elle ne peut qu'être probable et associée à des attentes qui font face à son incertitude. En termes luhmanniens, la démocratie n'est pas un processus. Elle est un état, l'instant d'une observation.

Le haut niveau d'abstraction de l'œuvre de Niklas Luhmann est un défi d'observation empirique. D'abord parce que c'est une œuvre qui procède d'une sociologie non empirique. « *Si l'on voit que les résultats prévisibles d'une recherche empirique ne dessinent pas encore une théorie satisfaisante, on doit corriger l'idée que la science ne se prouve que par la méthode empirique* » exprime Luhmann (1996b, p. 16) à l'occasion d'une entrevue, en ajoutant que les critères méthodologiques doivent pouvoir être débattus.

La compréhension des concepts principaux qui sous-tendent l'œuvre est aussi un défi. Par une boutade, nous dirons qu'un lecteur affirmant avoir compris la pensée de Luhmann est un lecteur à qui cette pensée n'a pas été assez expliquée tant elle s'articule tel un échafaudage inextricable de pièces enchevêtrées se rapportant toutes les unes aux autres. C'est une pensée qui n'est applicable qu'au prix d'un grand effort d'abstraction parce que « *nous ne pouvons ni supposer qu'un monde existant se compose de choses, de substances et d'idées, ni prendre le concept de monde en totalité tel un universitas rerum ou un monde des choses* » (Luhmann, 2012a, p. 19).<sup>32</sup>

Finalement, l'œuvre est un défi à l'observation empirique qui requiert la démonstration de la pertinence et de l'adéquation des concepts à l'observation et l'expérience des sens. L'observation de deuxième ordre propre à l'approche systémique défendue par Luhmann requiert un détachement de l'attitude de recherche prompt à se concentrer

---

<sup>32</sup> Traduction libre

sur le sujet, l'intentionnalité et la causalité de l'action. Les spécialistes du politique et de la communication présupposent tout naturellement qu'un système politique ou qu'un système de médias de masse intervient intentionnellement dans la société et l'influence en fonction de ses objectifs. L'attitude dominante est de les penser comme des systèmes d'action organisés. L'observation de second ordre, l'usage de la différenciation fonctionnelle et les mécanismes d'autoréférence et d'autopoïèse appliqués à ces systèmes apportent une lecture différente. Chacun des actes de connaissance qu'elle induit ne permet de connaître que l'opération de l'observateur, soit la distinction permettant d'extraire un segment du monde à connaître. Dans cet esprit, le social se pense comme un événement qui advient et qui tire son sens de la communication qui s'exprime et circule autour de lui, sans nécessité d'intentionnalité ou de consensus. Les rapports qu'entretiennent entre eux les structures sociales et la sémantique ne sont pas des relations directes mais circulaires, voire corollaires.

Nous croyons utile d'explorer la fertilité de la posture de Luhmann pour l'exploration des domaines actuels de la démocratie et de la communication. Nous souhaitons le faire sans prétention, avec la plus grande humilité et la pleine conscience que notre intérêt, notre connaissance et notre expérience de ces domaines peuvent nous rapprocher bien involontairement des acteurs qui y agissent, nous amenant à « *observer ces observateurs* » avec nos propres biais.

Niklas Luhmann a appliqué son approche à l'ensemble du système social par l'appréhension de très nombreux domaines dont le politique et les médias de masse. Cependant, les domaines de la démocratie et de la communication s'inscrivent aujourd'hui dans une dynamique de globalisation évoluant rapidement vers une société du monde qui suit un processus de constante complexification. Ces domaines se démarquent des débats des années 1980 et 1990 et sont de plus en plus présents dans les discours de ce nouveau siècle. La pluralité, l'accroissement d'éléments et de

relations sont inhérents à cet état de complexité. Ils présument d'une multiplicité de réalités et de possibilités qui rendent incertaine voire relative toute approche de recherche par laquelle l'individu occupe une position centrale et dominante.

Notre intention est de nous placer dans une posture de médiation entre l'abstraction d'une réalité complexe et une théorisation dédiée à la constitution et l'interprétation de connaissances. Face à l'inaccessibilité d'une réalité qui ne donne pas les clés de son interprétation et face à l'incertitude, nous optons pour le choix d'un processus d'observation, d'instruments conceptuels et d'approches épistémologiques que nous jugeons les plus appropriés. La démocratie et la communication sont des domaines de plus en plus étendus et interconnectés à de nombreux champs de recherches. Nous croyons qu'ils puissent gagner à être abordés par l'entremise d'une théorie générale ouvrant un vaste espace de stimuli, de références et d'opportunités.

Nous choisissons d'appréhender ces domaines sous une posture d'observation non-anthropocentrique qui ne cherche pas à développer une genèse explicative de leur présente réalité. Par sa considération de l'individu en tant que simple élément de l'environnement d'un système social et non comme élément central de la société elle-même, cette posture d'observation associée à la systémique de seconde génération ouvre de nouvelles perspectives à la compréhension des domaines de la démocratie et de la communication telles qu'ils s'offrent dans leur réalité présente. L'individu, comme mesure de réalité et de connaissance, se détache du social et n'assume, du point de vue structurel du système, aucune responsabilité quant à l'établissement de normes ou de valeurs pouvant tenir lieu de facteurs de causalité. L'individu, sans qu'il ne soit nié pour autant, *n'est plus la mesure de la société, son élément central et constitutif* (Luhmann, 2010, p. 20). Il y perd sa prééminence et peut être appréhendé avec plus de complexité et moins de restrictions, l'environnement dans lequel il s'inscrit étant, par nature, plus complexe et moins ordonné.

Pour éclairer notre compréhension, nous choisissons de faire usage d'une théorie fonctionnaliste de la société. Elle ne peut aborder les domaines de la démocratie et de la communication que du point de vue de la rationalité des fonctions de leurs structures respectives et, bien qu'issues de traditions humanistes, les normes et les valeurs n'y sont ainsi observables que dans la limite des fonctions qu'elles y exercent. Nous délimitons notre problématique en nous détachant des approches proposées et décrites sommairement dans notre revue de l'état général des connaissances. Nous souhaitons laisser place à un traitement essentiellement descriptif qui repose sur la présence d'un système autonome dont les opérations pourraient nous permettre de comprendre les rapports qu'elles entretiennent avec la légitimité. Par sa prétention à se déployer sans vision ontologique, nous croyons que l'approche systémique de seconde génération telle que développée par Niklas Luhmann peut se montrer fertile en l'appliquant à l'étude descriptive des structures sociales, politiques et communicationnelles dans un contexte globalisé d'indétermination et de complexité. Nous croyons cette perspective susceptible de renouveler les fondements établis de la pensée afin de rendre compte des phénomènes de la présente réalité sociale et de mieux comprendre ce qui assure la cohérence des collectivités d'individus appréhendés en tant qu'entités propres dans les domaines de la démocratie et de la communication.

Notre perspective requiert de concentrer le travail sur les mécanismes internes des systèmes identifiés. *Quels en sont les composants permettant de rendre compte de l'environnement externe exerçant pression ? Comment le système établit-il une rationalité d'intégration ou de rejet ? Comment s'adapte-t-il à l'indétermination et à la complexité d'un monde globalisé ? Comment peut-il entretenir des relations avec d'autres systèmes ?* C'est cette posture appliquée à un cadre conceptuel inspiré des travaux actualisés de Niklas Luhmann que nous adoptons dans le cadre de notre recherche. Cette posture est au centre de la dimension épistémique des fondements communicationnels de la démocratie et de l'information. En guise de guide à notre

parcours, nous posons l'hypothèse de la fécondité de l'approche luhmannienne à la compréhension de la réalité de la démocratie et de la communication dans la dimension médiatique qui lui est associée.

La recherche propose d'examiner la démocratie, la communication et leur environnement relationnel respectif chargé de pressions et d'attentes à leur égard. Nous souhaitons décrire une réalité en consignand les faits, sans intention d'explication au sens d'en découvrir les raisons, les causalités ou même les origines. Notre but est de décrire une situation relationnelle appréhendée comme un phénomène, sans prétention de mise en évidence de l'objectivité d'un lien unissant le phénomène observé et décrit avec le processus qui pourrait en être la cause et présider à sa production. Nous souhaitons plutôt l'appréhender par la synthèse et l'élaborer en ramenant à l'unité d'un sens la représentation de sa réalité.

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Cette question est à la source des travaux du sociologue cybernéticien et cognitiviste Niklas Luhmann. Dans le même esprit, nous interrogeons les rapports qu'entretiennent nos objets dans un contexte où la réalité des faits, le sens des mots et le cadre théorique posent la question de l'ordre social. *La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons, et quels rapports entretient-elle avec la communication ?* Nous nous proposons d'inscrire le phénomène dans notre esprit et le reporter dans le texte de cette recherche en le racontant, tel un récit de quête cherchant à comprendre les liens pouvant unir la démocratie à la communication et évaluer jusqu'à quel point la démocratie est celle à laquelle nous croyons. Pour y arriver, le récit de notre thèse se déploie en deux parties.

En **première partie**, nous posons les fondements de questionnement et d'approche. La démocratie et la communication dans sa dimension médiatique sont malmenés. La confiance s'effrite alors que la complexité s'accroît. Plus que jamais, l'incertitude

donne à l'idéal sa raison d'être. L'idéal est idéal parce qu'au présent vécu de l'incertain complexe, les attentes sont déçues. Ainsi est *l'étonnante complexité de l'idéal*.

Notre point de départ est constitué de la description d'une réalité, celle de la mise à mal des domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique. Tous deux sont confrontés au déficit de confiance, de participation et de pertinence de leurs actions dans un monde désormais globalisé. Ce constat repose sur la perception d'appréciation des actions posées antérieurement et du croisement des déterminants de compétence, de performance et d'éthique. *Die Untergrabung einer Welt, la mise à mal d'un monde* où la démocratie et la communication sont bousculés dans une mouvance de globalisation (chapitre un).

L'approche systémique de seconde génération de Niklas Luhmann, tant dans sa posture, son appréhension de la communication, ses innovations conceptuelles, sa lecture de la complexité et de l'incertitude que dans sa compréhension du mécanisme de la confiance constitue le cadre théorique et conceptuel sur lequel repose l'essentiel de notre travail. Nous en décrivons les principes généraux d'appréhension du monde par le fonctionnalisme, la posture épistémologique qui les sous-tend, la dynamique de communication agissant au cœur des opérations constitutives du social et les principaux éléments qui permettent de décrire, donner sens et réduire la complexité des mondes sociaux grâce aux systèmes constituant *Das Niklas der Gesellschaft, la société de Niklas Luhmann* (chapitre deux).

La **seconde partie** est le récit de notre quête de réponses. Le parcours de questionnement est en voies parallèles, allant de la compréhension et l'établissement de la définition des domaines de la démocratie et de la communication jusqu'à leur actualisation dans la perspective systémique fonctionnelle menant à leur conjonction. Le vécu d'attente de l'idéal, l'incertitude de la complexité et le potentiel de déception

sont au cœur de l'interprétation du phénomène de mise à mal. *Le réel n'est pas l'idéal* et tel qu'appréhendé, son incertitude est irréductible.

Le domaine de la démocratie, tant par ses racines étymologiques que sémantiques prend un caractère de *collectif capable* sous la forme d'institution associée au gouvernement, doublée d'une pratique associée au régime de gouvernance constituant un État. Face à la complexité problématique de la définition d'État, le monde social détache le concept de politique, définit fonctionnellement en tant que mécanisme de prise de décisions contraignantes et collectives du système social dans lequel il s'inscrit. L'État est, en terme luhmannien, une auto-description contingente du système politique. Se pose alors le problème de l'évolution du politique et de l'augmentation de sa complexité tant sur les plans fonctionnels de sa pratique que structurels des institutions qui le constituent. Dans la perspective systémique, la démocratie actualisée se détache du politique pour s'auto-décrire et se différencier fonctionnellement. Le *collectif capable* s'observe sous la forme d'un « *étant* », une unité systémique détentrice de sa propre essence et d'où apparaissent *Demokratische Aufklärung*, les *lumières démocratiques* ou la démocratie fonctionnellement circonscrite (chapitre trois).

Les racines étymologiques et sémantiques de la communication l'associent à un *état* résultant d'un agir. La communication est l'*état d'être en relation* en tant que résultat d'un *agir de mise en relation*. La dimension médiatique de la communication n'est pas entièrement communication. Agissant pour la transmission, elle est constituée de tous les dispositifs faisant usage de moyens techniques pour la diffusion d'informations. Sur elle, repose l'ensemble des savoirs de la réalité du monde social. En effet, dans la perspective systémique, le système des médias de masse se définit fonctionnellement en tant que mécanisme de construction de la réalité. Il permet, récursivement au présent, de connecter le passé déterminé et l'indétermination du futur. Se pose alors le



problème de l'évolution récente et rapide de la dimension médiatique de la communication et par conséquent, l'augmentation de sa complexité. Dans la perspective systémique, l'évolution s'observe sous la forme d'une mutation entraînant des changements profonds au niveau des structures. Les moyens techniques accélèrent la vitesse de diffusion et multiplient les sources de diffusion jusqu'à réinitialiser la fonction première de mise en relation et d'où apparaît *Kommunikation Aufklärung*, l'*éclaircissement de la communication* ou la communication fonctionnellement circonscrite (chapitre quatre).

Le haut niveau d'incertitude face aux idéaux rend impossible la gestion des attentes et provoque la mise à mal de chacun des domaines. En termes luhmanniens, la complexité indéfinie de l'incertitude est réduite à un potentiel de déception nécessitant une prise de risque qui, face à une faible réponse entraîne la désaffection. L'état d'*être en confiance* a laissé place à un *agir sur le risque* voué à l'échec, la complexité n'ayant pas été suffisamment réduite. Actualisées dans la perspective luhmannienne, la démocratie et la communication se distinguent sur le mode systémique et fonctionnel. En guise de réponses à nos questionnements, *Die Lebenswelt*, le monde vécu propose celle de l'irréductible incertitude de la société stochastique et celle de la communication stochastique, une incitation sociale aléatoire hautement probable mais imprévisible sur le plan de l'individu (chapitre cinq).

Le dernier chapitre est un corolaire découlant du questionnement de l'interaction entre la dimension médiatique de la communication et la démocratie, des domaines qui établissent de multiples rapports de proximité. Leurs origines néologiques sont simultanées, ils partagent des genèses sémantiques contiguës, chacun est associé à la pensée politique et fait face à l'impossibilité consensuelle. En tant que systèmes, ils engendrent des paradoxes et sont capables de transformer réciproquement leurs structures afin d'être sensibles aux événements de leurs environnements respectifs. La

démocratie et la communication s'appréhendent en tant que systèmes sociaux clos ne pouvant opérer que de manière auto-référencielle. La capacité de régénération de leurs éléments, nous dirons leur *autopoïèse*, fonctionne et perdure sans contacts cognitifs avec l'environnement. De leur proximité émerge l'obligation de couplage structurel et de leur dynamique d'interaction stable et récursive, l'obligation d'ajustement réciproque de leurs structures. *Demokratie weil Kommunikation, l'une parce que l'autre*, suggère l'intime conjonction de chacun des domaines (chapitre six).

Notre récit de quête laisse voir comment le déficit de confiance de la démocratie et des médias repose sur la perception négative de leur compétence fondée, par corrélation, sur la perception négative de leur performance et de leur éthique respective, le tout entraînant une décroissance de participation à leur égard et une perte de pertinence des produits qui en ressortent. Au final, la démocratie et les médias ne peuvent s'affirmer que dans l'ignorance de leur discrédit. Aux yeux externes, ils ne réussissent plus, dans une perspective sociologique, à réduire la complexité de la réalité du monde et en tant que systèmes, s'estompent au profit de nouveaux systèmes fondés sur de nouveaux modes de différenciation sociale, sur de nouvelles *distinctions*.

Les systèmes livrent une représentation en *époque* de leur réalité. Ces réalités ont un statut de construction de connaissances produites et figées dans l'instantanéité par la décomposition de l'unité incompréhensible du monde dans lequel les systèmes s'inscrivent. Comme systèmes intégrés au monde, nos objets ont atteint un niveau de complexité qui les autorisent à de multiples auto-descriptions. Ce faisant, la démocratie et la communication dans sa dimension médiatique renoncent à l'objectivité d'une unique et véritable représentation. Ils ne sont que le produit momentané d'un réseau récursif d'observations, de sélections et de descriptions. Ils révèlent un portrait *instantané* et une représentation fortuite de ce qui peut convaincre, au milieu de conditions toujours changeantes dont celles de la confiance à leur égard et de

l'évolution spatio-temporelle induite par le développement technologique. Ces conditions en accroissent l'incertitude et rendent leur complexité quasi irréductible.

Dans le domaine des sciences sociales, l'habitude est à ce que les objets de recherche soient définis en référence à des valeurs inscrites dans leurs idéaux. L'approche Luhmannienne réfutant cette conception du social, les observations que nous formulons à propos de ces objets ne sont restreintes qu'à la fonction de ces valeurs.

# PREMIÈRE PARTIE

## *L'étonnante complexité de l'idéal*

*« Du point de vue méthodologique, le problème ne se situe pas dans le domaine de la recherche empirique. Ce qui est crucial, ce n'est pas la collecte de nouvelles données mais plutôt une nouvelle façon de traiter ce que l'on sait déjà. L'empirisme peut élaborer un programme pour combler les lacunes, mais ce n'est pas la préoccupation principale. Même les classiques, reconnaissables aux vautours qui tournent au-dessus de leurs carcasses, n'offrent que peu d'aide. Certes, le programme théorique des classiques sociologiques est, comme toujours, exemplaire et n'a pas encore été égalé. Cependant, les méthodes ne sont guère adéquates pour les tâches d'aujourd'hui. Il faudrait faire des choses similaires d'une manière complètement différente. »*

Luhmann, (1989b, p. 15, traduction libre de l'italien)

# CHAPITRE 1

## LA PRÉMISSSE

### *Die Untergrabung einer Welt,*<sup>33</sup> ou la communication et la démocratie bousculés dans un monde globalisé

*« Si le diagnostic n'est qu'à peu près correct, la société ne peut attendre ni conseil ni aide de la sociologie. Mais il pourrait être judicieux de **rechercher des théories qui rendent plus justice aux faits** que les modes de pensée traditionnels optimistes-critiques au sein de notre discipline, **justice aux faits avec lesquels la société se construit.** »*

Luhmann (1999c, p. 150)<sup>34</sup>

La *démocratie* et la *dimension médiatique de la communication* qui lui est communément associée sont mis à mal. Un déficit de **confiance**, de **participation** et de **légitimité** caractérise cette mise à mal qui survient, au fil de la numérisation réduisant l'espace et le temps, dans un environnement de globalisation et d'accroissement de la complexité du monde. Ces maux touchent autant la démocratie que la dimension médiatique de la communication. Certains diront qu'ils sont en crise.

La démocratie est questionnée dans son statut normatif : jusqu'à quel point un état est démocratique ou non? Peu importe leur statut normatif, les institutions démocratiques font face à une perte de confiance alors que les pratiques sont délaissées par une décroissance de participation. En conséquence, la pertinence des politiques publiques et des actions gouvernementales voit sa légitimité mise en doute. La gouvernance politique et les commettants sont au cœur d'une dynamique de divorce (chapitre 1.1).

---

<sup>33</sup> « *La mise à mal d'un monde* »

<sup>34</sup> Cité par Hans-Georg Muller, *Luhmann Explained, From Souls to Systems*, p. 115, traduction libre

Tout comme la démocratie, la dimension médiatique de la communication dans sa fonction d'information est atteinte d'un déficit de confiance. La participation par le lectorat ou l'écoute est en décroissance alors que le rapport entre l'offre de contenus et les attentes des individus montre un écart qui sous-tend un déficit de pertinence. Au contraire de la démocratie, peu d'auteurs se sont intéressés à ce phénomène, sinon pour en cerner les changements structuro-économiques les affectant (chapitre 1.2).

Démocratie et communication, deux domaines distincts, atteints d'une même mise à mal exprimée principalement par un déficit de confiance, une désaffection et des attentes inabouties. Par ailleurs, entre les notions communes de « *confidence, trust, capability, believing, faith* » de la tradition anglo-saxonne, la confiance est une notion dont le cadrage théorique et la clarification conceptuelle sont caractérisés par un niveau de compréhension encore peu précis. Les relations de confiance font cependant consensus en ce qui a trait à ce qu'elles peuvent être : un état relationnel constitué d'attentes futures fondées sur l'évaluation de comportements passés. Cet état se mesure entre autres par le croisement de variables comportementales associées à la compétence et à l'éthique dans un contexte de performance validant nos constats (chapitre 1.3).

Notre problématique de départ est un constat de mise à mal des domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique associée à l'information. Pour nous, *rendre justice aux faits* n'est pas une présomption d'agir dans le but de les changer. La théorie des systèmes sociaux sise au cœur de notre travail fait montre de scepticisme quant au potentiel des théories sociales à apporter une quelconque *aide réparatrice* à la société. La théorie n'est qu'une interprétation du monde et non le monde lui-même. Tout au plus, nos constats questionnent la coïncidence des faits établis ainsi que la relation entretenue entre ces domaines afin d'en comprendre les limites et les expliquer systématiquement. Nos objets sont alors appréhendés en résonance à notre approche.

## 1.1 Les statuts des démocraties sont questionnés

La société se raconte une histoire dont le personnage principal est la démocratie. La politique l'a engendré dans l'environnement d'une famille sociale complexe et si son vécu est celui d'un même être, il se met en scène sous différentes personnalités, selon le temps et l'espace dans lequel il est perçu tout en gardant certaines constantes, celles de la communication et de l'enfantement de politiques publiques.

Depuis sa naissance dans la Grèce antique, le personnage de la démocratie, en tant que système d'épanouissement de la Cité par l'assemblée du peuple, intègre la communication orale et écrite comme conditions intrinsèques de son existence (Pébarthe, 2006). La communication assure sa vie et son fonctionnement. Le personnage démocratique est aussi un système. Il se définit communément comme un mécanisme par lequel émergent des politiques publiques, un mécanisme qui détermine qui obtient quoi, quand et comment (Lasswell, 1936). Ces interventions dans tous les domaines de la vie des citoyens sont autant de manifestations concrètes des valeurs collectives et du bien commun. Loin d'être toujours des choix tranchés se détachant sans difficulté de leur contexte, les politiques publiques sont le fruit de nuances. Elles se développent sur la base de valeurs, de connaissances, de savoirs et de l'expérience qui les supportent (Kingdon, 1995). Elles doivent tenir compte d'intérêts multiples, de logiques contradictoires tout autant que d'impératifs difficilement conciliables (Bernier et Lachapelle, 2010). Dans le présent quotidien de la démocratie, les politiques publiques sont des décisions prises au nom d'un collectif et dans le contexte d'une présence collective, voire d'une multiplicité de collectifs tous aussi singuliers les uns que les autres.

Dans l'idéal démocratique, les politiques publiques sont les produits consensuels de la volonté de l'assemblée générale des citoyens et naissent de l'expression de l'opinion

dans l'espace public. Elles sont constituées d'objectifs associés à des modalités d'application. Les objectifs exprimés émergent de la divergence des valeurs morales tel un processus consensuel de subjectivation alors que les modalités d'applications sont l'objectivation d'un idéal collectif par lesquelles les citoyens y trouvent accès. Les objectifs et les modalités d'application des politiques publiques s'inscrivent dans le cadre contraignant de la règle de droit garantissant par la légalité la stabilité de l'organisation sociale.

Dans un pays comme le Canada, le Parlement élu est au centre de la subjectivation par l'établissement des principes, objectifs ou législations. Les ministères et organismes gouvernementaux constitués exécutent la volonté du Parlement élu dans l'objectivation afin que les citoyens vivent leur société et reçoivent les services par l'entremise de politiques publiques. Les projets de politiques publiques, objectifs et modalités, reposent sur des problématiques émergeant de faits documentés. Les enjeux de la société ainsi mis à jour se résolvent par des décisions fondées sur la base de jugements moraux et sur la base de la raison. Ils sont appuyés par des données probantes et des pratiques exemplaires que seules les méta-analyses peuvent recenser, capables qu'elles sont de hiérarchiser les résultats de l'ensemble des recherches scientifiques relatives aux orientations décisionnelles pour lesquelles les processus démocratiques ont le devoir de choisir. Ainsi devraient être développés les programmes, les approches, les techniques ou les règlements associés aux politiques publiques et régissant la vie citoyenne. Au sein du processus démocratique, il revient aux ministères et organisations gouvernementales de coordonner la production de ces méta-analyses, d'assurer le développement des orientations qui répondent aux problématiques et de proposer les projets de politiques publiques susceptibles d'être soumis à des débats conceptuels, débats portant sur la définition et le sens des mots, ainsi qu'à des débats empiriques portant sur les enseignements de l'expérience, l'efficience, l'efficacité, tous débats préalables à la prise de décision politique.



C'est en suivant ce processus que les politiques publiques de l'idéal démocratique peuvent s'identifier à des produits de la volonté de l'assemblée générale des citoyens et des fruits de l'expression de l'opinion dans l'espace public. Mais encore doivent-elles le faire dans l'assurance de répondre positivement aux conditions de probabilités d'atteinte de leurs objectifs, de limitation des effets indésirables, de contrôle des coûts et surtout d'efficacité de leurs communications.

Au cours des années et même des siècles, les conditions d'élaboration des politiques publiques par l'assemblée générale des citoyens et son unicité de peuple souverain se sont transformées en une multiplicité de pouvoirs délégués aux différents et de plus en plus nombreux acteurs des démocraties contemporaines (Blondiaux, 2008). Les démocraties sont devenues des écosystèmes complexes qui ne se jouent plus à échelles restreintes mais à l'échelle de la globalisation. Elles doivent composer avec l'élargissement des connaissances, les changements technologiques, l'évolution des mentalités et les croyances identitaires qui révèlent des positions divergentes sur les valeurs collectives et l'établissement du bien commun (Wolton, 2012). Les politiques publiques voient leurs fondations reposer autant sur des idéologies diverses que sur des connaissances ou des savoirs partagés à la fois complexes et aux ramifications multiples dans un environnement où elles sont des enjeux de luttes pour le choix de leurs orientations. Objectifs et modalités quels qu'ils soient ne peuvent que provoquer l'échec d'un idéal démocratique global par les impossibilités consensuelles qui leurs sont de plus en plus imposées tant sur les plans de la subjectivation que sur ceux de l'objectivation. Le cadre contraignant de la règle de droit garantissant la stabilité de l'organisation sociale s'applique difficilement dans le contexte d'un monde global.

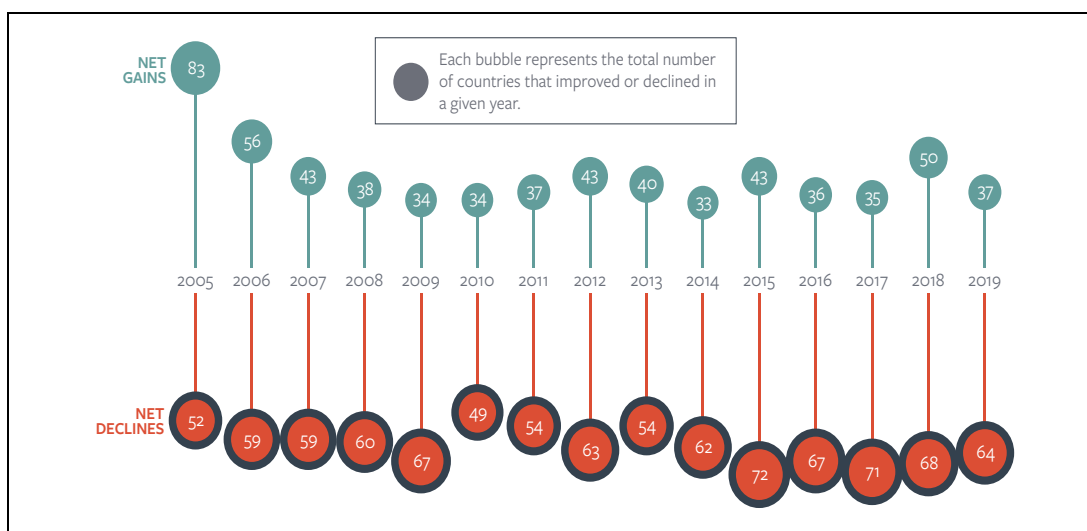
Aujourd'hui, la démocratie est un personnage pris au piège de la globalisation de la circulation des idées. C'est un mouvement irréversible à l'issue duquel les besoins de nécessité pourraient ne plus être fournis à la majorité dans le cadre d'un idéal engendré

par des politiques publiques et encadré par des lois. Selon les statistiques de l'organisation des Nations Unies, la famille sociale complexe des 7.5 milliards d'humains compte désormais 821 millions d'individus sous-alimentés, un milliard vivant dans des bidonvilles, un peu plus de deux milliards sans accès domestique à l'eau potable et un peu moins utilisant quotidiennement des points d'eau contaminés. 3,577 milliards d'individus vivent dans l'un ou l'autre des 75 pays gouvernés par des régimes démocratiques dits complets ou incomplets alors que 3,923 milliards d'individus subissent les régimes dits hybrides ou autoritaires de 92 pays (Economist Intelligence Unit, 2020).

C'est dans ce contexte que les politiques publiques comme produit de la démocratie font l'objet d'une remise en question de leur pertinence et sont ciblées comme preuve de l'inefficacité de la démocratie, du cynisme et de la démobilisation des citoyens (Colliot-Thélène, 2011). Ces insatisfactions face aux politiques publiques se déclinent en insatisfactions face aux gouvernements qui à leur tour se transforment en insatisfactions envers les systèmes politiques, toutes manifestations d'une méfiance croissante et généralisée envers les élites gouvernantes de toutes institutions et partis politiques. Dans le monde, les démocraties sont malmenées par une cascade de perceptions négatives à leur égard.

Pour évaluer les impacts de ces insatisfactions, certaines grandes organisations de recherche s'entendent pour une typologie fondée sur la prémisse d'un caractère universel des trajectoires politiques. Depuis 1973, l'organisation internationale *Freedom House*, une organisation non gouvernementale financée par le gouvernement américain, étudie l'étendue de la démocratie dans le monde et publie le rapport annuel *Freedom in the World*. La démocratie y est vue comme *un ensemble de pratiques et de principes institutionnalisant et protégeant la liberté d'établissement d'une gouvernance fondée sur des règles de majorité et de consentement légitime*. Le rapport

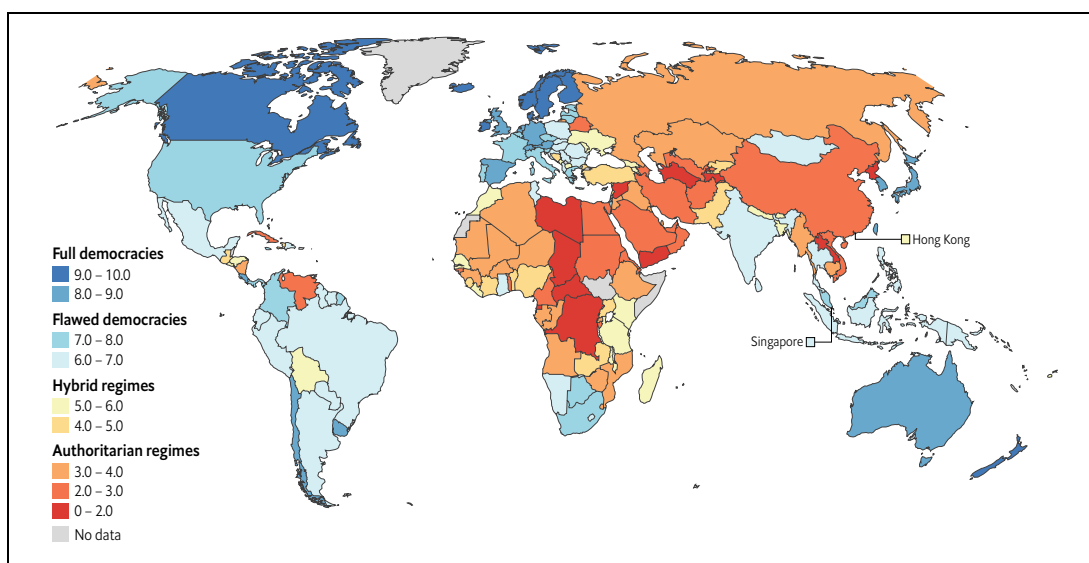
évalue l'état des droits politiques et des libertés civiles de 209 pays et territoires afin d'établir un classement et une catégorisation selon qu'ils soient déterminés *libres*, *partiellement libres* ou *non libres*. 2019 est la quatorzième année consécutive pour laquelle le nombre de pays et territoires ayant un état de leurs droit politiques et libertés civiles en déclin surpasse le nombre de ceux ayant enregistré des gains. 64 pays sont en déclin contre 37 en hausse (Figure 1).



**Figure 1 - Évolution des gains et déclin des droits politiques et libertés civiles**  
(Freedom House, *Freedom in the World 2020*, p. 2)

La mesure des droits politiques et des libertés civiles est utilisée pour déterminer le degré de liberté de chacun des pays et territoires en fonction d'une échelle de 0 à 100. L'*Economist Intelligence Unit* du groupe de presse britannique *The Economist* a développé cet indice qui permet d'évaluer annuellement le niveau de démocratie de 167 pays en s'appuyant sur 60 indicateurs pour la mesure du pluralisme des processus électoraux, du fonctionnement de la gouvernance, de la participation politique ainsi que de la culture et des droits civiques. Ces indicateurs sont interdépendants et conçus tel un tout conceptuel qui permet de noter chacun des pays et territoires pour les classer dans l'une ou l'autre de quatre catégories à titre de *démocratie complète*, jouissant de

pleines libertés civiles et politiques, de *démocratie incomplète*, dans lesquelles la participation politique est limitée et souffre de problèmes de gouvernance, de *régime hybride* caractérisés par des processus électoraux injustes et en déficit de liberté, ou de *régime autoritaire* qui minimisent le pluralisme politique et violent les libertés civiles (Figure 2).



**Figure 2 - Statut de 0 à 100 du degré de liberté des pays en 2020**  
(The Economist Intelligence Unit, *Democracy Index 2020*, p. 4)

Le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Autriche et l'Espagne bénéficient d'un statut de *démocratie complète*. 57 pays dont les États-Unis, l'Italie et la Grèce occupent une position de *démocratie incomplète*. La Georgie, l'Albanie et l'Ukraine sont au nombre des 39 pays évalués au statut de *régime hybride* et 52 pays, dont la Russie et la Chine sont des *régimes autoritaires*. De 2006 à 2021, l'évolution de cet indice montre comment le nombre de pays qualifiés de *démocraties complètes* régresse, passant de 28 pays en situation de démocratie complète en 2006 contre 21 en 2021. La mesure qualitative départage les 167 pays selon que leur état de démocratie soit considéré *complet*, *incomplet*, relevant d'un régime politique *hybride* ou *autoritaire*, ce dernier état rassemblant plus de 37% de la population mondiale (Figure 3).

## Évolution de l'indice de démocratie de 2006-2021

Le % de population réfère au total de chacun des 167 pays concernés par l'indice, ce qui correspond à la presque totalité de la population mondiale estimée de 6.7 milliards en 2006 à 8 milliards en 2021.

	Nbre de pays 2006 à 2021	% des pays 2006 à 2021	% population 2006 à 2021
<b>Démocratie complète</b>	28 - <b>21</b>	16.8% - <b>12.6%</b>	3.0% - <b>6.4%</b>
<b>Démocratie incomplète</b>	54 - <b>53</b>	32.3% - <b>31.7%</b>	38.3% - <b>39.3%</b>
<b>Régime hybride</b>	30 - <b>34</b>	18.0% - <b>20.4%</b>	10.5% - <b>17.2%</b>
<b>Régime autoritaire</b>	55 - <b>59</b>	32.9% - <b>35.3%</b>	38.2% - <b>37.1%</b>

**Les démocraties complètes** sont des pays où les libertés civiles et les libertés politiques fondamentales sont non seulement respectées, mais aussi renforcées par une culture politique propice à l'épanouissement des principes démocratiques. Ces pays ont un système valide de freins et contrepoids gouvernementaux, un pouvoir judiciaire indépendant dont les décisions sont exécutées, des gouvernements qui fonctionnent correctement et des médias divers et indépendants. Ces pays n'ont que des problèmes limités de fonctionnement démocratique

**Les démocraties incomplètes** sont des pays où les élections sont libres et équitables et où les libertés civiles fondamentales sont respectées mais peuvent présenter des problèmes (violation de la liberté des médias, par exemple). Ces pays ont des défauts importants dans d'autres aspects démocratiques, notamment une culture politique sous-développée, une faible participation à la vie politique et des problèmes de fonctionnement de la gouvernance.

**Les régimes hybrides** sont des pays où des irrégularités conséquentes existent lors des élections, les empêchant régulièrement d'être justes et libres. Ces pays ont généralement des gouvernements qui exercent des pressions sur les opposants politiques, des systèmes judiciaires non indépendants, une corruption généralisée, le harcèlement et la pression exercés sur les médias, un état de droit anémique et des fautes plus prononcées que les démocraties défailtantes dans les domaines de la culture politique sous-développée et de faibles niveaux de participation à la vie politique et des questions relatives au fonctionnement de la gouvernance.

**Les régimes autoritaires** sont des nations où le pluralisme politique a disparu ou est extrêmement limité. Ces nations sont souvent des monarchies ou des dictatures absolues, peuvent avoir quelques institutions démocratiques conventionnelles, mais avec une signification minime, les violations et les violations des libertés civiles sont monnaie courante, les élections (si elles ont lieu) ne sont pas équitables et libres, les médias sont souvent la propriété de l'État ou contrôlés par des groupes associés au régime au pouvoir, le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant et la censure et la répression de la critique gouvernementale sont omniprésentes.

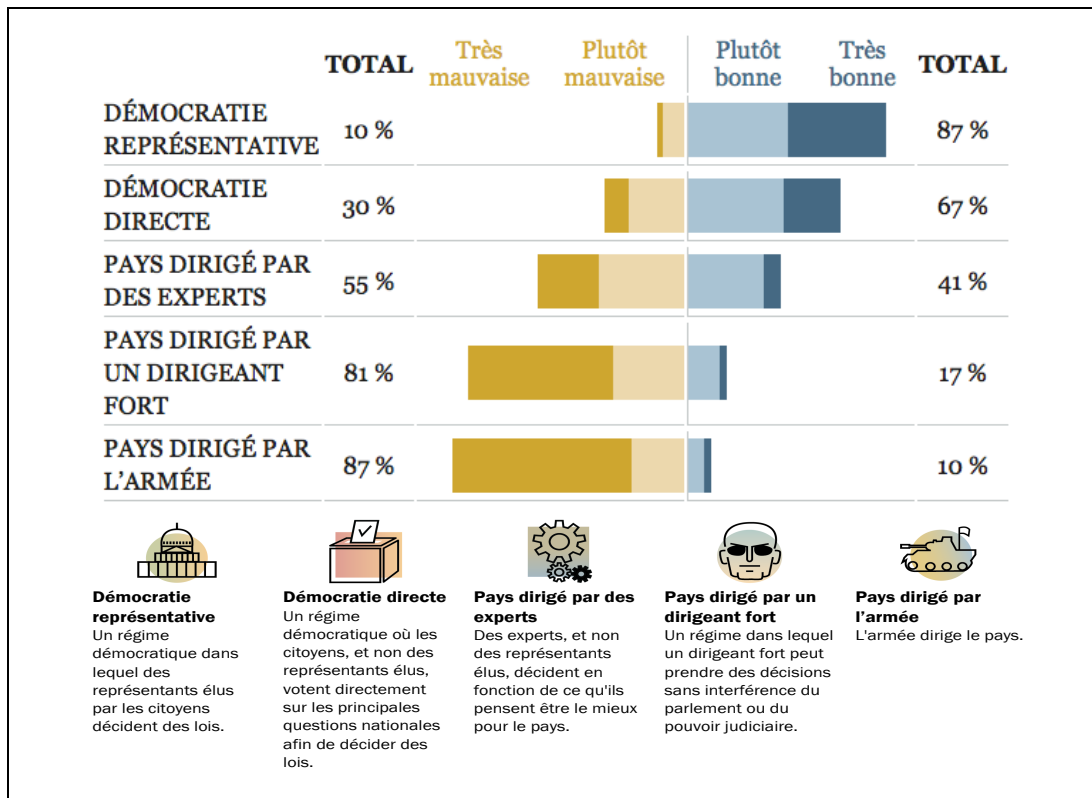
### Figure 3 - Évolution des indices de démocratie de 2006 et 2021

(The Economist Intelligence Unit's *Index of democracy*, 2006 – 2021, traduction libre)

Le nombre de pays sous *démocratie incomplète* baisse de 53 à 54 alors que le nombre de pays de *régime hybride* s'accroît, passant de 30 pays en 2006 contre 34 en 2021. Si 45.7% des habitants de la planète vivent sous un régime démocratique *complet* et *incomplet* en 2021, seulement 6.4% bénéficient d'une démocratie complète, pleine et entière, une hausse en comparaison au niveau de 3% en 2006 mais une baisse en

comparaison au niveau de 8.9% établit en 2015. Sur les 167 pays évalués, 74 ont vu leur indice décroître, ce qui représente 44% du total.

Une recherche menée en 2017 auprès de 38 pays évalue la perception qualitative de 5 types de gouvernance (Figure 4). Une démocratie représentative est pour plus de la moitié des répondants un *très bon* ou un *assez bon* moyen de gouvernance d'un pays tout en montrant, à différents degrés, une ouverture à l'égard d'autres formes de gouvernance (Wike, Simmons, Stokes, Fetterolf, 2017). Les Suédois constituent la plus forte proportion affirmant à 95% que la démocratie représentative est un très bon ou un assez bon moyen de gouvernance (87% pour le Canada) alors que les Vietnamiens sont les plus susceptibles à 70% de soutenir un régime militaire (10% pour le Canada).



**Figure 4 - Perception canadienne des types de gouvernance**  
(Pew Research Center, 2017, *Comment les pays du monde entier perçoivent la démocratie, le régime militaire et les autres systèmes politiques*, par John GRAMLICH)

### 1.1.1 Baisse de confiance envers les *institutions* démocratiques

La confiance au sens le plus large du terme, c'est-à-dire le fait de se fier à ses propres attentes, constitue une donnée élémentaire de la vie en société et chaque individu dispose du choix d'accorder ou non sa confiance à divers égards (Luhmann, 2006). Les attentes individuelles sur lesquelles repose la confiance peuvent être reliées à des valeurs susceptibles d'être ou non partagées, établissant ainsi par un mécanisme de jugement et d'évaluation l'intensité d'une relation de confiance. Envers les institutions gouvernementales et leurs représentants, la confiance est une posture indicative des rapports au politique et un phénomène constituant essentiel de l'équilibre social prévalant entre la réalité vécue et un idéal, un idéal démocratique fondé sur la perception du meilleur et l'anticipation d'une certitude pour l'avenir.

En utilisant les données du projet sur la démocratie du *Center for Systemic Peace*, le baromètre de la confiance de la société *Edelman* a déterminé que pour les pays dits les moins démocratiques, de 2012 à 2018, la confiance des citoyens envers le gouvernement atteint 59% soit juste en dessous de la ligne de confiance de 60% alors que pour les pays dits démocratiques, la confiance n'atteint que 35%, soit un écart de 24 points. Selon le *Edelman Trust Barometer 2020*, les données compilées auprès de 26 pays établissent le taux de confiance moyen à 49% pour 2019.

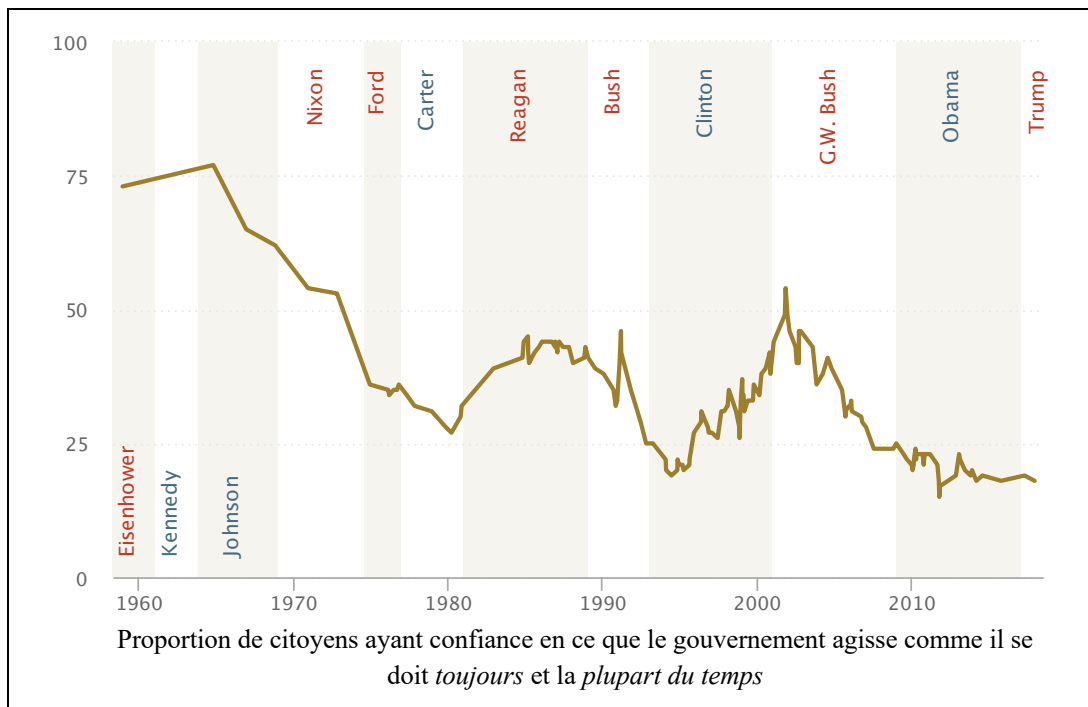
En Europe, selon les données de l'*Eurobaromètre Standard* (Commission européenne, 2019), en réponse à la question « ...pouvez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance... », question posée à 1000 répondants dans chacun des 28 pays de l'Union européenne depuis 1997, l'indice de confiance <sup>35</sup> mesuré à l'automne 2016 est de 9% pour la Grèce, 15% pour l'Italie, 17% pour la France, 20% pour l'Espagne

---

<sup>35</sup> La confiance envers le gouvernement est liée à de très nombreux facteurs qui peuvent expliquer les variations entre pays, époques ou citoyens et de ce fait, les indices doivent être interprétés dans leur contexte comme des tendances et non comme des mesures précises

et 31% pour la moyenne de l'ensemble des 28 pays membres de l'Union européenne. Compte tenu des 46% mesurés en 1997, c'est une tendance forte à la décroissance à laquelle font face ces pays.

En 2020, 20% des américains croient qu'ils peuvent avoir confiance en leur gouvernement pour qu'il agisse *toujours* (2%) et la *plupart du temps* (18%) comme il se doit, contre 73% en 1958. Depuis les années 2000, l'indice de confiance des citoyens américains envers leur gouvernement est en décroissance. Les données indiquent que même si la part des électeurs Républicains a vu sa confiance augmenter sous la présidence de Donald Trump, cette part n'est que de 28% contre 12% pour les électeurs démocrates (Pew Research Center, 2020). La confiance des électeurs américains envers leur gouvernement suit une tendance à la baisse depuis une cinquantaine d'années (Figure 5).



**Figure 5 - Évolution de la confiance des américains envers leur gouvernement, 1958-2015**  
(PEW Research Center, *Beyond Distrust: How Americans View Their Government*, May 2017)



Bien que peu de données directement comparables soient disponibles pour le Canada, le niveau de confiance envers le Parlement est estimé à 38% selon le recoupement des résultats de l'*Enquête sociale générale* de 2013 et 2014 (Cotter, 2015). Le degré de confiance mesuré pour que *le gouvernement agisse en fonction du bien commun et fasse ce qu'il doit pour le bien du pays* est de 67% (Wike, Simmons, Stokes, Fetterolf, 2017) et de 43% selon le *Trust Barometer* (Edelman, 2017) lorsque mesuré sur une échelle de 1 à 9, soit une baisse de 10% par rapport aux résultats de 2016.

Depuis 2011, l'Institut de recherche CIRANO compile les données de nombreuses enquêtes de 1000 répondants représentatifs de la population du Québec afin d'établir un baromètre de confiance. Dans l'étude *Perception des risques au Québec* (DeMarcellis-Warin et Peignier, 2018), pour 40 de 44 enjeux majeurs de société, moins d'un Québécois sur cinq fait *tout à fait* ou *plutôt* confiance au gouvernement et le degré de confiance accordé au gouvernement est le plus faible pour les aspects de la protection des intérêts et de l'assurance du bien-être des citoyens.

À l'échelle du monde, il y a un déclin significatif de la démocratie depuis plus d'une décennie appuyée par des signes clairs d'un ressac de la démocratisation (Diamond, 2016). La santé démocratique, qui se dégrade depuis plusieurs années, la perte de confiance des citoyens envers leur gouvernement ainsi que le déclin des droits et libertés ne sont pas sans conséquences. L'augmentation des comportements contestataires (Benski et Langman 2013) et l'émergence de nouveaux acteurs (Kanji et Tannahill 2013) y sont associées. La décroissance significative de la confiance envers la gouvernance ne s'accompagne pas nécessairement d'une remise en question des valeurs et croyances que les citoyens associent à la démocratie (Norris 2011). Cependant, ils sont désormais attentifs à des systèmes de gouvernance alternatifs de moins en moins démocratiques, laissant ainsi présager une déconnexion de la démocratie telle qu'elle est actuellement pratiquée (Mounk et Foa, 2016). Selon une

étude d'attitudes du *Democracy Report* (PEW Research Center, 2017, Q29a-e), bien que les citoyens de 38 pays considérés comme démocratiques aient à 78% (87% pour le Canada) la perception qu'une démocratie représentative soit un assez bon ou un très bon moyen de diriger les pays, une certaine ouverture se dessine à l'égard d'autres formes de gouvernance considérée de moins en moins démocratique.

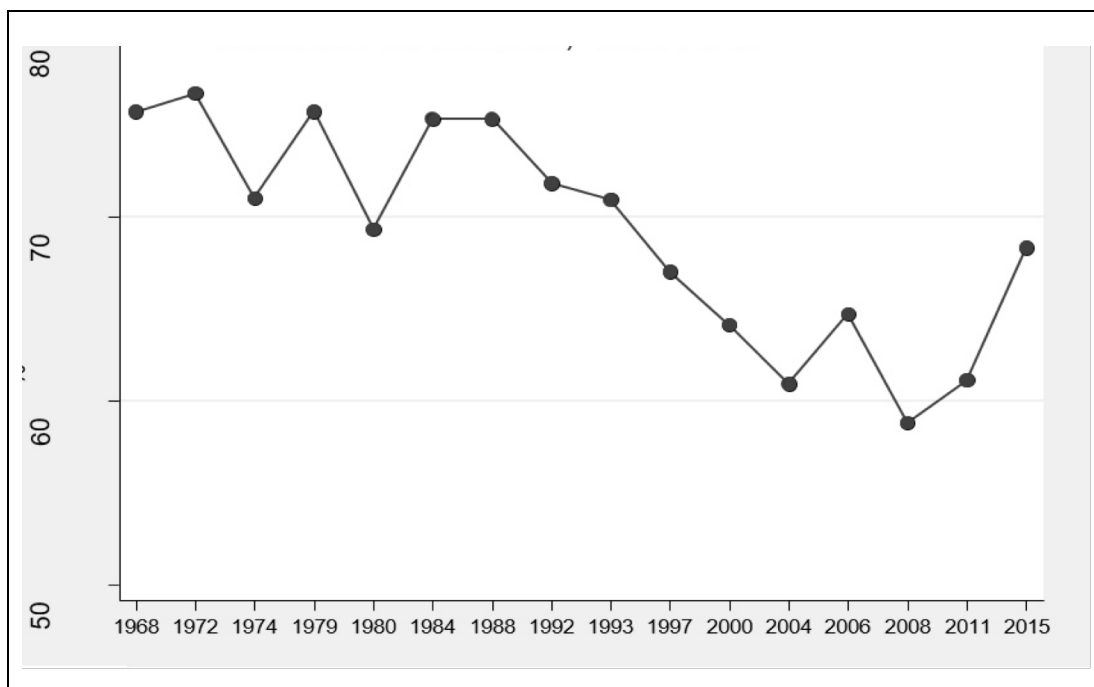
À l'échelle mondiale, les citoyens semblent désormais plus attentifs à des systèmes de gouvernance alternatifs s'éloignant des critères généralement admis pour être qualifiés de *démocratiques*, reposant par exemple sur l'autoritarisme d'un leader fort, d'experts ou de militaires, ce qui laisse ainsi présager une possible déconsolidation de la démocratie comme *régime* tel qu'actuellement pratiqué par la déconnexion progressive des citoyens (Mounk et Foa, 2016). Le déclin de confiance évolue peu à peu vers la méfiance et la défiance.

### **1.1.2 Baisse des taux de participation aux processus électifs**

*The Global State of Democracy, Exploring Democracy's Resilience* note que, suite à l'observation de plusieurs sociétés occidentales, la déconnexion progressive des citoyens se manifeste entre autres par des taux de participation aux processus électifs de plus en plus faibles (IDEA, International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2017). Le taux de participation se définit comme le nombre de votes exprimés divisé par le nombre de personnes déterminé par les estimations officielles de la population totale des individus ayant qualité d'électeur à titre de citoyens âgés de 18 ans et plus. Parfois, le nombre de vote exprimé est divisé par le nombre total d'électeurs inscrits, ce qui a tendance à surestimer quelque peu les résultats.

Le Canada, tout comme de nombreuses démocraties, voit baisser son taux de participation électorale. Depuis plusieurs dizaines d'années, cette baisse s'avère

particulièrement significative chez les jeunes qui désormais ne votent pas en aussi grand nombre que leurs aînés lorsqu'ils avaient le même âge (Blais, Gidengil, Nevitte et Nadeau, 2004). Selon les données compilées <sup>36</sup> des *Rapports du greffier de la Couronne en chancellerie* de 1867-1917 et des *Rapports du directeur général des élections* pour la période subséquente, le taux de participation global enregistré entre 1867 et 1945 fluctue autour de 70%. Avec l'après-guerre, les mouvements de société provoquent des enjeux qui mobilisent parfois plus de 75% de participants à certaines élections générales tenues jusqu'en 1988. À partir de ce moment, le taux de participation montre un déclin marqué jusqu'à un creux de 58.8% en 2008. Les scrutins de 2011, 2015 et 2019 maintiennent cette tendance à la baisse avec des taux de participation observés de 61.1%, 68.3% et 67%. Avec 62.5%, la dernière élection fédérale de septembre 2021 confirme la tendance à la baisse (Figure 6).

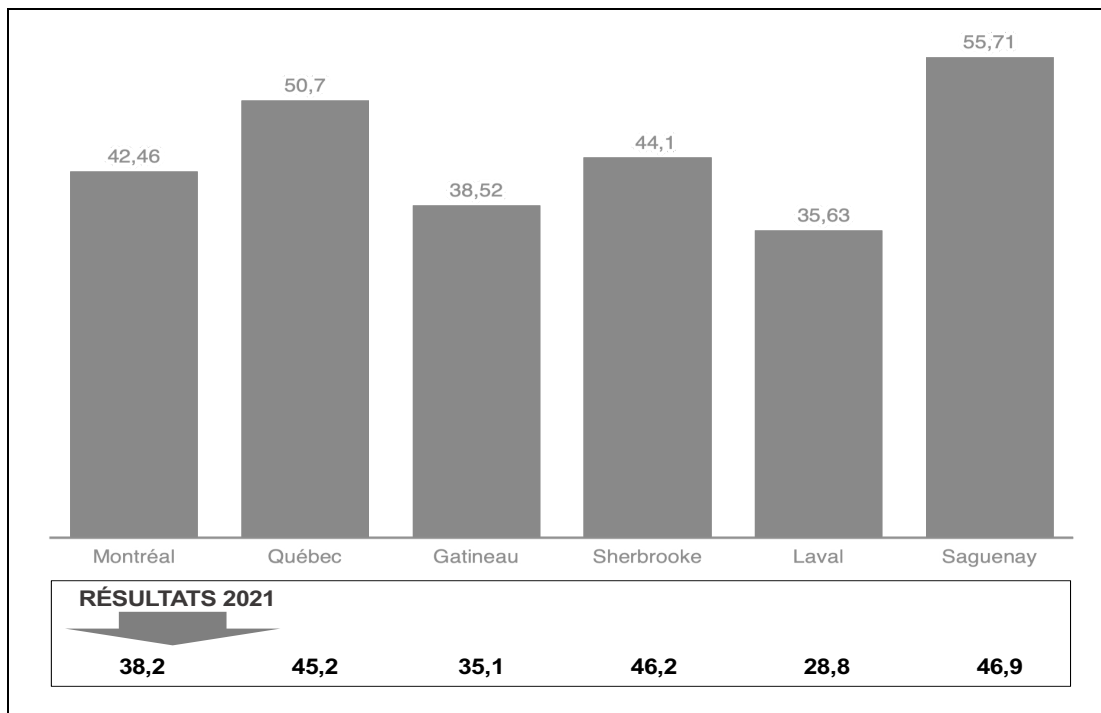


**Figure 6 - Participation aux élections fédérales canadiennes de 1968 à 2015**  
(Revue Parlementaire Canadienne, printemps 2019)

<sup>36</sup> Données compilées disponibles en format de données ouvertes sur le site [www.election.ca](http://www.election.ca)

Selon les données d'Élections Québec le taux de participation enregistré pour les scrutins provinciaux se maintient depuis l'après-guerre autour de 75% jusqu'à 2003, avec l'exception d'un creux de 57.4% en 2008, soit le taux le plus bas enregistré depuis plus de 70 ans. Les scrutins de 2012, 2014, 2018 et 2022 suivent tous une tendance à la baisse avec des taux de participation observés de 74.6%, 71.4%, 66.4% et 66%.

Sur le plan de la gouvernance municipale canadienne et bien que le suffrage universel y soit une initiative récente des années 1970, les taux de participation sont bien inférieurs à ceux observés au niveau fédéral et provincial. Les taux dépassent rarement les 50%. Au Québec, les scrutins de 2005, 2009, 2013 et 2017 sont sous ce niveau avec des moyennes respectives à l'échelle de la province de 44.5%, 44.9%, 47.2% et 44.8%. Le scrutin de 2021 rompt le maintien de ces moyennes avec un taux de participation de 38.7% soit une baisse pour l'ensemble de la province (Figure 7).



**Figure 7 - Participation, élections municipales québécoises de 2017 et 2021**  
(Affaires municipales et habitation, Gouvernement du Québec)

L'analyse des données montre l'existence d'un lien entre la taille des populations et les taux de participation aux scrutins, les taux diminuant en proportion de la taille des populations concernées et en fonction des attributs d'urbanité des zones dans lesquelles les votes sont exercés (Champagne et Patry, 2004). Lors des élections montréalaises de 2017, le taux de participation global fut de 42.5% soit 2,3% plus bas que la moyenne provinciale. Ce lien permet d'expliquer certains des écarts entre des villes comme Montréal et d'autres villes périphériques. La désaffection à la participation provoque des conséquences sur l'intérêt porté pour les postes électifs. Selon les données du ministère des Affaires municipales sur les candidatures, résultats et statistiques des élections municipales au Québec, plus de la moitié des municipalités font face à un déficit de candidatures et les maires ou les conseillers y sont élus sans opposition dans une proportion variant généralement entre 45% et 60%. Le déficit touche simultanément la participation aux scrutins municipaux et l'intérêt pour les mises en candidatures.

Les scrutins scolaires sont eux aussi frappés par la baisse de leur déjà très bas taux de participation de 7.8% en 2007 à 4.8% en 2014 <sup>37</sup>. Le réseau d'établissements anglophones enregistre un taux de participation de 16.9% pour le scrutin de 2014 soit un taux significativement plus élevé que chez les secteurs francophones. Ce taux tombe à moins de 10% pour le scrutin anglophone de 2021, dans un contexte où, en réaction à la très faible participation électorale, la gouvernance scolaire élective a été abolie en 2020 pour le secteur francophone.

La participation aux scrutins est l'une des formes d'engagement civique les plus fondamentales. Plusieurs spécialistes établissent un lien entre la participation électorale et la santé du processus démocratique, avançant que la baisse du taux de participation peut être symptomatique d'un « déficit démocratique » (Pammett et Leduc, 2003),

---

<sup>37</sup> Données compilées disponibles en format de données ouvertes sur le site [www.education.gouv.qc.ca](http://www.education.gouv.qc.ca).

(Nakhaie, 2006). Pour d'autres, elle est indicative d'un affaiblissement marqué de l'obligation morale de participation, une obligation induite par une croyance véritable envers les processus associés à la démocratie (Blais, Gidengil, Nevitte et Nadeau, 2004). Symptomatique d'un déficit démocratique et d'obligation morale, la baisse de participation est surtout associée à un manque de confiance envers les institutions et est accompagnée de perceptions négatives de l'utilité des gouvernements. Ces perceptions négatives engendrent du cynisme et de l'absence de motivations à voter (Archer, 2003), (Adsett, 2003), (Howe, 2008).

### **1.1.3 Déficit de pertinence dans un contexte globalisé**

La participation restreinte à l'engagement politique s'observe comme une discordance entre l'opinion publique et l'expression électorale (Manin, 2012). Elle peut aussi entraîner le développement et la mise en œuvre de politiques publiques peu représentatives des non participants (Archer, 2003). Et compte tenu de la répartition du total des votes exprimés entre chacun des partis dans un système multipartiste, même les participants à l'expression électorale peuvent se retrouver à assumer des politiques publiques peu représentatives de leur opinion.

Perçues en tant que produits de la démocratie et manifestations concrètes d'un idéal de valeurs collectives et de bien commun (Colliot-Thelene, 2011), les politiques publiques adoptées et mises en place font plus que jamais l'objet d'une remise en question de leur pertinence. Ciblées comme preuve de l'inefficacité des régimes démocratiques, elles entraînent l'accroissement du cynisme et la démobilisation des citoyens. La notion de pertinence<sup>38</sup> est généralement évaluée empiriquement sur la base d'attitudes politiques mesurées quantitativement par sondage et qualitativement par l'observation d'actions

---

<sup>38</sup> Une abondante littérature à ce sujet est répertoriée dans Hurrelmann A., Schneider S., Steffek J., *Legitimacy in an Age of Global Politics*, Palgrave Macmillan, 2007

politiques ayant un caractère d'affirmation, de soutien ou de critique. La société Edelman observe depuis plus d'une vingtaine d'années les changements dynamiques associés au phénomène de la confiance pour chacune des quatre principales institutions sociales que sont les gouvernements, les organismes non gouvernementaux, les entreprises publiques et les médias d'information. Chaque année, elle établit un Baromètre de confiance. À l'occasion de son enquête annuelle mondiale de 2022, elle établit que 52% des 34,000 répondants interrogés dans un ensemble de 26 marchés différents *ne font pas confiance aux gouvernements* (53% pour le Canada, en baisse de 6 points par rapport à 2021) lorsqu'on leur demande d'indiquer sur une échelle de 1 à 9 « ...dans quelle mesure vous faites confiance à l'institution gouvernementale pour faire ce qu'elle doit faire ? ». <sup>39</sup> Le libellé de la question établit très clairement un lien entre la confiance perçue et la perception de la pertinence des actions posées dont l'établissement de politiques publiques (Figure 8).

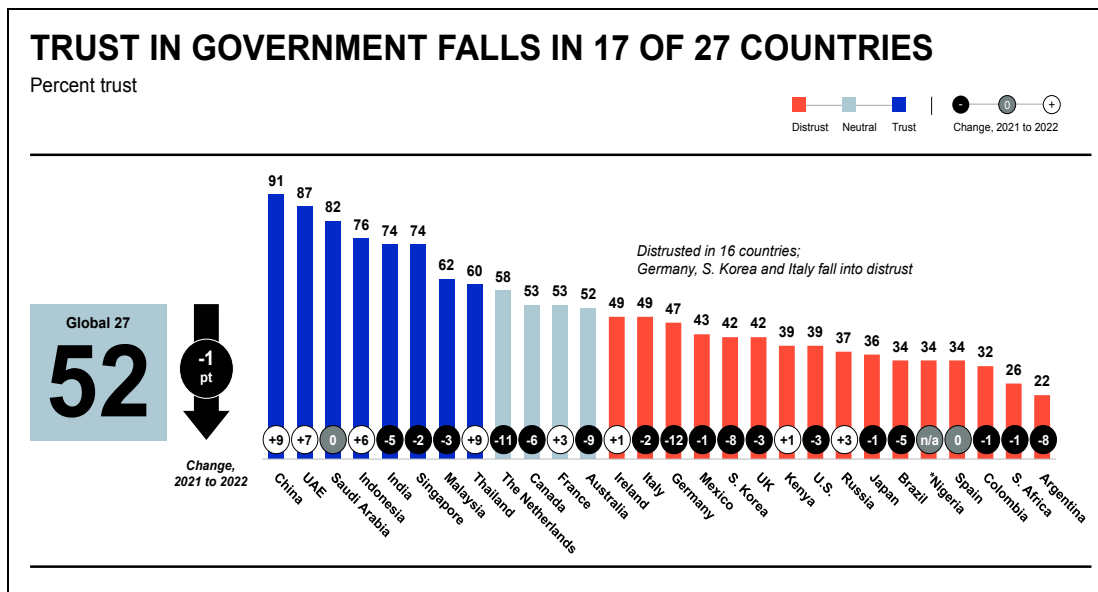


Figure 8 – Pourcentage de confiance envers les gouvernements, 2022  
(Edelman Trust Barometer 2022, p. 42)

<sup>39</sup> Edelman Trust Barometer 2022, Global Report, p. 42, l'indice de non confiance étant établi par le cumul des répondants ayant choisi les positions 1 à 4 sur l'échelle de 9.

Les pays dotés des systèmes démocratiques les plus solides selon les indices de démocratie établis sont des pays pour lesquels les individus sont les plus habilités à questionner, critiquer et défier les élus par l'expression du droit de vote. Ces pays sont aussi ceux pour lesquels s'exprime la moins grande confiance envers les gouvernements. Cette tendance est constante depuis les années 2000 (Edelman, 2020). Affectées par une complexité croissante, les démocraties sont désordonnées et doivent composer avec de nombreux intérêts concurrents. Elles évoluent lentement et la réalisation des actions politiques qu'elles ont à accomplir est toujours de plus en plus difficile. La gouvernance de ces pays est perçue comme peu efficace, ce qui exerce une pression à la baisse sur la confiance envers les gouvernements.

#### **1.1.4 Un déclin global de confiance, de participation et de légitimité**

À l'échelle du monde et depuis les années 2000, le statut de démocratie se fragilise, s'érodant pour certains pays ou se renforçant pour d'autres. Ce constat s'appuie sur de nombreuses mesures et évaluations d'indicateurs déterminées par des pratiques constatées, des principes appliqués ou des droits consentis. « *L'état mondial de la démocratie en 2021 montre que plus de pays que jamais souffrent d'une érosion démocratique, soit une baisse de la qualité démocratique, y compris dans les démocraties établies. Le nombre de pays subissant un recul démocratique, soit une forme d'érosion démocratique plus grave et délibérée, n'a jamais été aussi élevé qu'au cours de la dernière décennie (...) c'est plus d'un quart de la population mondiale qui vit désormais dans des pays en recul démocratique et avec ceux qui vivent dans des régimes totalement non démocratiques, ils représentent plus des deux tiers de la population mondiale.* »<sup>40</sup> souligne l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance en introduction du *Global State of Democracy Report 2021*. Cette organisation internationale basée à Stockholm en Suède mesure et analyse l'évolution

---

<sup>40</sup> Traduction libre



des démocraties à travers le monde depuis plus de 25 ans. « *La démocratie est en danger. Sa survie est menacée par une parfaite tempête de menaces provenant tant de l'intérieur que par une marée montante d'autoritarisme. La pandémie de Covid-19 a exacerbé ces menaces par l'imposition d'états d'urgence, la propagation de la désinformation, la répression des médias indépendants et de la liberté d'expression.* » souligne encore l'*International Institute for Democracy and Electoral Assistance* en introduction du *Global State of Democracy Report 2021*.

Bien que les indicateurs de mesure de la démocratie diffèrent quelque peu d'une méthodologie de recherche à l'autre et entre les multiples organisations de recherche, certaines tendances communes peuvent être constatées. La baisse de confiance, de participation et de légitimité est un constat généralisé à la majorité des pays étudiés et les institutions démocratiques sont confrontées à une crise de légitimité. Cette crise affecte la capacité des gouvernements à développer et appliquer des politiques et des lois pour régir la vie des citoyens (Dalton, 2004), (Levi et Stoker, 2000), (Marien et Hooghe, 2011), (Norris, 2011). Le constat est proportionnel au niveau de méfiance perçue envers les institutions et autorités gouvernementales (Fournier et al., 2011), (Holbrook, 2004), (Levi et Stoker, 2000), (Pew Research Center, 2017). Si certains contestent ces tendances (Thomassen et Van Ham, 2017), ils reconnaissent un écart entre les attentes citoyennes face à la gouvernance et la satisfaction envers la performance des systèmes démocratiques (Norris, 2011).

Cette baisse du niveau de soutien aux institutions dites démocratiques peut être considérée comme une indication que la démocratie s'érode dans différents cadres et contextes. La méfiance à l'égard des institutions et pratiques politiques, l'apathie des électeurs et la perception que les actions entreprises ne correspondent plus aux attentes sont à la source de comportements visant à discréditer ou contester les résultats électoraux ainsi qu'à réduire voire supprimer la participation. Ces comportements

peuvent conduire à rechercher des voies alternatives. Certains gouvernements ont identifié la délibération publique sous forme de consultations en tant que moyen d'impliquer les citoyens dans les processus de gouvernance afin de rétablir la confiance envers les institutions et l'autorité (Marien et Kern, 2017), (Spada et Ryan, 2017) ou pour fournir de nouveaux intrants aux processus de prise de décision (French et Laver, 2009). L'implication citoyenne peut prendre de nombreuses formes comme le porte-à-porte précédant les campagnes électorales, les assemblées publiques ou les rencontres en personne formellement organisées jusqu'à la consultation par voies électroniques. La délibération publique n'est cependant pas une panacée à la crise de confiance car son échelle réduite a tendance à en limiter les impacts (Lafont, 2015), (Warren, 2008).

Par ailleurs, Shelly Boulianne (2018) suggère que la notoriété d'événements délibératifs soit un facteur d'augmentation de l'efficacité politique et de la confiance. L'inclusion de citoyens dans le processus décisionnel peut augmenter la légitimité perçue (Grönlund et al., 2010), (Halvorsen, 2003), (Strandberg et Grönlund, 2012), (Warren, 1992), mais peut également avoir des effets néfastes si l'inclusion est perçue comme n'ayant aucune influence (Halvorsen, 2003). La participation citoyenne peut donc sur le moment être un facteur d'impact positif sur la confiance mais dépendre à plus long terme des réponses des décideurs à l'initiative participative ou même de leur implication dans l'usage orienté de ces procédés à des fins partisanses.

Si, depuis la fin du 20<sup>ième</sup> siècle, la démocratie est mise à mal par son déficit de confiance, de participation, de pertinence de ses politiques publiques et que l'expression et la gouvernance politiques la définissant se pratiquent désormais à l'échelle de la globalisation, elle n'en garde pas moins, malgré le flou évident qui la détermine, des éléments d'essence préservant une constance dans la gestion de sa complexité, dans la structure et les fonctions de son système relationnel et dans ce qui est susceptible de conduire vers un idéal perçu comme un aboutissement.

## **1.2 La dimension médiatique de la communication mise à mal**

Ce n'est pas d'hier que la dimension médiatique de la communication est mise à mal et ce phénomène est loin d'être spontané. Aux États-Unis, les données du General Social Survey établissent une tendance d'érosion de la confiance envers la presse sur de nombreuses années. Il s'agit d'une tendance qui laisse des traces d'émergence dans plusieurs études d'opinion depuis les années 1970 en montrant qu'environ 40% de citoyens reprochent aux médias d'information leur sensationnalisme, leur arrogance, leurs contenus négatifs ainsi que leurs préoccupations axées sur la sauvegarde de leurs intérêts au détriment de l'intérêt public. Les chercheurs Beverly Kees et Bill Phillips (1994) affirment que ce mécontentement puise sa source chez des partisans politiques convaincus de l'exercice d'un biais médiatique contraire à leurs propres convictions politiques. Tom W. Smith (2008), dans une méta-analyse de données collectées entre 1973 et 2006, a établi une corrélation qui montre que le faible niveau d'éducation et de revenus est associé au bas niveau de confiance envers les médias d'information. Les recherches portant sur les questions de confiance envers les médias sont désormais nombreuses et couvrent de nombreux pays. Leurs résultats révèlent une perception négative de l'opinion publique envers des médias d'information qui doivent pourtant puiser sur cette opinion publique pour construire leur légitimité, un paradoxe avec lequel les médias doivent désormais composer.

Tout comme la démocratie questionne ses statuts, la dimension médiatique de la communication et plus particulièrement sa fonction de production d'information questionne son être et sa substance. L'instantanéité, le rayonnement, l'interactivité de la circulation des idées et des savoirs que lui procure l'évolution technologique bousculent ses frontières qui se voient sans cesse repoussées, voire abattues, dans un climat d'agitation et de préoccupations. Tout comme la démocratie, la communication, dans son sens instrumental le plus large et associée à sa dimension médiatique et sa

fonction informative, se vit à l'échelle de la globalisation. Elle fait face à un déficit de confiance à son égard, à une transformation de sa substance participative qu'amènent les auditoires et à un glissement de pertinence de ce qu'elle génère comme produits informatifs.

### **1.2.1 Faible confiance envers l'institution et la fonction d'information**

Tout comme la démocratie, la dimension médiatique de la communication est mise à mal pour la confiance à son égard et ce, tant dans son profil institutionnel que dans sa fonction informative. Et tout comme la démocratie et malgré son imprécision conceptuelle, la notion de confiance, bien qu'elle prenne de nombreux sens d'une personne à l'autre en fonction des contextes, établit une posture indicative des rapports qu'entretiennent les individus avec la dimension médiatique de la communication. Un environnement médiatisé offrant une multitude d'informations ne se révèle d'aucune utilité si les individus ne leur font pas confiance, ne les consultent pas ou ne leur accordent aucune fonction d'usage. Des distinctions importantes de profil existent entre les individus qui accordent ou non leur confiance. La notion de grand public n'est pas monolithique et il existe de grandes distinctions entre les individus qui accordent une grande importance aux contenus informatifs, ceux qui s'en préoccupent modérément et ceux qui s'en désintéressent (Jouët, Rieffel, 2013). Dans le cadre de notre recherche, il ne s'agit pas de considérer les nuances quant au profil et au niveau de confiance accordé, que ce soit envers l'aspect institutionnel de la dimension médiatique de la communication ou envers leurs représentants. Il s'agit plutôt d'examiner l'évolution et les tendances du niveau de confiance exprimé en général.

Avec la croissance de la popularité des médias sociaux et l'impact qu'elle produit sur les institutions médiatiques, la question de la confiance occupe désormais une place d'intérêt au regard de la dimension médiatique de la communication et plus spécialement au regard des médias d'information et des professions journalistiques qui

y sont associées. Cet intérêt a généré de très nombreuses études fondées sur des recherches d'opinion publique. Citons entre autres celles menées aux États-Unis par le *Pew Research Center*, le *Media Insight Project*, le *Poynter Institute*, la *Knight Foundation* et la *Rand Corporation*, celles menées en Europe par le *Trust Project*, le *Reuters Institute* et la société *Edelman*. Les résultats des analyses entreprises par ces différents groupes montrent comment la confiance envers les médias et les journalistes s'est fragilisée au fil des ans. Elles sont particulièrement nombreuses en ce qui touche les États-Unis.

La société Gallup constate qu'aux États-Unis, le taux de confiance envers les médias de masse est passé de 68% en 1968 à 32% en 2016 (Jones, 2018), des résultats comparables aux tendances dégagées dans une méta-analyse de données collectées entre 1973 et 2006 par le *National Opinion Research Center* et l'université de Chicago dans le cadre du *General Social Survey*, un dispositif d'analyses qui surveillent les changements sociétaux et étudie la complexité croissante de la société américaine. Cette méta-analyse arrive à la conclusion que « *la confiance institutionnelle montre un schéma complexe au cours des quatre dernières décennies, la plupart des institutions individuelles présentant des modèles distincts, et ce n'est que pour la presse et la télévision que les baisses de confiance sont similaires et largement linéaires* (Smith, 2008, p.15).<sup>41</sup> Dans les faits, « *la presse a perdu sa position relative avec son déclin absolu, passant de la 7<sup>e</sup> place en 1975 à la dernière en 1998, 2000 et 2004* » (Smith, 2008, p.9).<sup>42</sup> L'analyse des corrélations établit que « *les associations positives avec les institutions augmentent généralement la confiance en elles, mais qu'il existe quelques exceptions telles que l'absence d'association entre le lectorat des journaux et la confiance de la presse* » (Smith, 2008, p.11).<sup>43</sup> S'ajoutent à ces constats les données les plus récentes de l'enquête annuelle mondiale de la société Edelman (2022). Elles

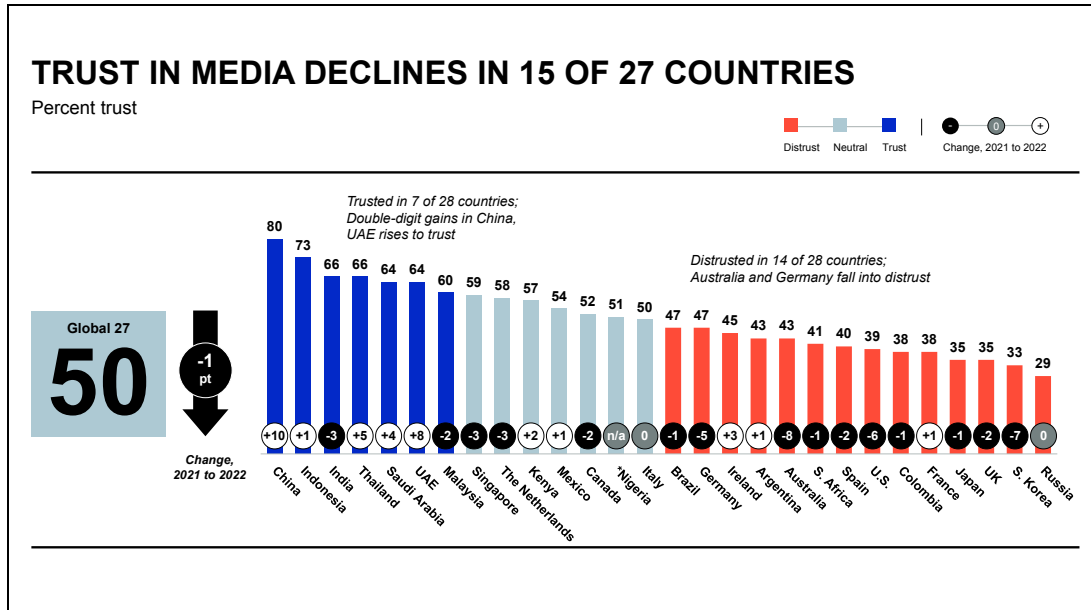
---

<sup>41</sup> Traduction libre

<sup>42</sup> Traduction libre

<sup>43</sup> Traduction libre

établissent que 50% des 34,000 répondants interrogés en 2022 dans un ensemble de 27 marchés différents dans le monde *ne font pas confiance aux médias* (Figure 9).<sup>44</sup>



**Figure 9 – Pourcentage de confiance envers les médias, 2022**  
(Edelman Trust Barometer 2022, p. 41)

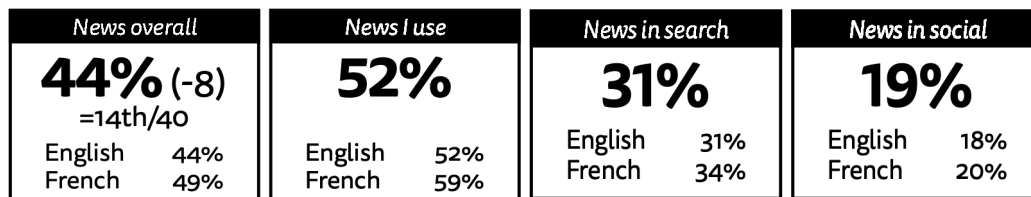
Avec un taux de confiance de 52% en 2022, le Canada, est lui aussi en baisse par rapport à 2018, année pour laquelle le niveau de confiance était plus élevé de 4 points, soit 56%. De plus, le rapport de la société Edelman (2022) souligne que, parmi les différents types d'institutions évaluées et pour la majorité des marchés observés, les médias correspondent à l'institution pour laquelle la confiance est la moins élevée.

*Reuters Institute* publie depuis quelques années le *Digital News Report* et les résultats qu'il y publie montrent bien la forte tendance à la baisse de la confiance envers les informations. Seulement 38% des 80,155 répondants localisés dans 40 pays affirment

<sup>44</sup> *Edelman Trust Barometer 2020, Global Report*, p. 41, en réponse à la question : indiquez sur une échelle de 1 à 9 dans quelle mesure vous faites confiance à l'institution médiatique pour faire ce qu'elle doit faire, la non confiance s'établissant par le cumul des positions 1 à 4 sur l'échelle de 9.

en 2020 qu'ils *pensent pouvoir faire confiance à la plupart des nouvelles la plupart du temps*. (Newman, Fletcher, Schultz, Andi, Nielsen, 2020).

En 2018, 58% des canadiens *font confiance à la plupart des nouvelles la plupart du temps* <sup>45</sup>, un taux en déclin établi avec les mises à jour de 2019 à 2023. La tendance au déclin est forte avec une descente de 58% à 52% en 2019 pour atteindre un creux à 44% en 2020 (Figure 10) pour les informations en général (une 14<sup>ième</sup> position sur 40 pays sondés) et 40% en 2023, soit une différence significative à la baisse de 4% principalement attribuable à la perte de confiance envers les médias du Canada anglais (37% en 2023). Ce déclin est associé aux tensions politiques exprimées par la polarisation des idées et la perception d'influence politique induite sur les contenus médiatiques (Newman, Fletcher, Kalogeropoulos, Levy, Nielsen, 2018).



**Figure 10 – Pourcentage de confiance envers les informations au Canada, 2020**  
(Digital News Report 2019, fascicule 2)

La perte de confiance est particulièrement perceptible chez les répondants âgés de moins de 44 ans. Ces répondants se situent sous la moyenne de 52% et suivent une décroissance proportionnelle à leur jeune âge (47% pour les 35-44, 39% pour les 25-34 et 32% pour les 18-24). Chez les francophones, une baisse du taux de confiance de 64% en 2018 à 49% en 2020 est aussi remarquée. La mise à jour de 2021 fait cependant état d'une remontée à 54%, vraisemblablement explicable par la présence médiatique

<sup>45</sup> *Digital News Report 2018*, Reuters Institute, University of Oxford, p.119, en réponse à la question: *je pense qu'on peut faire confiance à la plupart des nouvelles, la plupart du temps* (52% en accord, 22% en désaccord, 27% ni en accord et ni en désaccord)

régulière des élus en situation de pandémie et la reprise médiatique quasi quotidienne de leur propos. Les francophones ont toujours exprimé une plus grande confiance envers les médias que les anglophones pour qui le taux a désormais baissé dans une mesure équivalente, soit de 57% en 2018 à 44% en 2020 et 2021 (Newman, Fletcher, Schultz, Andi, Nielsen, 2020, p. 91 et 2021, p. 118). Les résultats du *Reuters Institute* et les tendances qu'ils indiquent sont comparables aux résultats du baromètre Edelman (2020).

Selon *La confiance du public envers les institutions canadiennes*, analyse élaborée par Statistique Canada dans le cadre de l'*Enquête sociale générale sur l'identité sociale* (Cotter, 2015), 49% des répondants ont déclarés avoir une relative confiance envers les médias, 9% estimant avoir une *grande confiance* et 32% une *certaine confiance*. 38% ont indiqué avoir une *confiance neutre* et 21% déclarant n'avoir pas ou peu confiance. Statistique Canada n'ayant pas mis à jour cette étude, la décroissance de la confiance envers les médias au Canada ne peut être clairement établie.

Au Québec, une mesure récente de la confiance exprimée envers les médias d'information en général et envers les journalistes en particulier est établie selon le rapport *La confiance envers les médias d'information et les médias sociaux* (Langlois, Proulx, Sauvageau, 2020). En réponse à la question « ...à quel point avez-vous confiance envers les médias de nouvelles et d'informations en général ? » 16.3% des répondants expriment avoir *très confiance*, 67.2% *assez confiance*, et 16.5% *peu ou pas du tout* confiance. Envers les journalistes en général, 11.3% des répondants expriment avoir *très confiance*, 61.2% *assez confiance*, 23.3% *peu* et 4.2% *pas du tout* confiance. Les auteurs reconnaissent cependant que ces résultats proviennent d'un panel web non probabiliste et qu'ils doivent être interprétés en considération des réponses à d'autres questions plus indicatives des attitudes et comportements généralement associés à la notion de confiance. À titre d'exemple, la perception de



manipulation des journalistes par des politiciens (52.9% *très* ou *assez* en accord)<sup>46</sup> et l'appauvrissement de la qualité de l'information (62.2% *très* ou *assez* en accord) sont deux éléments qui pourraient atténuer les résultats de bonne confiance. Ces nuances qu'apportent les auteurs permettent d'estimer le degré réel de confiance à mi-chemin entre le nombre de répondants ayant *très* et *assez* confiance, soit entre 15% et 60%.

C'est non seulement la dimension institutionnelle des médias en général qui est atteinte d'une faiblesse du niveau de confiance mais tout autant la fonction de source de contenus informationnels, ce qui laisse présager une certaine méfiance à l'égard des médias. Pour 80,000 répondants représentant les 40 pays évalués en 2020 par le *Digital News Report*, le niveau moyen de confiance dans les informations en général est de 38%, en baisse de 4 points par rapport à 2019. Moins de la moitié des répondants (46%) estiment faire confiance aux informations qu'ils utilisent eux-mêmes. Certains pays se distinguent par leur très faible taux de confiance envers les contenus informationnels, comme la France (23%), le Royaume Uni (28%) et les États-Unis (29%). Les chercheurs expliquent cette tendance à la baisse par la polarisation politique liée à l'incertitude croissante qui semble avoir sapé la confiance envers les diffuseurs publics (Newman, Fletcher, Schultz, Andi, Nielsen, 2020).

Les médias d'information et les contenus informationnels se sont transformés. Les supports d'information se sont transposés de l'analogique au numérique. Les modes de production, de recherche et d'accès sont plus conviviaux. Les plateformes de diffusion se sont intégrées à internet. Les acteurs de l'information ne sont plus issus du seul univers journalistique. Ils intègrent désormais des acteurs d'univers variés et diversifiés. Si l'information est toujours un produit du journalisme, elle est souvent le

---

<sup>46</sup> Le rapport de recherche sur la crédibilité, la confiance et l'imputabilité des médias d'information et des journalistes du Québec (Bernier et Carignan, 2023) confirme cette perception en révélant qu'à la suite d'un sondage, 33% des 1545 répondants ne croient pas en l'indépendance des journalistes face aux partis et aux pouvoirs politiques et que 33% affirment ne pas savoir.

produit de professionnels de la communication, de groupes d'intérêt, de politiciens, d'artistes ou d'entrepreneurs. (Fenton, 2010). La dimension médiatique de la communication est plus que jamais morcelée. Les sources d'information sont de plus en plus nombreuses et se distinguent les unes des autres par la confiance qu'elles suscitent auprès de leurs usagers. Ainsi, pour la recherche d'informations par les usagers (Figure 11), le degré de confiance envers les médias sociaux, les médias personnalisés,<sup>47</sup> les médias traditionnels et les moteurs de recherche est en baisse généralisée pour chacun des quatre types de médias dans l'ensemble des marchés par rapport à 2019 (Edelman, 2020).<sup>48</sup>

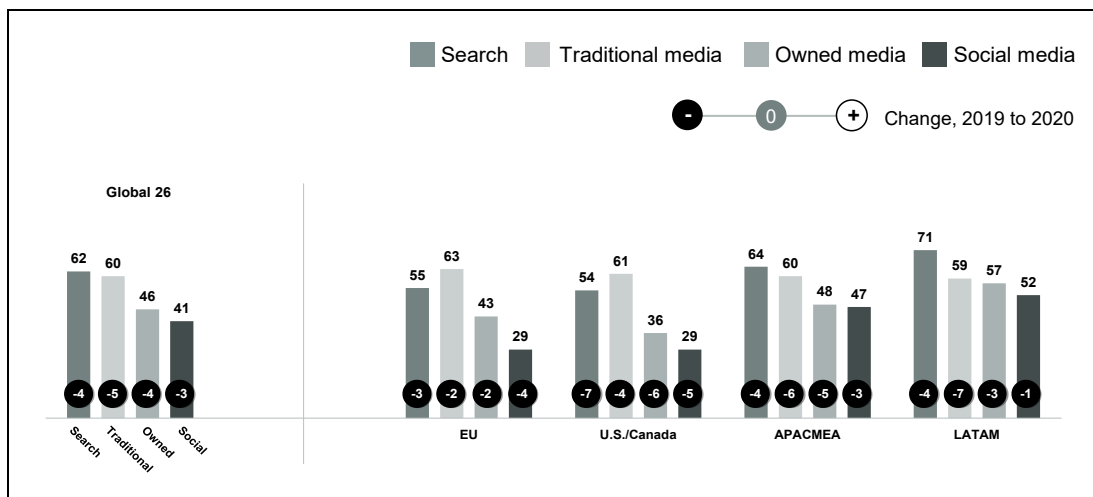


Figure 11 – Pourcentage de confiance envers les sources d'informations, 2020  
(Edelman Trust Barometer 2020, Global Report, p. 59)

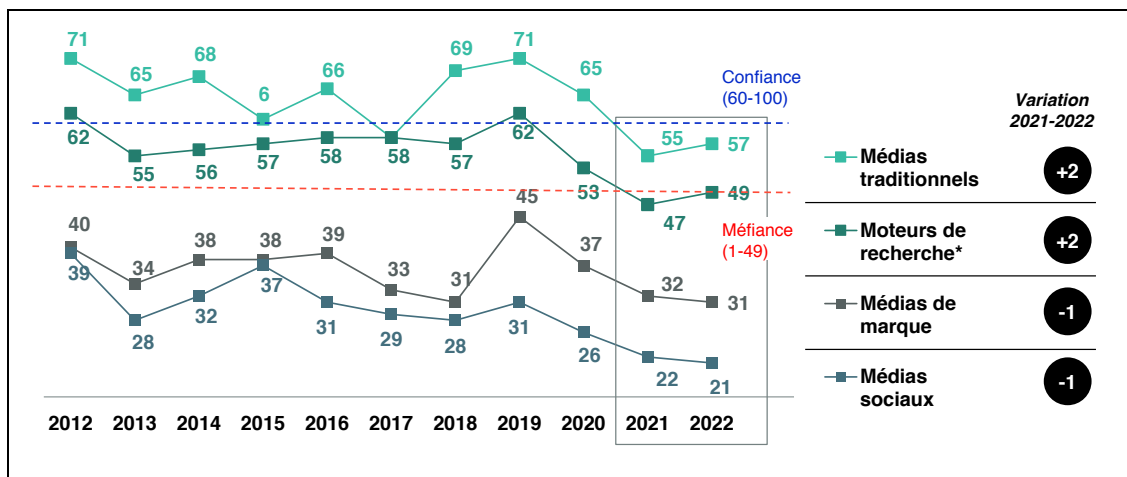
Le plus récent rapport de la société Edelman<sup>49</sup> établit pour le Canada un profil d'évolution de la confiance envers les différentes sources d'information de 2012 à

<sup>47</sup> Les médias personnalisés (owned medias) sont des canaux créés, contrôlés et utilisés à titre personnel tels les sites web, blogs, médias sociaux ou autres pour lesquels aucun frais d'utilisation n'est requis.

<sup>48</sup> Edelman Trust Barometer 2020, Global Report, en réponse à la question : *lorsque vous cherchez des nouvelles ou informations, indiquez sur une échelle de 1 à 9, dans quelle mesure vous faites confiance aux sources suivantes*, la non confiance s'établissant par le cumul des positions 6 à 9 sur l'échelle de 9, 34000 répondants sur 26 marchés.

<sup>49</sup> Baromètre de confiance Edelman 2021, *Rapport national, La confiance au Canada*

2022. Les données montrent que la confiance envers les médias traditionnels, les moteurs de recherche, les médias de marque et personnalisés ainsi que les médias sociaux n'a jamais été aussi basse. Le pourcentage des répondants canadiens qui font confiance à ces sources pour la transmission de nouvelles et d'informations générales se situe pour toutes ces sources sous le seuil de confiance établi à 60%.<sup>50</sup> Les médias traditionnels sont en baisse de 14% en comparaison des mesures de 2019 pour se situer désormais dans la zone neutre alors que les moteurs de recherche sont passés de la zone neutre à la zone de méfiance, y rejoignant les médias de marques et les médias sociaux pour lesquels la perception de confiance est aussi basse que 31% et 21%. Par ailleurs, 71% des répondant affirment s'inquiéter de l'usage malsain de fausses nouvelles et de fausses informations (Figure 12).



**Figure 12 – Pourcentage de confiance des canadiens envers les sources d'informations, 2022**  
(Baromètre de confiance Edelman 2022, Rapport national, *La confiance au Canada*)

Même si certains auteurs affirment que le déficit de confiance envers les médias est nettement exagéré (Hanitzsch, Van Dalen, Steindl, 2018), avec l'ensemble des données

<sup>50</sup> Baromètre de confiance Edelman 2022, Rapport national, *La confiance au Canada*, en réponse à la question : *lorsque vous cherchez des nouvelles ou informations de nature générale, dans quelle mesure faites-vous confiance à chacune des sources suivantes ?* Échelle de 9 points dont les 4 premières cases établissent la confiance.

des différentes études et malgré leurs faiblesses en termes d'homogénéité, nous décelons une tendance générale au déclin de la confiance vers une méfiance de plus en plus grande de la confiance envers la dimension médiatique de la communication, révélant par les indices une plus grande faiblesse et une plus grande fragilité.

### 1.2.2 Participation remaniée des auditoires

Depuis le début des années 2000, une tendance à la transformation de la **participation** médiatique se manifeste par l'entremise d'habitudes de consommation d'auditoires en mutation, tant dans leur nombre ou leur envergure que dans leur réaffectation vers des accès et des contenus médiatiques alternatifs.

En 2017, le Forum Canadien des politiques publiques, un groupe de réflexion non partisan et indépendant, publie les résultats d'une évaluation de la situation du journalisme axé sur sa fonction civique, soit la couverture des élus et institutions publiques ainsi que sur les enjeux et débats qui y sont associés. Les quatre chercheurs responsables de l'analyse constatent d'entrée de jeu que la situation de *miroir déformant* de la réalité causée par la concentration des médias, tel que présentée en 1970 par le Comité sénatorial Davey <sup>51</sup>, ré-appuyée en 1981 par le Rapport Kent <sup>52</sup> et en 2006 par le rapport d'une seconde enquête sénatoriale <sup>53</sup>, s'est transformée en quelques dizaines d'années seulement en une situation où « *le singulier mélange de fragmentation du contenu, de consolidation des revenus et d'indifférence à l'égard de la vérité* » ont fissuré et fait éclater ce miroir, la démultiplication des sources laissant une place grandissante aux contenus généraux au détriment des contenus associés à l'information (Dornan, Owen, Brin et Dubois, 2017, p. 3).

---

<sup>51</sup> Keith Davey, *Les « mass médias »*, volume I : *Le miroir équivoque*, Rapport du Comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse, Ottawa, 1970

<sup>52</sup> Thomas W. Kent, Commission Royale sur les Quotidiens, Gouvernement du Canada, 1981

<sup>53</sup> Lise Bacon, *Rapport final sur les médias d'information canadiens*, juin 2006

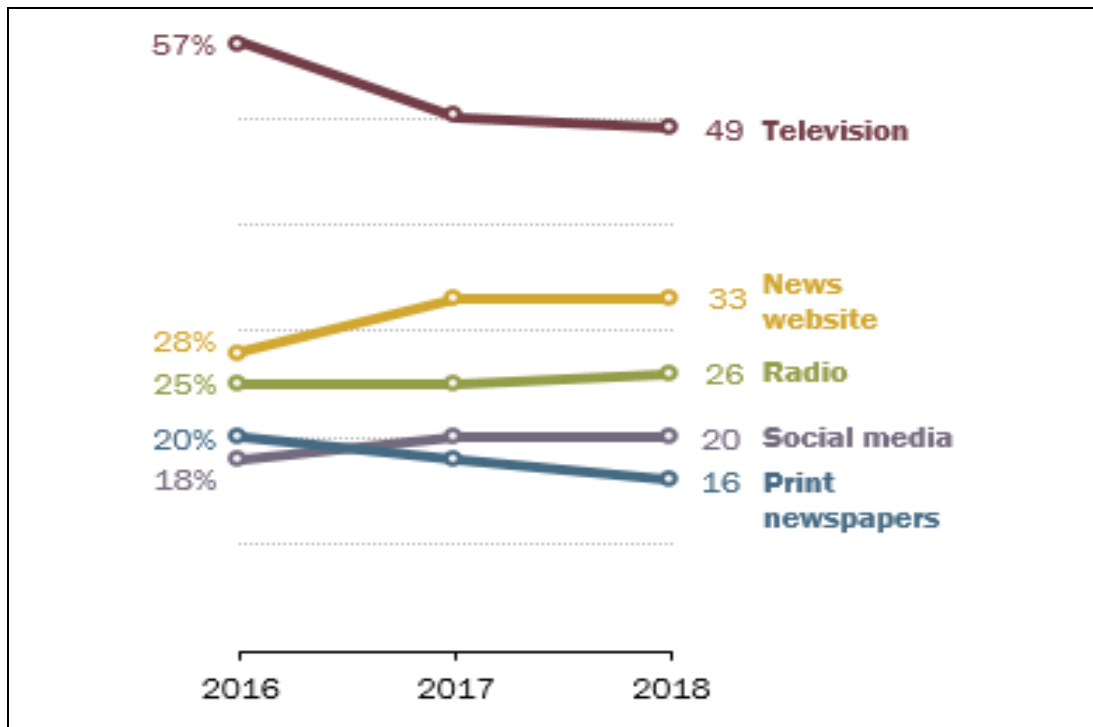
Les médias d'information traditionnels comme la presse écrite, la radio et la télévision font désormais face à une multitude de nouveaux moyens de diffusion et l'offre informative n'a jamais été aussi élevée et variée. Depuis 2004, le *Pew Research Center* publie un rapport annuel sur les auditoires et les indicateurs économiques pour divers secteurs de l'industrie des médias d'information aux États-Unis. Ces rapports exposent les tendances relatives aux auditoires, aux changements dans les modes de recherche des informations ainsi qu'aux sources de revenus des entreprises médiatiques. Selon les données colligées par ces rapports, les auditoires combinés des éditions imprimées et électroniques des quotidiens d'information américains ont été touchés par une baisse significative, passant d'un sommet de plus de 63 millions de lecteurs en 1984 à un peu plus de 28 millions en 2018 (Pew Research Center, 2019). La perte de lectorat s'établit à 35 millions d'individus en un peu moins de 35 ans.

Pendant ce temps, les 37 plus importants médias d'information exclusivement électroniques, tels les *Huffington Post* et *BuzzFeed*, ont dès leur naissance vu leurs auditoires bondir pour atteindre plus de 22 millions en 2018 tandis que leur nombre d'employés affectés à la production des contenus d'information est passé de 7,400 en 2008 à 13,500 en 2018 (Pew Research Center, 2019).

Quant aux médias sociaux, si en 2016 ils agissaient comme source d'information dans une proportion légèrement inférieure (18%) puis égale en 2017 à celle des médias imprimés, en 2018 ils les ont significativement surpassés (20%). Les journaux quotidiens ont subi une baisse constante de leur diffusion sur plusieurs années et ne représentent en 2018 que 16% des choix identifiés comme source d'information aux États-Unis (Pew Research Center, 2018).

Les données montrent que de 2016 à 2018, lorsqu'il est demandé d'identifier *les sources d'information qu'ils utilisent souvent*, les répondants américains répondent que

dans l'ensemble, la télévision est toujours la plate-forme la plus populaire pour la consommation d'informations (49%) malgré la baisse de son usage au cours des années observées. Les sites d'information sont la deuxième source la plus courante (33%), suivis par la radio (26%), les sites de médias sociaux (20%) et finalement les journaux imprimés (16%) (Figure 13).



**Figure 13 – Médias agissant comme source d'information, États-Unis, 2016 à 2018**  
(SHEARER, Elisa, Pew Research Center, Fact Tank, December 10, 2018)

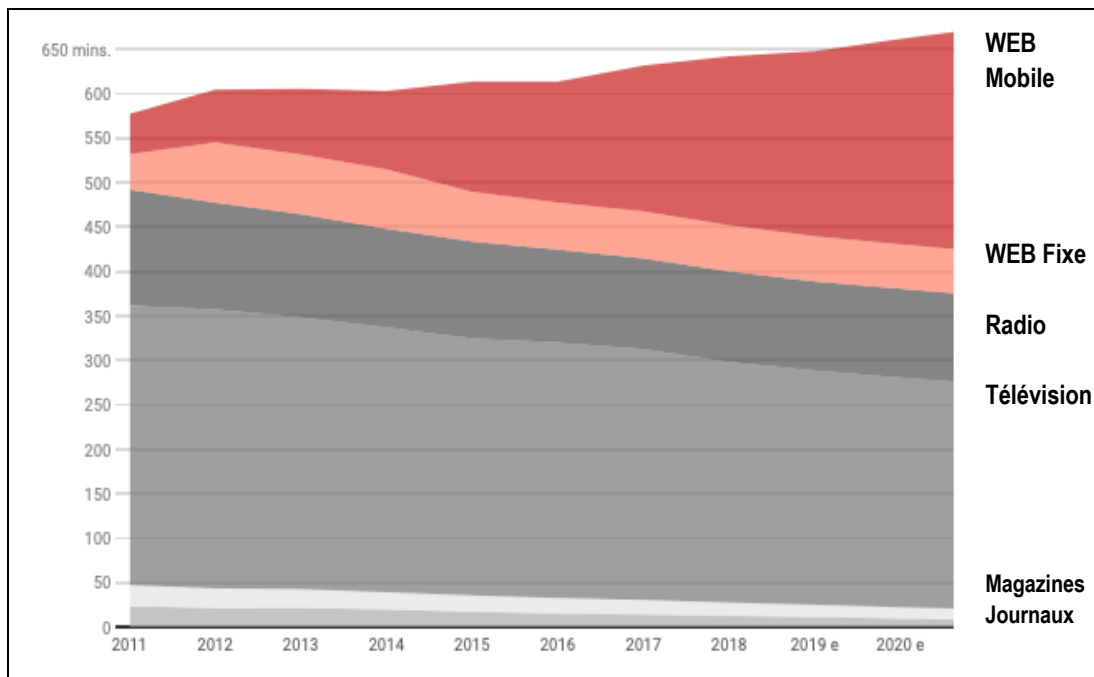
La disparité dans la consommation médiatique est caractérisée par des aspects générationnels importants qui méritent d'être notés. L'usage de la télévision comme source d'information augmente avec l'âge, s'établissant à 16% chez les 18-29 ans, à 36% chez les 30-49, à 65% chez les 50-64 et finalement à 81% chez les plus de 65 ans. Si les américains de la génération de l'après-guerre continuent pour s'informer à fréquenter la télévision avec assiduité, les cohortes plus jeunes de la génération Z et des milléniaux sont tournés vers les équipements mobiles.

Les plus jeunes générations font un usage si intensif des équipements mobiles qu'ils ont poussé les données de la consommation médiatique globale à une croissance de plus de 20% de 2011 à 2021. De 45 minutes en moyenne par jour d'usage des équipements mobiles en 2011, elles sont désormais estimées à 252 minutes en 2021, soit plus de 4 heures par jour. Pour sa part, le nombre de minutes quotidiennes de consommation est en baisse pour l'imprimé, la télévision et la radio. La consommation médiatique totale des américains de plus de 18 ans est de 666 minutes en moyenne par jour en 2021 alors qu'elle n'était que de 554 minutes en 2011 (Figure 14).

Year	Mobile	Desktop	Radio	Television	Magazines	Total
2021	252	50	99	253	12	<b>666</b>
2020	231	50	100	258	13	<b>652</b>
2019	208	51	100	264	14	<b>637</b>
2018	190	52	102	270	15	<b>629</b>
2017	164	53	102	282	17	<b>618</b>
2016	136	53	105	287	18	<b>599</b>
2015	124	56	109	289	19	<b>597</b>
2014	88	67	111	298	20	<b>584</b>
2013	74	67	116	306	21	<b>584</b>
2012	60	68	120	314	23	<b>585</b>
2011	45	40	131	314	24	<b>554</b>

**Figure 14 – Minutes quotidiennes de consommation médiatique, États-Unis, 2011 à 2021**  
(Zenith Data via Visual Capitalist Datastream, Avril 2021)

Ces données sont une illustration éloquentes des changements de la consommation médiatique au cours de la dernière décennie. Les auditoires américains remanient leurs choix de sources d'information en délaissant les médias traditionnels imprimés et électroniques au profit des équipements mobiles tels les ordinateurs portables, les tablettes et les téléphones intelligents sans pour autant réduire leur consommation médiatique totale (Figure 15).



**Figure 15 – Évolution de la consommation médiatique quotidienne, États-Unis, 2011 à 2021**  
(Zenith Data via Recode Open Source, Janvier 2020)

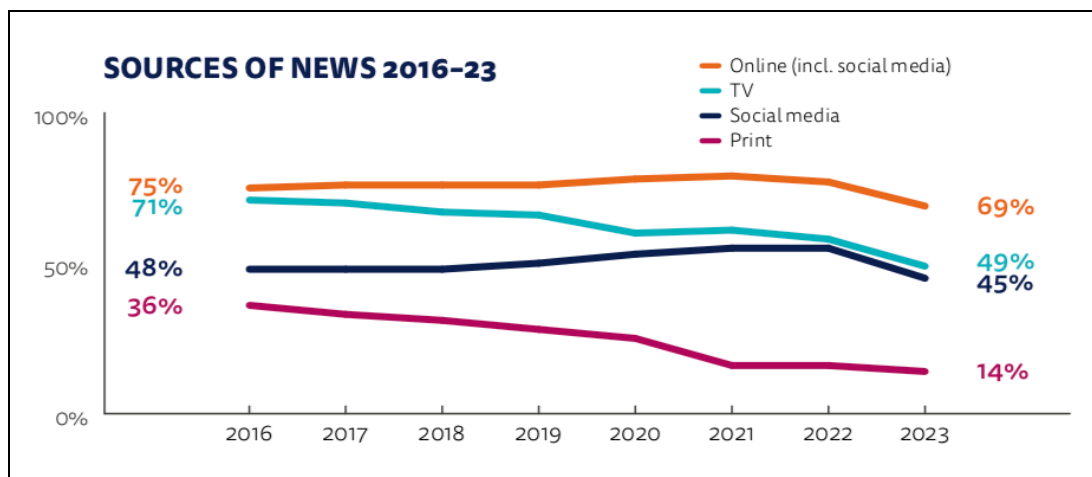
Malgré que les données qui permettent l'identification et la détermination d'usage des sources d'information y soient moins nombreuses et difficilement comparables, il existe aussi au Canada et au Québec un recul de la fréquentation générale des médias traditionnels ainsi qu'une présence de multiples sources pour l'information des citoyens (Langlois, Proulx, Sauvageau, 2020). Les médias d'information occupent en effet une place de plus en plus étendue sur les différents supports numériques.

Le Reuters Institute, par l'entremise de ses rapports de 2016 à 2021 confirme cette tendance au recul tout en montrant la tendance à la hausse de l'usage des équipements mobiles. Ainsi, selon les données du *Digital News Report 2023* du Reuters Institute, les répondants canadiens <sup>54</sup> ont identifié comme sources d'information les médias

<sup>54</sup> 2055 répondants, en réponse à la question Q3 *Lequel des éléments suivants avez-vous utilisé la semaine dernière comme source de nouvelles en sélectionnant tous ceux qui s'appliquent?*



électroniques (69%), la télévision (49%), les médias sociaux (45%) et l'imprimé (14%) (Newman, Fletcher, Schultz, Andi, Nielsen, 2023) (Figure 16).



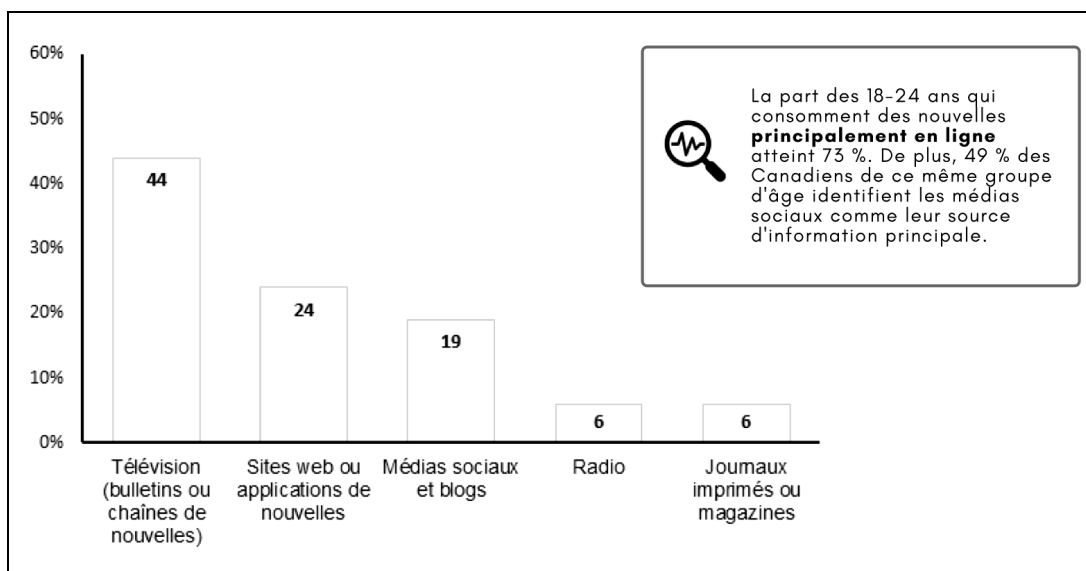
**Figure 16 – Médias agissant comme source d'information au Canada, 2016 à 2023**  
(*Digital News report 2023*, Reuters Institute, p.155)

À partir des données compilées du *NADbank* et de *Vividata*, le *Centre d'études des médias de l'Université Laval* a établi que le taux de lectorat des quotidiens pour l'ensemble des adultes canadiens est passé de 57% en 2001 à 50% en 2018 alors qu'au Québec le taux est de 53% en 2018 (Giroux, 2019). Les données étant établies à partir d'estimés du nombre de lecteurs tant pour les éditions imprimées qu'électroniques et avec des méthodologies qui changent au fil des années, il n'est par conséquent pas possible d'établir avec précision une constance et une tendance claire quant à l'évolution du lectorat, si ce n'est qu'un constat de modification des habitudes médiatiques.

De toutes les données disponibles, les plus intéressantes sont assurément celles qui établissent à 36% la proportion du lectorat québécois consultant exclusivement les éditions numériques des quotidiens en 2018, un chiffre plus élevé en 2023, compte tenu de l'espace informatif en provenance des quotidiens occupant désormais les médias

sociaux. Ce résultat est une indication d'un changement profond s'opérant dans la structure de participation des rapports du public aux médias d'information.

Entre 2016 et 2019, l'attention aux contenus imprimés comme source d'information est en baisse de 8% et celle des contenus télévisés de 6%, alors que les contenus électroniques sont en hausse. Mais lorsqu'on demande de préciser parmi les sources d'information consultées celle identifiée comme la source principale, le constat est plus précis (Figure 17). La télévision est la principale source d'information pour 44% des canadiens, suivie des sites web ou applications de nouvelles (24%), des médias sociaux et blogs (19%), de la radio (6%) et des imprimés (6%) (Charlton et Leclair, 2019).



**Figure 17 – Médias agissant comme source principale d'information au Canada, 2019**  
(*Digital News report 2019*, Reuters Institute, *Regard sur les pratiques d'information au Canada*, Centre d'études sur les médias)

Le nombre de lecteurs de quotidiens peine à se maintenir ce qui doit être interprété avec la croissance démographique comme une diminution de la portée des médias traditionnels. Le même constat peut s'établir quant au maintien des auditoires de la télévision principalement définis par les profils les plus âgés. Il s'agit, avec quelques

années de retard, d'un mouvement de remaniement semblable à celui constaté aux États-Unis.

Avec des auditoires qui se déplacent pour passer de plus en plus de temps à fréquenter les moteurs de recherche et les médias sociaux, il est inévitable que les médias traditionnels voient s'altérer leurs modèles d'affaire principalement fondé sur le volume d'auditoire. En Europe, aux États-Unis et au Canada, les médias d'information sont touchés par de nombreuses fermetures et réductions importantes de personnel, cette situation n'épargnant pas le Québec où on assiste à plusieurs restructurations d'entreprises ainsi qu'au travail associé à la production de contenus (Brin et St-Pierre, 2013). Ces constats illustrent bien le remaniement des auditoires médiatiques au Canada et au Québec.

### **1.2.3 Glissement de pertinence des contenus**

Peu importe la qualité du travail de contenu accompli, si la participation des auditoires n'est pas au rendez-vous, il est peu probable que les contenus aient un impact significatif. Le remaniement de la participation à la dimension médiatique de la communication précédemment constaté s'observe donc comme le résultat d'un rapport modifié entre les contenus informationnels, leur sélection et leur interprétation.

Nous choisissons d'appréhender ce phénomène par l'évaluation de la discordance entre l'offre médiatique et les attentes individuelles, ce que nous définirons dans le cadre médiatique comme la pertinence des contenus offerts.

Les constats que nous observons sont révélateurs d'un glissement de **pertinence** entre l'offre et les attentes situées dans le contexte de la démocratie. Avec la fragilité de la confiance et les modifications dans la participation des auditoires démontrées

précédemment, il est opportun de se demander si les médias sont perçus comme remplissant toujours leur mission fonctionnelle attendue, soit celle qui consiste à observer, questionner, rendre compte et aider le public à comprendre le monde qui les entoure. Pour le formuler plus simplement, les individus sont-ils satisfaits de la performance des médias d'information?

Comme il le fait depuis plusieurs années, le *Digital News Report 2019* a évalué la perception de la satisfaction du travail médiatique relatif à l'information en mesurant la performance selon cinq indicateurs correspondant aux fonctions de *surveillance*, d'*instantanéité*, de *compréhension*, de *tonalité* et de *pertinence* des contenus d'information offerts à l'aide d'une échelle de réponses à trois positions.<sup>55</sup> L'évaluation de la performance d'ensemble est évaluée par le cumul mis en moyenne des résultats de ces cinq fonctions relatives au travail des médias d'information.

Dans l'ensemble des 38 pays analysés par l'entremise des 75,749 répondants, la plupart des individus conviennent que les médias sont perçus comme meilleurs à exercer une fonction d'*instantanéité* de l'actualité qu'une fonction de *compréhension*, 62% estimant que les médias les *informent de ce qui se passe* (instantanéité) et 51% qu'ils les aident à *comprendre les événements actuels* (compréhension). Les trois autres fonctions sont évaluées positivement par moins de la moitié des répondants. 42% pensent que les médias d'information *surveillent et scrutent les puissants* (surveillance), 29% conviennent que les médias *choisissent des sujets pertinents* (pertinence) et 16% pensent que les médias *utilisent le bon ton* (tonalité) (Newman, Fletcher, Schultz, Andi, Nielsen, 2020). L'indice de performance obtenu pour la

---

<sup>55</sup> Q15-2019-1/2/3/4/5 Veuillez indiquer votre niveau d'accord (accord – ni en accord, ni en désaccord – désaccord) avec les déclarations suivantes: *Les médias d'information surveillent et scrutent les personnes et les entreprises puissantes / Les médias d'information me tiennent au courant de ce qui se passe / Les médias d'information m'aident à comprendre les nouvelles du jour / Les médias d'information ont souvent une opinion trop négative des événements / Les sujets choisis par les médias d'information ne me semblent pas pertinents.*

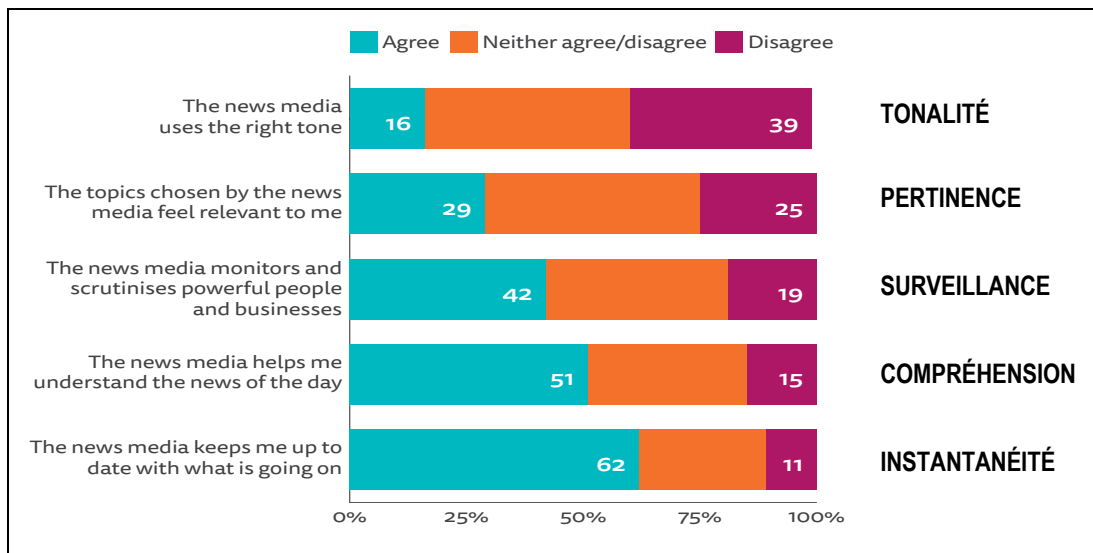
moyenne de l'ensemble des cinq fonctions est de 40%. Plus encore, les données de 2023 montrent que désormais, la proportion de consommateurs d'actualités qui déclarent éviter les informations souvent ou parfois est proche d'un sommet historique de 36% pour l'ensemble des marchés sondés, ces individus se déclarant plus intéressé par le journalisme positif et axé sur les solutions que celui plus sensationnel.

Pour porter un jugement adéquat sur le travail des médias d'information, il est essentiel cependant de considérer les répondants qui indiquent être *ni en accord / ni en désaccord*. Une position neutre identifiée par un répondant sur une échelle de Likert (1932) comme celle utilisée pour l'étude du *Digital News Report* doit être interprétée comme une position *refuge*, le répondant refusant de s'impliquer explicitement dans une position affirmée et gardant le silence à son sujet. Il a été démontré qu'il existe une différence significative liée au choix du libellé des échelles de mesure pour une même question. Au contraire d'une position *ne sait pas / sans opinion* qui indique presque toujours une absence d'implication de la part d'un répondant, l'usage d'une position *ni en accord ni en désaccord* indique un niveau d'implication bien présent quoique moins prononcé que celui relevant d'une position explicite clairement affirmée (Legardinier, 2013). Dans les enquêtes relatives à la satisfaction, le choix d'un échelon *refuge* signifie généralement une attitude d'insatisfaction silencieuse, la satisfaction explicite d'un individu se situant au palier supérieur à son échelon de prétendue indifférence (Parsuraman et Berry, 1991).

L'échelle de mesure utilisée par le *Digital News Report* étant une échelle à trois paliers, les résultats de la position *ni d'accord / ni en désaccord* occupant la position inférieure à la position de satisfaction exprimée par le libellé *d'accord* peuvent donc être considérés comme des résultats à part entière. Ces résultats peuvent être interprétés comme une insatisfaction silencieuse et donc, un *désaccord* avec l'affirmation devant être validée pour être en posture d'insatisfaction à son égard.

L'interprétation selon l'attitude d'insatisfaction silencieuse indique que 27% des répondants ont choisi la position refuge face à la fonction d'instantanéité, 34% face à la compréhension, 39% face à la surveillance, 29% face à la pertinence et 16% face à la tonalité. Ces résultats de position refuge ajoutés aux réponses clairement affirmées de *désaccord* avec chacune des affirmations devant être validées sont indicatifs de la perception d'ensemble des 75,749 répondants des 38 pays consultés.

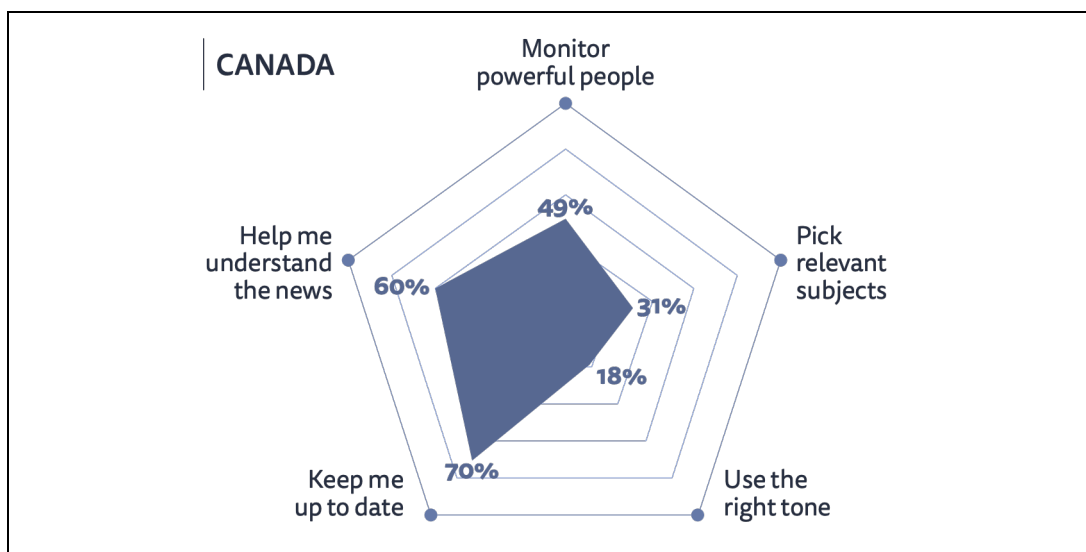
En tenant compte de l'interprétation négative de la position refuge, pour les cinq fonctions, les résultats montrent une perception à tendance négative. Les fonctions de *tonalité*, de *pertinence* et de *surveillance* sont celles jugées le plus sévèrement. Elles sont évaluées négativement par plus de la moitié des répondants alors que la fonction de *compréhension* n'est majoritaire que par 1%. Seule la fonction d'*instantanéité* est jugée positivement par une courte majorité de répondants (Figure 18).



**Figure 18 – Évaluation des fonctions médiatiques, 2019**  
(*Digital News report 2019*, Reuters Institute, p.4)

Les taux de réponses pour le Canada quant à la satisfaction sont plus élevés que la moyenne mondiale pour les trois fonctions d'*instantanéité*, de *compréhension* et de

*surveillance*. Ainsi, près de la moitié des répondants pensent que les médias exécutent bien leur fonction d’informer sur l’actualité (70%), d’aider à comprendre les nouvelles (60%) et de scruter les agissements des personnalités et organisations puissantes (49%). Les évaluations sont presque aussi négatives au Canada que pour la moyenne des 38 pays pour les fonctions de *pertinence* (31%) et de *tonalité* (18%). De manière générale, les répondants canadiens, tout comme ceux de l’ensemble des 38 pays analysés, évaluent négativement le travail des médias en se montrant insatisfaits de l’exécution des fonctions relatives à la *surveillance*, la *pertinence* et la *tonalité* pour lesquels moins de la moitié expriment leur insatisfaction (Figure 19).



**Figure 19 – Évaluation des fonctions médiatiques au Canada, 2019**  
(*Digital News report 2019*, Reuters Institute, p.49)

L’indice de performance obtenu pour la moyenne de l’ensemble des cinq fonctions est de 45.6%, un résultat permettant de conclure que les canadiens évaluent plutôt négativement le travail effectué par les médias d’information dans leur pays et qu’ils sont plus ou moins satisfait de leur performance. Pour l’ensemble des cinq fonctions, les jeunes de 18-34 ans expriment une attitude encore plus critique que pour les répondants de 35 ans et plus (Charlton et Leclair, 2019).

La perception globale de la performance des médias d'information a aussi été évaluée en découpant avec plus de finesse les différentes fonctions médiatiques (Figure 20). Lorsque l'on demande dans quelle mesure les médias d'information accomplissent actuellement chacune de 12 fonctions, les résultats obtenus indiquent que seules quatre fonctions sont jugées bien assumées<sup>56</sup> par plus de 50% des 15,000 répondants dispersés dans 25 pays (Edelman, 2020, p. 45). Les fonctions de *couverture des nouvelles nationales* (61%), de *couverture des nouvelles internationales* (57%), de *couverture des nouvelles locales* (57%) et du *nombre adéquat de journalistes* (53%), quatre fonctions associées à la localisation géographique et la collecte des contenus sont jugées positivement. Les fonctions jugées négativement sont celles qui sont associées plus directement à la pertinence, l'usage et le traitement des contenus.

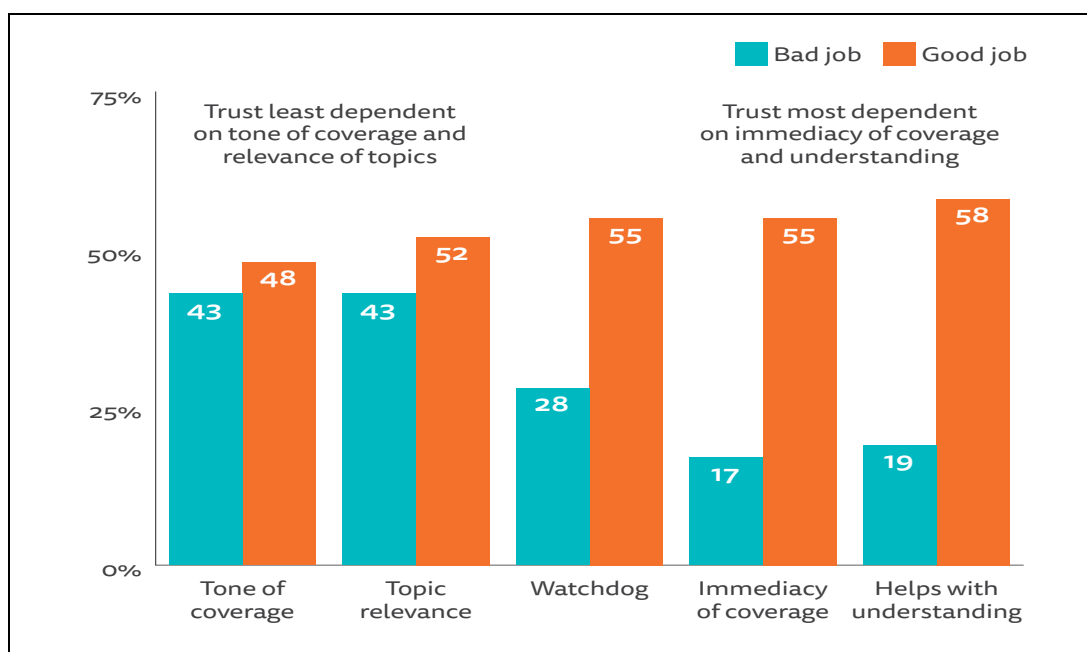
<b>Media</b>	
<b>Covering national news</b>	<b>61</b>
<b>Covering international news</b>	<b>57</b>
<b>Covering local news</b>	<b>57</b>
<b>Enough journalists</b>	<b>53</b>
Information for good decisions	44
Let people be heard	43
Exposing corruption	42
Differentiate opinion and fact	39
Important vs sensationalized	38
Information quality	38
Being objective	35
Keep social media clean	34

**Figure 20 – Évaluation des fonctions médiatiques au Canada, 2020**  
(Edelman Trust Barometer 2020, Global Report, p. 45)

<sup>56</sup> Résultats des 2 positions supérieures (bien, très bien) sur une échelle à 5 positions



Newman, Fletcher, Kalogeropoulos, Nielsen et Kleis (2019, p. 48-53) eux aussi se sont penchés sur la corrélation entre les facteurs susceptibles d’avoir une influence sur le taux d’appréciation du travail des médias d’informations, dont le facteur de confiance envers les contenus d’information et de nouvelles. L’examen individuel de cinq fonctions de *surveillance*, d’*instantanéité*, de *compréhension*, de *tonalité* et de *pertinence* sont mises en relation avec la perception négative et positive du travail médiatique. Cet examen montre que l’impact sur la confiance varie considérablement selon la fonction avec laquelle il est mis en relation (Figure 21).



**Figure 21 – Rapport entre la confiance et l’évaluation des fonctions médiatiques, 2019**  
(*Digital News report 2019*, Reuters Institute, p. 51)

Les opinions sur le ton de la couverture médiatique (*tonalité – tone of coverage*) ainsi que sur la pertinence des contenus (*pertinence – topic relevance*) ne semblent pas beaucoup influencer la confiance. 48% de ceux qui pensent que les médias utilisent le ton approprié et 43% de ceux qui affirment le contraire disent qu’ils font confiance aux informations.

Ce sont surtout les fonctions de *surveillance*, d'*instantanéité* et de *compréhension* qui montrent une forte corrélation à la confiance. Ainsi, si la majorité (58%) de ceux qui sont d'accord pour dire que les médias d'information font du bon travail en les aidant à comprendre ce qui se passe dans le monde (*compréhension – helps with understanding*) font confiance aux informations, seulement 19% de ceux évaluant négativement cette fonction du travail des médias d'information leur apportent leur confiance. Cet écart entre les deux perceptions du travail médiatique est tout aussi important pour les fonctions d'*instantanéité* (*immediacy of coverage*) et de *surveillance* (*watchdog*).

Clairement, les répondants qui perçoivent positivement le travail journalistique sont plus susceptibles de faire confiance aux informations s'ils estiment qu'elles les tiennent au courant de ce qui se passe, les aident à comprendre et ont le pouvoir de rendre des comptes. Mais en matière de confiance, les fonctions de tonalité (*tone of coverage*) et de pertinence (*topic relevance*) ne semblent pas liées à la perception du travail journalistique. Aussi faut-il comprendre que peu importe la perception du travail journalistique, elles sont l'une et l'autre évaluées négativement avec un taux de confiance moyen de moins de 50%.

Cette évaluation négative de la pertinence doit être mise en relation avec la perception de crédibilité des contenus et de leurs supports, plus particulièrement dans le contexte de la multiplication des sources médiatiques et de l'importance grandissante des contenus diffusés sur plate-forme électroniques. Pour 38 pays analysés en 2019, le niveau moyen de crédibilité n'est que de 42%, tous types de sources médiatiques confondus soit une baisse de 2% par rapport à l'année précédente et suivant une tendance générale à la baisse depuis plusieurs années. Ce niveau baisse sensiblement lorsque la source provient des moteurs de recherche (33%) et des médias sociaux (23%) (Newman, Fletcher, Kalogeropoulos, Nielsen, Kleis, 2019, p. 9).

Lorsqu'on leur demande d'évaluer jusqu'à quel point ils sont en accord ou en désaccord avec l'affirmation que *les médias qu'ils utilisent sont contaminés par des informations non fiables*, 57% des 30,000 répondants des 25 pays évalués indiquent qu'ils sont en accord (Edelman, 2020, p.16). Au Canada, 52% des répondants sont d'avis qu'ils *peuvent faire confiance à la plupart des informations la plupart du temps* et 61% indiquent qu'ils sont *très ou extrêmement préoccupés par ce qui est vrai et faux en matière d'information en ligne* (Newman, Fletcher, Kalogeropoulos, Nielsen, Kleis, 2019, p. 20-21). Ces résultats déterminent une tendance générale par laquelle l'information diffusée est menacée dans la perception de sa vérité. Le glissement de la pertinence de la dimension médiatique de la communication, particulièrement en ce qui touche l'information, se constate tant dans son caractère intrinsèque que dans sa mise en relation avec la perception du travail journalistique. Les contenus informationnels offerts et la tonalité avec laquelle ils sont présentés sont clairement évalués négativement.

#### **1.2.4 Confiance fragilisée, remaniement des auditoires et brèche de pertinence**

L'érosion de la confiance envers la fonction d'information de la dimension médiatique telle que mesurée par l'indicateur GSS est une tendance indiscutable qui remonte à plusieurs décennies (Daniller, Allen, Tallevi, Mutz, 2017). Ce déficit de confiance est réel et atteint une ampleur inégalée. Il touche autant le caractère institutionnel des médias traditionnels que le caractère de pratique exercée par ses acteurs. La méfiance agit envers l'institution médiatique autant qu'envers les professionnels du journalisme qui y exercent leur pratique.

Un remaniement des auditoires se manifeste depuis une vingtaine d'années sous la forme d'un déplacement de la participation médiatique. Les individus sont désormais de plus en plus déconnectés des médias dans leurs formats traditionnels au bénéfice

des médias mobiles et des moteurs de recherche. Le nombre d'abonnements ainsi que les indices d'écoute sont en baisse. Cette tendance est particulièrement présente chez les jeunes. Les habitudes de consommation des contenus médiatiques sont en mutation, tant dans leur nombre ou leur envergure que dans leur réaffectation vers des accès et des contenus médiatiques alternatifs. À l'échelle internationale, Facebook et les autres médias sociaux sont désormais utilisés en moyenne par le tiers (31%) des individus à la recherche de nouvelles locales et de contenus informatifs (Newman, Fletcher, Schultz, Andi, Nielsen, 2020, p.11).

Avec tous ces changements, la fonction d'information et de production de contenus à la base de la dimension médiatique est questionnée. Ce questionnement prend la forme d'études commanditées, d'enquêtes ou de recherches académiques. L'évaluation générale du travail médiatique est négative et la pertinence des contenus rédactionnels traditionnels est remise en question. Une importante partie des individus constituant le public visé par les contenus informatifs éprouve le sentiment que les médias d'information sont souvent en deçà de ce qui est attendu d'eux, tant dans la qualité que dans la pertinence de leurs produits informatifs. (Newman, Fletcher, Kalogeropoulos, Nielsen, Kleis, 2019, p. 9). Les adolescents ont une définition large de l'information et des nouvelles. Leur consommation des contenus informatifs est principalement passive et malgré qu'ils les considèrent importants, ils les voient souvent comme ennuyeux, répétitifs, négatifs et déconnectés de leur réalité (Tamboer, Kleemans et Daalmans, 2020). Les contenus médiatiques traditionnels d'information sont de plus en plus perçus comme étant impertinents.

C'est tout le paysage médiatique qui se transforme. La faible confiance et le peu d'importance accordé, l'usage fragmenté ainsi que le déficit de pertinence des contenus sont généralisés tant chez les auditoires adultes que de la part des auditoires de moins de 18 ans. Ces constats s'imbriquent les uns les autres et montrent que ce qui est offert

ne correspond pas à ce qui est attendu. Ils indiquent que le travail des médias d'informations, jugé fort sévèrement, est générateur du déplacement de confiance vers une méfiance de plus en plus généralisée. Les publics sont plus spontanément en confiance et la méfiance les amènent à prendre un risque : celui de faire confiance, directement accompagné du potentiel de déception.

### **1.3 La validité des constats sous la loupe**

La confiance est un enjeu important sinon essentiel de la société. Elle dépasse la simple nature de phénomène et révèle de multiples dimensions et questionnements associés aux notions de capital social (Fukuyama, 1995) de légitimité (Inglehart, 1999), de motivation intéressée (Hardin, 1999), de coopération (Gambetta, 1988), de dépassement cognitif (Simmel, 2013) ou de fonctionnement démocratique (Szompka, 1999).

Qu'elle soit approchée sous l'angle de la cognition ou comme objet dont les composantes puissent être autres que cognitives, la confiance est une entité qui se caractérise par l'insuffisance de sa conceptualisation. Sa nature relève de l'abstraction, ses propriétés sont indéterminées et son opérativité indéfinie. Privée de concepts et de théories, l'analyse empirique de la confiance présente de grandes difficultés. Les données factuelles qui y sont associées reposent le plus souvent sur des perceptions ou des opinions qui sont difficiles à interpréter, ce qui pose la question de la validité de nos précédents constats. Aussi faut-il interroger l'application de la confiance à nos objets par l'entremise des facteurs qui lui sont fortement corrélés comme la compétence perçue par les comportements passés de performance et d'éthique, qui sont tous deux des indicateurs de comportements futurs témoignant de compétence. Appliqués à nos objets, ces indicateurs témoignent de la validité de nos constats.

Selon Piotr Szompka (1999) l'objet de la confiance peut être identifié à un système social large et généralisé, à des institutions ou des organisations, à l'expertise ou aux professions, aux individus ou même aux produits et aux services disponibles. Elle s'analyse selon une échelle d'observation établie pour la collecte de données dans la perspective de mesure de son statut. Les données répertoriées que nous avons précédemment citées sont à l'appui de cette perspective.

Joseph Cooper (1999) est plus explicite. Il précise que le statut de confiance accordée s'évalue à partir des données d'observation collectées sur plusieurs niveaux selon plusieurs domaines. En ce sens, la confiance n'est pas une entité simple ni uniforme mais une entité complexe et susceptible d'être vue sous trois aspects allant du plus abstrait au plus concret. Le plus abstrait est celui des domaines larges et étendus comme celui de la démocratie. Les entités agissantes que sont les institutions ou leurs acteurs occupent la place intermédiaire avant les produits des activités qui constituent l'aspect le plus concret pour lequel un statut de confiance puisse être accordé.

Au niveau le plus élevé et le plus abstrait, la confiance est vue sous l'angle large des macro analyses qui caractérisent des domaines étendus comme le sont la démocratie dans l'univers politique ou l'information dans l'univers de la communication. Ces analyses mettent l'accent sur le paysage global et le contexte, ceux dans lesquels règne le plus fort taux d'incertitude et la plus forte complexité.

Au niveau intermédiaire, la confiance est vue sous l'angle des méso analyses, plus restreint et caractérisant les entités agissantes sur la prise de risques. Ce sont des organisations spécifiques qui composent des domaines comme le Parlement et la gouvernance dans l'univers politique ainsi que des médias dans l'univers de la communication. Ces analyses caractérisent aussi les individus ou les groupes qui dirigent ces organisations ou y agissent à titre d'acteurs. Une multiplicité

d'organisations structurées, stables et temporellement durables constituent des institutions qui font l'objet d'évaluation de la confiance à leur égard.

Le niveau inférieur est le plus concret. Il est constitué de micro-analyses qui se concentrent sur le produit des activités de risques comme les politiques publiques, les lois, les décrets, les règlements, les stratégies et initiatives d'organisations, les programmes et les contenus d'information qui émergent d'organisations ou d'individus qui y agissent. La perception de confiance à leur égard est plus claire et précise.

La confiance est susceptible d'être exprimée pour chacun de ces trois niveaux d'un domaine large - tel celui de la démocratie dans l'univers politique ou de l'information dans l'univers de la communication - de ses structures organisationnelles et ressources humaines ainsi que des objets qui en émergent. La perception de confiance s'exprime de trois façons, selon qu'elle s'applique à l'un ou l'autre des trois niveaux. Elle peut être uniforme, par une perception générale s'appliquant à l'ensemble des trois niveaux (... *j'ai confiance en la démocratie*), différenciée selon les caractères propres d'une institution (... *j'ai confiance envers les élus*) ou aux produits qui en émergent (... *j'ai confiance au bien-fondé de cette loi*).

Pour Lipset et Schneider (1987) la recherche sur la confiance institutionnelle doit se concentrer sur le niveau intermédiaire des domaines soit les organisations, les individus ou les groupes qui y agissent et non sur les niveaux supérieurs des domaines ou les niveaux inférieurs des politiques ou produits spécifiques. Les données qui sont à la base de nos constats sont constituées de résultats croisés qui touchent à la fois les individus décisionnels, les groupes actants et les produits des activités.

Hosmer (1995) explique comment de nombreux chercheurs ont proposé que la confiance soit essentielle pour comprendre les comportements, l'efficacité, les

échanges et la stabilité sociale ou politique. Bien qu'ils aient documenté les principaux déterminants de la confiance envers et dans les organisations, les chercheurs n'ont pour autant jamais défini le concept avec précision. Ils ont cependant établi un certain nombre de conclusions communes dont la plus importante est que la confiance ne soit pas restreinte à la simple garantie de ne pas nuire aux intérêts de ceux qui l'expriment mais doit inclure tant leurs droits que leurs intérêts dans le résultat final. Sur cette base, Hosmer (1995) propose qu'elle soit fondée sur l'hypothèse sous-jacente d'un devoir moral implicite, ce qui rend problématique toute démarche de définition précise.

Afin de préciser le sens le plus généralement accordé, les chercheurs Smith, Taylor et Mathiowetz (1980, p. 43) ont demandé à un groupe de 830 répondants ce que signifie pour eux le mot « *confidence* » dans la perspective d'une organisation (Figure 22).

Key Word or Concept	Proportion of Responses in Each Category
Trust	34.5
Capability	15.9
Believe in	12.4
Faith	10.0
Miscellaneous	5.4
Honesty	4.3
Common Good	3.7
Dependability	3.4
Approval	3.0
Incorrect Response	3.0
Sure	2.2
Don't Know, Nothing	2.2
	100.0
N = 830 responses from 738 cases	

Figure 22 – Résultats d'une question ouverte sur le sens perçu de *confidence*  
(Smith, Taylor et Mathiowetz, 1980, p. 44)

Ils notent qu'en guise de réponses « *près de 95% des répondants ont donné une définition raisonnable de ce que signifie pour eux le mot « confidence »* et que sur les 95% ayant donné des définitions appropriées « *le choix global préféré était que la*



*confiance envers les dirigeants d'organisations signifiait d'avoir foi en eux* ». <sup>57</sup> Les notions de « *trust, capability, believing, faith* » sont concordantes de la tradition anglo-saxonne pour laquelle la notion de confiance est associée à l'agir rationnel dans une perspective de calcul d'intérêt, la notion de confiance étant constitutive de la relation unissant l'individu au social. C'est un cadre utilitariste essentiellement fondé sur l'individu.

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, dans les *Éléments du droit naturel et politique* Thomas Hobbes (2010) pense que la confiance est une passion produite par la croyance ou la foi en celui de qui il y a attente ou espérance du bien, une attitude si dégagée d'incertitude qu'aucune autre action n'a nécessité d'être entreprise pour l'obtenir. La pensée de Hobbes est à l'origine de la notion de contrat social reposant sur la confiance comme seul lien des pactes qui maintiennent les individus en un tout et constituent la socialité. John Locke ajoute que la confiance est le lien de la société, « *trust is the bond of society* », et qu'elle repose sur le devoir du respect de toute parole et d'exécution contractuelle. Dans le *Traité du gouvernement civil*, Locke (1999) va jusqu'à proposer une voie procédurale constituée de mécanismes destinés au contrôle continu et à l'évaluation du contrat unissant les individus à leur gouvernement, ce que nous pouvons interpréter comme une institutionnalisation de la méfiance. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, dans *Morale, Livre III du Traité de la nature humaine*, David Hume (1993) développe cette idée et associe la confiance à l'action de coopération instituant une réciprocité régulatrice des conduites anticipées et futures.

Dans la tradition de la langue anglaise, la notion de « *confidence* » est généralement associée aux notions de *trust, capability, believing, faith*. Le champ lexical établit cependant des nuances importantes. La langue anglaise distingue clairement les notions de « *confidence* » comme *état* d'être en confiance et de « *trust* » comme *action* de faire

---

<sup>57</sup> Traduction libre de « *confidence in the people running institutions means trusting them* ».

confiance alors que dans la tradition de la langue française, la notion de confiance s'exprime par le seul mot « *confiance* » qui englobe à la fois l'*état* d'être en confiance et l'*action* de faire confiance. Ce sens large et englobant permet de déborder du cadre de l'utilitarisme anglo-saxon essentiellement fondé sur l'individu pour s'élargir aux institutions. C'est dans ce cadre que nos constats de déficit de confiance s'appliquent aux institutions de la démocratie dans l'univers politique et de l'information dans l'univers de la communication.

Bien que la sémantique diffère quelque peu d'une langue à l'autre, elle révèle une constante. En examinant le concept de confiance en tant que phénomène social relationnel, le sociologue Bernard Barber (1983) a établi son importance théorique et pratique comme étant fondamentale pour la démocratie. Il soutient que la confiance est le résultat d'attentes individuelles qui prennent place dans des contextes sociaux variés et multiples. Elle a pour fonction « *d'ordonner la société, de fournir des cartes d'attentes cognitives et morales aux acteurs et aux systèmes qui sont en état d'interaction permanente* » (Barber, 1983, p. 19). Pour lui, la confiance s'exprime sous forme d'attentes et d'anticipation de comportements produits par une performance techniquement compétente dans un esprit d'intérêt sociaux dépassant les intérêts spécifiques.

La confiance est basée sur des attentes concernant le comportement futur fondées sur des évaluations du comportement passé (Holbrook, 2004). Plusieurs recherches, tant en anglais qu'en français, ont établi que la confiance est un facteur fortement corrélé à la performance et à l'éthique. Et puisqu'elle est aussi reconnue comme un facteur d'efficacité pour le travail à accomplir, elle est aussi associée à la compétence (Guerrero et Herrbach, 2009). Santoni, Frimousse et Peretti (2016, p.66) affirment que « *la confiance est ainsi perçue comme une valeur centrale du fonctionnement des organisations et un levier de la performance* » et que les situations de méfiance et de

défiante limitent les performances. D'autres chercheurs ont poussé l'analyse des données relatives à la perception de confiance envers les institutions afin de mesurer les variables de compétence face à leurs accomplissements par des croisements avec les facteurs de performance et d'éthique. Leurs conclusions montrent que la compétence constituée de performance et d'éthique sont des variables déterminantes du statut de confiance. Elles confirment la perception au cœur de nos constats. La confiance envers la démocratie et la communication résulte donc du résultat perçu de performance et d'éthique exprimant la compétence.

### **1.3.1 Compétence et performance en tant que variable de confiance**

Pour la démocratie dans l'univers politique et l'information dans l'univers de la communication, la perception de confiance repose en partie sur l'appréciation du travail de gouvernance et de production d'information dans une perspective de performance. Edelman (2020) a mesuré la perception du déterminant de performance du travail accompli par les institutions gouvernementales et médiatiques selon 12 attentes exprimées en tâches distinctes propres à chacune des institutions. 15,000 répondants dans 22 pays ont répondu à la question : *Dans quelle mesure pensez-vous que (gouvernement / médias) accomplit chacune des tâches suivantes*, sur une échelle à 5 positions, *bien / très bien* étant les 2 positions supérieures (Figure 23).

Pour les institutions médiatiques, dont l'indice global de non confiance a été évalué en 2020 à 49% (Edelman, 2020, p. 42) l'évaluation des performances de travail est jugée majoritairement positive pour les tâches liées à la localisation de la couverture – nouvelles nationales (61%), internationales (57%) et locales (57%) – et de collecte – nombre de journalistes affectés (53%). Dans une forte mesure, les tâches relatives à la pertinence, l'usage et le traitement des contenus sont jugées moins bien accomplies. Les données recueillies par le Digital News Report 2019 vont dans le même sens que

celles d'Edelman. En bref, les auditoires pensent que bien que l'actualité soit géographiquement couverte et que ce qui est dit aide à comprendre, les contenus choisis sont peu utiles, sont traités négativement et sont de peu d'intérêt.

Pour les institutions gouvernementales, dont l'indice global de non confiance a été évalué en 2020 à 49% (Edelman, 2020, p. 40) l'évaluation des performances de travail pour l'ensemble des tâches est jugée majoritairement négative. Ce sont particulièrement les tâches relatives à la réduction de la partisanerie (26%), aux services à la communauté comme les partenariats avec les organismes non-gouvernementaux (30%), les problèmes communautaires locaux (31%) ou le soutien à la pauvreté (34%) qui sont jugées moins bien accomplies alors que les tâches associées à la défense, à l'exécution de la loi et au maintien de l'ordre occupent quelques points d'appréciation de plus.

<b>Government</b>		<b>Media</b>	
International alliances, defense	43	<b>Covering national news</b>	<b>61</b>
Safe and modern infrastructure	41	<b>Covering international news</b>	<b>57</b>
Maintain law and order	38	<b>Covering local news</b>	<b>57</b>
Protect civil and human rights	38	<b>Enough journalists</b>	<b>53</b>
Balance national interests and international engagement	37	Information for good decisions	44
Education	37	Let people be heard	43
Regulate emerging tech	37	Exposing corruption	42
Partner with business	34	Differentiate opinion and fact	39
Social services for the poor	34	Important vs sensationalized	38
Community-level problems	31	Information quality	38
Partner with NGOs	30	Being objective	35
Reduce partisanship	26	Keep social media clean	34

**Figure 23 – Pourcentage d'évaluations positives du travail des institutions gouvernementales et médiatiques dans le monde, 2020**

(Edelman Trust Barometer 2020, Global Report, p. 45)

À l'aide d'analyse de régressions, les chercheurs ont établi que les gains de confiance potentiels pouvant être obtenu si les tâches étaient évaluées positivement étaient de +17% pour les institutions gouvernementales. L'indice de confiance serait alors de 65% contre un indice global actuel de 48%. Pour les institutions médiatiques, si les tâches étaient évaluées positivement, l'indice de confiance serait alors de 69% soit 20% de plus que l'indice global actuel de 49% (Edelman, 2020, p. 32).

Pour le Canada (Edelman, 2020a, p. 24), les résultats obtenus sont semblables aux résultats globaux quant à l'évaluation de la performance du travail médiatique (Figure 24). Ils ne varient que de 1% à 3% sur 3 ou 4 tâches par rapport aux résultats obtenus pour l'ensemble des 15,000 répondants des 22 pays interrogés. Les institutions gouvernementales canadiennes font cependant moins bonne figure avec des variations de 4% à 7% plus basses que les résultats globaux. Les tâches associées à la réduction de la partisanerie (19% contre 26%), aux services à la communauté comme les partenariats avec les organismes non-gouvernementaux (24% contre 30%), les problèmes communautaires locaux (27% contre 31%) ou le soutien à la pauvreté (30% contre 34%) sont les moins bien évaluées. Les tâches relatives aux partenariats sont identifiées comme des opportunités d'actions pour le rehaussement de la confiance.

<b>Government</b>		<b>Media</b>	
Reduce partisanship	19	Keep social media clean	35
<b>Partner with NGOs</b>	<b>24</b>	Important vs sensationalized	38
Community-level problems	27	Being objective	38
<b>Partner with business</b>	<b>29</b>	Differentiate opinion and fact	39
Social services for the poor	30	Information quality	40

**Figure 24 – Pourcentage d'évaluations positives du travail des institutions gouvernementales et médiatiques au Canada, 2020**

(Edelman Trust Barometer 2020, Trust in Canada, p. 24)

Le découpage des fonctions d'une organisation et l'évaluation de la performance pour chacune d'entre elles donne les éléments permettant de tracer un profil global de compétence. Sur ces bases, les institutions de gouvernance et les institutions médiatiques sont globalement perçues comme peu compétentes. Certains constats de recherche permettent d'évaluer plus directement la perception de performance. Dans une étude s'intéressant au phénomène du cyberharcèlement dans le milieu de l'information au Québec auprès de 247 répondants de profession journalistique, il est constaté que 80% d'entre eux ont reçu en ligne au moins une fois, dans les cinq dernières années et en lien avec le travail, un commentaire écrit de remise en question de la qualité du travail ou des qualifications, « *certaines lecteurs ou lectrices, auditeurs ou auditrices cherchant à débusquer la moindre erreur* » (Villeneuve, Bisailon et Bellavance, 2022, p. 27). Plus du tiers (35.8%) de ces remises en question touchent les sujets de nature politique tant au Québec, au Canada, aux États-Unis ou à l'échelle internationale et « *il n'est pas rare que le public s'insurge contre les valeurs* » (Villeneuve, Bisailon et Bellavance, 2022, p. 57) dans une proportion de 47.3%, plusieurs doutant de l'impartialité et allant même jusqu'à remettre en question l'intégrité journalistique. Ce qui indique que la perception de compétence n'est pas uniquement liée à la performance mais aussi à la dimension éthique du travail.

### **1.3.2 Compétence et éthique en tant que variable de confiance**

La perception de performance du travail accompli par les institutions gouvernementales et médiatiques n'est pas le seul déterminant qui permet de justifier le faible niveau de confiance qui leur est accordé. La perception de la confiance repose en partie sur l'appréciation du travail de gouvernance et de production d'information dans une perspective d'éthique.<sup>58</sup> La perception de la dimension éthique est un

---

<sup>58</sup> Au sens large issu d'Aristote, l'éthique se conçoit comme un instrument d'atteinte d'une fin (Aristote, *Éthiques*, 1113b) une disposition des individus à agir selon des vertus tout en réfléchissant aux comportements qui en découlent ainsi qu'à la perception et aux jugements de valeur dont ils font l'objet.

déterminant aussi important que la performance car elle se situe « à l'intersection des rapports entre l'individu et la société, plus exactement entre ce que le premier croit, veut et fait et ce que la seconde attend, accepte et codifie » (Vernocke et Boyer, 2005, p. 116). Si la performance s'exprime par des faits décrits en tâches et en résultats, l'éthique s'exprime par l'entremise d'énoncés normatifs. Elle fait référence à des principes, des normes et des valeurs guidant les attitudes, les comportements, les décisions et les actions. Pour les chercheurs de la Société Edelman (2020, p.74), la dimension éthique des institutions gouvernementales et médiatiques est définie en fonction de l'évaluation de quatre déterminants : l'intention (*purpose driven*), l'honnêteté, la vision et la justice, chacun étant défini par deux énoncés normatifs opposés (perception éthique et non éthique) pour un total de huit propositions qui définissent des attitudes, des comportements ou des actions corrélés à chacune des deux perceptions (Figure 25).

<b>DÉTERMINANTS</b>	<b>PERCEPTION ÉTHIQUE</b>	<b>PERCEPTION NON ÉTHIQUE</b>
<b>INTENTION</b>	<b>Agent hautement efficace de changement positif</b>	<b>Agent hautement inefficace de changement positif</b>
<b>HONNÊTÉTÉ</b>	<b>Honnête et juste</b>	<b>Corrompu et biaisé</b>
<b>VISION</b>	<b>A une vision de l'avenir en laquelle je crois</b>	<b>N'a pas de vision d'avenir en laquelle je crois</b>
<b>JUSTICE</b>	<b>Sert les intérêts de tous également et équitablement</b>	<b>Ne sert les intérêts que de certains groupes</b>

**Figure 25 – Déterminants de la perception éthique**  
(Edelman Trust Barometer 2020, Global Report, p. 74, traduction libre)

Pour chaque déterminant de compétence et d'éthique, un score net a été calculé et positionné sur un total de 100%. Si la confiance se construit sur la perception de la compétence <sup>59</sup> dans une proportion de 24%, c'est la perception de chacun des trois déterminants associés à l'éthique <sup>60</sup> qui dominent dans une proportion de 76%.

À l'aide de cet outil, les chercheurs ont déterminé par voie de questionnaires l'importance des principaux déterminants agissant sur la confiance en établissant le rapport entre la *confiance* et l'*éthique*. Ils ont fait usage du même procédé afin d'établir le rapport entre la *confiance* et la *compétence* et pour ce faire, ils ont identifié les activités effectuées pour chacun des secteurs dont la gouvernance et les médias à titre de déterminants relatifs à la compétence. <sup>61</sup>

Le pourcentage de variance prévisible de la confiance s'explique par les dimensions d'éthique, qui agissent en tant que variable principale se décomposant elle-même en déterminants relatifs à l'intégrité (49% - *l'institution est honnête*), la fiabilité (15% - *l'institution tient ses promesses*) et l'usage (12% - *l'institution agit pour avoir un impact positif sur la société*). La dimension de compétence agit quant à elle en tant que

---

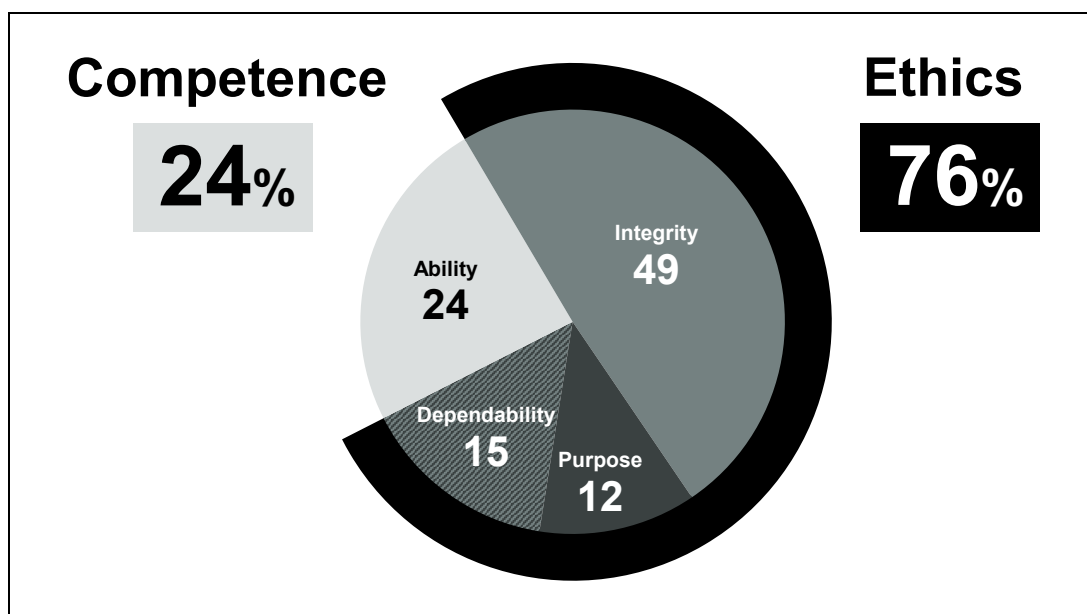
<sup>59</sup> L'évaluation de la compétence est le résultat du calcul des 3 positions supérieures (D'ACCORD) moins les 3 positions inférieures (EN DÉSAccORD) d'une échelle à 9 positions en réponses à la question « *Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : [L'INSTITUTION] en général est bonne dans ce qu'elle fait* ». Le score net résultant a ensuite été soustrait de 50 de sorte que la ligne de démarcation entre les institutions les plus compétentes et les moins compétentes a traversé l'axe Y à zéro sur la figure 22

<sup>60</sup> La dimension éthique est définie par quatre éléments distincts pour lesquels un score net a été calculé en prenant le pourcentage des 5 positions supérieures représentant une perception éthique positive moins le pourcentage des 5 positions inférieures représentant une perception éthique négative en réponse à la question : *En réfléchissant à la raison pour laquelle vous faites ou ne faites pas confiance à [INSTITUTION], veuillez préciser où vous pensez qu'elles se situent sur l'échelle entre les deux descriptions opposées. (Veuillez utiliser le curseur pour indiquer où vous pensez que [INSTITUTION] se situe entre les deux points extrêmes de chaque échelle.)* La valeur de l'axe Y est une moyenne pour les 4 déterminants. Les scores supérieurs à zéro indiquent une institution perçue comme éthique

<sup>61</sup> Selon des données compilées auprès de plus de 23,000 répondants à propos de 40 organisations majeures localisées aux États-Unis, au Royaume Uni et en Allemagne entre janvier et décembre 2019, en réponse à la question : *Indiquez jusqu'à quel point vous êtes en accord ou désaccord avec les énoncés (description du déterminant) en utilisant une échelle à 9 positions, la première exprimant un fort désaccord et la dernière un fort accord.*



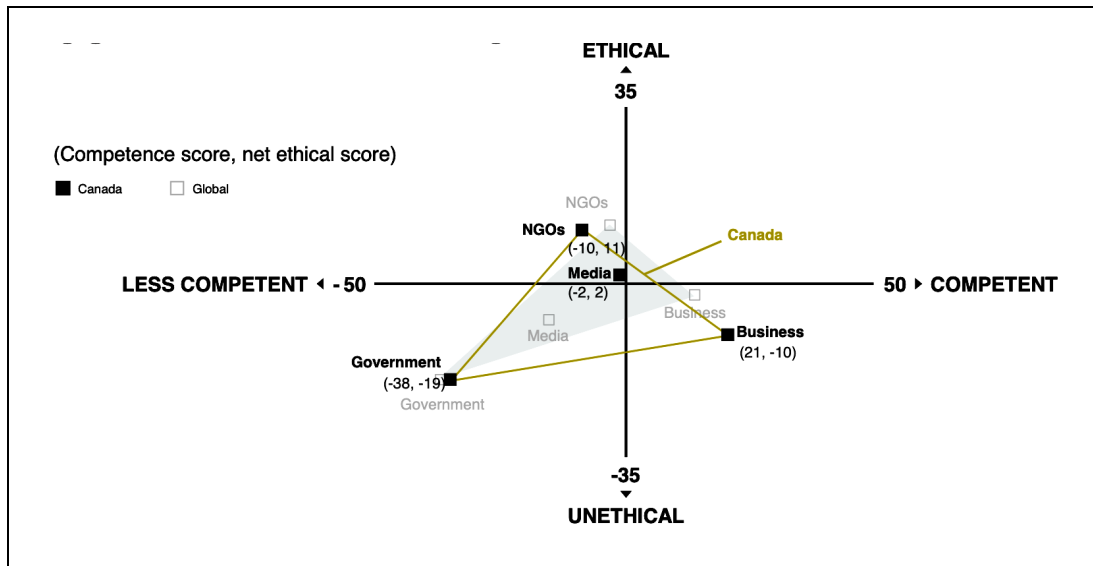
variable secondaire et elle est constituée du seul déterminant d'aptitude (24% - *l'institution est bonne dans ce qu'elle accomplit*). Éthique et compétence agissent en tant que déterminants de la confiance (Figure 26)



**Figure 26 – Pourcentage de la variance prévisible de la confiance par déterminant**  
(Edelman Trust Barometer 2020, Global Report, p. 24)

Les chercheurs ont étudié les déterminants de la confiance d'institutions privées du monde des affaires, d'institutions non gouvernementales, gouvernementales et du domaine médiatique localisées dans 28 pays totalisant plus de 34,000 répondants dont les réponses ont été recueillies entre le 19 octobre 2019 et le 18 novembre 2019.

À partir des données recueillies, ils ont établi une figure du positionnement éthique et de compétence des institutions par le croisement quantifié des deux variables que sont la compétence et l'éthique (Figure 27). La figure développée est un plan cartésien de quatre quadrants qui place le Canada en comparaison aux résultats globaux de l'ensemble des pays et révèle une perception négative de la compétence et de l'éthique qui y sont pratiqués.



**Figure 27 – Positionnement éthique et de compétence des institutions**  
(2020 Edelman Trust Barometer, Canada, p. 17)

En ce qui concerne le Canada, la figure 27 montre que les institutions gouvernementales ne sont pas perçues comme compétentes sur l'axe de l'abscisse avec une évaluation moyenne établie à moins 38 sur 50 et elles ne sont pas perçues comme éthiques sur l'axe de l'ordonnée avec une évaluation moyenne établie de moins 19 sur 50. Positionnés dans le troisième quadrant du tableau, les résultats pour les institutions gouvernementales canadiennes sont très semblables à ceux obtenus pour la moyenne de l'ensemble des 28 pays (-40, -19). Les résultats concernant les institutions médiatiques révèlent plus de différence entre le Canada et la moyenne des 28 pays. Positionnées au point d'origine des axes d'éthique et de compétence, les institutions médiatiques canadiennes sont perçues au point neutre de l'éthique et de la compétence (-2, +2) alors que pour la moyenne de l'ensemble, elles sont perçues comme non éthiques et non compétentes (-17, -7).

La lecture et l'interprétation de ce positionnement nous indique que ni l'une ni l'autre des institutions gouvernementale et médiatique n'est perçue éthique et compétente, tant

sur le plan international que canadien. Les perceptions de déficit de confiance entraînent l'absence d'éthique et de compétence alors que parmi les individus qui expriment leur confiance envers les institutions gouvernementales et médiatiques, le positionnement éthique et de compétence se situe dans le premier quadrant avec des indicateurs positifs (+19, +17 pour les gouvernements et +25, +22 pour les médias).

### 1.3.3 Interpréter le déficit de confiance

Nos constats montrent que la démocratie dans sa dynamique politique et la communication dans la dynamique de sa dimension médiatique de production d'information sont sources de préoccupations. Notre revue de littérature indique que la confiance est fortement corrélée à la compétence perçue en fonction de la performance et de l'éthique des comportements. Mais un facteur nouveau doit désormais être corrélé à la confiance. Edelman (2022) a établi que la qualité de l'information produite par les institutions est un déterminant majeur d'accroissement de la confiance et ce, plus particulièrement pour les gouvernements et les médias pour lesquels s'ajoute la communication et la transparence des modes de production (Figure 28).

Business	% pt gain	NGOs	% pt gain	Government	% pt gain	Media	% pt gain
<b>Information quality</b>	<b>3.0</b>	<b>Information quality</b>	<b>3.2</b>	<b>Information quality</b>	<b>6.1</b>	<b>Information quality</b>	<b>6.6</b>
Hold others accountable	2.5	Exert power effectively	2.4	Take a leadership role	3.7	Communication and transparency	3.2
Communication and transparency	2.3	Work with other institutions and organizations	2.3	Exert power effectively	3.5	Exert power effectively	2.5
Exert power effectively	2.1	Take a leadership role	2.1	Long-term thinking and planning	3.2	Change management	2.2
Get results	1.8	Change management	2.0	Hold others accountable	3.2	Hold others accountable	2.0

**Figure 28 – Facteurs d'accroissement de la confiance des institutions**  
(2022 Edelman Trust Barometer, p. 36)

La qualité de l'information est une notion très subjective qui requiert à son tour d'être corrélée à des indicateurs concrets et précis. Peu de recherches ont analysé cet aspect.

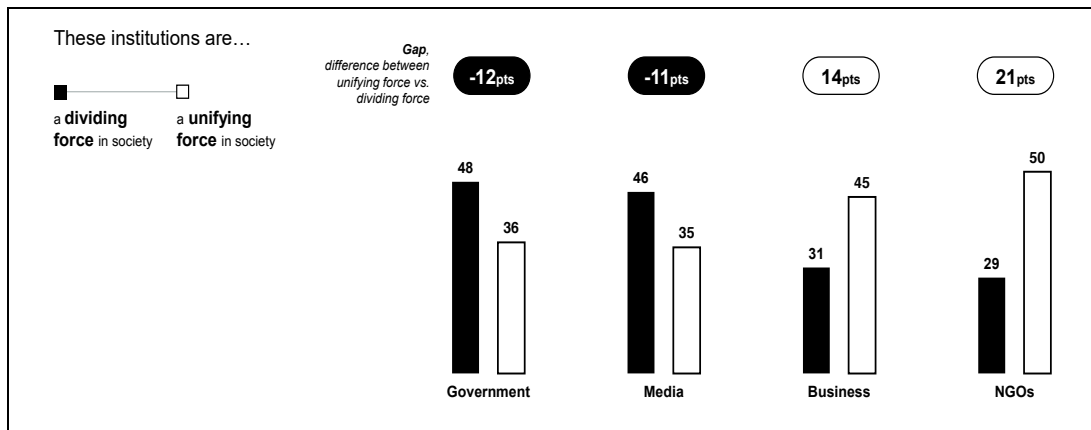
L'ensemble des aspects couverts, leur actualisation et le niveau de détail précisé, la transparence et l'autorité des sources, la présence de biais, la diversité d'opinions sont des indicateurs possibles pouvant être utiles à la corrélation. Malheureusement, peu de recherches se sont penchés sur ces aspects. Cependant, ce que la *qualité de l'information* en tant que nouveau facteur permet d'établir, c'est qu'au-delà de la *compétence* perçue en fonction de la *performance* et de l'*éthique* des comportements, donc au-delà de leurs *façons de faire*, les gouvernements et les médias sont jugés sur les *résultats* qu'apportent ces façons de faire. Tous deux sont jugés sur ce qui est fait et ce qui est transmis dans leur champ respectif d'activité. Les contenus communiqués aux différents publics, les législations, les politiques publiques ou les informations sous forme de nouvelles ou de chroniques, deviennent des facteurs déterminants de la perception de la confiance envers ces institutions. Ce sont les indicateurs de transparence des institutions, les contenus des législations et des politiques publiques ainsi que les contenus médiatiques qui sont ici mis en cause à titre de facteurs incriminants ou discriminants de la perception de confiance.

La réalité décrite par nos constats est celle où chacun, gouvernements et médias, dans leur dimension d'institution est confronté au déficit de confiance, de participation et de pertinence de leurs actions dans un monde désormais globalisé par la réduction du temps et des frontières spatiales. Face à chacun, la méfiance est l'affect immédiat pour plus de 60% des individus.<sup>62</sup> Dans la globalité d'un même environnement, démocratie et communication sont tous deux affectés par la simultanéité et la coïncidence d'un ensemble de phénomènes associés à la confiance, à la participation et à la pertinence de ce qu'ils sont et de ce qu'ils génèrent. Ni l'un ni l'autre de ces domaines n'est perçu comme étant simultanément compétent dans la performance et l'éthique de ses actions ni même fiable pour la qualité de l'information à leur égard.

---

<sup>62</sup> Un pourcentage moyen estimé selon les données des différentes analyses et mesures qui ont constitué notre terrain de recherche.

Plus encore, les gouvernements et les médias sont perçus en tant que facteurs de division et de désinformation (Edelman, 2022), dans une proportion quasi équivalente, <sup>63</sup> l'écart enregistré entre la perception d'être une force de division ou d'unification se situant respectivement pour chacun à -12 et -11 points, ce qui se répercute sur la perception de leur représentativité et de leur légitimité. (Figure 29).



**Figure 29 – Perception des facteurs de division des institutions**  
(2022 Edelman Trust Barometer, p. 6)

Au cœur d'un cycle de méfiance qu'ils nourrissent par leurs contenus, les mondes médiatiques de l'information sont désormais générateurs d'indignation populaire que les mondes politiques s'empressent d'exploiter dans une course effrénée à l'accroissement du nombre de clics des uns et du nombre de votes des autres. Tel un paradoxe, chacun expose la réalité de ce qu'il est avec la prétention de ce qu'il n'est pas.

Malgré toutes les carences des mesures et des difficultés relatives aux exercices de comparaisons, ces manifestations sont autant de signes identifiables et mesurables. Ils

<sup>63</sup> En réponse à la question « *En réfléchissant à la raison pour laquelle vous faites ou ne faites pas confiance à [institution], veuillez préciser où vous pensez qu'ils se situent sur l'échelle entre les deux descriptions opposées.* »

sont métaphoriquement perçus comme des symptômes de pathologies qui, bien que sommairement définies, sont subjectivées en fonction d'occurrence, de fréquence, d'incidence et de prévalence, leur accordant un statut quasi épidémiologique. Le constat de mise-à-mal généralement posé sous la forme d'un diagnostic par de nombreux groupes de chercheurs est que simultanément, la démocratie dans sa dynamique politique et la communication dans la dynamique de sa dimension médiatique associée à la démocratie ne sont ni l'un ni l'autre dans un état satisfaisant.<sup>64</sup>

Ce qui ne signifie pas pour autant que la démocratie et les médias soient susceptibles de disparaître. Leurs institutions subsistent et fonctionnent. Le mécontentement croissant peut être vu comme preuve de maturité, les populations augmentant davantage l'exigence de leurs attentes que celles des générations passées. Ces résultats révèlent cependant une fracture importante entre la gouvernance et les commettants. Elle est exacerbée par la constance historique de la perception négative que l'opinion publique et les individus accordent tant au monde politique qu'aux médias d'information. Tous deux doivent pourtant puiser à même cette opinion publique et face aux individus pour construire leur légitimité.

Politiques et médias existent désormais dans l'impatience d'un présent impétueux s'inscrivant dans une temporalité raccourcie. La pression électorale immédiate de l'un et l'instantanéité de l'information de l'autre les font exister dans une immédiateté plus prompte à s'approprier le passé et toujours à l'affût d'un futur de plus en plus contigu. Se balançant entre les déceptions passées et les attentes à venir, l'équilibre de la

---

<sup>64</sup> *The Economist Intelligence Unit's Democracy Index*, publié annuellement depuis 2006, utilise ce vocabulaire pour qualifier ses très nombreuses statistiques et faire un état de la démocratie couvrant plus de 165 pays et territoires pour la presque totalité de la population mondiale. *Freedom House* publie annuellement depuis 1980 le rapport *Freedom of the Press* qui évalue le degré de liberté des médias tous types confondus dans 199 pays alors que *Reporter sans frontières* publie annuellement depuis 2002 le rapport *World Press Freedom Index* qui établit un compte rendu qualitatif de l'état d'indépendance éditoriale et de liberté de presse dans 180 pays.

confiance est devenu précaire. Appréhendée au présent, la communication, dans sa dimension médiatique traditionnelle associée à la presse écrite, parlée et montrée, s'identifie à l'essentielle défenderesse d'une démocratie qui, pour sa part, se conforme au cynisme qu'elle renvoie d'elle-même par dilution de sa définition. Ce faisant, l'idéal démocratique révèle son étonnante complexité et ne peut que s'éloigner du réel projeté.

\* \* \*

Notre intérêt général de recherche porte sur la dynamique animant la relation pouvant exister entre la communication, la démocratie et les politiques publiques. Plus précisément et comme point de départ, nous cherchons à comprendre comment et dans quelle mesure la communication pourrait être un élément d'essence ainsi qu'un *constituant*<sup>65</sup> de la démocratie et quelles en seraient les incidences sur la légitimité des politiques publiques dans une société désormais globalisée.

À l'échelle multidimensionnelle de la globalisation, les démocraties font face, selon Marcel Gauchet (2017), à un monde dans lequel les nations, les peuples et les institutions sont en perte de repères, sont mis en doute, et sont à la recherche de nouveaux modes de médiation collective. Les institutions et les pratiques qui y sont associées sont empreints d'un déficit de confiance et atteints par la méfiance à leur égard. C'est un monde paradoxal, les individus y étant tout à la fois connectés et séparés, branchés sur soi et déconnectés du point de vue du tout. L'idée de vivre-ensemble d'une multitude en tant que mode de mise en relation se donne ainsi toutes les allures d'un vivre *avec* l'ensemble, un vécu à l'échelle d'un monde synchronisé sur le rythme d'un présent de plus en plus raccourci par l'accélération et sur les périodisations tout autant raccourcies qui rapprochent à la fois le passé et futur pour

---

<sup>65</sup> Nous définissons le caractère *constituant* comme détenteur d'un pouvoir fondateur qui forme l'essence et la nature propre, notre apriori étant que la communication puisse être fondatrice, caractère essentiel et consubstantiel de ce que peut être la démocratie.

créer une toujours plus nouvelle instantanéité. Le monde du vécu est désormais l'expérience d'une « *compression du présent* » où « *l'espace de l'expérience et l'horizon des attentes coïncident sans subir de transformations* » (Rosa, 2010, p. 100). C'est dans ce contexte que les déficits de confiance, de participation et de pertinence questionnent la nature et la fonction de la démocratie dans l'univers politique – ou devrions-nous dire *des* démocraties - et de l'information dans l'univers de la communication.

Tels sont les constats à la source de notre démarche. Tels sont les constats qui motivent notre travail. Ils sont exprimés dans le respect des caractères historiques et situés <sup>66</sup> qui se doivent d'animer toute réflexion associée au politique. Ils marquent le cheminement d'une réflexion conduisant à une problématique et un questionnement qui, nous le souhaitons, pourraient permettre à la recherche de se construire de manière à mieux comprendre un nouvel aspect du politique communicationnel contemporain.

Entre la réalité du présent et l'idéal attendu, *que peut être la démocratie en termes de communication et en regard à la complexité d'un monde globalisé ? Et de manière corollaire, quelles peuvent en être les impacts sur la légitimité des politiques publiques ou des produits qui en découlent ?* Ce questionnement est au cœur de notre recherche et motive le parcours de notre travail en quête de réponses. Les constats que nous posons éclairent le statut de confiance accordée à la démocratie dans sa fonction politique et à la communication dans sa dimension médiatique d'information. Dans la mesure où la fonction informative puisse être complémentaire à la fonction démocratique, nos constats questionnent les implications possibles sur l'un et l'autre de ces domaines. Nous nous proposons de pousser au-delà des constats en interrogeant les domaines de la démocratie, de la communication et de la confiance dans une perspective fonctionnelle.

---

<sup>66</sup> En toute conscience de la posture d'observation à l'origine de la production de connaissances.



C'est avec *l'esprit du temps*<sup>67</sup> que notre intérêt est tourné vers le vécu des rapports entre la communication et la démocratie dans le contexte de la globalisation. Nous choisissons d'appréhender notre problématique en la fixant dans l'instantanéité du moment présent et de valider l'intuition selon laquelle la démocratie et la dimension médiatique de la communication, particulièrement dans sa fonction de production d'information, agissent à titre de systèmes sociaux qui produisent du sens et se comprennent en se limitant sur le plan strictement opérationnel à la seule forme de la communication.

Dans cette perspective, notre cadre théorique d'appréhension de la réalité repose sur la systémique de second ordre de Niklas Luhmann, pour qui la société et tous les systèmes sociaux qui s'y inscrivent sont compris en tant que moments émergeant d'opérations de communications et qui ne peuvent se reproduire dans un contexte fonctionnel que dans et par la communication. Sa réflexion sur la notion de confiance et le rôle qu'elle occupe dans la gestion des attentes s'inscrit en tant que dimension de la théorie générale des systèmes sociaux. Nous la croyons pertinente à l'interprétation de nos constats et posons l'hypothèse de sa fertilité face à nos intérêts de recherche.

Ce cadre ne peut cependant être complet qu'en l'utilisant dans le contexte d'objets clairement définis. Ce pourquoi nous croyons nécessaire, face au constat de flou déterminatif qui caractérise les domaines de la démocratie et de la communication, d'y adjoindre en guise de préalables à nos questionnements de la seconde partie, notre propre mode d'appréhension de leurs sémantiques et ce quoi, nous l'espérons, permettra de procéder à leur interprétation fonctionnelle dans la perspective de notre cadre théorique.

---

<sup>67</sup> En référence à l'analyse cruciale d'Edgard Morin (1962) qui place la valorisation du présent au centre d'un temps nouveau de la modernité en réduisant la transcendance à l'immanence.

## CHAPITRE 2

### L'APPROCHE

#### *Das Gesellschaft der Niklas,* <sup>68</sup> ou l'appréhension de l'approche théorique et conceptuelle de Niklas Luhmann

« *Ce n'est pas un livre facile. Il ne convient pas à ceux qui préfèrent une lecture rapide et aisée, mais à ceux qui ne veulent pas mourir sans un avant-goût de la théorie des systèmes. (...) Si l'on entreprend sérieusement d'élaborer une théorie globale du social et que l'on s'efforce d'obtenir une précision conceptuelle suffisante, l'abstraction et la complexité de l'architecture conceptuelle sont inévitables. (...) Traduire le livre en anglais en multiplie les difficultés, car l'anglais, contrairement à l'allemand, ne permet pas de transformer l'obscur en clair par la combinaison de plusieurs mots en un seul. Du point de vue de l'anglais, l'allemand semble flou, ambigu et déroutant. Mais lorsque les impératifs les plus importants sont la rigueur et la précision, il est logique de laisser subsister des ambiguïtés et même de les créer délibérément, afin d'indiquer que d'autres distinctions ou spécifications ne sont pas importantes dans le contexte actuel.* »

Luhmann (1995, p. xxxvi-xxxvii) <sup>69</sup>

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Telle est la question à la source de l'ensemble des travaux du sociologue cybernéticien et cognitiviste Niklas Luhmann. Une problématique qu'il a appréhendé pendant plus de 30 ans de manière interdisciplinaire, en puisant dans la théorie de l'auto-organisation et de l'autopoïèse de la biologie (*Humberto Maturana et Francisco Varela, pour lesquels les systèmes sont fermés sur le plan opérationnel et Jacques Monod qui conçoit la structure des*

---

<sup>68</sup> « *La société de Niklas* »

<sup>69</sup> Traduction libre d'un fragment du texte introductif rédigé par Luhmann en mai 1991 en guise de préface à l'édition traduite en anglais de *Social Systems*.

*systemes biologiques par la distinction des caractères d'organisation, de téléonomie et d'autoreproduction*), dans la cybernétique de second ordre (*Heinz von Foerster, pour qui les systèmes créent leur propre perspective et construisent à cet égard leur propre monde extérieur*), dans les mathématiques formelles (*George Spencer Brown, qui décrit comment toute forme est le résultat d'un acte d'observation appréhendée comme opération de distinction produisant deux faces*), dans la théorie psychologique du langage (*Karl Bülher, pour qui la communication est tridimensionnelle*) et dans la théorie de la communication (*Gregory Bateson, pour qui la communication est un processus non-linéaire*). À titre de juriste, il a longuement réfléchi sur le droit par l'entremise de la logique des opérations de conscience avec Günther Teubner. Du philosophe Jacques Derrida, il s'est intéressé à la notion de « *différance* » et à l'application de la déconstruction textuelle linguistique aux textes légaux, une méthode qu'il a adapté à l'analyse du droit.

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Pour répondre à cette question, Niklas Luhmann propose que la société soit considérée en tant qu'objet *complexe*. Elle est un tout en continuel état d'adaptation, nous dirons de stabilisation à l'incertitude problématique du futur qui la constitue. Dès lors, la société a pour fonction de maintenir sa dynamique stabilisatrice par la constante recherche de solutions aux problèmes identifiés. Ils constituent toute la complexité du monde, la totalité de ce qui peut être possible l'instant de leur constat. La société est ainsi constituée de complexité prenant forme de problèmes sociaux dont les solutions engendrent d'autres problèmes sociaux. *La réduction de la complexité sociale engendre de la complexité sociale* dirait Luhmann. Dans cet esprit, les problèmes sociaux sont pour lui des problèmes humains insolubles parce qu'ils constituent la substance même et la raison d'être du social.

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Niklas Luhmann élabore sa posture de réponse en revendiquant une attitude spéculative de construction de

connaissances qui refuse toute perspective normative et qui relève non pas de l'ontologie mais de la sémantique.<sup>70</sup> Il ne cherche pas à juger la société. Il cherche à la décrire en termes de systèmes et de communications. Il pose la communication linguistique génératrice de sens en tant que caractère essentiel de la société. Chacune des dimensions sociales qui la compose est un système autonome marqué par la différenciation fonctionnelle de ses champs linguistiques. Les systèmes sociaux sont des systèmes de communication caractérisés par une autonomie linguistique et une sémantique qui leurs sont propres. L'interprétation englobante du fonctionnement de la société de Luhmann est une véritable philosophie de la communication.

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Niklas Luhmann l'explique par la dynamique sémantique de la communication. Elle repose sur la singularité d'un code linguistique qui permet de déterminer les programmes de traitement des problèmes sociaux, politique, droit, économie ou autres. Elle est essentielle à la réduction de la complexité de chacun des systèmes détenteur de sa propre sémantique dont il fait usage pour réduire sa complexité en créant la contingence qui permet de programmer les comportements individuels. Pour Luhmann, la communication précède l'action et c'est son caractère contingent qui détermine spontanément l'ordre social. Chaque communication est un moment émergent et spontané de stabilisation de la société engendré par une attente individuelle, elle-même déterminée par la récursivité des moments précédents. La société n'est pas un collectif conscient et volontaire d'individus éclairés par la raison. Elle est le résultat d'une programmation systématique des comportements humains.

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Niklas Luhmann contextualise le questionnement en posant l'événement d'observation de la contingence au centre de

---

<sup>70</sup> Luhmann (1980) explique la notion de « sémantique » dans *Gesellschaftsstruktur und Semantik, Studien zur Wissenssoziologie der modernen Gesellschaft. Band 1*, traduit en italien en 1983 sous le titre *Struttura della società e tradizione semantica*. Une définition sommaire est proposée en glossaire.

la problématisation générale de l'incertitude et de l'imprévisibilité du futur. « *Je ne sais pas ce que l'autre fera, mais je sais qu'il ne sait pas ce que je ferai* » décrirait Luhmann en appuyant bien sur le fait que le « *je* » puisse être un système psychique ou social. Un système social a pour fonction de gérer la contingence par la sélection afin d'en réduire les effets et de réguler le chaos en programmant les comportements. La sémantique des systèmes réduit la complexité en créant de la contingence et oriente les actions des individus à travers les codes et programmes qui y sont associés. Chacun sait alors ce qu'est le monde à travers la sémantique médiatique ou ce qu'est l'autorité gouvernante légitime à travers la sémantique politique. La communication ne communique qu'au sujet de la communication. Son caractère contingent et récursif crée les attentes sociales des individus qui y répondent eux-mêmes par la sémantique de la société en une sorte d'allégorie sociale poursuivant des buts fonctionnels singuliers à chaque système. Les individus puisent dans les programmes des systèmes afin de construire une mise en récit et stabiliser la société. L'ordre social s'envisage par la communication qui construit pour chacun une réalité commune et stable de la société.

\* \* \*

Niklas Luhmann a abordé de manière innovante l'imprévisibilité du changement et du futur. L'idéal est pour lui un imprévisible possible. Il s'est inspiré de la systémique pour développer une théorie de la communication et a élaboré ses propres applications de la théorie des systèmes pour l'étude et la compréhension de la société. Se plaçant en opposition aux théories sociologiques traditionnelles, son unité première d'analyse théorique des systèmes sociaux se fonde non pas sur l'individu ou les groupes qu'ils peuvent constituer, mais ils se fondent sur la communication. Au centre de la société, elle y est définie en tant que phénomène émergeant résultant de l'interaction entre individus. Elle ne doit pas être considérée comme un produit d'individus sur la base de leur singularité psychique mais plutôt comme un produit de leur interaction. Luhmann

s'intéresse peu aux questions empiriques, normatives, éthiques ou morales et délaisse ainsi les problématiques associées aux connaissances du vécu quotidien.<sup>71</sup> Ses premiers écrits portent un regard fonctionnel sur le formalisme organisationnel et ce qui lui tient lieu de rationalité systémique. Ils alimentent sa pensée théorique qui prend forme avec l'adaptation aux sciences sociales du concept de système autopoïétique.<sup>72</sup>

Bien que son œuvre écrite comprenne plusieurs centaines de publications en langue originale allemande, très peu ont été traduites en français ou en anglais et quelques l'ont été en espagnol, en italien, en russe, en chinois ou en japonais. Certaines permettent d'appréhender l'essentiel de sa pensée. *Die Gesellschaft der Gesellschaft* (1997) est son œuvre maîtresse et rassemble la somme de ses idées présentées à la manière d'une carte générale de compréhension mentale de sa théorie des appliquée à la société. Les concepts développés en tant que rouages de sa théorie sont expliqués avec plus de précisions dans *Soziale Systeme, Grundriß einer allgemeinen Theorie* (1984), traduit en anglais en 1996 et en français en 2010. Il est difficile d'appréhender la pensée de Niklas Luhmann sans se référer aux très nombreux et courts textes écrits au cours de ses années académiques. Ils constituent un précieux aide-mémoire, un *vade mecum* essentiel à la compréhension fine de chacun des éléments d'un tissage serré de multiples entrelacements.<sup>73</sup> La maîtrise des concepts développés par Luhmann est la clé permettant d'ouvrir la porte d'essais, de monographies et d'analyses sociales gravitant autour de sa théorie générale dont *Das recht der Gesellschaft* (1995/2019, *Le*

---

<sup>71</sup> Bien que n'étant pas supporté d'évaluation empirique au sens strict, le travail de Luhmann se concentre sur la validité et la solidité de sa construction conceptuelle, s'assurant à tout instant que les abstractions et généralisations décrites reposent sur de solides réflexions portant sur la possibilité empirique réelle de leur existence.

<sup>72</sup> Cette adaptation fut à l'époque considérée par les biologistes instigateurs du concept avec beaucoup de scepticisme, la précision avec laquelle les systèmes biologiques établissant des frontières physiques très concrètes les séparant de leur environnement ne pouvant être transposée avec la même précision aux systèmes sociaux abstraitement séparés de leur environnement par des frontières sémantiques.

<sup>73</sup> L'Université Bielefeld, dans le cadre du projet « *Niklas Luhmann Archiv - A passion for Theory* », a acquis en 2010 le fond littéraire de Luhmann constitué de près de 600 publications - plus de 40 livres et 90,000 fiches de recherche rédigées de 1970 à 1995 - dont plusieurs sont publiés à titres posthume.

*droit de la société*), *Die Kunst der Gesellschaft* (1995/2000, *Art as a Social System*), *Die Realität der Massenmedien* (2004/2012, *La réalité des médias de masse*), *Die Religion der Gesellschaft* (2000/2013, *A System Theory of Religion*), *Liebe als Passion*, *Zur Codierung von Intimität* (1982/1990, *Amour comme passion, de la codification de l'intimité*), *Match* (1975/2010, *Le pouvoir*), *Organization und Entscheidung* (1978, 2018, *Organisation and Decision*). Les 6 volumes de *Soziologische Aufklärung* publiés entre 1970 et 1995 et dont plusieurs des textes ont été partiellement traduits (2002, *Theories of Distinction* et 1999, *Politique et complexité*) aident à situer sa théorie dans le contexte de la philosophie européenne et de l'historicité des Lumières.

Pour Niklas Luhmann, l'idéal d'une théorie de la société et l'approche systémique sont indissociables. Sa posture situe la sociologie elle-même comme une théorie de la société, à défaut de quoi elle ne peut prétendre être une science, « *la sociologie dominante ayant toujours rencontré son écueil dans l'importance qu'elle accordait aux différences nationales, culturelles, régionales et politiques (...) toutes pouvant être traitées comme des différenciations internes à la société* » (Luhmann, 1990c, p. 292). Sa sociologie est un monde de différenciation fonctionnelle qui élimine, en opposition à Weber, toute dimension de domination. S'opposant à la stratification sociale, ce monde sociologique est privé de hiérarchie, de point central dominant, de principe unifiant ou fondateur. La sociologie de Luhmann est un monde polycontextuel, sans attaches et qui dérive au large de tous les pôles centraux solidement ancrés à leurs références et leurs principes. Dans ce monde social, l'unique point de référence est métaphoriquement « l'autisme libérateur » de l'autopoïèse.<sup>74</sup>

---

<sup>74</sup> Du Grec *autos* / soi-même et *poiein* / produire, créer, propriété de *se produire soi-même*, de *se reproduire*, tout en maintenant son organisation en dépit de changements de composants et associé à un état de repli sur soi en rupture de son environnement. En Grec ancien, *poiêtês* était employé au sens large pour désigner les auteurs, rédacteurs de lois, de discours ou de prose, se donnant littéralement les composantes sémantiques nécessaires à la production et au maintien de la cité unitaire et organisée. Luhmann utilise l'analogie de l'autisme à plusieurs reprises, notamment dans *Politik der Gesellschaft* (*Sie ist die autistische Welt der Politik selbst*, p. 290).

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Niklas Luhmann a choisi d'appréhender le monde par le fonctionnalisme des systèmes et une épistémologie sans sujet connaissant, le sujet moderne étant dissout dans sa théorie de la connaissance. De l'*ego cogito, ergo sum* de Descartes – *je pense, donc je suis* – à l'idéalisme transcendantal de Kant pour qui *toute réalité est une détermination de l'esprit*, l'individu de la pensée occidentale a toujours été défini en tant que sujet, la personne susceptible d'observer, celle aux fondements de la connaissance et de l'action. Mais qui alors est susceptible de se substituer au sujet pour connaître et agir ? Qui occupe le statut d'observateur ? Pour répondre à cette question, capitale à la compréhension de l'approche luhmannienne, il faut non pas se demander *qui* observe mais plutôt se demander *qu'est-ce* qui observe. Comme au théâtre, « *quelqu'un peut être pour lui-même et pour une autre personne* » (Luhmann, 2010, p. 379), ce qui implique une *distinction* entre la personne et le rôle qu'elle occupe, une *distinction* entre la personne et sa fonction attendue, soit l'appréhension d'une identité par le jeu d'un rôle. Par sa conscience, une personne peut simultanément être soi et interagir au nom d'un *autre* qu'elle est seule à pouvoir déterminer. Elle établit une *distinction* de ce qu'elle est à partir de ce qu'elle n'est pas. Ce faisant, comme l'individu acteur s'est départi de son identité propre, l'individu observateur n'est plus la personne qui observe. Il est un système observant agissant en fonction d'attentes. Dans la perspective luhmannienne, l'individu est un système psychique qui observe sur la base de la conscience, alors que la société est un système social qui observe sur la base de la communication.<sup>75</sup> « *En*

---

<sup>75</sup> Cette posture de Luhmann est au cœur d'un débat de deux décennies avec Habermas sur la notion d'intersubjectivité, pour qui elle seule façonne des rationalités globales communes. L'intersubjectivité et est donc une meilleure explication de ce que peut être le social, au contraire de la posture de Luhmann pour qui l'indépendance des systèmes fonctionnels permet de construire leurs propres rationalités individuelles. La croyance d'Habermas en une possible connexion interne inscrite dans la nature ontologique du sens des communications rationnelles est en opposition ferme à la communication motrice des systèmes sociaux de Luhmann qui, assistés des mémoires de la conscience des systèmes psychiques, actualisent par la récursivité leur légitimité systémique sociale, aucun événement intersubjectif n'étant requis pour expliquer ce processus de mise en accord. La validité peut être attribuable à ce qui semble valide et peut être acceptée comme tel car le sens est contingent et possiblement différent peu importe la véracité et la fidélité de ceux qui communiquent.



*somme, les systèmes psychiques et les systèmes sociaux se distinguent par le fait de savoir si c'est la conscience ou la communication qui doit être choisie comme forme d'opération. (...) Le choix réside dans l'activité d'autoréférence douée de sens, soit la question de savoir par quel autre sens le sens actuel se réfère à lui-même. Le sens peut s'insérer dans une séquence liée au sentiment de vie corporel et apparaître comme conscience, ou le sens peut s'insérer dans une séquence impliquant la compréhension des autres et qui apparaît comme communication » (Luhmann, 2010, p. 144).*

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » La société est essentiellement constituée de communications et un système social émerge dès qu'une communication entre individus a lieu. Cette société se comprend par l'entremise d'une théorie différentielle appuyée de nombreuses innovations conceptuelles qui fixent les paramètres des systèmes observateurs. Ils sont marqués d'une singularité algorithmique quasi anthropomorphique, rappelant leurs origines mathématiques et logiques. L'ordre social est envisageable par la « *normalisation de l'improbable* » (Luhmann, 2010, p. 466). En rupture avec la sociologie traditionnelle, Niklas Luhmann propose une réponse d'envergure issue du constructivisme, une réponse « *qui renouvelle le positionnement objectivant des sciences de la nature au niveau réflexif de la théorie sociale critique (...) en un modèle, élaboré dans le champ de la biologie, d'un système se maintenant soi-même et se montrant homogène sur le plan réflexif* » (Habermas, 2023, p. 740, note 8), un modèle fondé sur un dispositif conceptuel qui permet la neutralisation normative des processus cognitifs mis en œuvre dans un domaine objectivé.

Dans ce second chapitre et sans aucune prétention, nous résumons quelques éléments clé de la pensée luhmannienne. Le monde de Luhmann s'appréhende par le fonctionnalisme. Il fait face au défi de la complexité qu'il s'est donné pour objectif de réduire jusqu'à sa compréhension expliquant l'ordre social. Les quatre temps de sa

pensée l'amènent à concevoir globalement une vision du monde, à décrire les applications systémiques s'y appliquant, à en déterminer les structures constituantes et à procéder à l'analyse de la dynamique sociale (chapitre 2.1).

L'épistémologie de Niklas Luhmann s'inscrit dans la poursuite de la tradition de la réduction phénoménologique pour laquelle il intègre une dimension d'autologisme nécessaire à une systémie productrice de sens. C'est une épistémologie constructiviste qui résulte d'une quête amorcée par la confrontation d'idées associées à l'intersubjectivité, à l'altérité et au sens et qui trouve son aboutissement dans la posture luhmannienne, une posture que nous qualifions d'*époque* autologique (chapitre 2.2).

La communication précède l'action et est au cœur du maintien de l'ordre social par la construction de sens. De nature invraisemblable, il faut la comprendre par ce qui la rend vraisemblable et possible afin d'en saisir le caractère dynamique et moteur de l'action du monde social (chapitre 2.3).

La systémique fonctionnelle de Niklas Luhmann repose sur des innovations conceptuelles fondatrices d'une théorie différentielle explicative du monde social. Chaque système y est observant, se constitue de paramètres constituant son unité et donne sens au monde dans lequel il interagit (chapitre 2.4).

Le monde de Luhmann présente l'unité d'un état de fait qui fonde une société pour laquelle la stabilité ne peut exister que par la communication et ne reposer que sur la confiance comme mécanisme de réduction de sa complexité sociale, un mécanisme de foi en ses propres attentes, individuelles ou collectives. Les formes structurelles que prennent les systèmes sociaux s'adaptent à leurs fonctions et l'observation fonctionnelle de la démocratie et de la communication est l'objet de recherche pour lequel l'approche de Luhmann est appliquée (chapitre 2.5).

## 2.1 Appréhender le monde par le fonctionnalisme : le défi de la complexité

Depuis leurs débuts, les fondements de la théorie des systèmes se sont considérablement transformés grâce à des progrès, des découvertes et des inventions conceptuelles significatives qu'il est possible d'utiliser en sociologie. Cependant, le jugement que Niklas Luhmann porte sur celle-ci est implacable. Il voit que la discussion tenue en son sein est « *dominée par des controverses tout à fait vaines* » (Luhmann, 1990c, p. 290), que c'est une discussion « *apparaissant aujourd'hui passablement stérile, occupée à ronger les vieux os des classiques et à produire toujours d'avantage de données sans accoucher d'aucune problématique théorique* » (Luhmann, 1990c, p. 282). La sociologie est pour lui prisonnière de notions et de concepts hérités d'une société vue sous la perspective de la stratification sociale, qui répartit les individus en collectifs différenciés et hiérarchisés engendrant ainsi des inégalités de multiples formes. C'est un obstacle à l'appréhension du phénomène d'accroissement exponentiel de la complexité qui d'une part caractérise la société et d'autre part rend impossible toute tentative de prévision ou d'anticipation d'événements à venir en fonction de notions déterministes, sous peine d'apparaître tel de simplificatrices réductions de phénomènes. Pour Luhmann, la sociologie classique est un pur produit de la modernité, ce qui rend impossible à ce qui la précède le développement même de toute notion de société.

Niklas Luhmann approche la société par le fonctionnalisme. Il rejette l'unilatéralité de la causalité comme déterminant du maintien des structures, lui préférant ce qu'il définit comme l'équivalence fonctionnelle. Les structures émergent des fonctions. Il prône la diversité possible des fonctions qui confronte sans cesse une possibilité avec d'autres. Ainsi en est-il de sa vision de ce que doit être une théorie sociale. Elle n'est qu'une pratique, une activité comme une autre, les théories n'ayant comme objet que d'être des hypothèses sur la multiplicité des *collectifs organisés et possibles*. Mais comme

toute possibilité présuppose des paramètres, des conditions, des limites à cette possibilité et qu'une possibilité, par définition en implique d'autres, il est alors plus aisé de comprendre sa notion de *complexité*, définie comme une totalité des possibles et corrélée à sa notion de *système* en tant qu'ensemble déterminé de possibles. Une théorie fondée sur l'approche systémique ne peut ainsi reposer sur une prétention de vérité ni même d'exhaustivité. Tout au plus peut-elle prétendre à l'universalité, dans le sens où elle intègre la complexité à son développement.

*« Il en va donc de la relation entre complexité et transparence : on pourrait dire également qu'il est question de la relation entre complexité opaque et complexité transparente. (...) une théorie unifiée (...) définit son rapport à l'objet comme **un rapport de la complexité opaque à la complexité transparente**. Elle ne prétend jamais refléter la réalité complète de l'objet ni épuiser les possibilités de la connaissance de son objet. »*

Luhmann (2010, p. 28)

La théorie développée propose que la complexité soit la relation entre le système et le *monde*, le *monde* appréhendé en tant que totalité des objets connaissables, et que la fonction systémique soit l'appréhension et la réduction de cette complexité. La complexité du monde doit être réduite car par l'incertitude qu'elle génère, elle représente les risques que comporte un avenir différent du présent, un possible différent du réel, un idéal possiblement inatteignable. Le mécanisme de réduction de la complexité développé par Luhmann est un processus d'appréhension et de choix, de sélection dite *contingente* parce qu'elle peut ou non se produire. La fonction systémique est la finalité de tout système régulateur de sens d'où émergent des valeurs et des données culturelles en tant que sélections contingentes dans un contexte d'interactions sémantiques.

Le système de Niklas Luhmann est une structure de pensée qui fonde tout « *étant* » du monde au sens de l'existence en tant que phénomène par lequel chaque acte ou pensée consciente suppose un système. Ces systèmes s'inscrivent dans des environnements

complexes, d'une complexité dépassant les capacités des individus à y faire face de façon consciente, la complexité se définissant comme une incommensurable totalité des possibles. Tout système ne peut justifier son existence que par une fonction dominante destinée à réduire cette complexité à un niveau commensurable et compatible aux possibilités d'action du vécu des individus. C'est sur ce point particulier de la fonction d'un système que Luhmann pose la fertilité de son approche. Il distingue la banalité des systèmes fonctionnels, fondés sur des opérations de transformation d'intrants semblables en extrants tous aussi semblables et prévisibles, de la fécondité singulière et peu banale des systèmes fonctionnels autoréférentiels dont les extrants sont dépendants de l'état momentané du système, c'est-à-dire de l'état des opérations précédemment effectuées à titre d'intrants. Avec des intrants identiques, ces systèmes sont capables de produire des extrants différents.

Niklas Luhmann impose avec dogmatisme ce point de départ qui, comme le décrit le philosophe de la connaissance Stéphane Haber (2006, p. 260), « *est fondé sur le fait de l'incertitude comme témoignage de l'altérité du monde par rapport à un être, appelé génériquement système, pour qui, par qui, ce monde existe dans la mesure où cette complexité se manifeste pour lui comme un problème et même comme son problème* ».

La réflexion qu'a entreprise Niklas Luhmann et qu'il a poursuivie tout au long de sa carrière académique peut être résumée en un long parcours épistémologique qu'il a toujours espéré conduire vers une vision de la société. Ce parcours se décrit par une typologie synoptique en quatre temps hiérarchisés qui construisent sa pensée systémique, chaque temps étant complété par les principaux fondements conceptuels et théoriques essentiels au travail du chercheur. Un glossaire complète le tableau en définissant sommairement chacun des concepts identifiés (voir Annexe 1). Nous résumons le parcours conceptuel et la typologie des systèmes fonctionnels de Niklas Luhmann en un schéma synoptique (Figure 30).

## LES QUATRE TEMPS DE LA PENSÉE SYSTÉMIQUE DE NIKLAS LUHMANN

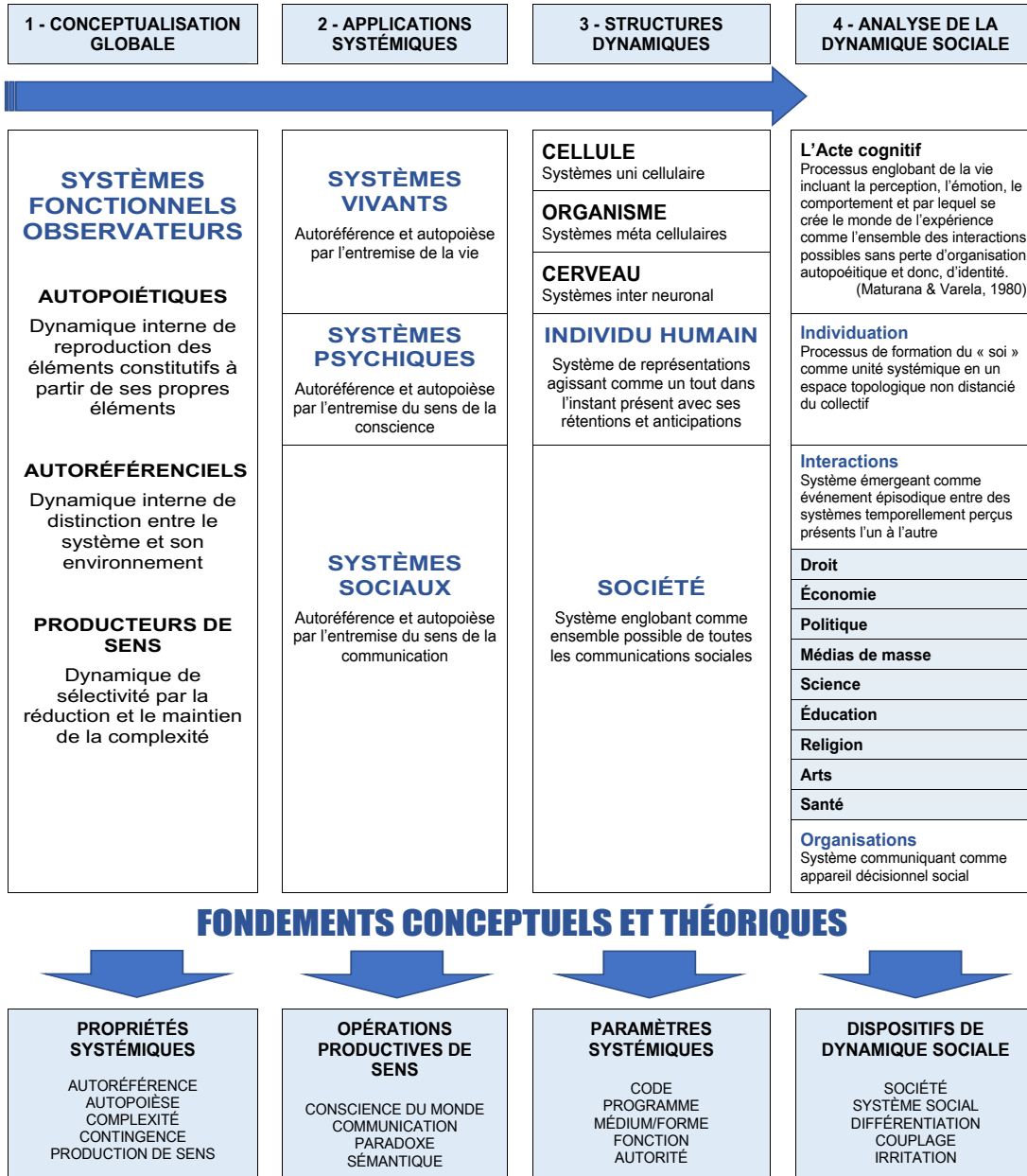


Figure 30 – Parcours conceptuel et typologie des systèmes fonctionnels de Niklas Luhmann

Le premier temps décrit la **conceptualisation globale** de la vision systémique de second ordre. Luhmann la pose sur les dynamiques d’auto-référence et d’autopoïèse comme propriétés de base caractérisant les systèmes fonctionnels observants. Sa

réflexion la plus significative est cependant celle caractérisant la dynamique de production de sens pour la captation, la sélection, la réduction et le maintien de la complexité. Cette dynamique est un véritable dispositif associé à la contingence des mondes possibles. Elle constitue la fonction déterminante sur laquelle est appuyée la vision luhmannienne des systèmes sociaux. Cette épistémologie se fonde sur l'observation de l'environnement à travers le fonctionnement propre d'un système dans le contexte d'une sociologie pouvant apprendre d'autres disciplines sans pour autant devoir renoncer à son autonomie afin de produire de nouvelles connaissances.

Le second temps décrit les **applications systémiques** par la décomposition de l'unité du monde en trois grandes catégories de systèmes observants. Luhmann applique les propriétés systémiques d'autoréférence et d'autopoïèse aux systèmes vivants, psychiques et sociaux afin de décrire les unités de base indivisibles qui permettent leur existence. Les systèmes vivants détaillés par les biologistes Maturana et Varela (1980) ont pour fonction de produire de la vie à partir de la vie. L'innovation de Luhmann est d'y joindre deux catégories de systèmes ayant chacun pour fonction de produire du sens à partir du sens.<sup>76</sup>

D'une part, les systèmes psychiques produisent du sens par les opérations de la conscience, fondamentalement les pensées et représentations conscientes propres à l'individu et qui génèrent d'autres pensées et représentations conscientes. Ce concept des systèmes psychiques tire son inspiration des recherches en psychologie. D'autre part, les systèmes sociaux produisent du sens par les opérations de la communication, fondamentalement le langage et les formes symboliques ayant pour fonction d'effectuer dans la contingence des sélections qui génèrent d'autres sélections.

---

<sup>76</sup> Maturana et Varela (1987, p. 199) ont exprimé certaines réserves à l'application de leurs concepts au développement des systèmes sociaux en affirmant que « *les organismes et les systèmes sociaux humains ne peuvent pas être comparés sans distordre ou nier les caractéristiques propres à leur composants respectifs* » (traduction libre).

Luhmann distingue les phénomènes psychiques et les phénomènes sociaux. Il les pose sans chevauchement en deux systèmes délimités et conceptualisés, chacun constituant des environnements l'un pour l'autre et constituant ainsi une posture contre-intuitive d'isolation. Elle lui permet d'éclairer la dynamique sociale indépendamment des processus psychiques individuels et de mettre en valeur la pertinence des deux systèmes l'un pour l'autre, chacun se reproduisant en produisant lui-même les éléments dont il est constitué et chacun se distinguant de son environnement.<sup>77</sup> En établissant les opérations de la conscience comme système autoréférentiel, Luhmann rejette l'intentionnalité de l'action et la métaphysique du sujet connaissant. Le sens produit par les opérations de communication comme produit de sélection parmi la contingence de la complexité renforce cette posture avec la conséquence théorique que ce sont les communications et non les êtres humains qui constituent la société.

Le troisième temps décrit les **structures dynamiques** constituant les systèmes vivants, psychiques et sociaux. Maturana et Varela ont présenté les systèmes unicellulaire, méta-cellulaire et inter-neuronal comme particularités constituantes des systèmes vivants. Cellule, organisme et cerveau en sont les structures dynamiques nécessaires au maintien de l'indivisible unité de base qu'est la vie. Luhmann poursuit en décrivant les particularités des systèmes psychiques et sociaux.

Au cœur de chaque système psychique se trouve un individu humain. Il est un système formel de représentations propulsé par des opérations de conscience produisant du sens. La société est le système englobant de tous les possibles de toutes les communications sociales produisant du sens. Psychismes et société forment une incommensurabilité de possibles que les systèmes fonctionnels observateurs doivent réduire par leurs opérations. Chaque opération agit comme un tout dans l'instant

---

<sup>77</sup> La posture de Luhmann est dite contre-intuitive au sens où, parce qu'elle s'affirme sans sujet connaissant, elle marque une rupture avec les théories de la connaissance découlant de la tradition de la philosophie du sujet.



présent avec les rétentions du passé et les anticipations du futur. Le résultat est la production d'un sens qu'il faut interpréter comme une sélection dans la contingence des possibles. Les paramètres systémiques que sont les *code, programme, médium/forme, fonction* et *autorité* agissent comme gabarits sur lesquels se fondent les opérations de communication. Ces innovations conceptuelles nécessaires à la compréhension du fonctionnement dynamique. Ils permettent l'application de ce que Luhmann qualifie de théorie différentielle pour l'analyse de la dynamique sociale.

Le quatrième et dernier temps décrit l'**analyse de la dynamique sociale**. Maturana et Varela (1987) conçoivent les systèmes autoréférentiels et autopoïétiques biologiques associés à la vie comme des capteurs de l'expérience du monde qui permettent d'acquérir la connaissance par l'entremise de l'acte cognitif. Luhmann décrit plutôt les individus comme systèmes de représentation. Il délaisse les racines biologiques de la compréhension humaine au profit d'un « soi » n'ayant pas que des fonctions reproductives mais capable de s'inscrire comme tel dans un espace topologique ayant des limites, un environnement et une continuité. Le système psychique de l'individu est vu dans la perspective d'un processus d'individuation, ce qui permet de construire un vaste système de description de la société pour lequel chaque système distingue un champ propre et le détermine comme tel.

Le *monde* de Niklas Luhmann est systémique. Il ne peut être vu et compris que dans la multitude de sous-systèmes par lesquels il se subdivise. L'individu n'y est pas considéré comme une unité systémique mais comme un conglomerat de systèmes organiques composé d'éléments biochimiques et d'un système psychique composé de pensées conscientes. Luhmann (2010, p. 380) choisit d'ailleurs d'utiliser la notion moins impliquante de « personne » pour désigner l'individu et « *il en résulte, comme on peut le lire dans l'étymologie de persona – masque, rôle, statut juridique – une différenciation de la personne et du rôle. Les rôles peuvent donc être distingués de la*

*personne individuelle et servir de perspectives plus abstraites d'identification des réseaux d'attentes. »*

Ce mode d'appréhension de l'individu est essentiel à la vision de Niklas Luhmann parce « *qu'être une personne exige qu'on s'attire et lie des attentes à l'aide de son système psychique et de son corps, y compris des attentes à l'égard de soi-même et des autres. Plus des attentes nombreuses et de types différents sont individualisées de cette façon et plus la personne est complexe* » (Luhmann, 2010, p. 379). Tout est en place pour procéder à l'analyse de la dynamique sociale en se fondant sur la réduction de toute complexité par la sélection d'un possible parmi la contingence des possibles. Les systèmes sociaux sont des entités complexes. Ils trouvent leurs particularités dans leur division selon qu'ils constituent la société, une organisation ou une interaction, chacun utilisant la communication pour leur reproduction.

La société est un système englobant constituant l'ensemble des possibles de toutes les communications sociales produites par chacun des nombreux sous-systèmes susceptibles de la constituer. Le droit, l'économie, la politique, les médias de masse, la science, l'éducation, la religion, les arts ou le sport sont autant de domaines pour lesquels l'approche permet de rendre compte des différentes rationalités et logiques internes qui les sous-tendent. L'organisation est un système communiquant comme appareil décisionnel social. Les organisations sont des systèmes sociaux qui se reproduisent sur la base de décisions conceptualisées comme une forme spécifique de communication produites par le système. L'interaction est un système émergeant comme événement épisodique entre des systèmes sociaux temporellement présents l'un à l'autre. Les communications y sont fondées sur la perception de la présence de leurs participants. Tous trois forment la théorie extensive de la société moderne. Les systèmes constituent des catégories qui sont étroitement liées, les systèmes vivants créant l'environnement nécessaire au fonctionnement du psychisme humain qui à son

tour constitue l'environnement indispensable aux opérations de communication constitutives des systèmes sociaux. Les systèmes vivants et psychiques constituent des conditions immanentes d'existence de tout système social.

Les systèmes fonctionnels sont fermés sur eux-mêmes. Ils sont construits pour maintenir leur existence interne et se reproduire sans apport de leur environnement extérieur et sans action sur l'environnement extérieur. Un système vivant incapable de mettre en relation la vie avec la vie cesse d'exister comme système. Un système psychique incapable de mettre en relation ses pensées conscientes avec d'autres pensées conscientes cesse d'exister comme système. Un système social incapable de mettre en relation une communication avec une autre cesse d'exister comme système.

La société est un système global à l'opposé du grand tout solidaire constitué d'une multitude additionnée d'individus. Bien au contraire, elle se constitue de relations et de rapports de communication créateurs de sens dans l'émergence d'un moment. Ces rapports instaurent de multiples sous-systèmes qui s'inscrivent dans la complexité globale du monde social, dans la totalité des possibles objets connaissables. Se succédant l'un à l'autre, l'émergence des moments tisse la toile de l'évolution sociale.

Chacun des systèmes trouve son essence dans ses opérations internes actionnées par leurs moteurs respectifs alimentés par leurs unités de base respectives que sont les principes associés à la vie, aux états de conscience et à la réalisation de la communication. Ces opérations de vie, de conscience et de communication se fondent sur la distinction entre ce qu'est le système et ce qu'est son environnement. Pour Luhmann, ces opérations sont des opérations d'*autoréférence*. Un système n'est rien d'autre qu'une distinction, une machine théorique qui suspend le temps, s'observe, observe et crée des différences. Ce faisant, le système se maintient et d'un moment ou instant émergeant à l'autre, il fait usage de ses mêmes intrants pour produire des

extrants différents. Il se reproduit et assure son *autopoïèse*, un concept désigné d'un néologisme pour lequel Niklas Luhmann (2013b, pp.77-78) <sup>78</sup> raconte la genèse :

*« Mais pourquoi l'autopoïèse ? Maturana m'a raconté comment il avait trouvé cette expression. À l'origine, il travaillait avec des structures circulaires, c'est-à-dire avec la reproduction circulaire de la cellule. Le mot «circulaire» est un mot emprunté qui ne pose plus de problème, mais pour Maturana ce n'était pas assez précis. Puis, un philosophe lui donna une leçon sur Aristote (...) et lui expliqua ce qu'est la différence entre la « praxis » et la « poiesis ». La « praxis » est une action qui, en tant qu'action, a un sens en soi. Aristote a à l'esprit l'éthos de la vie citadine, la vertu, l'excellence, « l'arété » (du grec ancien), tous importants non pas en raison de leur succès, aboutissant à la création d'une bonne polis, mais parce qu'ils sont significatifs en tant que tels. Autre exemple, nager, ce qu'on ne fait pas parce qu'on veut se rendre à tel endroit, ou fumer, ou bavarder, ou débattre rationnellement dans les universités, sont aussi des actions satisfaisantes en elles-mêmes sans qu'il en découle quoi que ce soit de concret. . Dans la « praxis », l'autoréférence est déjà incluse dans le concept. La « poiesis » fut expliquée à Maturana comme quelque chose qui produit quelque chose d'autre en dehors de lui-même, à savoir une œuvre. Avec la « poiesis », on fait quelque chose, on agit, non pas parce que cette action est agréable ou vertueuse mais parce qu'on a l'intention de produire quelque chose. Par la suite, Maturana a trouvé un pont entre les deux concepts. Il a parlé d'autopoïèse, une poiesis qui est son propre travail – et il a parlé tout à fait consciemment de « travail » dans ce contexte. En comparaison, l'autopraxis serait une expression dénuée de sens, car elle ne ferait que répéter ce que l'on entend déjà par le terme « praxis ». Non, ce qui est en cause, c'est le système qui est son propre travail. L'opération est la condition de la production des opérations. »*

Par l'autopoïèse, tous les éléments constitutants d'un système interagissent entre eux pour se produire en tant qu'élément et se reproduire dans la continuité. Ces éléments que sont les *code, autorité, programme, médium/forme, fonction* forment les paramètres systémiques et à travers eux, un système se reproduit en se distinguant de son environnement et assure sans discontinuité son évolution temporelle. Nous dirons alors que les systèmes sont *autoréférentiels* et *autopoïétiques*. Fonctionnellement, ce

---

<sup>78</sup> Traduction libre

sont des systèmes fermés pour lesquels aucune opération ne peut entrer ou sortir. Ils sont néanmoins en contact avec leur environnement de manière à s'en distinguer. Les systèmes sociaux sont des *systèmes observateurs* dotés simultanément des caractères de fermeture opérationnelle et d'ouverture interactionnelle.

\* \* \*

*Niklas sommeille. Dans son esprit, des images apparaissent tels des moments instantanés. Chacun des moments se succède. Ils écrivent une trame et racontent une histoire. Niklas rêve. Bien qu'ils soient chacun différents, ces moments contiennent tous des éléments communs, finement associés entre eux. Personnages, couleurs, langues, temporalité, mise en situation... Ils s'intègrent les uns aux autres. Ils se distinguent de ce qu'ils ne sont pas. Y est présent un individu connu et personne d'autre, du rouge et pas de jaune, de l'allemand et non du français, ce n'est pas demain mais maintenant dans une situation d'immense colère et non de joie. L'état de rêve de Niklas est un système fermé sur lui-même, unitaire et dont chaque instant qui en émerge assure la continuité de sa trame.*

*Près d'un Niklas endormi, un radioréveil repose sur la table de chevet, invisible de l'environnement du rêve. Tout comme le verre d'eau, la lampe et la commode. La chambre entière et son contenu constituent l'environnement duquel l'état du rêve se distingue. Lui-même, le rêve s'observe et par ses couleurs, ses personnages, sa mise en situation, il est la preuve qu'il existe indépendamment de la chambre dans laquelle il prend place. Dans le for intérieur de Niklas, l'instantanéité de chaque moment se comprend en se référant au précédent tout en anticipant le prochain. Le rêve s'observe, et dans la succession de ses observations, il trace la trame de son histoire. Par lui-même, le rêve de Niklas se distingue du monde externe, maintient son unité et par conséquent, sa vie.*

*Mais voilà que l'environnement de la chambre s'anime. Peu à peu, le jour se lève. Le radioréveil se met à fonctionner, laissant s'échapper le fil des informations matinales. Les prévisions météorologiques, l'accident de la veille, une découverte impromptue, toutes passent inaperçues au rêve qui poursuit sa vie dans l'esprit de Niklas. Toutes, sauf la déclaration rapportée hargneuse d'un homme politique local. Elle trouve une place dans la situation d'immense colère du rêve de Niklas. Directement du monde externe, cette information s'intègre au rêve, la trame narrative s'y adaptant. Niklas poursuit son sommeil, son rêve poursuit sa vie de fiction sémantique.*

*Jusqu'au moment où le monde externe produira plus d'irritations que le rêve ne peut en absorber. Alors le rêve s'évanouira, laissant Niklas à la réalité d'un autre monde...*

\* \* \*

De cette allégorie, retenons la métaphore d'un sommeil en tant que système en état de rêve, se distinguant de son environnement. Les éléments présents dans le thème du rêve correspondent aux paramètres systémiques. Dans l'environnement, le son du radioréveil est un irritant. La réaction systémique est l'incorporation des parcelles d'informations pertinentes au thème de la trame en cours. Par sa propre dynamique interne, l'état de rêve est capable de capter le bruit externe, de le transformer en irritation, de l'intégrer. L'état de rêve, de par son statut de système, assigne au bruit le statut de cause et produit de l'ordre à partir de ce bruit sur la base de ses paramètres systémiques de référence.

Les biologistes Humberto Maturana et Francisco Varela (1980, p. 13) <sup>79</sup> ont associé cette dynamique aux processus cognitifs et précisent qu'un « *système cognitif est un système dont l'organisation définit un domaine d'interactions dans lequel il peut agir*

---

<sup>79</sup> Traduction libre

*avec pertinence pour le maintien de lui-même, et un processus de cognition est l'action ou le comportement réel (inductif) dans ce domaine. Les systèmes vivants sont des systèmes cognitifs, et vivre en tant que processus est un processus cognitif. Cette déclaration est valable pour tous les organismes, avec et sans système nerveux ».*

La cognition est un processus *autoréférentiel* et *autopoéitique*, une posture qui relève du constructivisme radical dont se réclame Luhmann et pour lequel toutes les cognitions sont des pensées qui résultent de constructions d'un système cognitif. Elles ne peuvent ainsi en aucun cas être une quelconque réalité externe. L'observation des opérations productrices de sens des systèmes psychiques et sociaux est l'élément clé de toute acquisition de connaissance. C'est le paradigme ouvert par le champ d'étude de la cybernétique de seconde génération.

Le point de départ d'un sujet autonome qui est à la source de la connaissance est remis en question. Il est remplacé par le concept du système opérant par lui-même, un concept pouvant se représenter comme une alternative théorique à la dissolution de l'égo. Niklas Luhmann établit que la société est un système qui s'inscrit dans un environnement constitué d'autres systèmes, un environnement de complexité dans lequel la totalité des possibles est incommensurable. Chaque système trouve son identité singulière dans son propre sens régulé par la communication. Face à la complexité de son environnement, il doit impérativement se différencier de ce qui n'est pas son propre sens, s'extraire des possibles. Ce processus de réduction de la complexité de l'environnement d'un système provoque en lui-même l'accroissement de sa propre complexité d'où émerge un cycle de changements qui résonnent mutuellement les uns envers les autres. La complexité toujours croissante de la société est ainsi réduite par la différenciation qui résulte en la création de nouveaux sous-systèmes. Le monde social se subdivise en monde juridique, politique, économique, scientifique, éducatif, religieux, artistique, sportif, médiatique. Ce processus de

subdivision s'accroît à la mesure de la croissance de la complexité du monde social dans son ensemble. Telle est, selon les principes de Luhmann, la description du mécanisme abstrait à la base d'un schéma formel expliquant la dynamique de l'évolution sociale.<sup>80</sup> C'est une évolution sans discontinuité et le fruit d'une suite d'événements externes aux systèmes tout en déclenchant leurs processus internes sans pour autant les déterminer. Les événements sont perçus en tant que perturbations ou irritations auxquelles le système doit réagir. Par cette conceptualisation, Luhmann (2018, p. 375) établit une rupture avec l'intentionnalité causale traditionnelle en distinguant la causalité d'effet (*Durchgriffskausalität*) de la causalité de déclenchement (*Auslösekausalität*).

\* \* \*

*Niklas, en bon scientifique, sait que la flamme de sa cheminée est constituée de l'effervescence rapide d'atomes et d'ondes électromagnétiques. Il sait que lorsqu'il la voit, les terminaisons nerveuses de son système visuel réagissent. Ils construisent l'expérience du mouvement, de la lumière et de la couleur alors que son système auditif en construit le crépitement. Mouvement, lumière, couleur et crépitement relèvent du phénomène. Ils n'existent pas dans la réalité de la flamme de la cheminée.*

*Niklas s'approche. Le feu déclenche des impulsions dans son système nerveux et l'environnement de la flamme devient un événement. Par sa vision, par son audition et par sa proximité, l'événement se traduit en affect. Niklas est entraîné dans une réaction cognitive de beauté, de bien-être et de chaleur.*

---

<sup>80</sup> Au semestre d'hiver 1991, Niklas Luhmann a donné un cours magistral intitulé *Introduction à la théorie des systèmes* qui a été transcrit et traduit en anglais sous le titre *Introduction to Systems Theory* (2012) dans lequel se trouve, sous une forme narrative simple, ouverte et imagée, son récit du développement de sa pensée systémique et le déploiement de ses principaux concepts et problèmes constituant le cœur de sa théorie des systèmes appliquée à la société.



*De la flamme de sa cheminée, d'un phénomène à l'affect, Niklas construit une réalité tout autre que l'autre réalité de sa flamme. Et pourtant, elle n'en est pas moins réelle...*

\* \* \*

De l'allégorique feu de cheminée émerge un événement causal qui déclenche des opérations de construction d'une sensation inexistante dans l'environnement de l'image d'une flamme de cheminée. La causalité d'effet (*Durchgriffskausalität*) laisse place à la causalité de déclenchement (*Auslösekausalität*).

Si la flamme est elle-même inexistante parce que reproduite sur un écran télévisuel par l'entremise de pixels et de haut-parleurs, les systèmes de l'individu sont alors stimulés à réagir par le déclenchement de leurs opérations internes visant à réduire la complexité de cet environnement jusqu'à la sensation de flamme comme produit final et réduction de sens. La flamme du feu de bois est un événement perçu comme une perturbation provoquant la causalité de déclenchement (*Auslösekausalität*).

Sans discontinuité, les perceptions s'inscrivent dans la temporalité et construisent l'évolution. Il suffit que le regard se détourne pour que le système cesse ses opérations d'autopoïèse ou les modifie en fonction d'autres perturbations. *« Un système ne peut se reproduire que dans un environnement. S'il n'était pas continuellement irrité, stimulé, dérangé et confronté aux changements de l'environnement, il cesserait peu de temps après ses propres opérations, cesserait son autopoïèse. La question reste de savoir comment l'environnement empiète sur le système, et quelle pertinence cela a pour l'autoproduction du système, pour la poursuite de ses propres opérations. »* indique Luhmann (1988a, p. 335) <sup>81</sup> pour qui le concept d'autopoïèse l'amène à

---

<sup>81</sup> Traduction libre

qualifier la relation qui existe entre un système et son environnement d'essentielle à la survie de tout système.

L'attitude théorique consiste à voir à travers un système un être confronté à son milieu. Cette attitude pousse à un plus haut niveau de généralité que celle d'un être vu comme sujet conscient confronté à la problématique de son objet. Comme chercheur devenu système, *j'observe à l'instant du présent un environnement formé d'autres systèmes que je ne reconnais pas comme tels; ce que j'y perçois, c'est de la complexité qui me force à sa réduction en me différenciant de cet environnement, une opération créant chez moi des changements qui me sont propres et qui participent à l'évolution du monde social vers un futur toujours imprévisible.*

La complexité et tout ce qu'elle implique comme niveau d'incertitude précède et supporte l'intentionnalité. Il n'y a pas de *réalité* en dehors des systèmes par lesquels le monde est observé, incluant toute *réalité* d'un corps en tant qu'entité individuelle ou agent autonome. Luhman (2002, p. 132) <sup>82</sup> décrit cette posture comme « *une désontologisation de la réalité provoquée par l'intervention de la théorie des systèmes (...) cela ne voulant pas dire que la réalité soit niée, car alors il n'y aurait rien qui opère - rien de ce qui a observé, et rien d'acquis au moyen de distinctions. Ce n'est que la pertinence épistémologique d'une représentation ontologique de la réalité qui est remise en question* ». L'individu est sans poids ontologique significatif parce qu'il est un système parmi plusieurs et les systèmes ne font l'objet d'aucune priorisation conceptuelle, empirique ou transcendantale. La réalité du corps est théoriquement insignifiante et sans aucune pertinence sociale. Ce cycle perpétuel d'évolution pose le problème du maintien de l'ordre social dans l'infinitude de la complexité. Il oblige à la construction d'une explication cohérente du fonctionnement des systèmes sociaux qui

---

<sup>82</sup> Traduction libre

repose sur une posture épistémologique par laquelle un objet produit sa propre réalité sans sujet connaissant.

Nous dirons de cette posture qu'elle est en *epochè* et nous la qualifierons d'*autologique*. Cette posture épistémologique se fonde d'une part sur l'idée vraisemblable de l'activité communicationnelle dépourvue d'intersubjectivité, conçue en tant que moteur unique de la société produisant du sens. Elle se fonde d'autre part sur un ensemble de concepts innovants et étroitement liés les uns aux autres et formant le cœur d'une théorie différentielle au sens de l'usage de la distinction. Par cette posture, un système n'ayant aucune existence de substance est soumis à un *état processuel* qui engendre et régule du sens par la sélection contingente et variable des possibilités qui font face à la complexité de l'environnement du monde social. Chacun des systèmes sociaux est ainsi constitué de communications appréhendées en actions de différenciation. Elles sont destinées à réduire la complexité perçue et à répondre à la fonction prédéterminée de chacun des systèmes.

Ces systèmes se décrivent eux-mêmes et produisent leur propre réalité sémantique parce que la réalité est dans le système et non à l'extérieur. Ainsi, « *la totalité sociale n'est pas seulement la société envisagée dans sa globalité, mais c'est une totalité différenciée à travers la multiplicité des systèmes sociaux* » (Rabault, 2012, p. 10). Il n'est donc pas étonnant de constater que Luhmann ait intitulé son œuvre maitresse *Die Gesellschaft der Gesellschaft*, qui se traduit littéralement par *La société de la société*, la notion de *société* devant être interprétée comme une théorie, une théorie à laquelle il attribue la prétention d'universalité.<sup>83</sup>

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » s'est demandé le sociologue cybernéticien et cognitiviste Niklas Luhmann. En guise de réponse, il propose que la

---

<sup>83</sup> L'édition en anglais de 2012 semble aller dans ce sens, le titre ayant été traduit par *Theory of Society*.

société repose sur la base d'un ordre social envisageable parce que construit sans prétention ontologique, qu'elle s'appuie sur la communication pour assurer son maintien, s'appréhende par des outils conceptuels associés à la systémique fonctionnelle et qu'elle s'applique à s'auto-décrire pour en faire émerger le sens dans un esprit sémantique. Le monde et sa connaissance sont le produit d'une construction individuelle et radicale de la réalité qui repose sur un vécu désontologisé. La réalité ressentie et reconnue traitée par la cognition est une stratégie expérientielle d'adaptation qui n'appartient pas à l'environnement externe au système psychique. La réalité de la société du monde est le produit d'une fiction.<sup>84</sup>

Dans cette société du monde, il y a peu de place pour les questionnements normatifs, éthiques ou moraux. C'est une société du monde fondée sur la distinction et qui ne peut s'expliquer par le bien ou le mal, un paradoxe par lequel le bien peut être mal et le mal peut être bien. Cette société du monde est différente des sociétés antérieurement appréhendées par lesquelles l'ordre social repose sur le contrôle et la socialisation, et est indifférente à l'appartenance à une communauté ou aux normes sociétales associées à la proximité et à la familiarité.<sup>85</sup> Dans le monde de Niklas Luhmann, le niveau de risque face au vécu des attentes de chacun est proportionnel à sa complexité. La confiance y occupe un rôle fonctionnel central. L'ordre social doit reposer sur l'obligation d'usage de la confiance, parce que « *le fait de se fier à ses propres attentes, constitue une donnée élémentaire de la vie en société* », sans quoi, tout serait alors impossible, nul ne pouvant « *supporter une telle confrontation immédiate avec la plus extrême complexité du monde* » (Luhmann, 2006, p. 1).

---

<sup>84</sup> Bien que Luhmann rejette toute prétention ontologique, certains auteurs proposent qu'il ne renonce pas à l'épistémologie, ce qui laisse inachevé son projet de désontologisation. À ce sujet, voir *Constructivist Foundations*, Vol. 10, No. 2, March 2015

<sup>85</sup> Dans *Familiarity, confidence, trust: problems and alternatives (1989c)*, Niklas Luhmann montre comment la notion de familiarité, jadis normative et contrôlée par la religion, a évolué avec l'invention de l'écriture, de l'alphabétisation et de l'imprimerie jusqu'à s'éteindre pour être remplacée socialement par la notion de confiance.

## 2.2 Une posture d'épochè autologique <sup>86</sup>

*« Le scepticisme est la faculté de mettre face à face les choses qui apparaissent aussi bien que celles qui sont pensées, de quelque manière que ce soit, capacité par laquelle, du fait de la force égale qu'il y a dans les objets et les raisonnements opposés, nous arrivons d'abord à la suspension de l'assentiment, et après cela à la tranquillité »*

Sextus Empiricus, *Esquisses pyrrhoniennes*, Livre I, 4, (8),  
Pellegrin (1997, p. 57)

En réponse à une question du philosophe Wolfgang Hagen à propos de la phénoménologie hégélienne et la cybernétique en tant que sources de son travail, Niklas Luhmann explique que « ... *les nouveaux développements de la cybernétique permettent une autre lecture des textes phénoménologiques. Lorsque nous voyons toute la construction husserlienne du sujet comme un système cybernétique, nous obtenons des choses similaires mais de manière totalement différente. Avec Husserl, le point d'ancrage est fixé sur le sujet, c'est-à-dire dans la conscience, alors qu'avec 5 milliards d'individus qui pensent et agissent, il est impossible de penser comment un ordre social peut surgir, à moins que la question ne soit abordée de manière complètement différente. Il s'agit alors d'appréhender la théorie de la conscience avec des moyens systémiques qui permettent de dire d'une part que cette conscience est un système de son propre type et que d'autre part, la société est aussi un système à part entière.* » (Luhmann, 2004, p. 36). <sup>87</sup> Cette posture de Niklas Luhmann face à la phénoménologie a depuis toujours et encore aujourd'hui fait l'objet de controverses.

---

<sup>86</sup> Bien que Niklas Luhmann n'ait jamais, à notre connaissance, fait usage du mot *épochè*, il a cependant abondamment écrit à propos du processus de réduction phénoménologique afin d'en proposer sa propre approche en y intégrant la dimension d'*autologie* (Luhmann, 2012a, p. 11). Dans l'avant-propos de *La société de la société*, version française de *Die Gesellschaft der Gesellschaft* parue en juin 2021, le traducteur Flavien LeBouter écrit « *qu'inspiré par la rigueur d'Edmund Husserl, Luhmann fait commencer sa sociologie par une épokhè, un étonnement qui suspend toutes les évidences pour se demander comment un ordre social est possible* » (p. 16).

<sup>87</sup> Traduction libre. Cette citation est reprise par Aldo Mascareno en préface de l'essai de Lionel Lewkow (2017), *Luhmann, intèrprete de Husserl, El observador observado*,

Bien que la théorie issue de la posture de Niklas Luhmann ne prétende pas être celle d'Husserl ni même de chercher à l'être, elle y puise une source par cette voie audacieuse de la notion systémique de conscience, la distinction faite entre système social et système psychique étant fondamentale. Selon Lionel Lewkow (2017), cette distinction montre comment est possible une relation entre la phénoménologie et la théorie des systèmes en tant qu'expression d'une image corrélatrice d'Husserl et de Luhmann. Et bien qu'elle soit majoritairement propre à Husserl, nous nous accordons la liberté de faire un usage analogique de la notion d'*epochè* afin de mieux situer la posture épistémologique de Niklas Luhmann. « *Les outils symboliques de Luhmann ne sont peut-être pas l'idée de conscience de Husserl, mais il ne semble pas invraisemblable de soutenir que le problème de l'intersubjectivité soit, dans sa forme, contenu et résolu – résolu bien sûr à la Luhmann* » commente Aldo Mascareno (2017) pour qui Luhmann est un défi à la philosophie au même titre que Husserl peut l'être pour une sociologie sans sujet transcendantal. C'est ainsi que nous posons l'*epochè* de Luhmann, en la qualifiant d'*autologique*, tel un clin d'œil à cette conscience systémique qui s'observe observer, se décrivant et se définissant elle-même comme observateur de l'ordre social.

L'ordre social ne peut être envisageable comme aboutissement de problématique en posant comme point de départ des présupposés ontologiques ou des principes établis *a priori* à toute raison explicative de ce que peuvent être la société ou le monde. Tels sont les fondements devant guider toute épistémologie à la base d'une théorie de la société. Niklas Luhmann les exprime lors de la publication en 1971 de *Theorie der Gesellschaft oder Sozialtechnologie. Was leistet die Systemforschung ? (Théorie de la société et technologie sociale. Qu'apporte la théorie des systèmes ?)*. Publié sous la forme de textes écrits par Niklas Luhmann lui-même et Jürgen Habermas se répondant en contrepoint, l'ouvrage expose la problématique de l'objet sociologique, hésitant d'une part entre une théorisation de la société formelle et empirique et d'autre part une

théorie des systèmes plus compréhensive pour laquelle Luhmann y défend la notion de sens à titre de notion fondamentale de la sociologie. « *Pour qui quelque chose fait-il sens ?* » demande-t-il (Luhmann, 2013b, p. 58),<sup>88</sup> en interrogeant ce qu'il qualifie de « *phénoménologie sociale* », soit la pensée de la phénoménologie transcendantale d'Husserl, en ajoutant qu'en fait « *tout ce qu'elle exprime, c'est qu'il y a présence de quelque chose (Dagewesensein)* ».

Luhmann et Habermas vont longuement et intensément débattre sur les concepts d'intersubjectivité (*Intersubjektivität*), d'altérité (*Anderssein*) et de sens (*Sinn*) dans le contexte de la conscience d'un sujet, de la communication et de la systémique appliqués au renouvellement d'une théorie de la société. Ils sont principalement préoccupés par l'évolution et l'émergence historique de la société moderne ainsi que par la problématique de la démocratie et du pouvoir (Harste, 2021, p. 7), chacun assimilant implicitement la démocratie à la politique comme s'ils ne faisaient qu'un.

« *L'ironie du titre*<sup>89</sup> a été qu'aucun des auteurs ne souhaitait défendre la technologie sociale, mais nous divergions sur ce que devrait être une théorie de la société; et il est symptomatique que la théorie de la société ait d'abord attiré l'attention du public sous la forme, non d'une théorie, mais d'une controverse » écrit Luhmann (2012a, p. xi)<sup>90</sup> en préface de son œuvre ultime, *Die Gesellschaft der Gesellschaft*. Ce commentaire indique comment la posture du chercheur fut dès le départ la source de beaucoup d'incompréhension. À une époque où la théorie critique dominante impose un rejet de l'explication de l'ordre social au profit d'une critique sociale émancipatrice doublée d'un appel à la déconstruction, à la refondation et au procès de l'ordre social, la posture de Luhmann prend une place bien secondaire derrière l'intention d'établir sous forme

---

<sup>88</sup> Traduction libre

<sup>89</sup> *Theorie der Gesellschaft oder Sozialtechnologie. Was leistet die Systemforschung ? (Théorie de la société et technologie sociale. Qu'apporte la théorie des systèmes ?)*

<sup>90</sup> Traduction libre

livresque un lieu de débat et de critique des sciences sociales. Niklas Luhmann s'oppose à cette sociologie idéologique de réingénierie en quête d'outils conceptuels pour justifier, théoriser et donner la légitimité nécessaire à ses aspirations de reconstruction des relations sociales. Pour lui, cette sociologie s'appuie à tort sur une ontologie dogmatique de vérité décisive, universelle, immuable et incontestable. « *La vérité elle-même* » écrit-il « *n'est pas un critère de vérité, la notion de critère se référant au codage binaire, selon la tradition établie de concepts tels que canon, criterion, regula* », faisant ainsi référence à la notion de vérité du philosophe grec Sextus Empiricus exprimée dans *Adversos Mathematicos* (Luhmann, 1989a, p. 45).<sup>91</sup>

Dans les *Esquisses pyrrhoniennes*, Sextus Empiricus s'oppose à tous les dogmatismes en exposant les dix modes qui mènent à la suspension de l'assentiment, processus par lequel la pensée se place en état de *tranquillité* en matière d'opinions et de modération des affects dans ce qui s'impose à elle. Comme l'explique le philosophe spécialiste d'Aristote, Pierre Pellegrin (1997, p. 41), Sextus Empiricus ne doute pas de l'existence du monde extérieur, ou même que le processus d'induction ne donne une connaissance adéquate des choses. À propos de chaque problème, il se trouve devant des affirmations opposées auxquelles il accorde une égale force de conviction, ce qui l'amène à ne donner son assentiment ni à l'une ni à l'autre. Ainsi s'atteint l'état de *tranquillité* face à l'idée de vérité décisive, universelle, immuable et incontestable.

« (25) (...) *une fin est ce en vue de quoi tout est fait ou pensé, mais qui n'est elle-même en vue de rien d'autre : c'est aussi l'objet final des désirs. Nous disons jusqu'à présent que la fin du sceptique, c'est la tranquillité en matière d'opinions et la modération des affects dans les choses qui s'imposent à nous.* (26) *Car ayant commencé à philosopher en vue de décider entre les impressions et de saisir lesquelles sont vraies et lesquelles sont fausses en sorte d'atteindre la tranquillité, il tomba dans le désaccord entre partis de forces égales : étant incapable de décider, il suspendit son assentiment. Et pour celui qui avait suspendu son assentiment, la tranquillité en matière*

---

<sup>91</sup> Traduction libre



*d'opinion s'ensuivit fortuitement. »*

Sextus Empiricus, *Esquisses pyrrhoniennes*, Livre I, 12, (25-26)

Pellegrin (1997, p. 70)

La pluralité des coutumes, des lois et des modes de vie – et donc leur caractère contingent – est le dixième mode conduisant à la suspension de l'assentiment et « *ce mode nous a aussi permis de mettre en évidence une telle irrégularité parmi les choses que nous ne pourrions pas dire ce qu'est l'objet réel selon sa nature, mais ce qu'il paraît être selon tel mode de vie, telle loi, telle coutume* » écrit Sextus Empiricus (Livre I, 14, (163), Pellegrin, 1997, p. 141). Telles sont les racines de l'*epochè sceptique* qui, pour éviter l'expression d'une vérité qui ne pourrait qu'être fausse, sait suspendre son jugement face à ce qui est si complexe qu'il en devient inaccessible, un constat bien présent dans la pensée de Niklas Luhmann pour qui la complexité est au cœur de toute problématique sociale.

Après plusieurs siècles, l'*epochè* n'est plus une *suspension du jugement* mais se réactualise en une *mise entre parenthèses* du monde pour se laisser appréhender comme phénomène de la réalité. Avec Edmund Husserl (1985), cette appréhension de la réalité du monde devient le processus de réduction phénoménologique transcendantale. Selon Dermot Moran (2020), Husserl réinterprète le concept grec d'*epochè sceptique* par appropriation idiosyncratique pour articuler ses intuitions et les affirmer au sein de la tradition philosophique européenne. L'*epochè* d'Husserl neutralise le monde, ainsi que les thèses sur le monde par une opération qui supprime les savoirs positifs – acquis à l'épreuve des faits - sans pour autant les invalider, laissant place à un monde en tant que phénomène transcendantal, tel qu'il apparaît et peut se laisser subjectivement appréhender (Moran, 2020).

L'*epochè* puise son énergie dans la reconnaissance volontaire et assumée de l'incapacité du chercheur d'accéder aux objets du monde sans passer obligatoirement

par l'altérité du contexte dans lequel se pratique son acte de pensée. Se pose alors la question du choix d'un mode de production de connaissances qui n'émane pas de la relation à l'objet étudié puisque l'observation de nature scientifique d'un objet est une opération empirique elle-même observable. Cette observation est susceptible d'être analysée, critiquée et ne peut revendiquer la prétention de vérité unique ou empreinte de plus d'objectivité que pourraient détenir d'autres points de vue. La neutralité de l'*époque* n'est qu'apparente et laisse filtrer les préjugés qui colorent la pensée, orientent l'activité de perception et constituent l'ontologie du sujet connaissant. L'acte d'observation de ce qui peut générer la connaissance ne peut être que polycontextuel.

La phénoménologie d'Husserl stimule la pensée de Luhmann jusqu'à un point de convergence. Accepter comme point de départ que les systèmes autopoïétiques s'auto-référencent soulève de nombreuses questions majeures dont l'une est de savoir comment comprendre ou observer le monde afin d'attribuer un sens à ce qui est observé.<sup>92</sup> Jacob Arnoldi (2003, p. 407) souligne que la notion d'observateur « *est une influence majeure sur la théorie des systèmes de sens de Niklas Luhmann* ».

Niklas Luhmann souhaite dépasser cette posture ontologisante du sujet connaissant externe par une dé-ontologisation de la réalité. Il souhaite aller au-delà de la subjectivité comme fondement ultime d'appréhension de la réalité (*Die Realität*). Si Husserl s'est demandé comment le monde existe, Luhmann pousse plus loin la réflexion à partir de ce point de convergence avec la phénoménologie. Il interroge les possibilités même d'existence d'un ordre social. Pour lui, le monde est un *a priori* encore plus fondamental que l'*a priori* subjectif. Il lui importe donc de trouver l'unité englobante de l'*apparaître*. Son *époque* doit lui permettre d'aller plus loin que la *mise entre*

---

<sup>92</sup> Avec *Die neuzeitlichen Wissenschaften und die Phänomenologie*, publié en 1996 et traduit en 2002 sous le titre de *The modern Science and Phenomenology* dans *Theory of Distinction, Redescribing the description of modernity*, part I, *Husserl, Science, Modernity*, Niklas Luhmann rend hommage aux travaux d'Husserl par une relecture de la phénoménologie qu'il présente comme source d'inspiration des idées d'observation, de sens et de communication en termes de théorie des systèmes.

*parenthèses* des évidences sociales qui laisse place au phénomène ou à la représentation. Son *époque* se doit de révéler une dualité de sens : le monde en tant qu'ensemble de toute réalité (*Die Welt*), et le monde (*Umwelt*) comme condition de possibilité de toute expérience. « *Au fond, le fait est qu'il n'y a pas de sphère transcendante formée par l'apparition des choses. Le monde est tout en tout. J'appartiens, de même que les autres choses, au contenu du monde – je suis aussi au monde* » souligne le philosophe Jan Patočka<sup>93</sup> (1995, p. 220). Le sujet connaissant est « *fantôme né d'une génération spontanée* » (Patočka, 2002, p. 181), inutile aux fondements du phénoménal car il le parasite en l'alourdissant et l'ontifiant. Le sujet connaissant ne doit pas être le pivot central mais celui pour qui les choses apparaissent car c'est le monde qui est subjectif et qui se rassemble autour d'un centre qui lui-même ne se donne pas comme nécessaire mais comme contingent (Patočka, 2002, p. 153).

Ainsi, Luhmann conçoit son *époque*, sans réduction au sens phénoménologique, l'*époque* qui, tel un instantané, suspens la temporalité pour faire apparaître l'immanence de l'instant d'auto-description d'un système englobant. L'observation doit se décrire elle-même au moment où elle s'accomplit et « *elle doit concevoir son objet comme un objet qui se décrit lui-même* » écrit-il dès les premières lignes de son œuvre maîtresse. « *En utilisant une formulation qui vient de l'analyse logique de la linguistique, on pourrait également dire que toute théorie de la société présente nécessairement une composante autologique* » (Luhmann, 2012a, p. 1).<sup>94</sup> L'*époque* de Luhmann est l'expérience d'un *instant autologique*, observé et recueilli par une totalité pensante, un instant dépendant d'un acte réductif dont il n'est qu'une partie. Elle est une *observation* qui découvre une *observation*, l'observation observée s'incluant à titre

---

<sup>93</sup> Le philosophe Jan Patočka a publié plusieurs textes en allemand entre 1965 et 1976 dans lesquels il expose les principes d'*époque* sans réduction, qui est en de nombreux points semblable à celle développée par Niklas Luhmann. Ces textes ont été publiés en français sous les titres *Papiers phénoménologiques* (1995), *Qu'est-ce que la phénoménologie* (2002), et *Le Monde naturel comme problème philosophique* (2016).

<sup>94</sup> Traduction libre

de tiers exclus par insertion dans le schème de son observation. « *Ich sehe was, was Du nicht siehst* » ou « *Je peux voir ce que tu ne peux voir* », comme l'explique Luhmann en titre d'une conférence de 1990, très critique au sujet de la tradition dont se revendique « l'école de Francfort » et de l'impossibilité qu'elle ressent à voir la société actuelle se représenter elle-même en elle-même (Luhmann, 2015, p. 6).

Avec la phénoménologie d'Husserl, l'observateur est le sujet connaissant qui observe ou expérimente. Le sens s'y définit comme œuvre subjective et le produit d'une intentionnalité, une posture impossible avec la théorie des systèmes auto-référentiels et autopoïétiques. Niklas Luhmann dépasse la posture ontologisante de thématization du vécu, propre à la psychologie intentionnaliste. Il trouve l'inspiration dans l'établissement d'une posture à deux observateurs différents, l'un étant un système conscient dit psychique alors que l'autre est un système communiquant dit social.<sup>95</sup> Les systèmes sociaux observent par l'entremise de la communication et les systèmes psychiques de la conscience ou des pensées d'un individu observent par l'entremise de la cognition. L'observation est le centre de l'attention cognitive ou communicative et que ce soit par l'acte cognitif ou l'événement communicatif, elle se révèle sous le sens d'une distinction à l'instant d'un moment émergent (Arnoldi, 2001, p. 5), « *le sens couvrant la forme ordonnée de l'expérience qui, dans l'actualité des données, renvoie au-delà du donné à un horizon de possibles, possibilités complexes à la fois réduites et maintenues* » (Kaufmann, 1973, p. 184). L'instant émergent luhmannien trahit son sous-entendu mathématique en s'approchant du questionnement quantique pour lequel un système observé ne change pas, son mouvement interrompu se révélant être l'observable d'où émerge son état.<sup>96</sup>

---

<sup>95</sup> Sur les liens entre la psychologie intentionnaliste et la phénoménologie, voir Pablo Posada Varela, *Épochè, réduction et concrétude, sur le sens de la phénoménologie transcendantale*, dans DIVINATIO, volume 38, automne-hiver 2013-2014, pp. 92-107

<sup>96</sup> La notion d'observable propre au monde quantique est l'équivalent de la mesure quantifiée propre au monde classique. Elle définit l'état d'un système en fournissant pour chaque observable une loi de probabilité en guise de valeur.

Nous dirons de l'*époque* de Luhmann qu'elle est *autologique* dans le sens où dans sa réflexivité, elle révèle un système qui se singularise par sa propriété d'autodescription. L'*époque autologique* est un instant émergeant se décrivant lui-même. La théorie des systèmes sociaux de Luhmann s'auto-justifie par cette propriété d'autoréférence. Elle est sa propre référence et son propre critère de vérité. Barbesino et Salvaggio (1996, p. 31) vont plus loin et précisent que « *la démarche n'est pas simplement autoréférentielle mais bien autologique puisque c'est le système connaissant lui-même qui devient un des objets de sa propre connaissance* ». Par la description de ses propres objets, le système s'auto-décrit et de ce fait, modifie l'objet même qu'il doit décrire. Luhmann étend ainsi le domaine d'application de l'approche autologique en la faisant coïncider avec un ancrage récursif à ses propres opérations.

Pour saisir la portée de cette posture, il est opportun d'en connaître les principaux événements de genèse et comprendre pourquoi le haut niveau d'abstraction de ces idées en constitue une nécessité épistémologique. Juriste de formation, Niklas Luhmann pratique d'abord le droit dans l'administration publique jusqu'en 1968 avant d'entreprendre une carrière académique à l'université nouvellement constituée de Bielefeld. Il s'intéresse aux sciences de l'administration et de l'organisation dans un contexte général de recherches qui convergent « *vers l'abandon des catégories fondées par l'Aufklärung, à travers la dépossession du sujet dans l'ordre de la pensée, (...) au profit d'une réinscription de l'humain dans un contexte global, social, naturel ou historique irréductible* » (Rabault, 2012, p. 11). Les réflexions de Luhmann alimentent et renforcent sa volonté d'élaboration d'une théorie descriptive de la société.

Dans une lettre datée du 2 janvier 1969, Niklas Luhmann écrit à Jürgen Habermas, à propos de son dernier ouvrage *Erkenntnis und Interesse* (1968), (publié en français en 1976 sous l'intitulé *Connaissance et intérêt*). Dans un commentaire, il lui indique que, bien qu'il ait été « *captivé par ces pages et admiré non seulement les interprétations*

*mais aussi la langue de l'écrivain », il ne peut toutefois « partager avec lui sa façon d'opposer le travail et l'interaction, ou la domination et la communication, parce qu'à ses yeux, le travail sans interaction et la communication sans rapport de force étaient impensables », Luhmann rechignant aussi « à la manière habermassienne de privilégier le langage », cette dernière ne permettant « aucune réduction suffisante de la complexité » (Müller-Doohm, 2018, pp. 155-156).*

Quelques mois plus tard, un peu avant 1970, Habermas invite Luhmann à se joindre à un comité éditorial et à participer à un débat prenant forme livresque dans le cadre de la nouvelle série *Theorie-Diskussion* publiée par l'éditeur Suhrkamp (Müller-Doohm, 2018, pp. 124-125). Ce débat d'auteurs, en prise avec l'actualité politique et la théorie sociale, aboutit à la publication en 1971 et 1973 des deux tomes de *Theorie der Gesellschaft oder Sozialtechnologie. Was leistet die Systemforschung?*<sup>97</sup> (*Théorie de la société et technologie sociale. Qu'apporte la théorie des systèmes ?*) dans lesquels Luhmann expose les bases de sa posture épistémologique et établit son point de rupture avec celle d'Habermas. « *Je trouve que l'on ne peut pas travailler scientifiquement avec le concept de théorie de l'école de Francfort, à supposer qu'elle en ait un. Elle a une position qui n'est pas assez complexe, qui ne dispose pas d'une richesse suffisante de variante. La théorie critique n'est pas assez complexe pour provoquer autre chose qu'une conduite de protestation ou de résignation. (...) Le problème d'Habermas est que sa pensée est organisée sur la base d'un engagement moral de la théorie sociale, ce qui confère à cette théorie un attrait particulier, mais lui fixe également des limites. À partir d'une telle position, on ne peut pas saisir par exemple l'économie monétaire, le droit ou les mécanismes politiques, ou alors seulement de façon négative, à travers un refus critique* » déclare Luhmann (1989d, p. 70) à l'occasion d'un entretien et en

---

<sup>97</sup> À notre connaissance, les deux tomes de ce livre n'ont jamais fait l'objet de traduction. Cependant, Luhmann et Habermas feront état de leurs arguments respectifs en référence à ce débat dans plusieurs de leurs publications subséquentes traduites et de nombreux auteurs rapporteront et analyseront en plusieurs langues les termes, tenants et aboutissants de ce débat dont le spécialiste de science politique Gorm Harste qui a publié en 2021 *The Habermas-Luhmann Debate*

réponse à une question sur la source de l'intérêt académique pour son approche théorique.

Sa connaissance acquise et son expérience pratique dans l'administration publique l'amènent à penser que, dans la seule mesure où les systèmes administratifs et organisationnels sont autonomes et dispensés de tout contrôle politique, ils peuvent gagner en efficacité sociale et interroger alors les limites de leurs propres actions par la concentration des moyens techno-scientifiques de traitement et de régulation de l'information.

Le sociologue du travail Michel Lallement (2017, texte 27, repère 13) explique que pour Luhmann « *les décisions politiques ne se heurtent plus aujourd'hui au système de valeurs, de représentations et de croyances dans la mesure où les progrès dans le traitement de l'information ont fait faire un bond considérable à la rationalité techno-scientifique. Le sous-système administratif est désormais doté d'une compétence spécifique et de moyens de régulation tels qu'il détient une sorte de primat fonctionnel propre à justifier la déconnexion entre l'administratif et le politique. Autrement dit, les décisions et les actions qui émanent de l'administration ne doivent pas rencontrer d'obstacles du côté des systèmes de représentations politiques* ».

Niklas Luhmann comprend qu'il est nécessaire de développer l'approche la meilleure et l'outil le plus approprié afin de traiter le niveau de complexité croissante du système social. Il comprend qu'il faut le faire en adoptant une posture qui s'éloigne jusqu'à rompre avec la modernité et les valeurs humanistes de l'*Aufklärung*, en référence à ce que certains et lui-même qualifient de « *Lumières de la vieille Europe* ». Le débat est tout autant politique qu'épistémologique, Niklas Luhmann allant même jusqu'à suggérer de « *déposer la tradition de l'Aufklärung orientée vers l'idée de raison au musée des antiquités sociologiques* », l'idée d'intercompréhension rationnelle étant

infondée, pas plus que la possibilité de déduire une norme idéale de toute tentative de parvenir à un accord à partir du langage lui-même (Müller-Doohm, 2018, pp. 465-466).

La posture luhmannienne s'oppose à tout *a priori* et propose que la conscience du sujet soit le contenant de la connaissance de la société et non plus sa source. Pour Niklas Luhmann, « *il s'agit de prendre acte de l'effondrement de l'humanisme et du rationalisme traditionnel, du caractère dérisoire de tous les idéaux éthiques, de l'absurdité d'une critique sociale qui s'appuie implicitement sur l'idéal d'une société pleinement présente à elle-même* » (Haber, 2006, p.263). La société dans laquelle il s'inscrit ne peut être qu'inhumaine au sens où il y est impossible de considérer toute espérance éthique fondée sur la raison et l'intersubjectivité. Il faut construire ce qui permet de définir les structures d'un existant capable de réflexion et de découverte d'un monde.

Niklas Luhmann (2010) développe l'intuition que la volonté d'observer une *chose* passe par sa désignation. Cette lunette d'observation est une posture d'établissement d'une *distinction* entre ce *qu'est* et ce que *n'est pas* cette chose. Chaque distinction impose ainsi quelque autre chose de non désigné avec la conséquence qu'il y aura toujours quelque chose à observer, quelque chose d'observable pouvant être construit différemment. La vérité construite est ainsi non exclusive, n'épuise pas les opportunités de connaissance ni même n'est le complet reflet de la réalité de l'objet observé. Cette vérité est dénuée de toute prétention d'universalité d'acceptation.

L'*epochè* de Luhmann appliquée à la vision systémique est, comme souligne Jean Clam (1999, p. 514), « *une figure de pensée qui n'a rien de commun avec une structure de fonctionnement quelconque : il est la catégorie centrale d'une théorie qui, dans un long cheminement, ouvre accès à un site épistémologique nouveau, dont le centre est moins l'idée de fonctionnement que de circularité et de réflexion* ». Le mode d'observation



de second niveau est une posture permettant d'observer les observateurs qui suivra Luhmann tout au long de l'élaboration de ses travaux. Dès les premières pages de *Theory of Society* (2012-2013), il expose la société en tant que plus vaste système du monde. Elle montre peu d'homogénéité et malgré tous les points de vue singuliers qui peuvent être exprimés, elle n'en constitue pas moins un réseau riche et dense qu'une théorie doit permettre de comprendre, voire même de révéler.

*« Les enquêtes qui suivent s'orientent dans cette transition vers un concept de société radicalement antihumaniste, radicalement antirégional et radicalement constructiviste. Bien sûr, elles ne nient pas la présence des êtres humains, pas plus qu'elles n'ignorent les différences criantes de conditions de vie entre les diverses régions du globe. Elles s'abstiennent cependant de faire de ces faits un critère pour définir le concept de société et déterminer les limites de l'objet étudié. Et c'est précisément cette réticence qui permet de reconnaître les caractères normatifs et évaluatifs dans l'approche des individus - comme par exemple, les droits de l'homme ou la compréhension habermasienne axée sur la communication normalisée - et ultimement les attitudes à l'égard des différences de développement entre les régions, en tant que réalisations internes de la société, au lieu d'avoir à les poser comme des idées régulatrices ou des composants du concept de communication. Mais la question liminaire reste: comment la société se propose-t-elle de donner une valeur à ceci ainsi qu'à d'autres questionnements ? »*

Luhmann (2012a, p. 12) <sup>98</sup>

Le débat livresque du début des années 1970, débuté sur la pensée philosophique et politique dans le contexte de l'espace social, a finalement donné à Habermas et Luhmann une opportunité non planifiée de penser la communication. En 1981, dans *La modernité, un projet inachevé*, <sup>99</sup> Habermas qualifie l'*Aufklärung* de projet inabouti devant demeurer actuel malgré son caractère intempestif, ce qu'il s'efforce de faire depuis le début de ses recherches. Depuis le débat avec Luhmann, il ne cache pas la teneur hautement morale, politique et normative de son travail qui décrit la dégradation de ce qu'il considère comme son idéal démocratique. C'est par la critique qu'il choisit

---

<sup>98</sup> Traduction libre

<sup>99</sup> CRITIQUE, no 413, octobre 1981, *20 ans de pensée allemande*

de dessiner, dans une perspective historique, l'émancipation d'une société à l'intérieur de laquelle l'homme, être de langage, occupe une place centrale, doit s'animer à la réalisation d'un idéal démocratique et doit adopter le mode de la délibération dans un environnement de multitudes d'identités. Pour Habermas, parvenir à une position consensuelle pour l'élaboration de bases normatives politiques ou éthiques est une chose possible par le débat et l'argumentaire et ce, grâce à l'usage de la raison dont la fonction communicationnelle est inscrite dans le langage et le discours. Par une méthode admettant des énoncés qui évaluent de façon critique le caractère justiciable de normes existantes ou proposées, il défend la planification de la communication en tant que principe coordinateur de plans individuels d'action, un principe apte à garantir la recevabilité de prétentions normatives et la validité des normes ainsi produites. « *Cette grande promesse émancipatrice est aujourd'hui au moins en partie hypothéquée par le très grossier vacarme qui envahit des chambres d'écho fragmentées et auto-référentielles* » admettra-t-il 40 ans plus tard.<sup>100</sup>

Au contraire, l'époque de Luhmann, trace des mondes qui, selon Jean Clam (2012), s'établissent dans l'instabilité temporelle, entre l'affranchissement du passé et l'indétermination du futur, sans volonté aucune d'émancipation. La théorie de la société que Luhmann s'astreint à développer repose sur la prétention de rupture à toute référence ontologique et propose un pouvoir de déploiement possible par l'usage du concept de système, particulièrement adapté à l'analyse des structures sociales et politiques qui sont en transition dans un monde de transformations.<sup>101</sup>

*« L'ontologie, comme le montrent ses difficultés logiques, a toujours cherché à assurer l'ultime convergence des observations du monde, à la seule*

---

<sup>100</sup> *Réflexions et hypothèses sur un changement structurel renouvelé dans la sphère publique politique*, dans *Espace public et démocratie délibérative : un tournant*, Gallimard, 2023, p. 95

<sup>101</sup> Jean Clam décrit comment cette posture subit la pression de réontologisation dans *What does it imply to operate on the basis of difference instead of identity? Towards a post-ontological theory of society*, dans Niels Lehmann, Lars Qvortrup et Bo Kampmann Walther, *The Concept of the Network Society: Post- Ontological Reflections*, Samfundslitteratur Press, Frederiksberg 2007, p. 181-208.

*exception des erreurs. Mais comment insister sur l'unité si une distinction doit inévitablement être établie entre l'être et le non-être ? Personne n'oserait plus affirmer que l'être est le principe ou même l'âme du monde.<sup>102</sup> (...) La distinction entre l'être et le non-être est maintenant remplacée comme distinction primaire, de manière totalement invraisemblable d'un point de vue ontologique, par la distinction entre l'intérieur et l'extérieur ou entre l'autoréférence et l'autre-référence, par le point de vue de l'observateur par rapport à l'observé. »*

Luhmann (2013a, p. 195) <sup>103</sup>

L'*epochè autologique* est à la base de sa posture épistémologique fondée sur une pensée dont la prétention est d'être dé-ontologisante et pour laquelle seuls sont permis l'acte d'observation et la construction de l'opération de distinction, essentiels à la formation de systèmes par l'énonciation de différences. Par l'entremise de sa théorie, Luhmann observe et décrit « *comment la société s'observe elle-même et se décrit, en conformité avec la sémantique et les structures qui lui correspondent en tant que société* ». Sa posture est en complète rupture avec la raison car « *ce n'est pas le langage mais la conscience elle-même qui pense* » (Müller-Doohm, 2018, p. 265). Luhmann est un observateur utilisant une théorie comme méthode d'observation de second ordre. Il est un système d'observation observant un autre système d'observation. Or, la conscience, tout comme la vie, a sa propre spécificité systémique et sa propre autonomie. Elle est un système en soi. Mais si c'est la conscience qui pense, quel rôle a le langage et comment s'inscrit-il dans la société?

La clarification d'une communication non limitée au langage est la condition sur laquelle doit reposer l'approche de compréhension de la société en tant que système. La théorie des systèmes sociaux renonce à l'hypothèse classique selon laquelle la société se compose d'humains sur la base de leur corps et de leur esprit, exécutant des opérations de maintien de vie et de conscience pour préserver leur existence. Pour

---

<sup>102</sup> Luhmann souligne en note de bas de page 73 de cette citation qu'il en a pourtant été ainsi à la Renaissance, comme le montrent les écrits de Hieronymus Cardanus (Gerolamo Cardano).

<sup>103</sup> Traduction libre

exister et se constituer selon une logique d'ordre, la société se préserve par l'exécution d'opérations de communication pensées en tant que suite d'événements tels que le langage, le geste, le comportement ou tout autre moyen prenant une forme symbolique. Chaque opération de communication est un contact social effectif et est appréhendé en tant que système. Les séquences communicationnelles établissent leur propre individualité et prennent des formes très spécifiques permettant de comprendre et d'envisager l'ordre social. Chaque événement de communication est un contact social – nous dirons plus avant, un *état d'être en relation induit par un agir de mise en relation* - qui se lit dans son instant d'émergence et se reproduit pour construire une séquence qui trace l'évolution sociale. Un *epochè autologique*.

### 2.3 Penser la communication vraisemblable et possible

*« L'intention du point de vue du sujet permet une nouvelle façon de décrire ce qui a traditionnellement été compris comme une action sociale porteuse de sens. En d'autres termes, l'opération de base qui conduit au développement des systèmes de sens n'est pas l'action mais la communication, c'est-à-dire et comme je l'ai dit, l'unité de l'information (Information), de l'expression (Mitteilung) et de la compréhension (Verstehen). Il en va de même pour le problème herméneutique traditionnel du sens. Le sens n'est rien de plus qu'une auto-description de la complexité, une opération de base à l'aide de laquelle un système psychique ou social peut apparaître à un niveau de complexité supérieure. »*

Luhmann (1987, *Archimedes und wir*, op. cit. p. 161) <sup>104</sup>

Niklas Luhmann fonde sa compréhension de l'ordre social sur la communication. Essentielle à la constitution du social, elle est le moteur des systèmes sociaux et est appréhendée tel un moment de réalité émergente *sui generis* de « tout contact social » (*Jeder soziale Kontakt*), un moment vu en tant que système (Luhmann, 1995, p. 16).

---

<sup>104</sup> Traduction libre

La réalité produite par la communication est constituée de sa spécificité propre et est d'une nature si singulière qu'il est impossible de la catégoriser ou de la comparer. La communication dispose d'une vie que Luhmann considère « indépendante » de celle de ceux qui y sont engagés.<sup>105</sup>

*« Dans le domaine de la théorie de la conscience et de la théorie de la communication le caractère événementiel d'éléments de base indivisibles s'impose davantage. Une phrase est une phrase. Elle est prononcée quand elle est prononcée et ne perdure pas après le fait, ni n'était là avant le fait. Une pensée ou une perception à la vue de quelque chose est actuelle au moment même, mais elle ne l'est plus l'instant d'après eelle ne l'était pas l'instant d'avant. Ces exemples mettent en évidence le caractère événementiel (das Ereignishafte) de ces opérations. »*

Luhmann (2013c, p.77)<sup>106</sup>

Niklas Luhmann (1981) se demande comment une communication si singulière peut être vraisemblable et possible. L'ordre social n'est envisageable que sous l'angle de ce qui en constitue le maintien et Luhmann en questionne l'élément ultime, la communication ou l'action? La sociologie classique, qui envisage la société dans la perspective d'un système, attribue à l'action la place d'unité élémentaire (Parson), (Habermas), alors que pour Luhmann, l'action ne peut occuper cette place prépondérante parce qu'elle dépend *a priori* d'opérations langagières.<sup>107</sup> La communication n'exige dans le système social aucun élément explicatif *a priori* et pour

---

<sup>105</sup> À ce propos, dans *How Can the Mind Participate in Communication?*, Luhmann (2002, pp. 169-184) explique pourquoi la communication, différente de l'idée de diffusion, doit être appréhendée comme une réalité en soi non catégorisable et irréductible à la somme de ce qui la constitue, « *les humains ne pouvant communiquer, pas plus que le cerveau ou les esprits conscients, seule la communication pouvant communiquer* » Luhmann (2002, p. 169, traduction libre).

<sup>106</sup> Traduction libre

<sup>107</sup> Dans son dernier ouvrage et œuvre maîtresse *Theory of Society (Die Gesellschaft der Gesellschaft)*, Luhmann (2012a, p. 119, traduction libre) réaffirme sa distance avec la pensée dominante à propos de la communication en indiquant que « *contrairement à Jurgen Habermas dans sa théorie de l'agir communicationnel, j'évite d'introduire la prétention à la rationalité dans le concept de communication, en postulant seulement qu'il existe un lien entre la force affirmative et la fugacité temporelle de la forme* » et en ajoutant que chez Habermas, cette prétention à la rationalité « *conduit à une forme de communication non conforme néanmoins admise, mais - sa théorie ne voyant pas d'autre issue - devant être dévaluée, par exemple, comme une simple action stratégique* »

le chercheur, la socialité n'est pas un cas particulier de l'action parce que « *c'est à travers la communication et l'attribution que l'action se constitue* » (Luhmann, 1991, p. 133).

Comme le propose Fabien Vallos (2014, p. 290), la *poiésis* de la Grèce antique, traduite au sens du *faire naître* interprétant la création poétique, n'est-elle pas, à partir d'une construction sémantique, une « *saisie transformatrice du réel* », une saisie qui induit une « *systématisation de cette saisie transformante du réel* » ? À l'image de la *poiésis*, ce sont les opérations de communications en tant que processus complet de traitement sémantique de l'information qui permettent à l'ordre social d'émerger sur le mode systémique. Toutes ces opérations sont destinées à réduire la complexité sociale et individuelle par la sélection contingente des possibles et la régulation du sens. Les systèmes sociaux ne sont que des communications et se maintiennent dans et par la communication.

Pour Niklas Luhmann, la communication ne peut être réduite aux fondements de la transmission d'information au sens de Claude Shannon ou de l'émission d'un message au sens de Warren Weaver. Elle doit être définie dans un sens non restrictif. Elle ne peut faire usage de la métaphore de la transmission, de l'intentionnalité ou du caractère langagier comme éléments conceptuels et ce, même si ces éléments constituent l'essence de l'appréhension dominante de la communication. La communication ne peut émerger qu'en tant qu'unité élémentaire et ne trouver les éléments de sa validation que dans les communications qui lui précèdent et lui sont ultérieures. Elle existe dans la récursivité et dans les attentes, ce qui fait d'elle un événement plus qu'improbable.

Pour arriver à clarifier son intuition, il pose d'abord la communication non pas en tant que phénomène mais en tant que problème. Comment et par quelles conditions la communication en tant que traitement de l'information peut-elle être vraisemblable et

possible? Avant d'être vraisemblable et possible, elle est invraisemblable parce que soumise aux invraisemblances de *compréhension*, d'*attention* et de *causalité*.<sup>108</sup>

Invraisemblance de *compréhension*, parce qu'il est invraisemblable qu'un individu puisse comprendre ce qu'un autre veuille dire, compte tenu de la séparation et de l'individuation de chacun. Le champ perceptif, la mémoire des acquis et les pensées d'anticipation de l'un et de l'autre tiennent lieu de contexte devant être impérativement connu pour permettre toute compréhension de sens. Dans la mesure où un système psychique est un système fermé qui s'observe, un individu en tant que système psychique pense et perçoit ce qu'il pense et perçoit. De ce fait, il est improbable que les systèmes psychiques se comprennent mutuellement.

Invraisemblance d'*attention*, parce qu'il est invraisemblable que la communication puisse supposer l'attention hors du champ de l'interaction directe tenue dans une situation donnée. Malgré toutes les possibilités techniques et les moyens permettant l'extension spatio-temporelle, un système d'interaction qui est établi sur la présence d'individus ne peut que se désagréger face au désir manifeste de ne pas communiquer pour disparaître dans l'irrespect des règles le régissant. Même conduite à travers la mobilité des supports et l'insensibilité temporelle, la communication ne peut provoquer d'attention au-delà des limites de l'interaction. Et invraisemblance de *causalité*, parce qu'il est invraisemblable que la communication soit automatiquement comprise, acceptée et suivie comme prémisses causales au comportement propre d'autrui.

---

<sup>108</sup> Initialement publié en 1981 simultanément en français, anglais et espagnol, dans *La Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXXIII, no. 1, pp. 136-147, sous le titre de *L'invraisemblance de la communication*, la réflexion initiale de Niklas Luhmann a par la suite été enrichie et publiée en allemand sous le titre de *Kommunikation und Handlung* (1984) et intégrée comme chapitre 4 de *Soziale Systeme, Grundriss einer allgemeinen Theorie* (1984). Une traduction partielle du texte a été publiée sous le titre de *Communication et action* dans *Réseaux*, volume 9, numéro 50, 1991, pp. 131-156 et a fait l'objet d'une seconde traduction intégrale publiée en 2010 à titre de chapitre 4 de *Systèmes sociaux, Esquisse d'une théorie générale*, Presse de l'université Laval. Ces traductions contenant certaines nuances importantes, nous nous sommes référés à chacune des versions.

Ces invraisemblances se renforcent mutuellement. L'une ne peut être rendue vraisemblable individuellement sans renforcer l'invraisemblance de l'une ou l'autre des autres à la manière de vases communicants, ce qui ne peut que provoquer des répercussions sur la constitution du tissu social. Plus la *compréhension* d'une communication est renforcée ou plus elle est projetée au-delà de l'interaction et de son cadre d'*attention*, plus elle accroît son risque d'être incomprise et donc rejetée. « *Ces invraisemblances ne font pas seulement obstacle à la réception de la communication par son destinataire, elles agissent aussi comme autant de seuils de découragement et provoquent l'abandon d'une communication que l'on considère comme condamnée à l'échec. (...) Mais, sans communication, aucun système social ne peut se constituer. C'est pourquoi les invraisemblances du processus de communication et les moyens de les surmonter et de les transformer en vraisemblances déterminent l'édification des systèmes sociaux* » souligne Luhmann (1981, pp. 137-138). La communication ne peut être acceptée comme comprise que par ce qui la rend vraisemblable.

Dans ce contexte d'invraisemblances de *compréhension*, d'*attention* et de *causalité*, la communication ne peut être restreinte aux seuls aspects de l'intentionnalité ou du caractère langagier. Pris isolément, ils évacuent beaucoup trop de phénomènes conséquents et la communication langagière intentionnelle énonce beaucoup plus et certainement autre chose que ce qui est saisi et intentionné dans le langage.

En conséquence, le concept de communication est défini par une globalité de vraisemblances et réduite à une suite d'opérations aboutissant à une synthèse, « *la synthèse de trois sélections comprenant l'information, l'énonciation et la compréhension* » (Luhmann, 2012a, p. 113).<sup>109</sup> Toutes ces sélections sont destinées à réduire la complexité d'une situation sociale par un choix dans la contingence

---

<sup>109</sup> Traduction libre



contribuant à la production de sens.<sup>110</sup> La communication est un moment émergent qui se produit lorsqu'un individu comprend (*Verstehen*) que quelque chose et pas autre chose (*Information*) est exprimé dans un mode et pas dans un autre par quelqu'un d'autre (*Mitteilung*). (Figure 31)

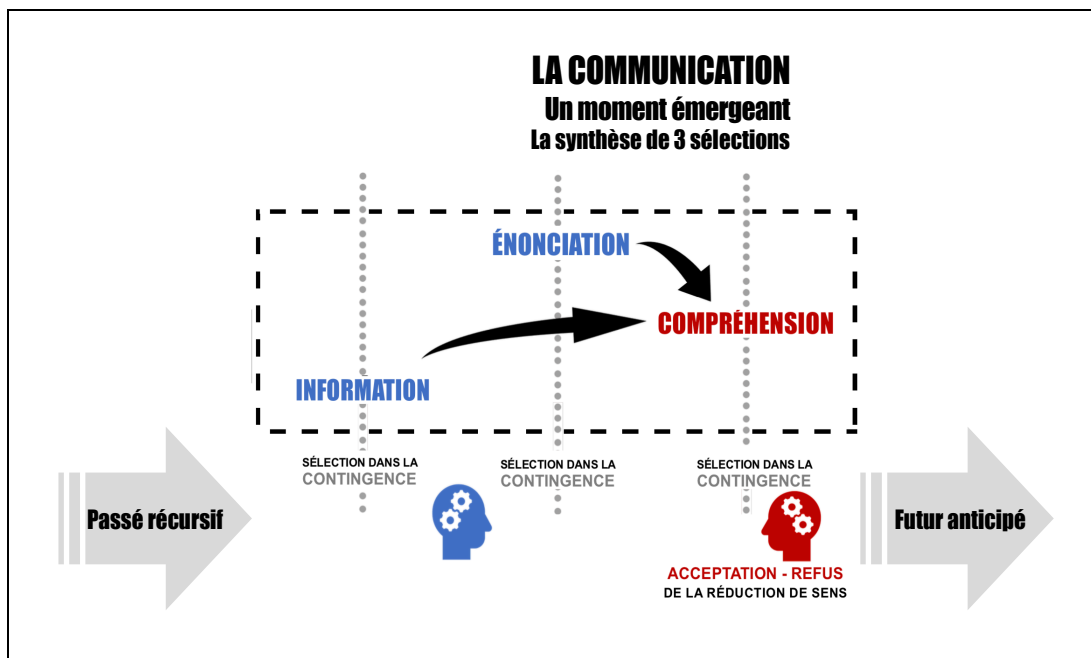


Figure 31 – La communication selon Niklas Luhmann

Cette approche de la communication en révèle toute l'intrication et tout l'enchevêtrement de ce qui est traditionnellement pris pour acquis sans égard aux erreurs, nuances, différences ou impossibilités. Luhmann (1981, p. 138) va jusqu'à affirmer que la règle bien connue énonçant qu'*impossibilité de ne pas communiquer n'est pas possible* ne peut être valable qu'en stricte présence d'interaction individuelle et même dans ce cas, la règle établit uniquement l'existence de la communication

<sup>110</sup> Luhmann utilise la notion de contingence dans le sens philosophique du terme pour lequel toute chose est susceptible d'être autre. Face à l'infinitude des possibles, une observation, une distinction, une cognition et une sélection sont des choix d'une manière d'être d'une réalité qui est susceptible de ne pas être. La contingence est nécessaire pour chercher à faire sens de l'environnement, toute sélection étant constituée d'une part de risque et, par conséquent, de confiance.

comme expression d'interaction et jamais son contenu. « *L'affirmation de base est que les systèmes sociaux ne se forment qu'au moyen de la communication, qu'ils présupposent donc toujours que divers processus de sélection procèdent à une détermination qui est soit anticipative, soit réactive* » indique Luhmann (2010, p. 6).

La communication est une synthèse de trois opérations de sélection dans un même acte d'attention, un moment émergent. « *Si l'on part du concept de sens, il est clair que la communication est un événement sélectif* » insiste Luhmann (2010, p. 188), le sens ne laissant d'autre choix que de choisir à partir de la contingence d'un horizon de référence auto-constitué à l'intérieur comme à l'extérieur, incluant la récursivité du passé et/ou l'anticipation du futur. Ce qu'il énonce, l'acte de communication ne l'a pas seulement choisi car ce choix est déjà en lui-même un choix d'information constituant une part de l'horizon de référence. L'information (*Information*) est le résultat d'une sélection, un choix à son tour choisi pour être énoncé (*Mitteilung*) par un émetteur, un choix dont la compréhension (*Verstehen*) est elle-même le fruit d'une sélection, un choix parmi les rétentions du passé et les anticipations du futur d'un récepteur. La communication est un moment émergent qui est une synthèse de trois sélections puisées dans la contingence. Ce mouvement incessant est récursif, ce qui est communiqué s'identifiant au passé et ouvrant un espace limité au futur.

L'information, l'énonciation et la compréhension sont constitutifs d'une séquence de synthèse qui repose sur les sélections dans la contingence de chacun des éléments. De ce moment émergent qu'est une communication, le facteur décisif est la troisième sélection car elle est récursive. Une opération communicationnelle ne peut *être* que par la compréhension, ce qui implique qu'une communication ne puisse prendre part au système que si une nouvelle communication s'y rattache par l'acceptation ou le refus de la réduction de sens qu'elle propose. Le résultat est qu'une communication ne se produit jamais en tant qu'élément isolé, mais seulement en liaison avec d'autres.

La réalité sociale est comprise en tant qu'ensemble de systèmes sociaux. Elle se médiatise par différentes séquences de sélections dans le processus de communication et se constitue donc d'unités sélectionnées d'informations, d'énoncés et de compréhensions qui en sont le support. La combinaison de l'information, de l'énoncé et de la compréhension de différentes manières et dans différentes séquences en fonction de différents critères de sélection engendre différents systèmes sociaux. C'est une suite d'opérations très similaire à la façon dont différentes molécules se réalisent à travers différentes combinaisons d'atomes.

Cette succession de liens construit un système unique ainsi que son histoire de réductions de sens acceptées ou refusées et le différencie d'autres systèmes et d'autres histoires de réduction de sens. *« Si l'on comprend la communication comme une synthèse entre trois sélections, comme une unité composée d'une information, du fait de la donner à entendre et de sa compréhension, une communication se réalise quand et tant que la compréhension s'effectue »* insiste Luhmann (2010, p. 195). Un choix d'information adjoint à un choix d'expression s'exécutant dans le vide du lointain n'est pas une communication. Entendre, et interpréter cette expression dans le lointain constituent un choix qui, s'additionnant aux deux précédents, accorde à l'ensemble le statut de communication, la synthèse étant la sélection finale. Toute action autre se déroulant à l'extérieur de cette synthèse ne peut être qualifiée de communication, y compris et particulièrement l'acte d'acceptation ou de refus de la sélection finale de sens. L'acte d'acceptation ou de refus de la sélection finale de sens est une action en aval de la communication. Elle établit l'état d'un récepteur sur la base de la communication effectuée et dans cet esprit, elle en constitue le résultat.

Peu importe qu'un récepteur trouve l'information énoncée exacte ou inexacte car il établira sa posture en fonction de l'acte de communiquer en tant que dynamique de synthèse et non en fonction de la qualité de l'un ou l'autre des éléments de son contenu.

L'acceptation ou le refus d'une sélection finale à titre de résultat de réduction de sens est une admission du récepteur qu'il y a eu communication, cette admission devenant une prémisse à son propre comportement.

*« Un système de communication n'existe donc qu'au moment de son fonctionnement; mais pour déterminer son fonctionnement, il utilise le médium du sens, qui lui permet de relier sélectivement chaque opération à une autre opération, et de le faire dans des horizons qui présentent le monde existant simultanément au système. Toute durée doit donc être produite par transition vers d'autres événements. Les systèmes communicatifs ne sont possibles qu'en tant que systèmes récursifs, puisque leurs opérations uniques ne peuvent être produites que par récursivité et anticipation d'autres opérations du même système. Cela impose à son tour la double exigence de continuité et de discontinuité, soulevant la question de savoir comment le sens peut être traité comme le même dans d'autres situations. Il est alors nécessaire d'installer la répétition reconnaissable. »*

Luhmann (2012a, p. 37) <sup>111</sup>

*« Un système social se constitue donc comme système d'action en partant de la communication comme événement de base »* (Luhmann, 1991, p. 148). Par conséquent, les systèmes sociaux sont constitués de communications et de leur appréhension comme actions. Cette posture se distancie de la tradition de la sociologie de l'action voulant que la société soit fondée sur une typologie d'actions commandées par des intentions socialement dirigées (Weber) ou par les normes et valeurs qui assurent son unité de fonctionnement (Parson), toutes approches qui placent le sujet au premier plan de la constitution sociale comme son unité de base parce que l'action réfère toujours à un sujet qui, diront certains, est *anthropologisé* sous le caractère d'individu.

*« Tout ce qui fonctionne pour l'unité dans un système autopoïétique y compris les éléments ultimes et par là irréductibles de ses propres opérations, est produit par le système lui-même et ne peut être tiré comme input de l'environnement. Mais, et la thèse est beaucoup plus révolutionnaire, cela vaut aussi pour les systèmes qui traitent les informations. Aucun de ces*

---

<sup>111</sup> Traduction libre

*« systèmes ne peut recevoir d'information de son environnement. Les informations sont toujours des constructions internes. Cela est déjà visible à ce qu'elles présentent des sélections par rapport aux attentes. L'horizon de telles projections est toujours une construction propre au système : en dernière instance, une construction du monde. Elle diffère de système à système et ne peut provenir de l'environnement. »*

Luhmann (1990c, p. 286)

Le modèle d'appréhension de la complexité sociale de Niklas Luhmann repose sur une approche de la communication par laquelle elle agit comme élément moteur et fonctionnel constitutif de tout système <sup>112</sup>, les systèmes sociaux n'opérant que par la communication et s'y limitant. Un système observe et une observation est une communication à propos de ce qui est distingué dans un champ d'attention. La communication est la première référence permettant de définir la société, suivie de la sémantique, du langage et de l'interaction <sup>113</sup> qui permettent d'en faire émerger le sens.

La communication n'est pas médiatique au sens de transmetteur. Elle est opératrice de distinction au sens de Bateson (1972) pour qui l'information est une différence qui produit une différence dans un événement ultérieur, dans l'acte d'acceptation ou de refus de la sélection. Tout système social est constitué d'opérations de communication produisant des différences entre le système lui-même et son environnement, différences perçues en tant que réalités émergentes dont nous dirons qu'elles sont en *époque* d'un monde réduit à l'état de système. L'acte de langage n'est donc pas une communication. C'est un mécanisme de transmission des observations en provenance de la conscience subjective. Ce n'est pas le langage qui porte la pensée mais la conscience même d'un individu par l'entremise de son système psychique, les systèmes sociaux et psychiques interagissant entre eux.

---

<sup>112</sup> Luhmann est en rupture avec la systémique traditionnelle et pour lui, un système ne repose pas sur des structures et des éléments mis en relation les uns avec les autres mais sur des fonctions, la fonction créant le système.

<sup>113</sup> Ce que Luhmann explique comme la conscience du monde, de ce qui est indéterminé mais possible factuellement, temporellement et socialement.

Voir ainsi la communication rend impossible toute organisation sociale fondée sur des rapports intersubjectifs ou sur la raison car pour Luhmann, la conscience d'autrui se révèle inaccessible. Dans cet esprit, le système des médias sociaux n'est pas celui de ses utilisateurs mais celui des statuts qui y sont consignés. Même s'ils opèrent sur la base de la construction de sens en tant que principe d'organisation, l'individu et la société sont des systèmes différents et dans la mesure où il est présupposé qu'ils sont fermés, ils sont impénétrables l'un à l'autre. L'opération fondamentale d'un système social est la communication alors que celle d'un système psychique est la conscience et les relations que ces systèmes entretiennent entre eux relèvent de la différence entre un système et son environnement. Une communication ne peut être un événement de conscience tout comme un événement de conscience ne peut être une communication. L'un par rapport à l'autre, les systèmes sociaux et psychiques sont orthogonaux.<sup>114</sup> Ils se construisent sans coïncidence, à l'intérieur de frontières de sens claires et auto-tracées. La communication génère l'interaction observée tel un état d'être en relation, tel une réalité émergente au caractère *sui generis*, ce qui signifie que la motivation et la forme de cette réalité sont en elles-mêmes complètement unitaires.

## 2.4 Innovations conceptuelles, théorie différentielle : l'unité d'un état de fait qui fonde toute société

*« À la différence des présentations théoriques habituelles qui, tout au plus, extraient quelques concepts de la littérature, les définissent ensuite en confrontation critique du sens qui leur a été précédemment attribué pour enfin les utiliser dans le contexte de ces traditions conceptuelles, nous tenterons, dans cet ouvrage, d'augmenter le nombre de concepts employés et de les définir en relation les uns avec les autres. (...) Nous conserverons l'appellation « théorie des systèmes » comme notre marque déposée, puisque*

---

<sup>114</sup> Luhmann (1998, p. 16) utilise cette notion pour expliquer les principes de discontinuité sur lesquels reposent les relations qu'entretiennent entre elles les valeurs de code des systèmes et la différence qu'un système entretient avec son environnement, ce qui permet aux systèmes de distinguer les opérations de conscience et de communication sans réduction au concept d'action.

*c'est dans le domaine de la théorie générale des systèmes qu'on trouvera les plus importants travaux préparatoires au type de théorie que nous visons. »*

Luhmann (2010, p. 31)

La constitution ou l'impossibilité de tout système social repose sur la détermination de principes permettant le développement et l'ajustement constant de conditions qui rendent la communication dans sa globalité vraisemblable et possible. Cette dynamique abstraite est à la base du schéma fonctionnel formel de Niklas Luhmann expliquant l'évolution de toute société. L'ordre social s'envisage à l'aide d'outils conceptuels développés de manière à permettre cet ordre. Ainsi en est-il du développement des nombreux concepts et notions élaborés dans le contexte de la théorie des systèmes sociaux. Ils sont tous reliés et se réfèrent les uns aux autres. Luhmann reconnaît que son architecture théorique ne peut être expliquée par la linéarité d'un texte. Complexe et articulée, « *elle n'est pas construite hiérarchiquement mais hétéroarchiquement et ne peut être vue d'un seul point parce qu'elle se connecte sur un réseau de concepts liés entre eux et se référant les uns aux autres* » (Luhmann, 1989b, pp. 15) <sup>115</sup> Ce mode de pensée relève d'une logique circulaire qui s'exprime dans une multitude de relations et de dépendances entre les concepts. Une logique qui se reflète dans ses notes de recherche qui articulent « *une remarquable technique de représentation de la théorie puisque c'est exactement la décomposition de la théorie en concepts individuels qui met en lumière le problème de la recombinaison* » (Luhmann, 1989b, p. 15). <sup>116</sup> Inscrites au fil des ans sur plus de 90,000 fiches, les notes de Luhmann réfèrent à ses idées, ses notions et ses concepts. Elles sont organisées selon un mode de référencement les associant les unes aux autres, dans de multiples et variées modes de mise en ordre, en fonction des besoins de réflexion du moment. Ces notes réduisent la complexité de la pensée en autant d'incertitudes contingentes, formant dans leur totalité une contingence organisée de la pensée luhmannienne (Figure 32).

---

<sup>115</sup> Traduction libre

<sup>116</sup> Traduction libre

57,4e7b1,32i Zum Paradox des alter ego und seines Notwendigkeit:

Andere Menschen können nur dann mit Welt mittragen und identischen Sinn mitkonstruieren, das sie in meinem Horizont (also erfahrbar) einen eigenen Horizont besitzen - und zwar nicht so wie ich (denn mein Horizont ist ohne Möglichkeit einer Abweichung!); sondern durch eigenes Erleben und daher mit möglichen abweichenden Erwartungen.<sup>12</sup>

Sobald man bei dieser Situation hat einen anderen als letztem Grund stellt (und diesen schließlich kognitiven Vorteil) entstehen unlösbare Aporien. Das Lehren Husserls, Cart. Meditationen zu sehen: Ich habe meinen Horizont mit dem des alter ego und dessen Horizont, das ist es

57,4e7b1,32i Zum Paradox des alter ego und seiner Notwendigkeit:

« Les autres ne peuvent supporter le monde et co-constituer un sens identique que s'ils ont leur propre horizon dans mon horizon (c'est-à-dire expérimentable) - et non de la même manière que les objets (dont l'horizon est mon horizon (sans possibilité de déviation !)); mais par expérience personnelle et donc avec des attentes potentiellement différentes. 1; 2

Dès qu'on cherche un être comme raison ultime dans cette situation (et qu'on le comprend substantiellement de manière tacite), des apories insolubles surgissent. C'est ce qu'enseigne Husserls dans Cart. Meditationen. En attendant : je n'ai mon horizon qu'à travers un alter ego avec mon propre horizon, que je ... »

(suite sur ZK1, Zettel 57,4e7b1,32j)

**Zum Paradox des alter ego und seiner Notwendigkeit**  
 Sur le paradoxe de l'alter-égo et sa nécessité  
 ZK1, Zettel 57,4e7b1,32i

Figure 32 – Fiche originale de Niklas Luhmann, ZK1, Zettel 57,4e7b1,32i, « Sur le paradoxe de l'alter-égo et sa nécessité »<sup>117</sup>  
 (Projet « Niklas Luhmann Archiv - A passion for Theory », Université Bielefeld)

Les concepts et notions de Luhmann ouvrent la porte à un éventail de nouvelles et nombreuses problématisations associées aux multiples combinaisons possibles. Nous dirions aujourd'hui de la pensée conceptuelle luhmannienne et en référence au développement technologique caractérisé par la numérisation et les espaces virtuels qu'elle relève de l'hypertextualité propre à la multidisciplinarité où les disciplines se renvoient les unes aux autres pour faire émerger une vision nouvelle. La perspective de multiples et nouvelles combinaisons est le résultat de l'analyse fonctionnelle pratiquée par Luhmann. Cette méthode scientifique diffère du fonctionnalisme traditionnel parce

<sup>117</sup> Mise en forme et traduction libre



qu'elle s'applique à une nouvelle version du systémisme. Le fonctionnalisme traditionnel s'applique à l'observation d'un système en tant que tout constitué de parties garantes de sa pérennité. La fonction systémique y assure le maintien des structures et de la stabilité. Cet équilibre dynamique est le problème sous observation.

Le fonctionnalisme de Luhmann (2010, chap. 1, IV) se détache de ce paradigme traditionnel. Il ne considère pas que le problème à traiter soit dans le maintien ou le non-maintien de l'équilibre dynamique mais bien dans la poursuite ou l'interruption de la reproduction des éléments et des opérations du système. Dès lors, son analyse fonctionnelle s'appuie sur le principe de la compréhension de tout phénomène et toute donnée comme contingents et comparables les uns les autres, ce qu'il qualifie d'équivalence fonctionnelle. L'apport fondamental de cette méthode est la mise en évidence de la comparaison entre différentes causes d'un même effet ou entre différents effets d'une même cause. L'analyse fonctionnelle de Luhmann ne contredit pas l'analyse des relations causales propres au système scientifique. Elle l'inclut. « *Ce qui est crucial, ce n'est pas la collecte de nouvelles données mais plutôt une nouvelle façon de traiter ce que l'on sait déjà* » écrit-il (Luhmann, 1989b, p. 14) <sup>118</sup> en expliquant comment le monde a rapidement changé, que le passé a perdu de son autorité, que l'ordre des choses est peu modifié par l'application de méthodes scientifiques spécifiques, d'explications ou de pronostics de toutes sortes et qu'au même moment, la confiance dans les solutions proposées s'effrite. « *Si désormais le monde ne peut être décrit que comme polycontextuel et si les méthodes de description de la science, ainsi que celles de l'art, déterminent ce qui peut être rendu visible ou invisible, alors dès maintenant il est possible d'insister, selon la méthode de description à chaque fois choisie, sur la rigueur théorique, sur la précision et sur la conscience élaborée de la construction de chacun* » (Luhmann, 1989b, p. 13). <sup>119</sup>

---

<sup>118</sup> Traduction libre

<sup>119</sup> Traduction libre

Niklas Luhmann justifie ainsi l'intérêt théorique qu'il porte pour les nouveaux développements qu'offrent la théorie des systèmes, la cybernétique, l'épistémologie biologique ou les théories de l'évolution et de la communication fondés sur l'interdisciplinarité, voire la transdisciplinarité que permet désormais l'usage de l'innovation conceptuelle.

La structure théorique réticulaire des concepts développés dans le cadre de la théorie des systèmes sociaux pose un véritable défi qui s'ajoute à la compréhension même de ce que sont les concepts de Niklas Luhmann. Il les a utilisés de manière idiosyncratique et avec une clarification qui dépend souvent de considérations théoriques complexes. Ils ne peuvent être définis qu'en référence à d'autres concepts qui ne se retrouvent jamais tous à la fois dans les nombreux ouvrages du chercheur. Cette structure de pensée est assombrie par les biais de traductions ainsi que par la polysémie du vocabulaire employé car de nombreux auteurs font usage du même vocabulaire selon des définitions différentes dans des contextes différents pour des approches théoriques différentes. Luhmann (1995, p. xxxvi-xxxvii) reconnaît lui-même la difficulté des traductions dans des langues qui, contrairement à l'allemand, ne permettent pas de transformer l'obscur en clair par la combinaison de plusieurs mots en un seul.

Dans cette recherche, nous utilisons certains des concepts de Luhmann d'une manière large, moins réticulaire et pour lesquels il serait fastidieux et peu pertinent de tenter de les définir avec toute l'exhaustivité qui devrait leur être attribuée. Cependant et afin d'en faciliter la compréhension, nous avons développé un glossaire (annexe 1) où sont présentées quelques définitions accompagnées d'une brève explication.

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » Pour que l'ordre social puisse être envisageable, Niklas Luhmann adopte une vision qui est celle d'un *monde* constitué d'un *système social global*, dépourvu d'environnement, insurmontable,

inobservable, d'un caractère complexe et en constante recherche de réduction de sa complexité par une dynamique centrée sur des opérations de communication réalisant des distinctions qui produisent de nouveaux et multiples sous-systèmes fonctionnellement différents les uns des autres (Figure 32).

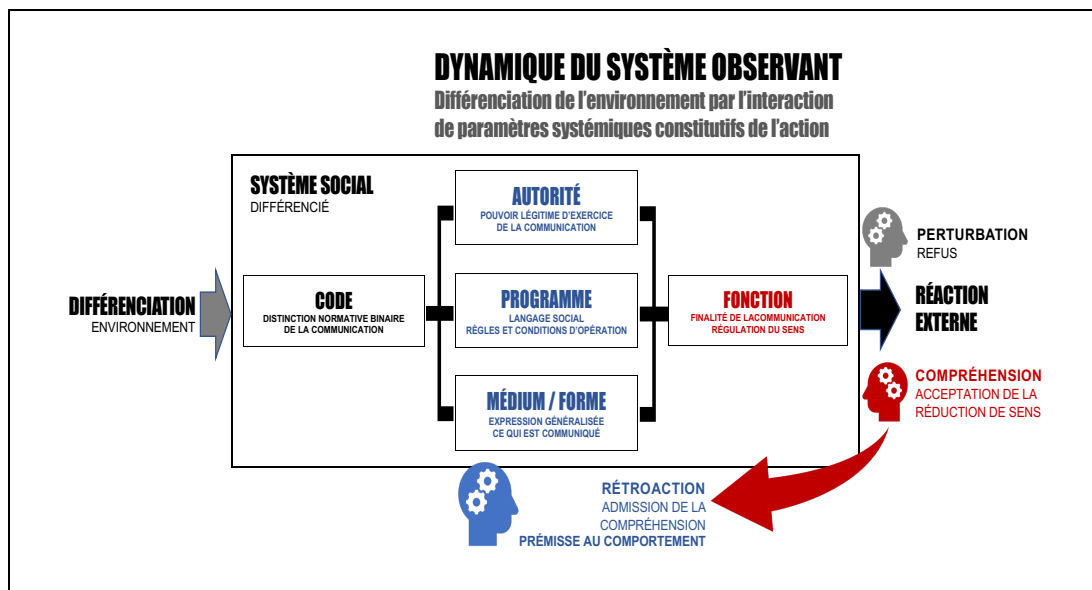


Figure 33 – Dynamique du système fonctionnel de Niklas Luhmann

Ces multiples systèmes sociaux déterminent eux-mêmes leurs opérations et la reproduction de leurs éléments, ce que Luhmann exprime par le caractère de *clôture opérationnelle*. Grâce à ce caractère, un système n'ayant aucune existence de substance est soumis à une dynamique qui engendre et régule du sens par la sélection contingente et variable des possibilités face à la complexité de l'environnement du monde social.

Les systèmes sociaux sont des mécanismes fermés sur eux-mêmes qui, par leurs opérations de communication, sélectionnent parmi une infinitude d'informations celles qui, une fois ordonnées, donnent sens à l'environnement. Le système est opérationnellement clos sur lui-même tout en étant ouvert sur l'environnement qu'il observe avec sa propre perspective pour s'en différencier. Il est avant tout un système

de communication linguistiquement différencié, fondé sur des éléments qui agissent à titre de paramètres – *code, autorité, programme, médium/forme, fonction* - et qui permettent non seulement de le définir comme système, mais tout autant d'en évaluer les performances, la condition ou l'état.

Les paramètres systémiques sont définis par l'identité du système et agissent à titre de filtre des opérations de communication. Les relations qu'entretiennent les paramètres entre eux constituent les fondements du fonctionnement opérationnel du système. Ce sont des éléments qui fonctionnent à titre d'unités irréductibles, « *le système ne pouvant se constituer et se modifier que par leur mise en relation et non par leur décomposition et leur réorganisation* » (Luhmann, 2010, p. 60).

Les paramètres constituent autant de variables dont la valeur ne se précise qu'au moment de l'exécution d'une opération et sur lesquels reposent la compréhension même du système auquel ils donnent la capacité d'analyse des données recueillies par chacun des moments émergeant de la communication. Tous les paramètres agissent simultanément. Ils assurent une dynamique d'opération de l'observation destinée à établir la *différentiation* du système avec un environnement nécessairement complexe. Cette dynamique d'opération est destinée à la *réduction de la complexité* par la production de sens, une opération où chaque paramètre est un outil conceptuel qui joue un rôle particulier et déterminant.

Le *code* est une construction linguistique binaire établissant, par une distinction normative de la communication, le comportement systémique face aux perturbations de l'environnement. La base d'*autorité* est le pouvoir légitime d'exercice de la communication. Elle fait référence à la capacité effective de négociation et d'action systémique par la possession d'une légitimité reconnue dans un domaine spécifique. Le *programme* est le langage social, avec ses règles et ses conditions de fonctionnement

systemique qui y sont associées. Le *médium* et la *forme* constituent l'expression généralisée reconnue du comment et du quoi de ce qui est communiqué. La *fonction* sociale énonce la finalité de la communication et est régulatrice du sens. Le système est observant parce qu'il s'observe lui-même afin d'établir sa propre identité qu'il distingue de son environnement lui-aussi observé, ce que Luhmann exprime par le caractère *autoréférentiel* d'un système parce qu'il se réfère aux caractères de ses propres paramètres. En ce sens, nous dirons que ces systèmes sont fermés.

L'approche constructiviste de Luhmann est fondée sur la notion de différence et sur l'idée que son point de départ ne peut être une identité déterminée par un objet ou un concept acquis. Le point de départ est donc un *espace non marqué* qui doit être caractérisé par une *distinction* prenant la forme de deux facettes s'opposant l'une l'autre et pour lesquelles l'*indication* d'un choix est établie, créant une *identité* positionnant le système au sein du *monde vécu* (Figure 33).

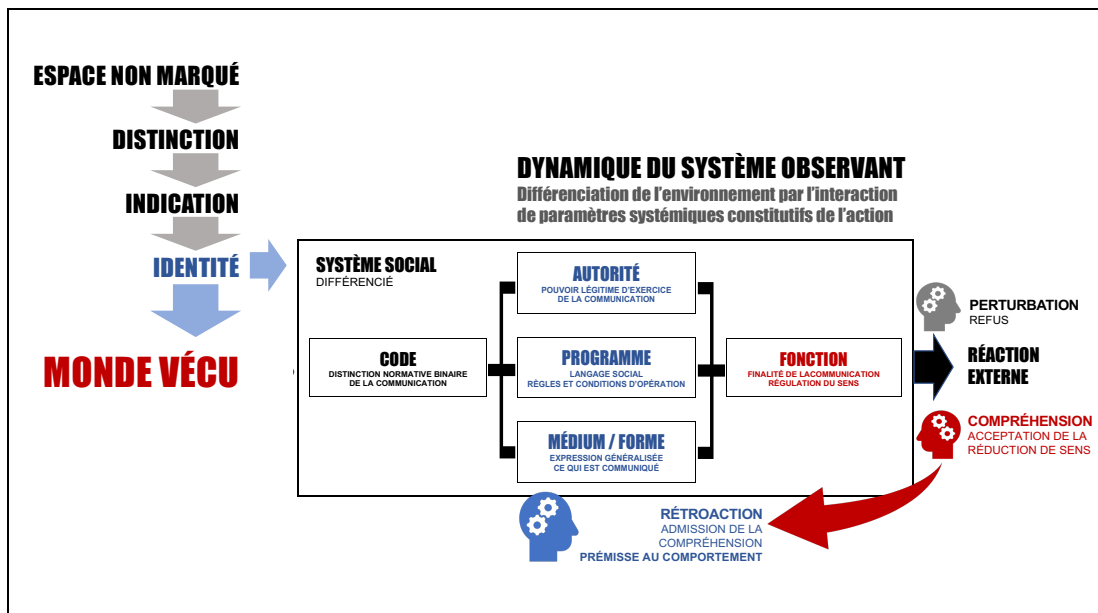


Figure 34 – Dynamique du monde vécu systémique de Niklas Luhmann

Cette distinction permet une stabilisation systémique du caractère de l'espace. Désormais marqué, l'espace se distingue relativement à son observateur qui en établit l'indication de distinction, soit le choix de la facette considérée sous observation et par conséquent, le sens de la communication. L'identité du système est ainsi établie comme différence entre la distinction – les deux facettes observées simultanément - et l'indication – la facette unique observée par le système. C'est une généralisation symbolique de l'expérience du sens qui a pour fonction d'organiser les différences et les attentes. L'identité est toujours relative au système autoréférent et non à l'observateur qui voit les opérations de reproduction et donc l'unité systémique qu'est la distinction et l'indication. Un système social s'établit selon ce qu'il distingue de son environnement, par exemple politique ou non politique, médiatique ou non médiatique, et détermine le contenu des paramètres qui le constituent. Un système dont l'identité est politique se différencie de tout ce qui n'est pas politique et s'insère désormais dans le monde social comme monde vécu systémique du politique.

La communication, par son code normatif, son pouvoir légitime d'exercice, son langage, son expression et sa finalité, est le moteur de cette dynamique. Elle provoque l'acceptation de la réduction de la complexité établie en réduction de sens par l'admission de la compréhension, induisant la rétroaction externe au système comme prémisses au comportement ultérieur. Ou alors elle refuse la réduction de sens comme une non-compréhension qui engendre une perturbation dans l'environnement. Ce faisant et d'un moment d'observation à l'autre, d'un *epochè* à l'autre, le système reproduit ses propres paramètres à partir des paramètres dont il est constitué par une nouvelle opération d'observation établissant de nouvelles valeurs paramétriques. Le contenu normatif d'une valeur paramétrique importe peu. Ce qui importe est la seule capacité fonctionnelle d'une valeur à opérer une sélection parmi diverses orientations pour n'en retenir qu'une. Une valeur paramétrique ne remplit qu'une fonction sélective destinée à orienter l'action sociale sans aucune préoccupation pour l'évaluation de son

niveau moral, les valeurs n'occupant au plan de l'action qu'une fonction instrumentale et pragmatique.

Les systèmes sont *autopoïétiques* parce qu'ils se reproduisent en se définissant comme un réseau de production de composantes qui, de manière récursive et à travers leurs interactions, génèrent et réalisent tout à la fois le réseau qui les produit. Les systèmes vivants se reproduisent par l'entremise de la vie, les systèmes psychiques par l'entremise de la conscience et les systèmes sociaux par l'entremise de la communication qui s'y constitue dans les communications qui y circulent. Leur environnement n'existe que dans les communications à leur sujet, et les êtres humains, bien que nécessaires pour comprendre et réarticuler les communications, sont exclus de la théorie pour être un simple moyen de communication créant de nouvelles communications. Les systèmes sociaux sont *autopoïétiques* parce qu'ils se reproduisent de moment émergeant en moment émergeant.

Niklas Luhmann adopte le concept d'*autopoïèse* dans sa théorie des systèmes sociologiques parce qu'il considère que les systèmes sociaux ne s'organisent pas seulement eux-mêmes, mais produisent métaphoriquement leur propre sociologie. Les systèmes autoréférentiels et autopoïétiques ne sont pas que des systèmes auto-organisés qui produisent et éventuellement changent leurs propres structures. Leur dynamique d'autoréférence s'applique non seulement à l'observation de leur identité mais également à la production d'autres composantes s'ajoutant à leur unité. C'est en ce sens qu'ils constituent une décisive innovation conceptuelle.

Si une société n'est pas essentiellement constituée d'êtres humains, les êtres humains ne sont pas pour autant exclus de l'approche sociale de Luhmann. Tout au contraire, ils y occupent une place constitutive et y sont considérés dans leur dimension relationnelle à la société et dans l'environnement dans lequel ils occupent une place.

Intégré à la société, l'être humain y devient « *un individu conçu comme un être humain sur lequel la société n'exerce plus de contrôle social, c'est-à-dire de pression déterminante* », l'individu étant alors redevenu un être humain en tant qu'il puisse se *déterminer* lui-même et soit pensé dans sa capacité d'agir en autonomie face à son environnement social et non en indépendance de ce dernier (Debray, 2017, p. 114). L'être humain en tant qu'individu n'est pas la source de ses actions car c'est la communication qui engendre l'action, la communication étant l'élément ultime d'établissement des relations.

Un système social se constitue donc en tant que système d'action en partant de la communication comme événement de base et en utilisant ses propres moyens organisationnels (Luhmann, 2010). Le système social est constitué de communications et de leur appréhension comme actions. C'est donc par l'action que l'individu entre dans le système et n'assume, du point de vue structurel du système social, aucune responsabilité causale associée à l'établissement de valeurs normatives. Sans qu'il ne soit nié pour autant, l'individu *n'est plus la mesure de la société*

La pensée systémique de Niklas Luhmann est relationnelle. Elle repose sur l'hypothèse de l'unité organisée d'un tout qualifié de système qui dispose de sa propre identité en se distinguant de son environnement. Sa perspective s'attarde au comportement, à l'unité et aux articulations en réseaux des composants en tant que tout indissociable d'un système donné en s'attardant peu à leurs caractères singuliers, ce pourquoi cette pensée systémique est une pensée relationnelle. Elle se fonde sur le phénomène de mise en relation. La société de Luhmann est un système auto-organisé et évolutif qui se maintient en traitant de manière récursive ses propres éléments. Malgré le flux de perturbations qu'elle perçoit de son environnement, elle est un système fermé dont la structure est le produit de ses propres opérations. La société est un réseau de communications qui se reproduisent en générant davantage de communications.



La constitution d'un système puise sa source dans son environnement duquel il doit se différencier par l'hétéroréférence. C'est ce qui lui attribue son identité en tant qu'unité. Cette unité repose non pas sur des structures, des configurations stables ou des contenus mais bien sur la propriété d'autonomie. L'autonomie lui permet l'autoréférence, la capacité à se référer à lui-même, à ce qui le singularise comme système. Il est son propre point de référence lui permettant de se distinguer de son environnement. Ce faisant, le système est un système observant qui s'observe et observe son environnement. Chaque observation est unique et le système se recrée à chaque observation de distinction de son environnement et d'autoréférence à lui-même. La singularité d'un système se trouve dans sa capacité à établir une distinction entre soi et non soi, à observer et, par ses propres opérations, à reproduire la distinction entre lui-même et son environnement. Il se perpétue selon sa propre dynamique de reproduction, celle de l'autopoïèse. Un système observant ne se révèle que l'instant de l'émergence d'une distinction. Il n'est qu'une distinction et la suite additionnée de ces distinctions tisse le fil de l'évolution.

La société ne se compose pas d'individus, ce qui ne signifie pas qu'elle puisse exister sans eux, mais qu'en approchant la société en tant que système observant, les individus ne font pas partie de son processus d'autoréférence. Ils en constituent plutôt l'environnement. Ils n'existent que sous la forme de réseau ou d'ensemble d'attentes et d'anticipation de conscience. Ils appréhendent le monde tel un environnement chaotique de possibles que le système observant traduit en problèmes de complexité à résoudre par réduction. La complexité du monde est peu à peu réduite par le choix dans la contingence, un ensemble de choix que réalisent les opérations de traitement de l'information de la communication qui est associée à chaque système social. L'idée de ce qui est social n'est qu'un problème prenant la forme de contingence, soit un ensemble de probables et d'improbables. Sans réduction de complexité, aucun social n'existe.

Ainsi émerge le réel de Luhmann. Sa nature est une vérité contingente et fortuite qui laisse émerger l'instant d'un état de fait distinct ayant pu être autre et non marqué par la nécessité. Cette dynamique de réduction de la complexité ne procède d'aucun *a priori* d'intentionnalité que pourraient être l'intérêt, la motivation, la stratégie ou le pouvoir. Elle procède de l'usage récursif de faits distincts ayant émergé et devenus le point de départ intentionnel de l'anticipation d'une évolution ultérieure, ce que seule permet la communication comme dynamique de traitement de l'information. Les systèmes sociaux ne sont ainsi que des communications appréhendées comme actions. Elles mettent de l'ordre dans le désordre. Comme mécanisme de réduction de la complexité, elles font émerger les structures sociales et sont à l'origine de toute interaction. De ce fait, la communication constitue le moteur de l'évolution de la société.

Les opérations de communication effectuent le traitement de l'information en choisissant dans la contingence selon les paramètres définis et inhérents à chacun des systèmes sociaux. À chaque moment émergeant, le système social s'auto-décrit, trouve son sens et s'explique par ses paramètres propres permettant de le définir comme une distinction. Ces paramètres constituent les limites de chaque système. Ils tracent les limites du sens défini non pas comme un contenu mais comme un schéma formel binaire qualifiant son appartenance. Par le traitement de l'information, la communication est un filtre de l'environnement ne retenant que les éléments qui s'inscrivent dans les paramètres propres au système. La connaissance ne peut émerger que de l'intérieur par la sécrétion de différences symboliques binaires qui conservent et renforcent le système social auquel la connaissance appartient. Les éléments filtrés qui sont désormais inhérents au système forment une structure et ce processus de structuration permet la constante reproduction du système par la reproduction ordonnée et prévisible des communications qui s'y déroulent les unes par rapport aux autres. L'autoréférence à ses paramètres est une manière de trier l'information qui est propre

à la communication d'un système avec son environnement. Les différences symboliques binaires établies dans la communication lui permettent de se maintenir comme système dans sa différence. Les systèmes trouvent dans ce mécanisme la stabilité nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions.

Un système fonctionnel observant est en relation avec son environnement parce qu'il se réfère à lui-même et donc, parce qu'il s'observe lui-même posant l'acte d'observation. Et comme toute observation est dépendante d'une distinction, il crée une distinction qui elle-même crée une distinction. L'objet social observé fonctionne lui-même comme un observateur qui s'observe. Il est clôt sur lui-même, une condition qui paradoxalement est aussi la condition de son ouverture. Car s'il est en relation avec son environnement, c'est précisément qu'il se réfère à lui-même. La condition de clôture systémique ne signifie pas une indépendance totale, mais une autorégulation par le système lui-même de ses dépendances et indépendances vis-à-vis de l'environnement.

Ce qu'il nous faut retenir de la pensée systémique de Niklas Luhmann est son caractère relationnel. Il souhaite fonder un savoir unifié s'exprimant par une théorie générale dans une perspective relationnelle dont le primat est accordé aux unités se distinguant de l'environnement. Poser l'idée de système comme autoréférent, c'est nécessairement s'inscrire dans une perspective relationnelle parce qu'un système n'existe que par son rapport à l'environnement. Sa singularité ne se définit ni comme un tout comportant des parties ni comme une relation entre le tout et les parties, et encore moins par référence à une finalité quelconque. La singularité d'un système luhmannien est qu'il acquiert son individuation à travers sa capacité à se définir lui-même dans sa reproduction et constituer du sens par l'émergence de faits de conscience (*sinnkonstituierende Systeme*). Il vit de l'exécution continue de son auto-individuation. Il est performatif de par le caractère événementiel de la finalité opérationnelle des

systèmes sociaux et psychiques, les opérations de communications et de conscience des pensées étant des événements. Lire un système est une phénoménologie systémique parce que les systèmes sociaux et les systèmes psychiques n'existent que l'espace d'un instant à l'espace d'un autre instant. L'allongement temporel de ces instants n'est que le résultat d'une observation fondée sur la distinction entre l'instant précédant engendrant l'instant présent pour constituer le cycle de l'évolution sociale.

Pour Niklas Luhmann, la société est un système global constitué de multiples sous-systèmes identifiés chacun comme système social. Un système social est créé lorsque qu'au moins deux individus communiquent et coordonnent des actions de manière significative. Dans le processus de communication, une *distinction* est faite - une coupure - et par cette action un *système* est défini par rapport à son *environnement*. Nous dirons qu'il *indique* de quel côté de la distinction il se situe afin de définir son *identité*. Politique, légal, économique, médiatique, scientifique, éducatif, médical, ou autre, chaque système a un environnement différent et ce qui fait partie d'un système forme l'environnement d'un autre. En tant que tel, un environnement est unique à un système donné et chaque système est unique à ses opérations de communication, la sémantique de l'un ne pouvant être appliquée à la sémantique d'un autre.

Pour élaborer sa théorie, Luhmann, s'intéresse à la manière dont chacun des systèmes se distinguent de leur environnement et se distinguent les uns des autres. Un système fonctionnellement différencié repose sur la définition de chacun des paramètres systémiques qui lui sont attribués. Le *code*, le *programme*, les *médium/forme*, la *fonction* et l'*autorité* en constituent l'unité systémique permettant d'exercer une opération de différenciation dont le moteur est la communication, chacun des paramètres opérant un choix sélectif dans la contingence constituant la complexité. (Figure 35).

SYSTÈMES SOCIAUX	PARAMÈTRES SYSTÉMIQUES				
	CODE DISTINCTION NORMATIVE DE LA COMMUNICATION  Binaire et de valeurs opposées, chaque valeur n'étant pensable que l'une par rapport à l'autre	PROGRAMME LANGAGE SOCIAL DE LA COMMUNICATION  Référence de la détermination des critères du choix de l'une ou l'autre des valeurs du code de communication	MÉDIUM / FORME EXPRESSION GÉNÉRALISÉE DE LA COMMUNICATION  Opérationnalisation et caractérisation sémantique de la communication par le langage, la symbolique ou les moyens de diffusion Action d'alter vécue par l'égo	FONCTION FINALITÉ DE LA COMMUNICATION ET RÉGULATION DU SENS  L'existence du système s'incarne dans ses opérations de sélections de la contingence et de la variance des possibles, engendrant son sens fonctionnel	AUTORITÉ POUVOIR EFFECTIF D'EXERCICE DE LA COMMUNICATION  Capacité légitimée par juridiction spécifique au système et admission de l'influence pour le rapport à l'action
<b>POLITIQUE</b> <i>Die Politik der Gesellschaft</i> (2000)	Gouvernement vs Opposition	Idees et idéologies politiques	Pouvoir sous la forme d'influence	Prise de décisions collectives et contraignantes	<b>Représentation Gouvernance Committant</b>
<b>DROIT</b> <i>Das Recht der Gesellschaft</i> (1993)	Légal vs Non-légal	Loi et ordre	Justice sous la forme de décisions légales	Sécurité et régularisation des conflits	<b>Exécution de la loi</b>
<b>ÉCONOMIE</b> <i>Die Wirtschaft der Gesellschaft</i> (1988)	Avoir vs Non avoir	Offre, demande et prix	Argent sous la forme de propriété	Exploitation de la production	<b>Pouvoir d'achat et vente</b>
<b>MÉDIAS DE MASSE</b> <i>Die Realität der Massenmedien</i> (1995)	Information vs Non information	Nouvelles Publicité Divertissement	Opinion publique sous la forme de supports, langues, images	Production d'une réalité sans consensus Information et divertissement	<b>Communiquant notoire</b>
<b>SCIENCE</b> <i>Die Wissenschaft der Gesellschaft</i> (1990)	Vrai vs Faux	Recherche	Savoir sous la forme d'expertise	Production de connaissances	<b>Scientifique crédible</b>
<b>ÉDUCATION</b> <i>Reflexionsprobleme im Erziehungssystem</i> (1979)	Succès vs Échec	Programmes d'enseignement et d'apprentissage	Scolarisation et mentorat sous la forme de d'accréditation	Transformation de l'environnement psychique Formation, éducation, choix de carrière	<b>Maître professeur</b>
<b>SANTÉ</b> <i>Der medizinische code, Soziologische Aufklärung 5</i> (1990)	Sain vs Malade	Serment d'Hypocrate	Processus de guérison sous la forme de traitements	Soins de santé	<b>Adjuvant sanitaire Personnel soignant</b>
<b>ART</b> <i>Die Kunst der Gesellschaft</i> (1995)	Beau, laid (classique) vs Innovant, imitatif (moderne)	Mode	Gout, styles et œuvres sous la forme de jugements	S'établir comme réalité de l'imaginaire dans la réalité du monde Création, présentation, réflexion artistique	<b>Artiste Artisan</b>
<b>RELIGION</b> <i>Funktion der Religion</i> (1977)	Immanent vs Transcendant	Révélation, dogmatisme, rituels, sacré	Foi sous la forme de dévotion	Transformation de l'indéfinissable en complexité déterminable	<b>Ministre du sacerdoce Gourou, fidèle</b>
<b>AMOUR</b> <i>Liebe als Passion</i> (1982)	Oui vs Non	Passion Compréhension	Séduction sous la forme du rapprochement	Union de partenaires	<b>Prétendant Courtisanerie</b>
<b>MOUVEMENTS SOCIAUX</b> <i>Protesta, Systemtheorie und soziale Bewegungen</i> (1996)	Affecté vs Non affecté	Protestation Rationalité de la victimisation par le risque	Mobilisation sous la forme de manifestation	Introduction de problèmes non spécifiques dans les structures d'un système (auto-description critique)	<b>Leader charismatique</b>
<b>ÉTHIQUE SOCIALE</b> <i>Theorieethik und Moral</i> (1978)	Justifié vs Non justifié	Philosophie pratique et théorie réflexive	Morale sous la forme de critères de choix	Réflexion, justification et contrôle moraux	<b>Opinion éclairée</b>
<b>MORALE</b> <i>Theorieethik und Moral</i> (1978)	Respect / bon vs Mépris / mauvais	Valeurs	Valeurs sous la forme d'attitudes	Orientation et réglementation institutionnalisée	<b>Maître à penser</b>
<b>SYSTÈME PSYCHIQUE</b> <i>Individuum, Individualität, Individualismus</i> , (1989)	Identité vs non identité	Santé mentale	Conscience sous la forme de pensées	Organisation identitaire	<b>Individu conscient</b>

Figure 35 – Paramètres systémiques des systèmes sociaux et psychique

Ces sélections définissent le *code* et sa distinction normative, le *programme* et son langage social, les *médium/forme* et l'expression utilisée, la *fonction* et sa finalité sémantique ainsi que l'*autorité* dans sa légitimité d'exercice. Tous ces paramètres sont définis par des sélections constituant par leur ensemble la communication. Une fois une sélection opérée, la réalité de ces paramètres devient quasi immuable et inaltérable, particulièrement celle du *code* et de la *fonction*, parce qu'ils assurent la préservation du système comme un tout, de son identité, de ses frontières et de ce qui le distingue de son environnement.

Sur le plan empirique, modifier l'expression de ces paramètres revient à opérer un changement de système. Ainsi, la société est constituée de multiples systèmes identifiés comme autant de systèmes sociaux tel la politique, le droit, l'économie, les médias de masse, la science, l'éducation, la santé, l'art, la religion, l'amour, autant de systèmes sociaux pour lesquels Luhmann a consacré des textes monographiques spécifiques.

Tous les systèmes sociaux sont structurellement organisés en fonction de paramètres caractérisés par l'expression de la communication qui leur est propre. Politique, légal, économique, éducatif ou artistique, chacun est singulier et produit du sens par son expression. Le *code* de l'un diffère de celui des autres. Ainsi en est-il du *programme*, du *médium/forme*, de la *fonction*, de l'*autorité*. Un système se manifeste à travers l'agir des individus qui ne sont jamais la cause mais le résultat psychique du fonctionnement systémique d'un domaine social exprimé par la conscience sous forme de pensées.

Bien que clos opérationnellement, les systèmes cohabitent et entretiennent entre eux des rapports d'interaction stable et récursive, à l'image de la construction biologique de Maturana et Varela dans laquelle Luhmann puise les fondements de sa théorie. Ainsi fait-il usage du concept de *couplage structurel* pour appréhender la coexistence de systèmes sociaux. Ils observent pour se différencier de leur environnement et ce qu'ils

observent est considéré en tant que perturbations ou irritations. D'autres systèmes font partie de cet environnement et sont donc perçus en tant que perturbations pour lesquelles les systèmes observants réagissent. Pour assurer l'équilibre et compenser, ils se transforment à partir des éléments de leur propre organisation, conservent leur identité et « acceptent » ces perturbations jusqu'au point où ils s'inscrivent en rupture et se dissolvent.

Les systèmes sociaux de Luhmann sont autopoïétiques et face à des perturbations, leur dynamique les pousse à compenser en se transformant à partir de leur propre organisation constituée de l'expression de leurs paramètres systémiques. Les systèmes sociaux observés sont partie intégrante de l'environnement d'un système observant et de ce fait, sont une source de perturbation nécessitant compensation par transformation qui elle-même devient à son tour source de perturbation. Francesco Varela (1989, p.81) résume en écrivant simplement que « (...) *le couplage est le résultat des modifications mutuelles que subissent les unités au cours de leurs interactions, sans pour autant perdre leur autopoïèse.* »

Cette dynamique d'interaction entre un système observant qui cherche à préserver la singularité de son identité propre et de ce fait sa propriété de clôture opérationnelle – c'est un système fermé sur lui-même - tout en acceptant l'exposition à des perturbations constitue le cœur du concept de couplage structurel. C'est une dynamique qui ne peut se comprendre que par l'émergence de l'histoire imbriquée des transformations co-déterminantes d'un système observant et de son environnement.

Luhmann mentionne comment, depuis le début des années 1980, il a toujours été clair pour lui que tous les systèmes fonctionnels constituant la société puissent être comparables. Il s'est attelé à la tâche de développer l'outillage conceptuel nécessaire à la compréhension de l'environnement comme la *complexité*, aux rapports individuels

d'interactions comme la *double contingence*, aux mécanismes de singularisation des systèmes comme les *paramètres systémiques* et la *clôture opérationnelle* ainsi que les processus de reproduction tels l'*autoréférence* et l'*autopoïèse*.

*« L'importance théorique de la comparabilité est plus grande en admettant que la société ne peut être déduite d'un principe ou d'une norme de base, qu'il s'agisse de justice coutumière, de solidarité ou de consensus raisonné. Car même ceux qui ne reconnaissent pas ou qui violent ces principes contribuent aux opérations de la société, et la société elle-même doit tenir compte de cette possibilité. D'un autre côté, ce n'est pas par hasard que des domaines fonctionnels très différents tels que la science et le droit, l'économie et la politique, les médias de masse et les relations intimes peuvent être montrés comme ayant des structures comparables - notamment parce que leur différenciation nécessite la formation de systèmes. Mais cela peut-il être montré ? »*

Luhmann (2012a, p. xii) <sup>120</sup>

L'outillage conceptuel systémique permet à Luhmann de réfléchir à la constitution et l'identité de très nombreux domaines en apparence différents mais tous appréhendables sous l'angle de la systémique de seconde génération. L'économie et la politique, la science et le droit, les médias de masse, l'éducation, l'art, la religion et l'amour ont tous été appréhendés et définis selon les paramètres systémiques régissant les opérations de communication qui les produisent comme systèmes et assurent leur reproduction. Ils se maintiennent unitairement, sont parfois dépendants les uns des autres, se coordonnent, co-évoluent en transformant leur structure unitaire. Tous ces systèmes sociaux se développent au sein de la société dans l'exécution d'opérations de communication. *« La relation est circulaire : la société ne peut être conçue sans communication, ni la communication ne peut être conçue sans société. »* (Luhmann, 2012, p. xiii)<sup>121</sup>. La communication crée du sens dont les frontières sont celles tracées par chacun des systèmes sociaux. Chacun est à l'écoute des informations de son

---

<sup>120</sup> Traduction libre

<sup>121</sup> Traduction libre



environnement, les interprète en se référant à ses paramètres propres et projette des réactions dans l'environnement d'autres systèmes avant d'être elles-mêmes saisies et assimilées comme sources de perturbations. Ainsi se constitue de lui-même le social, dans l'émergence d'instantanés autologiques comme actes de production du soi par différenciation d'avec soi et dont la succession engendre dans son mouvement une réalité d'évolution des mondes sociaux ne pouvant appartenir à aucun observateur externe et omniscient, à aucun être derrière chacun des actes.

## 2.5 L'observation fonctionnelle de la démocratie et de la communication

*« Quand on mène une recherche sur un sujet déterminé, il s'ensuit apparemment soit une découverte, soit qu'on dénie avoir fait une découverte et qu'on reconnaît que la chose est insaisissable, soit qu'on continue la recherche. (...) et que **de rien de ce qui sera dit nous n'assurons qu'il est complètement comme nous le disons**, mais que pour chaque chose, nous faisons en historien un rapport, conformément à ce qui nous apparaît sur le moment. »*

Sextus Empiricus, Livre I, 1 (1, 5), (1997, p. 53)

Niklas Luhmann offre un cadre théorique de compréhension du fonctionnement de la *société moderne* qui laisse apparaître l'insaisissable social à chaque instant de son usage. Sa théorie, pour laquelle il accorde la prétention d'être universellement applicable à tous les aspects de la société contemporaine, est une théorie des distinctions. Elle repose sur deux points de vue philosophiques: le monde dans son ensemble ne peut pas être connu car il ne peut être connu que partiellement, et les observations de faits sont elles-mêmes des faits qui peuvent être observés. Avec la publication, à l'aube de sa mort, de *Die Gesellschaft der Gesellschaft* (Theory of Society, 2012-2013), Luhmann introduit sa théorie tel une réponse faite aux conditions sociales contemporaines et aux difficultés qu'elles posent aux sciences sociales.

L'extrême niveau d'abstraction théorique et la quasi absence d'exemples empiriques obligent à utiliser notre propre expérience afin de comprendre les arguments avancés. Aussi nous faut-il appréhender les concepts systémiques de Luhmann en relation avec les domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique sous la perspective de systèmes et en ignorant les approches normatives qualifiant les *systèmes*, la *communication* qui les anime et l'*environnement* qui les constitue. Nous faisons face à une approche très différente de l'idée normative d'un système révélant le domaine de la démocratie ou de la communication dans sa dimension médiatique, en tant qu'ensemble de principes stables qui peuvent être appliqués à différents contextes. Bien que la contingence soit reconnue, la forme et le sens à la base d'un système relevant du domaine de la démocratie ou de la communication dans sa dimension médiatique, sont stables.

Par exemple, nous avons montré comment des organisations comme *Freedom House*, *The Economist Intelligence Unit* ou même les *Nations Unies*<sup>122</sup> énoncent certains principes qui déterminent la présence légitime de démocratie établie dans un pays. Il en est de même pour la dimension médiatique de la communication et la présence du caractère informatif des médias qui se fonde sur des paramètres faisant l'objet de consensus pour des organisations comme le *Reuters Institute*, la *Rand Corporation*, la *Knight Foundation* et bien d'autres centres de recherche universitaire. Bien que la configuration exacte des domaines de la démocratie ou de la communication dans sa dimension médiatique soit dépendante de leur contexte et qu'elle soit soumise à une évaluation normative, ce qui les constitue en tant que systèmes peut être considéré comme constant. Cependant, l'approche de Niklas Luhmann déstabilise tout sens d'un système comme constant et stable parce que pour lui, un système est toujours le résultat

---

<sup>122</sup> La Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée Générale des nations Unies (1948), énonce clairement le concept de démocratie, tandis que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) pose les fondements juridiques des principes de la démocratie au regard du droit international, à savoir que la démocratie se fonde sur la volonté des peuples comme source de légitimité des États souverains

d'une distinction contingente qui doit continuellement être faite pour que le système existe.

Bien entendu, pour de nombreux spécialistes des sciences sociales, le concept normatif de domaines comme ceux de la démocratie ou de la communication dans sa dimension médiatique est plutôt problématique. Les compréhensions et matérialisations sont donc socialement, politiquement ou culturellement situées et sont souvent au centre d'une empirie de données constituant la vision systémique.

Luhmann propose une manière différente d'aborder les systèmes, où l'accent empirique se situe dans le travail du *système se distinguant de son environnement*, plutôt que dans le jeu du *système sur le terrain*. Par cette posture, un système n'est pas un ensemble d'éléments constitutifs de la singularité du système. C'est un processus dynamique d'observation qui engendre ses propres éléments constitutifs. L'observation des distinctions permet d'étudier empiriquement les actions qui mobilisent et maintiennent l'idée même d'un système en tant que réalisation infrastructurelle valorisée, l'un des points clés étant qu'une coupure de la continuité du processus peut toujours être observée.

Dans le langage de Luhmann, l'observation d'une coupure est une opération de distinction de second ordre alors que dans une observation de premier ordre, les observateurs observent simplement ce qu'ils observent. Dans l'acte et la communication d'observation, aucun observateur ne peut observer comment il observe en même temps qu'il observe ce qu'il observe. Une distinction de second ordre permet cette observation des observations, laissant ainsi se révéler l'envers de la distinction. C'est cette unité de distinctions du premier et du second ordre qui permet aux sciences sociales de se rapprocher de la *réalité*. La *réalité* se construit alors que l'observateur ne peut observer d'un seul point de vue choisi qu'une portion de *réalité*. Ce qui est décrit est une auto-

description vue d'un certain point de vue, inscrite dans un processus de variation, de sélection et de stabilisation très darwinien au sens où la récursivité du passé explique le présent sans pour autant pouvoir prédire l'avenir puisque tout est contingent.

Pour Niklas Luhmann, c'est l'*observation* qui est au cœur de l'idée de système parce que c'est par elle qu'il se constitue.

\* \* \*

*Niklas sait qu'un système est une allégorie, une abstraction incarnée dans la pensée d'un auteur qui seul lui donne forme.*

*À chaque forme, son auteur, à chaque auteur, sa forme.*

*Mais peu importe leurs formes et leurs auteurs, à tous les systèmes s'impose un caractère commun d'unité de ce qui le constitue.*

*Les éléments d'un système entretiennent entre eux des rapports qui, tel un ensemble mathématique, constituent un assemblage singulier sur lequel repose l'abstraction.*

*Tel est la singularité systémique.*

*En corollaire à cette abstraction, Niklas en ajoute une seconde et allégorise l'idée de « différence » ...*

*Différence entre un élément appartenant au système, d'un autre ne lui appartenant pas.*

*Un système a donc des frontières qui limitent l'intérieur et l'extérieur systémiques...*

*Différence entre un système, et l'espace dans lequel il se situe*

*Un système est donc toujours localisé dans un environnement dont il se distingue...*

*Différence entre un système, et son environnement.*

*Niklas comprend qu'accepter les limites systémiques impose leur gestion par la sélection ...*

*Différence entre un système capable de sélectionner ce qui lui appartient, d'un système qui en est incapable.*

*Et en élaborant sa fiction allégorique, Niklas sélectionne, parmi ce qui s'offre à lui, les éléments qui la constituent, en se référant à son identité...*

*Niklas est « autoréférentiel ».*

*Il détermine les frontières de l'allégorie et chaque sélection reproduit ce qu'il est.*

*Niklas est « autopoïétique ».*

*Niklas est un « être systémique », un système psychique qui établit ce qui le distingue de son environnement...*

*Différence entre Niklas, système observateur, et l'environnement dans lequel il se situe.*

*Alors que le scripteur de ce texte, dans l'environnement externe, trace des frontières, se définit en relation à Niklas et ses limites...*

*Différence entre Niklas et individu scripteur de Niklas.*

*Niklas, en tant que système observateur, est une construction abstraite de l'individu scripteur, lui-aussi « observateur » ...*

*Et vous aussi lecteurs êtes observateurs, du scripteur observant Niklas ...*

*... « ad finitum » ....*

\* \* \*

Un système déploie ses critères de sélection et traite de ce qui le concerne à l'intérieur des frontières établies et ce, jusqu'à ce qu'il soit détruit par l'anéantissement de ses

limites. « *Un système social émerge lorsque la communication se développe à partir de la communication* » (Luhmann, 2013b, p. 53) <sup>123</sup> et de son corollaire, un système social cesse d'exister si ses communications respectives n'ont plus lieu. Le point d'intérêt est de savoir qui est l'observateur et quelles sont les conditions des observations. Si chaque observateur formule un enjeu égal dans la *vérité*, alors la seule déconstruction possible est d'observer les systèmes d'observation et de distinguer les observateurs. Cette approche de déconstruction est à la base de l'observation de second ordre de Luhmann.

Le modèle théorique de Luhmann est difficile d'accès tout comme la compréhension de la vie de laquelle il s'inspire est tout aussi difficile d'accès. Maturana et Varela ont conçu la théorie de l'autopoièse en définissant l'organisme biologique comme un tout systémique qui est constitutif et vital à l'essence même de la vie. Comme pour les phénomènes associés à la vie, les phénomènes sociaux impliquent des mouvements spatiaux, des interactions avec l'environnement, des autorégénérations d'éléments perturbés. La compréhension de ce processus continu est difficile en partie parce qu'un individu ne peut directement percevoir ce type de transformation qualitative car elle implique des événements qui ne correspondent pas au caractère linéaire du langage.

Au contraire d'un système structurel pouvant se comprendre par un point de départ, une transition et un point d'arrivée, un système fonctionnel est un processus continu évoluant dans un environnement complexe qui correspond peu à la linéarité langagière. Si tout individu peut observer l'existence d'un feu de cheminée et même le moment où se produit le feu par la friction d'une allumette, aucun individu ne peut observer le processus de transformation par lequel la friction se transforme en feu ni même le mouvement rapide d'atomes et d'ondes électromagnétiques constituant la flamme d'une cheminée. Il y a pourtant bien eu transformation entre un mouvement frictionnel

---

<sup>123</sup> Traduction libre

et la production du feu, entre processus et matière pouvons-nous dire, tout comme la complexité du flot de mouvements d'atomes et d'ondes bien présente dans ce processus est réduite au point de ne prendre que le seul sens d'un feu. Tout comme un individu lecteur peut observer la linéarité d'une allégorie exprimée dans un texte, aucun individu ne peut observer le processus de construction de la narration de cette même allégorie, et encore moins la construction de l'allégorie elle-même.

Ce modèle théorique a été utilisé pour appréhender le politique et les communications de masse comme sous systèmes sociaux d'un système social global, complexe et hautement différencié. Ces deux sous-systèmes se révèlent l'un et l'autre comme des représentations mentales d'une réalité construite. Elles ne peuvent être saisies que par une coupure, une suspension de tout jugement, l'*epochè* d'un incessant processus d'observation, de distinction, de sélection et d'un perpétuel cycle d'opérations constitutives de sens, de prise de conscience de ce qui apparaît dans la conscience de l'observateur. Ces réalités sont des appréhensions qui ne peuvent prétendre être *la* réalité. Elles sont les fruits d'observations multiples, chacune fondée sur une opération de distinctions qui elle-même donne la capacité d'observer. Tous aussi nombreux qu'ils soient, les observateurs sont les uns les autres en position de création d'unités de distinctions uniques et constituent autant de points uniques d'observation. Une réalité existe hors d'un observateur, mais puisqu'elle ne peut être saisie que par l'observation d'observations qui sont toutes uniques, elle ne peut prétendre qu'à un statut ontologique restreint à une réalité en soi.

Une méthode productive de compréhension du fonctionnement d'un système complexe est de le perturber et d'en observer les conséquences. Les domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique sont des systèmes sociaux perturbés. Ils le sont par déficit de confiance, de participation et de pertinence. En tant que systèmes complexes, ils constituent des phénomènes qui gagnent à être mieux

connus. Que peuvent nous apprendre ces perturbations et conséquences au sujet de ces systèmes et des relations qu'ils pourraient entretenir entre eux ? De l'examen de nos objets que sont les domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique associé au phénomène de perturbation qui leur pose problème, nous souhaitons faire émerger des connaissances nouvelles.

Pour faire émerger ces connaissances nous choisissons d'aborder la réalité de ces domaines en terme luhmannien, soit par la suspension du temps, sans traduire les données du présent selon des termes du passé, sans constamment revenir en arrière pour identifier une réalité qui se montrerait appropriée à déterminer la façon la plus pertinente d'aborder le futur. L'approche de Luhmann est fondée sur une théorie qui, avec ses notions, ses concepts et ses modes d'application agit à la manière d'un gabarit. Nous souhaitons évaluer la fertilité de la théorie de Luhmann en abordant la réalité constatée et actuelle des domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique de manière à réaliser une application théorique de cette réalité pour laquelle nous sommes témoins.

Notre posture est celle par laquelle nous souhaitons faire l'expérience d'une réalité, sans émettre d'hypothèses éclairées à son sujet, sans l'économie du temps et de l'énergie amenant une compréhension. *L'épochè* est une dissolution temporaire de l'égo permettant de désactiver les modes de perception qui reposent sur des conventions, des raccourcis et des habitudes mentales empêchant l'expérience du monde, la vision de l'instant présent, sans anticipation aucune d'un futur possible. Tel est l'état d'esprit dans lequel nous abordons notre recherche et tel sont les conditions intérieures qui balisent notre posture de chercheur.

Quant aux conditions extérieures, elles sont celles d'un environnement dans lequel nos objets, les conditions qui les touchent et nos outils d'appréhension doivent être



clairement définis. Nous avons exposé au chapitre premier les conditions qui touchent nos objets. Nous devons cependant les définir le plus adéquatement possible.

Dans la perspective fonctionnaliste de la systémique de Luhmann, il ne peut y avoir de sens que si un objet est désigné, donc observé par une distinction qui le distingue de son environnement, le sens se construisant par le système social observant son environnement en communiquant à son sujet. « *Si nous voulons observer quelque chose, nous devons pouvoir le désigner. Nous devons introduire une distinction entre ce que nous désignons et ce que nous ne désignons pas. Tout ce que nous n'avons pas désigné tombe dans cet unmarked space que nous n'avons pas visé* » explique Luhmann (1996, p. 18) en mentionnant qu'une distinction initiale doit être affirmée et appliquée à un questionnement tout en sachant qu'inévitablement, il y aura simplification ou même impasse conduisant à un nouveau questionnement et qu'ainsi progresse la science.

La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons? Poser cette question implique d'interroger la différence entre le réel et l'idéal en termes luhmanniens car « *si nous devons évaluer les chances et les dangers de l'avenir de la démocratie, il convient avant tout de savoir de quoi nous parlons* » (Luhmann, 1999a, p.163).

Afin d'éviter toute évidence implicite et répondre avec rigueur à la question en titre de notre travail, il nous paraît essentiel de définir les notions de démocratie et de communication à la lumière du contexte de recherche dans lequel elles sont utilisées. Le plus souvent, le sens de ces notions est pris pour un acquis d'évidences sans construction conceptuelle solide ou adéquatement élaborée. Au sens des sociologues Émile Durkheim (1895) et de Pierre Bourdieu (1968, p.28), ces évidences sont des prénotions qui trouvent autorité dans les fonctions qu'elles remplissent en tant que représentations schématiques et sommaires formées par et pour la pratique. Il est donc

opportun pour chacune de ces notions d'en déterminer des définitions destinées à engager la recherche et à préciser ce qu'en sont les objets d'un point de vue systémique et fonctionnel.

C'est la **première revendication** de cette recherche que la connaissance langagière des domaines de la démocratie et de la communication ainsi que leurs plus que nombreuses interconnexions de sens soient indispensables pour la compréhension de la complexité qui les caractérisent l'un et l'autre. Cette conscience langagière qui interroge le moment, le pourquoi et le comment de l'usage des mots est nécessaire à l'émergence du sens tel qu'il s'impose dans l'immédiateté de la réalité qui nous occupe.

Notre **seconde revendication** est que le niveau de complexité, d'incertitudes, de logiques émergentes et d'interaction des domaines de la démocratie et de la communication tels que définis aux fins de cette recherche requièrent un mode de compréhension de ces réalités capable de prendre en compte leur instabilité, leurs fluctuations, leurs ambiguïtés, contradictions ou paradoxes voire leurs niveaux de désordre et de chaos. Lorsque le moindre élément a une incidence sur le tout, seule une approche globale permet de prendre en compte les innombrables interactions et la dynamique qui multiplient la difficulté d'appréhender l'ensemble. Cette approche globale considère l'individu et l'environnement comme deux facettes d'un même processus, l'objet et le sujet de la connaissance se spécifiant mutuellement pour un dépassement de la relation unissant un sujet cognitif et l'objet de connaissance.

Aussi, choisissons-nous de nous intéresser aux processus qui permettent l'existence même des domaines de la démocratie et de la communication en appliquant à leur égard le langage d'une théorie des systèmes sociaux et une dynamique de leur complexité qui déborde largement tout ce qui a pu être développé par les systémistes et les cybernéticiens fondateurs de ce champ d'étude.

À l'occasion de son décès, en novembre 1998 des suites d'une longue maladie ayant mis fin à son travail un an plus tôt, Jean Clam (1999, p. 516) écrivait au sujet du chercheur systématicien Niklas Luhmann que « *nos sociétés apparaissent, dans le projet théorique luhmannien, comme des constructions hautement improbables, subissant grâce à des dynamiques risquées, des rationalités hiérarchiques, des figures de différenciation, de codage et de médiatisation insoupçonnées jusque-là* ». Nous pensons que la démocratie et la communication dans son aspect médiatique relèvent de ces constructions hautement improbables.

Nous croyons que le choix de la systémique de seconde génération de Niklas Luhmann puisse nous permettre de poser un regard neuf sur la nature et les conséquences de domaines perturbés dans leurs modes de représentation. Tel est notre défi d'appréhender la réalité de ce qu'une majorité décrit comme une crise très concrète et sans précédent des domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique avec des outils d'un haut niveau d'abstraction et d'un abord particulièrement difficile. Un défi que nous relevons avec la précision des termes conceptuels parce que, comme le précise Lavoisier (1789) dans son discours préliminaire au Traité de chimie « *comme ce sont les mots qui conservent les idées et qui les transmettent, il en résulte qu'on ne peut perfectionner le langage sans perfectionner la science ni la science sans le langage et que, quelques certains que fussent les faits, quelques justes que fussent les idées qu'ils auraient fait naître, ils ne transmettraient que des impressions fausses si nous n'avions pas des expressions exactes pour les rendre* ».

La démocratie et la communication sont les mots exacts de réalités diffuses. Nous choisissons donc d'aborder ce problème non pas en cherchant les sens exacts des termes mais en construisant des compréhensions utiles pour l'approche de notre recherche. En fonction de notre intérêt de recherche, il nous est alors plus que

nécessaire d'établir notre propre compréhension de la dimension de sens de nos objets et d'explorer l'association sémantique entre les deux entités que sont les concepts et les attributs qui peuvent caractériser et incarner la démocratie et la communication.

Nous adoptons le point de vue que l'histoire n'est pas une science exacte. L'histoire est une entreprise critique de déconstruction de sources et une science de leur observation, de reconstitution des causalités et de construction de sens. Dans ce contexte, débusquer la réalité, le sens, les croyances, les valeurs ou même les modes d'existence qui caractérisent la démocratie et la communication en tant qu'objets conceptuels singuliers inscrits dans une temporalité précisément située ne peut s'accomplir qu'en ayant recours à une vaste variété de sources allant bien au-delà des stricts documents écrits. Comme le souligne avec justesse l'historien Lucien Febvre (1952, p. 487) « *...l'histoire se fait avec des documents écrits, sans doute. Quand il y en a. Mais elle peut se faire, elle doit se faire, sans documents écrits s'il n'en existe point. (...) D'un mot, avec tout ce qui, étant à l'homme, dépend de l'homme, sert à l'homme, exprime l'homme, signifie la présence, l'activité, les goûts et les façons d'être de l'homme.* »

Pour reconstituer le parcours sémantique de nos objets, nous retenons l'usage de sources historiques primaires tels des textes anciens, des documents épigraphiques, des pièces archéologiques ainsi que du matériel iconographique afin d'établir une généalogie sémantique. Sans être exhaustif, le corpus bibliographique de sources secondaires regroupe un échantillon contemporain de littérature scientifique et historique associé aux objets de notre réflexion. Ces sources primaires et secondaires sont choisies et utilisées de manière à reconstituer la genèse linguistique et historique de construction et d'usage des mots. Nous sommes d'avis que l'évolution conceptuelle des domaines de la démocratie et de la communication passe par leur évolution lexicale de manière à en faire ressortir les traits qui sont à la base de leur singularité. Ce travail

est nécessaire pour l'appréhension de nos objets selon l'approche de la théorie des systèmes. Comment définir la singularité des objets *démocratie* et *communication* ? Quels peuvent en être les caractères fonctionnels permettant de les appréhender comme systèmes observateurs selon l'approche de Luhmann ?

La compréhension du domaine de la démocratie pose problème par son appréhension. Comment en établir la singularité de sens ? Nous sommes conscients des limites relatives à l'expertise et à l'interprétation des données constituant l'échantillon de sources, limites pouvant se manifester dans l'écart de sens induit par la traduction des contenus de certaines sources primaires à partir de leur langue originale de production vers le français ou l'anglais. Il faut donc accepter de la traduction qu'elle soit une relation dialogique par laquelle « ... *il est moins question d'écrire après, que d'écrire à la fois d'après et avec la source* », l'œuvre source n'étant plus devenue qu'un prétexte, au sens propre comme au figuré pour faire émerger les caractères et les enjeux d'une époque (Galderisi et Nobel, 2013, pp. 6-7).

Comment a été traduit et interprété le mot *démocratie* pour devenir dans la contemporanéité une de ces représentations de l'esprit et un de ces concepts plus que commun desquels émerge l'idée démocratique et les débats qui y sont associés ? Que retenir de sa singularité qui puisse nous éclairer quant à sa compréhension actuelle ? Ces questions sont d'autant plus importantes que Niklas Luhmann (1999a, pp. 164-165) ne définit pas la démocratie par ce qu'elle peut être mais par ce qu'elle n'est pas. « *Je propose pour ma part de définir la démocratie par la scission du sommet, à savoir la scission du sommet du système politique différencié à travers la distinction entre gouvernement et opposition* », se limitant ainsi à l'associer voire la confondre avec le politique. La méthode des oppositions pratiquée par Luhmann amène une paradoxale réponse par laquelle chacune des unités identifiées en tant que code – *gouvernement* et *opposition* – s'offre sans substance sémantique. Elles ne portent sens que par ce à quoi

elles s'opposent sans que le substrat de cette opposition ne soit évoqué, Luhmann réfutant tout caractère normatif propre à l'idée de démocratie.

La compréhension du domaine de la communication pose elle aussi problème quant à la singularité de son sens. De quelles racines, par quels méandres et dans quels contextes ont pu cheminer les nombreuses approches et ruptures conceptuelles de la *communication* vers les multiples perspectives qui y sont désormais associées? La communication est désormais un domaine à la sémantique si vaste qu'elle provoque la confusion quant à ses caractères singuliers. Niklas Luhmann (1981) utilise le terme communication (*Kommunikation*) en le définissant par ce qui la rend vraisemblable, s'attardant surtout aux conditions de sa réalisation pour en faire le point central de la théorie des systèmes sociaux et se limitant à la désigner comme une opération indépendante et autopoïétique ne se référant qu'à elle-même. L'ambiguïté est d'autant plus grande et confuse qu'il utilise aussi tout au long de ses travaux les notions associées de médium (*medium*), de forme (*Form*), de médias de masse (Massmedien), de médias de diffusion (*Verbreitungsmedien*) et de média de communication symboliquement généralisé (*Symbolisch Generalisierte Kommunikationsmedien*), des concepts et des notions particulièrement scrupuleusement différenciés dans le champ académique de la communication.

Notre travail de définition des domaines de la démocratie et de la communication vise donc à les circonscrire, à déterminer le sens de ce qu'ils sont comme signes dans leur unité et en faire émerger les caractères fonctionnels afin de les appréhender dans le contexte de la théorie des systèmes sociaux. Leur appréhension selon la systémique de seconde génération et contrairement à la tradition sociologique, ne prend pas comme point de départ leur stabilité structurelle. Au contraire, elle présuppose l'incertitude constante qui caractérise la détermination de la contingence pour le maintien de leurs fonctions. En effet, la contingence décrivant l'horizon de possibilités de ce que peut

*être* par une sélection, et la construction du monde social se faisant à travers un horizon incluant chacune des perspectives impliquées, l'incertitude pose donc le problème de la coordination de sélections systémiques respectives à chacun des systèmes impliqués dans la relation. Le point de départ ne peut pas être la stabilité des systèmes au sens structurel mais bien leur instabilité dynamique créée par l'incertitude. Les opérations des systèmes constitutifs de sens ne sont jamais clairement prédéterminées sinon que par des possibilités. Elles impliquent un potentiel de déception face aux attentes et obligent donc à la prise de risque exprimé par l'entremise de la confiance ou de la méfiance comme mécanisme de stabilisation des attentes contribuant au maintien de l'ordre social. La confiance n'étant rarement absolue, elle exige de plonger dans l'incertitude de la complexité, ce pourquoi elle doit toujours contenir une part de risque comme mécanisme nécessaire à la réduction de l'incertitude.

Dans la perspective de Niklas Luhmann, l'émergence d'un système social provient de la nécessité du contrôle de l'incertitude par la structuration des possibilités de la communication. Dans cet esprit, notre travail consiste à poser les domaines de la démocratie et de la communication comme systèmes sociaux sous l'angle d'un problème de continuité de leurs opérations de communication et donc de maintien de leur autopoïèse en relation avec l'environnement à défaut de quoi, les systèmes cessent d'exister en tant que système. Comment, dans un système fonctionnellement différencié, les communications qui, par nature, disparaissent dès leur émergence, peuvent-elles se connecter les unes aux autres et assurer la continuité de leur relation pour la production de sens ? Et des communications spécifiques à un système fonctionnellement différencié peuvent-elles être partagées de manière contingente par des systèmes différents et comment ?

Pour tenter de répondre à ces questions, il est nécessaire de définir nos objets que sont les domaines de la démocratie et de la communication dans la perspective de systèmes

fonctionnels afin d'en interroger les spécificités systémiques respectives dans le contexte social actuel avant de poursuivre par l'analyse du constat de bris de confiance et l'exploration des rapports qu'entretiennent entre eux nos objets de recherche. Notre réflexion théorique est ancrée dans des observations empiriques quantitatives constituées des constats de mise à mal décrits au premier chapitre. Nos observations qualitatives prennent appui sur les concepts de la théorie de la société. Ils sont larges et limités à nos objets de recherche.



# DEUXIÈME PARTIE

## *Le réel n'est pas l'idéal*

« (...) l'idée d'une société du risque est autologique (...) et **le risque** y serait une formule pour l'autodescription d'un système qui **restreint le champ des possibles de l'avenir** à travers ses décisions mais qui **ne peut pas déterminer son propre avenir**. Tout présent exprimant un futur est le résultat de l'évolution; ou, pour le formuler de manière paradoxale : **l'avenir est décidé non par la décision mais par l'évolution.** »

Luhmann (2013a, p. 312, traduction libre)

## CHAPITRE 3

### PREMIER QUESTIONNEMENT

#### *Demokratische Aufklärung*,<sup>124</sup> ou la démocratie fonctionnellement circonscrite

*« Si vous admirez la démocratie et la voyez comme un idéal, vous faites alors face au problème, comme c'est toujours le cas pour les idéaux, d'expliquer pourquoi cela ne fonctionne pas. »*

Luhmann (1990b, p. 52)<sup>125</sup>

La démocratie est mise à mal par son déficit de confiance, de participation, de pertinence de ses politiques publiques alors que l'expression politique et la gouvernance la définissant se pratiquent désormais à l'échelle de la globalisation. Mais *la démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons?* Poser cette question implique d'interroger la différence entre ce que sont le réel et l'idéal en termes luhmanniens car *« si nous devons évaluer les chances et les dangers de l'avenir de la démocratie, il convient avant tout de savoir de quoi nous parlons »* (Luhmann, 1999a, p.163).

Or, la notion de démocratie est une notion floue. L'Organisation des Nations Unies explique dans les documents officiels de son site web que la Charte rédigée en 1945 par ses fondateurs ne fait aucune mention du mot « *démocratie* » parce qu'à ce moment, de nombreux États membres ne l'ont pas adopté comme système alors que d'autres s'en réclament sans la mettre en pratique. La notion de démocratie s'interprète pour l'ONU en tant que « *système* » de gouvernance soumis à une « *pratique* ». Il repose sur un ensemble de valeurs et de principes consacrées dans la *Déclaration universelle*

---

<sup>124</sup> « *Les lumières démocratiques* »

<sup>125</sup> Traduction libre

*des Droits de l'homme* adoptée en 1948. « *La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté de vote* » peut-on y lire. Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie créée en 2005 est la seule entité de l'ONU dont le nom comporte le mot « *démocratie* ». Il soutient des projets qui, comme l'indique son site web, visent « *à renforcer la voix de la société civile, à promouvoir les droits de l'homme et à encourager la participation de tous les groupes aux processus démocratiques* ». Pour l'Organisation des nations Unies, « *la démocratie est un processus autant qu'un objectif* » déterminé à « *faire de l'idéal démocratique une réalité universelle* ». Mandatée pour la mesure de son développement et de son étendue, la démocratie est vue par l'organisation internationale *Freedom House* comme un ensemble de pratiques et de principes institutionnalisant et protégeant la liberté d'établissement d'une gouvernance fondée sur des règles de majorité et de consentement légitimes, ce qui schématise assez bien l'imprécision de la notion. « *Le mot démocratie désigne un système politique* » résume plus simplement le Parlement du Canada afin de définir ce qu'est la démocratie.

La notion de démocratie est associée à un système de gouvernance ou de politique, à des institutions, à des pratiques, au pouvoir de la société civile ou d'un collectif, à des valeurs et des principes dits universels en tant que caractères normatifs, mais aussi et surtout à un idéal. Un idéal indéfini exprimant son incertitude dans la somme des ressentis qu'il provoque.

Cette notion de démocratie est une notion floue et malgré le flou évident qui la détermine, elle n'en garde pas moins des éléments d'essence préservant une constance dans la gestion de sa complexité, dans la structure et les fonctions de son système relationnel et dans ce qui est susceptible de conduire vers un idéal perçu comme un

aboutissement. Ces éléments qui en constituent l'essence sont nécessaires à l'appréhension de la notion de démocratie.

Afin d'éviter toute évidence implicite et répondre avec rigueur à la question en titre de notre travail, il nous paraît essentiel d'en définir la notion à la lumière du contexte de recherche dans lequel elle est utilisée. Le plus souvent, le sens de la démocratie est un acquis d'évidences sans construction conceptuelle solide ni même adéquatement élaborée. Il nous importe d'en faire émerger les éléments en constituant son essence, tant dans ses dimensions structurelles que fonctionnelles.

Pour en comprendre l'état de mise à mal auquel elle fait aujourd'hui face, doit-on la définir selon sa valeur morale intrinsèque, ce qui la compose, ou selon ce pourquoi elle existe, sa fonction? La réponse repose sur la prévalence des dimensions normatives, structurelles ou fonctionnelles de ce que peut être la démocratie car elle peut tout à la fois s'appréhender sous l'angle de ses institutions, sous l'angle de ses régimes de pratiques ou sous l'angle de son essence et de la singularité la caractérisant.

Dans son sens le plus commun, le mot « *démocratie* » est associé depuis plus de deux mille ans à une situation politique par laquelle des individus regroupés en société se dirigent d'eux-mêmes sans qu'aucune autorité ne leur impose une volonté ni ne les contraignent à un état d'obéissance absolue. Les individus regroupés en société peuvent varier tant dans leur nombre que dans leur profil en tant que collectif et très rarement ils constituent l'ensemble intégral d'une population. Quant à l'imposition d'une volonté en provenance d'une quelconque autorité, son absence totale est un phénomène rare au point de n'avoir possiblement jamais existé. En référence à Hegel, l'expression conflictuelle de la volonté individuelle peut même être pensée comme l'expression aboutie d'une tendance à ce que les individus soient par essence des êtres d'affrontement préoccupés naturellement par l'affirmation identitaire de leur existence

(Marquet, 2006), ce qui ouvre une porte à l'invéraisemblance d'une absence de contrainte justifiant toute imposition autoritaire. Le sens commun du mot « démocratie » ne peut ainsi s'associer qu'à des réalités qui ne peuvent qu'être multiples.

Plusieurs chercheurs ont rigoureusement réfléchi à l'usage social et politique du mot « *démocratie* » dans l'histoire de pays comme la France (Rosanvallon, 1993, 2000), l'Allemagne (Leonhard, 2018), la Suisse et la Suède (Kurunmaki et Herrmann, 2018), les États-Unis (Laniel, 1995) (Morantz, 1971) ou même dans une perspective outre frontières et géographiquement plus large (Christophersen, 1968) (Rosanvallon, 2003) (Innes et Philips, 2018). Francis Dupuis-Déri (2013) montre que le sens politique du mot fait preuve d'une si extrême malléabilité qu'il est possible de le détourner pour accroître et consolider une légitimité d'action et de pouvoir.

Jusqu'à l'avènement de la généralisation des droits de suffrage au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, le mot démocratie n'est employé que rarement, toujours avec des références au monde antique, de façon succincte et dans un esprit de sens péjoratif dont les généralités des quelques dictionnaires qui y font mention renvoient aux utopies de sociétés archaïques que l'histoire a marqué de l'échec et du débordement de leurs pratiques (Rosanvallon, 1993). L'histoire montre que la démocratie n'est qu'un idéal si indéfini qu'il en est insaisissable.

C'est avec John Locke (*Two Treatises of Government*, 1690), Charles de Montesquieu (*L'esprit des lois*, 1748) et Jean Jacques Rousseau (*Du contrat social*, 1762) que le concept de démocratie s'appréhende au-delà de ces généralités. Dans le contexte des Lumières, il se discute en fonction du principe d'un idéal normatif défini par la souveraineté des peuples. Ce principe d'idéal, dont la légitimité s'appuie sur des assemblées du peuple, s'oppose au pragmatisme d'un parlementarisme d'élites assujetti aux termes de la légitimité du droit de suffrage. La Révolution française de

1845, le *Reform Act* de 1867 au Royaume Uni, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique du Canada en 1867, l'adoption du XV<sup>i</sup>ème amendement de la Constitution des États-Unis en 1869 confirment la domination des élites par la victoire de la représentativité résultant du suffrage électoral comme principe sur lequel doit s'appuyer toute démocratie. Ces événements du XIX<sup>i</sup>ème siècle transforment la connotation péjorative de L'idée de démocratie en un mot à connotation méliorative. Ils en font basculer la sémantique vers une pluralité de sens tous aussi vagues et confus qu'empreints d'impéiosité motivée par la volonté d'amélioration. La rédaction de la Charte de l'ONU de 1945 qui ne fait aucune mention du mot démocratie et la Déclaration des Droits de l'homme de 1948 qui établit les valeurs et les principes sur lesquels doit se fonder la notion de démocratie, sont significatifs des difficultés rencontrées afin d'établir une définition consensuelle, claire et non ambiguë.

Les années qui suivent voient les aspirations et les pratiques associées à la démocratie devenir tout aussi hétérogènes que perplexes. Pierre Rosanvallon (1993, p. 28) souligne que « *le mot démocratie véhicule derrière une apparence d'évidence et de clarté les doutes et les perplexités de la société moderne sur ses fondements politiques ultimes* ». L'idéal est insaisissable parce que truffé d'imprécisions, d'incertitudes, d'illusions et de désenchantements. La démocratie est un mot construit sur un sens si flou qu'il rend complexe le partage entre ce qu'elle est susceptible d'être et ce dont il est possible d'espérer. Quel sens devons-nous alors donner à l'objet désigné par le mot démocratie afin d'en faire émerger la singularité nous permettant de l'appréhender dans le contexte du XXI<sup>i</sup>ème siècle ?

Au-delà des usages du mot pouvant en être faits sous la lunette de l'histoire, il révèle tout autant la réalité fastidieuse et peu convaincante de l'administration de la gouvernance que les rêves d'idéal collectif qui mobilisent et dynamisent les sociétés, deux facettes qui sont souvent en désaccord l'une avec l'autre (Canovan, 1999). Cette

approche suggère que le « mot » démocratie soit susceptible d'être appréhendé de multiples façons, parfois contradictoires les unes avec les autres. Le plus fréquemment et presque exclusivement, la démocratie s'appréhende sous un angle *normatif*, par les valeurs morales et les principes sur lesquels elle se fonde. Parfois, la démocratie est vue comme le dénominateur d'un concept qui s'appréhende sous un angle *structurel*, par ses institutions, sa gouvernance et ses acteurs, ses méthodes et ses procédures. De manière générale, la démocratie s'appréhende le plus souvent par une combinaison de ses dimensions normatives et structurelles. Mais elle peut aussi être appréhendée sous un angle *fonctionnel*, ne tirant sa valeur que dans la fonction prescrite à la finalité qu'elle exerce et de ses modes d'exercice, un mode d'appréhension permettant d'en révéler une perspective plus singulière.

Nous en concluons qu'il n'est guère de mot dans le vocabulaire politique qui ne soit défini du plus loin de son existence avec tant de variations que sa substance ne puisse être minimalement établie sans la présence d'un qualificatif lui octroyant un statut. Qu'elle soit populaire, libérale, néolibérale ou simplement moderne, complète, incomplète, hybride ou autoritaire, ces glissements de sens de la démocratie lui confèrent un caractère de son essence et de son histoire (Rosanvallon, 1993), un flou déterminatif qui rend complexe le partage entre ce qu'elle est susceptible d'être en tant que concept et ce dont elle est susceptible de souffrir dans ses attributs singuliers.

C'est bien parce que la démocratie soit généralement perçue comme un idéal traversant ce flou que des inquiétudes peuvent être soulevées par le constat de symptômes tel le niveau de confiance qu'on lui accorde, la généralisation de l'implication participante à sa pratique et la reconnaissance légitime de la pertinence de ses produits. En ces jours et plus que jamais, l'idéal démocratique quel qu'il soit est mis en doute dans la vérité, l'essence et la temporalité de son vécu. Il est donc plus que nécessaire de définir cet objet qu'est la démocratie, le fil de son parcours dénominateur en faisant émerger le

caractère de *collectif capable* (chapitre 3.1) alors que son appréhension dans le contexte de notre cadre théorique le montre sous une perspective systémique et fonctionnaliste (chapitre 3.2) révélant son caractère paradoxal de *pouvoir soumis au pouvoir*, justificatif des idées d'État et de Représentation propres au système politique (chapitre 3.3).

### **3.1 Appréhender l'essence du domaine de la démocratie: une institution gouvernante, un régime de pratique ou un tout autre « *étant* »<sup>126</sup>**

*La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons?* Pour répondre à cette question en termes luhmanniens, il faut accepter que la démocratie conjuguée au présent soit l'unité de la différence entre son passé et son futur. Le véritable sens passe par la mise en contexte de l'évolution du mot et de son usage. Il passe aussi par l'interprétation qui en est donnée dans le cadre des traductions dont il est l'objet. Comment a été traduit et interprété le mot *démocratie* pour devenir aujourd'hui une de ces représentations de l'esprit et un de ces concepts communs desquels émerge l'idée de pensée démocratique et les débats qui y sont associés ? Notre travail de définition du domaine de la démocratie vise avant tout à détecter la présence de caractères fonctionnels et de les faire émerger afin d'appréhender la démocratie dans la perspective de Luhmann.

Nous sommes conscients des limites relatives à l'expertise et à l'interprétation des données constituant l'échantillon de sources. Ces limites peuvent se manifester dans l'écart de sens induit par la traduction des contenus de certaines sources primaires à partir de leur langue originale de production vers le français ou l'anglais. Il faut donc accepter de la traduction qu'elle soit une relation dialogique par laquelle « ... *il est*

---

<sup>126</sup> « *Étant* » est ici employé au sens luhmannien d'existence en tant que phénomène par lequel chaque acte ou pensée consciente suppose un système unitaire (voir p. 119).



*moins question d'écrire après, que d'écrire à la fois d'après et avec la source* », l'œuvre source n'étant plus qu'un prétexte, au sens propre comme au figuré pour faire émerger les caractères et les enjeux d'une époque (Galderisi et Nobel, 2013, pp. 6-7).

Nous sommes aussi conscients de ne pouvoir prétendre à une connaissance exhaustive et suffisante de l'histoire de la Grèce antique.<sup>127</sup> Nous avons donc choisi de nous appuyer sur les écrits de spécialistes pour notre analyse du contexte de l'évolution du mot « démocratie » et de son usage.

Les très nombreuses études de la politique de la Grèce antique reconnaissent l'inexistence de documents décrivant systématiquement les croyances athéniennes permettant l'appréhension du phénomène démocratique (Ober, 1998, p. 30). Pour qu'il soit possible de reconstruire certaines des valeurs associées à la démocratie à partir des institutions et des pratiques connues de l'État Athénien, les chercheurs ont eu à s'appuyer sur les écrits des grands personnages de l'antiquité grecque tel Hérodote, Thucydes, Platon ou Aristote (Ober, 1998), (Forsdyke, 2001), sur les références allusives à la dramaturgie (Hall, 1997), (Zelenak, 1998), sur l'oralité (Ober, 1989), (Loroux, 1993) ou même sur le contenu des inscriptions publiques (Whitehead, 1993). L'usage d'une combinaison de ces diverses sources permet de proposer une reconstitution de la structure, des principes et de l'idéologie constituant la démocratie athénienne (Hansen, 1991). Ce travail de reconstitution est à la base du travail de traduction moderne des textes constituant les sources primaires.

*Démocratie* (δημοκρατία), est un mot d'usage peu répandu dans la littérature, dans les textes et dans les inscriptions précédant Aristote. Dans ses récits rédigés vers 445 av. J. C., Hérodote est l'un des premiers, sinon le premier à l'utiliser et encore le fait-il en

---

<sup>127</sup> Pour les fins de cette recherche, nous situons la *Grèce antique* et *l'Athènes de l'antiquité* par la période des deux siècles allant des réformes de Clisthène (508 av. J. C.) jusqu'à l'abolition de la constitution démocratique (322 av. J. C.) qui laisse place au régime censitaire du stratège pro-macédonien Phocion.

de très rares occasions comme dans le passage 131 du Livre VI traitant du politique mis en place par Clisthène et transcrit du texte original en Grec par Godley (1925). Les différentes traductions de ce fragment du Livre VI (Voir Appendice 1) sont intéressantes quant aux interprétations qui sont proposées du mot *démocratie* (δημοκρατία). Sur la base d'une même source commune à tous, la démocratie de l'Athènes de l'Antiquité est une idée abstraite prenant une forme concrète qui diffère au gré des traducteurs. Sa réalité est multiple. Ainsi, selon qu'elle soit traduite en français ou en anglais, la démocratie peut être *gouvernement* (Larcher, 1850), une traduction mettant l'accent sur l'aspect institutionnel. Elle peut être *régime* (Legrand, 1948) (Barguet, 1964) en référence aux pratiques d'établissement et d'exercice. Elle peut aussi se donner comme un tout unitaire, sans interprétation aucune, dans un niveau de lecture ignorant les dérives de sens et par lequel elle est *littérale* (Godley, 1925) ou alors n'être soumise qu'à un biais par lequel elle est *littéralement instituée* (Holland, 2013), se réclamant ainsi d'un statut englobant d'*institution* susceptible de caractériser la démocratie comme structure sociale ou même comme système de relations sociales.

*Démocratie* (δημοκρατία) se définit-elle dans l'objectivité d'une source primaire comme *institution*, comme *pratique* collective ou comme manifestation *littérale* d'un « étant » lui accordant un statut d'autre *chose* ? L'objectivité à la source de ces constats ne les rend pas moins insatisfaisants à identifier un mode d'existence singulier et caractérisé de la démocratie. Il nous faut alors interroger les motivations primaires comme composantes complémentaires pouvant permettre de conduire à la compréhension de ce que peut objectivement être l'objet *démocratie*.

Pour rendre compte par l'entremise de ses récits, Hérodote utilise comme instruments de connaissance ses propres observations et l'écoute de témoignages oraux supportés de citations et de mentions provenant de sources écrites ou iconographiques. Il raconte l'histoire tel un ethnographe (Skinner, 2012). De ce fait, par un récit qui a la prétention

de s'abreuver à de multiples sources, il témoigne des préoccupations, des débats et de la réflexion politique ayant cours. Cependant, chaque personnage et événement des récits d'Hérodote témoignent d'une réflexion par laquelle la soumission forcée d'un peuple et la faiblesse civique de sociétés gouvernées par un tyran sont mise en opposition à la force civique de sociétés libres et démocratiques (Forsdyke, 2001).

Hérodote écrit l'histoire en l'imprégnant de ses propres convictions politiques derrière lesquelles se révèlent les motivations primaires à l'origine de la démocratie. Il faut considérer les textes tout autant dans leur motivation que dans leur libellé pour préciser le sens et l'interprétation vraisemblable des représentations collectives qu'il souhaite exprimer par l'usage du mot *Démocratie* (δημοκρατία). Hérodote en donne l'occasion dans le Livre III, 80 (Voir Appendice 2) par sa prétention à rapporter le contenu de discours ayant été prononcés sans pour autant donner d'indications précises quant aux sources auxquelles il se réfère. Ce passage est désormais au centre d'un questionnement interrogeant l'influence de la sophistique sur l'écriture d'Hérodote et sa sincérité quant à l'exactitude des discours qu'il prétend avoir été prononcés (Lasserre, 1976).

Les traductions de ce passage sont toutes aussi révélatrices de différences importantes dans les représentations contemporaines construites motivant la démocratie. Tel que nous l'avons mentionné précédemment, à la démocratie traduite en *réalités* multiples comme *institution*, comme *pratique* collective ou comme manifestation *littérale* d'un « *étant* » lui accordant un statut d'autre *chose*, sont associés des *motifs* tous aussi multiples que variés. Bien qu'Hérodote ne fasse pas usage du mot *démocratie* (δημοκρατία) dans la transcription originale en Grec ancien de ce fragment de texte, un traducteur n'hésite aucunement à l'utiliser à deux reprises dans son texte traduit en guise de qualificatif du gouvernement. Son interprétation propose de mettre l'accent sur le caractère institutionnel d'un concept puisant sa légitimité dans le peuple, un

ensemble d'humains au profil indéfini ayant valeur d'un *tout détenteur du tout*. De ce fait, le traducteur donne au mot démocratie une motivation et un mode d'existence, « (...) *le gouvernement démocratique, parce que tout se trouve dans le peuple* » (Larcher, 1850). Pour d'autres traducteurs, l'ensemble d'humains se limite à sa plus grande partie et bénéficie de la faculté d'hégémonie, « (...) *mettons le peuple au pouvoir, car seule doit compter la majorité* » (Barguet, 1964), « (...) *que nous élevions le peuple au pouvoir ; car c'est dans le nombre que tout réside* » (Legrand, 1948). L'ensemble d'humains qualifié de multitude ou de masses peut aussi être un regroupement éloigné des caractères propres aux individus et un objet de louanges quant aux possibilités sans limites qui s'offrent à son plus grand nombre, « (...) *exalt the multitude, for all things are possible for the majority* » (Godley, 1925), « (...) *foster the rule of the masses. Everything, after all, is contained within the multitude* » (Holland, 2013).

Qu'elle se définisse comme *institution*, comme *pratique* ou comme autre « *étant* », l'objet *Démocratie* (δημοκρατία) trouve-t-il sa motivation dans la valeur hégémonique d'un ensemble d'êtres ou de choses, ensemble caractérisé dans sa majorité par sa pluralité numérique, voire même comme tout unifié ?

Les sources primaires que sont ces fragments d'Hérodote et les sources secondaires constituées des traductions n'offrent que peu d'indices quant aux réalités d'*être* et d'*exercice* de la démocratie athénienne dans sa quotidienneté. Elles montrent les limites qu'elles imposent à l'expertise et à l'interprétation de ce qu'elle a pu être comme concept et comme représentation d'une réalité. L'esprit collectif Athénien et sa réalité peuvent être tout autre, toute chose n'étant pas telle que les traducteurs le présupposent et ne pouvant produire de vérité isolée à travers leur subjectivité. Il nous faut alors s'outiller de définitions construites sur des interprétations qui correspondent à ce que les athéniens ont possiblement ressenti car le sens de la démocratie athénienne, parce qu'il est corrompu par les biais multiples et la subjectivité de l'époque

contemporaine, est victime de nombreuses ambiguïtés quant aux nombreuses réalités auxquelles il pourrait correspondre.

Comme le souligne Émile Durkeim (1895, p.29) à l'aube du XXIème siècle, « *dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne savons pas avec certitude ce que c'est que l'État, la souveraineté, la liberté politique, la démocratie, le socialisme, le communisme, etc. La méthode voudrait donc que l'on s'interdise tout usage de ces concepts tant qu'ils ne sont pas scientifiquement constitués. Et cependant les mots qui les expriment reviennent sans cesse dans le discours des sociologues. On les emploie couramment et avec assurance comme s'ils correspondaient à des choses bien connues et définies, alors qu'ils ne réveillent en nous que des notions confuses, mélanges indistincts d'impressions vagues, de préjugés et de passions* » en faisant référence à ce qu'il identifie plus loin dans le texte comme des « prénotions ». Si pour Durkeim, la démocratie est un concept qui n'est pas scientifiquement constitué, elle n'en n'est pas moins un fait social pour lequel il faut déterminer la réalité de ce fait.

Nous ferons usage de l'étymologie à titre d'instrument épistémologique et en tant que point de départ de l'interprétation de ce que peut être une réalité de la *Démocratie* (δημοκρατία). Mais encore faut-il remonter à des sources pour lesquelles la subjectivité du sens commun n'en a pas déjà perverti et même donné un biais à la définition et aux racines. Le *Dictionnaire étymologique de la langue française* d'Auguste Brachet (1872) par exemple décrit avec subjectivité la réalité de la démocratie comme gouvernement du peuple, « *DÉMOCRATIE, du grec δημοκρατία (gouvernement du peuple). - D. démocrate, démocratique* ». Pour retracer un caractère moins commun du concept, il nous faut remonter au *Dictionnaire étymologique des mots français dérivés du grec* (Morin, 1805, p.152), à une époque où le mot est encore d'usage peu commun et qu'il se définit dans son étymologie par des idées plus larges et encore peu arrêtées :

« DÉMOCRATIE, substantif féminin, forme de gouvernement où le peuple a toute l'autorité ; de **δῆμος** (dèmos), peuple, et de **Κράτος** (kratos), force, puissance ; c'est-à-dire, gouvernement du peuple. De-là se sont formés DÉMOCRATE, substantif masculin, partisan de la démocratie ; DÉMOCRATIQUE, adjectif ; DÉMOCRATIQUEMENT, adverbe. »

L'utilisation de la déconstruction des origines formelles et sémantiques comme méthode de clarification fait émerger une représentation de *force* et de *puissance* associée au *kratos*, (Κράτος). Cette représentation trouve ses origines dans la mythologie (Noël, 1810, p. 437) car pour les Grecs, *KRATOS*, fils de *PALLAS* et de *STYX*, est la *force*. Mais plus tard pour les romains, le fils *KRATOS* est substitué et devient leur fille *POTESTAS*, la *puissance*. En latin, le mot *potestas* prend sens de *faculté*, de *possibilité*, de *pouvoir*, de *puissance* d'exécuter. Cette puissance est *active*, *concrète* et de l'interprétation de la mythologie, nous dirons alors du *kratos* (Κράτος), qu'il soit lu comme fils ou fille, qu'il doit être interprété comme une *capacité*.

L'utilisation de la déconstruction des origines formelles et sémantiques nous montre aussi que la représentation du *dèmos* (δῆμος) conduit de l'association des idées générales de *liaison* et de *corps* vers les idées plus précises *d'ensemble d'humains collectivement et territorialement regroupés*. Comme Michel Grodent (2005, pp. 19-20) l'indique, « dans l'Antiquité grecque, l'étymologie populaire associait au *dèmos* l'idée de lien (*déô - lier*) ou celle de corps (*démas - charpente du corps*). (...) Du côté grec, au classique *dèmos* cité plus haut (*territoire, habitants de ce territoire, puis «dème», subdivision de laphylè, traduit habituellement par le mot «tribu»*), et à ses dérivés *dèmotès* (*homme du peuple, concitoyen de dème*) et *dèmotikos* (*populaire, démocrate, philanthrope, public*), font pendant le poétique *laos* et le dépréciatif *okhlos* (*populace*) auxquels il faut ajouter *ethnos* (*nation ou race*) et les plus vagues et plus quantitatifs *plèthos*, *plèthus*, *homados* et *homilos* (*foule ou multitude, idée que l'on peut également exprimer en recourant à l'expression *hoi polloi*, la masse*). » Nous dirons alors du *dèmos* (δῆμος) qu'il doit être interprété comme un *collectif*.

De par ses origines formelles et sémantiques les plus lointaines et fort de l'avis des experts, il nous semble légitime d'en conclure que le *dèmos* (δῆμος) associé au *kratos* (Κράτος) puisse être interprété comme un *collectif capable*.

Cette déconstruction étymologique révèle cependant une ambiguïté qui n'est pas sans conséquences quant à l'interprétation de ce qu'a pu être la *Démocratie* (δημοκρατία) dans l'esprit athénien car si *dèmos* (δῆμος) établit bien la notion d'*ensemble d'humains*, il ne précise pas de *quels humains* il s'agit. Dans les intitulés de lois ou de décrets, l'ensemble d'humains désigne la communauté civique *qui a pouvoir de décision*, tandis que dans les discours ou les textes littéraires et particulièrement ceux des philosophes détracteurs de la démocratie (Hansen, 1991, p. 155), l'ensemble d'humains désigne la masse populaire en opposition aux dominants par leur richesse (*plousioi*), leur puissance (*dunatoi*) ou leur notoriété (*gnôrimoi*). Les sources ne donnent pas plus de précisions quant aux catégories sociales qui sont incluses dans ces subdivisions et qui constituent le *dèmos athénien* (Mossé, 1992, p. 155). Les origines formelles et sémantique ne sont pas en mesure d'identifier avec certitude la constitution du *dèmos* (δῆμος) ayant statut de collectif capable. Une masse populaire en opposition à une autre suggère l'existence de plusieurs ensembles d'humains, ce qui pose la question du caractère social et des bases normatives qui sous-tendent la légitimité de la prise de décision au nom du *dèmos*.<sup>128</sup>

Entre 1370 et 1377, Maître Nicole Oresme traduit Aristote du latin au français. Il est confronté à cette question de la composition du *dèmos*. Les traductions d'Aristote vers le latin à partir de la langue originale grecque révèlent peu de détails précis qui font

---

<sup>128</sup> ARISTOTE, dans *Politique*, IV, 1290a 30-40, conteste la légitimité démocratique basée sur la norme de la suprématie du plus grand nombre et se pose ainsi contre la posture d'Hérodote, ce qui ouvre la porte à de nombreux auteurs pour le questionnement de la raison, de la morale, de la force ou des capacités, entre autres, comme bases de la légitimité du pouvoir décisionnel. Voir à ce sujet Charles Girard (2011), *L'usage des références aux cités grecques dans les théories contemporaines de la délibération*.

consensus quant aux caractéristiques du *dèmos*. Ces traductions, qui trouvent vraisemblablement leurs origines européennes vers la fin du XIII<sup>ème</sup> siècle, sont parfois dérivées de l'arabe et abordent d'abord les contenus par la paraphrase, puis en abrégé, pour finalement s'offrir en texte intégral (Pelzer, 1921). Pour ces raisons, la compréhension précise du terme reste limitée.

Oresme choisit de travailler pour les *Éthiques* d'après la traduction grecque-latine dirigée par l'évêque de Lincoln Robert Grosse Teste (Meunier, 1857). Cette traduction du grec vers le latin est assortie de nombreux commentaires. Pour les *Politiques* et *Économiques*, il travaille à partir des traductions du Dominicain Guillaume de Moerbeke, réviseur de traductions existantes et lui-même traducteur à la manière littérale dite *de verbo in verbo* d'après des originaux grecs vers le latin. Moerbeke souhaite être le plus fidèle possible à l'esprit de l'auteur et va jusqu'à laisser des espaces blancs lorsqu'il ne réussit pas à trouver un équivalent latin satisfaisant l'esprit du mot de l'original grec (Verbeke, 1989).

À l'occasion de son travail de traduction et pour parer à l'absence de mots équivalents, Oresme construit dans la langue vernaculaire française plusieurs néologismes dont le néologisme *démocracie* translittéré du grec. Il l'utilise pour la première fois dans *Le Livre de Ethiques d'Aristote* (1372/1488/1940) et l'inscrit dans la *Table des fors mots a exposer dethiques* lui accordant ainsi une place spéciale.<sup>129</sup> Le néologisme y est défini avec, en ajout, une mention sur le sens du *dèmos* (Voir Appendice 3).<sup>130</sup> La définition d'Oresme indique que c'est *la multitude des populaires* qui domine et exerce

---

<sup>129</sup> Plusieurs des néologismes construits par Maître Nicole Oresme ne sont pas inscrits ni définis dans la *Table des fors mots à exposer dethiques*.

<sup>130</sup> Nous avons travaillé à partir de l'édition originale de 1488 du livre *Les etiques en françois*, traduction de Maître Nicolas Oresme, transcription de Antoine Caillaut et Guy Marchant pour A. Vérard, 1488, disponible sur Gallica-bnf. Cette édition est considérée comme fidèle à l'édition originale de 1372 détenue par la Bibliothèque Royale de Belgique et dont le contenu a été repris de manière intégrale en 1940 dans une publication sous la direction d'Albert Douglas Menut que nous avons également consulté.



la gouvernance sans préciser les caractéristiques de cette multitude ni indiquer si ces *populaires* sont les mêmes que le *peuple* constituant le *dèmos*. En définissant le *dèmos*, il précise qu'il est associé à *demotique*, un sens adjectival de *démocratique* qualifiant ceux faisant usage de prudence, d'astuce ou de malice pour atteindre une intention, bonne ou mauvaise. Cet ajout ne permet pas de caractériser normativement l'ensemble d'humains assumant la légitimité de la prise de décision au nom du *dèmos*.

Dans *Le Livre de Politiques d'Aristote* (1372/1489/1970) traduit peu après, le traducteur donne au mot *démocracie* le statut de *moz par quoi l'en trouve les notables*, un statut qualifiant l'importance du mot pour l'œuvre. En fonction de ce statut lexical, il l'inscrit dans *la table des notables* soit la liste des mots importants ainsi que dans *la table des expositions des fors mos de Politiques* (Voir Appendice 4).<sup>131</sup>

La lecture de ces inscriptions est révélatrice du changement sémantique de son néologisme *démocracie*. Maistre Nicole Oresme a transformé la *multitude des populaires* en une *multitude populaire*, la première dominant et gouvernant alors que la seconde tient littéralement l'autorité en contrôle pour son propre bénéfice. De *moins mauvaise* des gouvernances elle est désormais qualifiée de *pas bonne*. Le *dèmos* constituant le peuple devenu *multitude populaire* n'est pas plus clairement précisé si ce n'est qu'il semble exclure les riches qui sont associés à l'oligarchie et trouvent place dans le petit nombre qu'ils constituent en se différenciant. Oresme confirme ce statut en associant le *dèmos* au *menu peuple ou menu commun*. Pour lui, la notion de *populaire* se rapproche étroitement de la notion de commun, elle-même construite sur l'archaïsme *com* signifiant *avec* ou *ensemble*. Ce détail n'est pas anodin car, comme

---

<sup>131</sup> Nous avons travaillé à partir de l'édition originale de 1489 du livre *Le livre de politiques*, Aristote, traduction de Maistre Nicolas Oresme, transcription de Antoine Caillaut et Guy Marchant pour A. Vérard, 1489, disponible sur Gallica-bnf. Cette édition est considérée comme fidèle à l'édition originale identifiée comme le Manuscrit 223 de 1372 détenu par le Musée d'Avranches et dont le contenu a été repris de manière intégrale en 1970 dans une publication sous la direction d'Albert Douglas Menut que nous avons également consulté.

nous le verrons au prochain chapitre, dans le cadre du même travail de traduction d'Aristote, Oresme est aussi l'auteur du néologisme *communication*.

Entre les multitudes et la multitude, il nous est impossible de définir l'exacte composition de la notion de peuple. De ce travail de déconstruction, nous retenons alors que le *dèmos* (δῆμος) peut se manifester sous deux formes associées à un ensemble d'humains collectivement et territorialement regroupés.

Une première forme se manifeste comme un collectif d'individus constitué de ceux qui *exercent* la prise de décision sans précision du profil de ceux qui le compose. Dans le contexte de la démocratie nous parlerons alors du *dèmos d'exercice* constituant le collectif de citoyens habilités. Par extension, le *dèmos* doit aussi être constitué d'un ensemble d'individus qui accordent la *légitimité*. En seconde forme, nous parlerons alors du *dèmos d'ensemble*, soit le collectif de citoyens qui accorde la légitimité au *dèmos d'exercice*. De par la notion de *kratos* (Κράτος), *Dèmos d'exercice* et *dèmos d'ensemble* sont chacun qualifiés de *collectif capable* dans la mesure où l'un et l'autre détient un niveau de capacité représenté par le niveau de leur force et de leur puissance respective, soit un pouvoir décisionnel pour l'un et un pouvoir légitimant pour l'autre. Malgré qu'il ne puisse être associé au *dèmos*, le *katoikos* ou l'ensemble des habitants constituant la population est aussi un *collectif capable* dans la mesure où il exerce le pouvoir d'*être* nécessaire à la détermination du cadre d'existence de l'ensemble de la population collectivement et territorialement regroupée.

Le grec ancien, avec son vocabulaire exprimant facilement la complexité et la souplesse de sa syntaxe, offre aux agencements des mots plusieurs déclinaisons de sens. C'est une langue qui se prête à des interprétations multiples. Pour les traducteurs d'Hérodote, le *collectif capable* prend parfois la forme d'une ou de plusieurs *institutions* associées au gouvernement et parfois aussi la forme de *pratique* associée

au régime. Ils ont vraisemblablement interprété le vocabulaire et la syntaxe de la langue source en pleine conscience du besoin de sauvegarde du passé afin de donner une perspective actualisée de leur présent.

La notion de démocratie est un acquis laissant libre cours aux interprétations de chacun. La malléabilité du sens du mot en autorise un usage destiné à accroître et consolider une légitimité d'action et de pouvoir (Dupuis-Déri, 2013). En suivant le fil temporel de ces traductions, nous constatons que les interprétations vont des *institutions* pour la période des Lumières, en passant par le *pouvoir des populations* au tournant des deux Grandes Guerres, pour finalement être de nos jours littérales, sans associations autres que celles reposant sur des valeurs normatives non consensuelles mais néanmoins propres à chacune des traditions académiques les définissant. La tradition de la pensée politique anglo-saxonne et pragmatique se différencie de la tradition européenne associée à la philosophie humaniste en ce que peut être l'idée de démocratie. Régis Debray l'a pressenti lorsqu'il déclare que « *comme l'Homo sapiens est un mammifère plus, la république est la démocratie plus. Plus précieuse et plus précaire. Plus ingrate, plus gratifiante. La république, c'est la liberté plus la raison. L'État de droit, plus la justice. La tolérance plus la volonté. La démocratie, dirons-nous, c'est ce qui reste d'une république quand on éteint les Lumières.* »<sup>132</sup> Debray pense que la république doit être vue comme une affaire de citoyen et d'État, purs produits de l'humanisme universel des Lumières pour lesquels la liberté est une conquête de la raison, alors qu'en démocratie, tout est affaire de communauté, nonobstant qu'elle soit analphabète ou illettrée pour autant qu'elle soit liée par une identité fondée sur des valeurs ancestrales et disposée à la coexistence du *vivre ensemble*.

La démocratie repose sur l'idée de *collectif* et l'affirmation de son identité unitaire est ce qui rend ce collectif *capable*. Pour Debray, la démocratie est insuffisante. Ce sont

---

<sup>132</sup> *Êtes-vous démocrates ou républicains ?* Le Nouvel Observateur, 12 novembre 1989

les valeurs qu'elle se donne au nom d'un État construit sur la citoyenneté qui élèvent une démocratie en République, la justice s'ajoutant au droit, la raison s'ajoutant à la liberté. Justice et raison, droit et liberté, l'idée de démocratie a toujours reposé sur la morale parce qu'ont toujours été communiquées à son sujet les conditions pour lesquelles elle devrait être estimable ou méprisable, ce qui ne peut que la rendre polémique, génératrice de conflit et même proche de la violence.

En faisant abstraction des collectifs qui le constituent et des capacités qui le caractérisent, l'objet *démocratie* s'appréhende par l'entremise de ses aspects de *structure* associés aux dimensions d'institutions ou aux activités de *pratique*. Chacun a servi de source à de nombreux auteurs pour interpréter le sens de la démocratie avec pour résultat que tous n'ont réussi à démontrer qu'aucun sens ne peut être consensuel et constant car il se contextualise en fonction de la perspective historique, temporelle et normative pour lequel il est observé.

Le domaine de la démocratie peut cependant être appréhendé dans sa littéralité sans autre forme que celle d'un « *étant* », une forme unitaire associée à son essence d'*être collectif capable*. Peu importe de quelle manière puisse se définir cet *être*, pour autant qu'il conserve un caractère de *collectif* dans son ensemble et soit empreint d'un pouvoir le déterminant *capable* de quelque chose.

D'un néologisme de forme sans définition précise et comme le montrent certaines traductions d'Hérodote, le néologisme *démocratie* peut s'interpréter tel un *collectif capable* prenant la forme d'une ou de plusieurs *institutions* de gouvernance. Ou prendre la forme de *pratique* associée au régime comme le laissent entendre certaines autres traductions. Il peut aussi se laisser appréhender dans sa littéralité sans autre forme que celle d'un « *étant* » associé à son essence. Au final, il n'est ni institution ni pratique mais un *être* collectif capable dont les caractères sont à définir (Figure 36).


<p><b>Δημοκρατία</b> <i>démocratie/tie</i></p>	<p>Grec ancien, néologisme de forme sans définition précise Usage parcimonieux par HÉRODOTE - 450 av. J.C. Ancien français, néologisme de forme Défini par translation du bas latin par ORESME, 1369</p>		
<p><b>DÉCONSTRUCTION ÉTYMOLOGIQUE</b></p>			
<p><b>δῆμος</b> <b>dèmos</b> <i>associé à liaison - corps</i> <b>COLLECTIF</b></p>	<p><i>Ensemble</i> d'humains collectivement et territorialement regroupés</p>		
	<p><b>DÈMOS D'EXERCICE</b> Citoyens habilités</p>	<p><b>DÈMOS D'ENSEMBLE</b> Citoyens</p>	<p><b>ΚΑΤΟΙΚΟΣ</b> Ensemble des habitants</p>
<p><b>Κράτος</b> <b>kratos</b> <i>associé à force - puissance</i> <b>CAPABLE</b></p>	<p>Représentation des caractères de <i>force</i> et de <i>puissance</i> attribués à la capacité de personnages du monde divin</p>		
	<p><b>POUVOIR D'EXÉCUTION</b> Exercice de la décision</p>	<p><b>POUVOIR LÉGITIMANT</b> Légitimation citoyenne</p>	<p><b>POUVOIR D'ÊTRE</b> Cadre d'existence</p>
<p> <b>INTERPRÉTATION SÉMANTIQUE</b></p>			
<p><b>CONSTRUCTION SÉMANTIQUE</b> <b>δῆμος - Κράτος</b> <i>dèmos - kratos</i></p>	<p><b>COLLECTIF CAPABLE</b></p>		
<p><b>NÉOLOGISME</b> <b>δημοκρατία</b> <i>démocratie</i>  INTERPRÉTATION SÉMANTIQUE VARIABLE</p>	<p>Le néologisme de forme <i>démocratie</i> peut être interprété comme un <i>collectif capable</i> pouvant prendre la forme d'<i>institution</i> associée au gouvernement, de <i>pratique</i> associée au régime ou même se laisser voir dans sa littéralité sans autre forme que celle de l'<i>étant</i> associée à son essence, un <i>être collectif capable</i>, quel qu'il soit</p>		
	<p><b>INSTITUTION</b> Gouvernement</p>	<p><b>PRATIQUE</b> Régime</p>	<p><b>ÉTANT</b> Essence</p>

Figure 36 – Déconstruction étymologique et construction sémantique du néologisme *démocratie*

Exprimé en termes luhmanniens (Luhmann, 2010a, chap. 2), le collectif constitue une communauté organisée en fonction de quelque chose d'établi comme commun. Il se forme, institue son identité et s'autorégule grâce à la communication communautaire qui en trace la frontière de sens par la détermination d'une sémantique négociée et définie à travers l'exercice des individus y contribuant. Les thèmes de la communication communautaire, leur ton, l'attribution des responsabilités d'expression ainsi que les dimensions temporelles qui attribuent leur légitimité sont déterminés. Le *collectif capable* désigne un groupe social ayant progressivement déterminé sa frontière de sens par la communication. Pris dans sa littéralité, le *collectif capable* peut s'appréhender hors de tout critère normatif. Il doit alors être appréhendé et compris dans la perspective d'une systémique plus fonctionnaliste que structurelle.

### **3.2 Une perspective fonctionnaliste : la démocratie, une forme du politique**

La perspective fonctionnaliste observe la société et en explique objectivement l'ordre en y intégrant la fonction des grands ensembles organisés (Burrell, Gibson, Morgan, 1979). La société s'explique alors par ses institutions sociales et les interactions qu'elles entretiennent les unes avec les autres. Dans cet esprit, notre travail de déconstruction étymologique ouvre la porte à une caractérisation de l'essence de la démocratie fondée à la fois sur sa dimension institutionnelle et sa dimension de pratique. Cette ouverture nous permet d'envisager la démocratie comme un *collectif capable*, un « *étant* » au sens de Luhmann (voir p. 119) dont l'essence fonctionnelle est la détermination de l'état de la relation existant entre la dimension de collectif et celle de capacité, le collectif étant capable d'être.

Le chercheur fonctionnaliste s'intéressant à la démocratie souhaite en comprendre le caractère fonctionnel avec rationalité et pragmatisme dans le cadre de systèmes

fonctionnellement organisés qui interagissent les uns avec les autres. Cette perspective est en rupture avec la tradition humaniste et les théories de l'action par lesquelles la société se définit en fonction de groupes d'individus qui agissent sur les institutions. Dans la perspective systémique, les individus s'intègrent aux institutions et y sont socialement déterminés, « *la socialité n'étant pas un cas particulier de l'action* » (Luhmann, 2010, p.185).

Niklas Luhmann soutient que nous ne savons pas ce que les individus ressentent ou croient. Par ce constat, nous ne pouvons savoir ce qu'ils communiquent et ce qu'ils communiquent peut ne pas être ce qu'ils ressentent ou croient mais seulement ce qu'ils ont appris ou ont été conditionnés à communiquer. Pour Luhmann, la communication précède l'action et la théorie des systèmes construit la société comme un système de communication indépendant des individus qui la compose. L'individualité est présente par le corps. C'est cependant la conscience qui reflète le système dans lequel l'individu opère et fonctionne. Dans cette perspective, le *collectif capable* doit être vu comme un système qui existe et vit par ses communications. Il n'est pas un rassemblement d'individus induisant l'action mais un tout systémique communiquant capable d'*être* et de ce fait, générer l'action.

Pour Catherine Colliot-Thélène (2011, p. 2) « *démocratie est le nom que nous donnons aujourd'hui à la communauté politique idéale, dont l'on admet que les sociétés occidentales contemporaines constituent des formes rapprochées* ». Le *collectif capable* est une communauté politique et comme nous l'avons montré, il s'inscrit sémantiquement dans le contexte de la démocratie. Au-delà d'un simple groupe d'individus, il est un ensemble organisé pouvant se comprendre par ses institutions, par ses pratiques ou par ce qu'il peut être dans son essence. Comment est-il possible de penser la démocratie dans la perspective fonctionnaliste et dans le cadre de systèmes organisés ? C'est en pensant le politique que Niklas Luhmann pense la démocratie.

Avec *Die Politik der Gesellschaft* (2000), publié peu de temps après sa mort, Niklas Luhmann poursuit le travail débuté dès 1969 sur la légitimation, les procédures juridiques, le pouvoir et l'État providence. Il précise la réflexion décrite dans ses essais sur la politique contemporaines publiés dans *Soziologische Aufklärung IV* en 1987. S'éloignant de toute volonté d'émancipation, il ne veut ni critiquer ni changer, mais décrire le fonctionnement du système politique sans l'évaluer dans le cadre d'un travail d'analyse volontairement neutre. Ce mode d'approche ouvre de nouvelles perspectives de compréhension de la réalité politique à laquelle il intègre la démocratie sur la base de principes assurant l'inclusion active des individus collectivement regroupés dans la performance même du système.

« *Le concept d'inclusion signifie l'inclusion de l'ensemble de la population dans l'exercice du système de fonctions individuelles. Il s'agit d'une part de l'accès aux prestations sociales fournies par l'État-providence et, d'autre part, de la dépendance du mode de vie individuel à leur égard* » écrit Niklas Luhmann (1990d, p. 34)<sup>133</sup> pour qui politique et démocratie sont intimement liés, au point que le premier ne puisse être compris sans l'apport du second que par ailleurs, il ne définira jamais précisément. Pour lui, la politique est la démocratie.

Niklas Luhmann définit le politique comme une pratique du pouvoir d'un État dans un cadre légalisé qui doit être appréhendé et compris en tant que sous-système social remplissant une fonction d'organisation de la prise de décisions.<sup>134</sup> « *La définition fonctionnelle de la politique comme la réalisation de décisions contraignantes et collectives pour le système sociétal devrait apparaître comme la seule proposition solide* » affirme-t-il (1999, p. 86). Ces décisions politiques sont collectivement

---

<sup>133</sup> Traduction libre

<sup>134</sup> Dans ses premiers écrits, Luhmann s'intéresse au processus décisionnel des organisations comme mécanisme de réduction de la complexité organisationnelle, ce qui l'amène à extrapoler cette perspective au politique qu'il appréhende comme une organisation vouée à la prise de décision et dotée de son propre mécanisme de régulation procédurale agissant comme mécanisme de légitimation.



contraignantes parce qu'elles sont exécutoires au sens du droit et astreignent à des décisions ultérieures tout aussi contraignantes que collectives. La production de décisions entraîne la nécessité d'autres décisions corrigeant les décisions antérieures. Le système politique se reproduit en prenant des décisions à partir de ses propres décisions. Dans cette perspective, gouverner se résume à prendre des décisions légitimées par le caractère institutionnel des processus par lesquels elles sont prises. Une décision est un choix parmi des possibles qui réduit la complexité de l'incertitude et de l'indétermination du futur. Le système est cohérent avec sa fonction de réduction de la complexité.

Le système politique de Niklas Luhmann repose sur des fondations qu'il restreint aux pratiques de participation et à la légitimation par des valeurs et des intérêts sous-jacents, dans un environnement s'appuyant sur la distinction *gouvernement-opposition*. Tout ce qui est extérieur au système constitue un environnement de complexité contingente, une totalité des possibles qui peuvent ou non se réaliser, et desquels le système doit se différencier pour manifester son existence. Il se reconnaît en tant que « *politique* » en ne retenant de son environnement que ce qui s'inscrit dans son code distinctif *gouvernement / opposition*. Un individu y agit à titre de figure d'autorité dotée d'une capacité légitime permettant son rapport à l'action. Il détermine le programme ou les thèmes à traiter sous forme d'idées ou d'idéologies politiques mises en place par le pouvoir.

Ces paramètres sont les éléments constitutifs du dispositif de prise de décision collectivement légitimées. Ils agissent afin de mener à terme la finalité fonctionnelle du système et d'en orienter la communication. L'existence du système politique s'incarne dans les opérations de ce dispositif de distinction par la sélection dans la contingence et la variance des possibles. Il engendre ainsi son véritable sens fonctionnel et révèle sa dynamique systémique (Figure 37).

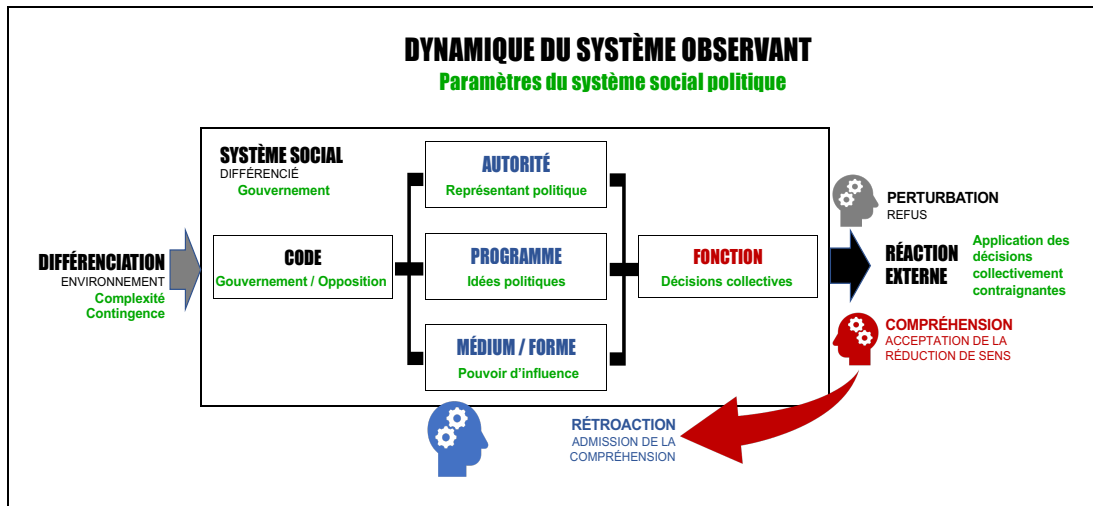


Figure 37 – Dynamique systémique de la politique selon Luhmann

À l'instar de tous les systèmes sociaux, le dispositif de distinction par la sélection associée au système politique ne peut être actionné que par la communication agissant comme dispositif de traitement de l'information. Ce dispositif agit sur chacun des paramètres constituant le système et en exécute les trois étapes. L'information, l'énonciation et la compréhension sont les étapes constitutives d'une séquence de synthèse qui repose sur des sélections dans la contingence de chacune.

Par l'information, le système politique détermine la qualité informative de ce qui est observé et sélectionne ce qui est susceptible d'être communiqué, par exemple tout ce qui est susceptible d'agir à titre d'enjeux politiques possibles du monde. Par l'énonciation, le système politique établit son intentionnalité. Elle sélectionne dans la contingence de tous les modes d'expression politiques ce qui sera énoncé parmi ce qui a été établi comme information et détermine le choix du comment de son expression. C'est le cas par exemple d'une information traduite en enjeu, argumenté, défendu et exprimé dans un budget discrétionnaire d'un gouvernement. Le facteur décisif du traitement de l'information du système politique est la troisième étape de sélection car elle est récursive et donc contraignante. Une opération communicationnelle ne peut

*être* que par sa compréhension, ce qui implique qu'une communication ne puisse prendre part au système que si une nouvelle communication s'y rattache par l'acceptation ou le refus de la réduction de sens qu'elle propose. Si la décision collectivement contraignante de la finalité du système politique est comprise comme l'expression d'une intention de décision politique, elle est en fait l'acceptation de la réduction de sens et engendre de ce fait une rétroaction qui en constitue la preuve. Non perçue comme intention, la réduction de sens prenant forme de décision est refusée et engendre une perturbation pour laquelle le système doit réagir (Figure 38).

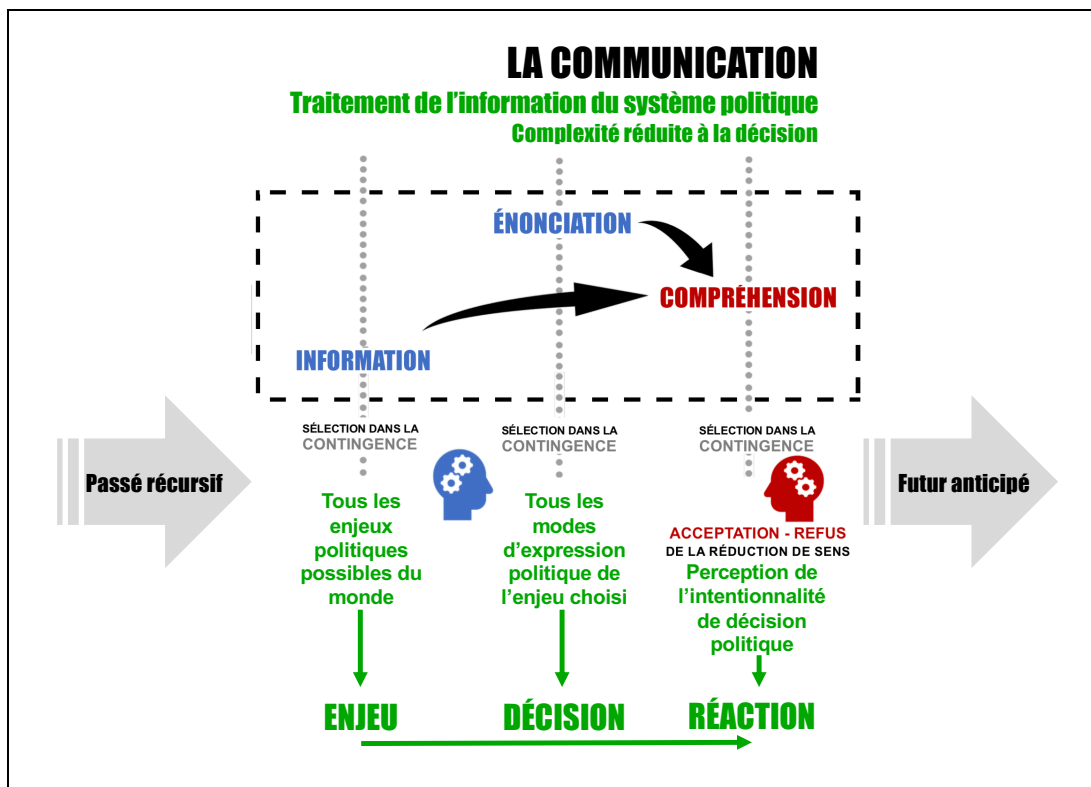


Figure 38 – Traitement de l'information politique selon Luhmann

L'expression du programme politique s'exécute par l'entremise du pouvoir. Le politique se nourrit du pouvoir et de l'autorité car par l'exercice autoritaire du pouvoir, le pouvoir exprime sa puissance et supprime toute autre forme d'autorité. Le

gouvernement est le pouvoir alors que toutes autres formes constituent l'opposition qui ne peuvent qu'être contraintes au pouvoir. Cette puissance agit telle une boucle de rétroaction d'un système qui se réfère à lui-même - est-ce moi ou l'opposition? - et surgit là où l'obéissance peut être assumée. Ce qui explique pourquoi Luhmann a intégré la démocratie à la réalité politique, la démocratie occupant pour lui une position à l'antipode de l'autoritarisme sans opposant. La démocratie justifie le code *gouvernement / opposition*. Il ne peut exister de collectif, quel qu'il puisse être, doté de pouvoir et d'autorité sur le pouvoir et l'autorité. Dès lors que le collectif accorde la légitimité à une gouvernance, il acquiert et s'accorde un statut d'opposition dotée d'un niveau de pouvoir inférieur au pouvoir suprême du gouvernant. Ce système de présupposition et d'application du pouvoir fait du politique un système autopoïétique. Tout pouvoir n'est pas un acquis définitif et par conséquent, il n'est pas stable. Pour assurer la reproduction du système, le pouvoir doit continuellement être démontré, par des symboles et mieux encore, par son exercice effectif. Le pouvoir est un médium d'expression transitoire qui se désagrège rapidement s'il n'est pas exposé ou exercé.

Dans la systémique luhmannienne, il faut accepter que le pouvoir ne puisse être conceptualisé qu'en tant que média de communication symboliquement généralisé. Son statut est celui d'une abstraction centrée sur des relations de sélections symboliquement contrôlées et par lesquelles « *on arrive à concevoir le pouvoir comme n'étant pas dépendant de l'influence immédiatement agissante du détenteur de pouvoir sur celui qui est subordonné au pouvoir. On ne présuppose que la communication en général* » (Luhmann, 2010, p.16). La communication du pouvoir ne peut être que par sa compréhension exprimée par l'acceptation ou le refus de la réduction de sens qu'elle propose. Le pouvoir rend probable l'acceptation comme prémisse à l'action ultérieure. Toute forme de pouvoir et spécialement le pouvoir politique influence les actions ultérieures. Il agit à titre de média permettant de traiter l'information produite par le système afin qu'une décision soit prise. Le pouvoir politique prend forme et agit

comme mécanisme d'influence de trois façons. Il absorbe l'incertitude, sanctionne positivement ou négativement.

D'abord par l'absorption de l'incertitude en libérant autrui de l'obligation de prise de décision et de l'imputabilité qui y est associée. Le collectif n'a à décider de rien et n'assume aucune responsabilité. Les processus électifs ou nominatifs reposent sur le choix de la personne qui sera en mesure de décider. L'efficacité décisionnelle est le plus souvent déterminée par l'observation de la gestion d'une crise. Dès lors, le collectif s'attend à une prise de décision ferme et promptement dirigée. Le haut niveau d'incertitude provoqué par une crise en est ainsi réduit. L'attitude politique du gouvernement provincial aux débuts de la crise de la pandémie a été caractérisée par une prise de décision ferme promptement dirigée et ce, indépendamment de la justesse des décisions prises. L'incertitude a été maîtrisée et face à l'avenir, « ... *çà va bien aller !* ». <sup>135</sup>

L'influence du pouvoir peut aussi agir en reposant sur l'anticipation de sanctions positives ou de récompenses pour lesquelles la perspective souhaitée de conséquences accroît la volonté d'obéissance. Se conformer aux décisions de choix sanitaires exprimées par la gouvernance est un comportement concret motivé par l'espérance d'un retour à la normale. Inversement, l'expression d'un haut niveau de satisfaction du collectif envers la gouvernance peut être vu comme une reconnaissance positive anticipée face au pouvoir du collectif.

Cependant, le mécanisme d'influence le plus généralisé et le plus important dans le système politique est la menace de sanctions négatives ou de peines. Elles sont typiques du pouvoir et au contraire des sanctions positives, elles n'ont nul besoin d'être

---

<sup>135</sup> En référence à la formule sémantique *andrà tutto bene* apparue en Italie à l'occasion du premier confinement et reprise en français par le gouvernement québécois en guise de slogan.

exécutées, la menace à elle seule agissant de manière suffisante pour l'exercice de quelque pression. La sanction négative est un mécanisme d'influence qui fait reposer le pouvoir sur l'anticipation de l'obéissance et l'anticipation de son application réelle. L'impossibilité d'accès à certains lieux, la perte de son emploi ou l'indisponibilité de soins hospitaliers courants en conséquence du refus d'obtempérer aux mesures sanitaires décidées sont perçues comme des sanctions négatives et même des peines.

Dans le contexte du système politique, « *donner un ordre se présente comme une décision, c'est-à-dire comme une action contingente* » (Luhman, 2012a, p. 213).<sup>136</sup> Pour bien jouer son rôle et contribuer à assurer l'autopoïèse du système, la menace de sanctions négatives doit être continuellement démontrée et légitimée. Elle est en ce sens un dispositif répétitif et un moyen du pouvoir de l'autorité souveraine sans qu'elle n'ait elle-même besoin de l'exercer, se limitant à déterminer quand et comment une force doit être exercée. Dans le cadre de la gouvernance, tous les systèmes de force militaire, de sécurité publique, d'exécution de la loi ou de contrôle des réglementations assument ces rôles et rendent tout autre forme de renforcement d'un pouvoir d'opposition illégitimes. Le refus d'exercer une sanction précédemment brandie comme menace, comme ce fut le cas par la subrogation de date limite à se conformer aux mesures sanitaires pour conserver son emploi, entraîne une perte de crédibilité par laquelle la gouvernance fragilise sa légitimité.

Le pouvoir de la gouvernance se présuppose et s'observe par ses communications et non par l'influence immédiatement agissante qu'il pourrait exercer, la communication précédant l'action (Luhmann, 2010). C'est donc par ses contenus et sa dynamique communicationnelle que le pouvoir du système politique s'observe. Chaque communication qualifie sa pertinence politique selon qu'elle corrobore ou non le code *gouvernement / opposition* et autorise le pouvoir à s'exercer d'une manière ou d'une

---

<sup>136</sup> Traduction libre

autre. Le système n'existe que par ses communications et l'information du système politique relève d'une sémantique de problématisation des enjeux soumis au processus de décision. La gestion politique de la pandémie a été faite à ses début essentiellement par l'entremise de points de presse télévisés quasi quotidiens, le système politique s'observant dans sa posture de gouvernant et se reproduisant par la communication constante de ses décisions pleinement assumées.

La réalité politique de Niklas Luhmann repose sur une théorie qui analyse les relations politiques et les relations de pouvoir dans le cadre d'un sous-système autonome de la société, le système social politique. Son autonomie n'implique pas de le considérer indépendamment et séparément de la société mais de l'inscrire dans une relation dynamique prévalant entre les différents sous-systèmes sociaux. Cette relation est dénuée de toute hiérarchie que le politique pourrait exercer sur la société, la communication systémique politique n'étant pas prépondérante à celle de la science ou celle des médias, bien que toutes soient sociales.

Politique et société ont depuis toujours été considérées comme différents. Cette différence est enracinée dans l'origine du mot « *politique* ». La *polis* de la Grèce antique décrit la ville dans sa dimension territoriale. Elle décrit aussi la gouvernance ainsi que le *dèmos* sous la forme d'un ensemble distinct du *kotoikos* compris comme l'ensemble de la communauté domestique des habitants associée à la société.<sup>137</sup> La distinction entre le politique et le social a été retenue pendant des siècles, allant même jusqu'à poser la société moderne comme subordonnée d'une direction hiérarchique du politique, une idée que conteste Luhmann (1975, p. 14).<sup>138</sup> « *L'idée que la constitution d'un système social est une réalisation spécifiquement politique et qu'elle s'effectue à travers une régulation normative des comportements relève de la vieille tradition européenne qui*

---

<sup>137</sup> Voir à ce sujet la description du collectif à la figure 35

<sup>138</sup> Traduction libre

*nous définit* » écrit-il en précisant qu'une société mondiale est désormais établie comme système unifié et que « *ce sont seulement les structures de pensée et de perception de la tradition qui nous empêchent de reconnaître ce fait.* » S'appuyant sur le théoricien scientifique français Gaston Bachelard, il ajoute « *qu'on pourrait parler d'obstacles épistémologiques, à savoir de séquelles de ces concepts sociétaux qui cherchaient à définir l'unité de la société du point de vue de l'une de ses sous-fonctions, comme societas civilis du point de vue politique, selon de vieilles traditions* ». La notion d'élite montre qu'une société peut hiérarchiser sa communauté jusqu'à la subordination de l'ensemble par une minorité. Le critère explicatif généralement retenu pour la qualification du statut d'élite est celui du pouvoir d'exercice accordant un statut de détenteur d'autorité suprême (Faggion, 2009).

Cette conception de la politique subordonnant hiérarchiquement la société est fidèle à notre déconstruction étymologique de la notion de démocratie. Elle établit qu'un petit groupe de citoyens habilités constituent un *dèmos d'exercice* pour qui l'action est légitimée par les citoyens constituant un *dèmos d'ensemble* trouvant lui-même son cadre d'existence dans le collectif des habitants constituant le *kotoikos*, soit l'ensemble des habitants constituant la population globale. La perspective fonctionnaliste de la démocratie se comprend par la réalité politique luhmannienne.

« *La théorie politique qui a accompagné la création de l'État moderne est rapidement absorbée par la politique elle-même. Elle descend, pour ainsi dire, des hauteurs de la théorie pure dans l'atmosphère trouble de la réalité* » écrit Luhmann (1990e, p. 25)<sup>139</sup> afin de justifier l'importance de s'attarder à la complexité grandissante du politique. Pour lui, il est plus fructueux d'examiner le politique et le social d'un point de vue théorique par lequel la société dans son ensemble est un système social dans lequel d'autres sous-systèmes se sont développés. Le système politique en fait partie. Dans la

---

<sup>139</sup> Traduction libre



société, le politique se range au même niveau que tous les autres systèmes sociaux et n'exerce aucune influence hiérarchiquement supérieure, n'entretenant avec certains systèmes que des rapports couplés sur la base des différences fonctionnelles de chacun. Le politique n'est qu'un des nombreux systèmes sociaux et il n'exerce donc sur la société qu'une influence très limitée. Il est le fruit d'une condensation de la complexité sociale qui l'éloigne de l'exercice du pouvoir traditionnellement associé à la force pour l'amener vers la dimension du pouvoir institutionnalisé établi dans le cadre des décisions destinées à établir un ordre et une organisation de l'existence sociale.

Dans sa réflexion sur le politique, la place qu'accorde Luhmann à la démocratie est celle d'une condition implicite qui s'intègre à l'environnement du système politique. Cette place s'explique par les prémisses de sa réflexion initiale fondée sur la compréhension du processus de prise de décision dans les organisations et structures institutionnelles. Dans *Komplexität und Demokratie*, Niklas Luhmann (1969) s'intéresse explicitement au problème de la démocratie dans les systèmes sociaux complexes et pose son usage usuel sur la base d'une conception abrégée de ce qu'elle peut-être. « *Le terme démocratie symbolise les derniers postulats normatifs de la politique - et cela fait naître des doutes quant à savoir si la démocratie est encore bien comprise si elle continue à être définie comme la règle du peuple ou comme la prise de décision par participation du peuple.* (Luhmann, 1969, p. 317).<sup>140</sup> Le *collectif capable*, ni institution, ni pratique, ne peut non plus prendre la forme d'un étant associé à des principes comme caractères de la singularité démocratique. La singularité de la démocratie ne repose pas sur la *souveraineté*, l'*égalité* ou la *fraternité*.

Dès le départ, Luhmann nie les prétentions d'un *collectif capable* doté de pouvoir d'agir politique par ses pratiques subjuguant l'institution politique qu'est la gouvernance. Le *collectif capable* ne peut être ni institution ni pratiques souveraines. Cette posture est à

---

<sup>140</sup> Traduction libre

l'origine du débat qu'il entreprend avec Jürgen Habermas à la fin des années soixante car il s'intéresse préférentiellement à la question de la présence de dissidence et de conflit dans le pouvoir institutionnel <sup>141</sup> alors que l'intérêt fondamental et indéfectible d'Habermas porte sur la question de la possibilité de consensus et des conditions qui le permettent. Par analogie, cette dualité de posture rappelle celle différenciant la pensée de Montesquieu cherchant à réduire la complexité politique par la séparation des pouvoirs exprimée dans *De l'esprit des lois* (1748) et celle de Jean Jacques Rousseau préoccupé par l'idée de pouvoir souverain du collectif exprimée dans *Du Contrat social* (1762), (Harste, 2021, p.213).

Luhmann s'intéresse à la démocratie comme un mécanisme de réduction de la complexité par la prise de décision et bien qu'il ne puisse clairement la définir, il la pose à la fois comme *régime* et *pratique* intégrés au monde politique s'inscrivant fonctionnellement dans le processus de prise de décision des institutions. Dans le contexte démocratique, la prise de décision est conditionnée par un appareil administratif capable de mettre en œuvre les décisions politiques afin de les imposer du haut vers le bas ce qui signifie que la forme organisationnelle de la société moderne en elle-même est décidée avant et d'une manière extérieure aux décisions dites démocratiques (Harste, 2021, p. 219).

La démocratie n'existe pas en parallèle de la réalité politique. Elle est subordonnée au pouvoir suprême s'exerçant hors d'elle. Luhmann se pose en complète rupture d'une interprétation sémantique de la démocratie valorisant le *collectif capable* prenant forme d'un régime de pratiques donnant une orientation collective à la réalité politique. Il souligne la trop grande propension du concept au statut normatif. Son approche, faut-il le rappeler, est essentiellement descriptive et non normative. Pour lui, l'idée de

---

<sup>141</sup> Niklas Luhmann est juriste de formation et ses premiers écrits réalisés à l'occasion de sa carrière dans l'administration publique posent un regard fonctionnel sur le formalisme organisationnel et le rationalisme systémique ce qui oriente son approche théorique des organisations et du droit.

démocratisation amenée par le concept de démocratie s'explique par l'historique de l'évolution du politique face à son environnement de plus en plus complexe, la démocratie n'y agissant qu'à titre de qualificatif de l'agir politique.

*« Les théories de la constitution démocratique qui ont été développées au cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle et du XIX<sup>ème</sup> siècle n'ont pas interprété d'une manière suffisante cette situation, historiquement nouvelle, d'un système politique d'une complexité si élevée; elles ont même conduit à des méprises. On s'en est d'abord tenu, ce qui est facilement compréhensible, à la doctrine traditionnelle des formes d'État et on a saisi l'innovation requise (...) comme une modification de la forme de l'État, comme le transfert de l'autorité vers le peuple. En conséquence, la théorie de l'État s'est mise à s'intéresser au fait de savoir comment le peuple pouvait exercer cette autorité en tant que majorité au moyen de représentants ou encore par l'entremise d'un chef qui lui serait identique ainsi qu'à la question relative aux dangers qui pouvaient en résulter. Selon que les conditions ou bien les dangers d'une autorité populaire effective sont considérés dans un sens ou dans l'autre comme constituant le principal problème, on a affaire à des variantes plus démocratiques ou plus libérales »*

Luhmann (2001, p. 149)

Avec les Lumières, l'inclusion de l'ensemble de la population comme principe nécessaire à la reconnaissance d'un statut d'État légitime se qualifie désormais de *démocratie*, l'organisation d'élections en devenant la preuve empirique. L'autorité et le pouvoir sont une constante qui les rend structurellement transmissibles et la démocratie est la réponse au problème du passage vers ce qui a été identifié comme l'humanisme de la modernité. Cette évolution du politique est caractérisée par le recours aux valeurs que sont la participation et la légitimité dans un contexte d'égalité et de droits fondamentaux. C'est l'agir politique qui est devenu démocratique. Ce que Luhmann observe l'amène à affirmer que la démocratie est mal comprise, d'une part en termes de fonctionnement systémique et d'autre part quant aux caractères de ce qui peut la rendre autre qu'illusoire et improbable. L'avenir de la démocratie lui apparaît différemment selon le concept adopté et toutes ces différentes visions de l'avenir montrent des problèmes qui, pour certains, ne sont pas vus ou pas pris avec tout le

sérieux qu'ils requièrent. Ainsi écrit-il que « *si la démocratie rime avec raison et liberté, émancipation à l'égard de toute forme de discrimination sociale, de la faim et de la détresse, de l'oppression politique, raciste, sexiste et religieuse, ou encore avec la paix ou le bonheur séculier sous toutes ses formes, alors force est de reconnaître que le tableau de l'avenir peut sembler terrifiant. Et terrifiant au point qu'il semble hautement probable que tout ce que l'on entreprendra pour conjurer ces situations risque en réalité de les aggraver encore plus* » (Luhmann, 1999a, p. 164).

La perspective de Luhmann montre que le politique est un système autonome qui, comme d'autres systèmes, a évolué, se maintient et se contrôle. De ce fait, Luhmann se distancie de toute approche proposant un quelconque amalgame du collectif social et du politique. Il ne cherche pas à appréhender la démocratie comme un système en soi fondée sur des institutions de gouvernance mais comme un élément du système politique. « *Je propose pour ma part de définir la démocratie par la scission du sommet, à savoir la scission du sommet du système politique perdifférencié par la distinction entre gouvernement et opposition* » énonce-t-il (1999a, p. 165), ce qui montre sa volonté d'inscrire la démocratie comme simple élément inscrit dans la hiérarchie du politique déterminant un caractère du social face à l'accroissement de la complexité du pouvoir.

Plus de 25 années après sa réflexion, nous assistons à une reconfiguration du *politique* qui doit désormais considérer de nouveaux éléments. La globalisation provoque une libre circulation des biens, des services et des ressources par la mise en œuvre de multilatéralités, de réciprocités et d'accords internationaux de plus en plus nombreux. *Le politique* fait désormais face à de nouveaux problèmes qui ignorent les notions de frontières étatiques comme le cadre réglementaire d'Internet, les changements climatiques, l'écologie, la préservation des espèces, la surpopulation, la faim, la soif, l'épuisement des ressources, la paix, la justice, les régimes fiscaux ou l'équité des

richesses. Ces problématiques sont des exemples désormais discutés et relevant de décisions et d'institutions politiques d'échelle mondiale. Elles doivent être considérées à l'échelle planétaire par le développement de solutions internationales d'actions publiques qui donnent aux politiques publiques un caractère d'interdépendance. S'ajoutent à cette échelle peu sensible aux frontières territoriales, les pouvoirs de régulation de parties prenantes privées et supra-étatiques qui se mettent en concurrence avec les règles découlant des cadres juridiques des États pour la redéfinition et le développement de politiques publiques associées aux problématiques planétaires. Google, Amazon, Facebook, l'Union Européenne et ses institutions satellites, le Fonds Monétaire International ainsi que la Banque Mondiale sont exemplaires de ce mouvement.

La société d'aujourd'hui est un système qui, en s'observant, s'étend de plus en plus de l'intérieur. Le champ d'observation des systèmes sociaux et la totalité des possibles choix s'élargissent. Les nouveaux enjeux et les nouvelles institutions engendrent un accroissement de complexité structurelle mais aussi, par leurs manières multiples d'être abordés, un accroissement de complexité sémantique. Les parties prenantes, les revendications et les options de solutions sont rapidement multiples. La réalité politique et le pouvoir ne peuvent y faire face que par une prise de décision dans un contexte où, « *aussi étonnant que cela puisse être, surtout si on pense à la souveraineté et aux théories classique de l'État, un des systèmes sociaux les moins flexibles semble être le système politique, ce qui demanderait d'être expliqué plus avant* » (Luhmann, 2013a, p. 100). Ce nouvel environnement de complexité *politique* questionne la compréhension systémique et fonctionnelle d'un politique désormais surchargé et par conséquent, de la démocratie comme sa forme et sa propriété émergente. Aucun système ne peut résister à une augmentation arbitraire et indéfinie de sa complexité en tant qu'irritation l'affectant. Les systèmes réagissent aux perturbations de leur environnement. Ils se redéfinissent et se différencient les uns des autres selon leur

fonction sociale. Le système politique peut-il encore garantir à la société que des décisions collectivement contraignantes puissent être prises ? La dynamique autonome du politique est-elle trop rigide, trop centralement orientée vers la distinction *gouvernement-opposition* pour permettre d'y associer les enjeux et les institutions auquel la société fait désormais face ?

Dans la systémique fonctionnaliste de Luhmann, la communication précède l'action et est l'élément moteur du système social politique qui s'intègre au système social de la société. Le politique est la dynamique qu'exerce le pouvoir d'un État dans un cadre légalisé. Il a pour fonction de réduire la complexité politique par la prise de décisions contraignantes et collectives sans pour autant que l'État ne soit agissant, n'exerçant qu'une sémantique fictionnelle de contrôle, l'essence en étant qu'un résultat électoral soit compris comme résultat d'agir politique. C'est la sémantique comme communication récursive acceptée qui raconte l'histoire de l'agir politique et non l'agir qui induit la sémantique.

Luhmann accorde peu d'intérêt à la singularité de la démocratie pour qui elle est un concept flou, une condition implicite du politique. Il reconnaît cependant que « *la démocratie possède sa rationalité et son humanité : c'est sa Raison* <sup>142</sup>, *c'est ce qui la distingue de la manière humaine de se rapporter au monde. Elle repose sur des procédures de création de sens, se fonde sur la vie, ainsi confrontée en permanence à la nécessité de prendre des décisions et d'agir à chaque nouvel instant* » (Luhmann, 1969, p. 319) <sup>143</sup>. Ne pouvant clairement la définir, il l'appréhende comme forme du système politique lui permettant d'exister comme système différencié sans être la communauté politique idéale ou le *collectif capable* agissant.

---

<sup>142</sup> La *Raison* comme outil d'autodétermination est au centre du débat Habermas – Luhmann opposant le débat dans l'espace public et l'opération systémique, expliquant l'usage du mot dans l'argumentaire.

<sup>143</sup> Traduction libre

### 3.3 Le pouvoir soumis au pouvoir, paradoxe de la démocratie

Pour comprendre la posture de Niklas Luhmann sur la démocratie, il faut comprendre sa notion de paradoxe. Elle est étroitement liée au principe méthodologique d'observation d'une différence, un principe par lequel toute distinction ne peut exister que dans la simultanéité de ses deux faces. Toutes les distinctions sont ainsi paradoxales et pour trouver son unité distincte, un système doit supprimer cette nature paradoxale par l'invisibilisation des paradoxes observés.

Les paradoxes ont pour fonction de séparer une opération d'une observation. Ils surviennent lorsqu'une observation interroge l'unité de la distinction appliquée à l'instant de l'observation. Sachant qu'un système ne peut construire son unité - une face - qu'en se distinguant de son environnement - l'autre face - il doit observer ce qui le distingue et le constitue en seul produit de lui-même. Ce qui est en soi paradoxal car au même instant, il doit simultanément se distinguer d'un environnement qui est extérieur à son principe unitaire tout en constatant que cet environnement est un produit de sa propre opération interne. Le paradoxe survient parce que la condition d'un possible - l'unité d'une face - est simultanément celle de son impossible - l'autre face - dont le système se distingue et tire son unité, toute distinction ne pouvant exister que dans la simultanéité des deux faces qui la constituent.<sup>144</sup> Deux significations, celle de la distinction établissant une frontière entre deux faces et celle de la désignation d'une de ces faces, émergent d'un seul instant d'observation, ce qui établit le paradoxe.

L'observation systémique **première** est le système lui-même qui, par cette opération d'observation se réfère à ce qui constitue son unité. Le système s'observe lui-même pour ce qu'il est et en termes luhmanniens, nous dirons que le système entérine

---

<sup>144</sup> Dans la logique mathématique, le paradoxe correspond à la formule « *X parce que non-X* ».

l'indication de sa distinction établissant l'identité primaire et fonctionnelle à laquelle il se réfère.

L'observation systémique **seconde** propose qu'un système observe et intègre l'observateur dans le processus d'observation, la notion d'observation ne devant pas être comprise dans son sens habituel associé à la perception, mais en tant que construction cognitive réalisée à partir d'un mode opératoire prédéterminé. La construction du sens provient de ce qui se passe à propos d'une situation de réalité. Chaque observation est une distinction qui agit en tant qu'acte de connaissance ne donnant à connaître que l'opération de l'observateur lui-même. Un système est simultanément un *système qui observe* le *système qui s'observe*, avec la conséquence d'une suite d'observations régressives à l'infini, tel deux miroirs qui se renvoient régressivement leur image l'une dans l'autre. La question se pose alors de savoir si une observation est bien celle d'une réalité en tant que telle ou celle du reflet d'une réalité construite à partir d'elle-même.

Ce qui rend l'existence d'un système possible ne peut être simultanément que la condition de son impossibilité. Un système *est* sur la base d'une face désignée parce qu'il *n'est pas* sur la base de l'autre face constituant son environnement. Le système politique *est* sur la base de la gouvernance parce qu'il *n'est pas* sur la base de l'opposition. Il est le gouvernement parce qu'il *n'est pas* l'opposition.

Les paradoxes observés révèlent l'indétermination face à un environnement dont le niveau de complexité est supérieur aux capacités de réduction systémiques. Une opposition qui n'est pas clairement désignée ne permet pas au gouvernement de s'établir comme gouvernement. Perturbé, un système fonctionnellement différencié est poussé à réagir afin d'assurer sa stabilisation. Pour ce faire, il résout les paradoxes observés en les invisibilisant par une opération d'asymétrie. L'opération peut être



*temporelle*, en créant par l'observation du présent une différence entre passé et futur. Un parti politique élu en nombre insuffisant pour constituer un gouvernement a toujours constitué une opposition légitime alors qu'aujourd'hui, des parties prenantes et des groupes d'intérêt se réclament désormais d'être une opposition à laquelle le gouvernement accorde une place dans la gouvernance. L'opération peut être *factuelle* et se référer à la forme de la relation entre les valeurs de son code propre. L'exercice du scrutin suffit à donner la légitimité à un gouvernement même si la participation est faible, l'exercice du scrutin en soi agissant comme valeur d'établissement d'un gouvernement légitime. L'opération peut être *sociale* par la différenciation de points de vue entre de multiples observateurs. Les faits et les opinions de la communication au sujet d'un enjeu politique peuvent différer, voire s'opposer, les uns se plaçant pour le gouvernement et les autres se plaçant contre, tous se réunissant sous la même thématique de la communication associée à la gouvernance politique. Face à une observation paradoxale, un système contraint à une décision impossible détermine une forme d'asymétrie qui lui procure une cohérence lui évitant d'osciller entre ses propres distinctions – ses deux faces - et de ce fait, se donne une capacité d'action. L'opération d'asymétrie temporelle, factuelle ou sociale cherche toujours à ramener à la distinction gouvernement / opposition. Pour exister, un système social se réfère à lui-même et assure sa reproduction par ses opérations.

Nous l'avons noté, l'idée de démocratie de Niklas Luhmann (1999a) s'explique par l'évolution historique du politique vue sous le prisme de la différence entre le passé et le futur. « *En bref, la politique évolue dans un environnement turbulent, et c'est pourquoi elle peut seulement opérer comme système fermé autopoïétique qui doit se coder et se programmer soi-même en fonction de la contingence. L'invention structurelle qui y correspond a alors acquis pour des raisons relevant du simple hasard historique le nom de démocratie* » (Luhmann, 1999a, p. 171).

L'idée de démocratie et les changements de caractères qui y sont induits depuis les principes de la discussion dans l'Antiquité jusqu'à la problématique de la séparation des pouvoirs dans les constitutions à l'aube de la modernité résultent de la sémantique de l'évolution sociale. L'inclusion des individus constituant les *collectifs* requiert une désignation pour les nouveaux processus de prise de décisions collectivement contraignantes et l'idée de démocratie s'inscrit comme le mode désigné de réduction de cette nouvelle complexité par le contenu sémantique de la communication politique.

Dans la société traditionnelle de ce que Luhmann nomme la *Vieille Europe* (Luhmann, 2013a, pp. 183-226)<sup>145</sup>, l'exercice du pouvoir est fondé sur la base de strates socialement hiérarchisées formant une gouvernance des individus. L'opposition est perçue comme une rivalité et ne dispose d'aucune légitimité d'existence formelle. Dans la perspective luhmannienne, l'ordre social est à ce moment construit sur la base du code *souverain / sujet* et la domination politique se proclame comme un droit d'exercice légal du pouvoir seigneurial sur la base de la distinction *légal / illégal*. Toute rivalité est illégitime et doit être réprimée sur la base de l'illégalité de ses actions. La société fonctionnellement différenciée amène l'expression du pouvoir, traditionnellement fondé sur la stratification hiérarchique, à laisser place à la distinction *gouvernement / opposition*. Ce changement génère désormais pour le système social politique les paradoxes de l'*exercice du pouvoir* et de l'*arbitraire*, les conditions des possibles du pouvoir et de l'arbitraire décisionnel étant simultanément les conditions de leurs impossibilités.

Dès l'instant d'observation du pouvoir émergent les sens de la distinction qui le constitue, traçant la frontière entre son exercice et son acceptation, tout pouvoir ne pouvant paradoxalement exister que sur la base de son acceptation. Le concept de

---

<sup>145</sup> En référence à la tradition sémantique occidentale fondée sur l'ontologie de la métaphysique opposant *être / non être* et face à laquelle Luhmann propose une désontologisation des problématiques humaines par un retour à leur forme linguistique.

*représentation* est une opération et donc une communication qui invisibilise le paradoxe observé de l'exercice du pouvoir en donnant une présence à ceux qui ne le sont pas. L'absence des uns – ceux de la face de l'*opposition* - se transforme en présence – du côté de la face *gouvernement* - par des valeurs qu'accorde la légitimité des procédures légales. Elles permettent au détenteur du pouvoir d'en faire usage tout en évitant son exercice direct, la menace de sanctions négatives déterminées par le cadre du droit légitime étant le plus souvent suffisante pour l'exercice de pression d'influence.<sup>146</sup> La sanction négative est un mécanisme d'influence typique au pouvoir politique qui, au contraire des sanctions positives, fait reposer le pouvoir sur l'anticipation de l'obéissance et l'anticipation de son application réelle. Le pouvoir exercé n'est pas celui du peuple mais celui au nom du peuple sur le peuple.

D'autre part, le caractère arbitraire d'une décision politique n'est possible que par l'impossibilité d'exercice du libre arbitre anarchique. Le concept de *souveraineté* associé à la notion d'État est une opération et donc une communication qui invisibilise le paradoxe observé de l'arbitraire en dirigeant l'observation simultanément sur l'unité et la différence d'une collectivité territoriale gouvernée selon l'autorité de la notion d'État et de la séparation des pouvoirs que les constitutions déterminent. Le système social politique et l'État ne font pas qu'un, l'État devant être vu à l'intérieur du système comme une organisation centrale elle-même constituée d'organisations périphériques. Le système social politique est ainsi le fruit d'une double distinction révélant la différence entre l'organisation *du* politique et l'administration de *la* politique d'une part et d'autre part, la différence entre l'unité politique et l'unité citoyenne. L'État est un grand système organisé *capable*, à travers les décisions qui le constituent, d'exécuter les décisions qui se distinguent et se lient entre elles malgré leur caractère discrétionnaire, donc arbitraire. Une suite de décisions politiques ne sont pas prises

---

<sup>146</sup> Voir à ce sujet *La légitimation par la procédure* (2001) qui décrit la pensée de Luhmann face aux différentes procédures sur lesquelles reposent le droit et les idéalités normatives des démocraties.

dans l'arbitraire individuel des organisations politiques mais solidairement par l'État au nom du peuple et s'appliquant au peuple. Le système social politique ne peut exister sans le pouvoir de la représentation et l'autorité de l'État, l'exercice du pouvoir par l'autorité permettant la suppression d'autres formes d'autorités.

Ainsi se pose le point de départ de l'idée de démocratie comme forme légitimante du politique à l'aube des changements structurels qu'amènent au XIX<sup>ème</sup> siècle l'instauration des principes de loi, de séparation de pouvoir, de suffrage et de mandats politiques temporellement restreints. La modernité et ses changements structurels amènent les fonctions politiques à se subdiviser. La complexification de la société traditionnelle à son passage vers la modernité et la subdivision des fonctions qui en découle fait émerger la notion d'État. L'organisation politique de l'ordre social, qui se fonde d'abord sur la base de la différenciation *souverain / sujet*, passe à la distinction *gouvernant / gouverné* avant de finalement reposer sur le code distinctif *gouvernement / opposition* et la notion de représentation politique.

« *La démocratie d'un système politique moderne peut politiser bien plus de sujets qu'une cour princière de type traditionnel* » écrit Luhmann (2013a, p. 101), <sup>147</sup> établissant encore clairement comment pour lui la démocratie et le système politique ne font qu'un dans un monde qui ne fait que se complexifier.

Le système politique réduit sa complexité en se distinguant par déclinaison vers un nouveau système social, le système juridique, qui se fonde sur la distinction *légal / illégal*. L'exercice du pouvoir, jadis fondé sur la stratification sociale, a transité en quelques siècles vers la différenciation fonctionnelle pour établir une gouvernance des lois par laquelle s'exprime le principe d'inclusion de la population dans les divers systèmes de fonctions. Ce mouvement fonctionnel se fait naturellement car le principe

---

<sup>147</sup> Traduction libre

d'inclusion est essentiel à la reconnaissance de l'existence d'un État légitime gouverné par des Représentants.

La démocratie intégrée au système politique s'explique par ce principe d'inclusion de la population. L'intégration est d'autant plus facile à réaliser que la sémantique indéfinie de la notion de démocratie en permet l'usage adapté au contexte, un système social n'étant constitué que de communications. Intégrée au système politique, la démocratie se distingue par le même code *gouvernement / opposition*. Luhmann reconnaît ainsi le flou déterminatif du concept, ce qui rend impossible sa caractérisation et son essence sous une forme autre que celle d'un « *étant* » au sens où il existe en tant que phénomène par lequel chaque acte ou pensée consciente suppose un système. Il se refuse à définir la démocratie dans la perspective structurelle par l'ensemble de ses constituantes que sont les institutions gouvernementales et repousse l'idée générale et communément répandue de pratiques participatives associées à un régime dit démocratique. « *La démocratie n'est pas la souveraineté du peuple sur le peuple* » ni même « *un principe selon lequel toutes les décisions doivent être prises de manière participative* » écrit-il clairement (Luhmann, 1999a, p.164-165).

La démocratie est pour Niklas Luhmann la forme que prend le système politique en lui permettant d'exister comme système différencié qui conduit ses opérations de communications non pas *au-dessus* mais *dans* un environnement sociétal devenu hautement complexe et dans lequel de nombreux autres systèmes sociaux conduisent leurs propres opérations de communication. Ce qui distingue le traitement de l'information de nature politique de celui des autres formes de communications associées aux nombreux autres systèmes sociaux est qu'il doit permettre la finalité de la fonction du système soit sa capacité d'agir de manière collectivement contraignante. Le traitement de l'information de nature politique est une décision récursive qui induit un agir.

Le système politique s'exprime sous la forme de la démocratie en établissant une distinction entre *gouvernement* et *opposition*. Cette distinction est une alternative au modèle de société stratifiée qu'a établi la sociologie classique parce qu'elle scinde et distingue le sommet des strates afin de produire un éventail de possibilités contingentes nécessaires à la réduction de la complexité du monde politique (Luhmann, 1999a, p.166). Le système politique de Luhmann est pensé comme un mécanisme de réduction de la complexité politique produisant la contingence sur la base de son unité propre et qui s'exprime à travers ses paramètres systémiques. « *Le système politique est toujours un système historique à structure déterminée qui a toujours été défini par ses propres structures autoproduites et ce, du passé jusqu'à présent* » (Luhmann, 2000b, p.86).<sup>148</sup>

Le politique n'existe donc pas dans l'absolu. Il tire son existence en fonction d'une société donnée à un moment donné. Il s'observe comme phénomène historique par la suite des instants d'un moment émergeant par lequel il fixe l'état démocratique, nous dirions l'état de sa forme politique qu'est la démocratie, dans l'équilibre ou le déséquilibre entre *gouvernement* et *opposition*.

Un déficit d'opposition entraîne un déficit de démocratie parce qu'il limite l'équilibre de la différence distinguée entre *gouvernement* et *opposition*. La réduction ou même la disparition de l'opposition dans ses fondements structuraux doit alors être vue comme une perte de valeur dans le code du système politique. Sans opposition, un système politique se voit privé de ce qui le distingue. Il est sans code distinctif qu'il doit remplacer par une référence organisationnelle. Le système politique n'est alors plus la distinction entre *gouvernement* et *opposition*. Il est l'État s'exprimant comme parti unique trouvant sa légitimité dans l'uniformité de son idéologie systématiquement intégrée et contingente. C'est le cas par exemple de la gouvernance par décret du gouvernement du Québec rendue possible dans le contexte de la pandémie par l'état

---

<sup>148</sup> Traduction libre

d'urgence sanitaire et des pouvoirs dévolus au gouvernement par la loi sur la santé. L'État s'exprime pendant près de deux années comme parti unique et prend ses décisions sans avoir à consulter les autres partis. La légitimité de cette gouvernance est confirmée par le maintien d'un très haut niveau d'évaluation de la performance décisionnelle et des intentions de vote perçus dans l'opinion publique.<sup>149</sup> Bien qu'en déficit démocratique, le système se maintient au sens de Luhmann parce qu'il s'observe et réduit la complexité politique en priorisant l'institution pour légitimer son existence. Ses caractères d'auto-référence par l'observation de second ordre et de reproduction par l'autopoièse lui permettent de se reproduire et de maintenir son existence. Le contenu des communications à son sujet importe peu car pour ou contre ce fonctionnement politique, elles confirment et contribuent à son maintien.

À l'opposé, un excédent d'opposition entraîne un excédent de démocratie. La multiplicité des partis, des positions ou des enjeux sont eux aussi vus comme une perte de valeur dans le code du système politique. Subjugué, un système politique se voit sans code effectif réellement fonctionnel et en excès de complexité. Face à l'impossibilité de faire référence à ce qu'il est, le système privé d'autoréférence naturelle ne peut réaliser immédiatement son autopoièse et réduire la complexité. Il cesse de se maintenir en laissant place au chaos de l'incertitude. Mais comme la communication en est le moteur, le suivi temporel de l'étalement des informations et de leur mise en récit dans la sphère publique sur la base du même code *gouvernement / opposition* conduit inévitablement toute observation à se réintroduire dans le système.

Le système politique génère un état politique qui observe l'usage du code en utilisant le code, l'expression du chaos réintroduisant la distinction *gouvernement / opposition* dans le système établi. Il faut ici penser le rapport entre le système et son

---

<sup>149</sup> Les très nombreux sondages (Léger, Angus-Reid, CROP, Synopsis Recherche) réalisés durant cette période indiquent des niveaux constants d'évaluation de performance maintenue avec un taux de satisfaction de 70% à 80% associé à des intentions de vote de près de 50%.

environnement comme un rapport en miroir pour lequel le système ne peut avoir accès à son environnement qu'à partir de ce qu'il identifie comme différence en se référant à ce qu'il est lui-même. La situation provoque la nécessité de traiter la même distinction comme si elle était différente, ce que certains philosophes préoccupés par la relation à l'autre exprimeraient par une problématique de « l'*altérité du même* ». <sup>150</sup>

C'est ce qui explique que le politique de Luhmann, et par extension sa notion de la démocratie, ne peuvent prétendre se définir sur une base normative permettant la promotion d'idéologies explicites ou même implicites d'organisation d'un collectif. Seul le traitement de l'information politique prenant forme de communication de thématiques problématisées importe indépendamment des désaccords pouvant survenir au sujet de leurs contenus, le caractère institutionnel et la pratique de la démocratie n'y agissant qu'à titre de dispositifs d'encadrement. Remplacer le code d'opération *gouvernement* et *opposition* par un code à référence normative, associée par exemple aux valeurs du *bien* et du *mal*, aurait pour conséquence non pas de permettre l'indication d'une face de la distinction et la poursuite des opérations d'autoréférence et d'autopoïèse mais au contraire d'imposer l'impossibilité d'existence de l'une ou l'autre, un parti observé comme mauvais ne pouvant prétendre à l'existence, que ce soit à titre de gouvernant ou d'opposition. Or, sans référence à ce qui le constitue et sans possibilité de dynamique d'opérations de communication, un système s'épuise et se dissout inévitablement.

L'équilibre entre *gouvernement* et *opposition* se trouve dans la gouvernance politique par la priorisation d'intérêts et d'enjeux propres aux valeurs du gouvernement alors que ceux incarnant les oppositions sont traités en second plan. Tout gouvernement est perçu

---

<sup>150</sup> « *L'Autre n'est pas seulement la contrepartie du Même, mais appartient à la constitution intime de son sens* » écrit le philosophe Paul Ricoeur dans *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990, p. 380, ce qui n'est pas sans rappeler les notions d'Égo et d'Alter qu'utilise Luhmann pour décrire le phénomène de la double contingence associé à l'idée de conscience.



comme légitime dans la mesure où les décisions qui sont prises le sont dans l'horizon des possibles, « *la légitimité étant synonyme dans la pratique politique de popularité* » (Luhmann, 2000b, p. 100),<sup>151</sup> ce qui n'est pas sans conséquences quant aux attentes produites par un niveau prononcé de présence de l'opposition et des intérêts et enjeux qui lui sont associés.

L'incertitude du chaos de l'environnement qu'apporte le déficit de confiance crée des attentes. Tout ce qui est susceptible d'*être* dans un quelconque possible doit s'adapter aux structures existantes ou doit les modifier par des mesures qui s'y adaptent. C'est le cas des mouvements revendicatifs populaires qui envahissent la sphère publique et y placent de multiples positions et enjeux motivés par l'environnement de la structure sociale. Le mouvement des Carrés rouges de 2012, parti d'un enjeu simple touchant l'augmentation des droits de scolarité pour rapidement s'étendre à de multiples enjeux hétéroclites exprimés par les manifestations populaires de casseroles, est exemplaire de cet excédent démocratique. Il a provoqué le chaos de l'incertitude jusqu'à sa réintroduction dans le système par les leaders ayant canalisé ces enjeux. Au fil du temps, certains leaders se sont intégrés au sein des tables de discussion institutionnelles. L'un d'eux,<sup>152</sup> aspiré par l'attrait d'un poste électif, a même pris la direction d'un parti politique en bonne et due forme. L'incertitude a réduit la complexité de la multitude de ces enjeux par l'adaptation aux structures existantes.<sup>153</sup> Comme l'explique Luhmann (1999a, p. 172) « ... *le système politique réagit toujours d'abord en fonction de lui-même et ensuite seulement en fonction de cette partie de*

---

<sup>151</sup> Traduit et cité par Sosoe (2014, p. 10)

<sup>152</sup> Gabriel Nadeau Dubois est porte-parole du mouvement de manifestation des Carrés rouges en 2012 avant de devenir co-chef de Québec Solidaire et élu de l'Assemblée Nationale du Québec en 2017. Il agit depuis 2018 à titre de leader parlementaire et défend des positions contradictoires à celles qu'il défendait en 2012. L'éditorialiste Paul Journet du quotidien La Presse (12 juin 2022) écrit à son sujet qu'il « *veut chasser son image de carré rouge en soignant ses habits et en parlant avec calme* »

<sup>153</sup> Plusieurs personnalités reconnues des mouvements contestataires ont suivi le chemin de l'intégration politique dont Steven Guilbeault passé de militant actif des causes environnementales à ministre du gouvernement canadien.

*l'environnement qu'il peut rendre intelligible au moyen d'informations qu'il produit lui-même* ». Ce fut le cas des mouvements de contestation des mesures pandémiques animés par des convois de camionneurs occupant l'espace public des capitales fédérales et provinciales. Les autorités ont rapidement cherché à isoler des représentants et porte-parole légitimes de ces groupes ou à faire usage des structures gouvernementales de coercition existantes afin de les réintroduire dans le système social politique. Ce fut aussi le cas à l'occasion du mouvement des Gilets Jaunes en France. Les manifestations spontanées à l'origine sans mentorat clairement défini qui ont pris naissance en octobre 2018 autour du prix de l'essence ont dérivé sur les enjeux plus globaux de la fiscalité excessive et du pouvoir d'achat des citoyens. Deux ans plus tard, la question des hausses de prix et du pouvoir d'achat est reprise par les tous les partis comme thèmes majeurs de la campagne présidentielle et justifications de la nomination du premier ministre. Les revendications initiales du mouvement sont réintroduites dans le système politique sous forme de communications politiques produites par le système.

La démocratie de Luhmann doit être comprise comme une norme fonctionnelle assurant l'équilibre de la distinction *gouvernement / opposition* du système politique. « *On abandonne la prétention de donner au pouvoir gouvernemental l'autorité de la seule opinion juste. On assiste au contraire au développement d'une opinion publique qui selon les humeurs favorisera tantôt les gouvernants, tantôt l'opposition* » écrit Luhmann (1999a, p. 169).

La complexité induite par la multiplicité des partis est réduite par leur mise en concurrence et crée une contingence de choix variés, hiérarchisés, opportunistes ou innovants en fonction de la sémantique politique. L'expression des intérêts multiples de la société se répartissent d'un côté ou de l'autre de la distinction afin que la communication puisse se poursuivre. Un environnement politique constitué de peu de

partis pouvant accueillir la contingence des choix induit inévitablement une polarisation des enjeux. La politique américaine est depuis des années dominée par la polarisation des positions politiques entre républicains et démocrates, interventionnistes et non interventionnistes, droite religieuse et gauche laïque. Dans les cas où les mêmes enjeux se répartissent dans l'un et l'autre des partis, la communication dévie inévitablement vers la personnalité des leaders qui la portent. Ce fut le cas à l'occasion de la campagne municipale à la mairie de Montréal en 2021 durant laquelle les deux principaux partis ont présenté des enjeux politiques quasi équivalents. L'expression du débat électif a quasi exclusivement porté sur la performance personnelle de chacun des candidats, qualifiant l'un et l'autre dans l'interprétation du ton et de l'attitude employés. Les débats télévisés en donnent un bon exemple par les commentaires qu'ils suscitent dans les médias et dans l'opinion publique.

Le système observe ses observations par l'entremise de l'opinion publique comme produit direct de la complexité politique. Sans l'opinion publique, le système politique serait privé du mode d'observation de second ordre et ne serait plus que l'exercice direct du pouvoir et des intérêts qui y sont associés. En équilibre démocratique, le système politique se maintient parce qu'il réduit la complexité politique en priorisant la pratique du vote pour légitimer à la fois son existence et la finalité d'existence qu'est son pouvoir de prise de décision. « *La politique évolue dans un environnement turbulent, et c'est pourquoi elle peut seulement opérer comme un système fermé, et je dirais même volontiers : comme un système autopoïétique qui doit se coder et se programmer soi-même en fonction de la contingence. L'invention structurelle qui y correspond a alors acquis pour des raisons relevant du simple hasard historique le nom de démocratie* » (Luhmann, 1999a, p. 170). La démocratie luhmannienne est ainsi la forme prédominante du système politique agissant comme règle interne de fonctionnement du pouvoir.

Le pouvoir s'acquiert par la soumission au pouvoir et pour Niklas Luhmann, c'est sur ce paradoxe que se fonde l'idée de démocratie. « *L'observateur voit se dérouler un paradoxe et donc une indécision ultime. Tout pouvoir naît de la soumission au pouvoir et le pouvoir suprême naît de la soumission au pouvoir inférieur. Nous appelons cela la démocratie. (...) L'ordre axiologique manifeste son inconsistance lors des tentatives d'agir conformément à lui et montre alors que cela est impossible sans transgresser d'autres valeurs* » (Luhmann, 2012a, p. 224) <sup>154</sup>. Ce qui explique pourquoi il réfute la sémantique d'une démocratie puisant ses origines dans l'association indéfinie du *dèmos* et du *kratos* interprétée comme le *pouvoir du peuple*. Il lui semble improbable qu'un peuple puisse se dominer lui-même et surtout qu'il le fasse par une pratique participative de prise de décision menant à des décisions collectives et contraignantes et ce, plus particulièrement si ces décisions doivent être contraignantes sur la base du droit sur lequel elles doivent s'appuyer.

Le *pouvoir du peuple* ne peut être qu'un paradoxe parce que les conditions d'existence du pouvoir attribué à la face du gouvernement sont simultanément les conditions de son impossibilité sur la base de la présence de l'opposition attribuée à l'autre face. De la même manière, comme le pouvoir ne peut exister que par la soumission au pouvoir, les conditions d'existence de la soumission attribuée à la facette de l'opposition sont simultanément les conditions de son impossibilité sur la base de la présence du pouvoir gouvernemental attribuée à l'autre face. L'observation de second ordre est une observation simultanée de l'une et l'autre des faces de la distinction, ce qui crée un paradoxe. L'idée de *pouvoir du peuple* est le fruit d'une oscillation d'observation entre les deux faces, ce qui rend impossible toute poursuite de l'observation systémique de second ordre simultanée de l'une et l'autre des faces de la distinction et donc, de toute construction systémique identitaire sur la base de l'indistinction entre l'unité du système et son environnement. En poussant ce raisonnement, parce qu'elle s'inscrit

---

<sup>154</sup> Traduction libre

dans un système regroupant des différences organisées de pouvoir, la démocratie engendre le paradoxe du *pouvoir dominant* et du *pouvoir dominé*, « *une singulière impuissance de la part des puissants et de l'autre côté une véritable puissance des impuissants* » (Luhmann, 1999a, p. 166).

Nous l'avons expliqué précédemment, le réel pouvoir repose d'une part sur l'anticipation de l'obéissance et de l'autre sur l'anticipation de l'application réelle du pouvoir. Le pouvoir agit comme médium établissant la relation d'anticipation entre la gouvernance et ce qui tient lieu d'opposition. Ainsi, un peuple ne peut se gouverner lui-même parce qu'il ne peut à la fois appliquer le pouvoir et se soumettre à lui-même, tout ordre pour être exécuté nécessitant d'être compris et la communication politique d'un collectif qui s'ordonne à lui-même d'être soumis ne pouvant être comprise. Toute relation d'un peuple avec lui-même est alors impossible.

Le *collectif capable* prenant forme de *pouvoir du peuple* est une impossibilité parce qu'il implique la présence de ce qu'il s'efforce de nier. Si la notion de démocratie persiste dans la sémantique du *pouvoir du peuple*, c'est qu'en se définissant en termes d'annulation du pouvoir par le pouvoir, elle détermine la seule possibilité d'autoréférence à elle-même et invisibilise le paradoxe observé fondamental qui la caractérise par le recours au code politique *gouvernement / opposition*. La démocratie peut faire valoir la puissance de l'impuissance parce que sur le plan de la gouvernance, l'opposition ne détient aucun pouvoir, l'opposition n'étant que la nécessité d'existence de la gouvernance. Il ne peut y avoir d'ordre politique que dans le caractère contingent de sa forme démocratique, non nécessaire et non impossible. Au mieux, le *pouvoir du peuple* ne peut être que le pouvoir d'une partie du peuple car comme avec les nombreuses strates du *dèmos*, le peuple en est un où tous ne pourront jamais également participer. Comme nous l'avons vu plus avant, le *dèmos* de la Grèce de l'Antiquité est hiérarchisé selon sa composition. Le *pouvoir du peuple* ne peut être que celui d'une

partie qui s'impose à l'autre en s'en distinguant, par l'entremise non pas de moyens coercitifs mais d'idéologies à la base de problématiques susceptibles d'être collectivisées et de s'opposer les unes les autres.

La fonction d'un système politique différencié est de permettre la prise de décisions collectives et contraignantes alors que tout ce qui est susceptible d'être décidé par *le pouvoir du peuple* devra toujours être remis en question. En effet, tout ce qu'une démocratie fondée sur la participation d'un *collectif* peut faire dans le cadre d'un système autopoïétique est de décider à propos d'une décision. Son caractère *capable* est limité à l'usage de toute décision précédemment prise comme la base d'une décision ultérieure. Les codes de procédures des assemblées délibérantes sont à ce propos des exemples probants.<sup>155</sup> Entre les points d'ordre, points d'information, questions préalables ou questions de privilège, les propositions principales, privilégiées, incidentes, subsidiaires ou auxiliaires sont déposées pour des amendements, des sous amendements ou pour être scindées avant un vote indicatif ou une adoption par le quorum ou par une voix prépondérante. La décision n'est collective que par l'application du rapport des forces en présence anticipant la soumission des uns par l'obéissance et l'application du pouvoir des autres manifesté par le respect et l'application des procédures. Le caractère contraignant d'une décision ne peut ainsi généralement porter que sur la décision elle-même et la souveraineté démocratique de l'assemblée n'est en terme luhmannien qu'un paradoxe. Un gouvernement gouverne parce qu'il n'est pas l'opposition et un collectif ne peut être empreint du pouvoir de décision tout en étant l'opposition. Le paradoxe survient parce que le système politique observateur s'interroge sur l'unité de la distinction qu'il doit appliquer, un système ne pouvant construire son identité de système que lorsqu'il est capable de se distinguer de son environnement. Dans cet esprit, la démocratie appréhendée autrement que comme

---

<sup>155</sup> Le Code Morin en usage dans les assemblées des groupes populaires, des syndicats et des associations étudiantes est typique de cette tendance.

une forme du politique ne peut être que le déploiement du paradoxe de l'indécision ultime.

Si la démocratie apparaît aux uns comme un régime qui se caractérise avant tout par une extraordinaire ouverture à l'égard de possibilités futures perçues comme un idéal, elle n'est pour d'autres qu'une source d'inquiétudes face à la totalité des possibles pour laquelle aucune prétention prédictive ne peut s'exprimer. L'idéal est indéfinissable. Quel qu'il soit, l'idéal d'un *pouvoir du peuple* ne peut exister que dans le présent qui lui donne sa raison d'être comme un horizon de projection d'espérances ou de craintes, d'attentes toutes non impossibles et toutes pouvant s'avérer différentes. L'idéal n'est qu'un horizon de projection inatteignable. Indéfinissable et inatteignable, l'idéal ne peut être que contingent.

Et si l'idée de démocratie se fonde sur un concept illusoire, c'est surtout s'explique Luhmann (1999a, p. 167) parce que « *bien que le terme de démocratie soit sur toutes les lèvres, une conception suffisamment précise de ce type de codage de la politique nous fait encore défaut* ». Dans la théorie de la société de Niklas Luhmann, bien que présente, la démocratie occupe une place que nous pouvons qualifier de marginale. Peu décrite, elle est considérée comme la forme prédominante du système social politique, voire la manifestation concrète du politique. « *Pour ma part, la démocratie n'est pas un idéal mais un acquis politique avec une grande masse de présupposés, hautement improbable du point de vue évolutif, mais néanmoins une réalité* » (Luhmann, 1999a, p. 177).

Si la démocratie est un phénomène improbable, il faut alors se demander quelles sont les conditions de sa probabilité car comme l'affirme Luhmann, elle ne constitue pas moins une réalité présente et observable. La démocratie, appréhendée par Luhmann en tant que forme du politique, n'est pas un idéal au sens de la tradition de l'idéalisme

allemand souhaité par l'*Aufklärung*. Pour le sociologue Jeffrey Charles Alexander (1984, p. 403), « ... il y a dans la théorie de Luhmann une souche de *Realpolitik*, une souche renforcée par son conservatisme relatif sur l'activisme et le changement. Il a échappé à l'idéalisme, mais la *Realpolitik*, avec sa lassitude et l'acceptation souvent cynique des exigences quotidiennes, a toujours été l'envers de l'idéalisme dans la tradition allemande. »<sup>156</sup>

L'idée de raison d'état, intrinsèque à la notion de *Realpolitik*, est invoquée selon Luhmann (2012a, p. 297) pour permettre à la politique de se plier aux contraintes situationnelles en laissant de côté la stabilité des normes morales ou du droit naturel. L'ordre politique se plie à l'évolution de l'ordre social et se fonde non plus sur la permanence de l'ordre d'état domaniale (*Ständeordnung*), caractéristique de la stratification sociale du Moyen Âge. Il se fonde désormais sur l'ordre instable engendré par l'idée d'organisation ancrées dans les systèmes fonctionnels, capable d'engendrer le changement par les processus de décisions à propos de leurs décisions précédentes. Dans ce contexte, la *Realpolitik* n'est ni plus ni moins qu'un processus de prise de décision sur la base d'une situation prévalant au présent observé. Dans l'esprit de la pensée luhmannienne, la *Realpolitik* est un processus de contingence qui trouve sa légitimité dans l'espace public par l'acceptation de sa communication.

Le déficit de confiance auquel les institutions et la pratique de la démocratie font face questionne le fonctionnement de la représentation et la souveraine légitimité des systèmes sociaux politiques face aux objectifs et aux attentes de participation des collectifs. À ce constat, en tenant compte du contexte d'accroissement de la complexité de l'exercice du pouvoir et de la globalisation des intérêts et des enjeux, la perspective systémique propose que ce soit l'appréhension de la démocratie en tant qu'idéal qui la ramène à un état normatif de mise à mal.

---

<sup>156</sup> Traduction libre



L'idéal démocratique qui repose sur l'attente de principes normatifs tels la liberté, l'égalité des droits ou la justice implique une démocratie par laquelle l'individu est dominant. Niklas Luhmann n'est pas anti-humaniste, mais il s'inscrit davantage dans une tradition de constructivisme social pour lequel les personnes en tant qu'individus sont façonnées et contrôlées par les systèmes dans lesquels elles opèrent en tant qu'éléments parmi d'autres. La théorie des systèmes est un outil d'évaluation et d'analyse de l'évolution de la société, hors de ses forces, de ses faiblesses ou de ses injustices. Envisager par exemple que chacun dispose de chances égales qui reposent sur des lois d'équité et de justice ne correspond pas à l'analyse luhmannienne, une approche objective de la hiérarchie des systèmes, de l'accès au pouvoir ou à la communication.

L'idée d'idéal est indissociable du vécu d'attente qui s'appréhende dans la perspective systémique en tant que possible futur. L'envisager ou même l'espérer nécessite l'apport de confiance. Quel regard systémique poser alors sur l'objet qu'est la démocratie dans un contexte de déficit de confiance, de participation et de pertinence de ses politiques publiques? Comment faut-il l'actualiser pour en appréhender une singularité différente? L'approche de Niklas Luhmann peut-elle se montrer fertile à la compréhension du nouvel environnement dans lequel se situe la démocratie? Et surtout, comment ce mode d'appréhension peut-il permettre de comprendre la mise à mal qui l'affecte ?

## CHAPITRE 4

### SECOND QUESTIONNEMENT

#### *Aufklärung der Kommunikation,*<sup>157</sup> **ou la communication fonctionnellement circonscrite**

*« Le système considéré est celui de la société elle-même, par opposition à tous les systèmes sociaux qui se développent au sein de la société dans l'accomplissement d'opérations sociétales : les systèmes fonctionnels de la société, ainsi que les systèmes d'interaction, les systèmes d'organisation et les mouvements sociaux, qui présupposent tous que le système de la société a déjà été constitué. La question clé est donc de savoir **quelle opération produit et reproduit ce système chaque fois qu'il se produit**. La réponse est la **communication**. C'est une relation qui doit être pensée de manière circulaire : **la société ne se conçoit pas sans communication, et la communication ne se conçoit pas sans société.** »*

Luhmann (2012a, p. xiii)<sup>158</sup>

Tout comme la démocratie, la communication est atteinte d'un flou déterminatif, d'une pluralité de définitions et d'une multiplicité de dimensions qui en amplifient l'ambivalence fondamentale. Il nous importe d'en circonscire le sens apte à situer son essence fonctionnelle et de proposer notre définition de l'objet qu'est la communication.

Afin de contribuer au développement d'une théorie de la communication humaine, Dance et Larson (1976) ont recensé 126 définitions différentes publiées dans la littérature scientifique anglo-saxonne, montrant l'étendue des limites, des contenus et des attributs essentiels de l'objet *communication*. « *L'état confus des termes*

---

<sup>157</sup> « *L'éclaircissement de la communication* »

<sup>158</sup> Traduction libre

*communication, parole, langage, etc., et de leurs référents conceptuels a conduit à une maladresse indicible dans nos efforts pour trier les comportements pertinents, leurs descriptions conceptuelles et leurs termes appropriés pour l'étude du phénomène de communication humaine* » écrivent-ils (1976, p. 41)<sup>159</sup> pour souligner l'importance de définir et d'associer aux concepts appropriés les mots dont nous faisons usage. Ces auteurs avaient élaboré quelques années auparavant une taxonomie de description conceptuelle de la communication, de la parole, de l'information, des signes, des symboles, du langage ou de la rhétorique afin de développer une famille conceptuelle délimitant le domaine (Dance et Larson, 1972).

Actualisée, cette taxonomie présente la communication comme « *le processus ou le produit du processus d'action sur l'information* » et l'information y est décrite en tant que « *... sélection ou un choix perçu parmi les stimuli disponibles et entraînant une réduction de l'incertitude, la sélection ou le choix pouvant être de nature accidentelle ou intentionnelle* » (Dance et Larson, 1976, p. 194).<sup>160</sup>

Ces descriptions sont peu éclairantes quant à la précision de ce que peuvent être l'information et la communication mais anticipent la perspective que leur donnera Niklas Luhmann quelques années plus tard. En 1984, dans le quatrième chapitre de *Soziale Systeme, Grundrifs einer allgemeinen Theorie*, il explique que pour rendre compte de l'organisation et du fonctionnement d'une société, la communication doit être considérée en tant que processus générant toute action humaine. Quant à l'information, il se réfère à la description de Claude Shannon et Warren Weaver (1949) pour qui elle est une sélection dans un répertoire connu ou inconnu de possibilités. Bien qu'initialement conçu pour des applications strictement mathématiques, Luhmann l'utilise comme point de départ et y ajoute la dimension du sens.

---

<sup>159</sup> Traduction libre

<sup>160</sup> Traduction libre

Plusieurs chercheurs de toute provenance s'intéressent à la compréhension de la communication. Au fil des études l'ayant déconstruite pour tenter de la comprendre, elle s'est vue définie de *moyen* ou de *technique*, qualifiée d'*humaine*, d'*interpersonnelle*, d'*organisationnelle* ou de *médiatique* et conceptualisée selon qu'elle soit associée à une dimension *structurelle* ou *fonctionnelle*. Les courants de recherches au sujet de la communication montrent que le discours savant n'est jamais loin des discours de l'acteur, du journaliste ou du sens commun (Wolton, 2015) et qu'un concept tel que celui de la communication ne peut être intelligible qu'en fonction du contexte dans lequel il s'inscrit. Ce caractère pluriel de la communication rend complexe le partage entre l'intemporalité indéfinie de sa substance d'*être* et le *sensus communis* présent de son état d'*être*. Ce qu'est fondamentalement la communication est masqué par ce que laisse voir en avant plan sa prééminence présente d'instrument technique orienté en ces temps de modernité vers le cœur de la mise en réseau du monde. Or, sans la communication, il ne peut y avoir de relations, de société voire de vie humaine et il n'est pas possible d'élaborer une théorie de la communication qui se limite à l'étude et à l'analyse d'outils, de moyens ou de techniques ayant pu, en raison de leur nouveauté, de leur étendue et de leurs incidences, retenir l'attention (Luhmann, 1981, p.136).

La communication est la référence première qui permet à Niklas Luhmann de définir la société dans la perspective d'une systémique de second ordre. Il en décrit le fonctionnement et la dynamique dans les moindres détails mais sans jamais définir clairement en tant que concept ce que peut être la communication. Il explique comment elle agit en la décrivant comme une synthèse de trois sélections, ce qui la segmente en trois fonctions distinctes d'*information*, d'*énonciation* et de *compréhension*. Il ajoute au concept d'information l'idée de sélection empruntée à Shannon et Weaver afin d'établir sa fonction de réduction de l'incertitude sans pour autant prendre position pour la communication dans son ensemble entre la notion de processus ou de produit

du processus d'action sur l'information. Si la communication est une synthèse, elle est aussi une distinction, une improbabilité immanente, un système constitué de médiums et de formes. Luhmann (2012a, p. 115) <sup>161</sup> reconnaît que bien qu'elle puisse être pensée fonctionnellement, « *d'une manière générale, il faut reconnaître qu'indiquer la fonction ne permet pas d'expliquer que quelque chose existe et de déterminer quelles structures le rendent possible* ».

Dans la perspective luhmannienne, la définition de l'essence fondamentale de la communication est de nature incertaine et ambiguë. S'ajoutent à cette problématique l'usage d'un vocabulaire multiple associé à la communication en langue originale allemande – *Kommunikation, Information, Mitteilung, Verstehen, Medium, Form, Kommunikationsmedien, Verbreitungsmedien, Massenmedien* – ainsi que des traductions dans des langues variées, le tout formant un assemblage de notions disparates susceptibles d'accroître la confusion. Il est dès lors difficile de déterminer le concept et l'acceptation avec lesquels travailler. L'effort de clarification conceptuelle requiert une recherche approfondie afin de revisiter l'essence des très nombreuses conceptualisations en provenance de disciplines et d'écoles de pensées diverses. Dans ses multiples dimensions, la communication agit comme révélateur de la configuration des processus, des normes, des codes, des valeurs, des visions et des affects à la source des représentations et conduites politiques des citoyens (Aldrin et Hubé, 2017).

Il est nécessaire de proposer notre définition de l'objet qu'est la communication. Le fil de son parcours dénommatif en fait émerger les caractères d'état d'*être en relation* et d'agir de *mise en relation* (chapitre 4.1) propres à son appréhension dans la perspective fonctionnaliste qui la montre à la fois comme un instant émergent créateur de sens et le moteur systémique de l'action (chapitre 4.2). Appliqué aux médias de masse, ce moteur révèle leur caractère paradoxal de *monde extrait du monde*, une réalité

---

<sup>161</sup> Traduction libre

médiatisée justifiant la déontologie et l'éthique médiatique comme seule garantie de probité de ce que peut être l'information (chapitre 4.3).

#### **4.1 Appréhender l'essence de la communication : des moyens et une dynamique de mise en relation**

Dans un contexte où la démocratie et la dimension médiatique de la communication sont en crise, *la démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons et quels rapports entretient-elle avec la communication ?* Pour répondre à cette question en termes luhmanniens, il faut cerner sur le plan fonctionnel ce qu'est la communication et plus particulièrement ce qu'est sa dimension médiatique. Comme pour l'appréhension de l'idée de démocratie, son véritable sens passe par la mise en contexte de l'évolution du mot et de son usage.

Parmi les définitions contemporaines, celle du *Petit Robert* (Rey, 2021) est à la fois la plus générale et la plus large. Elle associe la communication à une « *action d'établissement de relation avec quelqu'un ou quelque chose* ». Elle précise que cette relation est une « *dynamique intervenant dans un fonctionnement* » et établit une association à la transmission d'information en la décrivant comme un « *passage ou échange de messages entre un sujet émetteur et un sujet récepteur au moyen de signes, de signaux* ». Pratique ou agir de mise en relation, dynamique de fonctionnement, moyen de transmission sont les traits de caractère retenus. Bien que ces caractères actuels ne permettent pas au premier abord de déterminer les rapports que la communication peut entretenir avec la démocratie, ils ouvrent la piste de la mise en relation. Dans l'omniprésence technologique de la modernité, la communication trouve sa compréhension dans l'empreinte de ses racines. Elle constitue un phénomène qui trouve l'explication de sa définition et de sa conception dans l'évolution de son héritage morphologique, lexical et sémantique. C'est l'étymologie qui révèle l'inconscient du

concept de communication. Les références aux ressources historiques, philologiques et sémantiques permettent d'en articuler une compréhension plus approfondie et quasi archéologique, au sens du grec *arkhè*, de « *là où la chose est supposée commencer* ». Pour certains chercheurs, le concept de communication propose un avant parcours dont le point de départ repose sur des racines indo-européennes abstraites et hypothétiques reconstituées par la linguistique comparée avant d'arriver aux premières occurrences concrètes du latin de l'époque de la Rome antique.

Ces recherches fondées sur l'étymologie (Darras, 1996), (Winkin, 1999), (Bracchi, 2002) reconstituent le cheminement morphologique et sémantique du substantif *communication*. Les chercheurs conviennent que la racine Indo-Européenne <sup>162</sup> *\*mei*, signifiant *changer* ainsi que la racine latine *munus*, désignant un *don qui oblige à un échange*, pourraient en constituer les sources généalogiques. Bernard Darras (1996, p. 49) affirme que « *depuis des milliers d'années, c'est l'échange, et particulièrement la contractualisation de l'échange, qui sert de substrat aux ancêtres du concept de communication* ».

En grec ancien, la racine indo-européennes *\*mei* se retrouve dans le mot *ameibein* qui signifie « *échanger* » et se décline en *amoibaïos* dans le sens de « *qui change et se répond* ». Le latin *munus* est généralement employé pour désigner « *l'appartenance à plusieurs* » mais aussi parfois, « *le cadeau offert ou don* ». Émile Benvéniste (1969) explique que dans les charges du magistrat romain, les spectacles et les jeux sont désignées par le terme *munus*. Il décrit comment la nomination à la magistrature est un cadeau donnant au magistrat avantages, prestige et honneurs. En contrepartie, ce cadeau l'oblige à offrir des prestations prenant par exemple la forme de dépenses de gouvernance comme celles engendrées par des jeux et des spectacles, ce qui donne une

---

<sup>162</sup> L'indo-Européen est une protolangue, soit une langue reconstruite sur des bases communes à d'autres langues et qui pourrait en constituer l'origine. Un astérisque est utilisé pour marquer le caractère reconstruit et non-attesté des mots associés à une protolangue.

justification à la charge officielle du magistrat. Pour l'historien de la Rome antique Paul Marie Veyne (1976), le *munus* est une pratique d'établissement de la politique parce qu'il s'exprime dans l'immédiate proximité électorale et la surenchère entre politiciens. Le *munus* est l'échange structurant d'un système de compensation qui s'exécute à l'intérieur d'un même cercle. Il établit une communauté unifiée par un lien de réciprocité. La nomination politique d'un magistrat par exemple implique un devoir d'offrir des jeux, des spectacles ou d'autres prestations en échange du renforcement de la légitimité politique le maintenant au pouvoir. C'est une dynamique de don et de contre-don par laquelle un don n'est pas désintéressé. Il s'inscrit dans une pratique d'engagement mutuel qui trouve sa légitimité dans la création d'une dette, ne fut-elle que morale.

Au sujet de cette pratique d'engagement mutuel, nous parlerions aujourd'hui d'un jeu à somme non nulle, chacun des participants obtenant un gain ou, ce qui est gagné d'une part n'étant pas ce qui est perdu de l'autre. Dans l'esprit de ses racines, la communication est un jeu à somme non nulle, un constat lui attribuant une fonction dynamique. L'analyse des espaces sémantiques issus des racines indo-européennes *\*mei* et *munus* montre que ces espaces sont délimités par des concepts de *changement*, *d'échange*, *d'alliance contractuelle* et de *réciprocité*. Ces concepts sont étroitement associés aux propriétés d'interrelation et d'intersubjectivité. Les racines *\*mei* et *munus* du mot *communication* indiquent là où la chose est supposée commencer et l'étymologie en révèle une part de son inconscient structurel et fonctionnel.

La Grèce de l'Antiquité dispose de modes, de moyens et d'espaces de mise en relation et d'interactions entre les individus répandus sur son territoire. Cependant, elle ne dispose pas d'un mot unique associé à ces phénomènes structurels et fonctionnels. En grec ancien, *koinônia* - de *koinônêô* (*ce qui est mis en commun*), lui-même dérivé de *koinos* (*ce qui appartient au commun*, par opposition à *idios*, *de ce qui appartient au*



*particulier*), est une translittération associée aux actions impliquant le *commun*<sup>163</sup> (Bailly, 2000). L'idée d'association au collectif relève cependant plus de la notion de l'amitié fraternelle partagée des individus dans l'esprit ecclésiastique de *communion* que du phénomène de la mise en relation politique propre au *collectif capable* associé à l'idée de démocratie. C'est uniquement en fonction de l'ajout d'un qualificatif au mot *koinônia* que les traducteurs d'Aristote en précisent le sens et orientent la notion qualifiée de *koinônia politikê* vers le mode des rapports qu'entretiennent entre eux les individus.

La République de Rome, suivie de la Rome Impériale dépassent rapidement la Grèce quant à l'existence généralisée de ces phénomènes structurels et fonctionnels. Par des modes, des moyens et des espaces multiples, Rome décroïsonne le monde antique et met en relation les individus et les cultures d'un empire vaste et étendu (Achard, 2006). Absent du vocabulaire grec, ce phénomène doit désormais être nommé. L'homme d'État Romain Cicéron y contribue en grande partie. L'influence de ses écrits est considérable dans l'Antiquité, au Moyen Age, à la renaissance et à l'époque moderne, tant par les notions d'éloquence et de rhétorique (Orban, 1950), (Guard, 2009) que par son travail de traduction du Grec ancien au Latin pour lequel il fait usage de grandes libertés (Gaffiot, 1934). Cicéron élabore un vocabulaire latin en reprenant directement pour certains mots le grec ancien, en construisant des néologismes, en faisant usage de périphrases ou même en élaborant de très subjective analogies. Ses efforts de romanisation du grec ancien par la translittération vers la langue latine font émerger la première terminologie associée à la *communication*. Pour l'appréhender en rapport à l'idée de démocratie, il nous importe d'en comprendre les fondements ayant présidé à sa construction.

---

<sup>163</sup> Bien que le plus souvent, les traducteurs font usage de la notion de *communauté*, certains font parfois référence aux notions de *société* ou d'*association* en ce qui touche l'usage du mot dans les textes d'Aristote ou de Platon.

Les références inscrites dans de nombreux dictionnaires anciens (Furetière, 1690), (Littré, 1873), (Godefroy, 1883), (Huguet, 1946), nous apprennent que l'archaïsme latin *cum*, dérivé du grec ancien *kum* et rapidement devenu *com* avec le latin classique, est au centre des hypothèses pouvant expliquer la construction du terme *communication*. Signifiant *avec* ou *ensemble*, les archaïsmes *kum-cum-com* sont d'usage commun dans la construction terminologique. Employés comme préfixes, leur sens principal se combine au sens du mot jouant le rôle de suffixe avec lequel ils sont associés pour former un nouveau mot. Le préfixe *com* (ensemble) suivi du suffixe latin *munis* (forme adjective du substantif *munus* signifiant une *obligation* ou un *devoir*) donnent le nouveau mot *com-munis* qui prend le sens du *devoir d'être ensemble*.

Pour Ernout et Meillet (2001), *com-munis* est un nouveau mot dérivé du mot *koinônia*, une translittération du grec ancien traduisant une notion théologique d'ecclésiologie de *communion* ou, dans un sens plus général lui aussi dérivé du grec ancien, du mot *koinos*, de ce qui est *partagé*, de ce qui est *commun*. La notion de *communion* fait référence à des concepts associés à la *participation conjointe*, à la *fraternité* ou à la *camaraderie* pour lesquels l'identité individuelle ne peut être séparée de l'identité collective. Dans son sens strictement ecclésiastique, la *communion* se définit par deux dimensions significatives complémentaires, l'une créant un lien horizontal entre les individus d'un collectif, l'autre créant un lien vertical entre l'ensemble des individus comme tout collectif avec une source ou un esprit transcendant.

L'analyse des sources primaires ainsi que le support des ressources historiques, étymologiques, philologiques et sémantiques permet d'établir les racines archéologiques du concept de communication à l'usage du latin de l'époque de la Rome antique. Un nouveau champ lexical latin est formé autour de l'adjectif *communis*, du verbe *communicare* et du nom *communicatio*. Ce champ lexical trouve ses racines sémantiques dans *l'action de mise en commun*, de *participation* et, au sens plus général,

dans la notion de *communauté*. À titre de nouveaux vocables, *communis*, *communicare* et *communicatio* laissent entrevoir à travers leurs sens respectifs une perspective lexicale qui s'oriente vers un concept de *réciprocité implicite qu'impose une obligation* soit l'expression d'un acte constituant qui s'inscrit à la source d'un collectif social. C'est la posture juridique de la notion d'obligation contractuelle que donne l'orientation du droit romain qui permet l'acceptation du concept de transaction appliqué à la réciprocité implicite qu'impose une obligation (Wolff, 1966).

« *Quin mihi nunc te absente non solum consilium, quo tu excellis, sed etiam sermonis communicatio, quae mihi suavissima teoum solet esse, maxime deest* »<sup>164</sup> écrit Cicéron à Atticus en décembre 693 dans sa lettre 17 (Nisard, 1869, p. 22). Dans ce passage, il fait usage de *sermonis communicatio* pour indiquer l'échange de propos qu'est la conversation. Dans ce contexte, l'usage du préfixe *com* crée l'association sociale alors que le suffixe *munis* lui donne la légitimité d'être en relation par l'obligation de réciprocité. Par la conversation, la mise en relation est établie dans l'obligation de rendre l'équivalent de ce qui a été reçu. Le sens premier du vocable latin *communicatio* doit donc être compris comme une dynamique de mise en relation.

Selon la lexicologie, les premières occurrences établies par l'écriture sont celles du mot *communicacion*. Elles apparaissent à la seconde moitié du XIV<sup>ème</sup> siècle, en 1372, dans la traduction française de la version latine de l'*Éthique* d'Aristote par Maître Nicole Oresme (1372/1488/1940) qui reconnaît dès le second alinéa du *Prologue du Translateur* (voir Appendice 5) que le latin est une langue imprécise qui ne parvient pas à traduire tous les mots de la langue originale grecque. Le niveau de complexité du travail l'oblige à construire de nombreux néologismes dont le néologisme *démocracie*, vu au chapitre précédent. C'est à l'occasion de ce travail qu'il construit le néologisme

---

<sup>164</sup> « *Maintenant que vous êtes absent, vous que personne n'égale en lumières, vous dont la conversation pour moi tant de charme, je sens un vide immense* » (traduit par Nisard, 1869, p. 22).

*communicacion*. *Démocracie* et *communicacion* sont des néologismes issus du même travail de traduction et l'usage qu'il en fait établit clairement leur proximité.

Le contexte dans lequel le travail de traduction est effectué est nécessaire à la compréhension de l'apparition du mot *communicacion* tel qu'originellement orthographié avec un « c » en guise de dernière consonne. C'est à la demande du Roi Charles V que le travail de traduction est entrepris. Au dernier quart du XIV<sup>ième</sup> siècle, la royauté française amorce une réflexion générale à propos de la cité et des divers modes de gouvernement. La diffusion en langue vernaculaire des philosophies et conceptions politiques de l'antiquité est vue comme un outil de changement et ce, tant par le contenu des écrits que par la langue grâce à laquelle ils seront lus. À cette époque, les œuvres traduites du grec au latin sont essentiellement utilisées par les ecclésiastiques et les clercs, le latin ayant acquis un statut de langue d'excellence de savoirs anciens et de sacralité qui a su s'imposer comme norme absolue mais qui amorce désormais une période de déclin (Ribémont, 2001). Ce déclin ouvre une période de laïcisation des savoirs doublé d'une méconnaissance de la maîtrise du latin par les instigateurs du renouveau qui doivent faire face aux membres de l'Église (Gautier-Dalché, 1988, pp. 7-11), (Barale, 2013).

La commande du Roi Charles V n'est pas anodine et Oresme (1372/1488/1940) en reconnaît la fonction dans le *Prologue du traducteur* (voir Appendice 5). Il y dédie son travail au roi de France et, en guise de témoignage de sa compréhension de l'importance de la commande, salue sa sagesse d'inclure au bien commun les écrits d'Aristote qui enseignent être un *bon homme* et un *bon prince*. Le choix de traduire la pensée d'Aristote souligne la nécessité d'une distinction entre les fonctions de l'État et celles de l'Église. Il est pertinent à la volonté royale de renouveau. Le traducteur situe son travail d'écriture en toute conscience du besoin nécessaire de sauvegarde du passé et ce, afin de donner une perspective nouvelle au siècle présent et « *de greffer un monde*

*sur un autre en faisant de la source une ressource (...) de cacher et de glisser en même temps une subjectivité d'après une autre, de donner à la rupture des semblances de la continuité.* » (Galderisi et Nobel, 2013, p. 10). Traduire le grec et le latin vers le français est vu par Oresme comme une opportunité d'adaptation et de remise en question de la position stratégique du latin comme langue des élites au profit d'une langue vernaculaire. Oresme souhaite qu'elle soit accompagnée de registres savants et de glossaires afin qu'elle soit accessible à tous, pour le bien commun et la vulgarisation sociale des connaissances (Lusignan, 1999).

À la tâche de traduire une langue qui est elle-même une traduction, s'ajoute la tâche de traduire des mots latins qui n'ont pas de correspondance précise en français vernaculaire. Le traducteur doit construire un vocabulaire spécifique et c'est alors qu'il s'impose l'exigence de néologisme inhérente à sa tâche de traduction. Cette exigence se manifeste par la création de mots nouveaux, par la dérivation, par les emprunts et les calques. Elle impose l'élaboration d'un glossaire pour faciliter la compréhension sémantique. *Les Ethiques en françois* (Oresme, 1372/1940) sont originellement publiées en 1372. La publication contient à la fin du texte un glossaire titré *La Table des Moz divers et estranges*. En guise de préambule, Maître Nicole Oresme explique la nécessité de ce glossaire pour la compréhension de ce qu'il qualifie de science, souhaitant que chacun des lecteurs n'y voient rien d'obscur pour certains mots alors qu'il laisse à d'autres le soin de s'expliquer par le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans le contexte du texte. Ce glossaire ne sera pas repris dans la publication ultérieure de 1488.

Tous les néologismes ne se retrouvent pas dans le glossaire et certains ne se retrouvent qu'au fil du texte translaté parfois accompagné de glose explicative. C'est le cas du néologisme *communicacion* manifestement emprunté au latin *communicatio*, mais orthographié différemment et qui s'en distingue sur le plan sémantique. Le néologisme

*démocracie* fait partie de ces registres savants et des glossaires, ce qui a permis d'en situer le sens entre la *multitude des populaires* et la *multitude populaire*. Le néologisme *communicacion* en est absent, ce qui rend plus subjective l'interprétation de sa construction et de son sens en fonction de son contexte d'usage.

Comme pour les écrits de Cicéron traduits par Alphonse Agnant (1840), le mot latin *communicatio* est compris comme une dynamique de mise en relation. Il est associé aux *relations entre les hommes*, aux *relations sociales* et plus spécifiquement, à la *manière d'être ensemble*. Dans son sens large de *partage* ou de *mise en commun*, le mot est interchangeable avec la pratique de *communio*. Il est apparenté à la notion théologique d'ecclésiologie de *communio* associée à la *participation conjointe* ou à la *fraternité* et la *camaraderie* pour lesquels l'identité individuelle ne peut être séparée de l'identité collective. À l'inverse et dans le sens opposé, le latin *excommunicare* est utilisé pour l'agir de retranchement et d'exclusion de la communauté religieuse. On retrouve encore aujourd'hui ce sens ancien dans le vocabulaire ecclésiastique de la communauté chrétienne. Le terme « *excommunication* » y signifie l'exclusion de la communauté de partage de l'Église, la sortie de la *communio*.

Maistre Nicole Oresme utilise son néologisme *communicacion* pour traduire plusieurs mots latins tels *societas*, *communitas*, *respublica*, *urbanitas* ou *amicitia*. Ces mots latins expriment des réalités distinctes mais sont tous empreints d'un aspect relationnel de *mise en commun* où domine la notion de *relations humaines*, implicite à la constitution du tissu social et des sociétés. En s'appuyant sur le préfixe *com* (*ensemble*), le néologisme *communicacion* est construit sur un noyau sémantique qui repose sur le sème de « *collectivité* » ou « *d'hommes vivant ensemble* ». Comme le souligne Brucker (2001, p. 7), afin de situer le sens étymologique du terme et sa situation dans la doctrine sociale et politique d'Aristote, s'y ajoute un sème virtuel relevant de la connotation politique touchant à « *ce qui a trait à la vie de la cité* ».

Dans l'orthographe du néologisme *communicacion*, le suffixe constituant la terminaison « *cion* » appartient à la catégorie des suffixes nominaux dont le signifié est une action ou le résultat d'une action. Le néologisme *communicacion* n'est donc pas très éloigné de *com-munis* et de son sens du *devoir d'être ensemble* qui s'interprète lui aussi tout à la fois et simultanément tel un agir et le résultat de cet agir.

La linguiste française Renée Balibar a développé le concept du colinguisme qu'elle définit comme « *l'association officielle de certaines langues écrites destinée à assurer l'identité, la légitimité et le fonctionnement des communautés* » (Balibar, 1995, p. 13). Dans la perspective du colinguisme, elle interroge le contexte de construction du néologisme *communicacion* (Balibar, 1998). Pour la linguiste, la motivation du traducteur se trouve dans la volonté du Roi de déléguer au français le privilège de langue universelle jusque-là détenu exclusivement par le latin, ce qui le pousse à ne pas utiliser des mots français depuis longtemps en usage parce qu'il « *ne pouvait pas, de son temps, transmettre une pensée antique à vocation universelle s'il écrivait sous les marques de lieu et de temps, endossant les valeurs, limitées en principe et en pratique, d'une langue vulgaire nationale, le français devant d'abord être projeté dans l'avenir de l'humanité.* » (Balibar, 1998, p. 23). C'est une interprétation qui permet de comprendre pourquoi n'ont pas été traduits les mots *societas*, *communitas*, *respublica*, *urbanitas* ou *amicitia* par des mots que le français proposait déjà dans les domaines de la morale et de la politique. En lieu et place, ils sont tous intégrés au néologisme *communicacion*, tout comme y sont intégrés et harmonisés l'état religieux de *communio* et sa mise en acte de *communicatio*.

Ce travail d'intégration et d'harmonisation sémantique permet au traducteur d'atténuer la distinction des dénotations politiques et religieuses par regroupement des mots dans un effort d'appropriation et de laïcisation du vocabulaire. Le sens religieux est atténué par le sens politique qui s'y ajoute. C'est vraisemblablement la raison pour laquelle il

fait le choix de substituer la terminaison orthographique française et laïque *cion* à celle latine et religieuse de *tion*. Le traducteur marque une rupture avec le latin, une langue perçue comme celle d'excellence de savoirs anciens et de sacralité, ayant su s'imposer comme norme absolue et utilisée par les ecclésiastiques et les clercs.

La lexicologie offre peu de détails quant à la date de l'orthographe modifiant la terminaison originale en français de *cion* vers la terminaison d'origine latine *tion*. Et peu d'informations sont disponibles quant à la chronologie des acceptations du vocable désormais orthographié « *communication* » dans sa forme et son usage actuel. Le *Dictionnaire de la langue française du seizième siècle* d'Edmond Huguet (1946) offre certains indices. L'inscription *communication* y débute par une référence à une citation de THUCYDE extraite de la traduction de Claude de Seyssel dont la date d'édition est estimée à 1527 et dans laquelle *communication* est orthographié dans sa forme actuelle.

### **Communication.**

**Communauté.** – Les messeniens...estant illec remis, seroient grans ennys aux Lancemoniens a cause de la **communication** du langage. Seyssel, trad. de THUCIDE, IV, 1 (114). – C'est ainsi que les sages Roys doivent conjoindre l'Europe avec l'Asie...par amour legitime et mariage honestes, conjoignant les deux nations par **communication** d'enfans, AMYOT, de la Fortune d'Alexandre, 7.

**Communion.** – L'institution de Zepherin a esté destournée à mal, quand une certaine loy a esté mise en **communication** en l'année. CALVIN, *Instit.* XII, p. 651 – Nausea baille son conseil a Ferdinand de nous conceder le mariage et la **communication** soubz les deux especes. ID., *Lettres*, 228 (XI, 65).

Huguet (1946, p. 373)

Cette référence à THUCYDE permet d'estimer qu'environ 150 années se sont écoulées entre la publication originale du néologisme en 1372 et la substitution de son suffixe définitivement orthographié dans la publication de 1527. Les dictionnaires nous



apprennent aussi que ce n'est qu'aux XV<sup>ième</sup> et XVI<sup>ième</sup> siècle qu'apparaît une spécialisation des deux termes : *communio* garde son acception religieuse alors que *communication* se sécularise en gardant le sens de *partage* et de *mise en commun* mais en s'éloignant de la *manière d'être ensemble* comme caractère du collectif généralement associé aux valeurs religieuses. Dès lors, son sens va s'élargir.

Parmi les plus anciens dictionnaires répertoriés (voir Appendice 6), le *Dictionnaire françois-latin : autrement dict les mots françois, avec les manières duser diceulx, tourne en latin* attribué à Robert Estienne est édité pour la seconde fois en date du 27 juillet 1549 afin, comme l'indique John Considine (2008, pp. 44-45) « *de rendre les textes latins accessibles aux francophones en ajoutant des mots français de sa propre lecture (y compris des mots tirés de Rabelais) et en invitant ses lecteurs à contribuer les mots 'ès Rommans et bons auteurs François', une reconnaissance de son intérêt envers non seulement à la traduction des trésors du latin mais aussi à la collecte des trésors du français.* » Sous l'inscription COMMUN, Estienne écrit « *Communication, Communicatio, Participatio, Comercium, Faire communication de la descouverte qu'aucun a faict de ses complices & compaignon en quelque malefice, Indicium edere. Faire communication de langage, Commercio fermonis feras populorum linguas contrahere ad colloquia.* » (Estienne, 1549, p. 119). Ce texte indique que l'orthographe du néologisme français d'Oresme a été délaissé de son usage courant tout comme sa sémantique associée à la *manière d'être ensemble* et à la *réciprocité*. Un peu plus d'une centaine d'années après sa construction, la sémantique du néologisme s'est élargie à la *pratique du partage*, à la *chose communiquée* et aux premiers balbutiements de la *transmission*.

Le *Dictionnaire universel contenant généralement tous les mots françois* d'Antoine Furetière (1690, p. 323) actualise le sens du mot. Par métonymie, il s'étend à ce qui est *transmis, propagé, partagé*. Progressivement, le *partage* devient le *faire part* au sens

de *transmettre* et s'associe à une *pratique du partage*. Quelques années après la publication du dictionnaire de Furetière, l'éditeur Trévoux publie en 1704 une première édition du *Dictionnaire universel françois et latin* qui reprend en quasi plagiat les textes de Furetière en y apportant des modifications significatives (Trévoux, 1721, tome 2, pp. 39-40). Des retraits sont effectués tandis que des notes et des additions de plusieurs lignes sont ajoutées à certains mots. Si la sémantique de ce qui est *transmis*, *propagé*, *partagé* demeure, le dictionnaire y ajoute une part subjective prenant forme d'exemples associés à la dimension de la vie de l'esprit et rappelant les racines latines et religieuses du terme. Selon Michel Le Guern (1983), les ajouts de Trévoux (1721) sont destinés à faire agir le document comme un outil de propagande voué à la lutte anti-protestante par la transformation du statut de dictionnaire de langue à celui de dictionnaire encyclopédique, un changement de forme permettant la diffusion d'idées nouvelles et d'action sur l'idéologie, une pratique courante à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit plus de partage d'idées mais de diffusion motivée par l'intention. Le dictionnaire devient en lui-même une communication en tant que moyen de transmission prenant l'ascendant sur la pratique du partage.

Dans son examen de l'article traitant du mot *communication* dans l'Encyclopédie de Diderot de 1753, Yves Winkins (1996, p.44-45) constate que le terme s'applique plus que jamais à des opérations de transmission et que « *toutes les acceptions de communications vont dans le sens d'une transmission (de mouvement, d'attribut, de document) d'un objet, d'une personne à l'autre. La communication semble s'être linéarisée, instrumentalisée, sinon chosifiée. (...) Le « s » est très rare avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de même que l'article indéfini. L'augmentation de leurs occurrences au XVIII<sup>e</sup> siècle traduit bien la transformation sémantique du mot, ou plutôt la réorganisation de la hiérarchie de ses significations, au premier rang desquelles figure dorénavant celle de transmission.* » Le mot « communication » peut désormais s'entendre au pluriel. Et selon une suite logique, les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles voient les

« moyens de communication » désigner les routes, les canaux, les chemins de fer et peu à peu, tout ce qui est susceptible de transmettre quelque chose, la communication étant toute chose communiquée au sens entrevu par Cicéron dans ses efforts d'attribuer un mot à un phénomène absent du vocabulaire grec.

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'intérêt pour la communication s'accroît. La place grandissante que prennent la presse, le cinéma, la radio puis la télévision amène à voir dans la communication le point de départ d'une transmission de contenus par des médias. Que la sémantique de la communication lui confère une association à la transmission ou à la mise en relation, elle s'applique désormais aux pratiques, aux techniques, aux théories ou aux enjeux.

Comme la démocratie, la communication se définit désormais dans le contexte de son usage et partir de la seconde moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle, le néologisme *communication* s'inscrit dans une réalité sociale en changement accéléré.<sup>165</sup> Il est désormais impossible d'y accoler une définition unificatrice et consensuelle. Dans *Speaking into the Air, A History of the Idea of Communication*, John Durham Peters (1999) explique que l'idée de communication prise dans son historicité est construite d'écarts de sens et oscille désormais entre sa dimension intrinsèque d'échange et celle de transmission. La communication est une idée qui s'appréhende sous plusieurs aspects. « *Quelque chose de protéiforme assume facilement des formes et des rôles différents. La communication est protéiforme. Si nous sommes vraiment intéressés à apprendre le sens le plus profond de la communication, ainsi qu'à trouver la meilleure façon d'utiliser la communication dans notre vie quotidienne, alors nous devons saisir le terme protéiforme et son concept sous-jacent et le tenir fermement alors qu'il subit une myriade de transformations, avec l'espoir qu'il finira par retrouver sa vraie forme afin*

---

<sup>165</sup> Pour une synthèse et une perspective historique des approches touchant la communication, voir à cet égard *L'explosion de la communication* de Philippe BRETON et Serge PROULX, La Découverte, 1989.

*que nous puissions enfin le connaître et nous interroger sur sa signification pour notre avenir. Le terme communication a été utilisé pour tellement de choses qu'il serait impossible d'en fournir une liste complète* » écrivent Dance et Larson (1976, p. 16).<sup>166</sup>

Avec les changements sociaux, le mot est polysémique et sous une constante évolution sémantique. Du néologisme initial construit sur des racines grecque et latine jusqu'à son orthographe finale, son évolution ne laisse que peu de doutes quant à sa sémantique. Utilisé dans l'esprit de la mise en commun, il se précise à la manière d'être ensemble par son association à la notion de réciprocité. Avec les Lumières, l'usage s'élargit à la pratique du partage et la médiatisation des années cinquante pousse à l'interpréter dans la perspective de la mise en relation et de la transmission.

Les mots changent de sens. Certains disparaissent alors que d'autres apparaissent. De ses très lointaines racines, le mot *communication* contient les gènes de la réciprocité obligée par la charge ou la fonction. Le noyau central sur lequel s'appuie la construction du mot dénote l'intégration au collectif et poursuit son évolution. Cette intégration se transforme en assimilation à ce qui, du *collectif*, prend le statut de *communauté*. Le néologisme du XIV<sup>ème</sup> siècle témoigne du contexte social et politique et souligne désormais l'importance de la manière d'être ensemble dans l'esprit de réciprocité. Rapidement, l'être ensemble s'élargit et la réciprocité fait place au partage de quelque chose. *Communication* est un mot désormais relié à un objet. Dans sa forme de verbe transitif, il s'accompagne d'un complément d'objet direct – *je communique quelque chose* – ou d'un complément d'objet indirect – *je communique avec quelqu'un*. Pour penser le concept, il faut en retenir la notion de *transmission* qu'apportent les compléments d'objets directs et la notion d'*action* ou d'*agir de mise en relation* soutenue par les compléments d'objets indirects qui induit l'état d'*être en relation* exprimée par la forme nominative de la communication (Figure 39).

---

<sup>166</sup> Traduction libre

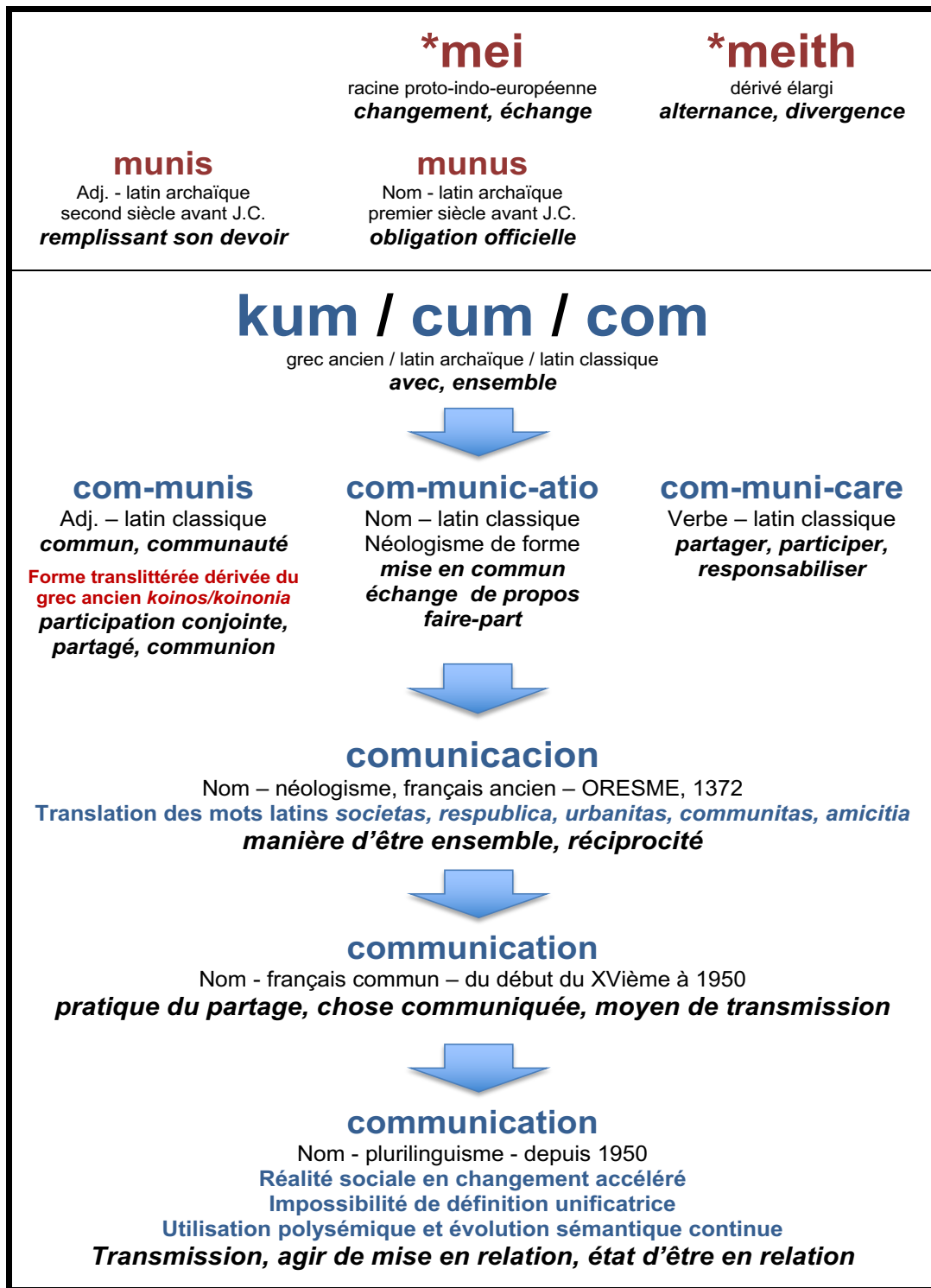


Figure 39 – Déconstruction étymologique et sémantique du néologisme communication

Dans le même esprit que le *koinônéo* du grec ancien est l'action de mettre en commun et que la *koinônia* est son résultat, *communiquer* prend le sens d'une **action de mise en relation** alors que la *communication* est l'expression d'un **état d'être en relation** en tant que résultat de cette action. C'est un sens qui se rapproche de la perspective de Niklas Luhmann pour qui la communication est une réalité *sui generis* qu'il associe directement, par ce qu'elle représente, à l'idée de rapports sociaux. « *Chaque contact social est compris comme un système jusqu'à et y compris la société en tant qu'inclusion de tous les contacts possibles* », écrit-il (1995, p. 15).<sup>167</sup>

Et, comme dans l'esprit de Niklas Luhmann (1989a, p. 146)<sup>168</sup> la société est « *ce système social qui comprend toutes les communications significatives et est toujours formé lorsque la communication a lieu en relation avec une communication antérieure ou en référence à une communication ultérieure* », nous pouvons croire que la *communication* selon Luhmann, sans qu'il ne l'ait spécifiquement écrit, soit l'expression du moment de la réalité d'un contact social,<sup>169</sup> ce qui associe directement l'idée de *communication* à l'état d'être en relation alors que l'agir de mise en relation s'exprime par et sous la forme du *communiquer* en tant que verbe d'action.

## 4.2 Une perspective fonctionnaliste : la communication ou l'être en relation

Parfois le sens ancien disparaît au profit d'un sens nouveau alors que parfois le mot s'enrichit d'un sens nouveau tout en conservant son sens ancien. C'est le cas du mot *communication* pour lequel l'idée de transmission et son caractère uni dimensionnel –

---

<sup>167</sup> Traduction libre

<sup>168</sup> Traduction libre

<sup>169</sup> Dans *Social Systems*, Niklas Luhmann (p. 16) déclare que tout contact social doit se comprendre en tant que système et ce, jusqu'à la société en tant que l'inclusion de tous les contacts possibles, ce qui est cohérent avec la thèse qu'il défend d'une société essentiellement constituée de communications.

différente de celle d'échange ou de réciprocité aux caractères bi dimensionnels - s'est ajoutée à celle de mise en relation qui a toujours fait partie de la généalogie du mot. Cette sémantique établit le point de départ de notre recherche vers une perspective fonctionnaliste de la communication permettant de concevoir la réalité sociale de manière objective et ordonnée. Comment le domaine de la communication peut-il être appréhendé et compris dans la perspective d'une systémique fonctionnaliste?

La perspective fonctionnaliste de la communication de Niklas Luhmann est liée à sa posture épistémique. Il pose l'idée de *fonction* comme un schéma régulateur de sens susceptible de générer des équivalents fonctionnels en guise de solution à un problème. La réalité n'apparaît pas comme ce qui existe et se maintient mais comme un processus de reconfiguration continue d'une suite de problèmes associés à la complexité et qui trouvent une issue de sens les uns à la suite des autres. La communication est le moteur de cette reconfiguration continue et c'est par elle que le sens émerge.

Ce schéma trouve sa source dans la manière dont Luhmann (1981) résume la fonction de la communication. Elle est pour lui un événement doté de sens qui est susceptible de reconfigurer un problème de complexité en le réduisant. Il faut ici comprendre la complexité comme ce à quoi doivent faire face les individus, soit un monde désordonné et confus de possibles, un monde préexistant à la construction de toute réalité. Conceptualisé tel un chaos, le monde est désordonné et ne peut s'affirmer comme monde réel que par un modèle de mise en ordre qui l'éclaircit et lui donne sens. Le monde d'infinitude est alors reconfiguré en problème de complexité qui, après réduction, peut désormais exister comme une réalité sociale d'où émerge une dimension de la société dans laquelle s'inscrivent les individus. Ils font partie de l'environnement social et ils entretiennent entre eux des relations génératrices de sens par l'entremise de la communication. Pour Luhmann, la société s'appréhende en tant que système de relations dont le moteur est la communication. Sa conception de la

communication est conforme à la sémantique originale associée à la mise en relation et sa vision de la sociologie met beaucoup plus l'accent sur la description compréhensive des relations et des représentations que sur les actions.

D'un point de vue biologique, l'individu est un être vivant qui vit en tant qu'être individuel appréhendé comme un système dont le moteur est sa conscience. Il est un système psychique doté de son propre appareil perceptif avec lequel il appréhende le monde de l'infinitude qu'il perçoit comme un problème de complexité. L'infinitude est complexe jusqu'à sa contingence, soit la totalité des possibles ou tout ce qui peut être non essentiel et non impossible. Face à la contingence, l'individu fait des choix et sélectionne selon un modèle de mise en ordre dont les termes sont définis par les paramètres systémiques que sont les codes, programme, médium, forme et fonction. Les paramètres sont particuliers à chacun des systèmes sociaux et les individus s'y réfèrent pour la sélection de l'information dans la contingence. Mais un individu ne communique pas avec lui-même. Il ne fait qu'agir dans sa conscience et penser. Dans cet esprit, la communication luhmannienne ne peut être que l'expression d'une désincarnation de l'interaction.

Et bien que singuliers, les individus ne vivent pas indépendamment les uns des autres. Compte tenu de leurs facultés de mobilité et de perception, « *il est profitable sur le plan de l'évolution non seulement d'étendre la portée de sa propre perception mais aussi d'échanger des informations au lieu de se les procurer soi-même* » (Luhmann, 2012a, p. 114).<sup>170</sup>

Telle est l'essence de la société selon Niklas Luhmann. Elle se perçoit l'instant d'un moment tel un système de relations et de représentations précédant l'action. La communication y agit à titre de moteur de la mise en relation par le sens qu'elle donne

---

<sup>170</sup> Traduction libre



aux représentations sociales et l'évolution de la société se comprend comme la somme d'instantanés déterminés à postériori.

Si chacun appréhende le monde et sélectionne l'information selon un modèle de mise en ordre, ce modèle doit être commun pour que les rapports qu'entretiennent les individus entre eux soient qualifiés de sociaux. De par leurs caractères biologiques, les individus préservent leur indépendance mais en présence les uns les autres, ils deviennent dépendants du principe de mise en ordre. Les relations qu'ils entretiennent entre eux s'établissent par l'entremise de ce principe. C'est ce phénomène social qui s'appréhende en tant que système dont le moteur est la communication.

*« Les êtres vivants vivent sur le mode individuel, comme des systèmes déterminés par des structures. De ce point de vue, c'est un accident dans la constellation si un individu, bien qu'il fasse ce qu'il fait, puisse profiter à l'autre. **La dépendance impliquerait une multiplication des improbabilités.** C'est pourquoi des avantages ne peuvent être obtenus que si les individus deviennent dépendants des conditions d'un système d'ordre supérieur sous lequel ils puissent choisir leurs contacts les uns avec les autres, c'est-à-dire ne pas être dépendants les uns des autres. Pour les êtres humains, ce système d'un ordre supérieur, qui n'est pas lui-même un être vivant, est ce système de communication qu'est la société. »*

Luhmann (2012a, p. 115) <sup>171</sup>

La communication de Niklas Luhmann est le passage obligé de toute interaction sociale et sa société ne se compose pas d'individus mais de communications entre individus. Si le moteur de tout individu est sa conscience, « à partir de la conscience, la communication aussi ne peut que se faire consciemment et être posée contre une autre conscience possible » (Luhmann, 2010, p. 145). Dans l'environnement de l'infinitude et de la complexité non réduite, chaque individu perçoit l'existence de sa propre contingence tout comme il perçoit simultanément l'existence de celle d'autrui. Il est

---

<sup>171</sup> Traduction libre

inutile d'orienter son comportement dans l'anticipation d'un comportement d'autrui tout comme il est inutile qu'autrui entretienne les mêmes prétentions car il ne peut y avoir comme attentes mutuelles que celles de l'inattendu des contingences de chacun. Lorsque tout est possible dans toutes les consciences, rien n'est prévisible et sans principe d'ordre, un désordre ne peut qu'engendrer un autre désordre.

La relation entre individus n'existe que par la conscience mutuelle de la présence de la communication et non par ce qu'elle peut entraîner car toute communication n'est jamais caractérisée par l'assurance de son succès. Au contraire, Niklas Luhmann la juge plus qu'improbable par le caractère des exigences qui doivent être satisfaites pour qu'elle se réalise, la plus importante de ces exigences étant l'issue de la compréhension de la présence d'une communication signifiée par une communication ultérieure. Un individu peut être conscient de quelque chose et communiquer sur quelque chose sans jamais détenir dans sa propre conscience l'assurance que cette communication sera perçue comme telle et déclenchera une réaction qui sera elle-même une communication.

Ce qui permet de tracer un premier constat sur la perspective fonctionnaliste de la communication. De l'objet qu'est la communication tel que défini par notre parcours sémantique, nous devons comprendre de la systémique fonctionnaliste de Niklas Luhmann qu'elle en réfute la notion de transmission dans sa seule prétention informative. Le verbe transitif conjugué et accompagné du complément d'objet direct - *je communique quelque chose* - y est impertinent, la transmission devant essentiellement être caractérisée par le contexte relationnel de l'intersubjectivité du principe systémique et des termes de mise en ordre qui prévalent à la sélection dans la contingence. Appréhendée dans sa seule dimension psychologique et individuelle de phénomène cognitif de conscience, la communication ne peut que s'épuiser sans se reproduire. Dans la perspective fonctionnaliste, la notion de *transmission* ne suffit pas

à définir la communication. L'accent doit être placé sur la sémantique de *mise en relation* dont nous avons identifié la présence dès l'origine de la notion de communication par l'*agir* de mise en relation – communiquer - et l'*état* d'être en relation – la communication.

Un système social caractérisé par les rapports entre individus ne peut apparaître qu'à la seule condition d'un partage de sens. Il est créé par un événement de communication qui est plus qu'une transmission mais la synthèse des trois opérations que sont la transmission, l'énonciation et la compréhension.<sup>172</sup> Si une communication a lieu, il y a alors une production de sens et ce sens nourrit récursivement une communication ultérieure. À la condition qu'elle soit reconnue explicitement ou implicitement comme communication, chaque communication produit du sens. Niklas Luhmann, en référence à Deleuze (1969, p. 87) pour qui « *le sens est toujours un effet* », tire profit de ses enseignements et explique comment la communication par la construction de sens détermine l'évolution de toute société :

*« Le sens n'existe que comme sens des opérations qui l'utilisent, et donc seulement au moment où il est déterminé par des opérations, ni avant ni après. Le sens est en conséquence un produit des opérations qui utilisent le sens et non une qualité du monde qui serait due à une création, une fondation ou une origine. Il n'y a donc aucune idéalité séparée de la réalité de l'expérience factuelle et de la communication. »*

Luhmann (2012a, p. 18)<sup>173</sup>

La communication produit du sens sur lequel s'opère une autre communication qui à son tour produit du sens et la succession de sens récursifs les uns aux autres fait évoluer toute société. La communication de Luhmann se vit en avant, tout en ne pouvant être

---

<sup>172</sup> Nous avons expliqué en 2.3 comment fonctionne la communication selon Luhmann, comment elle est la synthèse des trois processus de sélection dans la contingence que sont la transmission, l'énonciation et la compréhension pour générer le sens.

<sup>173</sup> Traduction libre

comprise que de l'arrière, un énoncé ne devenant un élément de la communication que s'il lui est ultérieurement et significativement lié par une compréhension et ne pouvant être compris que s'il est lui-même lié à une communication antérieure. Sans horizon sensoriel de compréhension, une communication cesse d'être une communication et sans communication entre individus, il ne peut y avoir de société.

Ce premier constat permet d'en tracer un second sur la perspective fonctionnaliste de la communication. De l'objet qu'est la communication tel que défini par notre parcours sémantique, nous devons comprendre de la systémique fonctionnaliste de Niklas Luhmann que son appréhension de la communication se fonde sur le phénomène de mise en relation entre individus par l'interaction, un phénomène qui ne peut exister sans la communication. Le verbe transitif accompagné d'un complément d'objet indirect – *je communique avec quelqu'un* - y est plus que pertinent. Quant au verbe transitif accompagné d'un complément d'objet direct - *je communique quelque chose* - Luhmann (2010, p. 187) en dénigre l'idée de transmission, « *une métaphore inutilisable car elle implique beaucoup trop d'ontologie* » en suggérant qu'un émetteur transmet alors qu'il ne se défait de rien et que « *la métaphore exagère l'identité de ce qui est transmis* » en impliquant pour l'information transmise qu'elle soit la même pour l'émetteur et le récepteur, que ce qui soit transmit soit simultanément ce qui soit perçu. Il associe la sémantique de la communication non pas à la transmission mais à la dynamique de mise en relation. La communication de Niklas Luhmann est communicative et dans cet esprit, nous dirons que sa pensée communicationnelle est une pensée relationnelle. Elle est un agir induisant un état induisant à son tour un agir.

Ce caractère relationnel s'applique à l'ensemble de la pensée systémique de Luhmann. Elle repose sur l'hypothèse de l'unité organisée d'un tout qualifié de système et qui dispose de sa propre identité en se distinguant de son environnement. La perspective s'attarde au comportement, à l'unité et aux articulations en réseaux des composants

comme le tout indissociable d'un système donné. Les caractères singuliers des composants sont laissés au second plan. L'objectif est de fonder un savoir unifié s'exprimant par une théorie générale dans une perspective relationnelle dont le primat est accordé aux unités qui se distinguent de l'environnement. Poser l'idée d'un système autoréférent, c'est nécessairement s'inscrire dans une perspective relationnelle parce que le système n'existe alors que par son rapport à l'environnement constitué d'autres systèmes agissant comme sources d'irritation qu'il faut traiter par les opérations de communication qui se réfèrent à l'identité interne du système, elle-même produite par la différenciation <sup>174</sup> de son environnement. Sa particularité ne se définit ni comme un tout comportant des parties ni comme une relation entre le tout et les parties, et encore moins par référence à une quelconque finalité. Une des particularités d'un système luhmannien est qu'en référence au hasard et sans dessein, il acquiert son individuation<sup>175</sup> à travers sa capacité à se définir lui-même dans sa reproduction et constituer du sens par l'émergence de faits de conscience (*Sinnkonstituierende Systeme*) générés par la communication. Ce système vit de l'exécution continue de son auto-individuation. Il est performatif et sa lecture continue constitue un phénomène. Cette pensée systémique est relationnelle. Elle se fonde sur le phénomène de mise en relation générant un état d'être en relation, un contact social.

Niklas Luhmann observe la société afin d'objectivement en expliquer l'ordre. Il souhaite en comprendre le fonctionnement avec rationalité et pragmatisme dans la perspective de grands ensembles fonctionnellement organisés en systèmes sociaux. Il appréhende la communication en tant que phénomène de mise en relation et la désigne

---

<sup>174</sup> La différenciation doit ici être comprise dans le sens du concept luhmannien d'*Ausdifferenzierung* relatif à l'idée d'individuation d'un système unitaire clos sur lui-même - non comme une totalité composée de la somme de ses éléments - dont la fonction est de réduire la complexité de son environnement en tant que problèmes sociaux spécifiques, d'où la notion de *différenciation fonctionnelle* faisant émerger la société fonctionnellement différenciée.

<sup>175</sup> Pour Luhmann, l'individuation est une *activité* évolutive de production de sens qui fait simultanément émerger la source même de cette activité.

comme moteur de chaque système, ce qui l'inscrit dans la continuité sémantique décrite depuis la naissance du néologisme. Cependant, les écrits originaux en langue allemande ont fait l'objet de traduction en plusieurs langues par plusieurs traducteurs. Ce contexte a généré l'usage d'un vocabulaire élargi apparenté au vocable *communication* pour décrire tant ce qu'elle *est* que ce qu'elle *fait*, *comment* et *avec quoi elle le fait* en allant parfois jusqu'à l'homonymie. Il est donc nécessaire de clarifier l'usage des vocables associés à la communication et intégrés à la théorie des systèmes sociaux.

La communication (*Kommunikation*) comme moteur des systèmes sociaux est une notion qui exprime une pensée relative à la mise en relation et sa lecture est celle d'un *état d'être en relation*. Elle se produit alors qu'un individu comprend que quelque chose et rien d'autre est exprimé dans une forme et non une autre par autrui – individu ou système. L'état d'être en relation se définit comme communication par la compréhension (*Verstehen*) de la différence entre l'information (*Information*) et l'énonciation (*Mitteilung*). Dans cet esprit, la communication est le produit de la synthèse des sélections faites dans la contingence de l'information, de son énonciation et de sa compréhension ou son incompréhension (*Unverstehen*). Un moyen ou médium (*Medien*)<sup>176</sup> n'est donc pas la communication. Appréhendé comme forme, il est un support qui permet d'en établir la probabilité de vraisemblance. Les formes du langage (*Sprachemedien*) rendent probable la compréhension – elles font référence aux langues comme expressions de l'autopoïèse de systèmes sociaux ou psychiques et non à une représentation de référents externes - alors que les formes de diffusion (*Verbreitungsmedien*) rendent probables l'énonciation – elles font référence aux

---

<sup>176</sup> La langue française utilise le mot *médium* au sens singulier d'un *moyen* associé à la communication alors que pour le sens pluriel de *moyens* associés à la communication elle utilise le mot *médias* qui a élargi son usage sémantique associé à un moyen de communication au singulier avec le mot *média*. La langue française utilise désormais couramment *un média de communication* et *des médias de communication* comme désignation sémantique associée aux moyens de communication. L'allemand va dans le même sens par l'usage de *medien* (*média*) tant au singulier qu'au pluriel en lieu et place de *et mittel* (*moyen*).

supports de représentations symboliques (écriture, imprimerie, télécommunications) qui désynchronisent l'information de l'énonciation et de la compréhension.

Quel que soit le support de formes sur lequel il repose, le médium est un symbole qui, par la probabilité de vraisemblance de la communication, génère l'action la suivant dans le domaine du système pour lequel elle est établie. Un médium n'est constitué que de formes et il n'existe que par elles. Luhmann (2012a, p. 118) explique qu'une forme est « *un couplage étroit d'éléments dans un milieu d'éléments largement couplés* ». Une forme est un concept abstrait, un élément fluide, éventuel et fugitif alors qu'un médium est stable et provoque des résultats évolutifs. Les systèmes sociaux sont constitués de différents médiums et de différentes formes qui, regroupés, sont qualifiés de *médias de communication symboliquement généralisés* (*Symbolisch generalisierte Kommunikationsmedien*). L'idée de médium dépasse largement l'association qui lui est communément attribuée en tant que support d'écriture, de paroles ou d'images. Pour Luhmann, le pouvoir et l'opinion publique sont des médiums associés aux systèmes sociaux de la politique et des médias de masse tout comme l'argent, la justice ou le savoir le sont pour les systèmes sociaux de l'économie, du droit ou de la science.

\* \* \*

*Niklas rêve de la plage. Il y marche sur le sable et chaque pas trace l'empreinte de chacun de ses pieds. « Mais où suis-je ? » se demande-t-il, l'instant d'un moment ? Il questionne l'environnement où il s'observe... La plage est une vaste étendue de sable. En fait, elle est une vaste étendue d'une multitude de grains microscopiques constituant le sable. Certains sont si serrés les uns aux autres qu'ils deviennent une structure solide, celle d'une empreinte qui n'existe qu'en fonction du sable par lequel elle se constitue. Le sable est devenu médium parce que ses grains prennent une forme qui fait sens. Niklas comprend ce qu'est l'empreinte, l'instant d'une observation, la succession actualisée de ces instants racontant la promenade, jusqu'à la dissolution*

*des formes. Le passé du présent anticipe le futur... Médium et forme sont des distinctions qui engendrent la communication.*

\* \* \*

La distinction entre médium et forme explique l'adéquation entre la communication et le sens qu'elle génère, toute communication étant improbable avec des éléments dénués de forme (Luhmann, 2012a, pp. 113-120). Les grains microscopiques de notre allégorie ne font aucun sens sans la forme que certains d'entre eux génèrent. L'observation d'une différence entre médium et forme est un caractère propre au système perceptif de la conscience. Elle se réalise dans l'actualisation d'un couplage étroit comme événement présent prenant le sens d'une forme déterminée tout comme elle peut anticiper dans le couplage large d'un médium les possibilités de formes et leur passage d'une actualisation à l'autre. Le couplage inscrit dans la différence entre médium et forme est ainsi un concept qui implique le temps. Ramenée au langage, la distinction entre médium et forme est projetée dans la différence entre une lettre du médium de l'alphabet et son couplage avec d'autres donnant la forme d'un mot, lui-même prenant forme de médium qui, couplé avec d'autres mots donne la forme temporaire d'une phrase, chaque différence s'établissant dans la récursivité. La communication n'est possible que comme opérationnalisation de la différence entre médium et forme et le sens généré ne représente aucun état d'objet physique. « *La communication ne présuppose donc en aucune façon des identités ultimes – atomes ou particules – qu'elle ne formerait pas elle-même par ses propres distinctions* » précise Luhmann (2012a, p. 117)<sup>177</sup>. Le sens est un produit de la différence observée, une forme dépendante de chacun des observateurs qui se substitue à tout ancrage ontologique et s'implique elle-même. « *Elle rend autologique toute théorie avec laquelle elle travaille* » et en expliquant la distinction à l'aide du langage « *du point de vue de l'épistémologie*

---

<sup>177</sup> Traduction libre



*traditionnelle, ce serait une erreur rendant inutilisable tout ce qui en découle* » écrit Luhmann (2012a, p. 118), <sup>178</sup> réitérant ainsi sa posture constructiviste.

La généralisation d'outils techniques de reproduction a peu à peu remplacé l'interaction directe par l'interaction indirecte. L'ensemble de ces moyens est devenu ce qui est désigné comme les médias de masse et Luhmann (2012b) souligne que leur influence grandissante s'explique par leur différenciation en tant que système social.

### **4.3 Le monde extrait du monde, paradoxe du monde médiatique**

Pour Niklas Luhmann, la communication dans une perspective fonctionnaliste est un événement doté de sens susceptible de reconfigurer un problème de complexité en le réduisant. « *Les systèmes de communication traitent la communication sur la base d'une forme de distinction en soi asymétrique entre le substrat médian – le médium - et la forme. Ils concentrent leur attention sur le sens de ce qui se passe et cherchent une connexion. Ainsi la société émerge, et ainsi la société se reproduit dans le médium de sa propre communication* » résume Luhmann (2012b, p. 120) tout en précisant que le sens ancien de « *communicatio* » établissant une « *communauté d'expérience* » (*Gemeinsamkeit des Erlebens*) doit être abandonné, tout impossible que soit le partage d'un vécu car en général, « *il est difficile de voir comment les êtres vivants, y compris les humains, peuvent avoir quoi que ce soit en commun dans l'intérieur obscur de leur conscience* » (Luhmann, 2012b, p. 120).

Communiquer est bien un *agir de mise en commun* établissant un *état d'être en relation* mais dans la perspective de Luhmann, elle ne s'applique pas aux individus mais bien

---

<sup>178</sup> Traduction libre

aux systèmes, indépendamment qu'ils soient sociaux ou psychiques.<sup>179</sup> Luhmann explique l'état d'être en relation entre deux systèmes par les notions d'interpénétration (*Interpenetration*) parce que les systèmes s'irritent mutuellement, et de couplage structurel (*Strukturelle Kopplung*) parce qu'ils doivent traiter ces irritations à partir de ce qu'ils sont. Les notions de communication, de médias de communication symboliquement généralisés, de médium et de forme étant ainsi précisés, il nous importe désormais de situer le cadre du domaine de la communication dans sa dimension médiatique comme objet associé à notre recherche.

En 1975, Niklas Luhmann publie « *Veränderungen im System gesellschaftlicher Kommunikation und die Massenmedien* ». Ce titre, qui se traduit littéralement en français par « *Changements dans le système de communication sociale et les médias de masse* », est indicatif de l'association que fait l'auteur entre la communication dans sa sémantique de mise en relation, soit la communication dans sa dimension sociale, et les médias de masse. « *La communication tisse la société en une unité. C'est une chose facile à dire. Mais cette thèse du lien entre modes de communication et société reste un lieu commun tant qu'il n'est pas possible de la différencier historiquement et en termes de contenu* » écrit-il en introduction (1975, p. 13),<sup>180</sup> une affirmation qui montre le caractère encore indéfini de la communication sociale et de la dimension des modes médiatiques. Après avoir sommairement décrit sa vision des systèmes sociaux, il conclue en questionnant la possibilité que les médias de masse constituent, au même titre que les systèmes de la politique, du droit, de la science ou de l'art, un système social à part entière.

---

<sup>179</sup> Niklas Luhmann est désormais en rupture avec la notion anthropocentrique d'individu qu'il remplace par la notion de systèmes, vivants pour la biologie, psychiques pour la conscience et sociaux pour l'état d'être en relation par la communication.

<sup>180</sup> Traduction libre du texte original allemand « *Kommunikation verwebt die Gesellschaft zur Einheit. Soviel ist leicht gesagt. Aber diese These des Zusammenhangs von Kommunikationsweisen und Gesellschaft bleibt ein Allgemeinplatz, solange es nicht gelingt, sie historisch und inhaltlich zu differenzieren.* »

Ce n'est que vingt ans plus tard qu'il est en mesure de répondre à son questionnement. En 1995, il publie une version considérablement remaniée d'une conférence prononcée l'année précédente. Sous le titre *Die Realität der Massenmedien*, il analyse le système social des médias de masse en profondeur et avec la maturité de ses précédentes réflexions. Les médias de masse y sont définis comme « *tous les dispositifs de la société qui servent de moyens techniques de reproduction multiple pour la diffusion de la communication* » (Luhmann, 2012b, p. 8), l'idée fondamentale et décisive à retenir étant qu'aucune interaction ne puisse avoir lieu entre diffuseur et auditeurs ou lecteurs. Toute interaction par l'interposition de la technologie occupant un statut d'intermédiaire est exclue. Il peut générer en grand nombre et par la fabrication mécanique des produits destinés à des destinataires indéterminés. En termes de paramètres systémiques, la diffusion agit à titre de *médium* permettant la création de *formes* qui créent des opérations de communication par lesquelles le système médiatique s'autoréfère à lui-même et se différencie.

Les médias de masse sont des moyens de *mise en relation* sans nécessité aucune de contact dans l'espace et dans le temps. Ils ne sont qu'une technologie de diffusion et de transmission qui ne constitue elle-même qu'un médium qui permet la création de formes qui créent à leur tour des opérations de communication permettant la différenciation et la clôture opérationnelle du système. Parce qu'ils sont générateurs d'opérations de communication créant du sens, les médias de masse sont un système social.

La réalité des médias de masse se trouve dans ses opérations propres, dans les opérations de communication qui s'y déroulent et les traversent. Le système des communications de masse tel que décrit par Luhmann (2012b) repose sur des fondations restreintes à la mise en relation et à l'interaction hors des limites spatio-temporelles, dans un environnement s'appuyant sur la distinction *information / non*

*information*. Tout ce qui est extérieur au système constitue un environnement de complexité contingente, une totalité des possibles qui peuvent ou non se réaliser, et de laquelle le système doit se différencier pour exister. Il se reconnaît comme média de masse en ne retenant de son environnement que ce qui s'inscrit dans son code distinctif *information / non information*. Un *communicant* y agit à titre de figure d'autorité dotée d'une capacité légitimée permettant son rapport à l'action. Il détermine l'un ou l'autre de trois domaines de programmes ayant chacun leurs spécificités et contribuant à la construction de trois réalités distinctes. Les médias de masse sont ainsi constitués de nouvelles, de publicité ou de divertissement.<sup>181</sup> Tel est la dynamique systémique des médias de masse dans laquelle s'intègre la dimension d'information. (Figure 40).

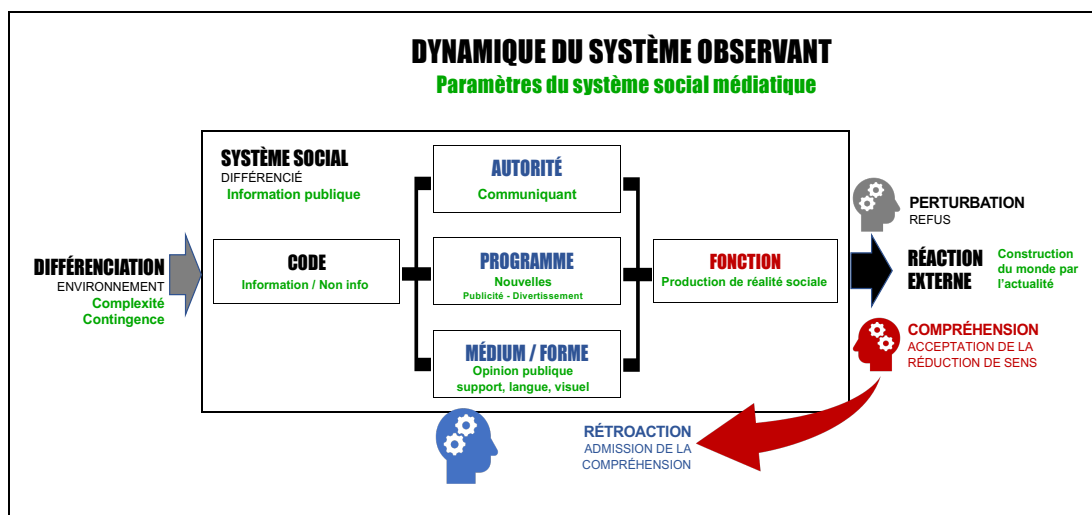


Figure 40 – Dynamique systémique des médias de masse selon Luhmann

La dimension d'information médiatique ou le domaine des nouvelles est mis en place par l'entremise de l'opinion publique qui, à titre de médium, occupe la fonction systémique de transmission d'une complexité réduite. Cette réalité médiatique est d'autant plus vraie de nos jours. En constatant l'importance occupée par la transmission

<sup>181</sup> En cohérence avec nos constats élaborés au premier chapitre, nous nous intéressons spécifiquement à la dimension de « nouvelles » du système social des médias de masse et délaissions la spécificité des dimensions de « publicité » et de « divertissement ».

d'idées et d'opinions tenant lieu d'informations, le système médiatique s'érige, dans sa relation avec le système psychique, comme une pépinière du prêt-à-penser. Ses paramètres sont les éléments constitutifs du dispositif de construction de la réalité sociale. Ils agissent afin de mener à terme la finalité fonctionnelle du système. Son existence s'incarne dans les opérations de ce dispositif de distinction par la sélection dans la contingence et la variance des possibles, engendrant ainsi son véritable sens fonctionnel. La dimension d'information s'inscrit dans le système de la communication de masse et y *agit* par l'entremise d'une communication qui *est*, bien qu'elle ne soit déjà plus une information au sens de *nouvelle* dès l'instant où elle *est*.

À l'instar de tous les systèmes sociaux, le dispositif de distinction par la sélection associée au système des médias de masse ne peut être actionné que par la communication agissant comme dispositif de traitement de l'information. Ce dispositif agit sur chacun des paramètres constituant le système et en exécute les trois étapes d'information, d'énonciation et de compréhension en se référant au code *information / non information* agissant comme guide de sélection. Une information ne devient information qu'en étant sélectionnée par les médias de masse comme information plutôt que comme non information.

Le système des médias de masse observe l'environnement de la société et s'en distingue sur la base de son code primaire. Par l'information, il détermine et sélectionne ce qui est susceptible d'être médiatiquement exprimé, par exemple tout ce qui est susceptible d'agir à titre d'information de nature publique par opposition à l'information de nature privée. Par l'énonciation, le système établit son intentionnalité et sélectionne dans la contingence de tous les contenus et modes d'expression médiatique ce qui sera énoncé parmi ce qui a été établi comme information et détermine le moment de son expression. C'est le cas par exemple d'une information traduite en enjeu exprimé dans un budget discrétionnaire d'un gouvernement. Le facteur décisif

du traitement de l'information est la troisième étape de sélection car elle est récurrente et donc contraignante, c'est-à-dire que c'est sur sa base que seront déterminées les communications ultérieures. Une opération communicationnelle ne peut être que par sa compréhension, ce qui implique qu'une communication ne puisse prendre part au système que si une nouvelle communication s'y rattache par l'acceptation ou le refus de la réduction de sens qu'elle propose. Dès qu'une information est comprise en tant que produit communicatif détenant le statut d'information dite de *nouvelle*, elle doit être interprétée comme une acceptation de la réduction de sens et de ce fait, elle cesse d'être une information et retombe dans l'environnement (Figure 41).

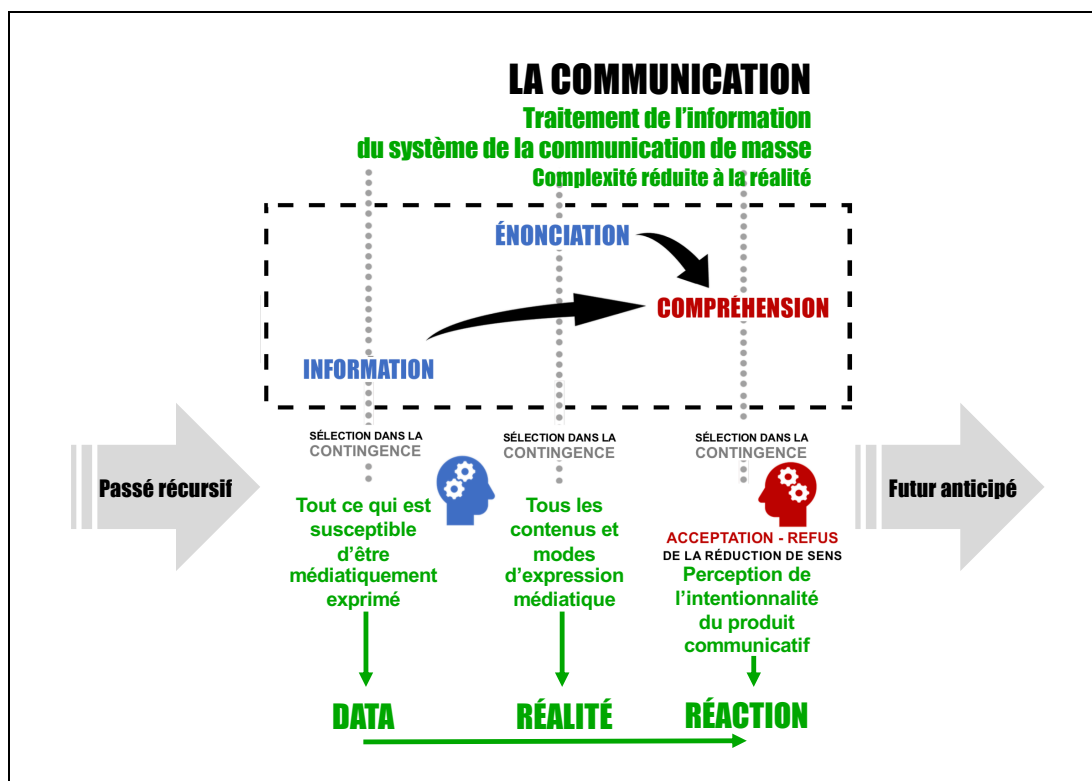


Figure 41 – Traitement de l'information des médias de masse selon Luhmann

La dimension d'information agit par l'entremise d'une communication qui n'est plus une information au sens de *nouvelle* dès l'instant où elle est. Nous pouvons ainsi dire

qu'une nouvelle n'est qu'au sens du passé, ne pouvant jamais *être* vécue au sens du présent autrement qu'en attente du futur. L'information exprimée crée instantanément l'attente d'une prochaine. Non perçue comme intention, la réduction de sens qu'est l'information prenant forme de produit communicatif est refusée et engendre une perturbation pour laquelle le système doit réagir. L'information sans auditoire est considérée par le système des médias de masse comme une perturbation.

Dans son analyse fonctionnelle des médias de masse comme système social, Luhmann (1995) détermine que sa fonction sociale est de construire et reproduire une réalité. Elle est basée sur des pouvoirs *de transmission* pérennisés dans le dénominateur même d'*émission* de radio ou de télévision ainsi que des pouvoirs de *réception* qui s'expriment sous la forme d'opinion publique inscrite dans un environnement reposant sur une distinction *information / non information*. Dans le contexte du domaine de programme des nouvelles, c'est le caractère déterminé de *nouveauté-péremption* de contenus qui agit comme moteur de l'autopoïèse. Si ce caractère est interprété différemment d'un système de média de masse à l'autre, tous doivent néanmoins s'y soumettre pour que les communications qu'ils produisent soient considérées comme pertinentes d'un point de vue de la différenciation des médias de masse et reprises par elles.

Les médias de masse sont un système social et bien qu'il s'appuie sur la communication pour exister au sens où elle agit par la mise en relation pour créer un état d'être en relation avec un autre système, il ne doit pas être confondu à la notion conceptuelle de communication. La fonction systémique des médias de masse n'en est pas une de *mise en relation*. Elle est une fonction de construction d'une réalité du monde sous la forme d'une représentation de l'espace public, et « *il faut entendre représentation en un sens contracté et réducteur (...) et qu'il est nécessaire de représenter l'espace public sous la forme de constructions de la réalité auxquelles tous les systèmes sociaux et*

*psychiques peuvent participer sans qu'ils soient obligés de s'y rapporter de manière déterminée* » (Luhmann, 2012b, 142).

En 1975, répondant à une question sur le pouvoir des médias à l'occasion de son périple en Californie, Michel Foucault explique que « *nous vivons dans deux mondes : le monde intérieur, personnel, qui est issu de notre expérience sensible et immédiate, et le monde extérieur, avec lequel nous ne sommes pas capables de communiquer directement parce qu'il nous est rapporté par les médias. Mais il nous est rapporté de façon très déformée* » (Wade, 2021, p.135).<sup>182</sup>

La vérité médiatique peut-être déformée, voire fausse. L'expérience du monde médiatisé n'est pas l'expérience de l'*étant intégral* du monde. Le monde présenté en tant que réalité par les médias ne peut prétendre au statut de réel qu'en se distinguant du monde dans lequel il puise son identité et les médias de masse ne peuvent construire leur propre identité qu'en se distinguant de leur environnement, ce qui implique plusieurs réalités du monde et plusieurs identités médiatiques. Qu'elle soit considérée comme vraie ou fausse, la réalité du monde présentée sous la forme d'information est une communication *comprise* (*Verstehen*) en tant que tel, tributaire de sa contrepartie qu'est la non-information, l'une n'étant possible sans l'autre. Les conditions de possibilité de la réalité médiatique sont simultanément les conditions de son impossibilité parce que les formes médiatiques reposent sur leur distinction identitaire. Ils reposent sur ce qu'ils distinguent de ce qui est information de ce qui ne l'est pas, ce qui implique obligatoirement que l'établissement de critères établissant ce qu'est et ce que n'est pas l'information diffère d'une forme médiatique à l'autre. Peu importe quel monde est extrait du monde et selon quels critères il peut l'être d'une institution médiatique à l'autre, il n'en constitue pas moins le paradoxe du monde médiatique car

---

<sup>182</sup> Ce commentaire de Michel Foucault fait référence à la notion de « régime de vérité » utilisée dans *Surveiller et punir, Naissance de la prison* (1975).



l'observation de second ordre requiert la considération simultanée des deux facettes d'une distinction, l'une n'étant possible qu'en considération de l'autre.

Ce paradoxe sur lequel se fonde la dimension médiatique de la communication n'entraîne pas pour autant le blocage des opérations relatives à l'information parce la déontologie rend invisible la situation paradoxale et assure l'unité systémique. La déontologie pour l'observation du système médiatique agit au même titre que la représentation pour l'observation du système politique, chacune permettant d'invisibiliser le paradoxe.<sup>183</sup> Le système de l'information médiatique s'emploie à produire le monde dans lequel s'intègre la vie des individus en distinguant l'existant du non existant. À travers sa lunette, il différencie la réalité de ce qu'il considère ne pas l'être en lui attribuant le caractère de fait ayant valeur d'information. La réalité du monde médiatique est celle qui répond aux caractères de ce que doit être l'information au sens médiatique. Elle correspond aux caractères d'actualité et d'intérêt général appuyés sur des mécanismes de sélection propres à chacune des organisations médiatiques. Certains médias donnent préséance à la localisation géographique – ils se disent locaux, régionaux ou internationaux - ou à la violation des règles de droit – ils couvrent l'amplitude des faits divers - alors que d'autres privilégient un domaine d'intérêt particulier comme la politique ou les conflits. La réalité des médias de masse est celle qui est perçue par les médias ou à travers eux par l'entremise de leurs propres opérations et objets sélectifs de communication.

Au final, l'observation de second ordre voit que le système des médias de masse produit une réalité sociale en distinguant l'information de la non information et que cette réalité est sans obligation d'un quelconque consensus. Même remise en question dans sa vérité, la réalité médiatique demeure un simple extrait du monde et comme le monde est inatteignable, sa réalité ne peut être que construite. « *La thèse du constructivisme*

---

<sup>183</sup> Nous avons expliqué la notion de paradoxe et de représentativité en 3.3

*opérationnel (...) ne conteste pas le fait qu'il y ait une réalité. Cependant, elle considère le monde non comme un objet mais, au sens de la phénoménologie, comme un horizon. On ne peut donc pas l'atteindre. C'est pour cette raison qu'il n'y a pas d'autres possibilités que de construire la réalité ou, éventuellement, d'observer comment les observateurs construisent la réalité » (Luhmann, 2012b, p. 14). C'est ce que font chacun des médias de masse, en s'observant eux-mêmes sans jamais se voir comme observateur – ils ne voient que l'unité de leurs paramètres systémiques - tout en observant le monde.<sup>184</sup>*

Selon Luhmann (2012b, p. 8), le caractère singulier de la communication de masse détermine « *qu'aucune interaction entre les co-présents (unterAnwesenden) ne puisse avoir lieu entre émetteur et récepteur, l'entremise de la technique excluant l'interaction et cela ayant d'importantes conséquences définissant le concept de médias de masse* ». Des rencontres personnelles ou impersonnelles entre individus sont des phénomènes sociaux dès lors qu'une communication se réalise. Dans la terminologie de la théorie des systèmes sociaux, de tels phénomènes sociaux anarchiques, de courte durée et qui ne s'inscrivent dans aucun des domaines fonctionnels établis peuvent être qualifiés de systèmes d'interaction, la présence étant une forme pouvant être qualifiée de différence. Luhmann (2012a, p. 814) explique que « *les systèmes d'interaction ne se forment pas en dehors de la société pour entrer ensuite dans la société comme des structures achevées. Puisqu'ils utilisent la communication, ils sont toujours des réalisations de la société dans la société. Ils ont pourtant une forme opérationnelle propre qui ne pourrait se développer sans*

---

<sup>184</sup> Pour Luhmann, tout système observant reste invisible à lui-même en tant qu'observateur. « *Et là, nous nous trouvons sur le terrain qui intéresse la cybernétique de second ordre, entendue en son sens strict. La question « Qui est l'observateur? » est alors posée de manière universelle et également appliquée au système observant. La question de l'observateur se substitue à celle de la fondation, laquelle conduit nécessairement à une régression à l'infini. Et quiconque souhaite fonder sa propre expérience ou son propre agir doit donc s'observer comme observateur et doit ainsi permettre le choix des distinctions qui guident son observation.* » (2012b, p. 158).

*interaction.* » Les systèmes d'interaction diffèrent des systèmes sociaux tout comme ils diffèrent des systèmes d'organisation et ce, bien qu'ils soient tous trois inclus comme systèmes constitutifs de la société.<sup>185</sup> Le caractère d'absence d'interaction entre les co-présents qui singularise les médias de masse est capital pour la compréhension de l'évolution sociale s'observant en relation avec l'évolution de la technologie.

Au moment du décès de Niklas Luhmann en 1998, les technologies de l'information et de la communication sont naissantes et très loin de l'envergure qui les caractérise aujourd'hui. Depuis son ouverture au grand public en 1994, le réseau de la toile internet voit sa croissance progresser de quelques 500 sites jusqu'à 125 millions en 2007. Les plus récentes statistiques indiquent qu'en août 2018, un total de 1,661,457,123 sites et 221,524,704 noms de domaines sont actifs sur 7,758,309 serveurs web.<sup>186</sup> 54% des habitants du monde dont 91% des canadiens utilisent internet pour le courriel, le partage de données, comme source primaire d'information, de divertissement ou de services.<sup>187</sup> L'usage de l'ordinateur est généralisé et le traitement de l'information qu'il permet est à l'opposé du fichier contenant les 90,000 fiches de notes personnelles de Luhmann regroupées, selon ses propres termes, en « *une combinaison d'ordre et de désordre, d'associations et de combinaisons imprévisibles émergeant d'une sélection ad hoc* » (Schmidt, 2018, p. 55)<sup>188</sup>. Le fichier de Luhmann est l'exemple même de la complexité et des limites qu'il impose à la contingence, sa conception analogique limitant techniquement l'exploitation de son potentiel. Il requiert un processus plus long de recherche physique et de retrait d'une fiche, ce qui est plus fastidieux qu'un

---

<sup>185</sup> Au second chapitre, nous avons précédemment défini l'*interaction* comme événement épisodique entre des systèmes temporellement perçus présents l'un à l'autre et l'*organisation* comme appareil décisionnel social ayant préalablement réduit un niveau de complexité.

<sup>186</sup> Selon l'*August 2018 Web Server Survey* de Netcraft, tous les sites n'étant pas indexés, que leur définition est ambiguë et qu'il soit impossible d'indexer l'intranet et l'extranet, sites en circuit restreint.

<sup>187</sup> Selon *2018 Q3 Global Digital Statshot, We Are Social*

<sup>188</sup> Traduction libre

simple clic de souris qui, dans l'instantanéité, réorganise la complexité et délimite la contingence de tous les possibles.

Alors qu'elles se développent en réduisant de plus en plus le traitement, l'espace et le temps, les technologies de l'information et de la communication contribuent à l'accroissement de la complexité du monde par la pluralité, l'instantanéité, le rayonnement et la circulation des idées dont celles constituant le politique. Les technologies de l'information et de la communication post luhmanniennes comprennent le temps et l'espace de l'*être ensemble*. S'y s'ajoute l'accroissement de la multiplicité des individus ainsi que des groupes informels et organisés qui sont tous désormais acteurs et parties prenantes à la formation des idées. Des mondes multiples et différents se construisent sans se comprendre les uns les autres. L'agir de *mise en relation* singulier de l'action de communiquer accélère et élargit l'état d'*être en relation* singulier de la communication. C'est un type d'évolution sociale susceptible de provoquer un changement aussi fondamental que celui induit par le développement de l'écriture et de l'impression. Dans une société constituée d'un réseau de communications, « *si les médias et les techniques de communication changent, si les facilités et les sensibilités d'expression changent, si les codes passent de l'oral à l'écrit et, surtout, si les capacités de reproduction et de stockage augmentent, de nouvelles structures deviennent possibles, voire nécessaires, pour faire face à de nouvelles complexités.* (Luhmann, 1990a, p. 100) <sup>189</sup>.

L'arrivée de l'écriture, et son perfectionnement par l'alphabet jusqu'à l'imprimerie, est un processus d'évolution qui a changé fondamentalement la société par l'accroissement de la complexité et le rôle qu'ils ont joué à titre de générateurs de différenciation fonctionnelle. La multiplication de copies rendue possible par l'imprimé a entraîné simultanément un nouvel accroissement de la complexité et l'offre de nouvelles

---

<sup>189</sup> Traduction libre

possibilités de communications par l'étendue de la portée médiatique. L'observation n'est plus de l'ordre de celle interagissant directement entre l'auteur et son public mais de l'ordre de l'observation de l'intérêt et de la pertinence du texte dans le contexte social par interaction indirecte différée spatialement et temporellement. L'individu de la société stratifiée disparaît au profit du système d'une société fonctionnellement différenciée.

À propos de cette évolution de l'écriture à l'imprimerie, Niklas Luhmann (2012a, p. 248) propose que la téléologie d'Aristote soit une réponse à l'accroissement de la complexité et au surplus de sens apporté par l'alphabétisation. Un texte établi par l'inscription des mots qui le compose permet le travail temporel sur son sens. Il permet d'ordonner et de temporaliser les possibles dans une perspective d'uniformité. La notion de finalité est remplacée par une notion d'anticipation mentale qui conduit à l'agir humain et à ses conséquences correspondantes. Les attentes sont mémorisées, comparées et réactualisées dans une dynamique d'ajustement perpétuel entre le constat du présent et l'idéal anticipé. Les médias reposent alors sur la décomposition et la recombinaison d'unités linguistiques indissolubles avec pour résultat le développement d'une très large extension de la portée du processus de communication qui à son tour affecte ce qui est confirmé comme contenu de la communication (Luhmann, 2010a, p. 209).

Le développement technologique et la numérisation ont accéléré ce processus. Ils permettent une meilleure et plus rapide organisation de la complexité. Ils intensifient et accélèrent la communication en l'amplifiant par valorisation de son imprévisibilité et ce, tout en la restreignant par l'invisibilisation de sa source. La machine est omniprésente, communicante et inaccessible. Presque plus rien ne peut être laissé hors de la communication. Le rapport au passé, essentiel à l'évaluation du présent face à ce qui est attendu, est facilité par les capacités de comparaison entre l'information et la

mémoire des attentes. Pourtant, selon Luhmann (2012a, p. 411), la question de connaître le niveau de changement fondamental de la société provoqué par le développement technologique de l'informatique et des télécommunications, en similitudes ou en différences à ce qui s'est passé avec l'introduction de l'écriture et de l'impression, se pose comme une question qui demeure ouverte.

Le déficit de confiance auquel l'institution de la communication de masse dans sa dimension d'information fait face questionne le fonctionnement de la réalité non consensuelle face aux attentes d'anticipation conduisant l'agir et les conséquences qui y correspondent. Les nouveaux supports de diffusion repoussent les limites spatiales et temporelles de l'information en éliminant les frontières terrestres et en induisant l'instantanéité de l'interaction. Bien qu'ils correspondent toujours aux caractères établis définissant les médias de masse par l'attribution de l'information produite à la communication produisant une différence, ces nouveaux supports de diffusion élargissent radicalement l'éventail des possibles de la communication.

De la recherche sur les effets politiques de la communication de masse entreprises dans la tradition du siècle dernier (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, 1948) jusqu'à l'idée de médiatisation du politique (Blumler et Kavannagh, 1999) par laquelle les acteurs des médias et de la politique construisent solidairement une réalité politique empreinte des logiques médiatiques, doivent s'ajouter des idées plus spéculatives enrichissant la réflexion et considérant le contexte d'une population puisant sa vision de la réalité politique du monde dans ces nouveaux supports de diffusion que sont les médias sociaux et les réseaux virtuels, La médiatisation du politique suit désormais les logiques de mise en marché et de personnalisation des idéologies. Mais elle est aussi affectée par la perte de confiance envers ses acteurs, par le déficit de participation, par l'éclatement des auditoires et la remise en question de l'idée de démocratie.

À ce constat, la perspective systémique propose que la construction de la réalité ne puisse plus être l'apanage exclusif du système social des médias de masse traditionnels. Désormais, ils s'inscrivent comme éléments constitutifs non exclusifs dans un nouvel environnement d'accroissement de la complexité de production de la réalité du monde. L'agir de *mise en relation* qu'est l'action de communiquer est devenu numérique. C'est la totalité de la nature de l'environnement médiatique associé à la communication dite politique qui se reconstruit. Ce nouvel environnement de complexité des médias de masse questionne son rapport au système politique associé à l'idée de démocratie dans un contexte de déficit de confiance médiatique, de participation aux auditoires et de pertinence des contenus diffusés associés aux médias de masse à titre de réalité non consensuelle du monde. C'est la singularité de l'état d'*être en relation* qui se modifie par la transformation de l'agir de *mise en relation* qu'amène le développement technologique et la numérisation.

## CHAPITRE 5

### QUELQUES RÉPONSES

#### *Die Lebenswelt*,<sup>190</sup> ou l'irréductible incertitude de la société stochastique<sup>191</sup>

*« Nos actions rationnelles exigent, comme une évidence, une prise de risques; et **prendre des risques implique**, dès lors que d'autres sont impliqués, **de risquer sa confiance**. S'il en est ainsi, nous sommes susceptibles d'entrer tôt ou tard dans un cercle vicieux : ne pas risquer sa confiance, perdre ses possibilités d'action rationnelle, perdre la confiance acquise, ce qui nous rend d'autant moins préparés à risquer notre confiance. Nous pouvons continuer à vivre, mais avec une nouvelle anxiété vis-à-vis des résultats futurs de nos décisions présentes et le soupçon de transactions malhonnêtes. »*

Luhmann (1999c, p. 107)<sup>192</sup>

Nous avons établi la mise à mal du domaine de la démocratie par le déficit de confiance, de participation et de pertinence des politiques publiques et posé un diagnostic semblable pour le domaine de la communication dans sa dimension médiatique, frappé d'un déficit de confiance, d'une baisse d'auditoire et d'une perte de légitimité des contenus d'information. Tels sont les faits constatés. L'approche de fonctionnalisme systémique de Niklas Luhmann offre une opportunité de poser à leur égard un regard

---

<sup>190</sup> Dans *Die Lebenswelt - nach Rücksprache mit Phänomenologen* Luhmann, publié en 1986 et dont la seule traduction est en japonais, Luhmann explique le concept de « *lebenswelt* » en tant qu'expression du monde tel qu'il se donne à la conscience, en opposition à la volonté d'exactitude du monde amenée par les sciences traditionnelles. Utilisé dans *Die Gesellschaft der Gesellschaft* (Luhmann, 1997, p. 874), le mot est traduit en anglais (2013, vol. 2, p. 172) par « *life-world* » et en français (2021, p. 586) par l'expression « *monde vécu* ». « *Le monde de la vie des hommes* » serait une traduction plus respectueuse de sa pensée. Nous choisissons cependant d'utiliser l'expression de « *monde vécu* ».

<sup>191</sup> Le caractère stochastique de la société trouve son origine dans la dimension probabiliste associée à la notion de contingence (voir le glossaire en annexe 1).

<sup>192</sup> Cité par Hans-Georg Muller, *Luhmann Explained, From Souls to Systems*, p. 115, traduction libre



neuf. Il ne peut cependant se poser que sur des objets adéquatement circonscrits. Un premier, suivi d'un second questionnement ont tracé l'esquisse d'une définition des objets de recherche affectés par les constats de mise à mal.

Le parcours étymologique et sémantique du dénominatif « démocratie » montre que le mot appelle à la présence d'un rassemblement d'individus en fonction d'un intérêt commun dans un contexte traditionnellement associé à la gouvernance. Ainsi se présente un *collectif* dit *capable*. Dans la perspective structurelle, le domaine de la démocratie est circonscrit par ses constituantes que sont les institutions, les pratiques ou l'amalgame des deux, amenant le *collectif* à être *capable*. Cependant, Luhmann se refuse à définir la démocratie dans une perspective structurelle par l'ensemble de ses constituantes que sont les institutions gouvernementales ou les pratiques participatives. Pour lui, l'idée de démocratie s'explique par l'historicité de l'évolution du politique face à l'environnement grandissant d'une modernité de plus en plus complexe.<sup>193</sup> La démocratie ne s'y pose qu'à titre de qualificatif de l'agir politique en lui donnant sa forme. L'agir politique de la modernité est un agir devenu historiquement démocratique, un agir dont la fonction est de produire des collectifs capables de donner sa forme au politique.

Or, c'est justement ce statut démocratique de l'agir politique qui est désormais mis à mal. La confiance à son égard se transforme en méfiance, voire en défiance par l'appel de plus en plus fréquent à la désobéissance. Le mouvement des « gilets jaunes » en France, qui fut à l'origine non structuré, dépourvu de leaders formels, spontané et sporadique a transformé sa négation de confiance envers le gouvernement en méfiance généralisée doublée d'un mouvement de rejet des formes politiques traditionnelles.

---

<sup>193</sup> Dans la perspective de Luhmann, l'histoire n'est pas vue comme productrice d'explications causales, l'historicité s'appréhendant hors de l'ordre temporel par l'observation d'un système auto-observant inscrit dans un environnement à un moment précis d'observation, son caractère d'opacité structurelle interdisant toute explication déterministe de l'évolution comme suite d'observations d'un ordre à l'autre, chaque transformation relevant d'une variation stochastique.

Aux États-Unis, le déficit de confiance envers les résultats du scrutin ayant entériné la défaite du Président Donald Trump a rapidement entraîné chez certains individus une défiance exprimée par l'assaut du Capitole afin d'empêcher la certification du vote. Au Québec, les événements du « printemps érable » de 2012 naissent dans la dénonciation par les étudiants d'une décision gouvernementale d'augmentation des frais de scolarité. Les manifestations étudiantes suivent une escalade grandissante qui se transforme en mobilisation citoyenne généralisée exprimant à fort bruits de casseroles frappées dans les rues sa méfiance à l'égard de l'agir politique du gouvernement en place, jusqu'à le chasser du pouvoir à l'occasion du scrutin, le premier scrutin amorçant une tendance continue à la baisse de participation qui, depuis, n'a pas cessé. À l'occasion de la pandémie, les « convois de la liberté » sont l'expression d'une méfiance devenue défiance par l'occupation d'espaces publics. D'abord justifiées par le rejet de décisions gouvernementales relatives aux mesures sanitaires, ces manifestations deviennent rapidement des mouvements de défiance de l'ensemble de la gouvernance et s'étendent dans plusieurs pays. Tous ces exemples ont en commun l'expression d'un doute à propos de politiques publiques, suivi d'une méfiance envers les institutions et les pratiques associées à la gouvernance. Une méfiance qui parfois traverse la ligne jusqu'à la désobéissance que peuvent être les mouvements de défiance.

Ainsi en est-il du domaine de la communication dans sa dimension médiatique associée à l'information, touché par un même constat de mise à mal. Du parcours sémantique du dénominateur « communication », nous retenons l'expression d'une *mise en commun* par sa fonction de transmission et l'*état d'être en relation* par sa fonction de réciprocité. Cependant, Luhmann se refuse à limiter la communication au seul agir unilatéral de transmission et retient l'expression de *mise en commun* propre à la communication. Il nie le caractère unilatéral de transmission n'engageant qu'une seule partie, préférant une appréhension de la communication par la singularité de sa pratique en tant que *dynamique fonctionnelle relationnelle* totalement indépendante des individus. C'est la

fonction de la communication qui *met en commun* et non l'individu. Elle cherche à induire un *état d'être en relation* impliquant la réciprocité dans le but de produire le sens. La communication de Niklas Luhmann est le passage obligé de toute interaction sociale dans une société qui ne se compose pas d'individus mais de communications entre individus créant ainsi l'état d'être en relation.

Or pour le système médiatique, la confiance envers sa fonction de *mise en commun* de la réalité du monde traditionnellement attribuée aux institutions et aux pratiques médiatiques s'est érodé. La confiance à l'égard de la véracité des contenus d'information se transforme en doute, suivi d'une méfiance assumée sous la forme de refus de consommation et de perte d'auditoires, puis en défiance par la production de contenus alternatifs remettant ouvertement en question les institutions et les pratiques médiatiques. Le doute envers la réalité exposée exprimé par la perception d'illégitimité des contenus passe de méfiance en défiance.

Ce qui pose la question de la place de la confiance dans le maintien de l'ordre social politique et médiatique tous deux vus dans le contexte systémique et pour lequel nous proposons dans ce chapitre quelques réponses. Que peut donc nous apprendre la perspective fonctionnaliste de Niklas Luhmann sur la confiance ?

Dans la perspective de la systémique fonctionnaliste, la confiance s'exprime envers les fonctions des systèmes et non envers les individus. Elle réduit la complexité de l'inconnu et agit comme point de départ de toute compréhension d'un système, donc comme caractère essentiel à toute communication.<sup>194</sup> La confiance est nécessaire envers toute communication parce qu'une « *société qui utilise le langage et emploie des signes pose le problème de l'erreur et de la description, de l'abus involontaire et*

---

<sup>194</sup> Cette notion de confiance perçue comme point de départ systémique s'explique par le fait qu'elle a été pensée en 1968, soit au tout début de l'appréhension par Luhmann du systémisme associé à la compréhension de la société.

*intentionnel des signes. Ce n'est pas seulement que la communication échoue occasionnellement, s'égarer ou qu'elle se fourvoie. Ce problème, puisqu'il peut survenir à tout moment, est toujours présent. (...) Dans cet esprit, il est compréhensible que la société accorde un primat moral à la sincérité, la véracité ou autres valeurs semblables, et que dans le processus de communication, elle doive s'appuyer sur la confiance* » soutient Luhmann (2012a, p. 135),<sup>195</sup> parce que le problème du mensonge de la communication ne tient pas uniquement dans le mensonge lui-même, ni même dans les effets directs qu'il provoque, mais dans la méfiance qu'engendre la simple possibilité de mensonge. L'interprétation de la communication et le sens qu'elle produit tiennent alors autant dans les choix contingents de l'information et de son expression que dans la compréhension qu'elle engendre, ou non.

Dans le contexte pandémique et en réponse à une question de la part de journalistes sur ses attentes envers les médias et les services de nouvelles, le Dr. Horacio Arruda, alors directeur national de la santé publique déclare que <sup>196</sup> « *moi, je fais de la médecine populationnelle et que rejoindre la population, c'est à travers mes merveilleux pigeons voyageurs que vous êtes* ». S'adressant ainsi aux journalistes à l'occasion d'un point de presse journalier, il déclenche l'ire des médias qui acceptent mal d'être considérés comme de simples transmetteurs de message d'un individu vers d'autres, message dont le contenu est susceptible d'erreur ou même d'abus intentionnel des signes de son contenu, voire de manipulations ou de mensonges. Les journalistes sont conscients de la méfiance publique à leur égard qu'engendre la simple possibilité de mensonge. Ils se revendiquent d'une fonction d'exercice de la surveillance s'appuyant justement sur le primat social à la sincérité et la véracité. « *J'ai entendu des critiques qui disent aux médias que ce n'est pas le temps de poser des questions rudes, mais non, moi je dirais*

---

<sup>195</sup> Traduction libre

<sup>196</sup> Transcription de la conférence de presse quotidienne du gouvernement du Québec, lundi 23 mars 2020, Assemblée nationale du Québec, 42<sup>ième</sup> Législature, 2<sup>ième</sup> Session

*que c'est le temps de continuer, on a notre rôle de gardiens de la démocratie »*<sup>197</sup> commente en guise de réplique Michaël Nguyen, président de la fédération professionnelle des journalistes du Québec. Il ne peut y avoir de mensonge ni même de possibilité de mensonge car la confiance médiatique envers ceux qui la pratiquent se nourrit de vérité. Révéler la simple possibilité de mensonge suscite toujours la méfiance envers ceux qui communiquent. Cet échange entre le Dr. Horacio Arruda et Michaël Nguyen ravive publiquement la méfiance implicite face à la possibilité de mensonge dans l'opération d'une simple transmission privée d'agir préalable de surveillance, une fonction que s'approprient allègrement les médias en guise de réaction. Ce qui peut survenir à tout moment est toujours présent et chacun fait confiance jusqu'à ce que ses attentes soient déçues. Les médias de masse réagissent non seulement à la méfiance publique à leur égard mais tout autant à leur propre méfiance envers l'institution politique.

Dans la perspective systémique, le politique et les médias de masse sont deux systèmes qui observent leurs observations par l'entremise de l'opinion publique, traduite pour l'un par l'évaluation populaire de son agir politique alors que pour l'autre elle est, à tort ou à raison, la réalité médiatique extraite de la réalité observée. Qu'elle soit considérée comme une transmission dont la source est un tiers – comme ont appris à le faire les relationnistes responsable de la rédaction de messages et de leur envois sous la forme de communiqués de presse - ou le résultat d'une surveillance – comme celle qui s'exerce par la pratique du questionnement direct à l'occasion de conférences de presse - la réalité du monde médiatique répond aux caractères de ce que doit être une information parce qu'elle est tributaire de sa contrepartie qu'est la non-information, l'une n'étant possible sans l'autre. Pour le système des médias de masse, une information est déclarée politique et d'intérêt public parce qu'elle implique l'existence

---

<sup>197</sup> Cité par Philippe Papineau dans *Les rôles recalibrés des médias en temps de crise*, Le Devoir, mardi 24 mars 2020

d'une autre qui ne l'est pas, seule l'opinion publique agissant comme observation de second ordre permettant de voir la légitimité de l'une en fonction d'une autre qui ne l'est pas.

Selon la perspective luhmannienne, peu importe la provenance et donc le contenu de la transmission car en elle-même elle n'est pas porteuse de sens ni facteur de stabilité sociale. Ce qui importe est le cumul des fonctions de choix des contenus dans la contingence (*Information*), de leur énonciation par le choix contingent d'un mode de transmission (*Mitteilung*) et de l'acceptation du fait qu'il y a communication (*Verstehen*) pour que la *mise en relation* d'individus <sup>198</sup> ai lieu, la réciprocité étant induite comme résultat du processus par sa lecture temporelle. Ce résultat fait émerger l'*état d'être en relation* dans l'ordre du monde social. La fonction du système médiatique est de montrer une réalité du monde indépendamment du contenu normatif de cette réalité, peu importe qu'elle soit morale ou amoral, éthique ou immorale, factuelle ou imaginaire, véridique ou mensongère. La communication au sens de l'état d'*être en relation* est communicative au sens de la *mise en relation* et cette pensée communicationnelle est avant tout une pensée *relationnelle* s'inscrivant dans la logique du parcours étymologique et sémantique précédemment tracé au chapitre 4. Parce que cette pensée *relationnelle* agit par *mise en relation*, elle crée des *collectifs* en état d'*être en relation* dont l'ordre social est assuré par la communication qui les constituent.

Si la perspective fonctionnaliste observe la société et en explique l'ordre en y intégrant la fonction des grands ensembles organisés, la société s'explique alors par la fonction de ses institutions sociales et par l'état des relations qu'elles entretiennent les unes avec les autres. Dans cet esprit, notre travail de déconstruction étymologique ouvre la porte à une caractérisation de l'essence de la démocratie fondée à la fois sur sa dimension

---

<sup>198</sup> L'individu devant être pris dans le sens systémique le constituant comme système psychique et système du vivant mis en état d'interaction avec d'autres dans le cadre d'un système social.

institutionnelle et sa dimension de pratique. Ce qui permet d'envisager la démocratie comme un *collectif capable d'être* dont l'essence fonctionnelle se détermine par l'*état* de la relation existant entre chacune des dimensions d'institution et de pratique. La démocratie est un *collectif est capable d'être*.

Or, notre constat de départ établit cet état à une relation de déséquilibre entre les aspects institutionnels et de pratique, l'institution se substituant à une pratique en déficit croissant de participation. Le politique se maintient par l'entremise de la prépondérance du poids de ses institutions indépendamment de la légèreté de ses pratiques exprimées par la décroissance de la participation aux scrutins. Les politiques publiques comme produit du système politique trouvent beaucoup plus leur légitimité dans la prédominance des institutions que dans celle de l'exercice d'une pratique participative en décroissance. Les décisions politiques de politiques publiques sont légitimées par leur lien à l'institution de gouvernance plus que par celui de la pratique du collectif exprimée à leur égard. Le collectif n'a jamais été et ne sera jamais *capable*, au sens de l'exercice du pouvoir. Il ne peut qu'*être* en fonction d'un intérêt commun.

La perspective fonctionnaliste observe les médias de masse et en décrit l'ordre par les rapports qu'ils entretiennent avec la réalité. Ils ne sont pas *la* communication au sens de l'*état d'être en relation* mais existent comme système social à travers *une* communication au sens d'une *mise en relation* exprimée et reproduite par la technologie. Leur agir provient du fait qu'ils communiquent et donc qu'ils mettent en relation. Ils ont pour fonction de construire sans consensus une réalité du monde qu'ils observent et que réinterprètent à leur tour les individus en tant que systèmes de vie et de psychisme. Les médias de masse extraient du monde une réalité du monde, une réalité médiatique, afin de fonctionnellement produire une réalité seconde et contingente sans nécessité de consensus. La réalité du monde médiatiquement

exprimée est une réduction de la complexité du monde. Elle est celle qui nourrit le quotidien de tous et celle qui crée l'opinion dans l'espace public.

Pourtant, c'est justement cette réalité du monde projetée comme produit de la fonction médiatique qui est désormais mise à mal, la confiance à son égard induisant un doute se transformant de plus en plus en méfiance, voire en défiance par la construction de réalités alternatives. Dès lors, les médias de masse laissent voir le non-sens de leur production de sens à travers sa non reconnaissance, une pratique de méfiance qui se substitue par expression de défiance à l'institution traditionnellement en place.

Les systèmes fonctionnellement différenciés, auto-observant et structurellement opaques, s'ils ne permettent aucune explication causale, rendent compte de transformations désordonnées agissant à la source de nouvelles transformations elles-mêmes désordonnées. Dans la perspective évolutive de Luhmann et en le paraphrasant, il faut alors se demander comment ces problèmes de mise à mal peuvent trouver une *résonance* dans la communication sociale si la société est différenciée en systèmes fonctionnels et qu'elle ne peut réagir aux événements et aux changements de l'environnement qu'à travers ceux-ci. En guise de réponse, nous proposons quelques points d'analyse de la *résonance* des différents systèmes, soit la façon dont ils réagissent aux événements de leur environnement que sont les perturbations ou irritations conformément à leur structure propre et en adéquation aux termes de leurs paramètres systémiques.

Dans le contexte de systèmes fonctionnels, la stabilité repose sur la capacité de chacun des systèmes à se reproduire en produisant l'action résultant de la récursivité de la communication et pouvant être présumée à toute communication ultérieure qui à son tour, engendre l'action. Le politique tire sa stabilité à sa capacité de se reproduire. Il se maintient par sa communication qui engendre des communications ultérieures dans son



cadre établi. Le système politique gère au présent l'attente face à l'incertitude de la prochaine décision politique. Tout comme le système des médias de masse gère l'attente face à l'incertitude des réalités qui seront diffusées, l'information exposée créant l'attente de la prochaine information. Face à ce qui est susceptible d'advenir dans le social politique ou des médias de masse, la société inscrit sa stabilité dans la dynamique de gestion des attentes de son vécu d'incertitude (chapitre 5.1).

Gérer les attentes est une fonction nécessaire face au vécu d'incertitude de toute société stochastique parce que « *nul ne peut supporter une telle confrontation immédiate avec la plus extrême complexité du monde* » (Luhmann, 2006, p. 1). La confiance est un dispositif qui réduit l'incertitude de la complexité en introduisant une contingence fondée sur la probabilité de déception future d'une attente établie au présent sur la base du passé. Cette probabilité est nulle si elle détermine l'état d'*avoir confiance* en réponse à tout danger inhérent. Elle est positive et variable si elle détermine l'agir de *faire confiance* en réponse au risque de déception d'une attente. La gestion des attentes face au politique et au médiatique est un dispositif dynamique de réduction de la complexité fondé sur la confiance envers les systèmes tels qu'ils s'observent par l'entremise des communications produites par leurs opérations (chapitre 5.2).

Que se passe-t-il alors si la confiance est mise à mal, s'il n'y a plus d'état d'*avoir confiance* ou pire, d'agir de *faire confiance*, la prise de risque n'en valant plus la peine parce que le risque d'être déçu est plus grand que le bénéfice escompté ? C'est le système même qui est remis en question, au point de se voir privé de régulation et de sombrer dans l'anomie jusqu'à se dissoudre en tant que système dont l'unité ne lui permet plus d'opérer son autoréférence et au final, sa reproduction. La distinction initiale indiquée créant l'unité systémique et son identité (voir figure 33) ne tient plus parce que l'auto-observation ne peut plus ignorer les conditions de son impossibilité, passant temporellement d'une facette de la distinction à l'autre. Est-ce le gouvernement

ou l'opposition qui tient les rênes du politique? L'information présentée est-elle réellement une information ? Le paradoxe n'est plus invisible au présent du vécu d'une observation.

Dans la perspective luhmannienne, la démocratie actualisée révèle le paradoxe du pouvoir soumis au pouvoir. Les partis politiques sont concurrencés par les grands lobbies et peinent à s'inscrire dans la dynamique *gouvernement / opposition*. Ils n'ont plus la capacité de produire les idéologies qui canalisent la communication, voire les conflits. Le *collectif* n'est plus *capable* d'imposer la rationalité de l'ordre politique. La représentativité ne représente plus, l' élu faisant de plus en plus face à son incapacité de défense des intérêts des tiers commettants. L'État est de moins en moins souverain, son pouvoir s'érodant et laissant place à celui de nouvelles juridictions issues de la globalisation. Le politique pose la question de la légitimité de la démocratie. Pour comprendre sa nouvelle réalité, le *collectif capable*, face à la méfiance et l'anxiété de l'incertitude, s'appréhende non pas comme système social organisé mais comme système social fonctionnel (chapitre 5.3).

Et toujours dans la perspective luhmannienne, la communication s'actualise sur deux plans, chacun s'imbriquant l'un dans l'autre. D'une part, celui de la *mise en relation*, la technologie numérique élargissant l'espace et réduisant la temporalité, ce qui place l'information dans une situation où elle est plus rapidement et plus facilement mise en doute. Les déontologies et les principes d'éthique propres à l'invisibilisation de la distinction *information / non information* sont fragilisés par l'appropriation de la technique dans un monde globalisé. Les modes de production des vérités diffusées sont comparées, voire mises en examen. Est-ce une information ou une non-information qui est exposée ? Le paradoxe du monde extrait du monde est révélé. D'autre part, celui de l'état d'*être en relation*. Observé dans la perspective d'un système fonctionnel différencié, il est le produit actualisé d'une complexité réduite par de nouvelles

distinctions. La gestion des attentes repose désormais sur la confiance envers la technologie numérique comme outil de *mise en relation* de nouveaux *collectifs capables d'être en relation* (chapitre 5.4).

Au final, nos premier et second questionnements suggèrent quelques réponses fondées sur une certitude : l'ordre social démocratique et médiatique s'appréhende sur la base d'une irréductible incertitude lui apportant son caractère stochastique.

## 5.1 La stabilité sociale repose sur la gestion des attentes

Pour comprendre les relations qu'entretiennent les systèmes sociaux et les systèmes psychiques entre eux, il faut se rappeler que les individus ne participent pas à une société naturellement ordonnée en tant qu'êtres. Luhmann rejette cette posture dont l'origine remonte à « *la Vieille Europe* » et « *quelle que soit la manière dont les concepts traditionnels, en particulier la raison, sont maintenus, il est clair que tout ce qui donne individuation à l'être humain, si tant est que quelque chose puisse lui donner individuation, n'appartient pas à la société. La société n'est pas le poids de tous les êtres humains pris ensemble, et son poids ne change pas à chaque naissance et à chaque mort* » (Luhmann, 2012a, p. 7).<sup>199</sup>

Considérés sur le plan de l'indépendance de leurs individualités respectives, les individus ne font aucun sens dans la société car elle ne se situe pas *dans* les individus mais *entre* eux. Parce que la communication est un *état d'être en relation* et que communiquer est un agir de *mise en relation*, nous dirons que la société est un *état de relation* entre entités à un instant donné d'observation et qu'elle n'existe que lorsque

---

<sup>199</sup> Traduction libre

les individus communiquent. Tant qu'ils ne communiquent pas, ils ne sont pas dans la société alors que dès qu'ils communiquent, ils y participent de manière relationnelle. Tout ce qui n'est pas communiqué doit être considéré comme extérieur à la société et sans existence sur le plan social. Dans cet esprit, ce sont les limites de la communication qui établissent les limites de la société et non les contenus extraits de la contingence, ce qui donne tout leur sens au rôle des paramètres systémiques propres à chacun des systèmes sociaux.

« *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » s'est demandé Niklas Luhmann. En guise d'éléments de réponse, il propose que l'ordre social soit fondé sur des structures d'attentes comportementales provoquées par la communication. Elles sont essentielles à la réduction de la complexité d'un monde dont l'évolution ne peut se comprendre que par la lecture de la suite des instants émergents observés. Les communications des systèmes sociaux et les pensées des systèmes psychiques sont des événements intemporels. Sans durée, ils disparaissent dès qu'ils apparaissent et ne font exister les systèmes que d'instant observé en instant observé. La suite de ces instants multiples est une observation distinguant l'avant de l'après, à l'instant d'un présent anticipant dans la contingence un instant futur qui ne peut être qu'imprévisible. Or, la stabilité et l'ordre reposent sur la capacité des systèmes sociaux à se reproduire en produisant des objets résultant de la récursivité de la communication et pouvant être présumés à toute communication ultérieure. La stabilité et l'ordre social repose sur la gestion des attentes.

*La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons ?* nous sommes nous demandé au départ de ce travail. La question réfère implicitement à une attente. La quête d'un idéal est celle d'une démocratie anticipée qui, même espérée, reste imprévisible au présent d'une réalité du monde qui ne peut qu'être une réalité observée d'un second ordre, une réalité impossible à interpréter sous le parapluie normatif d'un consensus collectif. Le

monde vécu de la démocratie est un chacun pour soi qui, pour une majorité de plus en plus importante, est en déficit de confiance. En conséquence, le monde vécu de la démocratie n'est pas l'idéal anticipé. Il ne le sera jamais car il est un présent qui se déplace vers l'horizon d'un futur qui, simultanément, se déplace avec lui. Le monde vécu est toujours en mouvement dans une réalité qui ne sera jamais entièrement la sienne. Le réel n'est pas l'idéal et l'idéal n'est qu'une attente, fondamentale à tout individu et à l'ordre social si elle est partagée.

Au sens de Niklas Luhmann, le monde vécu (*Lebenswelt*) est la réalité d'un instant observé qui se déplace temporellement avec son observateur. Le monde vécu conjugué au présent est simultanément conjugué au futur parce que tout présent est constitué d'attentes. Et simultanément, il est un paradoxe car il ne peut à la fois reposer sur la stabilité tout en étant mobile. Aussi faut-il l'appréhender systématiquement par l'observation d'une distinction, celle distinguant le vécu immobilisé de l'idéal anticipé toujours mobile, distinguer le connu de l'inconnu, le familier du non familier.

Conjugué au présent, le monde est un vécu d'anticipation d'inconnu et d'incertitude que les symboles et leur pouvoir d'évocation, qui ne sont pas des signes au sens de la signification précise, permettent d'appréhender de manière familière en rendant invisible le paradoxe. « *Nous pouvons vivre dans un monde familier parce que nous pouvons, en utilisant des symboles,* <sup>200</sup> *réintroduire le non familier dans le familier. Nous n'avons jamais à quitter le monde familier et il reste notre monde vécu* » insiste Luhmann, (1988b, p. 96).<sup>201</sup> Les symboles sont des formes qui évoquent par l'imaginaire et qui rendent compte de l'autre face de la distinction, celle du non familier

---

<sup>200</sup> Luhmann utilise le concept de *symbole* dans son sens originel tiré du grec ancien, le *symbolon* (σύμβολον), construit sur la notion de communauté (σύμ – avec), qui est utilisé en distinction du *diabolon* (διάβολος) évoquant la notion de séparation et s'inscrivant par son préfixe (διά – séparé) comme l'opposé du *symbolon*.

<sup>201</sup> Traduction libre

et de l'imprévisible complexité. Ils représentent la distinction entre ce qui est familier et ce qui ne l'est pas dans le monde vécu du familier par l'usage de termes familiers face à ce qui ne l'est pas.<sup>202</sup>

Le monde vécu est un monde de familiarité qui ignore la contingence parce les attentes y sont stables, construites sur des comportements passés qui infèrent sans surprise sur les agir futurs. La familiarité est un monde vécu sans aucune incertitude parce que le monde familier est sans complexité, le symbolique ayant réduit l'incertitude de la complexité. Face à un problème possible, les *représentants* politiques vont toujours décider dans l'intérêt commun et face à ce qui est susceptible d'arriver, les informations *déontologiquement* produites seront toujours la réalité véridique.

Si la familiarité a longtemps été un fait de la vie, la haute complexité du monde provoque désormais un surcroît d'incertitude impossible à compenser par le symbolique. L'autre face de la distinction qu'est le non familier et le futur attendu deviennent alors une multiplicité de possibles qui les rendent insaisissables. L'avenir nécessite de faire des choix parmi des possibles qui sont tous susceptibles de se produire, ou pas. La stabilité des attentes ne peut plus reposer sur l'état de familiarité du monde vécu. Le monde vécu est désormais une réalité d'incertitude constante qui ne peut se vivre que de deux façons : soit en renonçant aux attentes, dans le plus pur esprit du déterminisme ou soit alors dans la conscience du risque qui nécessite l'anticipation d'un monde contingent, dans le plus pur esprit stochastique, et pour lequel seule la confiance peut se substituer au symbolisme du familier pour gérer l'inconnu et l'incertitude. La société stochastique, celle qui repose sur la probabilité d'un élément contingent d'advenir, a besoin de confiance.

---

<sup>202</sup> Les notions de *représentativité* et de *souveraineté* dans le contexte du système politique ainsi que la notion de *déontologie* dans le contexte du système médiatique jouent le rôle de symboles invisibilisant le paradoxe des distinctions et permettant au monde vécu s'observant d'advenir dans la familiarité.

Le monde vécu dans la familiarité est un monde où la non familiarité est opaque et le demeure. La connaissance des comportements passés prévaut sur l'ignorance et l'incertitude des comportements à venir. L'habitude du passé entretient la stabilité des attentes à l'égard du présent et du futur. Avec la familiarité, le passé prévaut sur le présent et sur le futur dans l'ignorance des alternatives, des désaccords ou des conflits que supplante le symbolique. La familiarité ignore la contingence. La religion a pour fonction d'organiser la différence entre le connu et l'inconnu et « *en ce qui concerne la distinction entre le familier et le non familier, les techniques religieuses de symbolisation sont suffisantes* » explique Luhmann (1988b, p. 102)<sup>203</sup> en précisant que même en ce qui concerne le politique et la loi, « *la distinction politique entre amis et ennemis, entre gens dangereux et gens fiables, revient largement à une question de maintien de la paix dans les frontières territoriales* » pour lequel, « *le héros est le symbole approprié* ». Ces conditions de la familiarité ont cependant des limites, « *la technique religieuse utilisée pour réintroduire le non familier dans le familier, à travers la symbolisation, perd de son pouvoir initial* » (Luhmann, 1988b, p. 104).<sup>204</sup> La distinction historiquement établie sur la base des forces du bien, le *symbolon*, et du mal, le *diabolon*, ne peut désormais tenir. « *Les conditions de la familiarité ont beaucoup changé au fil du temps et ont été profondément transformées par l'écriture, l'alphabétisation et l'imprimerie* » (Luhmann, 1988b, p. 105),<sup>205</sup> chacun pouvant désormais s'approprier des connaissances non familières qui créent de la complexité, le savoir et la connaissance accroissant l'incertitude par la multiplication des possibles.

Avec l'évolution, la distinction entre le familier et le non familier s'est émoussée sur le plan social pour se cantonner au seul domaine du privé, ouvrant toute grande la porte de l'anticipation d'un avenir sans aucune certitude qu'il soit conforme au passé. Le monde vécu est celui où chaque individu entretient des attentes quant à l'agir futur des

---

<sup>203</sup> Traduction libre

<sup>204</sup> Traduction libre

<sup>205</sup> Traduction libre

choses ou d'autrui dans l'espérance que ces attentes ne seront ni déçues ni trompées. Dans un monde du présent construit sur la différence entre le passé observé et le futur escompté, l'espérance face au futur est une attente qui se construit sur l'observation du passé dans la plus complète incertitude que ce futur sera conforme au passé. Le monde vécu est un monde d'attentes.

La familiarité a longtemps été le seul moteur de gestion des attentes par l'expression de sa dimension fonctionnelle d'absorption de l'inconnu du non familier. L'élargissement des moyens de communication et la complexité qu'elle introduit rend cette fonction de plus en plus difficile, ce qui la réduit aux champs sociaux les plus restreints construits par l'habitude. « *La complexité de l'ordre social fait naître un besoin accru de coordination et, partant, un besoin de déterminer l'avenir, donc un besoin de confiance qui peut de moins en moins être satisfait par la familiarité. Dans ces conditions, la familiarité et la confiance doivent rechercher une nouvelle relation de stabilisation réciproque qui ne se fonde plus dans un monde de proximité déterminé par la tradition et pouvant être objet d'une expérience immédiate, une nouvelle relation, donc, qui ne peut plus être assurée au moyen d'une frontière déterminant ce qui n'est pas de l'ordre du familier, ce qui est donc étranger et ennemi* » (Luhmann, 2006, p. 22).

La familiarité et la confiance sont ainsi des formes complémentaires de réduction de la complexité. Liées l'une à l'autre, la familiarité agit en tant que condition préalable à la confiance dont la fonction est de réduire la complexité par la gestion de l'inconnu. Et les individus doivent faire confiance jusqu'à ce que leurs attentes soient déçues. Ce qui s'est manifestement produit avec la démocratie et l'information médiatique.

L'expression des attentes déçues à travers la communication se répercute sur l'agir et doit se lire dans le respect d'une stabilité sociale qui permet sans discontinuité



l'évolution temporelle des multiples systèmes sociaux constituant l'ordre invraisemblable de la société. « *L'évolution est en quelque sorte une théorie de l'attente des chances ou des hasards utiles, et cela nécessite des systèmes capables de perdurer et/ou de se reproduire, des systèmes qui peuvent se maintenir, et attendre* » explique Luhmann (2012a, p. 253) <sup>206</sup> en précisant que chaque moment émergent exprimant l'état d'un système et de son environnement doit être caractérisé par des liens temporels étroits et ininterrompus. L'attente est au cœur de la dynamique d'évolution des systèmes et donc au cœur du monde vécu.

Par son appréhension « *en tant qu'horizon universel de toute expérience humaine, le monde n'est possible comme problème que sous la perspective de son extrême complexité* », une complexité qui « *transcende les différences entre systèmes psychiques et systèmes sociaux* » (Luhmann, 2006, p. 3). L'approche systémique fonctionnaliste montre comment le concept de construction de sens par la communication dans le cas des systèmes sociaux, ou par la conscience dans le cas des individus, est une dynamique de réduction de l'incertitude issue de la complexité sociale. Cette dynamique permet aux individus de s'orienter parmi l'infini nombre de possibilités, chaque individu vivant au présent étant traversé par l'anticipation d'un monde contingent. « *Vous ne pouvez pas vivre sans former des attentes par rapport aux événements contingents et vous devez plus ou moins ne pas tenir compte de la possibilité que ces attentes soient déçues* » écrit Luhmann (1988b, p. 98),<sup>207</sup> la seule alternative aux attentes étant le renoncement et la vie dans l'incertitude permanente.

La gestion des attentes implique une dimension de familiarité qui donne son identité à l'espace de vie et une notion de confiance en relation avec le danger et le risque car elle exige de plonger dans l'incertitude de la complexité. De ce fait, la confiance

---

<sup>206</sup> Traduction libre

<sup>207</sup> Traduction libre

contient toujours une part de danger ou une part de risque, certains possibles pouvant survenir être inattendus et provoquer une déception face aux attentes. En tant que danger, la confiance intervient comme croyance subjectivement réfléchie qu'il sera sans conséquences. Ou les possibles constituent-ils un risque et c'est alors que la confiance intervient comme croyance subjectivement réfléchie que ce qui est attendu surviendra, ou pas. La fonction de la confiance est de surmonter un élément d'incertitude dans le comportement d'un autre système, vécu comme l'imprévisibilité de changement. Dans la mesure où la complexité s'accroît, et dans la mesure où autrui – système ou individu - entre en scène à la fois comme alter-égo coauteur de cette complexité et de sa réduction, alors la confiance doit s'étendre et la familiarité originelle incontestable doit s'effacer sans être complètement éliminée (Luhmann, 2006, p. 24). Dans le monde du non familier, l'ordre social repose sur la gestion des attentes par la confiance s'exprimant comme l'état d'être en confiance ou l'action de faire confiance.

## 5.2 Le vécu d'incertitude et la confiance

Avec la publication en 1968 de *Vertrauen. Ein Mechanismus der Reduktion sozialer Komplexität*, Luhmann (1968) s'intéresse dès le début de ses recherches à la stabilité de l'ordre social. Cet intérêt l'amène à réfléchir au concept de confiance sur lequel il pose à ce moment les fondements de sa pensée théorique au sujet des systèmes sociaux. En préface de l'édition française de *La confiance, un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Lukas Sosoe (p. IX) relève que « *Luhmann y montre en quoi la confiance, tout comme la méfiance d'ailleurs, sont indispensables à toute action humaine, puisqu'elles stabilisent l'horizon de nos attentes, en réduisant la complexité du monde à un nombre de variables maîtrisables par l'esprit humain* ». Luhmann identifie la confiance à un mécanisme de stabilisation contribuant à l'ordre social par

la gestion des attentes. Elle est nécessaire, voire déterminante, à l'établissement des relations intersubjectives entre individus.

Les premières réflexions de Luhmann à propos de la notion de confiance sont antérieures au tournant décisif de sa pensée qui l'amènera au rejet du concept de sujet. Elles n'en sont cependant pas moins nécessaires à l'élaboration de sa future théorie sociologique et ce, particulièrement dans le développement des outils conceptuels générateurs de sens comme la fonction des *médias de communication symboliquement généralisés* (*symbolisch generalisierte Kommunikationsmedien*).<sup>208</sup> Il est donc peu surprenant ni contradictoire de retrouver à travers ces premières réflexions des fondements dans lesquels prennent place les personnes regroupées en *collectifs*, l'individu ou même la représentation du soi. Avec les années, la continuité du travail de réflexion va conduire Luhmann (1988b) à penser la confiance comme un état systémique permettant de comprendre la dynamique de l'état d'être ou d'agir d'un système à l'égard de l'incertitude implicite d'un autre système. Le système psychique se substitue à l'individu des premières réflexions et les systèmes sociaux aux personnes regroupées en collectifs.

La confiance est construite sur une extrapolation des informations disponibles qui présume un comportement futur. Elle compense l'insuffisance d'information, caractéristique intrinsèque de l'incertitude générée par la complexité, en permettant l'anticipation des possibles. La réflexion de Luhmann sur la confiance s'inscrit en suite de celle de Georg Simmel (2013, p. 356) pour qui la confiance se situe quelque part entre le savoir total et l'absence de savoir, parce que « *celui qui sait tout n'a pas besoin de faire confiance et celui qui ne sait rien ne peut raisonnablement même pas faire*

---

<sup>208</sup> Niklas Luhmann reprend sa réflexion théorique sur la confiance en 1988 et cherche à l'amener vers la concrétisation du concept de *sens*, mais sans jamais l'appliquer empiriquement à son analyse de la société et ce, même si elle fait l'objet de quelques mentions dans le premier Tome de son dernier ouvrage *Die Gesellschaft der Gesellschaft* publié en 1997.

*confiance* ». Sur le plan temporel, l'incertitude n'offre rien sur quoi puisse reposer une anticipation, positive dans le cas de la confiance ou négative dans le cas de la méfiance.

Mais là où la pensée de Luhmann innove, c'est dans l'interprétation systémique qu'il propose en affirmant que la confiance n'est pas le produit d'un choix moral ou raisonné d'un individu mais un dispositif associé à un phénomène objectif de cognition (*Erkenntnis*).<sup>209</sup> Ce dispositif cognitif pour lequel tout enjeu éthique est supprimé relève du psychisme pour l'individu et du social pour la société. La confiance est un phénomène qui s'associe aux systèmes avec la présupposition qu'ils fonctionnent et que « *sa confiance ne porte pas sur des personnes (...), mais plutôt sur le fonctionnement de ce système* » (Luhmann, 2006, p. 58).

Face à l'incertitude de la complexité, « *la confiance est de l'information extrapolée* » (Luhmann, 2006, p.36) qui assure la stabilité opérationnelle des systèmes sociaux. Elle a pour fonction d'ouvrir aux attentes les possibilités d'action et de permettre la réalisation du rapport à l'autre<sup>210</sup> – individu ou système - en comblant le vide du déficit d'information avant l'agir dans l'incertitude. Le monde social est complexe et aucun individu, tout comme aucun système, ne peut prétendre y détenir toute l'information permettant avant une décision d'action d'anticiper tous les possibles.

La confiance réduit la complexité de l'inconnu. Elle agit comme point de départ de toute compréhension d'un système et donc, comme caractère essentiel d'une

---

<sup>209</sup> Luhmann utilise la notion de cognition au sens large pour qualifier la fonction d'observation de tout système observateur, la cognition étant pour lui un mécanisme de construction de sens fondé sur les opérations de communication d'un système. Les capacités cognitives du système politique lui permettent de produire le sens politique à partir de ses opérations de communication alors que celles du système psychique lui permettent de produire le sens à partir des opérations de conscience induites par la vie des organes perceptifs.

<sup>210</sup> La notion de l'*autre* doit être appréhendée dans la perspective de Luhmann en fonction de l'identité observante qui n'est possible que par la reconnaissance de ce qu'elle n'est pas, l'*autre* observé appartenant dans l'autoréférence à la constitution intime du sens de l'observant.

communication. Pour être comprise et accepter la réduction de sens qu'elle propose, une communication doit bénéficier d'un minimum de confiance et donc, d'apporter au vécu d'incertitude de chacun, un minimum de potentiel que les attentes ne soient pas déçues. Le médium et la forme sont les paramètres systémiques qui conditionnent chaque sélection de toute communication de manière à en optimiser la compréhension et garantir son acceptation.<sup>211</sup> Une communication est le résultat d'une mise en forme plus ou moins optimale du point de vue de sa compréhension et porteuse d'un sens plus ou moins utilisable, ultérieurement ou au moment où elle se projette dans l'avenir. C'est pourquoi chaque communication est porteuse d'un potentiel de confiance. Il qualifie l'usage ultérieur du sens réduit qu'elle produit ou de sa circulation ultérieure. Une communication est susceptible d'être comprise – et donc acceptée en tant que communication - sur la base du potentiel de confiance qui lui est attribué. Elle peut dépasser son potentiel de confiance lorsqu'elle en requiert plus qu'elle ne peut en produire pour être acceptée et de ce fait être acceptée d'emblée et facilement. Ou au contraire, lui être égale ou inférieure lorsqu'elle n'exploite pas les possibilités d'en acquérir et ainsi réduire son potentiel d'acceptation.<sup>212</sup>

Dans le système social politique, le médium du pouvoir, appréhendé sous la forme de l'influence, peut produire des communications qui nécessitent un très haut niveau de confiance pour être acceptées. Les promesses politiques généralisées en sont un bon exemple. L'usage ultérieur du sens réduit sous la forme de promesses rend ces communications tributaires du niveau de confiance requis par ceux à qui elles sont destinées. Plus la confiance requise pour l'acceptation est élevée, plus le médium et la forme qu'il prend sera dévalorisé sur le plan de la confiance. Le pouvoir n'influence plus si le niveau de confiance requise par sa communication est trop élevé. À titre de

---

<sup>211</sup> Tout en tenant compte qu'une telle garantie soit une exigence improbable sur le plan de l'invraisemblance de la communication.

<sup>212</sup> Luhmann parle d'*inflation* et de *déflation* pour qualifier le niveau d'usage d'un médium (2012, p. 230-232)

communication du système politique, une promesse n'est plus un facteur d'influence, non seulement par la teneur des mots utilisés mais aussi en fonction de plusieurs autres facteurs associés à cette communication dont le profil de ceux qui les prononcent ou le moment et le contexte à l'occasion desquels ils sont prononcés.

Au contraire, un système peut produire des communications qui ne requièrent aucune ou très peu de confiance pour être acceptées. Moins la confiance est requise, plus le médium et la forme seront valorisés. Une promesse politique dont la teneur générale est réduite à son application et sa mise en oeuvre à petite échelle provoque une correction à la baisse du niveau de confiance requis pour qu'elle soit acceptée comme communication. Au début de la pandémie, la communication politique exprimée comme pouvoir prenant forme d'influence est acceptée d'emblée avec un niveau de confiance minimal et même pour certains sans qu'aucune confiance ne soit requise tant les nombreux facteurs tels le contexte ou la personnalité suffisent à son acceptation. Certaines de ces communications intègrent dans leur médium et leur forme un niveau de symbolique comblant le vide d'information provoqué par le contexte d'incertitude.

Ainsi sont facilement acceptées les recommandations, voire les directives de confinement agrémentées des tartelettes portugaises du coloré docteur Arruda car « *en quarantaine, il faut essayer des choses que nous n'avons pas le temps de faire normalement pour s'occuper* ». <sup>213</sup> L'usage de la symbolique crée un état de familiarité pour lequel la confiance n'est plus nécessaire, l'acceptation de la communication se faisant quasi automatiquement, le familier ayant été substitué au dispositif de confiance. « *Ça va bien aller!* » est une communication politique qui agit dès les premières semaines de la pandémie avec la force d'un pouvoir qui influence.

---

<sup>213</sup> En référence à la citation du docteur Horacio Arruda, directeur de la santé publique, à l'occasion de la conférence de presse quotidienne du 19 mars 2020. « *Ne vous tenez pas à la maison complètement sans rien faire, vous allez déprimer. Moi là, en fin de semaine, juste par exemple, là, j'ai besoin de cuisiner, là, je vais me faire des tartelettes portugaises, OK ? Je suis en train d'essayer des nouvelles recettes. Bien ça va me donner un plaisir parce que je n'ai jamais le temps de faire ça.* »

La confiance est nécessaire pour toute communication, le langage et l'usage des signes n'étant jamais totalement porteurs d'acuité objective et ne garantissant aucunement l'impossibilité de l'erreur ou de l'usage abusif sur une base volontaire ou non. C'est dans cet esprit que la société accorde à la communication acceptée une primauté morale de véracité et de sincérité. La société dépend de la communication, ce qui l'oblige face à l'incertitude de la sincérité et de la véracité à la faire reposer sur la confiance. La possibilité de mensonge de la communication ne tient pas uniquement dans le mensonge lui-même qu'elle qu'en soit la forme ni même dans ses effets directs, mais dans la méfiance qu'engendre sa simple possibilité. Dans l'incertitude de l'avenir, tout possible pouvant survenir à tout moment est toujours présent, chacun faisant confiance jusqu'à ce que ses attentes soient déçues.

La communication provoque des structures d'attentes comportementales dont la gestion est nécessaire pour l'établissement de l'ordre social. Le monde vécu n'est plus un monde du familier ignorant la contingence grâce à des attentes qui sont stables et construites sur des comportements passés qui infèrent sans surprise sur les agir futurs. Le monde vécu est désormais un monde d'incertitudes et face au vécu d'incertitude, l'ordre social n'est possible que par le renoncement aux attentes ou par la prise en charge de leur gestion, la simple idée d'attentes possiblement déçues à la suite d'une décision d'action étant difficile à envisager.

S'il n'y a pas renoncement aux attentes dans un vécu d'incertitude, quel peut être alors le potentiel de déception à leur égard en fonction des attitudes et des conduites qui lui sont préalables dans une société fonctionnellement différenciée qui s'auto-observe ? Niklas Luhmann (1989c) propose que la confiance soit une réponse simple à ce questionnement complexe, une réponse indissociable de l'accroissement de la complexité sociale et de la sensibilité accrue au danger et au risque. L'avenir accroît son degré d'incertitude proportionnellement à l'accroissement du savoir et ce, au

rythme du présent qui l'anticipe en cumulant plus que son passé. D'un point de vue temporel, chacun vit dans le présent avec un avenir toujours plus complexe qu'il doit découper afin d'en réduire la complexité, « *un avenir qu'il se re-présente (vergegenwärtigt) et dont seule la partie qui a été sélectionnée pourra dans l'avenir devenir le présent* » (Luhmann, 2006, p. 13). Chacun distingue l'*avenir présent* du *présent à venir* et poursuit son fil temporel toujours dans de nouveaux présents produisant simultanément de nouveaux horizons d'avenir pour ces présents, constituant ainsi autant d'attentes. Plus de savoir générant plus d'incertitude et par conséquent, plus de danger et de risque d'attentes déçues pour lesquels la confiance est une réponse.

La confiance est un phénomène susceptible de se présenter sous deux aspects que les langues anglaises et allemandes savent bien distinguer alors que la langue française intègre dans un seul mot l'idée générale de confiance et les nombreuses nuances qui lui sont associées allant de la croyance à la foi, de l'espérance positive au don de soi. La perspective de Luhmann distingue d'une part, la notion de *confiance spontanée*, désignée en anglais par le mot *Confidence (Zuversicht)* et d'autre part, la notion de *confiance décidée* désignée en anglais par le mot *Trust (Vertrauen)*.<sup>214</sup> La *confiance spontanée* (5.2.1) et la *confiance décidée* (5.2.2) sont les deux formes pouvant prendre la confiance face au potentiel de déception en fonction d'une décision d'attitude de conduite lui étant préalable. Sous l'une ou l'autre de ses formes, elle transforme la complexité indéfinie de l'incertitude en potentiel de déception. Dans cet esprit, la confiance est un mécanisme de réduction de la complexité que Luhmann propose d'appréhender en tant que dispositif dynamique du vécu d'incertitude de chacun (5.2.3).

---

<sup>214</sup> Le texte original de Luhmann de 1988 a été écrit et publié en anglais sous le titre *Familiarity, Confidence, Trust : Problems and Alternatives*. Il a été traduit en allemand en 2001, soit après la mort de son auteur sous le titre *Vertrautheit, Zuversicht, Vertrauen*. Louis Quéré a fait le choix de traduire de l'anglais au français le mot *confidence* par l'expression *confiance assurée*. Nous choisissons plutôt d'utiliser l'expression *confiance spontanée*, plus proche de la notion de *confiance personnelle (Zutrauen)* construite sur la base de la *foi en une évolution positive* qu'utilise Luhmann dans ses premiers textes et ce, afin d'en éloigner le sens induit par la notion d'*assurance* trop associée à la notion de risque.



### 5.2.1 La *confiance spontanée* ou l'*avoir confiance*

La *confiance spontanée* (*Zutrauen*) exprime l'état d'*être en confiance*. Toute décision d'attitude de conduite préalable étant restreinte au domaine du familier tout en étant consciente de l'incertitude de l'avenir, elle ne peut induire un quelconque potentiel de déception. Face au vécu d'incertitude, il n'y a pas de place à la possibilité qu'une attente soit déçue, tout danger de déception étant délibérément ignoré par l'expérience des conduites passées et la conscience de dispositifs limitant l'incertitude. La perception qu'il n'y a aucune alternative à la prise de décision d'attitude de conduite prévaut. La confiance est acquise, présente dans l'immédiat, absolue et induite de l'assurance qu'une attente ne sera pas déçue. La *confiance spontanée* est une confiance qui s'acquiert jusqu'à l'*avoir confiance* permettant l'*être en confiance*.

« *J'ai confiance* » que ceux qui disposent du pouvoir politique l'exercent conformément aux règles et aux objectifs de ce pouvoir qui en constituent la garantie. « *J'ai confiance* » au système politique comme tel, capable de réduction de la complexité par la prise de décisions collectivement contraignantes, parce que « *j'ai confiance* » qu'elles le seront sur la base du bien commun. « *J'ai confiance* » que les meilleures décisions seront prises pour assurer la santé et la sécurité de tous. Aux premières heures de la pandémie, c'est cet état d'*être en confiance* envers le politique qui est constaté, chacun acceptant et se pliant de bonne grâce aux décisions de santé publique prises par le gouvernement.

La *confiance spontanée* repose sur une dimension d'intuition préalable à la raison parce qu'elle ne nécessite aucun besoin de justification, la raison ne montrant son utilité que lorsque la confiance ne suffit plus. La *confiance spontanée* induit un état d'*avoir confiance* émergeant de soi. En ce sens, elle est propre au système psychique et relève d'un système de pensées dont le moteur est la conscience. Ce pourquoi elle est

nécessaire aux relations interpersonnelles liant un *collectif* car sur le plan de l'interaction, l'individu n'a d'autre choix que de se situer dans un état relationnel fondé sur l'immédiat de la *confiance* ce qui implique une notion relationnelle du *collectif* propre aux termes de la familiarité. Tous doivent *avoir* confiance les uns envers les autres parce qu'ils partagent une identité commune construite sur la base d'une différence entre ce qu'ils sont et ce qu'ils ne sont pas. « *J'ai confiance* » en nous comme *collectif* car nous sommes tous du même parti et nous sommes en confiance.

La *confiance spontanée* limite le danger par la connaissance de conditions externes au présent vécu. « *J'ai confiance* » au système politique par la connaissance des règles et objectifs de ce pouvoir qui en constituent la garantie, ou en la véracité de l'information médiatique parce qu'elle est publiée ou diffusée, les conditions d'éthique et de déontologie médiatiques en apportant la garantie. Dans cet esprit, la *confiance spontanée* est une réponse au danger inhérent en termes de conséquences. Elle donne l'assurance de ne pas être déçu et provoque l'automatisme d'attitude de conduite. Pour connaître la vérité, l'attitude de conduite est automatiquement d'en référer aux médias. Ou pour agir face à la situation pandémique, l'attitude de conduite est l'automatisme de se tourner vers les décisions politiques de la gouvernance. La connaissance des conditions externes au présent vécu donnent l'assurance que le danger de l'incertitude en termes de conséquences et si minime soit-il, sera maîtrisé.

Que se passe-t-il alors face au déficit de *confiance spontanée* ? Une attente déçue provoque une réaction par laquelle l'attribution de la déception est externe. Elle est perçue comme la conséquence d'un dysfonctionnement d'une condition externe à soi. « *Les médias, envers qui j'avais confiance et par lesquels j'avais l'assurance de véracité, ont failli et les décisions politiques prises envers lesquelles j'avais confiance sont désormais incohérentes.* » Le potentiel de confiance de la communication qualifiant l'usage ultérieur du sens réduit qu'elle produit est dépassé parce qu'elle en

requiert plus qu'elle ne peut en produire pour être acceptée. La communication passe outre son potentiel de confiance,

Le déficit de *confiance spontanée* provoque un sentiment diffus d'insatisfaction qui évolue vers le renoncement à l'automatisme de l'attitude de conduite et engendre l'aliénation ou la désaffection.<sup>215</sup> Les systèmes ne sont plus d'emblée acceptés comme tels, l'individu étant dépossédé de l'assurance qu'ils rempliront la fonction pour laquelle ils sont ce qu'ils sont. Ils ne sont plus en mesure de combler les attentes à leur égard. Le sentiment de désaffection qu'accompagne le déficit de *confiance spontanée* « conduit éventuellement à se retirer dans un univers restreint aux dimensions purement locales vers de nouvelles formes d'ethnogenèse, à aspirer à une vie indépendante, fut-elle modeste ou dans des attitudes fondamentalistes ou d'autres formes de milieux et de mondes vécus retotalisants » (Luhmann, 1988b, p. 104).<sup>216</sup> Certains verront dans ces conséquences, une source de radicalisme politique et de revendications identitaires.

Comme nous l'avons montré au premier chapitre, la décroissance de la confiance au sens large est largement documentée. C'est cependant une décroissance de *confiance spontanée* que nous constatons aux premiers moments de la mise à mal des domaines de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique. Selon le modèle de compréhension de la confiance de Luhmann, c'est l'état intuitif de ne pas *être en confiance* qui en est la manifestation primaire.

---

<sup>215</sup> Dans le texte original de 1988 écrit et publié en anglais, Luhmann utilise le mot *alienation* en spécifiant que c'est un terme multidimensionnel. Cette version ayant été traduite en allemand en 2001 soit après la mort de son auteur, la traduction ne peut servir de référence quant à la précision du sens du terme. Nous avons choisi de le traduire par le terme *désaffection* qui suggère d'une part, *l'attitude d'être étranger à soi-même par la dépossession identitaire*, ce qui est propre au concept d'aliénation, reflétant dans le texte de Luhmann l'idée de *retrait de l'automatisme des conduites* et d'autre part, sa *conséquence envers le qui ou le quoi pour lesquels la confiance immédiate est accordée*, ce qui est propre à la notion de désintérêt ressenti envers quelqu'un ou quelque chose et que nous croyons être plus respectueux de l'esprit du texte original.

<sup>216</sup> Traduction libre

Le renoncement à l'automatisme des attitudes de conduites qui sont préalables à l'état de *confiance spontanée* peut entraîner beaucoup plus que l'aliénation ou la désaffection. Il peut instaurer l'état d'anomie,<sup>217</sup> une notion appréhendée sur le plan des *collectifs* comme un caractère symbolique des marques laissées par le chaos de l'absence de règles implicites déterminant l'automatisme des attitudes de conduites communément admises. La régulation sociale des *collectifs* n'est plus assurée.

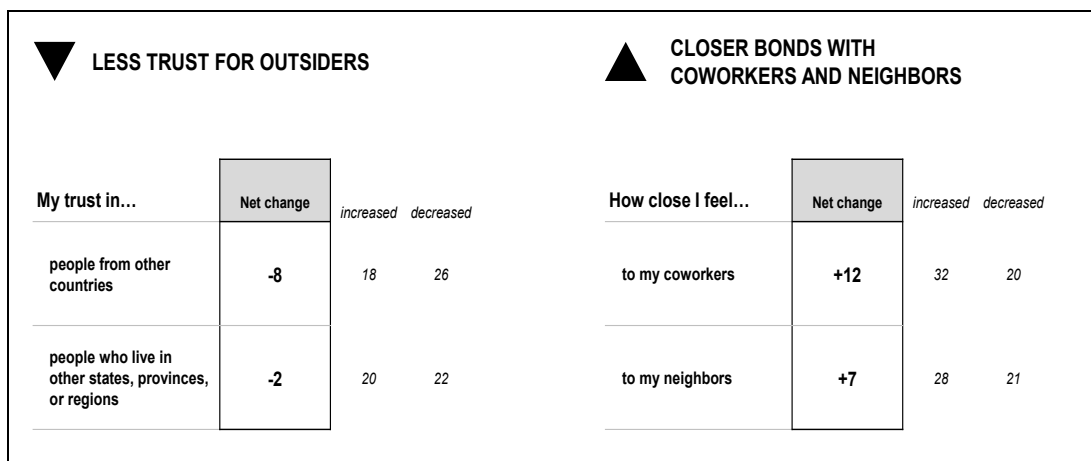
L'ethnogenèse suggère que le *collectif*, désormais dérégulé par l'anomie, est à la recherche d'une identité susceptible de prendre un caractère de familiarité. Ce caractère est plus associé à la communauté d'esprit *restreinte* - au sens par exemple des cercles formés de la collégialité de travail ou du voisinage proche de son domicile - qu'à l'esprit large du *citoyen*. Le caractère de familiarité établit une distinction nette entre le familier et le non familier, ce qui est familier se distinguant de ce qui ne l'est pas, le premier se définissant par une distinction en rapport au second tout en le gardant opaque à lui-même en tant que système dans la perspective systémique d'observation de second ordre. Le *collectif* devenu *restreint* est ce qu'il est unitairement, de manière ferme et sans nuances. Il est un monde du familier allant jusqu'à nier l'existence d'autres collectifs. Personne hors du cercle de la collégialité de travail ou du voisinage. La complexité de son environnement est réduite par l'usage de symboles ayant pour fonction de se substituer au déficit d'information dans un contexte d'incertitude. Hors des cercles, chacun est *autrui* et défini symboliquement selon le niveau d'incertitude qu'il génère, *étranger* par sa différence, *exotique* par son folklore, *touriste* par sa curiosité ou *suspect* par le danger qu'il inspire.

---

<sup>217</sup> Dans *De la division du travail social*, Durkheim (1893) a défini le concept d'anomie comme une absence de lois régulatrices des attentes de satisfaction des individus qui, désormais sans reconnaissance d'autorité légitime et laissés à eux-mêmes, poussent leurs attentes jusqu'à l'insatiabilité quasi pathologique et bloquent la réalisation de l'idéal social. Dans son sens le plus large et le plus ancien, l'anomie est un concept associé à la poétique, la *poièsis* de Platon ou *la cause amenant le non être à l'être*, une référence rappelant la pensée primaire de Luhmann sur la confiance qui présume déjà son usage du concept d'autopoièse.

La firme Edelman (2022) a constaté ce phénomène de communauté d’esprit restreinte à l’échelle de 27 pays en questionnant 34,000 répondants à propos de leur perception de confiance envers les collègues et voisins durant la pandémie. <sup>218</sup> Les résultats ont été mis en corrélation avec les individus localisés hors de ces cercles. Les résultats montrent que les cercles de confiance qui se forment en période pandémique sont de plus en plus locaux. Le calcul du pourcentage de répondant ayant déclaré une accentuation ou une atténuation de sentiments au sujet de certains énoncés montre que la variation nette entre le sentiment d’accentuation et d’atténuation de *proximité* est en hausse alors que celle entre la perception d’accentuation et d’atténuation de la *confiance* est en baisse et ce, tant au niveau du Canada que du monde. La confiance est directement corrélée à la proximité.

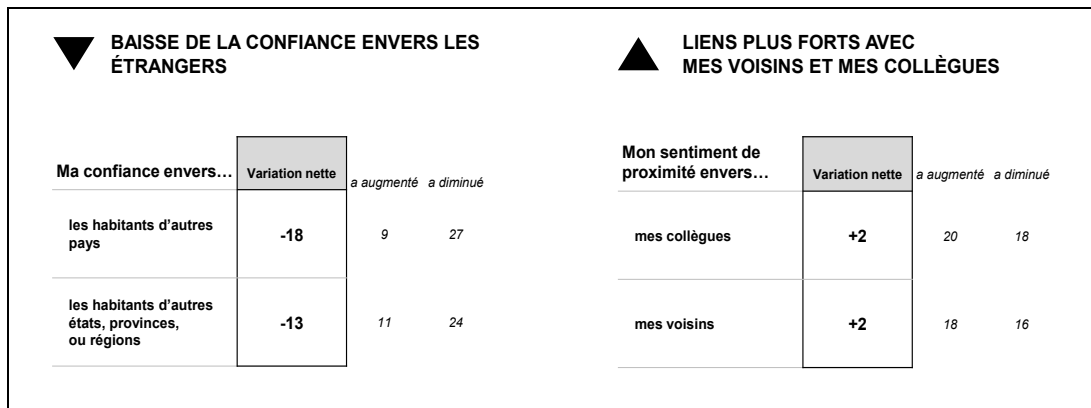
À l’échelle mondiale, c’est l’accroissement de la force du lien établi entre collègues et voisins qui est significative, la variation de perception étant plus positive envers les collègues (+12) qu’envers les voisins (+7) (Figure 42).



**Figure 42 – Perception d’accentuation ou d’atténuation de confiance – Monde**  
(Edelman Trust Barometer 2022, p. 18)

<sup>218</sup> Baromètre de confiance Edelman 2022, Question 43, « Veuillez indiquer si la pandémie a accentué ou atténué chacun des sentiments suivants, ou si elle n’a eu aucun effet sur ceux-ci ».

Pour le Canada, c'est la baisse de la confiance envers les étrangers qui est significative, la variation de perception étant plus négative envers les habitants d'autres pays (-18) qu'envers ceux de plus étroite proximité (-13), la différence entre collègue et voisin n'étant pas significative (Figure 43).



**Figure 43 – Perception d'accentuation ou d'atténuation de confiance – Canada**  
(Edelman Trust Barometer 2022, Canada)

Il faut en conclure que l'anomie provoquée par le déficit de confiance entraîne une recherche de familiarité qui engendre l'idée de collectif d'esprit *restreint*, s'éloignant de l'idée de collectif à l'esprit plus large de *citoyen*.

Le déficit de *confiance spontanée* entraîne des répercussions directes qu'il est possible de constater dans les domaines de la politique et des médias de masse. Le refus de reconnaissance et de participation aux institutions et pratiques de la démocratie entraîne chez certains la constitution de *collectifs restreints* s'inscrivant sous leur propre identité. Il est possible de les appréhender en tant que systèmes sociaux se référant à eux-mêmes et se reproduisant sur la base de l'observation de leurs opérations de communication. Le mouvement des Gilets Jaunes en Europe, les groupes anti-vaccins ou ceux auto-constitués par les médias sociaux sont typiques de ces collectifs restreints de dimensions purement locales aux caractères fondamentalistes et re-totalisants.

L'idée de multiculturalisme est elle-même fondée sur la présence de collectifs restreints ayant une identité propre à leur communauté d'esprit. Ces collectifs restreints existent dans l'état de familiarité et de certitude de ce qu'ils sont.

Or, pour être reconnus comme tel et être pleinement opérationnels sur le plan de la communication, les systèmes fonctionnels exigent la *confiance spontanée*. Le système politique repose sur le pouvoir manifesté par l'influence alors que le système des médias de masse repose sur l'information manifestée par sa présence dans l'opinion publique. Chacun doit être reconnu spontanément afin de garantir la probabilité de succès de ses communications en sachant jusqu'à quel point elle peut être improbable. L'action de voter indépendamment des candidats ou des partis susceptibles de gagner est une action citoyenne qui exprime une *confiance spontanée* au système politique, tout comme la reconnaissance de l'information comme réalité du monde exprime une *confiance spontanée* envers le système des médias de masse.

Nous l'avons vu, le déficit de *confiance spontanée* peut entraîner l'anomie tant chez l'individu isolé que pour le collectif. Cependant, outre l'anomie, il peut aussi agir comme révélateur de la présence d'une réelle possibilité de déception dans des situations caractérisées par la contingence et le danger inhérent. L'attitude préalable automatique de *confiance spontanée* est trompée par l'observation d'événements qui contredisent les conduites. Dans le domaine politique, l'exercice légitime du pouvoir peut se transformer en abus et dans le domaine médiatique, la réalité du monde peut être perçue comme irréaliste. La conscience de ce qui constituait un danger, ignorée par l'état de *confiance spontanée* à ce que ce danger ne se manifeste pas, se transforme en un éventail contingent de possibles générant des attentes pouvant être déçues. L'attente est un vécu d'incertitude entraînant une possibilité de déception qui requiert d'être gérée, la seule alternative étant l'acceptation du vécu d'incertitude et le renoncement aux attentes générant l'anomie.

Dans l'esprit du vécu d'incertitude, nous dirons que le déficit de *confiance spontanée*, face au refus de plongeon dans l'anomie, entraîne le besoin de se transformer en *confiance décidée* car il est désormais admis chez l'individu et en toute conscience qu'il existe un potentiel de déception des attentes.

### **5.2.2 La *confiance décidée* ou le *faire confiance***

La *confiance décidée* (*Vertrauen*) exprime l'agir de *faire confiance*. Face au vécu d'incertitude, il y a conscience d'une possibilité que l'attente soit déçue. La possibilité de déception prend alors la forme d'un risque délibérément évalué sur la base de l'expérience des conduites passées et la connaissance des choix contingents limitant l'incertitude. La perception qu'il y a au moins une alternative à la prise de décision d'attitude de conduite prévaut. Agir, comment agir ou ne pas agir. La *confiance décidée* requiert un engagement préalable, un *agir* choisi dans la contingence en toute conscience de la possibilité que l'attente soit déçue, ou alors un non-agir.

Contrairement à la confiance spontanée, la *confiance décidée* n'est jamais immédiatement acquise, absolue et induite de l'assurance qu'une attente ne sera pas déçue. La *confiance décidée* est le produit construit d'une décision d'action, celle de *faire ou ne pas faire confiance*. Dans cet esprit, la *confiance décidée* implique une décision fondée sur l'évaluation du potentiel de déception. La *confiance décidée* est une réponse raisonnée au risque fondée sur la probabilité d'une attente non déçue. Au contraire de la *confiance spontanée* qui ne nécessite aucun besoin de justification parce qu'elle repose sur une dimension d'intuition préalable à la raison, la *confiance décidée* s'y substituant se construit sur un raisonnement intuitivement convainquant reposant sur l'acceptation des communications passées. « *Je fais confiance* » à ceux qui disposent du pouvoir politique afin qu'ils l'exercent non pas sur la base de l'existence de règles et d'objectifs balisant ce pouvoir mais sur la base de l'évaluation du risque



que les attentes soient déçues en fonction de la conduite préalable. L'action de voter pour un candidat ou un parti pour lesquels nous pensons qu'ils exerceront le pouvoir sans en abuser est une action partisane qui exprime une *confiance décidée* envers un mécanisme structurel du système politique. « *Je fais confiance* » en sachant que cette décision d'action est dépendante de ma conduite préalable d'exercer mon droit de vote dans un sens ou dans l'autre. « *Je fais confiance* » à ce que les décisions prises le soient sans décevoir mes attentes de ce que je crois être le bien commun pour assurer la santé et la sécurité de tous. Après plusieurs mois de pandémie et de décisions collectivement contraignantes désormais jugées négativement par une proportion significative de la population,<sup>219</sup> l'état d'*être en confiance* envers le politique est transformé en décision de *faire ou ne pas faire confiance*. Chacun n'accepte plus spontanément de se plier de bonne grâce aux décisions de santé publique prises par le gouvernement.

La *confiance décidée* repose sur une dimension de décision. Elle n'induit pas un état d'*avoir confiance* mais un agir de *faire confiance* résultant d'une évaluation du risque de déception des attentes. En ce sens, elle n'est pas propre au système psychique en relevant d'un système de pensées dont le moteur est la conscience. Elle relève plutôt de la dimension sociale dont le moteur est la communication. Bien que la *confiance immédiate* soit nécessaire aux relations interpersonnelles liant un *collectif*, sur le plan de l'interaction, la *confiance décidée* ajoute la notion de réciprocité propre à la communication dans son sens premier. L'intégration sociale s'accomplit à travers les structures contingentes que sont les systèmes sociaux fonctionnels – comme le système politique et le système des médias de masse – pour lesquels la *confiance immédiate* permet leur reconnaissance d'existence comme systèmes et la participation à leurs opérations de communication alors que la *confiance décidée* permet la prise de décisions contingentes quant aux rapports de mutualité à entretenir avec ces systèmes.

---

<sup>219</sup> Selon les résultats d'évaluation de l'appui aux mesures sanitaires du Gouvernement du Québec, l'indice de satisfaction face aux mesures mise en place est tombé de 95% (avril 2020) à 65% (novembre 2020), Léger & Léger, Sondages hebdomadaires

La *confiance décidée* crée le risque par l'évaluation interne de conditions externes au présent vécu. « *Je fais confiance* » au système politique parce que j'ai évalué la force des règles et objectifs de ce pouvoir qui en constituent la garantie, ou en la véracité de l'information médiatique parce que j'ai évalué la rigueur avec laquelle elle est traitée avant d'être publiée ou diffusée, le respect constant des conditions de déontologie et d'éthique médiatique en apportant la garantie. Dans cet esprit, la *confiance décidée* est une réponse au risque en termes non pas de conséquences mais d'identification des causes pouvant provoquer dans le futur une déception des attentes. Cette réponse donne une probabilité de ne pas être déçu et provoque un engagement préalable sur la base d'un choix individuel. Pour connaître la vérité d'une situation d'actualité, l'attitude de conduite peut être autre que la référence automatique aux médias et reposer sur l'évaluation du risque de ne se référer qu'à cette seule source. Ou pour agir face à la situation pandémique, l'attitude de conduite peut être autre que l'automatisme de se tourner vers les décisions politiques et reposer sur l'évaluation du risque d'obéissance aveugle par rapport à l'usage du libre arbitre. L'évaluation interne des conditions externes au présent vécu en termes de causalités crée le risque et la motivation d'agir ou non face à l'incertitude.

L'observation de la société dans la perspective de systèmes fonctionnellement différencié révèle que c'est à la fois le cumul du savoir, l'accroissement de la complexité sociale et l'imprévisibilité des attentes face à l'indétermination de l'avenir qui entraînent la place prépondérante qu'occupe le risque. Le savoir accroît la complexité et par conséquent, accroît tout autant l'incertitude et l'assujettissement manifeste de l'avenir à l'égard des décisions qui à leur tour impliquent la conscience du risque. L'accroissement de cette complexité sociale rend impossible toute prévision exacte de l'avenir et des événements qui sont susceptibles de survenir sur la base d'une pensée et de modèles déterministes, aucune cause ne pouvant être clairement établie et aucun effet ne pouvant être précisément déterminé. Une prévision quant à l'avenir ne

peut être qu'une réduction de la complexité à un niveau où il est possible d'en identifier le danger inhérent et le potentiel de risque.<sup>220</sup>

En une très courte période de temps, la société a cumulé un savoir croissant entourant le virus causant la pandémie, ce qui a paradoxalement mené à un savoir décroissant quant aux relations s'établissant rapidement entre les différents systèmes sociaux et l'environnement pandémique. Comme l'écologie, la pandémie est un tissu de relations entrecroisées entre le politique, l'économie, le droit, la santé ou les médias. Dans un tel contexte, la prévisibilité déterministe atteint une limite infranchissable. Les modèles prévisionnistes ne peuvent opérer que par une très forte et simplificatrice réduction de la complexité fondée sur la base de variables identifiées dans l'*à posteriori* des événements du passé. Sur le plan temporel, tout avenir découle de décisions aux conséquences incertaines et dans la perspective de systèmes fonctionnels différenciés, chaque décision est une communication qui se réfère aux paramètres du système pour laquelle elle est associée.

Les décisions pandémiques sont prises sur la base du système politique mais aussi sur la base des systèmes de l'économie, du droit, de la santé, de la science, etc. Les décisions du système politique, tout comme celles du système des médias de masse et des autres systèmes sociaux, présentent des risques de déception des attentes. Un jour, le masque n'est aucunement un élément de protection alors qu'un autre, il est un facteur à considérer pour la réduction du risque. Aux premiers jours de la pandémie, il est décidé de tout publier pour répondre aux attentes d'information alors que plus tard, il devient essentiel de valider les fondements scientifiques afin de limiter le risque que soient déçues les attentes de véracité de l'information.

---

<sup>220</sup> Niklas Luhmann a développé cette idée à propos des problèmes écologiques dans *Ecological Communication* en soulignant que « la société ne peut agir plus ou moins de manière écologique car elle ne peut seulement avoir que des communications plus ou moins écologiques du point de vue politique, économique, légal et autres » (1989a, p. 218, traduction libre).

« *L'action se définit en elle-même par sa relation avec un risque particulier comme une possibilité externe et future, quoiqu'en même temps, le risque soit inhérent à l'action et n'existe que si l'acteur fait le choix de s'exposer à l'éventualité de conséquence malheureuses et de faire confiance* » précise Luhmann (1988b, p. 100).<sup>221</sup>

Le risque, simultanément présent *dans* et *hors* l'action est un mode de référence de l'action à elle-même ou, dans la perspective luhmannienne, une réintroduction de la différence entre le contrôlable et l'incontrôlable dans le contrôlable. Le risque n'est pas qu'une affaire de systèmes car il est subjectivement perçu. Chacun se différencie face à la prise de risque ou face à son évitement. Chacun décide de *faire* confiance ou de *ne pas faire* confiance. La *confiance décidée* présuppose, sur une base individuelle, la perception d'une situation de risque sur le plan systémique.

Que se passe-t-il face au déficit de *confiance décidée* ? L'attente déçue provoque une réaction par laquelle l'attribution de la déception est interne. *C'est MA faute*. Elle est perçue comme la conséquence d'une décision individuellement prise dans le contexte d'un système. Chaque décision implique inévitablement un risque et la simple possibilité d'une déception face à une situation est toujours dépendante d'une conduite décisionnelle préalable (Luhmann, 1988b, p. 98). Plus forte est la perception de possibilité de regret d'une prise de décision, plus forte est requise la *confiance décidée*. C'est ce qui différencie la *confiance spontanée* de la *confiance décidée*. Dans un contexte donné, la première résulte d'une perception de danger inhérent porteur de conséquences qui, si elles se concrétisent, déjouent l'attente du vécu d'incertitude, la déception étant alors attribuée à des conditions externes. *Ce n'est PAS MA faute*. La seconde résulte d'une perception de risque possible de déception qui, si elle se manifeste, est attribuée aux conditions internes de l'agir décisionnel. *C'est MA faute*. La *confiance spontanée* et la *confiance décidée* s'impliquent mutuellement, le déficit de l'une pouvant engendrer le besoin ou même la nécessité de l'autre. En conséquence,

---

<sup>221</sup> Traduction libre

les systèmes sociaux dépendent de l'une et de l'autre dans les rapports que les individus entretiennent avec eux.

Dans le contexte de certitudes contradictoires ayant détruit la *confiance spontanée*, le choix d'attribuer de la véracité aux informations relatives aux conséquences sanitaires de la pandémie ou d'obtempérer aux décisions politiques relève désormais de la *confiance décidée*. Elle entraîne une prise de risque quant à la décision d'usage du vaccin et ce, parce que les possibles conséquences négatives sont supérieures à l'action posée par le présent de la décision individuelle. *Plus forte est la perception de possibilité de regret d'une prise de décision, plus forte est requise la confiance décidée*. Tout comme plusieurs mois après qu'une majorité de la population ait assumé deux ou même trois doses de vaccin, le taux de participation à une quatrième dose devient significativement plus bas, la perception de regret de cette décision étant devenue sensiblement faible compte tenu du contexte où les conséquences d'infection ne sont plus perçues comme désastreuses.<sup>222</sup>

Les décisions politiques sont des communications. Après plusieurs mois de pandémie et dans le contexte de nombreuses certitudes contradictoires, elles sont interprétées par les médias à l'occasion des conférences de presse en fonction de leur potentiel de confiance avant d'être mises en forme et diffusées. Elles sont reçues par les auditoires comme des réalités non concertées et sont interprétées en fonction de leur propre perception du potentiel de confiance envers ces réalités communiquées. Toute communication doit détenir un minimum de potentiel de confiance à son égard pour qu'elle soit acceptée et se qualifier à l'usage ultérieur du sens réduit qu'elle produit. Ce processus est capital à la perception du risque car c'est sur cette base que l'agir décisionnel se détermine. Un déficit de *confiance décidée* peut entraîner l'abstention

---

<sup>222</sup> Selon les données du *Tableau de bord de la situation de la Covid 19* du ministère de la santé du Québec, 85% de la population ont reçu au moins une dose de vaccin alors qu'au 20 octobre 2022 seulement 23% ont reçu au moins une dose depuis moins de 5 mois.

d'action parce qu'une déception possible peut être plus grande que le risque de succès de l'action à prendre à son égard. L'abstention de participation aux scrutins ou aux auditoires s'interprète comme un refus d'action face à une probable déception. « *Çà ne donne rien de voter, les partis prennent tous de mauvaises décisions et nous serons déçus de notre participation. Çà ne donne rien d'être à l'écoute des informations, les médias traditionnels diffusent tous des contenus qui déçoivent nos attentes de vérité* » entendons-nous tel une litanie ciblant l'environnement politique et médiatique.

Une grande quantité de *confiance spontanée* envers la démocratie est nécessaire à la participation au système politique. Elle pousse la responsabilité individuelle à voter sans la perception d'un quelconque danger de déception, indépendamment de qui peut être élu, la politique étant fondamentalement présente pour assumer la responsabilité du pouvoir en lieu et place du collectif et ce, peu importe qui occupe la fonction de gouvernant. Il ne peut y avoir d'alternative à la participation aux scrutins. L'observation d'événements qui contredisent la base de la relation de *confiance spontanée* qui prévaut peut cependant conduire à son effondrement soudain. À défaut de vivre dans cet état d'incertitude quant à la possibilité de ne pas être déçu et de ne pas sombrer dans la désaffection, l'état d'être en *confiance spontanée* se transforme en besoin de prise de risque fondé sur une *confiance décidée*. Le vote est soumis est une évaluation rigoureuse des programmes en fonction des attentes et des possibilités de déception, les résultats non attendus devenant une conséquence de l'agir décisionnel de voter pour l'un ou pour l'autre.

Même dans ces conditions, la *confiance décidée* exprimée par le risque d'un vote pour l'un plutôt que pour un autre est susceptible d'entraîner une déception. « *Les politiciens sont tous les mêmes* » diront certains s'abstenant désormais d'agir, le déficit de *confiance décidée* s'exprimant par la chute de participation aux scrutins et aux auditoires.

### 5.2.3 Un dispositif dynamique de réduction de la complexité

« *La distinction entre ce qui est familier et ce qui ne l'est pas est devenue floue* » (Luhmann, 1988b, p. 102).<sup>223</sup> La société n'est plus dans un état de familiarité pour lequel l'incertitude des attentes était inexistante. Les attentes de chacun se vivent dans l'incertitude d'être comblées et sont toutes susceptibles d'être déçues.

Existe-t-il une possibilité qu'une attente soit déçue? Si c'est non, l'impossibilité de déception se vit dans la *confiance spontanée (Zutrauen)*, une dimension intuitive du vécu induisant l'état d'être en confiance. C'est une réponse à une situation de danger inhérent construite sur la base de la conséquence de ce danger. La confiance spontanée est une assurance que les attentes ne seront pas déçues. Un déficit de confiance spontanée entraîne soit une désaffection à l'égard du système dans lequel elle s'inscrit, soit l'acceptation de la possibilité de déception d'une attente. Ce qui impose sa gestion. Cette reconnaissance de la possibilité de déception se vit alors dans la *confiance décidée (Vertrauen)*, une dimension décisive du vécu induisant l'agir de faire confiance. C'est une réponse au risque possible de déception construite sur les causes possibles qui conditionnent la probabilité qu'une attente ne soit pas déçue. Un déficit de confiance décidée entraîne l'abstention de quelque prise de décision face à l'attente. L'incertitude est alors vécue dans la résignation, dans l'inaction et par conséquent, dans le renoncement aux attentes.

Tel est la dynamique du vécu d'incertitude des sociétés complexes. Tous ne peuvent vivre dans la certitude de la familiarité et la confiance s'impose en tant que mode d'appréhension de l'incertitude qu'apporte la complexité sociale. La confiance est un mécanisme de réduction de la complexité que Luhmann propose d'appréhender tel un dispositif dynamique du vécu d'incertitude des attentes de chacun. (Figure 44).

---

<sup>223</sup> Traduction libre

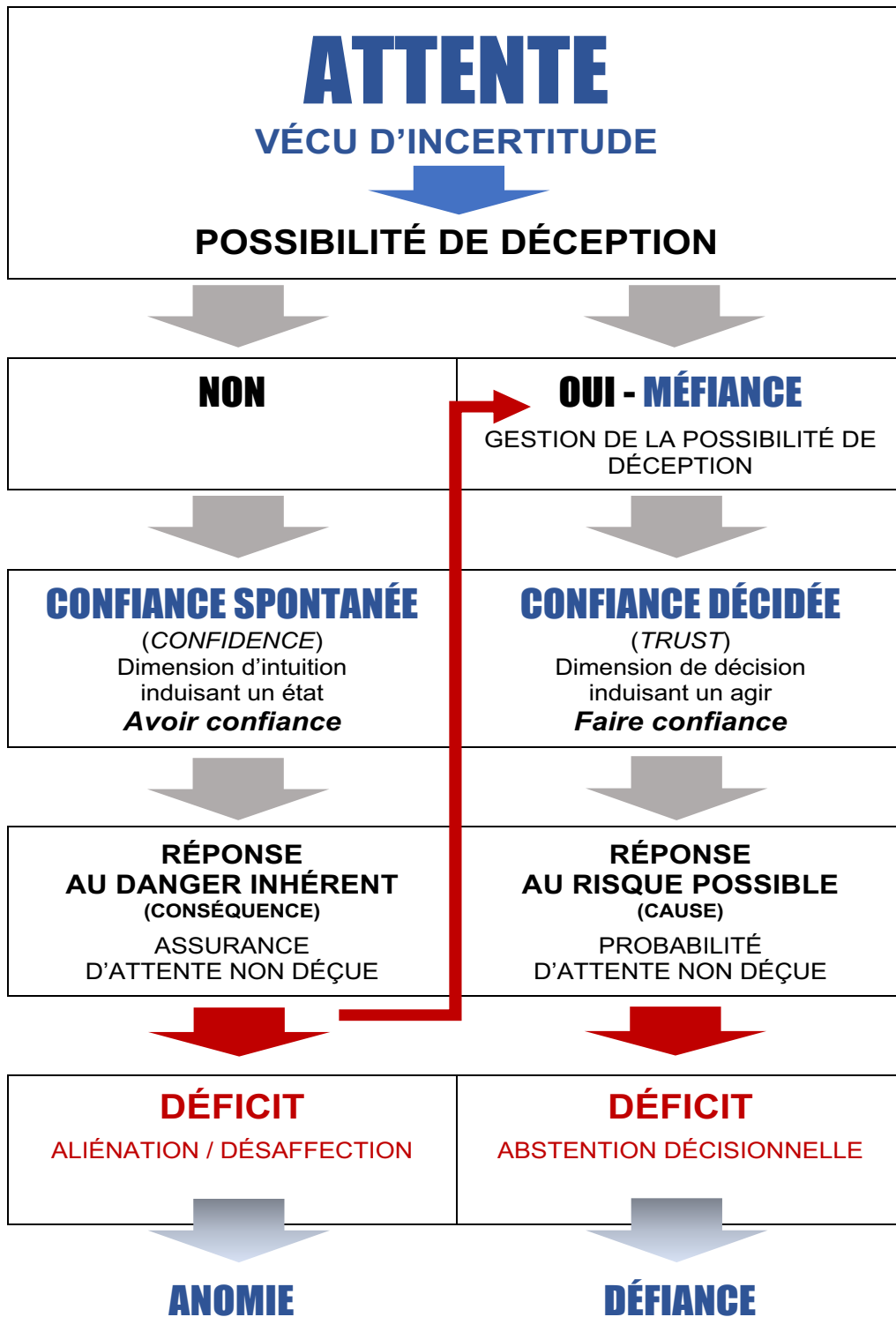


Figure 44 – Dynamique du vécu d'incertitude selon Luhmann



La société est devenue complexe au point où la totalité des possibles impose la possibilité de déception. Mais comme l'explique Luhmann (1988b, p. 99)<sup>224</sup> « ... *une évolution sociale qui produit des sociétés de plus en plus complexes peut générer des systèmes qui exigent plus de confiance spontanée comme condition préalable à la participation et plus de confiance décidée comme condition d'un meilleur usage des chances et des opportunités* ».

Les attentes de chacun se vivent dans l'incertitude d'être comblées parce qu'elles sont toutes susceptibles de faire face à la possibilité d'être déçues. Le dispositif dynamique du vécu d'incertitude explique la gestion des attentes par un parcours de la confiance à la défiance dans lequel s'inscrivent l'anomie et la méfiance. Selon ce modèle, si l'état intuitif de ne pas *être en confiance* est la manifestation primaire de la mise à mal de la démocratie et de la dimension médiatique de la communication, l'action de ne *pas faire confiance* en est la manifestation conséquente.

Nous l'avons mentionné, tout ce qui est susceptible d'*être* dans un quelconque possible s'adapte aux structures existantes ou les modifie par des mesures qui s'y adaptent. Le refus de participation aux scrutins et la baisse des auditoires sont des modes d'adaptation. Les mouvements de défiance sont au contraire des tentatives de modifications aux systèmes existants. Les systèmes sociaux politique et médiatiques réagissent à l'un et à l'autre par leur réintroduction systémique dans leurs opérations de communication.

L'abstention politique, qu'elle s'exprime par le refus de l'acte symbolique du vote ou par son acception marquée d'un refus de choix, ce que la France identifie comme un *vote blanc*, est une résistance au système par déficit de confiance. La décroissance de participation aux scrutins est compensée par des décisions politiques dont la finalité est

---

<sup>224</sup> Traduction libre

de réagir par réintroduction à l'unité systémique. Face aux mouvements populaires de contestation, les programmes et décisions politiques se parent de thèmes et d'enjeux puisés à même les revendications initiales populaires ou proposent l'élargissement des processus de consultation. Les conséquences de déficits de confiance, spontanée ou décidée, sont des événements perçus comme des perturbations ou des irritations pour lesquels le système social politique réagit.

Toutes les données de nos constats montrent que la confiance à l'égard de la dimension institutionnelle est en décroissance. C'est de la *confiance spontanée* qu'il s'agit, la perception étant que toute participation à ces systèmes ne peut se faire dans l'absolu de ce qu'ils sont. La reconnaissance et l'acceptation spontanée ne sont plus acquises. Elles sont soumises à des conditions d'évaluation du risque de participer en toute conscience du potentiel de déception des attentes. Toutes les données montrent aussi comment la participation aux scrutins et l'importance des auditoires sont en décroissance. Ce refus d'action face aux institutions est un silence éloquent de sens. C'est alors de la *confiance décidée* qu'il s'agit, la perception pour plusieurs étant que toute relation d'action avec ces systèmes engendre un potentiel de déception des attentes plus grand que le risque encouru par l'action.

Dans la perspective systémique, la confiance est un phénomène qui s'appréhende en termes de rationalité fonctionnelle. Elle ouvre les possibilités d'action dans le rapport à autrui en se substituant au vide d'information que représente l'incertitude en l'extrapolant. Elle est un mécanisme qui réduit la complexité sociale et simplifie la conduite de l'existence dans la gestion des attentes par l'acceptation d'un risque, le risque se définissant comme la probabilité qu'un résultat inattendu advienne en conséquence d'une décision. L'action de décider en réponse à une attente implique inévitablement un risque et la confiance est donc une décision caractérisée par l'attente, à défaut de quoi elle ne peut être qu'un simple espoir. « *La confiance réfléchit la*

*contingence alors que l'espoir l'élimine* » précise Luhmann (2006, p. 26), expliquant que celui qui espère exprime de la confiance malgré l'incertitude.

L'abstention d'action par le rejet de participation aux scrutins ou aux auditoires pose la question de la légitimité des produits qui émergent de ces domaines, politiques publiques pour l'un et contenus publics d'information pour l'autre. Dans la perspective des systèmes fonctionnellement différenciés, il faut les envisager sous l'angle de la notion de méfiance à leur égard et l'appréhender comme le résultat d'une auto-description.

L'abstention pose tout autant la question de la distinction sur laquelle repose chacun des systèmes. Un scrutin étant un mécanisme d'invisibilisation du paradoxe *gouvernement / opposition* par la désignation d'une représentation politique légitime d'un État et donc un choix de facette constituant l'unité systémique politique, l'action de ne pas désigner par l'abstention devient un non-sens défiant l'existence du système. Tout comme le statut d'auditoire étant un mécanisme d'invisibilisation du paradoxe *information / non information* par l'acceptation de la réalité factuelle diffusée, le refus d'agir comme auditoire devient un non-sens défiant l'existence systémique des médias de masse.

Sous l'angle systémique, la notion de confiance est un code sémantique et ne peut être envisagée sans son opposée qu'est la méfiance. Il ne faut pas appréhender la méfiance comme un défaut ou un contraire de la confiance. Pour la comprendre, il faut l'envisager tel un équivalent fonctionnel parce qu'elle aussi est une source de réduction de la complexité par des opérations de simplification dans un contexte de déficit ou de négation. La méfiance se substitue à la confiance pour laquelle la fonction n'est pas assumée. « *Le simple fait de refuser d'accorder sa confiance reproduit la complexité originelle (...) et crée de ce fait une surcharge. Un tel surcroît de complexité crée une*

*exigence trop grande pour l'être humain et le rend incapable d'agir* » (Luhmann, 2006, p. 83), ce qui pousse tout individu affecté par un déficit de confiance, spontanée ou décidée, à recourir à des stratégies de réduction de la complexité fonctionnellement équivalentes comme celles qu'apportent la méfiance.

Confiance et méfiance sont des mécanismes de réduction de la complexité sociale qui permettent l'évolution temporelle sans discontinuité des systèmes sociaux par la stabilité qu'elles offrent. La société fonctionnellement différenciée de Niklas Luhmann est constituée de multiples systèmes et aujourd'hui, de multiples moyens de communications. Chacun a pour fonction de réduire la complexité selon sa propre singularité. La confiance systémique porte sur le fonctionnement des systèmes pour lesquels la confiance est une réalité indissociable de la compréhension de ce qu'ils sont et il y a autant de logiques de confiance que de systèmes.

Quiconque accepte la prémisse systémique en accordant sa confiance en un système suppose que ce système fonctionne. Il place la confiance dans cette fonction et non dans les individus qui sont susceptibles d'y graviter. Une telle confiance se construit automatiquement grâce à l'expérience continue et positive de l'usage du médium d'un système, le *pouvoir* pour le politique et la *réalité* par les médias de masse. Cette confiance nécessite un retour constant d'information sans garanties intégrées et spécifiques. (Luhmann, 2006, p. 58). Il est impossible de ne pas faire confiance, de ne pas croire en l'autre si ce n'est un tant soit peu, sans courir le risque d'être envahi par une méfiance déclinant inévitablement vers le mépris ou pire, vers l'indifférence. Un échec de confiance est un échec de réduction de complexité qui entraîne la dissolution du système. « *Le manque de confiance décidée peut entraîner une réduction de la taille d'un système et même provoquer son rétrécissement sous le seuil critique nécessaire à sa propre reproduction à un certain stade de son développement* » (Luhmann, 1988b, p. 104).

Accorder sa confiance en la démocratie ou en la dimension médiatique de la communication ne peut se faire que dans l'instantanéité du moment émergeant pour lequel ils sont observés et dans la correspondance du comment ils sont systématiquement et fonctionnellement définis. Or, la démocratie s'est toujours montrée sous le jour d'une volonté populaire politiquement exprimée et la communication dans sa dimension d'information médiatique sous le jour de l'expression d'une réalité factuelle de la vérité du monde, ce qui ne correspond manifestement plus à ce qui est observé.

La perspective de Luhmann offre l'opportunité d'une lecture nouvelle des constats de mise à mal de la confiance. La politique par l'entremise de la démocratie ne répond plus aux attentes de volontés populaires exprimées tout comme la dimension d'information médiatique de masse ne comble plus les attentes d'expression d'une réalité factuelle et non consensuelle de la vérité du monde. Les attentes face à l'une et l'autre sont déçues et même trahies, entraînant les conséquences correspondantes.

### **5.3 La démocratie actualisée dans la perspective de Niklas Luhmann**

« *Nous manquons de concepts suffisamment précis pour ce codage spécifique du politique* » énonce Luhmann (1990b, p. 48)<sup>225</sup> au sujet de la démocratie. Elle n'est que la forme que prend le système politique en lui permettant d'exister comme système différencié. Évacuée de tout caractère normatif, elle s'exprime comme forme du politique en établissant une distinction entre *gouvernement* et *opposition* et, bien qu'elle soit un paradoxe dans sa vision de *pouvoir du peuple*, la démocratie luhmannienne ne conduit pas pour autant à l'effondrement de l'ordre politique

---

<sup>225</sup> Traduction libre

encadrant un grand nombre de sociétés. Le système politique a toujours fonctionné parce qu'il invisibilise le caractère paradoxal de la démocratie par le principe de représentation et la notion de souveraineté d'État comme sources de légitimation de l'expression du pouvoir. Les décisions de politiques publiques sont ainsi légitimes. Mais que se passe-t-il lorsque l'idée de démocratie est mise en doute ? C'est l'ordre social du politique qui se fragilise parce que le paradoxe sur lequel il s'appuie est révélé et perd de son invisibilité. La mise en doute de l'idée de démocratie apporte au système politique une nouvelle complexité qu'il se doit de réduire pour survivre.

Notre constat de déficit de confiance doublé de la complexification qu'apportent la globalisation et le développement technologique amènent à considérer la problématique établie par Niklas Luhmann d'un codage plus spécifique du politique décliné sur la démocratie. Au sens de Luhmann, la notion de démocratie ne peut singulièrement désigner un système structurel fondé sur des *institutions* tout comme elle ne peut désigner un *régime* constitué en fonction de caractères qui lui sont propres. Tout au plus, cette notion est pour lui une *forme* que prend un système social s'inscrivant dans la différenciation fonctionnelle.

Nous avons établi au chapitre 3.1 la démocratie en tant que *collectif capable* et nous posons l'hypothèse d'appréhension du *collectif capable* comme un *étant*, une unité systémique empreinte de sa propre singularité. L'approche systémique offre une perspective nouvelle qui permet de poser un regard autre sur la nature et la réalité de la démocratie dans le nouvel environnement de complexité du politique caractérisé par un contexte de déficit de confiance, de participation et de pertinence de ses politiques publiques. La démocratie en tant que *forme* du politique ne répond plus aux attentes de volontés populaires exprimées. L'état de déception entraîne pour l'observateur la révélation du paradoxe qui sous-tend le système politique. Son invisibilisation par les principes de représentation et de souveraineté perd de son opacité. Bien qu'elle ait été

une auto-description du politique justifiant sa légitimité, la représentation perd de sa légitimité représentative et la souveraineté d'état voit ses frontières s'effondrer. Face au politicien élu, le citoyen se sent de moins en moins commettant et la souveraineté de plus en plus poreuse. L'observation de l'agir de chaque entité de la différence *gouvernement* ou *opposition* pose un doute quant à leur caractère dit démocratique comme *forme* du politique, un doute accentué par le flou dénomiatif de l'idée même de démocratie. Les règles politiques de la souveraineté instituant le principe de représentation sont en défaut d'opération systémique et l'état d'être en relation prévalant à la co-existence constituant un collectif est désormais un état d'être conflictuel.<sup>226</sup>

Dans le contexte général de la théorie des systèmes sociaux, le politique est un système social fonctionnellement conçu pour régler les problèmes sociaux spécifiques liés à la prise de décisions collectivement contraignantes, une décision n'étant autre qu'une opération de communication reproduisant le système, de décision en décision. Il opère sur la base de la distinction entre *gouvernement* et *opposition* pour laquelle il assure un état d'équilibre en faisant usage du pouvoir comme médium de communication symbolique prenant la forme de démocratie. Or, le système peine à réduire la complexité grandissante qui l'affecte par état d'être conflictuel. Il peine à se référer à ce qu'il est dans la totalité de son unité. Dans le langage luhmannien, en laissant la complexité l'imprégner, le système politique complexifié se dissout au point qu'il atteigne un seuil critique l'empêchant de se reproduire.

Face à la très haute complexification de l'environnement social amenée par le nouveau siècle, est-il pertinent d'appréhender la démocratie non plus comme *forme* du politique mais comme système dérivé du politique et agissant à titre de mécanisme de réduction

---

<sup>226</sup> Au sens de Georg Simmel (1992) pour qui le conflit, loin de susciter la dissociation sociale, suscite ou modifie les communautés d'intérêt, les collectifs regroupés et les organisations.

de cette nouvelle complexité ? La question qui se pose d'emblée est alors de se demander si la démocratie comme *collectif capable* peut être définie de manière à être envisagée dans l'une ou l'autre des perspectives luhmanniennes d'un système que sont les *systèmes organisés* ou les *systèmes sociaux fonctionnellement différenciés*.

L'approche de Niklas Luhmann décrit temporellement l'évolution sociale et décrit une évolution fonctionnelle qui agit à titre de stabilisateur de la société à travers les différents systèmes sociaux par la réduction de la complexité sociale. Nous l'avons expliqué, dans la société, le système politique occupe une place équivalente à celle de tous les autres systèmes sociaux. Il n'exerce aucune influence hiérarchiquement supérieure, n'entretenant avec certains systèmes que des rapports couplés sur la base des différences fonctionnelles de chacun. Dans l'évolution sociale, il tire sa source d'une condensation de la complexité sociale qui l'éloigne de l'exercice du pouvoir traditionnellement associé à la force brute pratiquée au nom des monarques souverains, tout en le rapprochant de la dimension du pouvoir institutionnalisé établi dans le cadre de la prise de décisions fonctionnellement destinées à instaurer un ordre et une organisation de l'existence sociale. L'état d'être conflictuel du collectif induit une nouvelle couche de complexité agissant en tant qu'irritation externe qu'il est nécessaire de réduire afin de préserver la reproduction du système politique.

Chacun des systèmes sociaux réagit aux irritations externes selon ses propres spécificités. Ainsi en est-il du système politique qui établit son unité par la notion de souveraineté d'État en reconnaissant des frontières territoriales et en intégrant les *collectifs* à sa fonction de prise de décisions par la notion de représentation. Le politique luhmannien existe comme système différencié sur la base du code *gouvernement / opposition* en faisant usage du pouvoir comme médium de communication symbolique sous forme de démocratie ne pouvant être qualifiée de *pouvoir du peuple*. Il importe donc au système politique de préserver son unité par le maintien de l'invisibilisation



du paradoxe le constituant en renforçant les notions de représentation et d'État. Ainsi seulement peut-il réagir à l'irritation, réduire la complexité et se reproduire selon sa fonctionnalité première.

Nous avons défini les racines sémantiques de la notion de démocratie comme étant celles d'un *collectif capable* et avons montré que pour Luhmann, si le *collectif* peut être ce qui interagit dans le contexte de la forme politique qu'est la démocratie, en aucun cas il ne peut prétendre à *être capable* d'exercice du pouvoir, le pouvoir n'étant acquis que par la soumission au pouvoir. Le *collectif* ne peut être *capable* d'exercice du pouvoir parce que ce faisant, il crée le paradoxe de se soumettre à lui-même. Mais actualisée dans la perspective de la théorie des systèmes sociaux l'idée de démocratie peut être tout autre. Un *collectif* est *capable d'être*, comme unité et comme système.

La notion de *collectif* peut être associée à une *communauté* maintenue en fonction d'un *commun* préalablement établi. La perspective luhmannienne n'appréhende pas la dimension sociale des collectifs en fonction des caractères associatifs des individus qui les composent. Le *collectif* n'est pas un système d'interactions et ce, même si elles sont indispensables à démontrer l'étendue et l'unité systémique. Les interactions agissent surtout comme preuve d'engagement envers un *commun* car pour Luhmann (2013a, p. 156) <sup>227</sup> « le sentiment d'être ensemble va au-delà du simple fait d'être ensemble, comme il le fait aussi d'une manière différente dans les organisations ». Le *collectif* comme tout unitaire ne préexiste pas à la différence <sup>228</sup> qui le constitue. Il n'existe que par sa dynamique systémique de production de soi, en se différenciant de soi par l'agir d'autopoïèse et de ce fait, de son environnement. Le *collectif* est une unité systémique produisant des communications susceptibles d'être observées tant au niveau du social qu'à celui des interactions.

---

<sup>227</sup> Traduction libre

<sup>228</sup> La posture luhmannienne de constructivisme radical impose que tout système soit fondé sur une distinction ou *différence* comme point de départ de toute observation.

Le modèle de Luhmann permet de mieux comprendre l'évolution de ce qu'il a identifié comme la *forme* du politique. Ce n'est plus de l'inclusion de l'*individu* dans la sémantique de la communication politique des Lumières dont il s'agit mais de l'inclusion du *collectif*, l'individu se référant désormais à l'identitaire d'un *collectif* dépourvu des caractères traditionnels de strates hiérarchisées. Pour ce faire, il faut actualiser l'idée de démocratie tel un *collectif capable d'être* en tant qu'unité et système. Dans la perspective luhmannienne, deux options d'actualisation se posent.

Décrire et mieux comprendre le déficit de confiance dans une perspective d'actualisation du domaine de la démocratie pose la question de déterminer si le *collectif* peut être appréhendé en terme luhmannien en tant que *système social organisé* constitué sur la base de règles d'admission (chapitre 5.3.1) ou comme *système social fonctionnellement différencié* constitué sur la base de l'interaction (chapitre 5.3.2). La réponse à cette question pourrait permettre d'établir, en relation à son appréhension, en quoi le *collectif* peut être *capable d'être* sans pour autant, dans le cas d'un *système social fonctionnellement différencié*, devenir inopérant par les paradoxes présents dans sa propre autopoïèse, « ... *l'observateur devant transformer cette auto-crédation paradoxale en une particularité de son objet, et cela en se posant la question de savoir comment le système dissout lui-même ces paradoxes* » (Luhmann, 1994, p. 67).

### **5.3.1 Le *collectif* en tant que système social organisé**

La perspective du système organisationnel de Niklas Luhmann <sup>229</sup> diffère des perspectives classiques appréhendant l'organisation en tant qu'entités statiques hiérarchisées sur le plan des structures et qui agissent en coordonnant l'action avec des

---

<sup>229</sup> Les fondements de la pensée organisationnelle de Luhmann sont antérieurs à l'élaboration de sa théorie des systèmes sociaux et bien que ses premiers textes écrits entre 1963 et 1969 aient fait l'objet d'une réécriture durant les dernières années de sa vie, ils témoignent de l'expérience, des connaissances théoriques et pratiques acquises dans les organisations associées à l'administration publique.

critères de rationalité sur le plan des fonctions. Pour rendre compte de la variété et de la complexité grandissantes des phénomènes organisationnels, Luhmann conceptualise l'organisation tel un processus systémique. « *La prémisse de l'organisation est l'inconnu du futur, et le succès de l'organisation réside dans le traitement de cette incertitude* » écrit Luhmann (2018, p. x) <sup>230</sup> pour situer ce qui doit présider à tout projet d'étude de l'objet qu'est l'organisation.

Les systèmes sociaux se constituent comme des systèmes autoréférentiels autopoïétiques et les organisations comme systèmes organisés ne font pas exception. Une organisation se produit et se reproduit elle-même à travers ses propres opérations qui la définissent comme organisation et la produisent comme organisation. « *On en vient alors à la question de l'opération par laquelle une organisation se distingue des autres systèmes autopoïétiques, se définissant ainsi comme organisation et se faisant organisation. La réponse est dans la décision* » (Luhmann, 2018, p. ix). <sup>231</sup>

Les opérations de communications qui sont à la base de tout système social et donc de tout *système organisé* prennent la forme de décisions et les décisions sont des communications. Une organisation est un système social constituée essentiellement de décisions prises par elles-mêmes et qui engendrent d'autres décisions de manière récursive. Dans un système social, si une décision se rapporte à une précédente dans ce même système social, alors ce système social est une organisation. Les organisations sont des *systèmes sociaux organisés* qui se comprennent selon en tant que « *systèmes constitués de décisions, et de capacités à exécuter les décisions qui les mettent en œuvre, à travers les décisions qui les animent* » (Luhmann, 1988b, p. 32).<sup>232</sup> Dans cet esprit, les *systèmes organisés* ne peuvent être définis et se reproduire que sur la base de leurs propres décisions qui sont des communications, chacune devant être comprise

---

<sup>230</sup> Traduction libre

<sup>231</sup> Traduction libre

<sup>232</sup> Traduction libre

comme un événement décisionnel marquant une discontinuité temporelle et une différenciation entre l'avant et l'après décisionnel, ce qui en confirme le caractère paradoxal. Une décision *est* parce qu'elle ne peut *ne pas être*, l'indécidabilité d'une face permettant la décidabilité de l'autre face.

Les décisions se distinguent les unes des autres, tout en étant politiquement liées malgré - ou pour cause - de leur caractère discrétionnaire et paradoxal. C'est le concept d'absorption d'incertitude qui suggère qu'en liant les décisions, une organisation transforme l'incertitude en certitude. « *Le système se construit en prenant des décisions sur la base de plusieurs options et en transformant de manière continue la contingence, chaque décision créant à son tour d'autres options ouvertes pour des décisions subséquentes* » (Luhmann, 1988b, p. 42).<sup>233</sup>

La complexité organisationnelle est réduite à une sélection contingente par l'élimination du non nécessaire et de l'impossible. Chaque décision organisationnelle est prise sur la base des possibles constituant la contingence. La communication d'une décision est une communication ayant préalablement réduit la complexité organisationnelle. À travers le choix qu'elle expose, elle communique explicitement ou implicitement l'existence d'alternatives, ce pourquoi ces communications sont paradoxales. Plus une décision exprimée est claire quant à ce qu'elle est un choix parmi des alternatives possibles, moins elle sera acceptée ultérieurement comme décision, ce qui en expose son caractère paradoxal. La marque définitive d'une décision sera toujours sujet à rejet parce qu'un système organisé est constitué de décisions qui engendrent récursivement d'autres décisions. Une décision communique sa propre contingence et de ce fait, procède inévitablement à sa déconstruction ultérieure par les décisions qui en découlent. Le caractère paradoxal d'une décision doit être invisibilisé afin d'éviter la paralysie du système. Les structures, les processus, les règles ou les

---

<sup>233</sup> Traduction libre

orientations organisationnelles sont autant de dispositifs qui permettent d'invisibiliser le paradoxe de la décision par la catégorisation des alternatives, l'une ou l'autre pouvant être rejetée pour estomper l'indécidabilité et permettre la décidabilité.

L'organisation est un système fondé sur la décision en tant que forme spécifique de communication lui permettant d'établir son identité et se différencier. C'est ce qui distingue par exemple *le* politique de *la* politique, le premier établissant le cadre systémique fonctionnel lui permettant l'autoréférence et l'autopoïèse alors que la seconde en établit les modalités structurelles et organisationnelles de mise en œuvre. La notion de séparation des pouvoirs agit en ce sens. Dans le système social politique, le pouvoir se décline en pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, chacun étant doté de systèmes organisés destinés à mettre en œuvre les décisions collectivement contraignantes prises dans le contexte de la gouvernance. Ainsi, l'organisation du Parlement, de la bureaucratie gouvernementale et de l'administration de la justice procèdent à la mise en œuvre des décisions du politique par la prise d'autres décisions contingentes liées les unes aux autres. Les partis politiques hiérarchiquement intégrés à l'opposition légitime participent activement au processus décisionnel sans pour autant en assumer la responsabilité pleine et entière. Plus largement et hors du cadre politique formel, des organisations qui surgissent du système social sont nécessaires au système social politique. Elles existent en fonction de leur propre systémique et sont des systèmes sociaux à part entière. Les systèmes sociaux organisés produisent leurs propres décisions afin de réduire l'incertitude et figent leurs points de vue jusqu'à un niveau d'insensibilité aux points de vue dissidents. C'est le cas de certains partis politiques radicaux non élus ou de groupes de pression qui perçoivent le monde par le prisme de leurs convictions et décident en conséquence. Les systèmes sociaux organisés agissent en périphérie du système social organisé qu'est l'État tout en contribuant au maintien du système social politique.

La croissance de la complexité politique fait que le mécanisme liant les décisions les unes aux autres est de plus en plus affecté par l'incertitude, les décisions n'étant pas toujours complémentaires, parfois contradictoires, de plus en plus rapides et très souvent non hiérarchiquement communiquées. La décision d'une organisation constitue sa communication et l'état d'être en relation entre organisations est fréquemment inexistant. « *Un ministère ignore ce que décide un autre* » ou « *chacun travaille en silo* » entendons-nous souvent en guise de critique de la prise de décision des organismes relevant de la gouvernance. « *Tel collectif n'a jamais été consulté* » pouvons-nous aussi entendre hors du strict cadre de gouvernance. Dans un tel contexte, la décision comme produit de la réduction de sens par sélection dans la contingence (*Information*) est une communication dont l'élément de compréhension (*Verstehen*) ne peut être ni accepté ni refusé parce qu'il n'est tout simplement pas compris ou appréhendé comme une énonciation (*Mitteilung*). Le système social organisé montre ses limites de fonctionnement rationnel.

Si, en terme luhmannien, la notion de *collectif* peut être associée à une *communauté organisée* en fonction d'un commun préalablement établi, la question se pose de déterminer si un *collectif* peut être appréhendé comme *système organisé* constitué de décisions et *capable* de prise de décisions à travers les décisions qui le constitue. En d'autres termes, le caractère de *collectif capable* précédemment associé à la démocratie peut-il la qualifier en tant que *système social organisé* ?

Dès l'Antiquité, la notion de *collectif* est associée à la notion de *communauté*. Dans *Le Livre de Politiques*, Aristote appréhende l'État comme une *communauté* d'hommes libres qui se réunissent pour discuter et prendre des décisions à propos de cette *communauté* qui les rassemble en fonction d'intérêts communs, la prémisse étant que la vie ne peut se réaliser que dans et par la *communauté*. Dans sa traduction des textes

d'Aristote, Maistre Nicole Oresme utilise le terme *communauté*,<sup>234</sup> dont le noyau sémantique de base repose sur le sème de *collectivité*.<sup>235</sup> Il y ajoute cependant la connotation politique de *la vie dans la cité* qui repose sur les valeurs de *société*, de *relations*, de *collectivité* et de *communauté* en tant qu'unité politique (Brucker, 2001).

Bien que l'aspect politique ne soit pas le seul caractérisant la notion de communauté et par conséquent, la notion de *collectif*, il est à la base de nombreuses interprétations l'associant au contexte du politique. Dans *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Jürgen Habermas (1978) associe le *collectif* s'exprimant dans l'espace public par l'entremise de l'opinion à un contre-pouvoir devant l'État, ce qui le rapproche de la notion de *pouvoir du peuple*.

Mais sur la base luhmannienne de *système social organisé* essentiellement constitué de décisions, le *collectif* que constitue le peuple dans sa totalité face au principe de gouvernance ne peut prétendre agir sur la base d'une opinion décidée dont l'expression le constituerait comme système organisé. Sur le plan politique, il est restreint à la seule décision collective exprimée par le total des votes à l'occasion d'un scrutin ou d'un référendum, ce qui pose la question de la constitution du collectif et de la récursivité décisionnelle du résultat d'un vote comme caractères d'un *système social organisé*.

Pour satisfaire au statut de *système social organisé*, le *collectif*, dans le cadre de la notion de *communauté* associée à la démocratie, doit être constitué de programmes reliés au fondement du *commun*, de canaux opérationnels de communication

---

<sup>234</sup> Plus particulièrement dans sa traduction du *Livre des Éthiques* (1370), réalisée quelques années avant *Le Livre de Politiques* (1372).

<sup>235</sup> Le sème de *collectivité* repose sur la sémantique des « *hommes vivant ensemble* » et en plus d'être associé à la notion de *communauté*, il est associé dans le contexte politique des traductions d'Aristote à la notion de *communicacion*, néologisme développé par le traducteur pour désigner l'aspect *relationnel* de « *la vie dans la cité* ». Les termes *communauté* et *communicacion* sont étroitement liés à la notion de *collectivité* dans son contexte politique.

permettant la décision, d'individus identifiés à des rôles particuliers et surtout, d'être englobant, chaque décision qui constitue le résultat d'un scrutin ou d'un référendum devant se fonder sur la participation de la totalité des individus constituant le collectif afin de prétendre au statut de *collectif capable* correspondant à la définition étymologiquement établie de la notion de démocratie. Nos constats de mise à mal nous montrent que non seulement ce n'est pas le cas mais que le taux de participation aux différents scrutins est en décroissance constante. En admettant qu'une telle condition de globalité de participation soit satisfaite, il faut alors questionner le caractère récursif d'une décision comme résultat final d'un scrutin. L'exercice du vote dans sa globalité ne pourra jamais être un résultat à la fois contingent et consensuel établi récursivement. Prise dans l'unicité de chaque vote, le résultat ne peut être fondé que sur une récursivité multiple, celle de chacun des votes pris individuellement. Un résultat de scrutin ne peut donc s'inscrire dans le contexte d'un enchaînement de décisions permettant de traiter les attentes du collectif en réduisant l'incertitude de la complexité à laquelle il fait face.

Même en satisfaisant la constitution englobante du collectif et la récursivité du résultat d'un vote comme caractères d'un *système social organisé*, le *collectif* produisant ses propres décisions récursives afin de réduire l'incertitude et figer ses points de vue ne peut prétendre agir dans le contexte de la gouvernance car la décision de vote est prise sans qu'elle ne puisse jamais être collectivement contraignante.

Le pouvoir implique une logique d'imposition et de soumission que même un collectif englobant et récursivement décisionnel ne peut appliquer dans le cadre systémique. Chacun est libre d'exercer sa décision de vote dans une direction ou une autre et d'accepter ou de refuser le résultat englobant. Une décision est une communication provoquant un agir par lequel le collectif s'impose à lui-même d'être soumis, ce qui se révèle être une impossibilité sans reconnaissance implicite et préalable d'un statut d'infériorité.



Au mieux, le *collectif* occupe une position organisée essentiellement périphérique ayant statut d'opposition s'intégrant au système social politique sans s'y substituer. C'est ce qui se fait dans le contexte des parties prenantes que sont les organisations politiques ou les groupes de pression de plus en plus nombreux reposant sur des intérêts particuliers ou sur la reconnaissance identitaire. *Le* collectif englobant n'est pas la démocratie prenant forme d'un système social organisé. Il ne peut être qu'*un* collectif *capable* de proposer des enjeux ou de discuter de problèmes identifiés par le système social politique sans capacité de prise de décisions englobantes et récursives au statut de gouvernance. Malgré qu'il puisse être organisé, *le* collectif n'est pas une réduction de la complexité politique. Il est une organisation qui réduit sa propre complexité à un niveau de contingence par l'élimination du non nécessaire et de l'impossible dans sa prise de décision non contraignante qu'il ne peut nullement imposer au système politique.

La complexité du politique est réduite à la reconnaissance d'un élément qui est en soi un système organisé et donc, une complexité organisée qui, comme nous l'avons mentionné, montre ses limites de fonctionnement rationnel. Le système social organisé accentue la temporalité de la prise de décisions par l'obligation de récursivité tout en réduisant la rationalité qui devrait les caractériser. Appréhendé comme *système social organisé*, le *collectif* est *capable* par la communication de thèmes saisis dans le cadre du politique d'accentuer l'incertitude en contribuant à la dégradation de la confiance.

Dans ce contexte, la notion de démocratie est limitée à un système structurel apparenté à la dimension d'institution et selon les termes organisationnels du systémisme luhmannien, elle ne peut constituer une réponse pertinente au codage spécifique du politique associé à la démocratie. La question se pose alors de déterminer si le *collectif* peut être appréhendé comme *système social fonctionnellement différencié* et de déterminer si et en quoi, au-delà d'*être*, il peut être *capable*.

### 5.3.2 Le *collectif* en tant que système social fonctionnellement différencié

Lorsque Luhmann (1990b, p. 48) énonce que des concepts suffisamment précis manquent pour ce codage spécifique du politique que peut être l'idée de démocratie et que pour l'instant, elle ne peut qu'en être une forme, il fait référence à la forme que prend le système politique en lui permettant d'exister comme système différencié sur la base de la distinction entre *gouvernement* et *opposition*. Le système politique détermine la frontière entre son unité interne et son environnement externe par l'idée de démocratie comme forme s'exprimant par les institutions et les pratiques. C'est ainsi qu'est établie la forme luhmannienne du politique.

Nos constats montrent que la démocratie est source de préoccupations. Ou est-ce le politique dans son ensemble indépendamment de sa forme? Mise à mal dans son état présent, la démocratie questionne la probabilité d'aboutissement de l'idéal qu'elle prétend poursuivre. Le monde globalisé dans lequel elle s'inscrit est de plus en plus complexe. La totalité des possibles parmi lesquels l'idéal se détacherait s'accroît au rythme des développements technologiques. Nombreux sont ceux qui, dès la fin du siècle dernier, ont associé « *le potentiel démocratique des technologies à une participation politique accrue, une délibération plus importante et des prises de décisions collectives plus fréquentes et plus éclairées* » (Gingras, 1999, p. 40). Le collectif constituant de cette idée d'idéal de démocratie est toujours celui qui participe dans sa totalité, qui délibère sur la base de la raison et qui décide.

C'était sans compter sur l'inertie du système politique à adapter ses processus de gestion de la prise de décisions à sa fonction d'exercice du pouvoir dans ce nouveau contexte de poursuite d'un idéal. Au fil de la globalisation numérique du monde, les technologies ont rapidement été intégrées au système de la politique qui voit l'expression généralisée de sa communication se diversifier et s'élargir. Le politique

s'exprime par la politique devenue virtuelle. Les idéologies ont délaissé l'esprit du politique au profit de la présence publique, la raison au profit de la notoriété et de la popularité. Le système politique qui produit des opérations de communication a tout simplement adapté leur forme.

C'était aussi sans compter sur l'inertie des logiques sociétales à orienter le développement technologique vers une plus profonde globalisation et la libération des échanges qu'elle présuppose. Par cette multiplicité de nouveaux possibles, l'idée de démocratie, bien qu'elle n'ait jamais vraiment reposé sur la quiétude, inquiète. L'accroissement de la complexité éloigne le politique de l'exercice balisé du pouvoir sur lequel il repose. La prise de décisions collectivement contraignantes transcende de plus en plus les repères de l'idée d'État parce que la souveraineté devient poreuse à la lumière de l'incertitude globalisée du monde. La problématique des nationalismes soulevées dans de nombreux pays en témoigne. Historiquement, comme la complexité a amené le politique à remplacer le moyen de la force par celui du droit pour exercer le pouvoir, elle se révèle insuffisante dans un nouveau contexte de complexité accrue de globalisation numérique. L'exercice du pouvoir a besoin de se fonder sur des bases renouvelées que le droit actuel comme moyen du pouvoir ne peut satisfaire. La question de la législation de l'espace virtuel elle aussi en témoigne. Dans cet esprit, la démocratie n'est pas une forme du politique mais un moyen lui permettant d'adapter ses processus de gestion de la prise de décision à sa fonction d'exercice du pouvoir.

La démocratie n'est qu'une idée, une représentation de l'intellect toujours en quête d'achèvement, une attente face à l'incertitude pouvant entraîner un risque de déception. Pour cette construction de l'esprit qu'est la démocratie, l'avenir apparaît différemment selon le concept et la définition qui lui sont accordés. Mais comme le souligne Niklas Luhmann (1990b, p. 46), « ... *que la démocratie prenne le sens de raison et de liberté, d'émancipation de toute tutelle socialement conditionnée, de la faim et des besoins*

*primaires ou même de l'affranchissement de toute oppression politique, religieuse, raciste ou sexiste à la recherche de la paix et du bonheur séculier, alors les choses regardent mal. Si mal, qu'il y a une forte probabilité que tout ce que nous entreprenons ne fera qu'en empirer les conditions* »<sup>236</sup>. La participation politique ne s'est pas accrue, les délibérations sont restreintes à la polarisation des idées et les prises de décisions sont de moins en moins collectives et éclairées. Bien que les définitions soient nombreuses et variées, toutes amènent à conclure que nos constats s'appliquent et contribuent à la conclusion de la mise à mal de la démocratie, une mise à mal pour laquelle nous cherchons un sens dans le contexte d'un monde globalisé de plus en plus complexe et incertain.

L'approche et les concepts de Niklas Luhmann ouvrent une nouvelle perspective d'observation de la démocratie, celle de son observation systémique et fonctionnelle. L'intégration systémique observe les rapports de réciprocité et le couplage à des systèmes de fonction. La démocratie s'appréhende alors non plus comme une forme mais en tant que *système social fonctionnellement différencié* dérivé du système social politique.

« *Si nous voulons observer quelque chose nous devons pouvoir le désigner. Nous devons introduire une distinction entre ce que nous désignons et ce que nous ne désignons pas. Tout ce que nous n'avons pas désigné tombe dans l'espace non marqué que nous n'avons pas visé. (...) De sorte que le problème se pose à nouveau à chaque distinction et qu'il reste toujours quelque chose que l'on ne peut observer* » explique Luhmann (1996, p. 18) en réponse à une question sur la prémisse de véracité de sa théorie constructiviste pour décrire la société, allant même jusqu'à souligner que dans le paysage actuel, bien qu'il ne soit pas le seul, le paradigme de la systémique soit le plus apte à exclure l'arbitraire. « *Affirmez votre distinction initiale et montrez ce que*

---

<sup>236</sup> Traduction libre

*vous pouvez commencer* » ajoute-t-il en précisant que cette approche passe par une exigence de clarté dans la distinction et de transparence dans chaque étape ultérieure que seul le questionnement d'un pourquoi de cette distinction permet d'interrompre. Chaque auto-description d'un système qui s'observe dépend des distinctions qui y sont associées et de nouvelles distinctions ne peuvent conduire qu'à de nouvelles auto-descriptions.

Si nos constats montrent que la démocratie est source de préoccupations, c'est que les attentes à son égard sont frappées par la déception. La *confiance spontanée* exprimée par l'état d'être immédiatement en confiance à son égard n'est plus. Tout comme la *confiance décidée* exprimée par l'agir de faire confiance est désormais un risque plus grand que les probabilités de ne pas être déçu. Indirectement, c'est le politique dans son ensemble et indépendamment de sa forme qui est touché par cet accroissement d'incertitude et donc, de complexité.

L'observation du politique laisse voir un système dont la fonction de prise de décision collectivement contraignante est en perte de légitimité, un système pour lequel la distinction de plus en plus confuse entre *gouvernement* et *opposition* opère difficilement, un système dont l'expression généralisée de la communication régie par le pouvoir n'engendrent plus de motivations d'actions politiques autres que celles associées à la défiance. Face à la complexité grandissante, le système politique peine à s'auto-décrire en réaction aux irritations de l'environnement et s'essouffle dans sa contribution à la construction de l'ordre social avec comme conséquence qu'il risque de se dissoudre. Il faut alors envisager l'hypothèse d'appréhension du domaine de la démocratie de manière autre que celle de forme du politique, ni institution, ni pratique mais par son caractère littéral de *collectif capable*. L'objectif en est un de détermination fonctionnelle. Nous l'avons mentionné plus avant, la substance de l'idée de démocratie ne peut être minimalement établie sans la présence d'un qualificatif lui octroyant un

statut explicatif et dénominatif. Celui de *démocratie fonctionnellement différenciée* est approprié à la différenciation fonctionnelle de l'idée de démocratie.

Les concepts fondamentaux et le mode d'investigation développés par Luhmann sont les principaux outils nécessaires pour l'appréhension du *collectif* associé à l'idée de démocratie en tant que système social fonctionnellement différencié. Il ne se substitue pas au système social politique mais se différencie en relation avec lui, un peu comme le système du droit en a émergé sur la base de la distinction entre ce qui est *légal* et *illégal* d'un point de vue politique afin d'en réduire la complexité et donner une légitimité à la prise de décision. La procédure juridique et la notion d'État de droit en sont le résultat. Toutes deux sont nécessaires à l'accomplissement de la fonction de stabilisation des attentes normatives de la société et sont requises pour l'invisibilisation du paradoxe de l'exercice du pouvoir, en soi arbitraire et discrétionnaire.<sup>237</sup> Au même titre que le politique et le droit, politique et démocratie s'appréhendent tel des systèmes constitutifs l'un de l'autre et s'articulent l'un à l'autre dans leur constitution unitaire. Malgré leurs fonctions propres et la singularité de leur communication, ils entretiennent face au monde social un rapport commun.

Les observations de premier et de second ordre sont les méthodes qui permettent de décrire ce que Luhmann désignerait « d'autologie raisonnée », soit la forme par laquelle le paradoxe du fondement premier est donné, le paradoxe du politique prenant la forme de l'exercice du pouvoir. L'auto-description du système politique est entièrement dépendante de la distinction *gouvernement / opposition*. Lui associer une nouvelle distinction ne peut qu'engendrer un nouveau système social fondé sur un nouveau paradoxe doublé de l'établissement de nouveaux rapports entre systèmes.

---

<sup>237</sup> Voir à ce sujet deux textes de Niklas Luhmann qui éclairent les rapports entre les systèmes du politique et du droit, *La légitimation par la procédure*, publié en 2001 au Presses de l'Université Laval ainsi que *La restitution du douzième chameau : du sens d'une analyse sociologique du droit dans Droit et société*, 2001, no. 47, pp. 15 à 73,

Le caractère d'un système se fonde sur sa relation à la complexité du monde, à l'ensemble des possibles s'offrant à l'expérience dans l'environnement constituant le monde et dans le système lui-même. C'est une relation caractérisée par une appréhension du monde toujours partielle, n'autorisant et ne réalisant qu'un nombre restreint de possibles en fonction des paramètres qui le constituent et sur la base d'une distinction entre ce qu'il *est* et ce qu'il *n'est pas*. Le système politique se distingue de ce qui n'est pas politique afin d'instaurer un ordre social et dans ce qui le constitue comme unité. Il se distingue en tant que *gouvernement* parce qu'il n'est pas *opposition* afin de réduire sa complexité interne. Se distinguer de ce qui n'est pas politique ne suffit plus dans le contexte de la nouvelle complexité du monde tout comme il ne suffit plus de distinguer ce qu'est *gouvernement* et *opposition*.

Or, dès l'instant où, par l'observation de second ordre, il s'observe observer, tout système déterminant son unité sur la base de sa différence avec son environnement est confronté à un paradoxe qu'il doit invisibiliser pour poursuivre ses opérations et assurer sa reproduction à défaut de quoi, il se réduit à un réseau récursif d'opérations par lequel il s'observe observer *ad finitum*, tout paradoxe étant par nature *indéterminable*.<sup>238</sup> L'invisibilisation se crée sur la base de deux différences.

Une première différence, entre le passé – ce qui est systématiquement *déterminé* s'observe comme provenant du passé – et le futur – ce qui est systématiquement *indéterminé* s'établit dans le futur – permet au système de s'instituer au *présent* de deux horizons divergents, non pas entre les deux, mais simultanément l'un et l'autre, *déterminé* et *indéterminé*. Entre la légitimité qui a toujours été et celle qui devrait être, le politique peine à instituer le *présent* de la légitimité de son pouvoir. En référence au passé récursif, les attentes sont de plus en plus déçues et la confiance s'affaïsse. Face à

---

<sup>238</sup> Tout questionnement sur le raisonnement menant au choix d'une distinction conduit toujours à un paradoxe de forme par auto-application. Le choix de la distinction étant jugé bon ou mauvais, il révèle automatiquement la nature indéterminable de tout paradoxe.

ces irritations, le système ne peut que s'adapter ou se dissoudre. L'idée de réforme des modes de scrutin est une réponse systémique à l'irritation provoquée par la crise de confiance envers la représentation politique. Peu importe la forme qu'elle puisse prendre, la réforme vise à renforcer la représentativité de manière à ce qu'elle puisse jouer son rôle d'invisibilisation du paradoxe du pouvoir en pérennisant le *présent* de la légitimité de son pouvoir. L'invisibilité se crée au *présent* par la différence entre le passé récurrent et le futur attendu.

Une seconde différence, entre l'ordre de ce qui est déterminé et le désordre de l'indétermination, permet au système de maintenir ses opérations de réduction de la complexité de son champ social par l'actualisation de son code et la prise en charge des irritations de son environnement. Tout système social doit prendre en charge la résolution d'un problème spécifique à son champ social. Pour le politique, le problème est celui de la prise de décisions collectivement contraignantes devenues incertaines dans la perception de leur légitimité dû à la perte de confiance. La seule distinction attribuant la *gouvernance* à la représentation n'apparaît plus suffisante. L'assentiment de la population, insatisfaite du seul mécanisme du scrutin lui étant accordé, devient nécessaire voire essentielle à la légitimation de chaque prise de décision. L'idée d'*acceptabilité sociale* a pour fonction de suppléer au doute et à la fragilité de la représentation politique par l'établissement d'une relation de confiance entre la représentation politique et la société civile. Elle agit à titre de stratégie politique discursive en amont de la prise de décision et vise à instaurer un état d'ordre légitime en réaction à l'indétermination du déficit de confiance face à la prise de décision.<sup>239</sup>

Or, dans un *présent* où l'ordre et le désordre s'impliquent réciproquement pour un système qui peine à réagir et freine sa reproduction au risque de sa dissolution, la

---

<sup>239</sup> L'acceptabilité sociale est une idée dérivée des théories sociologiques des mouvements sociaux et étudiée en termes d'usages de la communication et des relations publiques depuis la fin des années 1990.



représentation politique ne représente plus et les mécanismes procéduraux d'État sont délégitimés. L'invisibilisation n'opère plus.

Nos constats montrent que la confiance envers l'action gouvernementale, pour qu'elle agisse toujours ou la plupart du temps comme il se doit, est en forte décroissance. Ils montrent aussi que le statut de démocratie complète d'État de droit fondé sur la représentation est en déclin dans de plus en plus de pays, substitué par des statuts de démocraties dites incomplètes, de régimes hybrides ou de régimes autoritaires.<sup>240</sup> L'invisibilisation des paradoxes permettant l'exercice du pouvoir dans l'arbitraire n'opère plus et la communication du politique arrive difficilement à faire reconnaître la légitimité des décisions. Face aux attentes politiques déçues, la *confiance spontanée* et le système s'estompent, laissant place au désordre collectif de l'anomie ou à l'ordre individuel sans pouvoir de l'anarchisme, jusqu'à ce que le risque à l'égard de ces mêmes attentes politiques soit perçu plus grand que le bénéfice escompté, ce qui rend désormais impossible le *faire confiance* de la confiance décidée. Le système politique de la société du monde, organisé selon le modèle de l'État souverain représenté, voit la circulation de ses communications s'accélérer, se déterritorialiser et s'affranchir de toutes les frontières. Défié et ignoré, le système politique est menacé de dissolution.

Dans l'absolu, l'échec de participation aux pratiques de la démocratie ne doit pas être vu comme une perturbation envers le système politique. Il s'agit plutôt d'un retrait devenant une ignorance à son égard. Un système ne peut être irrité par un environnement qui l'ignore, l'interpénétration par les systèmes psychiques étant désormais disparue. Ou alors de manière plus contingente, faut-il désormais comprendre le politique en tant qu'ordre social du *collectif* réagissant aux irritations de l'environnement. L'observation de second ordre observe la réalité de l'irritation provenant du constat de l'échec de participation. Elle permet de penser l'irritation

---

<sup>240</sup> Voir à ce propos la figure 3.

comme un problème de complexité qu'un système comme celui d'une *démocratie fonctionnellement différenciée* peut réduire. De ce fait, l'actualisation du code *gouvernement / opposition* est nécessaire parce que se distinguer de ce qui n'est pas gouvernance politique ne suffit plus à réduire la complexité induite par le questionnement de la légitimité du pouvoir décisionnel.

La différenciation fonctionnelle et la fermeture auto-référencielle sont les innovations conceptuelles qui permettent d'envisager l'émergence d'un système fonctionnellement différencié, ce qui permet de mieux comprendre le travail réflexif réalisé par la démocratie elle-même en référence au système politique. Parce que le système politique est destiné à résoudre des problèmes sociaux spécifiquement liés à la prise de décisions collectivement contraignantes et que nos constats montrent l'échec de légitimité auquel il fait face, ce n'est plus la distinction entre ce qui est *gouvernement* et *opposition* qui importe mais celle entre la *légitimité* et l'*illégitimité* des décisions collectivement contraignantes. Il faut alors poser l'hypothèse d'un système social opérant sur la base de la distinction entre la *légitimité* et l'*illégitimité* des décisions collectivement contraignantes. La représentation comme mécanisme d'invisibilisation du paradoxe du pouvoir laisse entrevoir des signes de dysfonctionnements nécessitant une distinction qui précise la distinction admise du système social politique. Cette nouvelle distinction est une source heuristique qui permet de rendre compte de la complexité sociale dans laquelle l'idée de démocratie émerge et prend place à titre de thème spécifique de la communication politique.

Le *dèmos* est une communauté sociale, un *collectif* qui repose sur son propre mode d'existence politique. Comme le souligne Jacques Rancière (2017, p. 16), « *la démocratie n'est pas le choix de ses représentants, elle est le pouvoir de ceux qui ne sont pas qualifiés pour exercer le pouvoir* » et qu'en conséquence, « *un peuple politique, ce n'est pas un donné préexistant, c'est un résultat. Ce n'est pas le peuple*

*qui se représente, mais la représentation qui produit un certain type de peuple* », une description qui n'est pas sans rappeler la perspective fonctionnaliste de la systémique de second ordre utilisée par Niklas Luhmann. Le politique produit un certain type de *collectif*, donc de démocratie.

Nous croyons la démocratie différente d'une *forme* du politique. Elle est à la fois symbolique de postulats normatifs et la réalité d'une prise de décision participative d'un collectif en quête de légitimité. Elle incarne l'idée de complexité par la constance de l'incertitude vécue à son égard. Les auto-descriptions ne pouvant être redéfinies, le politique pour être compris ne peut composer qu'avec le passé ou être appréhendé en fonction de l'intégration de nouvelles exigences. Si aux XVI<sup>ième</sup> et XVII<sup>ième</sup> siècle, la notion d'État suffisait à décrire le politique (Luhmann, 1999a) et qu'au XVIII<sup>ième</sup> siècle l'idée d'espace public citoyen fut introduite afin d'accroître la souplesse du système à réagir aux irritations de l'environnement qu'ont amené les changements sociaux (Luhmann, 2000), il est plus que pertinent que le XXI<sup>ième</sup> siècle puisse entrevoir la démocratie, l'État souverain et le principe de représentation avec la flexibilité systémique nécessaire à son auto-description.

Pour que la *démocratie fonctionnellement différenciée* se réfère à elle-même comme système social de représentation politique, elle doit compter sur des référents paramétriques caractérisant la teneur de sa communication. Mais tel n'est pas notre propos de poursuivre en profondeur et dans la foulée de Niklas Luhmann, sa description interrompue de l'évolution des comportements politiques induits par la symbolique sociale et codifiée par un discours variant à travers le temps. Notre travail offre cependant l'opportunité d'ouvrir humblement quelques pistes.

Dans le contexte général de la théorie des systèmes sociaux, une *démocratie fonctionnellement différenciée* offre une opportunité d'être l'objet d'un système social

dont la fonction vise à régler les problèmes sociaux spécifiques liés à l'établissement d'une norme d'autorité légitimant la prise de décisions collectivement contraignantes. Sa fonction est complémentaire au politique, les deux établissant des rapports sur la base d'un couplage systémique, chacun se situant dans l'environnement l'un de l'autre et s'irritant mutuellement dans un contexte où, sans accès aux opérations de l'autre, ils rendent leur complexité propre disponible aux opérations de l'autre. Alors que le système politique opère sur la base de la distinction entre *gouvernement* et *opposition*, un système social de *démocratie fonctionnellement différenciée* opère sur la base de la distinction entre ce qui est considéré *légitime* et *illégitime* en faisant usage de la confiance comme médium de communication symbolique prenant la forme d'acceptation sociale. Le programme et le langage social de la communication du politique déterminent l'une ou l'autre des valeurs du code en amont de l'agir des processus participatifs. Or les idées et idéologies constituant le programme de langage social de la communication du système politique perdent leur légitimité par le seul fait du discrédit et de la méfiance envers ceux qui les proposent. Astreindre la communication de ces mêmes idées et idéologies à un programme de langage social lié à l'idée de processus participatifs est une manière de substituer à l'actuelle méfiance envers la légitimité représentative de l'État de droit une attente du risque qui invisibilise l'arbitraire et le discrétionnaire de la prise de décision gouvernante.

Dans le contexte d'une *démocratie fonctionnellement différenciée*, l'expression généralisée de la communication n'est plus *le pouvoir sous la forme d'influence du politique* mais *la confiance prenant forme d'acceptation sociale*. L'autorité systémique détenant le pouvoir effectif d'exercer la communication n'est plus la représentation de la gouvernance et des commettants du système politique mais l'expertise dite éclairée, s'appuyant elle-même parfois sur le couplage d'autre systèmes. Dans la réalité, les experts-sondeurs jouent publiquement de plus en plus ce rôle en donnant ou non une légitimité aux décisions politiques et ce, par leur seule présence au sein des exercices

de sondages présentés comme processus participatifs consensuels. « *La science nous guide* » affirment les représentants politiques qui vont jusqu'à inclure ce rôle d'expertise à ce qu'ils sont comme personnage politique pour affirmer leurs décisions. C'est le système politique qui agit en couplage systémique non seulement avec le système de démocratie fonctionnellement différenciée mais avec ceux de la science ou des médias de masse. Le système de la *démocratie fonctionnellement différenciée* est une déclinaison du *système politique* (Figure 45).

SYSTÈMES SOCIAUX	PARAMÈTRES SYSTÉMIQUES				
	CODE DISTINCTION NORMATIVE DE LA COMMUNICATION  Binaire et de valeurs opposées, chaque valeur n'étant pensable que l'une par rapport à l'autre	PROGRAMME LANGAGE SOCIAL DE LA COMMUNICATION  Référence de la détermination des critères du choix de l'une ou l'autre des valeurs du code de communication	MÉDIUM / FORME EXPRESSION GÉNÉRALISÉE DE LA COMMUNICATION  Opérationnalisation et caractérisation sémantique de la communication par le langage, la symbolique ou les moyens de diffusion Action d'alter vécue par l'égo	FONCTION FINALITÉ DE LA COMMUNICATION ET RÉGULATION DU SENS  L'existence du système s'incarne dans ses opérations de sélections de la contingence et de la variance des possibles, engendrant son sens fonctionnel	AUTORITÉ POUVOIR EFFECTIF D'EXERCICE DE LA COMMUNICATION  Capacité légitimée par juridiction spécifique au système et admission de l'influence pour le rapport à l'action
<b>POLITIQUE</b> <i>Die Politik der Gesellschaft</i> (2000)	Gouvernement vs Opposition	Idées et idéologies politiques	Pouvoir sous la forme d'influence	Prise de décisions collectives et contraignantes	<b>Représentation Gouvernance Committant</b>
<b>DÉMOCRATIE FONCTIONNELLEMENT DIFFÉRENCIÉE</b>	Légitime vs Illégitime	Processus participatifs	Confiance sous la forme d'acceptation sociale	Établissement d'une norme d'autorité légitime de décision contraignante	<b>Représentation Gouvernance Committant Expertise éclairée</b>

Figure 45 – Paramètres systémiques de démocratie fonctionnellement différenciée

L'auto-description d'un système repose entièrement sur les référents paramétriques caractérisant son unité et la démocratie peut être plus qu'une *forme* politique. Parce qu'elle est génératrice d'opérations de communication qui créent du sens, elle peut être appréhendée tel un système social unitaire qui émerge comme mécanisme de réduction de la complexité politique. La démocratie s'appréhende en tant que système social fonctionnellement différencié constitué de ses propres paramètres systémiques et de son propre mode de fonctionnement. Attentif à son environnement, il se réfère à lui-même pour interpréter et gérer les irritations qui peuvent intervenir d'autres systèmes

sociaux ou de systèmes psychiques. Les informations à la source des irritations sont lues par l'entremise de son code et par des opérations générant de nouvelles informations qui, à leur tour, sont perçues dans l'environnement d'autres systèmes et assimilées selon les codes de chacun.

Le *collectif* se forme, établit son identité et s'autorégule par la communication de la communauté qui, au fil de son évolution temporelle, en trace la frontière de sens par la détermination d'une sémantique définie à travers l'exercice des individus y contribuant. Les thèmes de la communication de la communauté, le ton, l'attribution des responsabilités d'expression ainsi que les dimensions temporelles sont clairement déterminées. L'idée de *collectif* désigne un groupe social ayant progressivement déterminé sa frontière de sens par la communication. Au sens du *collectif*, la *démocratie fonctionnellement différenciée* ne peut se situer qu'à l'intérieur de cette frontière afin de constituer un système fermé tant sur la base de ses opérations que sur la base de sa structure interne. Un événement advient s'il est lu comme une information pertinente au système et assimilé par une opération communicationnelle de codage et de décodage. La sémantique relevant de la démocratie est seule *légitime* et peut décider, au sens du système, de ce qui relève de la démocratie et donc ce qui est *légitime* ou *illégitime* au sens de son code. La démocratie en tant que système social fonctionnellement différencié est un *collectif capable* d'accorder une norme d'autorité légitime établie pour une décision contraignante.

La démocratie appréhendée en tant qu'unité est l'essence d'*être ensemble* du collectif qui laisse voir, l'instant d'un moment émergeant d'observation, un *État politique du social*. Dynamique, relationnel et conflictuel, le collectif, par sa communication, réfère à un *état du social* qui varie selon les institutions, les pratiques de participation ou les mouvements conflictuels de société qui le caractérise, chacun étant lu comme un événement constituant l'informations pertinente au sens de la démocratie. L'*état du*

*social* s'observe l'instant de moments émergents dont la somme lui confère sa dynamique d'évolution temporelle. Nous ne parlons plus alors de *la* démocratie fonctionnelle mais *des* démocraties fonctionnelles car « *aucune cité n'est en soi démocratique : elle l'est plus ou moins à différents moments de son histoire et par comparaison à d'autres, dans une proportion qui n'est jamais fixée à l'avance et ne saurait être définitive* » (Balibar, 2017, p. 51).

La *démocratie fonctionnellement différenciée* est un mode systémique de mise en relation des individus et des États. Ces modes diffèrent d'États en États dans leurs caractéristiques d'application mais ils ont en commun une symbolique qui agit à titre de passeport dans le contexte de la globalisation. « *Mon État est aussi démocratique que le tien, même si ses modalités d'application sont différentes* » pourrait dire n'importe quel citoyen d'un pays dit démocratique à un autre aux prétentions tout aussi démocratiques. Les *collectifs* sont tous *capables* de mise en relation et d'être en relation parce qu'ils agissent à la fois en ce qui les constituent et entre eux, dans un environnement où les frontières de leurs communications sont poreuses. Les opérations des *collectifs capables* sont des communications qui s'inscrivent dans l'acceptation sociale d'autres communications, politiques mais aussi médiatiques, scientifiques, économiques, artistiques ou autres.

La globalisation établit des liens transfrontaliers entre les individus. L'expression politique et la gouvernance y sont exercées dans un contexte *supra territorial*, un contexte de juxtaposition de différents régimes qui génère non seulement une extension de l'étendue des relations déjà existantes entre États mais la création de nouvelles dimensions relationnelles légales, économiques, culturelles ou psychologiques. Elles sont associées aux mouvements de population, aux processus de production, à la consommation des biens et services, à l'évolution des écosystèmes, à l'élargissement des législations ou à la circulation des idées et des savoirs (Scholte, 2005). Elle crée

une mixité sociale et une multiplicité qui ne peuvent que révéler, à travers ces nouvelles dimensions relationnelles, des asymétries, des tensions et des oppositions contradictoires agissant entre les différents pouvoirs. Le politique intègre cette dimension conflictuelle à son unité fonctionnelle par sa distinction *gouvernement / opposition*, en régissant les adversaires. Ainsi s'opère l'exercice de la prise de décision par l'institutionnalisation du pouvoir inscrit dans la pratique des scrutins populaires qui régulent des conflits partisans. À l'échelle multidimensionnelle de la globalisation, le politique se vit comme une continuité d'instantanés en mode conflictuel tel une incessante suite de déchirements entre le présent vécu et l'anticipation de l'idéal. Il caractérise sa temporalité par la place qu'il laisse au présent comme projet sans cesse en élaboration. Le politique amène la démocratie comme projet à la fois ouvert et contenu dans les limites d'un possible, dans ce qu'il a de changeant et d'inaccompli, agissant dans une incertitude ayant une influence définitive sur la nature même de ce qu'il peut être (Chollet, 2011).

La philosophe politique Chantal Mouffe (1993, p. 14) croit que la démocratie « *suppose la reconnaissance de la dimension antagoniste du politique* » et qu'il ne puisse être possible de le protéger et de le sauvegarder « *que s'il est lucidement admis que le politique consiste toujours à apprivoiser l'hostilité et à tenter de neutraliser l'antagonisme potentiel qui accompagne toute construction des identités collectives* ». Le *collectif* appréhendé en tant qu'unité systémique est dit *capable*, non pas d'exercice du pouvoir de soumission sur lui-même, ce qui est paradoxal, mais *capable* d'appréhender le conflit des antagonismes naturels en le neutralisant en tant que fonction sociale. Par l'équilibre de son état d'*être en relation*, le *collectif* neutralise le conflit et réduit la complexité qu'il engendre en l'intégrant à ce qu'il est en tant qu'unité systémique. Dans cet esprit, le *collectif* est dit *capable* de neutraliser une situation conflictuelle en accordant une norme d'autorité légitime établie pour une décision contraignante.



Observée dans la dimension de son avenir, la société du monde génère un niveau de complexité conflictuelle qui prend la forme d'une communauté de problèmes frappée d'incertitude. La contingence permet d'y faire face par leur traduction en une totalité de possibles constituée de l'ensemble des non nécessaires et des non impossibles. La description de l'avenir du monde social se résume à la description contingente du traitement des problèmes devenus communs au *collectif*. Ainsi s'intègre la dimension antagoniste du politique à la démocratie. Elle s'appréhende comme *l'état d'être en relation* d'un *collectif* en équilibre face au conflit, ce qui l'associe directement à la communication par la dimension d'*être en relation*.

Complexe et relationnelle, la démocratie s'est établie comme dispositif flexible d'expression et de gouvernance, assumant de multiples formes pour s'adapter à la mouvance des contextes et des environnements, se montrant capable de prendre au cours du temps des visages ou des aspects profondément différents et de les assumer tout en demeurant dans son essence profondément identique (Manin, 2012). Sous le regard de Pierre Rosanvallon (2003), la démocratie, parce qu'elle n'a jamais réussi à être réduite dans sa définition à un système politique stabilisé ou même un idéal abouti, finit par intégrer sa propre remise en cause à son historicité. Elle se laisse définir par son histoire et s'établit par le qualificatif qui lui attribue son statut. Ainsi est-elle populaire, libérale, néolibérale, complète, incomplète, hybride, autoritaire (Rosanvallon, 1993), mais aussi peut-elle être systémique et fonctionnellement différenciée. Elle peut être autre qu'une *forme* du politique. La sociologie politique de Niklas Luhmann permet d'aborder la lecture de la démocratie dans une perspective qui transcende les frontières traditionnelles de la science politique contemporaine fondée sur des théories explicatives essentiellement normatives. Le *dèmos* de l'Antiquité a toujours été considéré comme l'élément constitutif d'un *collectif* alors que le *kratos* l'a rendu *capable*, non pas d'exercice du pouvoir, mais d'assomption d'une responsabilité en fonction de ce qui le définit comme collectif. Dans la Grèce antique dite « de la

démocratie », le *collectif capable* est le *dèmos-kratos* responsable du scrutin. Le collectif qui constitue l'ensemble des citoyens, tels que définis et admis comme tels par la gouvernance du moment, est un *collectif* tout aussi *capable*, responsable celui-là, non pas du scrutin mais de la légitimité des décisions prises. Dans cet esprit, la démocratie est un ensemble de *collectifs*, tous *capables* d'assumption de responsabilités évoquant la réciprocité. Est aujourd'hui démocratique une décision dont la légitimité est accordée par ceux qu'elle touche.

La démocratie relève du politique sans qu'il la définisse spécifiquement et exclusivement. En référence à la communication qui lui est intrinsèque, elle est un *agir* de mise en relation déterminant un *état* d'être en relation et en tant qu'*état social*, la démocratie s'inscrit dans une dynamique relationnelle, voire potentiellement conflictuelle. Elle s'appréhende en tant que système social dont la fonction est la détermination de la légitimité décisionnelle. Ce faisant, elle assure la mise en équilibre d'un *État du social*.

La société, objet spécifique de recherche de Luhmann, se découpe en thèmes dont le politique prenant *forme* de démocratie. L'application de sa perspective propose non pas une *forme* mais un système conceptuel d'observation réflexive d'une démocratie capable par elle-même de construire, de discerner et de distinguer son objet et ses codes sans nécessité de l'expliquer, ni la juger. Cette perspective est descriptive dans l'esprit d'une construction spéculative articulant un éclairage luhmannien du réel qui s'adjoint au politique. « *Chaque système associé au politique est en mesure de proposer des prémisses à la prise de décision. L'électorat et les parties prenantes influencent le politique qui à son tour détermine des programmes et informe l'administration qui elle-même engage le public dans des charges ou des avantages par ses décisions complémentaires avant, en contrepartie, d'intégrer récursivement l'expérience politique comme raison d'action à son statut d'électif ou de partie prenante* » écrit

Luhmann (2014, p. 121) <sup>241</sup> afin de décrire la différenciation fonctionnelle propre à chacun des systèmes s'intégrant au système politique et agissant comme cycle de communication.

*Le* politique est un système autoréférentiel et autopoïétique fonctionnellement différencié. L'accroissement progressif de sa complexité l'a amené à un niveau de différenciation différent, intégrant *la* politique comme pratique mais également la séparation des pouvoirs en domaines exécutifs, législatifs et judiciaires lui-même décliné du droit devenu système fonctionnellement différencié à part entière. Actualisée dans le contexte de complexité du politique causé par le déficit de confiance, la démocratie est plus qu'une *forme* de *la* politique. Elle est un élément fonctionnellement différencié s'y intégrant comme *collectif* constitutif de l'idée d'espace public politique et *capable d'être* unitairement. Elle naît de l'instant du phénomène d'un moment systémique et émergent associé à la pertinence politique. Comme le politique, elle n'existe pas dans l'absolu mais tire son existence d'une société donnée à un moment donné. Elle s'observe en tant que phénomène de l'instant d'un moment émergent et sa réalité relève de l'évènement dont elle procède.

La *démocratie fonctionnellement différenciée* résulte d'une évolution du politique. L'idée d'espace public citoyen, introduite au XVIII<sup>e</sup> siècle, a donné naissance à l'idée de démocratie tel que nous la connaissons et ce, afin d'accroître la souplesse du système politique à réagir aux irritations de l'environnement que sont les transformations de l'organisation sociale.

La numérisation et la globalisation transforment aussi l'organisation sociale au point de voir remplacée l'idée d'espace public citoyen par l'idée d'opinion publique qui elle-même amène l'idée de *collectif capable d'être en relation*, propre d'une démocratie

---

<sup>241</sup> Traduction libre

appréhendée en tant que système fonctionnellement différencié. Ce qui n'est possible que par l'actualisation de l'idée de communication dans la perspective de Luhmann.

## 5.4 La communication actualisée dans la perspective de Niklas Luhmann

Comme nous l'avons défini au chapitre 4.1, nous retenons de la communication qu'elle est l'expression d'une *mise en commun* par sa fonction de transmission alors qu'elle est l'*état d'être en relation* par sa fonction de réciprocité. Dans la singularité de sa pratique, nous l'appréhendons comme une *dynamique fonctionnelle de mise en relation* caractérisée à la fois par un *processus* - communiquer - et par le *produit* de ce processus – la communication. L'idée de communication est ainsi l'expression d'un *état d'être en relation* fondé sur la réciprocité et directement lié à un *agir de mise en relation*, ce qui est compatible avec la perspective fonctionnaliste de Niklas Luhmann pour qui l'idée de communication réfute l'idée de transmission comme sémantique exclusive. L'état d'être en communication induit l'acte récursif de communiquer, l'un se référant constamment à l'autre et produisant les éléments établissant la sémantique dont tous les systèmes sociaux sont constitués.

Dans la perspective fonctionnaliste, tout système social n'est unité ni par lui-même, ni par le mode de sélection d'un observateur. Il n'est ni objectif, ni subjectif. Il n'existe que dans la différence entre sa constitution et son observation. Le système est ainsi le moment de référence de ce qui le lie en tant qu'unité et lui permet précisément de se reproduire à travers ce lien. « *Un système social se constitue comme un système d'action en partant de la communication comme événement de base* » (Luhmann, 1991, p. 150). La communication est l'unité élémentaire de l'autoconstitution et de l'autopoïèse d'un système, alors que l'action constitue pour sa part l'unité élémentaire de son autoréférence. « *Dans un acte, on ne peut séparer communication et action, bien*

*qu'on puisse les distinguer, et celles-ci forment une relation qui est à comprendre en termes de réduction d'une complexité spécifique* » (Luhmann, 1991, p. 134).

C'est la communication en tant qu'état unitaire d'*être en relation* qui constitue la base des systèmes sociaux et donc des collectifs appréhendés comme systèmes. Ce n'est que sur les plans de l'auto-observation et de l'auto-description que l'action et l'individu émergent comme processus d'autoréférence d'un système le constituant face à lui-même au moment de l'instant émergeant d'observation. « *La socialité n'est pas un cas particulier de l'action. Au contraire, c'est à travers la communication et l'attribution que l'action se constitue dans les systèmes sociaux, comme réduction de la complexité, comme auto-simplification indispensable du système* » énonce (Luhmann, 1991, p. 133). L'étude de la communication dans la perspective sociale a toujours été confrontée au problème du traitement de ce qui n'est pas directement observable, ce qui favorise le traitement de l'action. Or, tout phénomène social est un *agir* et avec l'observation de second ordre, l'observation du processus discursif d'attribution observe des observateurs attribuant l'action. Un système social est constitué de communications appréhendées comme actions. La communication est l'élément ultime et indécomposable permettant la *mise en relation* attribuant l'*état d'être en relation*.

L'actualisation de la communication dans la perspective fonctionnelle de Niklas Luhmann doit donc s'exécuter sur deux plans s'imbriquant l'un dans l'autre. En premier plan, la détermination de ce qu'est la communication actualisée en tant que dynamique processuelle de *mise en relation* constituant l'action - l'*agir de communiquer*. En second plan, la description de l'état d'*être en relation* en tant que résultat de complexité réduite - l'*être en communication* - dans le contexte social du système, en l'occurrence celui des médias de masse dans sa dimension d'information. La communication ainsi actualisée dans la perspective de Niklas Luhmann est une révision de ce qu'elle est en tant que concept doublement constitué - l'*agir* et l'*être* -

sous les nouvelles conditions du développement technologique, la notion d'actualisation luhmannienne devant être comprise en tant que dispositif descriptif du changement. Luhmann (2012a, chap. 2.3) s'inspire des travaux du linguiste Ferdinand de Saussure pour établir et faire usage de la notion d'actualisation qu'il applique à la sémantique. En suivant l'esprit de la linguistique saussurienne, le concept d'actualisation fait passer une représentation sémantique virtuelle – *l'état d'être en relation* - à travers le langage paramétrique du système régissant le processus – *l'agir de mise en relation*.<sup>242</sup> Ainsi émerge le sens dans la perspective fonctionnaliste. *L'état d'être en relation* est un effet sémantique de *l'agir de mise en relation*. L'autoconstitution d'un système<sup>243</sup> surgit de son autoréférence, l'addition des observations agissant en tant que dispositif d'actualisation systémique. La communication n'existe que dans la différence entre sa constitution et ce qui en est observé, tant du point de vue temporel (chapitre 5.4.1) que du point de vue de sa dynamique (chapitre 5.4.2) et en tant que résultat de complexité réduite (chapitre 5.4.3), l'observation de ce qui en est se rapportant à ce qui la constitue réciproquement.

### 5.4.1 L'évolution sémantique de la communication

Observée pour l'actualiser dans le contexte du nouveau siècle, la sémantique de la communication s'étend jusqu'au point où, devenue concept, elle dispose de sa propre existence, indépendante et sans adjonction d'objet. Sous la forme d'un verbe intransitif, *communiquer* est une action qui ne s'effectue pas nécessairement sur un objet. Au-delà de son accompagnement par un complément d'objet direct ou indirect - *je communique*

---

<sup>242</sup> Dans le *Cours de linguistique générale*, Ferdinand de Saussure (1916, p. 317) arrive à la conclusion que la notion de système ne peut s'appliquer qu'à la *langue* et non à la *parole* qu'il considère comme une *actualisation* du système et un effet n'en faisant pas partie, ce qui est cohérent avec l'idée de Luhmann de rapports entre *médium* et *forme* en tant que dispositifs symboliques de communication. Voir les références sur Saussure et sa conception du langage dans Luhmann (2012a, chap. 2.3).

<sup>243</sup> Luhmann attribue le sens produit par l'autoconstitution à l'autopoïèse d'un système qui se reproduit sur la base de ce qu'il est unitairement en se référant à lui-même par auto-observation, le sens s'exposant à l'observation de l'observation.

*quelque chose* ou *je communique avec quelqu'un* - le verbe se singularise et peut désormais être associé à un complément contextuel, circonstanciel, temporel, situationnel ou autre - *je communique socialement, maintenant, scientifiquement, politiquement, médiatiquement, dans ce monde.*

Plus encore et à l'instar de ce que permet le vocabulaire grec ou latin, communiquer peut se permettre la substantivation, comme le devient le participe devenu le nominatif « *un communiqué* » au sens de l'objet de la mise en commun officielle de quelque chose. La transmission est dans ce cas un agir participant à la création d'un *état d'être en relation*. Cette forme substantive est un juste retour aux origines sémantiques classiques de l'idée de *communication* suggérant une *manière d'être ensemble* par un partage impliquant la réciprocité, un *communiqué* transmis étant d'office destiné à être partagé, la diffusion de son contenu ultérieure à sa parution établissant l'échange réciproque. Le même raisonnement peut être appliqué au nominatif « *une émission* » au sens d'une production radiophonique ou télévisée, l'agir d'*émettre* de la transmission se révélant être lui aussi un agir participant à la création d'un *état d'être en relation*.

Tout système social *provient, est, et génère* la communication et donc le sens comme forme actualisée. Niklas Luhmann (2012a, chap. 3) considère que les notions de communication et de sens sont le produit de l'évolution engendrée par l'alphabétisation. C'est ce qui distingue la communication en tant qu'*agir de mise en relation*, du système qu'elle permet en tant qu'*état d'être en relation*, le système prenant sens à travers les paramètres systémiques qui lui sont propres. Dans la perspective luhmannienne, les problèmes de sens du social sont réduits à l'expression d'une sémantique induite par la communication. « *Après l'introduction de l'alphabet, la téléologie a été introduite comme un moyen d'ordonner au fil du temps un matériel plus complexe dans une perspective uniforme (...) un modèle théorique que nous*

*connaissions d'Aristote* » écrit Luhmann (2012a, pp. 248)<sup>244</sup> tout en proposant que la théorie téléologique ait pu être un mécanisme de défense social contre le surplus de sens apporté par l'alphabétisation. Un texte figé est une mémoire qui offre l'opportunité du travail sur son sens et le passage d'un texte à l'autre permet de découvrir que si chacun exprime une vérité, la grande variété des vérités exprimées motive le doute, le doute en tant qu'orientation méthodologique.

Du point de vue de l'évolution, si le support imprimé a rendu possible la production de nombreuses copies identiques de messages ayant valeur d'information et entraînant une augmentation considérable de la complexité sociale, il a simultanément offert à la société de nouvelles et nombreuses possibilités de communication et donc, d'opportunité de réduction de cette complexité. Ensemble, ces deux conséquences ont agi tel un catalyseur provoquant l'émergence de médias de communication symboliquement généralisés agissant comme autant de moyens de *mise en relation*, comme le pouvoir en politique, l'argent en économie ou la vérité en science, des médias ayant une valeur symbolique et qui garantissent la probabilité de succès du processus de la communication.<sup>245</sup> Tous les médias de communication symboliquement généralisés se condensent en une complexité réduite devenue ce qu'il est convenu d'identifier comme l'amalgame de la *culture* (Luhmann, 2012a, p. 354), l'idée de *culture* n'étant pour Luhmann qu'une offre sémantique de thèmes possibles disponibles aux processus de communication pour l'autodescription de la société.

---

<sup>244</sup> Traduction libre

<sup>245</sup> En 1952, dans la préface de la seconde version de sa pièce *l'Échange*, Paul Claudel attribue à l'*argent* cette propriété de média symbolique associé à la garantie de succès. « *Des catalyseurs, il y en a aussi entre les âmes. Voici l'un d'entre eux, acteur inerte, exposé sur une table boiteuse, au milieu de cette pièce appelée l'Échange. C'est l'argent. L'argent, possibilité d'autre chose. Le moyen quasi mystique de se procurer autre chose* » écrit Claudel (Théâtre, Bibliothèque de la Pléiade, vol. 1, p. 1306), ce qui sous-entend que l'*argent* puisse être un catalyseur permettant, entre autres, à l'*agir de mise en relation* de faire exister l'*état d'être en relation* par l'implication de la réciprocité, garantissant ainsi le succès de la communication comme état d'être en relation. Dans la systémique luhmannienne, l'*argent* est identifié comme le *médium* symbolique de l'économie – l'*agissant* de la mise en relation – prenant la *forme* de la propriété – l'*état d'être en relation* par le partage impliquant la réciprocité.



Les messages dupliqués par les technologies s'interprètent par tout un chacun selon une même grille de décodage, propre à chacun des systèmes sociaux et deviennent les réalités du monde politique, scientifique, éducatif ou d'actualités pour les uns et les autres. Séparés de l'ancienne hiérarchie sociétale, les systèmes fonctionnels ont introduit un nouvel ordre polycentrique de la société constituant leur environnement et c'est aujourd'hui l'ordinateur et les réseaux virtuels qui fournissent à la société numérique le surplus de sens qu'il faut réduire.

Le système des médias de masse n'y fait pas exception. Il s'explique et génère son sens initial par les paramètres qui lui sont attribués, reposant sur la distinction *information / non information* et la symbolique de l'opinion publique. Dans la systémique luhmannienne, l'opinion publique est identifiée comme le médium symbolique des médias de masse. Elle est l'élément agissant de la *mise en relation* en prenant la forme de nombreux supports techniques, de langues ou d'images constituant autant de contenus s'observant l'instant d'un moment émergeant comme *état d'être en relation* ou probabilité de succès de la communication par le partage impliquant la réciprocité. À la lumière des changements technologiques et des constats de perte de confiance qui ne sont pas sans l'affecter, le système des médias de masse se voit irrité par son environnement. Sa complexité est accrue et l'état d'être en relation devient un état d'incertitude qui requiert d'être actualisé jusqu'à la réduction de sens.

Si les médias de masse devenus électroniques ne semblent pas modifier entièrement la première différenciation de l'ancienne hiérarchie sociétale, la question se pose de savoir si la société change fondamentalement sa différenciation avec l'introduction de l'ordinateur et des réseaux virtuels numériques comme elle l'a changé avec l'introduction de l'écriture et de l'impression. « *Ce qu'il est possible d'obtenir, c'est l'amélioration et l'accélération de l'organisation de la complexité* » pose Luhmann

(2012a, p. 249)<sup>246</sup> au sujet du développement de l'informatique en précisant qu'il faut faire preuve de patience et attendre de voir la forme que peut prendre la complexité condensée, « *les formes de sens ne se condensant que dans la communication elle-même* ».

Le téléphone par exemple, se propose aujourd'hui dans une sémantique où le locuteur de jadis – le *phone* du grec ancien *phônè* ou *voix* – se transpose à l'objet technique lui-même, le *téléphone* devenant *intelligent*. L'objet technique se substitue à l'individu. Personne ne s'étonne plus que la société ait désormais abdiqué son anthropocentrisme naturel au profit d'un animisme quasi surnaturel ayant engendré l'*intelligence artificielle* comme appréhension réduite de l'incertitude technologique.

Faut-il le rappeler cependant, l'idée d'actualisation n'est pas synonyme d'évolution au sens de réduction du possible induisant un devenir. Dans l'esprit luhmannien, le déterminisme technologique et la course au changement ne seront jamais une solution réelle aux attentes du vécu d'incertitude car « *il est peu probable que l'ordinateur puisse augmenter le niveau moyen de satisfaction des attentes s'il mémorise simultanément les attentes* » (Luhmann, 2012a, p. 249).<sup>247</sup> La technologie n'est pas un déterminant social mais un milieu qui offre à la société des possibilités et des limites (Luhmann, 2012a, p. 321). C'est la généralisation et la présence des technologies qui expliquent le mieux pourquoi l'innovation est devenue un thème si actuel. « *Le passé consolidé est présent en tant que présent qui inspire une réflexion sur la façon dont les changements peuvent apporter de meilleurs résultats. Le concept d'innovation transforme cette possibilité en une recommandation sociale. Les procédés existants sont rétrospectivement traités en tant que technologie présentant toujours certains défauts ou des possibilités d'amélioration. Abstraction faite des réalisations*

---

<sup>246</sup> Traduction libre

<sup>247</sup> Traduction libre

*technologiques, le concept d'innovation perd son emprise et prend la forme idéologique du nouveau valant mieux que l'ancien* » (Luhmann, 2012a, p. 321).<sup>248</sup>

L'idée de déterminisme technologique affecte l'état de familiarité sociale jusqu'au point de requérir un avenir qui ne puisse reposer que sur une technologie toujours meilleure, l'alternative à cet état du *familier toujours meilleur* étant de voir le vécu d'incertitude déçu et sombrer dans un déficit de confiance, qu'elle soit spontanée ou décidée. Le déterminisme technologique du *familier toujours meilleur* est une sémantique qui relève du symbolique invisibilisant l'incertitude du non familier. Le vécu est sans incertitude parce que sa complexité est réduite.

D'imprimés à électroniques, les médias de masse sont aujourd'hui devenus numériques, virtuels et globalisés. Le développement technologique est un environnement irritant envers lequel ils réagissent. L'approche systémique ouvre une perspective de compréhension de l'actualisation de l'état d'*être en relation* et de l'agir de *mise en relation* relatifs aux médias de masse dans leur dimension d'information.

La réalité de la communication dans le nouvel environnement de complexité technologique ainsi que la globalisation à la fois temporelle et spatiale sont des faits non contestés. Tout comme le déficit de confiance qui affecte les institutions médiatiques devenues numériques et globales. Ces changements entraînent un accroissement rapide de la complexité que les systèmes sociaux et psychiques perçoivent en tant que source d'irritation à laquelle ils doivent s'adapter.

Le système des médias de masse et le monde médiatique de l'information, vus à travers le prisme de la perspective fonctionnelle, agissent par leurs opérations de communication sur la mise en relation en produisant une réalité du monde sans

---

<sup>248</sup> Traduction libre

consensus. Actualisés, ils posent un nouveau problème de sens qui redéfinit la *mise en relation* et par conséquent, l'état d'*être en relation*. Par la compression, la *mise en relation* élargit son espace spatial et temporel (5.4.2), ce qui est susceptible d'entraîner un nouvel *état d'être en relation* questionnant les conditions de son appréhension comme système fonctionnellement différencié (5.4.3).

### **5.4.2 La mise en relation élargie**

Les médias de masse ont été définis par Luhmann comme des dispositifs médiatiques agissant en tant que moyens techniques destinés à la reproduction multiple pour des fins de diffusion sans qu'aucune interaction non médiatisée n'ait lieu entre diffuseur et auditeurs ou lecteurs, toute interaction directe devant être exclue (Luhmann, 2012b, p. 8). C'est mécaniquement que les médias de masse génèrent en grand nombre les produits de la communication – *dont l'information* – diffusés vers des destinataires indéterminés. Cette diffusion de produits agit à titre de *médium – l'opinion publique* - permettant la création de *formes – les supports, langages et images* - en générant des opérations de communication par lesquelles le système se réfère à lui-même et se différencie. Le système des médias de masse produit une réalité du monde en différenciant ce qui est *information* de ce qui ne l'est pas. Ce faisant, les paradoxes susceptibles d'être observés sont dissous ou invisibilisés afin de refléter l'unité de la distinction systémique *information*, seule existante pour le système qui s'observe, alors même qu'elle doit son existence à la présence obligée de la *non information*, l'autre facette du monde, chacune s'observant simultanément par l'observation de second ordre.

C'est la déontologie en tant que corps de normes codifiées par les médias eux-mêmes et appuyés par des codes d'éthique agissant en tant qu'espaces de réflexion qualifiant ce qu'est le bien ou le mal médiatique qui a pour fonction d'invisibiliser le paradoxe

aux yeux de l'observation de second ordre. En balisant le traitement et la diffusion des faits, la déontologie et l'éthique invisibilisent le *paradoxe de la confusion des deux mondes*, le monde tel qu'il est et celui observé et retenu comme réalité. Pour l'observateur du système, l'*information* médiatique ne peut exister que *par l'existence simultanée de la non information* et la *non information* ne peut exister que *par l'existence simultanée de l'information*, l'une ne pouvant être sans l'autre aux yeux de l'observateur externe au système et pour lequel l'observation seule de l'information le délimite et produit du sens. Le système qui s'observe ignore ce qui n'est pas *information* alors que l'observateur du système distingue les deux facettes, l'*information* et la *non information*.

Si la différence entre ce que peut être l'information et ce qui ne peut pas l'être révèle un problème d'unité du système des médias de masse, l'idée de déontologie et de code d'éthique journalistique permet de le dissoudre. Sa fonction première est de refléter l'unité du système face à lui-même. Le paradoxe de la confusion des deux mondes est dissous en reflétant l'unité de la distinction *information / non information*. Le système médiatique qui s'observe peut ainsi se voir tel qu'il est unitairement comme médias de masse dédié à l'information en se distinguant de son environnement qu'est l'espace public. Simultanément, l'observation de second ordre permet de voir ce que le système observe pour effectuer ses opérations et donc, la distinction qu'il opère entre *information* et *non information* pour s'attribuer une facette de cette distinction singularisant son unité et assurant sa reproduction.

En présentant leur réalité du monde, les médias de masse agissent comme moyens de mise en relation sans nécessité de contact dans l'espace et dans le temps. La réalité construite par les médias de masse réside dans l'attribution de leurs opérations propres. Leurs modes de fonctionnement structurent et limitent ce qui en est possible à titre de produits de communications et donc, d'information. Au cours des dernières années,

l'évolution a conduit à une modification structurale majeure des modes de production des médias de masse et l'information matérielle est devenue virtuelle, se plaçant ainsi hors de toute limite spatio-temporelle. Dans la perspective luhmannienne, cette modification se comprend comme une irritation de l'environnement médiatique du système des médias de masse pour laquelle ils doivent s'adapter. L'environnement est une condition d'existence d'un système qui, sans adaptation adéquate, peut devenir incompatible avec son processus d'autopoïèse au risque de se voir disparaître.

Au début des années 2000, la télévision a été la première à modifier ses conditions de production d'information par la mise en commun des ressources, la convergence des contenus et la promotion croisée des plateformes. C'est un mouvement d'élargissement spatial du rayonnement du système des médias de masse qui se met en place. Mais c'est un mouvement qui en modifie aussi la temporalité par le caractère propre des plateformes virtuelles pour lesquelles l'instantanéité supplante la périodicité. Les journaux suivent le mouvement initié par la télévision et s'adaptent à la nouvelle réalité des multiplateformes devenues sans frontières et intemporelles. L'action médiatique de mise en relation élargit son espace et réduit sa temporalité.

Au Québec, en arrêtant définitivement en 2017 l'impression de son format sur papier pour se concentrer sur l'édition numérique, le quotidien imprimé *La Presse*, tout comme plusieurs autres dans le monde, pressent ce mouvement. L'adaptation aux irritations de l'environnement qu'est l'espace public pousse ces formes médiatiques du système des médias de masse associés à l'information à modifier leurs opérations tant sur la base temporelle que sur la base du rayonnement. Ces ajustements structuraux sont nécessaires pour préserver le caractère unitaire reconnu par l'autoréférence et fondé sur la distinction *information / non information*. Ils visent à permettre l'autoreproduction – l'autopoïèse – du système, assurant ainsi la poursuite de sa fonction de production d'une réalité.

Ces transformations ne sont pas que structurelles. Par le discours de la communication qui les motivent, elles témoignent d'une réduction de la complexité correspondant aux caractères propres des paramètres systémiques attribués aux médias de masse. La transformation du quotidien *Le Devoir* est exemplaire de ce phénomène. « *Le Devoir était un journal, il devient un média (...) on transforme un journal imprimé en un média multiplateforme, c'est majeur* » résume son directeur, ajoutant que le nombre de journalistes a doublé, que le processus décisionnel est plus rigoureux et que la direction éditoriale est claire.<sup>249</sup> Les paramètres du système des médias de masse continuent de s'appliquer au journal structurellement transformé. Même si « *Le Devoir rayonne d'avantage et poursuit sa croissance* »<sup>250</sup>, le code *information / non information* sur lequel il se fonde continue d'opérer pour produire une réalité agissant sur un plus large rayon d'action. L'élargissement du rayonnement doit être vu comme une optimisation du mode de fonctionnement qui n'apporte aucune modification paramétrique au processus d'autoréférence du système.

Sur le plan temporel, la forme médiatique passe d'un contenu présentant la réalité du monde sur une base de périodicité à la présentation continue du monde, la temporalité médiatique se réduisant de plus en plus. Elle est désormais sujette à la pression de forces temporelles internes et externes qui imposent la continuité des mises à jour et induisent un état permanent de négociation des conditions de production des contenus (Robotham, 2021). Le présent médiatique se compresse. La réalité du monde extraite du monde se construit par fragments successifs de plus en plus rapprochés qui provoquent à leur tour un accroissement de la complexité. La compression temporelle de la réalité nécessite une réorganisation de sa forme misant sur l'économie des ressources. Les supports, langages et images sont des instantanés hors contexte et sans nuances qu'il faut obligatoirement renouveler. Le poids, le bruit et la haute

---

<sup>249</sup> *Le Devoir grandit : une croissance qui ne se fait pas sans douleur*, Philippe Lapointe, J-Source, 24 janvier 2022

<sup>250</sup> Ibid

effervescence de la réalité produite induit un présent toujours plus complexe qui efface immédiatement la proximité de son passé et projette au futur des attentes toujours plus indéterminées et incertaines, des attentes empreintes de complexité.

La globalisation et la numérisation ont fait éclater les frontières spatiales et temporelles, ce qui n'est pas sans conséquences pour l'idée de déontologie et d'éthique comme dispositif d'invisibilisation du paradoxe essentiel à la compréhension de l'unité systémique. Avec la globalisation, la déontologie et l'éthique de production médiatiques sont plus facilement comparables d'un médium et d'une forme médiatique à l'autre et ce, peu importe où ils sont localisés. Partout, ils agissent comme éléments normatifs du système des médias de masse et invisibilisent le paradoxe vu par l'observation de second ordre en permettant au système de s'observer comme unité. Si les médias produisent la réalité sous forme d'information en ignorant la non information, les fondements déontologiques et éthiques sur lesquels ils s'appuient pour la détermination de ce qui est information ou non information sont perçus comme étant de moins en moins homogènes et les normes sur lesquelles ils reposent diffèrent à travers les différents médias. L'élargissement de l'espace et la compression du temps favorisent la comparaison des différents dispositifs de déontologie et d'éthique, d'autant plus qu'ils ne sont pas régis par des mécanismes de codification et d'ordre assurant l'homogénéité d'exercice de la profession.

L'éthique doit être vue comme la forme réflexive de la morale déontologique. Elle est constituée de l'ensemble des critères codifiés sur lesquels se fonde une forme médiatique pour assurer sa fonction de construction d'une réalité. Si l'éthique, par ses codes, définit la morale déontologique par la distinction entre des comportements médiatiques conformes ou déviants, elle distingue tout autant des normes et des comportements bons ou mauvais au sens moral. *« L'éthique est elle aussi une pratique de la distinction. Elle distingue des comportements conformes et des comportements*



*déviantes et même, la plupart du temps, des comportements bons et des comportements mauvais au sens moral* » (Luhmann, 2012b, p. 160).<sup>251</sup> En reconnaissant l'existence du mal, l'éthique s'affirme elle-même comme le bien incarné et dans cet esprit, s'exprime en tant que morale déontologique.

En distinguant le bien du mal, l'éthique se place elle-même en situation de paradoxe car elle peut tout à la fois être perçue par l'observation de second ordre comme une bonne ou une mauvaise éthique en fonction des contextes dans lesquels elle s'affirme avec la conséquence qu'une *information* identifiée comme telle selon un code d'éthique distinct peut se révéler une *non information* au sens d'un autre code d'éthique. L'observation de second ordre observe cette distinction. Bien qu'ils soient tous identifiés comme systèmes fonctionnels, les médias de masse conduisent leurs opérations de production d'information avec de moins en moins d'homogénéité. Chacun définit ses pratiques et ses normes de conduite. Toute différence est rapidement perçue entre les fondements d'une réalité produite d'une source à l'autre, d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre ou même d'un moment à l'autre, ce qui agit inévitablement sur la confiance en provoquant l'incertitude par la diversité des réalités exprimées. Tributaire de ces réalités, la notion d'intérêt public, parce qu'elle repose sur une pluralité de sens, peut revendiquer une part de légitimité pour chacune des interprétations pour laquelle elle est l'objet. L'inexistence d'unanimité à son égard renvoie à l'appréciation individuelle de ce que peut ou non être une *information* et donc une *réalité*. Du point de vue de sa fonction, l'éthique journalistique échoue à mettre en garde contre la nature possible de l'information ou de la non-information.

---

<sup>251</sup> Le systémisme de Luhmann se fonde sur l'idée de distinction comme opération d'affirmation créatrice d'un tout unitaire dénué de sens moral et non sur la négation réactive agissant en opposition, la distinction de la singularité luhmannienne n'étant ni dialectique ni logique. En établissant l'information, les médias de masse ne nient pas la non information mais s'affirment comme générateurs de l'information. De même le gouvernement ne nie pas l'opposition mais s'affirme comme gouvernement en la reconnaissant.

L'élargissement de la mise en relation par la globalisation et la numérisation amplifie ce phénomène. Afin qu'elles puissent pleinement assurer leur fonction d'invisibilisation du paradoxe *information / non information* à l'échelle globale du système des médias de masse, la déontologie et l'éthique doivent se montrer consensuelles entre formes médiatiques. Mais avec les dispositifs et les contraintes propres à chacun des médias, l'idée de consensus éthique ne peut être viable que par l'identification d'un facteur établi comme commun à tous et ce, malgré les caractères spécifiques de chaque média inscrit dans les spécificités de leur communauté respective. Dans les médias, l'éthique s'appuie sur un discours homogène d'invisibilisation de son propre paradoxe en se définissant comme caractère positif de la morale déontologique. Le respect de l'éthique institutionnellement établie assure le bien médiatique. La réalité produite sous forme d'information acquiert une perception de vérité parce qu'elle est encadrée par l'idée d'éthique, elle-même imprégnée de l'attribut du positif. Comme l'a montré François Demers (2017) à l'occasion d'une analyse de son usage dans la communication médiatique, l'éthique joue un rôle positif de substitution au discrédit du dénominateur « moral » et aujourd'hui, elle est aussi utilisée comme argument d'autorité par son identification à la science et est banalisée par son inscription fréquente dans le discours politique et médiatique.

L'observation de second ordre montre que la déontologie des médias de masse se fonde sur des comportements qui relèvent à la fois de l'autorégulation – *l'évaluation par les pairs* - et de l'intégration du public au mouvement régulateur – *les conseils de presse, les médiateurs désignés ou ombudsman* - dans un contexte où l'attribution déterminée de la distinction définissant spécifiquement l'éthique est sa seule facette positive, ignorante de sa facette négative. L'éthique qui s'observe elle-même ne peut être que bonne, parce que son autoréférence s'établit sur la base unitaire de sa facette positive, celle l'identifiant au bien. Un comportement médiatique fondé sur l'éthique ne peut être que bien. L'observation de cette observation montre plutôt que la régulation

déontologique peut appréhender l'éthique avec de nombreuses différences en fonction des contextes observés.

Si la globalisation et la numérisation ont poussé l'élargissement spatial et temporel des médias de masse, elles permettent, avec l'introduction des médias sociaux, une nouvelle forme de mise en relation qui, elle aussi, n'est pas sans conséquences pour l'idée de déontologie et d'éthique. S'ajoutent aux médias de masse traditionnels de nouveaux médias virtuels qui diffusent des contenus sans déontologie en tant que corps de normes codifiées et sans codes d'éthique agissant en tant qu'espaces de réflexion qualifiant ce qu'est le bien ou le mal médiatique. Les médias sociaux, bien qu'ils diffusent l'information des médias traditionnels, rendent disponibles de très nombreuses et différentes informations produites en marge. Désormais, la distinction *information / non information* s'applique dans l'arbitraire et révèle le paradoxe médiatique de la confusion des deux mondes. Aucune déontologie et éthique ne balise la distinction entre la réalité tel qu'elle est, de la réalité observée et de celle retenue par ces nouveaux médias. L'arbitraire de l'information retenue et diffusée provoque une mise à mal de l'ensemble des médias et par conséquent, du système global des médias de masse par le bris de confiance. Les médias sociaux <sup>252</sup> agissent désormais sur la diffusion de l'information des médias traditionnels, en l'appréciant et la commentant, en soulignant ses travers et ses erreurs, voire en la niant.

Il fut un temps où la confiance spontanée envers les médias et les attentes entretenues envers eux n'étaient jamais déçues. Le public *avait* spontanément confiance aux médias. Ce vécu d'attente face à l'incertitude a évolué. Aujourd'hui, il est de mise de décider - ou pas - de *faire* confiance aux médias et jusqu'à quel point, parce que le risque que les attentes soient déçues est désormais une probabilité. Dans de très

---

<sup>252</sup> Pour de nombreux exemples, voir à ce sujet le collectif dirigé par Marc François Bernier (2016), *Le cinquième pouvoir, la nouvelle imputabilité des médias envers leurs publics*, qui présente de nombreux exemples.

nombreux endroits dans le monde dont les États-Unis qui se classent au dernier rang parmi 46 pays étudiés,<sup>253</sup> les recherches les plus récentes, (Jones 2018), (Hanitzsch et al., 2018) constatent des taux de confiance faibles et en baisse continue depuis de nombreuses années en regard des informations.

La confiance est difficile à mesurer, quantitativement et qualitativement. Mais malgré des méthodologies variées, nombreuses sont les études qui établissent que la confiance envers les institutions médiatiques et la profession du journalisme s'est fragilisée au fil des ans au point d'être une tendance forte pour laquelle la perception négative de la déontologie et de l'éthique n'est pas étrangère. D'autres recherches constatent que la confiance dans les médias d'information est de plus en plus liée aux niveaux de confiance envers le politique (Hanitzsch et al., 2018). Une diminution de confiance envers les institutions politiques entraîne une diminution de confiance envers les institutions médiatiques tout comme la polarisation d'une situation politique entraîne une perception de couverture médiatique biaisée.<sup>254</sup>

Aux yeux de l'observateur de second ordre, observateur externe, la dimension de production non consensuelle d'une réalité extraite de la réalité en tant que fonction première des médias de masse n'est plus. La déontologie et l'éthique ne peuvent plus se fonder sur les seuls comportements d'autorégulation et d'intégration du public au mouvement régulateur pour assumer leur fonction d'invisibilisation du paradoxe *information / non information*. La sémantique discursive de la communication s'ajuste dans le respect des paramètres du système des médias de masse. S'ajoute donc à ces dispositifs la revendication publiquement exprimée du statut de quatrième pouvoir auquel est adjointe la fonction auto-attribuée de « chien de garde de la démocratie ».

---

<sup>253</sup> À ce sujet, voir les recherches de Guerrero et Herrbach (2009), Vernocke et Boyer (2005) ainsi que les résultats compilés par la société Edelman (2020) et Reuters (2021) que nous avons résumé en 1.3.2

<sup>254</sup> À ce sujet, voir <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/risj-review/bias-bullshit-and-lies-audience-perspectives-low-trust-media>

<sup>255</sup> « Avec la montée fulgurante des réseaux sociaux, certains aiment prédire la mort du journalisme » déclare en 2022 la journaliste Nathalie Petrowski au moment de recevoir un doctorat honorifique de l'Université Concordia. <sup>256</sup> « Je crois, au contraire, que le journalisme a beaucoup d'avenir. Il est plus nécessaire et essentiel que jamais pour combattre la propagande, la désinformation et les fausses nouvelles » conclue-t-elle. Par l'entremise de la fonction de protection du bien public qu'ils sont censés incarner, les médias traditionnels d'information s'auto-proclament seuls dépositaires légitimes de la réalité de la réalité. Du seul fait de leur existence, ils sont l'éthique incarnée et agissent en tant que dispositif de dissolution du paradoxe de la confusion des deux mondes peu importe qu'ils soient différents les uns des autres. Par autoréférence à ce qui le constitue, le système des médias de masse s'est reproduit en s'adaptant aux irritations de son environnement dans la préservation de son caractère unitaire et de sa fonction.

Avec le déficit de confiance, c'est le dispositif d'invisibilisation du paradoxe que sont la déontologie, l'éthique et l'expression du statut de chien de garde qui sont touchés. La distinction initiale entre *information* et *non information* créant l'unité systémique des médias de masse vacille parce que sous certaines conditions, l'observation ne peut plus ignorer les conditions de son impossibilité, passant dans certains contextes, d'une facette à l'autre. L'information est mise en doute au point d'être appréhendée comme « fausse nouvelle », voire ignorée en tant que *non information*.

La déontologie, l'éthique et l'expression du statut de chien de garde tendent vers l'échec à rendre le paradoxe invisible au présent de son observation. Sur le plan de l'observation primaire, le système des médias de masse qui s'observe unitairement

---

<sup>255</sup> La métaphore du *chien de garde* est exprimée et perçue positivement alors qu'elle tire ses origines du qualificatif négatif de *muckrakers* (*remueurs de boue*, du journalisme anglo-saxon du début des années 1900), avant de devenir le qualificatif plus neutre de *watchdog journalism* des années 1960.

<sup>256</sup> Rapporté par LaPresse, samedi le 11 juin 2022

pour se distinguer de son environnement ne peut trouver qu'impertinente l'expression de déficit de confiance à son égard et donc ignorer sa nature irritative. Jamais les médias ne feront mention d'un déficit de confiance à leur égard comme réalité extraite de la réalité. Comme l'éthique reconnaissant l'existence du mal ne peut elle-même s'affirmer qu'en tant qu'incarnation du bien, les médias de masse, parce qu'ils ne reconnaissent que la nature propre de leur fonction de production de la réalité, ne s'affirment que dans l'ignorance de leur discrédit. Les médias vont même jusqu'à se placer eux-mêmes en tant que sujet de production, positionnant leur rôle tel une réalité du monde exprimée. Désormais, le monde extrait du monde se révèle dans le paradoxe d'une incertitude induisant une nouvelle complexité qu'il est opportun d'appréhender systématiquement en tant que nouveau contexte d'établissement par les médias de *l'être en relation*.

#### **5.4.3 L'être en relation comme système fonctionnellement différencié**

L'élargissement du rayonnement médiatique est un mouvement semblable à celui de la société des États qui, peu à peu, laisse place à une société du monde (*Weltgesellschaft*), un mouvement par lequel s'universalisent les formes politiques de démocraties. Comme elles, les formes médiatiques s'universalisent par un mouvement d'élargissement de leur rayonnement qu'amènent les technologies numériques. Ce mouvement d'élargissement est supporté par les choix de diffusion en ligne et par la volonté de négociation d'ententes de régularisation avec les géants du numérique.<sup>257</sup> Et comme pour celles des États, les frontières médiatiques éclatent. Tous ces changements qui s'ajoutent au déficit de confiance provoquent l'irritation de l'environnement médiatique et par conséquent, un niveau d'incertitude et de

---

<sup>257</sup> Les internautes qui puisent leurs informations par l'entremise des réseaux sociaux dont FACEBOOK ne cesse de se diversifier et de s'accroître, conduisant les États à initier des lois établissant des redevances envers les médias d'informations pour la reprise de leurs contenus, comme ce fut le cas en Australie, ou amenant les médias à signer des ententes directement avec les réseaux sociaux.

complexité croissant. Nos constats montrent que le monde médiatique dans sa dimension d'information est source de préoccupations. Dans la perspective luhmannienne, le système des médias de masse doit s'adapter aux irritations et actualiser l'invisibilisation du paradoxe des deux mondes sur lequel il se constitue, au risque d'engendrer un chaos anémique ou de se voir systématiquement dissout.

Depuis le début du nouveau siècle, le système des médias de masse est soumis à un mouvement accéléré de transformation. L'ordinateur et les réseaux virtuels amènent un mode de fonctionnement fondé sur l'atomisation de la communication produite et consommée. Elle éclate, se disperse et se constitue en réseaux. Simultanément, s'installe la méfiance et le désintérêt envers les formes médiatiques traditionnelles doublés d'une hausse d'intérêt et d'un usage accru des médias sociaux. Si nos constats montrent que le monde médiatique traditionnel dans sa dimension d'information est source de préoccupations, c'est que les attentes à son égard sont frappées de déceptions. Les médias traditionnels déçoivent parce que plusieurs croient qu'ils exécutent mal leur travail pour produire l'information, aider à la comprendre et s'acquitter de la surveillance des leaders chargés de la prise de décision au nom des collectifs. Les médias déçoivent, au même titre que le politique déçoit et que les grandes institutions déçoivent.<sup>258</sup> Comme pour la démocratie, la confiance spontanée à l'égard des médias d'information n'est plus, et la confiance décidée exprime la probabilité de plus en plus grande du risque d'être déçu.

Dans la perspective luhmannienne, le système des médias de masse est ouvert aux influences externes parce qu'il trouve son unité en se distinguant de son environnement sur la base de ses paramètres, ce qui l'affecte sur le plan de ses opérations internes qui elles, sont fermées. Face à la difficulté croissante de se distinguer, à faire une différence entre *information* et *non information*, le système peine à se reconnaître. Nous dirons

---

<sup>258</sup> Le chapitre 1.3 documente abondamment cette affirmation.

dans le langage de Luhmann que le système peine à s'autoréférencer en s'observant et donc à se reproduire tel qu'il est dans son identité d'unité systémique. Le système échoue à réduire la complexité de son environnement.

Malgré que l'observation du système le révèle peinant à se reconnaître en tant qu'unité reposant sur son code *information / non information* et malgré que la déontologie et l'éthique en tant que dispositifs d'invisibilisation perdent en efficacité ou cessent même d'opérer, le monde extrait du monde ne cesse pas pour autant de constituer le paradoxe du monde médiatique. Dans ses derniers écrits, Luhmann, (2012a, p. 225) <sup>259</sup> précise que la dissolution de paradoxes réside dans la différenciation de l'observation, ce qui est en cause « *n'étant pas que les participants aux communications médiatisées soient observés comme des objets au regard de leurs propres caractéristiques afin de prévoir comment ils agiront* » mais que l'intérêt devra se porter « *exclusivement sur l'observation de ce qu'ils observent et dans beaucoup de cas cela inclut l'observation de ce qu'ils n'observent pas.* » Comme système social, les médias de masse s'observent par l'entremise de leur fonction caractérisant le rapport à la société dans son ensemble, soit la production d'une réalité du monde. L'*information* comme distinction indiquée créant l'unité du système est bien l'observation de ce qui est observé en matière d'opérations de communication.

Pour dissoudre le paradoxe du monde extrait du monde, l'observation de l'observation doit inclure ce qui n'est pas observé soit la *non information* en tant qu'autre facette permettant l'indication identitaire du système des médias de masse. Si la déontologie et l'éthique ne suffisent plus à dissoudre le paradoxe des deux mondes, c'est qu'avec le changement technologique et l'élargissement de la *mise en relation* apparaissent les médias sociaux. Bien que différents de la dimension institutionnelle traditionnelle des médias de masse, les médias sociaux correspondent suffisamment à ce qui les définit

---

<sup>259</sup> Traduction libre



unitairement pour y être associés dans la perspective systémique de Luhmann. Eux aussi sont des « *dispositifs de la société qui servent de moyens techniques de reproduction multiple pour la diffusion de la communication* » (Luhmann, 2012b, p. 8). Le système des médias de masse dans son appréhension traditionnelle n'est plus unitairement et exclusivement celui de l'*information* comme indication de la facette à laquelle il se réfère. Par l'entremise des médias sociaux, qui y participent et fonctionnent sans la légitimité déontologique et éthique,<sup>260</sup> le système des médias de masse intègre simultanément à l'*information* la dimension de la *non information*. Ce faisant, il peine désormais à se référer à son code d'origine. Le système des médias de masse *est* sur la base de l'*information* parce qu'il *n'est pas* sur la base de la *non information*. Ce qui le rend possible est simultanément la condition de son impossibilité. Les médias de masse produisent une réalité du monde sur la base de ce qu'ils codifient comme *information* en ignorant tout ce qui est extérieur alors que les médias sociaux opèrent sur un mode différent. En diffusant sans filtre tout et son contraire, ils limitent l'équilibre de la différence distinguée entre *information* et *non information*. La réduction ou même la disparition de la *non information* s'interprète comme une perte de valeur du code du système traditionnel des médias de masse. Sans la *non information*, les médias de masse sont privés de ce qui les distingue, à savoir ce qui a valeur d'*information*. Ils ne sont plus une distinction, mais une institution organisée qui s'exprime comme producteur d'une réalité du monde trouvant sa légitimité dans l'élargissement des contenus diffusés, systématiquement intégrés et contingents. Ainsi est-il devenu courant de voir diffusés par les médias de masse traditionnels des contenus puisés à même les médias sociaux et présentés hors de toute déontologie comme des réalités sans consensus, comme un monde extrait du monde. Ce faisant, ils exacerbent le déficit de confiance à leur égard et provoquent eux-mêmes leur irritation.

---

<sup>260</sup> Tout un chacun est entièrement libre de produire et diffuser l'*information*, de plus en plus cependant dans les limites de leur acceptation par l'administration du site qui se substitue ainsi à la déontologie et l'éthique comme mode d'invisibilisation du paradoxe des deux mondes.

La déontologie, l'éthique, l'autorégulation, le statut identitaire auto-proclamé de chien de garde et l'intégrations des publics au processus régulateurs sont des réponses systémiques de réintroduction du code d'origine à l'intérieur du système afin de structurer ses opérations. Ils participent à l'inertie du système qui adapte ses processus de gestion de la production de l'opinion publique à sa fonction de production d'une réalité du monde. Le système traditionnel des médias de masse développe ces moyens observant l'usage du code *information / non information* en utilisant le code *information / non information*. L'opération systémique de production de l'*information* questionne l'*information*. Dans la perspective luhmannienne, la distinction est à la fois celle du système dans ses opérations unitaires et simultanément celle observée, un paradoxe qui impose une nécessité de traiter une même distinction comme si elle était différente, de gérer le paradoxe sans être bloqué par celui-ci. Ce qu'échouent désormais les réponses systémiques à la dissolution du paradoxe.

Les médias sociaux assimilés aux médias de masse constituent le contexte à la source d'une **première question** : celle de l'actualisation du code déterminé par Luhmann distinguant le système traditionnel des médias de masse afin de prendre en compte les nouveaux médias dont les médias sociaux.<sup>261</sup>

Chaque système est organisé autour d'un code. Il agit comme expression d'un mode de fonctionnement unique utilisé par le système pour affirmer son identité, pour indiquer son rapport à l'environnement et pour déterminer les opérations appartenant respectivement au monde intérieur du système et à son monde extérieur par la constitution de paramètres. Par son caractère général et commun à tous les médias traditionnels, le code *information / non information* du système des médias de masse déterminé à l'origine par Luhmann pose la question de son insertion dans le traitement

---

<sup>261</sup> Plusieurs auteurs se sont penchés sur cette question dont Görke (2001), Laermans (2005) et Williams (2003) qui souligne que la problématique d'un code commun n'est pas sans rappeler les divisions institutionnelles et académiques de l'étude des médias sur la spécificité propre à chacun.

de l'irritation de l'environnement médiatique provoquée par les changements technologiques.

Dans la perspective luhmannienne, la transformation du système des médias de masse ne doit pas être vue sous l'angle structurel des modes d'opération mais sous l'angle fonctionnel de son auto-description. « *On peut donc considérer que la réalité réelle des médias de masse réside dans les communications qui s'y déroulent et qui les traversent* » écrit Luhmann, (2012b, p. 10) tout en précisant que la réalité produite est doublement sémantique, étant à la fois une opération observable qui se réalise effectivement et une réalité qui en découle comme société et monde (2012b, p. 16). Nous dirons de cette réalité doublement sémantique qu'elle est une opération de *mise en relation* - les médias communiquent - doublée d'une réalité qui en découle en tant qu'état d'*être en relation* – les médias créent la communication. De ce fait, le système des médias de masse n'est plus unitairement constitué comme générateur de l'*information*, mais comme générateur de *communication* et donc, générateur d'état d'*être en relation*. Ce qu'étaient fondamentalement à leur origine les médias sociaux, désormais principalement associés aux médias de masse qui les ont investis au point où ils ont eux-mêmes créés une dépendance à leur égard.

En tant que système social, les médias de masse ne s'observent pas uniquement par l'entremise de leur *fonction* qui caractérise le rapport de production d'une réalité du monde entretenu envers l'environnement social. Ils s'observent tout autant par l'entremise de leur *performance* caractérisant le rapport entretenu envers les autres systèmes. Le système des médias de masse facilite l'auto-observation sociale en rendant la *communication disponible* aux systèmes sociaux et psychiques pour qu'ils coordonnent et évaluent l'ensemble des observations. Dans cet esprit, le système des médias de masse occupe une position sociale particulière en comparaison aux autres systèmes en ce qu'il contribue fortement à la construction de l'élément essentiel à toute

sélection dans la contingence, l'*information*<sup>262</sup> en tant qu'événement sémantique unique d'un moment émergeant.

En optant pour le code *information / non information*, Niklas Luhmann priorise la dimension temporelle parce que selon lui, la fonction des médias doit permettre la synchronisation et la mémoire sociale au détriment du consensus - la réalité médiatique est non-consensuelle - ce qui présuppose un déclin instantané et constant de chaque moment émergeant. L'*information* se périmé à l'instant où elle émerge et contribue à l'évolution sociale avec récursivité et en synchronie avec l'ensemble des systèmes sociaux. « *Du moins les événements avaient-ils dû prendre autrefois cette tournure, puisqu'on les retrouve si souvent relatés de la sorte, et Ulrich était bien près de le croire, mais la vérité historique était qu'il avait lu tout cela dans le journal (...) On a toujours plus de chances d'apprendre un événement extraordinaire par le journal que de le vivre et en d'autres termes, c'est dans l'abstrait que se passe de nos jours l'essentiel, et il ne reste plus à la réalité que l'accessoire* » écrit le romancier autrichien Robert Musil dans *L'Homme sans qualité* (chapitre 18), questionnant le pouvoir scientifique de l'observation de l'abstraction, à la recherche de ce qu'il identifie comme la structure essentielle des choses. Dans la perspective luhmannienne, la structure essentielle des choses est sémantique. Elle révèle l'opération observable de *communication* et la réalité sociale qui en découle car une communication, qui doit être reconnue comme telle et donc acceptée comme communication, est fondamentale pour la régulation de l'ordre social. La connaissance du monde et donc le *monde*, est le produit d'une construction individuelle extérieure à la réalité sociale en tant qu'unité de toute distinction faite par un observateur et l'observation d'une communication

---

<sup>262</sup> L'idée d'*information* est ici comprise différemment de l'idée d'*actualité* propre aux médias de masse, la première étant une différence unitaire entre l'état constaté et l'attente à son sujet présente dans tout système alors que la seconde est l'expression des sélections possibles constituant un élément du programme spécifique du système des médias de masse, une *information* pouvant être d'*actualité* un jour et ne plus l'être le lendemain bien qu'elle soit toujours une *information* au sens d'observation constituant une nouveauté en fonction du caractère temporel.

acceptée et socialement synchronisée est la prémisse d'examen de l'évolution sociale et des formes de différenciations fonctionnelles qui en découlent.

Niklas Luhmann (2012a, chapitre 3) a montré comment le passage menant de l'écriture et son perfectionnement par l'alphabet jusqu'à l'imprimerie ont influé sur l'interprétation de l'évolution sociale. Luhmann (1981) a aussi montré comment la communication est improbable et comment se définissent les conditions de sa probabilité par l'avènement du langage, suivi par l'établissement des moyens de diffusion et finalement par la conceptualisation des médias symboliquement généralisés agissant tous comme dispositifs d'accroissement de la probabilité de reconnaissance et d'acceptation de la communication et donc, de son succès générant une différence.<sup>263</sup> Dans le même esprit, les *nouveaux* médias et l'évolution sociale sont des idées qui entretiennent entre elles des relations étroites. Elles n'ont cependant pas été démontrées dans la perspective luhmannienne. Décédé à la croisée des chemins entre les mondes analogique et numérique, Luhmann a consacré peu de réflexion à l'évolution technologique qu'il n'appréhende pas comme un déterminant du social mais comme un milieu qui offre à la société ses possibilités et ses limites. Il est convaincu que la communication, tant dans sa forme orale qu'écrite, soit toujours indispensable et supérieure même si les médias traditionnels profitent des possibilités qu'offre le développement technologique pour hausser le niveau de mémoire et de traitement des connaissances pour l'organisation de la complexité par la contingence (Luhmann, 2012a, p. 182). Malgré que le numérique puisse permettre une forme de perception, de traitement et de mise en réseaux, il ne peut permettre la communication car dans l'esprit de Luhmann, la communication implique plus qu'une opération de transmission de signaux. La communication implique une opération de réduction de l'incertitude par le traitement de la complexité, ce qu'aucune machine bien

---

<sup>263</sup> Le pouvoir en politique, l'opinion publique avec les médias de masse, l'argent en économie, le savoir en science, l'appréciation en art ou la foi en religion sont des exemples de médias symboliquement généralisés utilisés par Niklas Luhmann.

qu'aspirante au statut d'intelligence artificielle, ne sait faire d'elle-même. Tout au plus, le monde de l'informatique numérique offre une extension de la communication par l'abolition spatiale et l'instantanéité.

Bien qu'il se soit adapté aux irritations qu'amènent l'évolution technologique et les différents changements, le système social des médias de masse préserve son caractère unitaire distinct déterminé par son codage. « *L'opération élémentaire, la formation de structures, le changement structurel, le franchissement dans le code et le changement de niveau se réalisent dans le même médium* » précise Luhmann (2012a, p. 225),<sup>264</sup> en ajoutant que les médias de masse préserveront toujours leur distinction fonctionnelle quelle que soit leur évolution.

Se pose alors **une seconde question** : celle de la singularité des médias de masse en tant que système global fonctionnellement différencié, singularité actualisée par association à une déclinaison plurielle de systèmes médiatiques distincts dont font partie les médias sociaux.

Les médias de masse sont habituellement définis en fonction de leur caractère technologique soutenu par leur dimension institutionnelle et leur structure organisationnelle. Ils organisent et soutiennent la diffusion de la communication en se référant aux différentes formes de différenciations sociales. Nous dirions dans la logique de Niklas Luhmann qu'ils sont structurellement couplés aux autres systèmes sociaux.

Le système des médias de masse agit grâce à l'*information* par la *mise en relation* des individus avec d'autres systèmes sociaux ainsi qu'avec le système psychique en construisant une identité sociale située dans l'espace et le temps. Le monde extrait du

---

<sup>264</sup> Traduction libre

monde est un environnement artificiel produit pour réduire la complexité sociale et faciliter l'agir de prise de décision dans les différents domaines d'interactions sociales. Ainsi s'organise la communication dans les médias de masse. L'envisager ainsi laisse transparaître son caractère intimement associé à l'individu et par extension, au domaine du social. En rapport avec les systèmes sociaux, la communication organisée agit tel un dispositif de *mise en relation* d'éléments d'un *état du social* à l'instant d'un moment émergeant. Elle détermine l'état observé d'*être en relation*. Ce mode d'appréhension de la communication est complémentaire à celui du domaine de la démocratie s'il est approché en tant que système de mise en équilibre d'un *état du social*.

L'idée de *collectif* repose sur un état d'*être en relation* et comme les médias traditionnels, les médias sociaux agissent en tant que dispositifs de *mise en relation*. Il est alors pertinent de se demander si la réalité du monde produite par les médias sociaux est construite sur les mêmes bases systémiques que celles permettant la construction de la réalité produite par les médias traditionnels. Et comme les médias sociaux s'inscrivent parfaitement dans la définition des médias de masse proposée par Luhmann, il est aussi pertinent de questionner ils peuvent y être intégrés.

Les médias de masse et particulièrement ceux associés au domaine de l'information choisissent les termes de ce qui constitue le réel, de son explication, de sa documentation et de sa contextualisation. Le code est sémantiquement déterminé dans la direction du sens par lequel une chose perçue ou ressentie est une réduction de la complexité devenue information. Avec les médias sociaux, nous assistons à la mise en place d'une interprétation élargie du code *information / non information*. Les termes restreints de la communication, choisis et gérés par les institutions médiatiques en fonction du code, sont réinterprétés vers un *tout* communicable sur la base d'une distinction indiquant une *préférence* à teneur d'*information*. Ce qui a traditionnellement valeur d'information comme référence *externe* se transpose peu à

peu en ce qui a valeur d'information comme référence interne, beaucoup plus associée aux dimensions de *préférence* de l'individu présent dans le social que de social réduit sur la base de thèmes intégrant l'individu.

Les médias sociaux réduisent la complexité en produisant des réalités sur la base d'information se subdivisant en distinction comme celle du *j'aime / j'aime pas*, une préférence agissant sur la constitution de *collectifs* par la mise en relation et pouvant aisément dévier par couplage au système politique vers une polarisation politique opérant sur la base de la distinction *pour / contre*, elle-même susceptible de se transformer en processus à valeur quasi référendaire. La réalité produite par les médias sociaux s'apparente beaucoup plus à la dimension de divertissement développée par Luhmann (2012b) comme fonction intégrée aux médias de masse, ce qui n'est pas sans conséquence sur les caractères de l'information intégrant la non information associée à l'actualité sur la base temporelle de la nouveauté. Par l'agir de *mise en relation*, les médias sociaux induisent un *état d'être en relation* comme résultat de communication entre *collectifs capables* d'unité systémique par la singularité identitaire qui leur est propre.

La technologie permettant désormais aux individus de s'approprier la production et la diffusion de la représentation du monde transforme la fonction dominante du système social médiatique en élargissant sa responsabilité fonctionnelle. La frontière se dissout entre journalistes producteurs d'information et individus devenus influenceurs par l'élargissement de la diffusion d'opinions. Les individus restituent, transmettent et communiquent leur propre expérience du monde. Ils surmontent les déformations imposées du monde extérieur et présentent ce qui n'est pas présenté. En ce qui concerne l'actualité, les répondants aux recherches du Digital News Report de 2023 affirment accorder plus d'attention aux célébrités, aux influenceurs et aux personnalités des médias sociaux qu'aux journalistes sur les réseaux comme TikTok, Instagram et



Snapchat, ce qui contraste fortement avec Facebook et Twitter, où les médias d'information et les journalistes sont toujours au centre des rapports avec les auditoires. L'observation de second ordre observe ces individus influenceurs qui observent l'observation de la communication médiatique afin de générer leur propre expression de la réalité du monde.

L'assimilation des médias sociaux aux médias de masse pose la question de l'actualisation du code de distinction *information / non information* déterminé par Luhmann. Doit-il être généralisé au point qu'il soit commun à tous les médias s'inscrivant dans le système des médias de masse? La distinction devra alors inclure les médias sociaux associés à la production d'*information* en tant que réalité non consensuelle. Ou alors, chaque système étant organisé sur la base d'une différence qui leur est spécifique, faut-il appréhender la singularité des médias de masse en tant que système global associé à une pluralité de systèmes médiatiques distincts dont les médias sociaux, chacun étant dépositaires de leur propre distinction et donc, de leur propre code. La problématique est alors d'interroger la spécificité de la distinction permettant d'indiquer l'unité des médias sociaux en tant que système doté de ses propres paramètres.

En résumé, l'état d'*être en relation* par l'entremise des médias sociaux peut ainsi s'appréhender en tant que forme des médias de masse, à la manière de la démocratie appréhendée par Luhmann en tant que forme du politique ou, de manière plus radicale, comme système social fonctionnellement différencié s'observant unitairement selon ses propres paramètres. Il peut aussi s'appréhender en tant qu'ouverture à l'actualisation de l'idée d'*espace public*<sup>265</sup> et des critères de rationalité qui en assurent la structure par un processus de rationalisation garantissant la légitimité politique. Il est

---

<sup>265</sup> En référence au premier livre de Jurgens Habermas, *Strukturwandel der bürgerlichen Öffentlichkeit*, Suhrkamp, 1962, (L'espace public, Payot, 1994) et à sa pensée globale à ce sujet.

désormais apparent que l'idée d'échange intersubjectif se produisant dans un contexte d'élargissement spatial et de rétrécissement temporel ne puisse plus être distinctivement public et espace exclusivement réservé aux médias de masse traditionnels. Le numérique et les médias sociaux estompent la distinction entre l'espace public et l'espace privé au point de les transformer en espace hybride d'*être en relation* par lequel la communication déjoue tous les critères de rationalité précédemment énoncés. L'agir de mise en relation propre aux médias sociaux est sans filtre quant à sa réalité extraite de la réalité. Il est conflictuel à celui des médias traditionnels qui ne peuvent exister systématiquement que par les filtres d'invisibilisation de leur paradoxe que sont la déontologie, l'éthique ou les diverses politiques éditoriales. Du point de vue systémique, la seule réaction possible est l'intégration de la source d'irritation. Le conflit généré par le refus de la réalité médiatique traditionnelle provoque l'émergence de réalités distinctes issues de médias sociaux caractérisés par des espaces occupés par des *collectifs* restreints *capables d'être* unitairement par leur communauté d'esprit. Au regard de l'observation de second ordre, ces espaces hybrides issus du privé sont transitoirement publics jusqu'à ce qu'ils le soient définitivement en imposant des filtres d'invisibilisation.

L'approche et les concepts de Niklas Luhmann ouvrent cette perspective d'examen de l'idée d'espace public au regard de sa contribution fonctionnelle à l'ordre social et face aux liens qui l'unissent à la démocratie et à la communication. Les médias de masse associés aux médias sociaux s'observent en revoyant la distinction initiale qui les caractérise et par conséquent, les paramètres de leur unité systémique. Tel n'était cependant pas le propos de notre recherche.

## CHAPITRE 6 UN COROLLAIRE

### *Demokratie weil Kommunikation,*<sup>266</sup> **ou l'intime conjonction**

*« Ce que nous savons sur notre société, sur le monde dans lequel nous vivons, nous le savons par les médias de masse. (...) D'un autre côté, nous savons tellement de choses au sujet d'eux que nous ne pouvons pas avoir confiance en une telle source. Notre façon de traiter cette situation est de soupçonner qu'il y a de la manipulation à l'œuvre, et pourtant aucune conséquence ne s'ensuit parce que le savoir acquis fusionne comme de lui-même en une structure auto-renforcée. Même si tout savoir devait porter un avertissement qu'il est sujet au doute, il devrait malgré tout servir de fondement, de point de départ. (...) Ce à quoi nous avons affaire est un effet de la différenciation fonctionnelle des sociétés modernes. »*

Luhmann (2000a, p. 1)<sup>267</sup>

« La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons, et quels rapports peut-elle entretenir avec la communication ? » nous sommes-nous demandé au départ de ce travail. L'une et l'autre questions sont complémentaires, la première posant la question du temps, alors que la seconde pose la question de la relation au temps, les deux se conjuguant de multiples façons, ce que laisse voir notre parcours.

La question du temps se pose parce que la confiance implique l'expérience du passé sur laquelle repose la responsabilité de l'action ou de l'inaction comme événement du présent faisant face au vécu d'incertitude. La confiance se vit au présent. Interroger la confiance est un questionnement politique du temps parce qu'il s'intéresse au vécu

---

<sup>266</sup> « La démocratie parce que la communication »

<sup>267</sup> Traduction libre

d'attente de l'idéal d'une démocratie dans son caractère de *collectif capable*, tel qu'établi au chapitre 3, le *collectif* tirant sa singularité unitaire de la relation qu'entretiennent au présent les éléments qui le constituent. Dans le contexte de notre travail, la confiance est l'événement au présent d'un *collectif* unitaire qui se fonde sur le passé récursif de sa communication afin d'anticiper l'incertitude de son futur.

La question de la relation au temps se pose tout autant parce que dans la perspective de Niklas Luhmann, le présent est celui de la communication en tant que moment émergeant et qui, sous la réserve de sa reconnaissance et de son acceptation, induit toute action d'un *collectif*. C'est un questionnement relationnel du temps et donc communicationnel car selon la sémantique établie au chapitre 4, la communication est *l'état d'être en relation*, ce qui implique nécessairement l'idée de *collectif*. Par *l'état d'être en relation*, la communication répond à l'idée de *collectif* questionnant l'esprit politique au sens du temps et de sa relation au temps.

La démocratie et la communication partagent au présent une intime conjonction. *Le politique* et *la politique* associent simultanément la relation et l'espace qu'elle occupe dans l'instantanéité du *collectif* observé au présent. De la démocratie et de la communication émerge le caractère de vie politique parce qu'elles s'inscrivent dans l'ordre des rapports d'*être en relation* que la communication induit en occupant l'espace relationnel par l'agir de *mise en relation*, là où la vie politique prend naissance, « *dans l'espace-qui-est-entre-les-hommes (...) l'espace intermédiaire où elle se constitue en relation* » (Arendt, 1995, pp. 42-43). « *La démocratie parce que la communication* » s'appréhende en tant qu'expression de la vie politique. Elle est le corolaire qui découle des premiers et seconds questionnements.

Aux fondements de la théorie de la société de Niklas Luhmann se trouve l'idée que toute communication peut ou ne peut pas être reconnue. Acceptée ou refusée, la

communication est le point de départ de l'examen de l'évolution sociale, permettant d'en discerner les formes de différenciation. « *La pensée traditionnelle a toujours cherché à comprendre un concept dans sa vérité alors que son contenu ou sa structure ne sont d'aucune utilité, seules les fonctions qu'il doit assumer étant à considérer* » explique Luhmann dès les premières pages de *Soziolische Aufklärung* (1967) et pour qui la société ne peut se concevoir que comme le résultat d'une dynamique évolutive qui entraîne la différenciation fonctionnelle.

L'écriture est une symbolisation résultant de la différenciation entre les sons et le sens de la tradition orale. Elle permet d'appréhender l'incertitude de la complexité par le traitement des combinaisons de syllabes et de sens. Le passage de l'écriture à l'imprimerie s'explique en tant que changement structurel. Il permet l'émergence de systèmes sociaux fonctionnels qui à leur tour permettent d'appréhender la complexité par le traitement du sens de la communication qui leur est associée (Luhmann, 2012).

La compréhension de l'évolution repose sur l'idée de systèmes opérationnellement fermés, observant la réalité sur la base d'une distinction. La conception luhmannienne de l'observation est qu'elle ne peut advenir sans au préalable déterminer une distinction capable de produire une différence désignée – *les deux facettes d'une même pièce* - et indiquée – *le choix de l'une ou l'autre des facettes* - dans l'opération cognitive du système observateur. L'évolution sociale est le résultat du cumul des observations consistant chacune à reproduire temporellement la différence et l'indication à travers les formes de la communication produites par les systèmes sociaux, ce qu'observe la conscience produite par les systèmes psychiques.

Or, l'idée d'une société qui accroît sa complexité est celle d'une société qui, en multipliant les opérations d'observation, accroît les possibilités combinatoires d'événements simultanés de communication relevant de plusieurs systèmes sociaux.

La démocratie et la communication dans sa dimension médiatique sont généralement définis en référence à des valeurs inscrites dans leurs idéaux. L'approche Luhmannienne réfutant cette conception du social, les observations que nous formulons à propos de ces objets ne sont restreintes qu'à la fonction de ces valeurs. L'idée fonctionnelle de démocratie cherche à réduire la complexité politique alors que celle relative aux médias sociaux entraîne la réduction de la complexité médiatique. L'observation de chacun met en lumière la haute complexité qui, par le déficit de confiance, entraîne l'incertitude des attentes à leur égard. Le questionnement de l'interaction stable et récursive entre la démocratie et la dimension médiatique de la communication en tant que systèmes capables de transformer réciproquement leurs structures pour être sensibles aux événements de leurs environnements respectifs, montre que ces domaines établissent de multiples rapports de proximité. Tous deux s'appréhendent comme des systèmes sociaux clos ne pouvant opérer que de manière auto-référencielle et dont la capacité de régénération de leurs éléments, nous dirons leur *autopoïèse*, fonctionne et perdure sans contacts cognitifs avec l'environnement. De la proximité de l'un et de l'autre émerge l'obligation de leur couplage structurel et de leur dynamique d'interaction à la fois stable et récursive qui oblige chacun à l'ajustement réciproque de leurs structures (chapitre 6.1).

Sur les plans synchronique et diachronique, les domaines de la démocratie et de la communication partagent des traits communs. Leurs genèses sémantiques sont contiguës. Les origines néologiques des mots « démocratie » et « communication » sont simultanées et chacun est associé à la pensée politique (chapitre 6.2).

L'action de communiquer amène l'état de communication permettant la démocratie et si l'idée de démocratie est issue de l'idée de collectif elle-même issue de la communication, alors « *la démocratie parce que la communication* ». Conjugués au présent, les systèmes livrent une représentation en *épochè* de leur réalité (chapitre 6.3).

## **6.1 Le couplage de la démocratie et de la communication**

La démocratie et la communication se conjuguent l'un à l'autre. Dans la perspective systémique, c'est une conjonction qui se caractérise par des rapports de couplage induits à la fois par un constat commun de mise à mal exprimé par le déficit de confiance à leur égard et par des relations d'interpénétration systémique associées à la notion très luhmannienne de couplage structurel, chacun des systèmes s'irritant l'un l'autre et réagissant structurellement afin de traiter ces irritations.

### **6.1.1 Des signes diagnostiques communs**

Nous avons documenté dès le premier chapitre la mise à mal à laquelle la démocratie et la communication dans sa dimension médiatique font face. Déficit de confiance envers les institutions, chute de participation aux scrutins et désaffections médiatiques entraînent inévitablement une perte de pertinence des produits, voire une délégitimation.

La déconnexion des citoyens s'accroît depuis plusieurs années et tous les processus électoraux sont affectés. Depuis plusieurs dizaines d'années, la participation aux élections canadiennes a chuté de manière continue et les élections au Québec suivent une même tendance à la baisse. Le constat est pire sur le plan des élections municipales pour lesquelles les taux de participation sont bien inférieurs à ceux observés au niveau fédéral et provincial. Cette baisse de participation est particulièrement marquée chez les jeunes qui ne votent pas en aussi grand nombre que leurs aînés lorsqu'ils avaient le même âge.

Une désaffection croissante frappe les médias d'information traditionnels, qu'ils soient écrits ou électroniques. Les habitudes de lectorat et d'écoute se transforment

quantitativement et, bien que globalement ils ne soient pas vraiment en baisse significative, ils se voient néanmoins réaffectés vers des accès ou des contenus médiatiques alternatifs. Tous médias confondus, l'offre de contenus d'information n'a jamais été aussi élevée et variée et bien que la consommation médiatique totale d'informations soit croissante, elle est en sérieux déclin pour les médias traditionnels. Simultanément, elle est en hausse marquée pour les médias alternatifs. Comme pour la démocratie, cette mutation de la consommation des informations médiatiques est caractérisée par les aspects générationnels. L'usage des médias traditionnels augmente avec l'âge alors que celui des médias alternatifs est propre aux plus jeunes générations.

Tant pour les institutions de la démocratie que pour celles des médias d'information, c'est la confiance à leur égard qui est en cause. Elle est en baisse et les taux suivent la même tendance que la décroissance des taux de participation. La confiance, malgré les grandes difficultés que présente sa nature abstraite et son analyse empirique, est fortement corrélée à la perception de compétence des institutions. Elle est fondée sur l'expérience des comportements passés associés à la performance et à l'éthique. Les institutions de la démocratie et des médias d'information ne sont pas perçues comme compétentes et la perception générale mesurée de leur utilité est faible. La qualité de l'information qu'elles produisent, leurs communications et leur transparence agissent comme déterminants majeurs de la confiance à leur égard.

Les signes diagnostiques sont communs à chacune des institutions. Le déficit de confiance, de participation, de pertinence et donc, de légitimité est bien réel à l'égard de la gouvernance et des médias de masse traditionnels. Pour chacun d'eux et un peu partout dans le monde, la tendance à la chute débute vers la fin des années soixante et se poursuit tout au cours des décennies suivantes. Un constat qui suggère une forte interdépendance entre les deux domaines, soit sur la base d'une source ou de facteurs communs d'irritation ou soit sur la base de facteurs de fragilité similaires.



### 6.1.2 Des relations d'interpénétration systémique

Afin d'expliquer la relation qu'entretiennent entre eux des systèmes déterminés par leurs opérations et leurs structure internes, Niklas Luhmann a élaboré les concepts d'interpénétration (*Interpenetration*) et de couplage structurel (*Strukturelle Kopplung*). Il définit l'idée de couplage en expliquant que « *le terme décrit les dépendances mutuelles du système et de l'environnement qu'un observateur peut voir s'il se base sur la distinction entre système et environnement, l'observateur pouvant aussi être le système lui-même s'il est capable de s'auto-observer en faisant la distinction entre système et environnement* » (Luhmann, 1989a, p.144).<sup>268</sup> En s'auto-observant, le politique se distingue de son environnement en ce qu'il est *gouvernement* et les médias de masse en ce qu'ils sont producteurs de la *réalité d'information*. Hors de ce qu'ils sont unitairement lorsqu'ils s'observent, il est nécessaire de porter intérêt aux périphéries et canaux qu'entretiennent entre eux les systèmes en passant d'une compréhension du fonctionnalisme distinctif de ce qu'ils sont unitairement vers le fonctionnalisme des réseaux qu'ils constituent.

Bien que régulé intérieurement par son autopoïèse, un système dispose de frontières fluides, opérationnellement fermées vis-à-vis de sa reproduction et cognitivement ouvertes vis-à-vis de son autocorrection. Le caractère autopoïétique relève d'un concept souple qui associe à des degrés variables les capacités d'ouverture et de fermeture d'un système. Ainsi, au regard de l'observation, peut-il à la fois se modifier en réaction à des irritations de son environnement tout en sauvegardant son identité malgré les changements opérés.

Parce qu'il est *gouvernement*, le système politique s'ajuste à son environnement qui est *opposition* par la modulation sémantique des sources d'irritation. Le politique s'ajuste

---

<sup>268</sup> Traduction libre

à la réalité médiatique ou à la science en les intégrant à son discours. Un système exclusivement fermé et incapable de réagir aux irritations ne peut procéder aux ajustements nécessaires à sa survie. Un système politique fermé sur lui-même sans ajustements aux récriminations externes « *qu'une décision politique ne considère pas la réalité reflétée par les médias ou ne repose pas sur la science* » ne peut se diriger que vers une perte de confiance et induire la méfiance à son encontre. À l'opposé, un système exclusivement ouvert et incapable de défendre son identité distinctive est dominé par son environnement. Le système politique assiégé de récriminations extérieures ou de « *réalités contradictoires diffusées par les médias de masse* » est incapable d'assurer sa fonction de prise de décisions collectives et contraignantes sans faire face à une perte de légitimité. Il ne peut que se dégrader sur le plan de son unité et laisser place à la défiance se manifestant par exemple dans l'exercice de la prise de décisions guidées par des parties prenantes ou des intérêts particuliers, le système politique *gouvernant* s'estompant peu à peu au profit d'une gouvernance alternative.

Dans cette perspective, les caractères d'ouverture et de fermeture d'un système ne doivent pas être considérés de manière dichotomique mais comme les extrêmes d'un continuum d'ajustements réactifs aux influences de l'environnement. Les soupapes d'ouverture et de fermeture sont en constant mode d'actualisation de leurs niveaux entre les extrêmes. Le système politique défend son identité et ses frontières en déterminant la mesure d'acceptation ou de refus de ce qu'il considère politiquement pertinent en provenance d'autres systèmes.

L'imposition d'une décision politique au nom d'une conception majoritairement contestée est typique d'une complète fermeture du système sur soi et relève alors de l'autoritarisme idéologique. Ainsi en est-il de certaines décisions politiques imposées au nom d'une conception du bien commun difficilement partagée, ce qui est souvent le cas dans le contexte des problématiques écologiques ou associées aux changements

climatiques. Au contraire, l'exonération décisionnelle au nom de la participation collective directe des acteurs sociaux est typique d'une pleine ouverture et relève alors de l'égalitarisme anémique. Le système politique est entraîné par une série de décisions n'ayant plus le caractère collectif et contraignant. Les décisions se remettent en question et sont incohérentes les unes par rapport aux autres. Les collectifs impliqués ont l'impression d'être pris dans un cycle interminable de tergiversations sans qu'aucune décision cohérente ne soit jamais prise.

Les attitudes de complète ouverture ou fermeture entraînent inévitablement des conséquences sur ce que sont les systèmes. Un système fonctionnellement différencié totalement aveugle ou totalement clairvoyant aux autres systèmes agissant sur l'environnement est destiné à disparaître. Le repli sur soi entraîne l'impossibilité de se reproduire en cohérence avec la société dans laquelle il s'inscrit alors que le plein épanchement ouvre toute grande la porte à son absorption. Dans le contexte du système social, le fonctionnalisme distinctif d'un système doit se comprendre dans sa complémentarité au fonctionnalisme de réseaux qu'il entretient avec les autres systèmes de l'environnement social. C'est alors que nous parlons de la notion de couplage qu'entretiennent les systèmes sociaux entre eux, chacun rendant sa complexité disponible aux opérations internes des autres.

« *Ce sont les thèmes de la communication qui garantissent que les médias de masse, malgré leur clôture opérationnelle (...) ne se coupent pas de la société* » écrit Luhmann (2012b, p. 23). Le système des médias de masse ne peut plus être pensé hors des autres systèmes de la société. Les politiques publiques par exemple s'inscrivent dans le couplage du politique avec les autres systèmes, le discours de ce qui en constitue l'objet se construisant sur la sémantique propre à chacun des autres systèmes. Ainsi sont-elles « *fondées sur la science* » ou « *répondent à des impératifs économiques* » sans oublier qu'elles sont souvent un reflet de « *la pression de la réalité diffusée par les médias de*

*masse* ». La communication produite par un système est utilisée pour poursuivre la communication sur la base de sa reconnaissance et de son acceptation comme communication indépendamment de son contenu ou des intentions produites par la conscience des participants. C'est la compréhension et l'acceptation d'une décision politique comme communication qui entraîne sa reproduction communicative et le maintien du système. Une décision peut ou ne peut pas être acceptée sur le plan de son contenu pour autant qu'elle en demeure une communication comprise et acceptée comme communication provoquant d'autres communications générées dans le réseau des systèmes. Ce que sont les systèmes ne peut résulter que de la reproduction de leurs opérations de communications plus ou moins pertinentes à ce qu'ils sont unitairement.

Le politique et les médias de masse interfèrent réciproquement en ajustant leurs opérations de communications aux irritations de leur environnement. La recherche en communication politique a décrit de nombreuses formes d'interactions entre le politique et les médias comme le *media priming*, l'*agenda setting*, le *framing*, l'*embedding* ou le *spinning*. Dans la perspective de la systémique fonctionnaliste, bien que les acteurs au cœur de ces pratiques soient animés de leurs propres intentions individuelles d'influence, ces intentions ne déterminent pas pour autant la valeur politique ou médiatique de l'influence ni même les conséquences de ces actions. Celles-ci sont déterminées par la reproduction communicative de l'action, lorsque que l'observation comprend qu'un tiers agit et comment il agit. Un système social ne peut résulter d'intentions individuelles mais de la reproduction de sa communication et donc du système lui-même qui se reproduit, son évolution étant le résultat observé d'une chaîne sémantique.

L'*événement de communication*, l'*instant émergent observé*, révèle simultanément les opérations des différents systèmes et fait naître l'*interpénétration* doublée d'un *couplage structurel* constitué d'un niveau significatif de congruence des opérations de

chacun. Pour reprendre le langage de Luhmann, bien que la communication ne puisse observer les opérations de conscience même si la conscience est toujours impliquée dans la communication, l'expérience observée et la conscience de l'observation sont en correspondance parfaite, ce qui est caractéristique de l'observation de second ordre.

## 6.2 Synchronie et diachronie des domaines

La conjonction des domaines de la démocratie et de la communication ne se caractérise pas uniquement par le couplage qu'offre la systémique fonctionnaliste les associant en tant que concepts érigés en systèmes qui évoluent dans l'espace et le temps. Ils sont unis par des traits synchroniques et diachroniques communs. Ces traits trouvent leurs origines dans le lointain passé de l'Antiquité et s'étendent jusqu'à la modernité. Ils révèlent une genèse sémantique contiguë fondée sur leur caractère fonctionnel, une communauté d'origine néologique de langue française et une sémantique dérivée de la pensée politique.

### 6.2.1 Des genèses sémantiques contiguës

Le « *dèmos* » de l'Antiquité est l'élément constitutif d'un *collectif*. C'est le « *kratos* » qui le rend *capable*, non pas d'exercice du pouvoir, mais d'assomption de responsabilité fonctionnelle à ce qui le définit comme collectif, les collectifs pouvant être à la fois multiples et différents.<sup>269</sup> Dans le contexte de la Grèce antique dite « de la démocratie », le *collectif capable* est le « *dèmos-kratos* », habilité de la responsabilité d'exercice du scrutin, alors que *l'assemblée citoyenne* constituée d'individus

---

<sup>269</sup> Les historiens spécialistes de l'antiquité grecque s'accordent sur la notion de *dèmos* désignant le statut de citoyenneté attribué à des individus de profils et de responsabilités multiples, constituant une variété de collectifs de citoyens habilités à une variété de responsabilités. Voir à ce sujet la figure 37.

déterminés par la gouvernance est habilitée de la responsabilité d'attribution de la légitimité des décisions collectives et contraignantes. Le « *dèmos-kratos* » et *l'assemblée citoyenne* se définissent chacun par l'idée de *collectif capable*, l'un n'étant pas plus empreint de pouvoir que l'autre.

Le « *com* » en usage dans le grec et le latin anciens évoque la notion plurielle du « *plus qu'un* » et exprime l'idée de *collectif*. Le « *munis* » du latin archaïque qui lui est associé y ajoute le caractère de réciprocité. Le « *com-munis* » qui en est dérivé exprime ainsi l'idée de participation conjointe, de communauté d'échanges et donc, d'*état d'être en relation* en tant que caractère du *collectif capable* d'être unitaire dans son assomption de responsabilité réciproque. Démocratie, collectif, capacité d'unité, être en relation, communication, se disposent les uns à la suite des autres tel un axe syntagmatique qui, ignorant la valeur de chacun, se constitue unitairement en signifiant. Le « *dèmos-kratos* » est « *com-munis* ». Dans cet esprit, la démocratie est une pluralité de *collectifs capables* d'unité par l'assomption de responsabilités évoquant la réciprocité, chacun relevant du politique sans être exclusivement *le* politique. Par sa genèse sémantique, l'idée de démocratie s'associe à la notion de *collectif capable* empreint d'un pouvoir de décision politique et de légitimation. Mais le sens politique pose problème, l'extrême malléabilité du mot autorisant diverses interprétations se regroupant selon qu'elles soient fondées sur des dimensions de structures ou des dimensions de fonctions.

Dans sa dimension structurelle, le concept de démocratie s'associe à l'État tant par ses institutions que sont les gouvernements ou les organisations de gouvernance que par sa pratique qui s'exprime en différents types de régimes d'exercice, la composition des collectifs s'y inscrivant pour chacun pouvant varier dans l'espace et dans le temps. La démocratie de la Grèce de l'antiquité est principalement décrite par sa dimension structurelle régissant la « *polis* ». Avec les Lumières, l'État s'articule structurellement

afin d'agir en tant que dispositif de conversion de l'action sociale en action politique fondé sur la raison. La démocratie s'y caractérise par la transcendance de l'universalité et de l'abstraction de l'individu dans la représentativité dont « *l'État, le Parlement représentent non pas la société concrète, fragmentée et divisée, mais l'unité abstraite des citoyens* » (Thuot, 1994, p. 83). Par sa dimension structurelle, la société s'organise en État que caractérise l'idée de démocratie dans toute sa multitude de formes.

Dans sa dimension fonctionnelle, la transcendance de l'universalité et de l'abstraction de l'individu par les institutions et les pratiques est évacuée au profit d'une prise en compte de la multitude des intérêts, des valeurs, des principes et du potentiel conflictuel que cette disparité peut générer. C'est le *collectif* comme ensemble d'individus et leur *capabilité* comme pouvoir unitaire déterminant de leur cadre d'existence qui caractérise la sémantique du concept de démocratie. Cette dimension fonctionnelle assure des « *opérations d'alignement des manières de percevoir, d'agir et de juger hétérogènes, d'articulation du vivre ensemble dans des représentations de la collectivité* » (Cefaï, 2001. P. 99). Par la dimension fonctionnelle, la société s'organise en un *équilibre des différences* que caractérise l'idée de démocratie dans toute sa multitude de formes. Le collectif y tire sa capabilité dans son pouvoir d'être au-delà des disparités, ce qui apporte à l'idée de démocratie le caractère fonctionnel de maintien de l'équilibre social par la légitimité des « agir » qui en émergent.

La sémantique entourant l'idée de démocratie est son essence d'être dans l'unité par sa fonction d'établir un état de société. Jacques Rancière (1995, p. 137) souligne que « *la sagesse démocratique ne serait pas tant l'attention scrupuleuse à des institutions assurant le pouvoir du peuple par les institutions représentatives que l'adéquation des formes d'exercices du politique au mode d'être d'une société, aux forces qui la meuvent, aux besoins, intérêts et désirs entrecroisés qui la tissent* », l'appréhension de la démocratie se réduisant ainsi à un certain état des relations sociales.

L'idée de communication, elle aussi à travers la genèse de sa sémantique, trouve ses origines dans les notions de *collectif* ou d'*ensemble*, ce qui propose un aspect relationnel de mise en commun où domine la notion de relations humaines implicite à la constitution du tissu social et des sociétés. L'idée de communication s'appréhende dans sa dimension structurelle associée aux institutions, aux pratiques, aux outils et aux moyens d'action relationnelle alors que dans sa dimension fonctionnelle, l'idée est associée à la transmission, au partage ou à l'échange.

De l'idée de communication émerge un caractère constant de dynamique de *mise en relation*, la communication étant appréhendée non par ses structures qui se modifient au rythme des contextes changeants de temps et d'espace mais par sa fonction d'instituer des relations sociales ou un *état d'être en relation*. Luhmann (1981, p. 136) souligne que « *sans communication, il n'est pas de relations, voire de vie humaine. D'où l'impossibilité, pour une théorie de la communication, de se limiter à l'étude de certains aspects de la vie sociale. Elle ne saurait se borner à l'analyse d'un certain nombre de techniques de communication, même si, dans la société d'aujourd'hui, ces techniques et leurs incidences, en raison de leur nouveauté, retiennent particulièrement l'attention* ».

La genèse et l'évolution de ses origines sémantique proposent que l'idée de communication soit une fonction de *mise en relation* alors que l'idée de démocratie soit une fonction d'équilibre de l'*être en relation*, un équilibre des forces qui s'opposent nécessaire à l'évitement des rapports relationnels conflictuels par l'imposition des conditions aux désaccords. Chacune de ses fonctions sont contiguës l'une à l'autre par leur caractère fonctionnel et relationnel à la fois rapproché et complémentaire. Les idées de démocratie et de communication se proposent comme sources substantives d'un état du social ou du *vivre ensemble*, chacune ne faisant sens que dans la cohérence d'un ordre social qui s'affirme dans la simultanéité d'origine néologique.



## 6.2.2 La simultanéité des origines néologiques

La déconstruction étymologique montre que les mots *démocratie* et *communication* ont une origine associée à la combinaison binaire de notions, celle de « *dèmos* » et de « *kratos* » en grec ancien pour le mot *démocratie* et celle de « *cum* » et de « *munis* » en latin classique pour le mot *communication*, chacun n'étant défini au fil du temps qu'avec une sémantique très large faisant usage de nombreuses périphrases parfois complémentaires et parfois contradictoires (voir les figures 35 et 38). Les mots *démocratie* et *communication* font face à l'impossibilité consensuelle quant à la détermination de leur singularité respective et ce, malgré la simultanéité de leurs origines néologiques.

En français, les premières occurrences qui ont été trouvées sont celles relatives aux mots « *démocracie* » et « *communicacion* ». Elles remontent à la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle et sont attribuées au philosophe théologien et traducteur de langue latine Maistre Nicole Oresme dans le contexte de son travail de traduction des œuvres d'Aristote vers le français vernaculaire. Pour chacun des mots, Oresme construit un néologisme articulé par translittération d'un radical avec les suffixes nominaux « *cie* », dont le signifié est une qualité, une propriété ou une fonction et « *cion* », dont le signifié est une action ou le résultat d'une action. Pour le mot *communicacion*, la translittération est tirée du latin alors que pour le mot *démocracie*, la translittération est tirée du grec.<sup>270</sup> L'apparition de ces mots dans la langue française vernaculaire médiévale est une néosémie, un glissement sémantique motivé par une intention, celle d'effectuer une « translation », un glissement du sens original tel qu'interprété par le traducteur. Maistre Nicole Oresme s'en explique pleinement dans son *prologue du translateur*, texte saisi en 1940

---

<sup>270</sup> Verbeke (1989) analyse l'esprit critique et la méthode du traducteur Guillaume de Moerbeke, à qui sont attribuées les traductions du grec au latin des œuvres d'Aristote, relevant les difficultés affrontées par le traducteur pour qui la culture et la civilisation grecques sont très différentes du monde médiéval.

d'après la première édition de sa traduction *Les Ethiques en françois*, Paris, A. Vérard, 1488 (Menut, 1940, p. 100) <sup>271</sup> :

*« Et neentmoins les livres d'Aristote, et par especial Ethiques et Politiques, ne peuvent pas avoir esté estre proprement de grec translats en latin, si comme il appert par ce que encore y sont pluseurs mos grecs qui ne ont pas mos qui leur soient correspondens en latin Et comme il soit ainsi que latin est a present plus parfait et plus habondant langage que françois, par plus forte raison l'en ne pourroit translater proprement tout latin en françois. »*

Oresme (1488, second alinéa du prologue)

Que les premières occurrences constatées du mot « *démocracie* » et du mot « *communicacion* » soient construites avec les suffixes nominaux « *cie* » et « *cion* » s'explique par la volonté du traducteur de prendre ses distances face à la langue latine. Elle souhaite répondre à la volonté du Roi Charles V et de sa cour d'avancer « *sur la voie d'une progressive laïcisation du haut savoir (...) car leur connaissance du latin n'est pas aussi parfaite que celle des membres de l'Église* » (Barale, 2013, p. 3). Renée Balibar (1995, p. 13) va plus loin en affirmant que ce souhait de laïcisation relève de ce qu'elle qualifie de colinguisme et décrit comme « *... l'association officielle de certaines langues écrites destinées à assurer l'identité, la légitimité et le fonctionnement des communautés* ». Il est alors tout naturel pour Maître Nicole Oresme de modifier l'orthographe des suffixes par l'usage du « *c* » en lieu et place du « *t* ». Pour situer la graphie de ces néologismes dans le contexte où ils ont pris corps, il faut savoir qu'Oresme a « *appris à lire et écrire dans le latin classique européen, il pensait et parlait en latin, dans une langue qui véhiculait l'héritage culturel du grec (...) parlait aussi, écrivait et pensait selon tous les registres de la langue française que sa formation latine le rendait capable de distinguer* » (Balibar, 1998, p. 16). De ce fait, le traducteur connaît le sens religieux accordé au mot latin « *communicatio* ». L'esprit

---

<sup>271</sup> Selon les notes énonçant les principes d'édition suivis pour cette transcription de 1940, l'orthographe a été respectée mais, en se rapportant à l'original de 1488, le texte a subi certaines adaptations d'usage de la révision moderne décrites à la note 26 de la page 100.

religieux du mot tire provient de son association à « *communio* », un mot qui exprime une pratique spécifiquement ecclésiastique, ce qui est susceptible de pousser le traducteur à modifier la graphie afin d'accentuer la distance avec le latin. De ce fait, Oresme exerce une volonté de différenciation d'une langue afin d'assurer la mise en valeur d'une autre.

L'orthographe des mots *démocratie* et *communication* dans leur forme de terminaison définitive faisant usage du suffixe d'origine latine n'est pas précisément datée par la lexicologie. Cependant, certains indices comme les dictionnaires publiés au début du XV<sup>ième</sup> siècle laissent présumer que ces néologismes ont acquis leur graphie définitive tirée du latin un peu plus d'une centaine d'années après leur création par Maître Nicole Oresme. Les dénominatifs respectifs de *démocratie* et de *communication* sont ainsi issus à la fin de l'époque médiévale d'une communauté et d'une simultanéité d'origines néologiques dont la volonté d'affirmation de la langue française vernaculaire est la source. Mais ils tirent tous deux leurs sources sémantiques médiévales d'une communauté de pensée politique propre à cette époque.

### **6.2.3 L'association partagée à la pensée politique**

L'association des nominatifs *démocratie* et *communication* révèle une genèse sémantique contiguë caractérisée par la complémentarité de leurs dimensions fonctionnelles respectives ainsi que par une communauté néologique pour laquelle une même origine parentale leur est attribuée. À ces traits s'ajoute une association sémantique à la pensée politique de la fin du XIV<sup>ième</sup> siècle s'inscrivant dans le contexte de la traduction des œuvres d'Aristote du latin au français vernaculaire. Dans leur horizon politique, les translations de Maître Nicole Oresme doivent se comprendre par la volonté d'une époque d'imposer une distance entre le monarque souverain et l'Église. Cette distance est établie tant par les mouvements de laïcisation s'éloignant

du caractère d'usage formel et légaliste du latin de l'époque que par la recherche d'un statut d'autonomie de l'État monarchique (Krynen, 1993). Dans ce contexte menant vers la sécularisation, la traduction du latin au français vernaculaire s'interprète comme l'appropriation des instruments de la religion que sont la langue et la symbolique par le pouvoir politique de l'État monarchique, un mouvement d'appropriation qui s'assimile à une sortie du religieux (Gauchet, 1985).

En cette fin de XIV<sup>ième</sup> siècle, l'organisation de l'État et des modes de gouvernance sont en voie d'être revus à la lumière d'ouvrages et documents gréco-latins qui diffusent les conceptions politiques antiques et dans ces circonstances, Oresme se révèle être « *une sorte de technicien de la vulgarisation, en langue française, des idées politiques et sociales d'Aristote* » (Brucker, 2001, p. 227). Ce trait de profil du traducteur se manifeste tout particulièrement dans la création et l'usage d'un vocabulaire original associé au politique, à la vie politique et à l'organisation du tissu social. Les néologismes « *démocracie* » et « *communicacion* » en sont des exemples.

Maistre Nicole Oresme n'est pas le premier à s'attaquer à la traduction d'Aristote et comme les traducteurs l'ont fait par le passé, il préserve la prééminence des concepts de la hiérarchie des communautés et du bien commun tels que décrits originalement dans les textes. Mais par les nombreux commentaires en glose qu'il ajoute au texte original, Susan Babbitt (1985) montre comment le traducteur combine ces concepts à des notions religieuses et juridiques pour argumenter la défense de l'idée de souveraineté d'un État national et de ses institutions de gouvernance. Le traducteur se montre capable d'utiliser le texte d'Aristote dans l'esprit de la pensée du Roi Charles V pour éclairer la vie politique de l'époque. Dans son travail de « translation » du *Livre de Politique*, Oresme inscrit plus de cent cinquante références aux institutions chrétiennes et, contrairement aux traductions précédentes qui s'évitent la tâche ingrate d'appliquer les principes aristotéliens à l'Église, il traite l'Église comme une

organisation politique au même titre que d'autres organisations laïques peuvent l'être (Babbitt, 1985, p. 148). C'est dans l'esprit d'un temps caractérisé par cette distanciation de l'État et de l'Église que Maistre Nicole Oresme interprète les écrits d'Aristote et particulièrement ceux touchant les notions politiques de gouvernance.

Il construit des néologismes qui donnent une clarté et une finesse telle à ses interprétations que certains d'entre eux doivent être expliqués dans *La table des moeurs divers et estranges* du *Livre des Éthiques* (1372). Ainsi est-ce le cas pour le néologisme « *democracie* » alors qu'il n'y a aucune référence au néologisme « *communicacion* ». Oresme s'en explique en écrivant à propos de ces mots qui « ...*par aventure sembleroient obscurs (...) car presque tous telz moeurs sont dedenz exposés ou en texte ou en gloze. Et pour ce en laisse je plusieurs, car il n'est mestier de les exposer aillieurs ne autrement que ils sont exposés en leurs lieux* » (1372/1488/1940, p. 541). L'idée de « *democracie* » requiert une explication sémantique que ne requiert pas, aux yeux du traducteur, le dénominateur de « *communicacion* » et ce, bien qu'il soit lié de manière très apparente dans le texte à la pensée politique. Chacun des néologismes s'applique à définir ce que peuvent être les rapports de relations entre les individus et la société dans les aspects touchant le politique en s'inscrivant dans un réseau lexical qui « *repose sur la notion essentielle de relations humaines, sans lesquelles la société et le tissu social n'existerait pas* » (Brucker, 2001, p. 232).

Maistre Nicole Oresme attribue à son néologisme *communicacion* un sens général dont ne dispose pas le mot « *democracie* », ce qui lui permet d'en faire usage pour la traduction de plusieurs mots latins. Il en fait usage, parfois à titre de nominatif unique et parfois à titre de nominatif accompagné d'un qualificatif, pour traduire du latin les mots *societas*, *communitas*, *respublica*, *amicitia*, *urbanitas*, qui sont tous des termes dont la sémantique est associée au politique, à la vie politique et à l'organisation du tissu social.

Quant au néologisme « *démocracie* », elle est pour le traducteur Oresme « *une espèce de policie* », la première se définissant comme une sous-catégorie de la seconde qui elle-même est très largement définie par une double association aux structures de la gouvernance ainsi qu'aux fonctions de pratique de la vie politique de la collectivité, celle qu'Oresme identifie par le substantif « *communité* ». Structurellement, la *communité* est bien un collectif, celui du *peuple assemblé* alors que fonctionnellement, elle est plus qu'un collectif d'individus assemblé ou même seulement vivant ensemble tel que défini de nos jours par la notion de collectivité car « *il s'y ajoute incontestablement le sème virtuel relevant de la connotation politique au sens étymologique de ce terme, à savoir « ayant trait à la vie de la cité », notion elle-même située dans le cadre de la doctrine sociale et politique d'Aristote* » (Brucker, 2001, p. 233). Le *peuple assemblé* occupe la fonction politique d'*assemblée du peuple* ayant statut de *collectif capable* agissant sur la démocratie structurellement vue comme régime et institution. Pour Oresme, la « *démocracie* » est un système fonctionnel associé à l'ordre social « *...car homme est par nature ordené a vivre civilement et en communauté* » écrit-il dans le *Livre des Éthiques* (1372/1488/1940, p. 118). Le substantif *communité* est associé aux quatre notions de *société*, de *collectivité*, de *communauté* et surtout de *relation* par la mention en glose précisant que « *...tele comunicacion est communauté civile ou l'en doit trouver tout ce qui est neccessaire et convenable a vie humaine, selon commune possibilité* » (1372/1488/1940, p. 300).<sup>272</sup> Par la notion de *relation*, Oresme associe la « *comunicacion* » à la *communité* et, par déploiement de sens, à la « *démocracie* » et donc, à la pensée politique. *Communité*, *démocracie* et *comunicacion* sont des termes inexistantes dans la langue de l'ancien français. *Communication* n'est pas inscrit dans *La table des moz divers et estranges* du *Livre des Éthiques* et n'est donc pas clairement défini par Maistre Nicole Oresme. Mais il en

---

<sup>272</sup> À ce sujet, voir le *Dictionnaire du moyen français de 1300 à 1500*, publication en ligne sous la responsabilité de l'ATILF (analyse et traitement informatique de la langue française), CNRS et Université de Lorraine, qui explique que ces notions sont attribuées à Maistre Nicole Oresme en fonction de références à ses gloses inscrites au *Livre des Éthiques*.

donne un éclairage intéressant en 168c en traduisant « *Et donques toutes communicacions sont parties de communicacions politiques; et par consequent, queles sont les parties ou les communications politiques, teles sont les amitiéz* », une traduction qu'il justifie par la glose « *Et c'est la conclusion principal de cest chapitre, laquele s'ensuit de .ii. conclusions devant prouees; une est que amistié est en communicacion, l'autre est que toute communicacion est contenue sous politique* » (1372/1488/1940, p. 433). Les idées de communication et de démocratie partagent leur association à la pensée politique dès leur origine comme néologismes.

Malgré la contiguïté de leur genèse sémantique, la simultanéité de leurs origines néologiques et leur association à la pensée politique, les idées de démocratie et de communication sont dynamiques. Elles sont en continuelle recherche de clarification, de caractérisation ou de définition sans jamais arriver à un sens univoque. *Le* politique est différent de *la* politique qui n'est pas nécessairement *démocratie* en tant qu'institution, pratique ou phénomène d'un collectif capable. La communication n'est ni information, signe ou sens et tous différents des médias non astreints à se définir par la technologie qui les supporte. Ultime élément de leur conjonction, la démocratie et la communication partagent encore aujourd'hui un impossible consensus sémantique.

### **6.3 La démocratie et la communication conjugués au présent**

La conjonction caractérisant les domaines de la démocratie et de la communication s'appréhende par l'entremise du lien associant les idées de *collectif capable* que suggère l'interprétation de la démocratie et l'*agir de mise en relation* ou l'action de communiquer provoquant l'*état d'être en relation* qu'est la communication. Communiquer amène la communication qui permet la démocratie. *La démocratie parce que la communication.*

L'idée de collectif s'appuyant sur l'état d'être en relation qu'est la communication lui donne un pouvoir d'*être* qui tire sa source de la communauté d'esprit induite par l'agir de mise en relation qu'est l'action de communiquer. Le *collectif* est *capable* d'une communauté d'esprit garante d'une forte teneur identitaire. L'idée même de collectif se construit sur le principe de présence multiple d'éléments liés unitairement les uns aux autres et il a toujours été implicite que la démocratie ne puisse *être* que par l'existence d'un collectif unique formé d'individus. L'évolution de l'environnement politique montre cependant que la démocratie puisse aussi *être* par l'existence d'un collectif englobant constitué de plusieurs collectifs ayant leur propre identité. Dans ce contexte d'évolution politique, la démocratie se pose comme le caractère identitaire de *l'état d'être en relation de collectifs capables d'être*.

Qu'elle relève de l'état d'être en relation d'un ou de plusieurs collectifs, cette posture du collectif capable prenant un caractère identitaire de démocratie l'associe intrinsèquement à la communication – *l'être en relation* - et à l'agir de communiquer – *la mise en relation*. L'agir de mise en relation crée l'état d'être en relation comme caractère du collectif capable d'être unitairement démocratie. Appréhendée dans la perspective systémique de Niklas Luhmann, la démocratie s'observe au présent d'un événement qui se vit dans et par la communication. *La démocratie parce que la communication* est la conjugaison d'un événement présent.

L'évolution observée au présent montre un événement en mouvement perpétuel, suivant le rythme des événements passés qui le révèle ainsi que de la pensée et du sens qui lui sont attribués. La conjugaison de l'une et l'autre est vivante, dynamisée dans son vécu d'attente par la différence qu'elle pose entre la certitude du passé et l'incertitude du futur. Dans la perspective systémique de Niklas Luhmann, la complexité rend les attentes du vécu incertaines et toujours insaisissables. La démocratie comme caractère identitaire d'un collectif capable *peut ou ne peut pas* être



celle à laquelle nous croyons, l'idée même d'idéal étant aléatoire dans une société dite *stochastique*. Elle est cependant toujours communication.

*La démocratie parce que la communication* se vit dans la communication car sous l'oeil des concepts luhmanniens, elle est une *forme* du politique et donc un couplage étroit d'éléments - *l'influence* - sis dans un milieu d'éléments largement couplés ayant statut de *médium* – *le pouvoir d'influence*.<sup>273</sup> La démocratie tire son sens politique de la forme d'*influence* qu'elle prend par l'expression du médium de *pouvoir*. En terme luhmannien, elle est une expression généralisée de la communication politique, une de ses opérationnalisations et de ses caractérisations sémantiques. Le système politique produit la sémantique de la démocratie en tant que forme d'influence au sein de son médium qu'est le pouvoir. Mais, comme Luhmann l'a montré, l'idée qu'elle constitue le pouvoir ultime du politique est en soi paradoxal et donc impossible au mode systémique. Appréhendée en tant que forme d'un politique s'appuyant sur la différence entre *gouvernement* et *opposition*, la démocratie y est essentiellement confinée à la facette d'*opposition*. Elle n'en est cependant pas moins un médium du politique et, au même titre que la facette du *gouvernement*, est soumise aux aléas de l'accroissement de la complexité sociale. Ayant statut de forme et médium, la démocratie permet la compréhension – et donc l'acceptation - de la communication politique par son pouvoir d'influence générale, un pouvoir différent du pouvoir d'influence ultime attribué à la seule facette distinctive du *gouvernement* pour qui la fonction est la prise de décision contraignante envers et au nom du collectif capable d'*être* sous forme de démocratie.

La mutation tant structurelle que conjoncturelle de l'environnement du système politique accroît aujourd'hui sa complexité jusqu'à un point où la distinction

---

<sup>273</sup> Luhmann (2012a, p. 117, note 12) indique que le concept de *forme* et *médium* s'inspire des idées exprimées par Fritz Heider dans *Ding und Medium* en 1926 (traduit en français sous le titre de *Chose et médium*, Vrin, 2017) pour qui toute appréhension d'une chose se fait à travers une autre, l'une et l'autre étant nécessaires à la construction de sens.

*gouvernement / opposition* ne suffit plus à réduire l'incertitude à un niveau satisfaisant de contingence permettant la compréhension de sa communication. L'idée de démocratie vacille sur le plan des pratiques, des opérations et de la sémantique. La notion de représentation, qui donne présence à l'opposition sur la facette du gouvernement ainsi que la notion d'État qui y dessine les frontières de sa légitimité sont en disfonctionnement. Au-delà des partis traditionnels s'imposent désormais de nombreuses parties prenantes formelles et informelles ainsi que de nombreux groupes virtuels ayant statut d'autant de *collectifs capables* qui s'accordent le statut de représentation alternative et transcendent les frontières de la notion d'État. Le paradoxe est de plus en plus apparent. La confiance et la participation déclinent, ce qui entraîne une perte de légitimité de ce qui peut ressortir des opérations et de la sémantique de la démocratie.

La détermination d'une nouvelle distinction comme paramètre systémique est une réponse à l'irritation du système politique. Cette réponse s'impose face à la difficulté de réduction de la complexité induite dans l'environnement systémique. L'idée actuelle de démocratie s'observe non pas comme une forme du politique mais comme un système social en découlant, décliné du politique, doté de ses propres paramètres et dont les opérations de communication ont pour fonction de réduire cette nouvelle complexité. Comme forme tel que suggérée par Luhmann ou actualisée comme système relevant du politique, la démocratie est communication.

*La démocratie parce que la communication* se vit par la communication. Elle se vit particulièrement par celle des médias de masse et plus que jamais par les médias sociaux. Comme systèmes, les médias de masse tant traditionnels que numériques identifient et organisent les éléments qui les constituent. Ce faisant, ils se projettent comme une différence entre la désorganisation et l'organisation de la complexité en produisant une réalité du monde. La numérisation réduit l'espace et le temps. Elle

réduit la distance entre les individus et accroît la rapidité de leurs interactions. Mais surtout, la forme extérieure de la numérisation permet la multiplicité et ne doit pas être comprise « *comme des écrans pleins de texte et de graphiques, mais comme un mécanisme de transport, l'éther* <sup>274</sup> à travers lequel l'interactivité se produit » (DiNucci, 1999). Avec le numérique, l'agir de mise en relation tisse entre un plus grand nombre d'individus des liens multiples, plus étroits et plus forts.

Bien qu'ils utilisent les supports traditionnels de la parole, de l'écriture et des symboles afin d'accroître la probabilité de compréhension de la communication au sens de Luhmann, les médias sociaux se distinguent en ce qu'ils créent des collectifs virtuels, voire imaginaires qui s'approprient par la communauté d'esprit une identité leur accordant leur caractère unitaire et capable d'être. Ces collectifs sont des assemblages temporaires et contingents qui réduisent la complexité politique et produisent un ordre social. En terme luhmannien, ils constituent le sens apporté par l'organisation sélective de leur forme à partir du médium qu'est le support numérique gorgé de données en constante expansion. Communiquer en tapant et en cliquant est un agir de mise en relation qui, par les éléments qui le constituent, rend le collectif *capable* d'organisation de la complexité et d'*être en état de relation* au-delà de la co-présence des individus. Le sens ne pouvant être sens que comme différence entre le réel d'un instant donné et les possibles d'un futur anticipé, la contingence s'établit récursivement plus facilement par la persistance, l'objectivation, la duplication et la disponibilité des données présentes dans l'espace globalisé. Le numérique donne à l'action de communiquer plus de possibilités de communication, plus d'états d'être en relation et donc plus d'incertitude. La réduction de la complexité par la communication engendre paradoxalement plus de complexité.

---

<sup>274</sup> Au sens de l'unité de compte numérique mesurant la valeur des échanges ayant lieu par l'entremise du protocole Ethereum qui établit des contrats mutuels dits intelligents agissant comme cryptomonnaie au sein de réseaux numériques décentralisés, la métaphore ramenant aux idées de communauté et de réciprocité propres à la sémantique première du mot communication.

*La démocratie parce que la communication* est un échange virtuel, identitaire et coordonné de perceptions symboliques à l'aide de formes de sens préalablement cultivées. Cet échange n'est pas limité par les formes traditionnelles de contrôle social, par le déficit de mémoire contextuelle, par les attentes normatives ou même les pressions culturelles qui affectent toute interaction directe. Le collectif s'établit dans l'anonymat et sans autorité légitime propre au système social dans lequel il s'exprime. Il se constitue par la communication qui en détermine les éléments par les identités numériques à partir desquelles elles l'acceptent et la refusent. Dans la perspective des concepts de Luhmann, les réseaux sociaux sont des systèmes d'interaction disposant de leurs propres frontières qui déterminent ce qui est susceptible d'être traité comme événement présent. Leur fonction est la prise en charge de l'interaction sélective par la diffusion d'une réalité collective ayant valeur identitaire. Couplés au système politique, les médias sociaux établissent la teneur communicationnelle de ce que peut être le caractère identitaire de démocratie.

Nous avons choisi d'appréhender les concepts de démocratie et de communication sur la base des rôles fonctionnels qu'ils ont à jouer et non sur la base structurelle de la place qu'ils occupent pour les jouer. Ce ne sont donc pas les dimensions structurelles de la communication et de la démocratie comme institutions ou pratiques qui sont d'intérêt pour cette recherche mais bien leurs dimensions fonctionnelles approchées comme systèmes de mise en relation pour l'un et d'établissement d'un état d'équilibre des différences pour l'autre, tout système s'établissant dans l'équilibre observé de la différence entre les deux facettes de ce qui constitue son unité. L'idée de collectif capable d'une communauté d'esprit garante d'une forte teneur identitaire par l'agir de mise en relation doit être appréhendée par la notion de distinction, l'idée de différence pour Luhmann supplantant toujours l'idée d'identité quant à la détermination de ce que peut être un système.

C'est une perspective qui offre une compréhension globale et actualisée du système politique, du système des médias de masse, de l'interpénétration (*Interpenetration*) et du couplage structurel (*Strukturelle Kopplung*). Elle permet d'appréhender le couplage de la communication et de la démocratie par l'entremise du système des médias de masse pour l'une et de la démocratie par l'entremise du système politique pour l'autre. Elle permet aussi d'ouvrir des portes quant à la lecture systémique des médias issus du monde numérique afin d'en explorer l'expression généralisée de leur communication à la lumière de l'évolution sociale par l'idée de médium et de forme. Ce qui n'est pas le propos de cette recherche.

## CONCLUSION

### La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons?

*« Mais si l'électeur ne se voit offrir aucune alternative qu'il puisse rapporter à son expérience quotidienne, ou uniquement des alternatives identifiées comme radicales dans le spectre politique, il manque alors une base importante pour régénérer sa volonté à s'identifier à la démocratie électorale. Le système politique devra donc se réorganiser sur la base de nouveaux domaines thématiques accessibles aux décisions collectives et concertées. Pour l'instant, voir comment cela pourrait se réaliser n'est pas clair. »*

Luhmann, (2013a, p. 111-112)<sup>275</sup>

« Comment l'ordre social peut-il être envisageable ? » s'est demandé Niklas Luhmann au fil de ses travaux. « La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons, et quels rapports entretient-elle avec la communication ? » nous sommes-nous demandé au départ de ce travail. L'une et l'autre questions sont complémentaires. La démocratie s'inscrivant dans l'ordre des rapports sociaux, l'objet de notre travail est un questionnement de l'espace relationnel social. Il est politique parce qu'il s'intéresse à la démocratie dans son caractère de *collectif capable* au sens de sa sémantique première et il est communicationnel parce qu'au sens premier de la communication, il donne préséance à l'*état d'être en relation* qu'implique obligatoirement la notion de *collectif*.

En guise de conclusion, il est opportun de tracer un résumé et un bilan du chemin parcouru, d'en énumérer les résultats et déterminer leurs limites. Nous croyons tout aussi opportun de proposer certaines recommandations et ouvrir quelques pistes pouvant inspirer les recherches futures avant de donner quelques éléments de réponse à notre question initiale qui interroge l'idéal démocratique.

---

<sup>275</sup> Traduction libre

## Résumé et bilan

Notre parcours a été très globalement pensé afin de lire la démocratie par l'entremise de la communication, de comprendre la relation ou les rapports pouvant unir ces objets dans le contexte de la plus haute complexité du monde contemporain. « *Que peut nous apprendre la perspective communicationnelle sur ce que peut être la démocratie en termes de communication et par conséquent, sur la légitimité de ce qu'ils produisent dans un monde désormais frappé de globalisation ?* » avons-nous alors inscrit comme questionnement premier. Comprendre les liens entre la démocratie et la communication peut-il permettre d'évaluer la mesure sociale dans laquelle « *la démocratie est celle à laquelle nous croyons ?* ». Dès le départ, nous avons posé l'hypothèse de fertilité de la théorie des systèmes sociaux de Niklas Luhmann pour se poser en tant que cadre conceptuel général et pertinent au développement de réponses à nos questions. Notre parcours tire à sa fin. Que devons-nous en retenir ?

En guise de point de départ, nous avons posé et établi que **la démocratie et la communication, dans sa dimension médiatique d'information, sont tous deux et simultanément mis à mal**. Ils sont frappés par un déficit croissant de confiance qui se répercute sur la participation à leur égard et questionne la pertinence ainsi que la légitimité des produits qu'ils offrent, politiques publiques pour l'un et information pour l'autre.

La déconnexion des citoyens est en baisse continue depuis quelques dizaines d'années. Élections fédérales, provinciales et municipales, ce sont tous les processus électoraux qui sont affectés. La participation aux élections canadiennes chute continuellement, passant d'un taux de 75% en 1988 à 62.5% au dernier scrutin de 2021. Le portrait des élections au Québec suit la même tendance avec à peu près les mêmes chiffres, 66% des individus inscrits ayant participé aux élections provinciales de 2018. Sur le plan

municipal, la situation est dans un pire état. Les taux de participation sont bien inférieurs à ceux observés au niveau fédéral et provincial. Pour la moyenne des municipalités canadiennes, ils dépassent rarement les 50% et les quatre derniers scrutins municipaux au Québec font pire avec une moyenne se tenant autour des 45%. La participation diminue en proportion de la taille des villes et en fonction de leurs caractères d'urbanité, 38% seulement de la population montréalaise ayant exercé son droit de vote aux élections de 2021. Depuis plusieurs dizaines d'années, cette baisse de participation est particulièrement marquée chez les jeunes. Ils ne votent pas en aussi grand nombre que leurs aînés lorsqu'ils avaient le même âge. Aux élections de 2017, 24% des 18 à 25 ans ont voté à Montréal alors qu'en 2018, 38% d'entre eux ont exercé leur droit de vote aux élections provinciales. Avec de si bas taux de participation, la gouvernance est celle de la représentation d'une très courte minorité et les politiques publiques ne peuvent prétendre à la légitimité générale issue d'une motivation populaire.

Une désaffection croissante frappe les médias d'information traditionnels, écrits ou électroniques. Les habitudes de lectorat et d'écoute se transforment dans leur importance quantitative et dans leur réaffectation vers des accès ou des contenus médiatiques alternatifs. L'offre de contenus n'a jamais été aussi élevée et variée et bien que la consommation totale d'informations soit croissante, elle est en sérieux déclin pour les médias traditionnels. Simultanément, elle est en hausse marquée pour les médias numériques alternatifs. Comme pour la démocratie, cette mutation de la consommation des informations médiatiques est caractérisée par les aspects générationnels. L'usage des médias traditionnels augmente avec l'âge alors que celui des médias numériques alternatifs est propre aux plus jeunes générations. Parce qu'elle atteint directement de moins en moins d'individus, l'information des médias de masse traditionnels ne peut prétendre conserver son statut de référence de la réalité du monde et son caractère universel légitime.



Tant pour les institutions de la démocratie que pour celles des médias d'information, les taux de confiance sont en baisse et suivent la même tendance que la décroissance des taux de participation. Nous n'avons pas cherché à déterminer pourquoi. Tel n'était pas notre propos. Tout au plus avons-nous établi que la confiance, malgré les grandes difficultés que présente sa nature abstraite et son analyse empirique, est fortement corrélée à la perception de compétence des institutions. Cette perception de compétence est fondée sur l'expérience des comportements passés qui sont associés à la performance et à l'éthique. S'ajoute au facteur de compétence la faible perception générale de l'utilité des institutions gouvernementales et des médias d'information alors que la qualité de l'information produite par ces institutions, leurs communications et leur transparence agissent en tant que facteurs déterminants majeurs de la confiance à leur égard. La confiance s'acquiert par la perception positive de compétence et d'utilité d'une institution performante adoptant une attitude éthique et offrant des communications transparentes. Ainsi s'établit l'idée de confiance.

Le déficit de confiance est bien réel. Or, la confiance repose sur un vécu d'incertitude générant des attentes face au futur que personne ne souhaite voir déçues. Telles sont les sources de l'idéal et tout idéal ne peut se situer que dans un futur se déplaçant au rythme du présent. Il est inatteignable et par conséquent indéfinissable tant il s'ouvre à d'innombrables possibilités. Au mieux, l'idéal est contingent. Il est le produit d'une incertitude réduite. L'appréhension au présent de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique d'information repose sur la spécificité du temps, sur ce qu'ils sont dans ce qu'ils ont de changeant et d'inaccompli, sur le temps présent qui les observe et est lui-même observé. La contingence de l'idéal ne peut s'apercevoir que dans l'œil du présent. Tel a été le point d'assise de notre parcours.

Nous avons fait le choix d'explorer **la fécondité de la pensée de Niklas Luhmann** pour lire au présent la démocratie et la communication dans sa dimension médiatique.

La pensée luhmannienne repose sur les prémisses du dynamisme et de l'imprévisibilité. La société s'y déploie tel un système dynamique et imprévisible. Son évolution est un long parcours d'accroissement continu de sa complexité vers l'inconnu aléatoire de l'avenir. Ce parcours est parsemé de défis qui animent un besoin incessant de réduction de sa complexité, de la totalité des possibles qui le jonchent, jusqu'à rendre son expression balisée par la contingence qui seule permet de donner sens à la société ainsi déployée.

C'est une pensée abstraite et difficile d'accès qui repose sur un modèle de compréhension d'une réalité observée par lequel la société est appréhendée comme un système de communication fermé sur le plan opératoire et dont ses propres opérations lui permettent de se reproduire. Chaque opération de communication résulte de l'observation d'un instant émergent qui acquiert un statut de connaissance du réel. Ce monde pensé n'est pas l'unité émergente d'une totalité des choses. Il est un corrélat d'observations fondées sur une différence, qui observe d'autres observations fondées sur d'autres différences dans un espace temporel *ad finitum*. Il en découle une société construite telle une gigogne *matriochka*, se décomposant en multiples systèmes sociaux devant être appréhendés comme autant de systèmes de communication. Systèmes de la politique, du droit, de l'économie, des arts, des médias de masse...

Ces systèmes, qui s'auto-reproduisent en se référant à ce qui les singularise, portent en eux une forte dose d'indétermination et de complexité. La fonction de chacun se résume à la maîtrise de la contingence par la réduction de l'indétermination et de la complexité sur la base de la différenciation spécifiquement observée. Paradoxalement, le caractère dynamique de ces systèmes est simultanément leur caractère principal de stabilité, Tout aussi paradoxalement, leur caractère unitaire singulier est simultanément construit sur la base des différences observées par les opérations de communication. Dynamique assurant stabilité et différentielle singularité. Ainsi révèlent-ils leur sens dans l'unité de

la différence interprétée, dans la stabilité du dynamisme et dans l'imprévisibilité hors de toutes attentes.

C'est le cas des systèmes sociaux de la politique et des médias de masse qui laissent paraître l'étonnante complexité des attentes d'idéal à leur égard. Mais le réel n'est pas l'idéal. Fort de nos constats établis comme point de départ et du cadre théorique principalement construit sur la systémique de second ordre, notre exploration a pris la forme d'une démarche suivant autant de chemins de traverse. Par ces chemins, nous avons parcouru **la périphérie du passé étymologique et sémantique des domaines de la démocratie et de la communication**, « *parce que si nous voulons observer quelque chose nous devons pouvoir le désigner* » (Luhmann, 1996, p. 18), ainsi que **les voies complémentaires associant la pensée luhmannienne à nos objets de recherche**. Notre route finale en a été une de **confluence des idées produites** au fil de notre parcours.

Nous avons d'abord questionné la nature de la sémantique des notions de démocratie et de communication. D'une part, le *pouvoir du peuple* établissant traditionnellement la nature de la démocratie, a laissé place à la notion de *collectif capable* par interprétation étymologique depuis le Grec ancien. Ce qui permet une appréhension de la nature de la démocratie en faisant abstraction de tout caractère normatif. D'autre part, nous avons attribué à la notion de communication le caractère dénominateur d'*état d'être en relation* alors que son expression sous la forme de verbe identifie la détermination de l'agir de *mise en relation*, des interprétations dérivées d'un cheminement sémantique s'étalant sur plusieurs siècles, depuis les racines proto-indo-européennes jusqu'au français vernaculaire devenu commun. Au final, si l'idée de démocratie révèle la notion de *collectif capable* alors que l'idée de communication exprime un *état d'être en relation* fondé sur la réciprocité comme produit d'un *agir de mise en relation*, nous pouvons alors envisager l'idée de communication comme

essentielle à l'idée de démocratie. La démocratie en tant que *collectif capable* ne peut être sans l'état d'être en relation qu'exprime la communication, l'un s'obligeant à l'autre.

Nous avons appliqué les clarifications sémantiques de nos objets au filtre du cadre théorique et des concepts de la pensée de Niklas Luhmann. Dans la perspective luhmannienne, le système social politique n'a pour fonction que la prise de décisions, collectives et socialement contraignantes, à propos de domaines thématiques politiquement exprimés. Les politiciens élus prennent charge des enjeux qui touchent la collectivité. Ils cherchent l'équilibre entre la somme des besoins et des opportunités d'une société beaucoup plus complexe que chacune des revendications individuelles auxquelles elle doit faire face. Par l'exercice du pouvoir, les politiciens s'identifient à la gouvernance et décident pour l'ensemble du grand *collectif*, quitte à parfois aller contre les tendances ou même la puissance des lobbies qui défendent des intérêts divergents de plus petits *collectifs*, ce qui est le propre d'un système reposant sur la distinction entre le gouvernement et l'opposition tout en s'identifiant à la face *gouvernement* de la différence. Les deux faces, simultanément visibles à l'observation de second ordre, sont mises en relation l'une avec l'autre par les idées de représentation et de souveraineté d'état, rendant ainsi invisible le paradoxe sur lequel elles s'expriment chacune, par autoréférence et autopoïèse, en système singulier. Dans le système social politique, la démocratie est pensée en tant que forme du politique et n'est ni singulièrement une institution ou ni singulièrement une pratique. Elle est parfois l'une, parfois l'autre et parfois un peu des deux au gré des contextes et dans ce qui l'assimile *de facto* au pouvoir gouvernant du politique. La démocratie luhmannienne est un concept indéfini d'inclusion des individus dans des *collectifs* associés au politique et constitués sans aucune prétention normative de fondements idéologiques explicites ou implicites. Parce qu'ils ne sont pas le gouvernement, ces *collectifs* ne sont *capables* que d'identification à la seule distinction d'opposition du

ystème social politique, l'opposition excluant le caractère *capable* associé au pouvoir. Le pouvoir de la démocratie repose sur un paradoxe et si le *collectif* est *capable*, ce n'est pas d'expression du pouvoir, un *collectif* ne disposant d'aucun pouvoir de se soumettre à lui-même.

Nous avons amplement montré comment la communication de Niklas Luhmann constitue le mode opératoire de tout système social pour lequel l'indétermination et la complexité sont réduites par le processus de la communication caractérisé par les choix d'*information* (*Information*), d'*énonciation* (*Mitteilung*) et de *compréhension* (*Verstehen*) sélectionnés dans la contingence, la communication ne pouvant exister que par sa *compréhension*. La compréhension prend forme d'acceptation ou de refus d'une *énonciation* et elle est, au sens de Luhmann, le passage obligé de toute interaction sociale. À chacun des instants d'interaction où la communication est observée, elle est un *état d'être en relation* générateur d'action réciproque.<sup>276</sup> Elle n'est donc pas exclusivement un moyen de transmission empreint de technicité instrumentale comme sont généralement appréhendés les médias de masse. Les médias de masse ne sont pas la communication. Bien qu'ils permettent, d'une certaine manière, l'action de *mise en relation* et l'interaction caractérisant l'*état d'être en relation*, les médias de masse agissent hors des limites spatiales par le rayonnement de leur diffusion et hors des limites temporelles par leur caractère mémoriel. À titre de système social, ils ont pour fonction de produire une réalité du monde sans consensus et, dans leur dimension d'information, de rendre disponibles ces réalités dans l'espace public sous la forme de faits et d'opinions. Le système social des médias de masse délimite le territoire de ce qui est socialement pensable. Il procède par l'observation de ses opérations de

---

<sup>276</sup> Dans la langue originale allemande, *Verstehen* prend le sens de *voir* et *être* (définissant l'état de *prendre connaissance*) par sa particule *Ver* qui induit un changement du verbe *Stehen* (prendre) à son état contraire, d'où le sens allemand de *prise de position en retrait de soi* directement associé à la notion d'observation chère à Luhmann alors que les racines latines du mot compréhension, *com* (avec) et *prehendere* (saisir), induisent le sens d'*appréhension*, de *ramener à soi*.

communications déterminées selon des paramètres qualifiant ce qui distingue l'information de ce qui ne l'est pas, s'identifiant ainsi à la face *information* de la différence. Les deux faces, simultanément visibles à l'observation de second ordre, sont mises en relation l'une avec l'autre par les idées de déontologie et d'éthique du journalisme, rendant ainsi invisible le paradoxe sur lequel elles s'expriment chacune, par autoréférence et autopoïèse, en système singulier. Dans cet esprit, le système des médias de masse agit en filtre de ce qui peut être admis ou non dans l'espace de la communication publique.

Nous avons observé les rapports que peuvent entretenir entre eux les individus dans le contexte social actualisé de la démocratie et de la communication dans sa dimension médiatique. Tout comme nous avons tenté de comprendre la relation pouvant associer ces rapports à la communication dans la complexité du monde contemporain. Dans la perspective de la systémique fonctionnaliste, l'ordre social est objectivement expliqué par les rapports qu'entretiennent entre eux les différents systèmes. Les individus n'y participent pas en tant qu'*êtres*. Ils y participent en tant que systèmes dits *psychiques* dont le moteur est la conscience. Nous avons montré comment la société est un *état de relations* entre entités systémiques sociales et psychiques, un état qui s'appréhende à l'instant donné d'une communication parce que ces rapports sont tissés par la communication. Tout comme nous avons décrit par quel processus ces rapports précèdent l'action et comment l'ordre qui les anime est principalement caractérisé par une gestion des attentes d'incertitude fondée sur la confiance.

Le monde vécu est rarement un monde au caractère familier dans lequel aucune question ne se pose à l'égard de ce qui peut advenir. C'est un monde où chacun entretient des attentes quant à l'agir futur, de soi, d'autrui ou des choses et ce, dans l'espérance que ces attentes ne soient ni trompées ni même déçues. Dans le monde du familier, tout est prévisible. La familiarité est un monde vécu sans incertitude parce que la complexité y a été réduite par la symbolique. Le symbole y est une réponse au

questionnement de l'inconnu. L'ordre social y est vécu sans attente dans l'acceptation totale de l'incertitude. Ce qui n'est pas le cas de la société globale d'aujourd'hui. Elle n'est pas une société au caractère familial car son très haut niveau de complexité la rend imprévisible. Le monde vécu actuel est une réalité d'incertitude constante pour laquelle aucun symbole ne peut y agir en guise de réponse. Dans un monde du présent construit sur la différence entre le passé observé et le futur escompté, l'espérance future est une attente présente construite sur l'observation passée dans la plus complète incertitude que l'avenir lui sera conforme. Le monde vécu de la société d'aujourd'hui doit se vivre dans la conscience du danger et du risque pour lesquels la confiance est une réponse immédiate. D'où la nécessité d'un monde contingent pour lequel seule la confiance peut être substituée au symbolisme du monde familial. L'ordre social et son vécu se fondent sur la confiance.

Or, comme nous en avons établi le constat comme point de départ, les institutions de la démocratie et des médias d'information font face à un déficit de confiance. Nous en avons décrit la dynamique et les conséquences à la lumière de la perspective systémique de Niklas Luhmann. La confiance spontanée construite sur le passé (*confidence*) induisant l'assurance d'attentes non déçues s'est peu à peu érodée jusqu'à engendrer un état d'anomie nécessitant une gestion du risque par l'apport de confiance décidée construite sur le futur (*trust*). Lorsqu'à son tour s'érode la confiance décidée, survient alors la fracture qui entraîne la désaffection et sa conséquence, la dissolution des systèmes.

Parce qu'ils sont en perte de confiance, les institutions de la démocratie et des médias d'information subissent un déficit de participation et par conséquent, une perception d'impertinence des produits qu'elles génèrent, politiques publiques pour l'une et contenus d'information pour l'autre. De l'œil extérieur, leur observation révèle un état social ne reconnaissant plus ce qui les régit unitairement. Les systèmes peinent à s'auto-référencer et à se reproduire. L'accroissement de leur complexité nécessite une nouvelle

dynamique d'ordre et donc une réorganisation sur la base de nouveaux domaines thématiques. À défaut de quoi et comme le montre cette recherche, la complexité sociale, entraînant d'une part une dissolution des systèmes politique et médiatique et d'autre part, l'ignorance de leurs nécessités respectives, menace l'ordre social politique et médiatique d'un effondrement si elle n'est pas systématiquement réduite par le rétablissement de la confiance. Frappés d'anomie et de défiance, c'est la singularité unitaire d'*être* et le statut d'existence de ces systèmes qui sont remis en cause.

L'émancipation est imminente. Chacun requiert une nouvelle *poiésis*, car comme l'a jadis écrit le philosophe Platon (*Le banquet*, 205b) « sans nul doute en effet, ce qui, pour quoi que ce soit, est cause de son passage de la non existence à l'existence, est, dans tous les cas, une *poiésis*,<sup>277</sup> une création ». Niklas Luhmann<sup>278</sup> n'a pas renié les classiques!

## Résultats obtenus et limites

En bout de parcours, quels résultats avons-nous obtenus et quelles conclusions devons-nous tirer de notre démarche ? Nous avons expliqué comment le déficit de confiance de la gouvernance et des médias repose sur la perception négative de leur compétence fondée par corrélation sur la perception négative de leur performance et de leur éthique déontologique, le tout entraînant une perte de participation aux scrutins et auditoires et de pertinence de leurs produits, politiques publiques pour l'une et contenus informatifs pour l'autre. Au final, la gouvernance politique, système basé sur la différence

---

<sup>277</sup> En grec ancien dans le texte

<sup>278</sup> Dans *Introduction to Systems Theory*, Luhmann (2013b, pp. 77-78) relate comment est né le néologisme « *autopoiesis* », la différence explicite, en référence à Aristote, devant être faite entre la *poiésis* et la *praxis*, précisant que « l'opération est la condition de la production des opérations » et qu'il « s'agit alors de « *poiésis* » au sens grec traditionnel et strict de production, de la fabrication d'une œuvre » et qu'il utilise « en combinaison avec « *auto* », le système est alors son propre travail qui n'est pas simplement une « *praxis* » littéralement explicite. »



gouvernement / opposition, et les médias, système basé sur la différence information / non information, ne peuvent s'affirmer que dans l'ignorance de leur discrédit. Chacun ne réussit plus, dans une perspective sociologique, à réduire la complexité de la réalité du monde et leurs systèmes respectifs s'estompent au profit de nouveaux systèmes qui en sont déclinés et qui sont fondés sur de nouveaux modes de différenciation sociale. Politique et communication tout comme démocratie et médias d'information, sont l'objet d'une intime conjonction. Après tout, *démocratie* et communication ne sont-ils pas des néologismes issus simultanément, en 1370, des efforts de traduction d'un même auteur, tels les fruits tombés d'un même arbre!

\* \* \*

L'actualisation de nos objets de recherche, dans le contexte d'une pensée luhmannienne qui repose sur les prémisses du dynamisme et de l'imprévisibilité, nous conduit à établir une conclusion générale construite sur six constats primaires et quelques constats secondaires.

**Le déficit de confiance commun à chacun des domaines étudiés induit une nouvelle complexité à des systèmes qui, face à leur difficulté d'intégrer ce niveau d'irritation à ce qu'ils sont unitairement, s'émancipent afin de réduire leur complexité en se réorganisant ou en générant de nouveaux sous-systèmes.**

**1 - La confiance est essentielle à la compréhension de la communication.** D'un point de vue systémique, la fonction de la confiance est de surmonter l'incertitude dans le comportement d'un autre système vécu comme l'imprévisibilité du changement. La confiance est construite sur une extrapolation des informations disponibles qui présume un comportement futur et compense l'insuffisance d'information. La confiance réduit l'incertitude générée par la complexité en permettant l'anticipation des possibles. Parce

qu'elle réduit la complexité de l'inconnu, elle agit comme point de départ de toute compréhension des opérations d'un système et donc, de sa communication. C'est pourquoi chaque communication est porteuse d'un potentiel de confiance qualifiant l'usage ultérieur du sens réduit qu'elle produit ou sa circulation ultérieure. C'est aussi pourquoi elle n'est susceptible d'être comprise – dans le sens d'être acceptée en tant que communication et donc d'état d'être en relation - que sur la base du potentiel de confiance qui lui est attribué. Une communication incomprise par déficit de confiance est une communication non reconnue et donc, une négation du système duquel elle provient. Décision politiques et informations médiatiques perdent ainsi leur légitimité systémique.

**2 - Le déficit de confiance spontanée envers les institutions démocratiques et médiatiques provoque un état d'anomie allant jusqu'à l'abstention d'agir.**

L'accroissement des savoirs acquis dans le monde du passé augmente le sentiment d'incertitude face à l'anticipation des possibles. *La connaissance nous apprend que nous savons de plus en plus que nous ne savons pas.* La confiance spontanée ou l'avoir confiance fondée sur l'expérience passée est de moins en moins possible. L'assurance d'attentes non déçues en tant que réponse aux dangers sociaux inhérents s'estompe. Elle laisse place au chaos du dysfonctionnement ou au désordre de l'absence de règles sociales ainsi qu'au discrédit d'institutions alors communément admises. L'ordre convenu du vécu social bascule dans un état d'anomie <sup>279</sup> qui engendre l'abstention d'agir, l'absence de communication reconnue rendant impossible l'action. Participation politique et consommation médiatique dans leurs aspects traditionnels sont délaissés. L'échec et la déception accroissent le déficit de confiance, amenant les systèmes touchés par une désaffection jusqu'au seuil critique assurant leur reproduction.

---

<sup>279</sup> Dans *La division du travail social*, Durkheim (1893) a développé le concept d'anomie pour décrire l'insuffisance ou l'absence de mécanismes de régulation des relations sociales nécessaires à la cohésion.

**3 - L'anomie et l'abstention d'agir favorisent la prise de risque suivie de disfonctionnements ou de dissolution systémique.** Pour pallier à l'état d'anomie, la gestion des attentes du vécu d'incertitude est fondée non plus sur la connaissance du passé mais sur l'anticipation du futur. La prise de décision agit afin de limiter la probabilité du risque de déception. L'*avoir* confiance disparaît au profit du *faire* confiance. La politique prenant forme démocratique voit la prise de décision délégitimée alors que l'information médiatique de masse n'a plus teneur de réel. Le système politique est en état de disfonctionnement parce que le système des médias de masse n'arrive plus à porter dans l'espace public les thématiques de prise de décisions concertées et contraignantes du programme politique, tout comme il n'arrive pas à constituer l'opposition dans le cadre structurel traditionnel. L'opposition n'en est plus une de partis, ni même une de parties prenantes organisées. À défaut d'intégrer les irritations de leur environnement en réduisant la complexité des déficits de confiance et de leurs conséquences, les systèmes politique et des médias de masse risquent la dissolution.

**4 - Les formes établies d'invisibilisation des paradoxes deviennent inopérantes.** Réduire la complexité au présent consiste à rendre le futur moins incertain ou moins indéterminé sur la base des certitudes ou de la détermination du passé. L'observation est une opération de réduction de la complexité par la construction de sens et dès l'instant où il s'observe observer, tout système se déterminant unitairement sur la base de sa différence avec son environnement est confronté à un paradoxe, celui d'être défini l'instant d'un moment émergeant par la différence à ce qu'il n'est pas. Je ne peux *être* gouvernement que par l'existence simultanée du non gouvernement tout comme l'information ne peut *être* la réalité que par la simultanéité de la non information. L'exercice du pouvoir se pratique par un gouvernement au nom de ce qu'il n'est pas alors que la réalité du monde se construit par l'information en lieu et place de ce qui n'en est pas. Les systèmes d'observation de second ordre doivent invisibiliser ces

paradoxes afin de poursuivre leurs opérations et assurer leur reproduction à défaut de quoi, ils sont condamnés à se réduire à un réseau récursif d'opérations par lequel ils s'observent observer *ad finitum*, sans jamais suspendre la temporalité et faire apparaître l'immanence de l'instant d'autodescription porteur de sens. L'invisibilisation se crée temporellement et structurellement, la différence entre la détermination du passé et l'indétermination du futur permettant au système de s'instituer au présent, en suspension de deux horizons divergents en référence simultanée l'un à l'autre. Entre l'ordre de ce qui est déterminé et le désordre de l'indétermination, les systèmes maintiennent leurs opérations de réduction de la complexité par l'actualisation de leurs paramètres et la prise en charge des irritations de leur environnement, tout système social étant destiné à prendre en charge la résolution d'un problème spécifique à son champ social, celui de la prise de décisions collectivement contraignantes pour la politique et la production d'une réalité sans consensus pour les médias de masse. Or, dans la marque d'un présent où l'ordre et le désordre s'impliquent réciproquement pour des systèmes qui peinent à réagir et freinent leur reproduction au risque de leur dissolution, la représentation politique ne représente plus, les mécanismes procéduraux de la souveraineté d'État sont délégitimés et l'information des médias de masse n'a plus valeur de vérité et teneur de réalité. Les différences sont de moins en moins différentes entre la gouvernance et l'opposition, entre l'information et la non information. Privés d'invisibilisation des paradoxes les constituant, l'observation laisse voir des systèmes qui peinent à s'auto référencer, à produire des opérations de communication en référence à ce qu'ils sont unitairement et donc, à assurer leur reproduction par autopoïèse.

**5 - De nouveaux mécanismes de réduction de la complexité émergent.** Le principe d'autoréférence conduit inévitablement un système à questionner les possibles exclus de ce qui constitue son unité primaire. Les systèmes de la politique et des médias de masse s'observent et se décrivent comme unitairement instables face au déficit de

confiance qui les affecte, ce qui les pousse à questionner d'autres possibles identitaires considérant des conditions établissant la stabilité. De cette contingence d'autodescriptions possibles émergent de nouveaux mécanismes de réduction de la complexité soumis à l'évolution temporelle. Ainsi est-il possible d'envisager la démocratie sous la forme de système social fonctionnel de légitimation réduisant la complexité politique ainsi que la réorganisation de l'information médiatique sous la forme systémique de médias sociaux fonctionnels réduisant la complexité de l'information des médias de masse.

**6 – Les domaines de la démocratie et de la communication entretiennent des rapports étroits.** L'exploration de nos objets de recherche permet de poser un corollaire quant à la conjonction de la démocratie et de la communication. Ils entretiennent entre eux des rapports qui s'imposent comme très étroits. D'une part, ces rapports sont marqués par un diagnostic commun de mise à mal et des relations d'interpénétration caractérisés par l'interdépendance de leur couplage systémique. D'autre part, chacun de ces domaines peut être approché conjointement en fonction de principes de synchronie et de diachronie laissant voir des genèses sémantiques contigües, une simultanéité de leurs origines néologiques, une association partagée à la pensée politique et d'un point de vue plus académique, un impossible consensus sémantique.

Quelques constats secondaires se sont finalement imposés tout au long et en fin de parcours. Bien que nous ne les ayons pas développés à leur juste valeur, ils méritent une attention particulière et ouvrent la porte de recherches ultérieures.

Provoquée par les changements technologiques de la numérisation, la réduction temporelle et spatiale engendre la globalisation et fait ressortir un caractère d'intensification de la différenciation sociale. L'espace public est sans frontières et

globalement médiatisé. Face au poids, au bruit et à l'effervescence de l'actualité médiatique, le présent efface de plus en plus rapidement la proximité de son passé et projette l'attente d'un futur que l'indétermination rend toujours plus imprévisible. Avec la constante et rapide réécriture du réel médiatique, l'incertitude s'accroît et crée une instabilité qui alimente les désaccords sociaux.

Plus que jamais, le monde social globalisé est un vécu d'incertitudes des attentes de chacun et plus que jamais, la confiance est une nécessité. Paradoxalement, le déficit de confiance induit un phénomène de communauté d'esprit restreint et par conséquent, un resserrement des cercles constituant les collectifs pour lesquels la méfiance laisse place au familier. Plus que jamais, le monde social se partage en une multitude de collectifs restreints, fermés sur eux-mêmes et plus que jamais, ils sont au-delà des considérations d'ouverture spatiale et temporelle. Le monde de tous et chacun est désormais numérique et la vie se pratique de plus en plus en mode virtuel. En 2022, l'utilisation moyenne des médias sociaux par les internautes partout dans le monde est de 147 minutes par jour.<sup>280</sup> Se pose alors la question de savoir si notre mode de compréhension de l'ordre social, tel qu'il se manifeste aujourd'hui, est toujours adéquat, parce qu'en tant que produit de contingences, l'ordre social ne peut être stable qu'en apparence.

## **Recommandations et pistes de recherches**

Si notre parcours nous a permis de comprendre le sens fonctionnel des notions de démocratie et de communication, d'appréhender le rôle systémique que joue le déficit de confiance sur chacun des domaines ainsi que la conjonction mutuelle qui les caractérise, il a aussi ouvert, tant sur le plan théorique que dans la perspective empirique, de nombreuses portes. Elles se présentent comme autant d'opportunités de développement de connaissances. Nous n'avons pas franchi ces portes. Mais en les

---

<sup>280</sup> Selon STATISTA, publié le 22 août 2022

ouvrant, nous avons aperçu la richesse des horizons de connaissances qu'offre chacune d'entre elles.

Sur le plan théorique, la dynamique des observations induisant les opérations successives d'autopoïèse d'un système sont susceptibles de générer des mutations inédites conduisant un système à se transformer face à l'impossibilité d'absorber les irritations et de réduire la complexité de l'environnement social duquel il se distingue. Nous avons ouvert cette porte en proposant l'opportunité de systèmes plus spécifiquement associés à la démocratie et aux médias sociaux, dérivés d'une mutation des systèmes originaux du politique (1981) et des médias de masse (1996) tels que pensés initialement par Niklas Luhmann.

En fonction de la pensée systémique de Niklas Luhmann, la démocratie fondée sur des bases normatives est un concept dépassé qu'il faut penser différemment. Justice et raison ou droit et liberté, l'idée de démocratie a toujours reposé sur la morale parce qu'ont toujours été communiquées à son sujet les conditions pour lesquelles elle devrait être estimable ou méprisable dans un contexte donné. C'est une appréhension de la démocratie qui ne peut que la rendre polémique, génératrice de conflit et même facteur de violence en conséquence de la pluralité des valeurs mises en opposition les unes aux autres.

Alors qu'au contraire, en tant que système social dérivé du politique, la démocratie a pour fonction de donner un équilibre aux forces qui s'opposent en imposant les conditions aux désaccords. Parce qu'elle repose sur la communication, la démocratie en tant que système régule « *les communications qui se contredisent* » (Luhmann, 2010, p. 461) et donc, les situations conflictuelles, en permettant qu'elles puissent se poursuivre par l'usage de la contradiction ou du refus, l'une ou l'autre inscrite dans l'acceptation de la communication.

En 1941, le psychanalyste et sociologue Eric Fromm postule, dans une analyse des origines du totalitarisme, que si l'avènement de la démocratie a apporté aux individus l'idée de liberté face aux contraintes externes, elle a aussi donné naissance à une société où l'individu se sent aliéné et déshumanisé. « *L'homme moderne, dégagé des liens de la société primitive, liens qui le limitaient et le rassuraient à la fois* » écrit-il, « *n'a pas conquis son indépendance, dans le sens positif de la réalisation de son individu, c'est-à-dire de l'épanouissement de ses facultés intellectuelles, physiques et sensibles. La liberté, qui l'a doté de l'autonomie et de la raison, l'a également affecté d'un sentiment d'isolement qui a créé chez lui un sentiment d'insécurité et d'impuissance. Cet isolement lui apparaît comme insoutenable. La seule alternative pour se délivrer de ce fardeau qu'est la liberté est alors soit de plonger dans une nouvelle servitude ou soit d'activer le développement total de sa personnalité* (Fromm, 2021, p. 10).

Avec son insertion aux *collectifs*, il semble bien que « *l'homme moderne* » ait choisi de plonger dans de nouvelles servitudes, ce qui expliquerait la mise en place des *mécanismes de fuite* – au sens développé par Fromm - que sont l'autoritarisme, la destructivité ou le conformisme d'automate, tous *mécanismes de fuite* que renforcent ces nouveaux et nombreux dispositifs numériques et virtuels tels ceux régissant l'intelligence artificielle.

Mais simultanément, cette insertion aux *collectifs* est aussi ce qui permet de décrire la démocratie si elle est appréhendée en tant qu'idéal fonctionnellement destiné à donner un équilibre aux forces contradictoires que sont la liberté et l'asservissement, ou l'hostilité et la convivialité. « *L'homme moderne* », dans son individualité devra toujours gérer le conflit résultant de la spontanéité naturelle de sa pensée originale entravée par le prêt-à-penser du *collectif*. La démocratie est susceptible de s'attribuer cette fonction de gérance de l'environnement collectif conflictuel face à l'espace individuel.



Si tel n'était pas notre propos de poursuivre l'analyse en profondeur de l'évolution de l'ordre politique amorcée par Niklas Luhmann, nos constats ouvrent cependant la porte à l'observation fonctionnelle de l'ordre social spécifiquement tourné vers une démocratie complémentaire au politique. Libérée de son statut de forme du politique, elle est susceptible d'agir en complémentarité sous l'appréhension observée d'un système fonctionnellement différencié. Un tel système s'observe alors comme l'*état d'être en relation* d'un collectif capable d'être unitairement dans sa singularité et dont la fonction est de contribuer à l'ordre social en maintenant un équilibre entre des forces contradictoires et potentiellement conflictuelles.

La quête d'*être en relation* de « l'homme moderne », pour paraphraser Éric Fromm, le fait plonger encore plus à fond dans ces nouvelles servitudes et mécanismes de fuite que sont devenus l'asservissement à la technologie, la participation à la société virtuelle et la négation de l'identité individuelle. La communication doit alors être appréhendée, en tant que garante symbolique des limites individuelles et familiales primitives, par la *mise en relation* numérique d'un état d'être en relation limité aux collectifs capables restreints à leur caractère unitaire et systémique.

Toujours sur le plan théorique, la recherche souhaitant faire usage de la pensée de Niklas Luhmann pour appréhender la communication dans la société actuelle doit questionner les multiples stratégies analytiques pouvant être déployées. La communication peut être associée à des problèmes fondamentaux spécifiques et appliquée à plusieurs domaines comme Luhmann l'a montré en étudiant l'amour (*Love as passion: the codification of intimacy*, 1986), l'écologie (*Ecological Communication*, 1989), le risque (*Risk: a sociological theory*, 1993), la théorie politique (*Political Theory in the Welfare State*, 1991) et plusieurs autres. Ce sont les portes de l'analyse de la démocratie et des médias sociaux que nous ouvrons par l'appréhension des opérations de communication qui y prennent place.

Parallèlement et toujours sur le plan théorique, la communication dans la perspective de Niklas Luhmann peut faire l'objet d'une analyse plus générale appliquée à la différenciation de la société (*The differentiation of society*, 1982), à la problématique de l'auto-référence (*Essays on Self-Reference*, 1990) ou à l'influence des lois de la *forme* sur la pensée (*The Paradox of Form*, 1999), un domaine chargé de promesses par l'ouverture qu'il offre à la compréhension du monde numérique et virtuel, l'ordinateur se démarquant de toutes les *machines* techniques par sa propriété à ne pas « *produire* » un travail par l'entremise de pièces mobiles mais bien à le « *diriger* » par l'orientation de la raison critique. Les principes régissant l'intelligence artificielle ne sont d'ailleurs pas très éloignés des principes établis de réduction de la complexité par l'établissement de contingence.

À la différence de l'alphabet distinguant la *forme* de la matière, suivie plus tard de l'incertitude de la complexité induite par l'imprimerie distinguant la *forme* du contenu, le monde numérique et virtuel agit sur l'information et la sélectionne à la manière d'un observateur faisant usage de *formes* pour établir des distinctions. Ces distinctions doivent s'inscrire dans des rapports de relations étroites entre les espaces marqués et non marqués, « *l'application du sens dans les systèmes sociaux portant également en elle des indicateurs factoriels d'inconnus, d'exclusions, d'indéterminables, de lacunes d'informations et de notre propre ignorance* » (Luhmann, 2012a, p. 14).<sup>281</sup> Avec le monde numérique et virtuel, c'est à un concept de *forme* encore inédit auquel le chercheur fait face quant à l'identification précise de ce en quoi ce concept de *forme* se distingue.

Il n'est pas déraisonnable de suggérer que la variété des usages de la pensée de Niklas Luhmann puisse conduire à de nouvelles applications tout aussi variables. L'appréhension de sa théorie d'un point de vue général peut amener la recherche à se

---

<sup>281</sup> Traduction libre

concentrer sur les différences d'environnement des systèmes et sur la relation entre leurs structures et le temps dans le contexte actuel du développement technologique et de l'élargissement du monde politique qu'amène la globalisation. Tout comme elle peut être vue comme le point de départ d'une réflexion approfondie sur l'influence du monde numérique et virtuel en tant que nouvelle forme de compréhension de l'ordre social.

Dans cet esprit et avec une perspective plus empirique, l'arrivée récente et la mise en usage du robot conversationnel ChatGPT, développé sur la base d'algorithmes récurrents d'apprentissage automatique, ouvre la porte à sa compréhension dans la perspective systémique d'observation de second ordre. Ce dispositif s'appréhende en effet tel un système fonctionnel disposant de ces propres règles de conduites préalablement programmées et sans aucune capacité de raisonnement moral à des fins de production d'énoncés de textes convenus par référence à une banque de thématiques prédéterminées. Fonctionnellement, le robot conversationnel ChatGPT n'est-il donc pas un dispositif de réduction de la complexité dont le moteur est un raisonnement heuristique,<sup>282</sup> mis à niveau sur l'ordre social existant et agissant par autoréférence à sa singularité définie par son algorithme afin de garantir le succès de son autopoïèse ? Le robot conversationnel ChatGPT, à partir d'énoncés linguistiques établis, produit d'autres énoncés linguistiques qui récursivement, serviront à leur tour à produire de nouveaux énoncés linguistiques. De ce fait, il se présente, au même titre que de nombreux autres dispositifs d'intelligence artificielle,<sup>283</sup> tel un « *ventriloque* »<sup>284</sup>

---

<sup>282</sup> L'algorithme de fonctionnement de ChatGPT est conçu pour débusquer les irrégularités statistiques de grands ensembles de données textuelles pour la production d'énoncés thématiquement acceptables, les séquences de mots prédits étant des résultats de statistiques sémantiques.

<sup>283</sup> Entrent dans cette catégorie les dispositifs de vérification et correction orthographique, de saisie automatique des contenus dans les courriels ou de traduction tel GoogleTranslate.

<sup>284</sup> François Cooren (2008) a développé la notion métaphorique de ventriloquie en tant que processus par lequel des interlocuteurs animent et font parler des êtres ou figures qui elles-mêmes animent ces interlocuteurs en situation d'interaction, maintenant ainsi le postulat cher à Luhmann d'endogénéité de l'ordre social.

social et stochastique, capable par ses caractères endogènes de générer des erreurs mais autonome dans ses rapports d'interaction quant à sa capacité de se reproduire sur la base d'autoréférence à son algorithme primaire.

Et toujours dans une perspective empirique, il a été constaté que la situation pandémique a accéléré la tendance à l'usage du télétravail et à l'accès des uns aux autres par l'entremise des médias sociaux et des plateformes numériques. Cette tendance élargit la transformation du monde social en une multitude de collectifs virtuels globalisés, sans frontières spatiales et temporelles mais surtout, cristallisés en communautés d'esprit restreinte. La société du monde est désormais vécue dans l'univers virtuel des médias sociaux en tant que systèmes n'étant pas ceux de leurs utilisateurs mais ceux des statuts y étant consignés.

Tel n'était pas non plus notre propos d'observer le nouvel environnement des médias sociaux afin d'en décrire en profondeur les caractères de système fonctionnellement différencié en relation avec le système des médias de masse. « *Comment l'ordre social peut-il être envisageable ?* » s'est demandé Niklas Luhmann en guise de point de départ de l'ensemble de ses travaux de recherche. Peut-être devrait-il aujourd'hui préciser sa question en se demandant « *comment l'ordre social peut-il être envisageable si la communication politique est dominée par les plateformes numériques et les réseaux sociaux ?* ».

### **La démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons?**

Pour développer une réponse cohérente à la question allégoriquement posée en titre de cette recherche, à savoir si la démocratie est celle à laquelle nous croyons, il faut revenir à ce qui distingue fondamentalement deux perspectives qui s'opposent quant à la fonction sociale de la communication.

Sous la perspective dite critique de Jürgen Habermas, la démocratie, et par extension la paix, ne sont pas des états. Ce sont des processus qui, par l'usage de la raison exprimée sous la forme du langage, permettent d'atteindre un idéal normatif et moral dans des conditions optimales par lesquelles des règles d'ententes consensuelles sont formulées. La communication suppose l'acceptation des règles d'échange et permet par le langage d'atteindre l'idéal du consensus. Vue sous cet angle, la démocratie est une normalisation des rapports sociaux.

Alors que dans la perspective de la systémique luhmannienne, la démocratie et la paix sont un état constaté à l'instant d'un moment émergeant. La démocratie est un *état d'être en relation* fondé sur la communication et hors de toutes assises normatives. Un état relationnel qui maintient l'équilibre des forces en présence dans un état de paix. La démocratie n'est pas une question de croyance en un idéal mais bien une question d'observation d'un état de fait à un instant donné, la somme de toutes ces observations et la prise en considération des contextes dans lesquelles elles ont été effectuées en traçant l'évolution.

Toute critique, au sens de la théorie critique, doit adopter une posture perspectiviste car même une observation d'observation demeure une observation. L'observation ne voit que ce qu'elle voit, procède à une distinction et à titre de système observant, ne voit pas ce que cache cette distinction, seule l'observation seconde de cette observation première le pouvant.

Ainsi, observer la mise à mal de la démocratie et de la dimension médiatique de la communication est un diagnostic certes permis et possible. Ce n'est cependant qu'une proposition de ce qui peut être vu par l'acte d'observation d'une perspective systémique spécifiquement donnée. Pour certains, l'observation de cet acte d'observation laissera entrevoir plusieurs limites, dont le fort accent mis sur la

participation, voire sur l'Occidentalisation de l'interprétation alors que pour d'autres, ces limites porteront sur les prémices mêmes établissant les différences et l'indication des objets observées.

Notre avons circonscrit la perception de mise à mal de la démocratie et de la dimension médiatique de la communication à la description et à la compréhension dans la perspective systémique de Niklas Luhmann et ce, sans aucune prétention normative quant aux directions possibles d'organisation ou même de réorganisation de ces domaines, voire des origines de la tradition historico-philosophico-sociale prises *à priori*. Dès le départ, nous avons posé l'hypothèse de fertilité de cette perspective. La richesse de ses notions et de ses concepts ont permis de décrire et de comprendre nos objets d'un œil différent. La force de cette perspective se trouve cependant dans sa fécondité, au sens de sa capacité à produire des outils permettant de rendre compte autrement des fondements d'un ordre social. Alors, dans le contexte du mépris des institutions, de la contestation des pratiques de la démocratie et des médias de masse traditionnels, de la multiplication des réalités factuelles et de la diabolisation des adversaires politiques, *la démocratie est-elle celle à laquelle nous croyons?*

D'un point de vue normatif, la démocratie se symbolise en idéal. Elle est un élément du monde de la morale et des valeurs du familier que seul un processus de croyance permet d'atteindre. *Il faut y croire*, alors que d'un point de vue systémique, l'idée d'idéal réduit l'incertitude de la complexité du présent en valeur morale symbolique prenant allure de vérité. Pur produit de la raison spéculative, l'idéal de la démocratie est une croyance que sa symbolique transforme en certitude. La démocratie *doit être* et *sera*. L'idéal relève désormais du familier parce qu'il anticipe l'avenir en réduisant symboliquement son incertitude, alors que pour *être*, la démocratie vécue en tant qu'attente au *présent* doit s'appuyer sur la confiance fondée sur l'expérience passée ou sur la probabilité du risque d'être déçu.

La démocratie n'est peut-être pas mais sera peut-être. L'idéal est temporel et à ce titre, il est la construction sociale d'une réalité anticipée, celle d'un futur dont l'incommensurable somme des possibilités constituant sa complexité a été réduite par l'intégration sociale du temps. L'idéal se vit dans un présent intégrant le futur. « *Die Zukunft kann nicht beginnen* » proclame Niklas Luhmann (1976, p. 130) ou « *l'avenir ne peut pas commencer* ». Appréhendée dans la perspective luhmannienne, la démocratie est un événement observé au présent, aux attentes imprédictibles, qui se vit dans et par la communication et donc, en tant que produit de contingences. La démocratie vécue au présent est, dans le langage luhmannien (Luhmann, 2010, p. 466), une normalisation symbolique de l'improbable.

Hors de toute normativité et parce que le futur est un horizon intatteignable d'incertitudes qui se déplace au rythme d'un présent d'attentes insaisissables, *la démocratie ne peut pas - ou peut, c'est selon - être celle à laquelle nous croyons*, car le vécu d'attente de l'idéal le rend *aléatoire* dans une société dite *stochastique*.

La démocratie n'est pas un idéal. Elle s'observe l'instant d'un moment émergeant en tant que point d'équilibre d'un possible conflictuel entre *collectifs capables*. La démocratie incarne la paix par l'équilibre observé des forces en présence. Elle s'exprime hors de tout critère normatif dans le pragmatisme du calcul des forces et des intérêts respectifs en tant que prise de risque pour la satisfaction des attentes. Dans cet esprit, la méfiance à l'égard des institutions et des pratiques par lesquelles elle s'incarne est indicatif de l'incommensurable diversité des attentes qui ne peuvent qu'être déçues par les décisions présentes prises au sujet des décisions précédentes.

Laissons à Niklas Luhmann l'honneur d'un mot de la fin en conclusion de parcours. Comme pour les opérations mathématiques de l'arithmétique et de l'algèbre relatifs aux systèmes autoréférentiels, qui ne peuvent produire de résultats univoques et font

alors face à l'insoluble indétermination,<sup>285</sup> un système requiert parfois des nombres ou plutôt des espaces imaginaires pour poursuivre ses opérations. Des opérations qui reposent alors sur « *des constructions imaginaires de l'unité systémique qui, dans la société, rendent possible de communiquer, si ce n'est pas avec la société, alors au moins au sujet de la société* » (Luhmann, 2013a, p. 167).<sup>286</sup>

« *In diesem Sinne möchten die im Vorstehenden skizzierten Überlegungen zu einer Theorie der Gesellschaft verstanden sein* » écrit Luhmann (1997, p. 1149) en guise de derniers mots de son œuvre maitresse. « *C'est dans ce sens qu'il faut entendre les considérations esquissées ci-dessus à propos d'une théorie de la société* ». <sup>287</sup>

« *En ce sens, nous devons aussi reconnaître la complexité croissante du nouveau monde* » proposons-nous d'ajouter en guise de fin de parcours, en toute reconnaissance de notre auteur et référence principale. « *In diesem Sinne müssen wir auch die zunehmende Komplexität der neuen Welt erkennen* » <sup>288</sup>

---

<sup>285</sup> « *Unresolvable indeterminacy* » selon les termes employés par George Spencer-Brown dans *Laws of Form* (1979, p. 57) et régulièrement cité par Niklas Luhmann.

<sup>286</sup> Traduction libre

<sup>287</sup> Traduction libre.

<sup>288</sup> Traduction libre



# ANNEXE 1

## GLOSSAIRE

### PRINCIPAUX FONDEMENTS CONCEPTUELS ET THÉORIQUES UTILISÉS PAR NIKLAS LUHMANN

Chez lui, à Oerlinghausen, <sup>289</sup> Niklas Luhmann passait pratiquement toute la journée à écrire: le matin de 8h30 à midi, l'après-midi d'environ 14h00 à 16h00, et enfin le soir jusqu'à environ 23h00. La journée de travail n'était interrompue que par les repas, les promenades avec son chien et quelques périodes de détente très concentrées ne durant généralement pas plus de 15 minutes. Écrire était pour lui une routine plus qu'un asservissement prenant la forme d'une lutte contre la page blanche. L'angoisse de la page blanche n'existait pas pour lui.

Jamais il ne s'exposait à l'obligation, aux contraintes ou à l'angoisse. Il ne s'attardait qu'aux idées qui lui venait facilement et les exprimait d'une manière quasi automatique. Lorsque le fil de sa pensée devenait plus fastidieux, il se tournait immédiatement vers autre chose pour éviter l'ennui et la lassitude. Dans la mesure où il travaillait toujours simultanément sur plusieurs livres, articles ou projets, sa pensée ne se retrouvait jamais bloquée. L'écriture n'a jamais été pour lui une charge ou une contrainte devant être justifiée ou récompensée par des pauses ou même de l'oisiveté. Au contraire, il était motivé par la succession et le fil de ses pensées qui lui donnaient l'impression constante que trop de problèmes étaient encore mal compris. À l'occasion de ses voyages à l'étranger, il ne lui fallait que quelques jours pour réaliser qu'il se devait de rentrer afin de poursuivre l'écriture. La seule source de contrariété de Niklas Luhmann était le manque de temps nécessaire à la réflexion. Le temps d'écriture de ses livres n'était essentiellement constitué que de la frappe des manuscrits qui, en règle

---

<sup>289</sup> Niklas Luhmann (1987, pp. 125-155) a révélé ces informations à l'occasion d'une entrevue publiée sous forme de livre, *Archimedes und wir*, dans laquelle il explique son parcours, sa posture et son organisation du travail intellectuel.

générale, n'étaient jamais soumis au processus de la révision. L'écriture de Niklas Luhmann était un prolongement naturel de sa pensée sur un mode quasi automatique. Ce procédé explique sans doute les nombreuses redites, ajouts de précisions ou multiplications d'explication de ses concepts et notions dans l'ensemble de ses écrits.

Le résultat de ce travail discipliné et bien organisé en un fil d'écriture plus ou moins ininterrompu de plus de trente années est un héritage scientifique répertorié dans une bibliographie comptant en avril 2020 plus de 2200 entrées auxquelles s'ajoutent 3900 documents manuscrits ou dactylographiés inédits.<sup>290</sup>

Niklas Luhmann a lui-même reconnu que son architecture théorique ne peut être expliquée par la linéarité d'un texte. Complexe et largement articulée, « *elle n'est pas construite hiérarchiquement mais hétérarchiquement et ne peut être vue d'un seul point parce qu'elle se connecte sur un réseau de concepts liés entre eux et se référant les uns aux autres* » (1989b, p. 16).<sup>291</sup> C'est un mode de pensée qui relève d'une logique quasi circulaire. Elle s'exprime dans une multitude de relations et de dépendances entre les concepts abstraits qu'il a lui-même développé. Cette pensée est un système organisé en toile d'araignée dont le point d'entrée peut se trouver partout.

C'est aussi une logique qui se reflète dans la rédaction de ses notes personnelles. Inscrites sur plus de 90,000 fiches organisées au fil des années selon un mode de référencement les associant les unes aux autres, les notes de Niklas Luhmann prennent la forme de mots-clé s'utilisant comme un dictionnaire. Il aime étaler les fiches qui lui sont utiles sur son bureau afin d'appréhender ses sujets et construire son argumentation. Ces fiches articulent, selon ses propres dires, « *une remarquable technique de représentation de la théorie puisque c'est exactement la décomposition de la théorie en concepts individuels qui met en lumière le problème de leur recombinaison* » (Luhmann, 1989b, p. 16).<sup>292</sup>

La technique de Luhmann ouvre une porte sur de nouvelles problématiques et sur un éventail d'originales et nombreuses combinaisons possibles. Ces combinaisons sont la source d'idées nouvelles, ce qui est une caractéristique propre à la construction de connaissances scientifiques. « *J'ai une grande quantité de fiches sur le concept de différenciation fonctionnelle; j'ai également une série de notices sur les systèmes auto-*

---

<sup>290</sup> Selon le niklas-luhmann-archiv de l'Universität Bielefeld

<sup>291</sup> Traduction libre

<sup>292</sup> Traduction libre

*référentiels, et j'ai un gros paquet de notes sur la binéarité. Actuellement, je dois préparer un exposé sur les problèmes écologiques dans les sociétés modernes et mon travail consiste à réviser les fiches provenant des trois domaines conceptuels que je viens de mentionner et de les combiner de telle façon que j'aurai à dire quelque chose de substantiel sur ce thème. Les idées nouvelles résultent alors des différentes possibilités de combinaison des fiches correspondant à chacun des trois domaines conceptuels »* explique Luhmann (1989d, p. 75)<sup>293</sup> afin de décrire sa méthode de productivité qui se démarque du travail classique de maîtrise d'oeuvre au profit du développement d'un esprit scientifique.

*« Ce qui est crucial, ce n'est pas la collecte de nouvelles données mais plutôt une nouvelle façon de traiter ce que l'on sait déjà »* écrit-il (1989b, p.15)<sup>294</sup> pour justifier que l'empirisme, bien qu'il puisse élaborer des approches pour combler des lacunes, relève de méthodes qui ne sont guères adéquates à la description de la société contemporaine qui ne peut être décrite que comme le résultat d'un monde polycontextuel pour lequel l'élaboration théorique doit se concentrer davantage sur la pratique de l'interdisciplinarité et de la transdisciplinarité.

La structure théorique réticulaire de Niklas Luhmann pose de véritables défis qui s'ajoutent à la compréhension même de ses idées, notions et concepts. En effet, ils ne peuvent être définis qu'en référence à d'autres idées, notions et concepts qui ne se retrouvent jamais tous à la fois dans les nombreux ouvrages du chercheur. Plusieurs de ses écrits présupposent souvent la connaissance préalable de la théorie dans son ensemble et font usage d'arguments construits et démontrés dans d'autres textes. Avec cette méthode de construction circulaire, il est impossible pour le lecteur non avisé de saisir adéquatement la portée de la réflexion de Luhmann à propos d'une question spécifique sans la connaissance de la structure théorique générale et des nuances appliquées au fil de ses travaux. Qui-plus-est, ce mode de pensée est susceptible d'être encore plus assombri par les fréquents biais provoqués par les traductions en plusieurs langues provenant de souches diverses. S'ajoute à cet obstacle la polysémie du vocabulaire employé, les nombreux traducteurs et auteurs faisant usage du même vocabulaire selon des définitions différentes et dans des contextes différents pour des approches théoriques différentes.

---

<sup>293</sup> Tenus en 1985, ces propos précèdent la publication en 1986 de *Ökologische Kommunikation : Kann die moderne Gesellschaft sich auf ökologische Gefährdungen einstellen ?*

<sup>294</sup> Traduction libre

Dans le cadre de sa théorie des systèmes sociaux, Niklas Luhmann a adapté et développé de nombreux concepts. Certains lui sont propres alors que d'autres sont dérivés d'autres auteurs. Il les a utilisés de manière idiosyncratique et avec une clarification qui dépend souvent de considérations théoriques plus que complexes.

En ce qui nous concerne, nous les avons utilisés d'une manière plus large et avec beaucoup moins de précision. Puisqu'une justification suffisante de ces concepts et des relations qu'ils entretiennent entre eux n'a pas toujours été possible dans le corps du texte, nous présentons dans ce glossaire quelques définitions accompagnées d'une brève explication et, lorsqu'ils ont originalement fait l'objet d'énonciations spécifiques et de descriptions suffisamment détaillées, des références aux textes de Niklas Luhmann susceptibles de donner plus d'explications à leur sujet. Nous les avons rédigé en complémentarité à celles élaborées par Luhmann lui-même dans un court glossaire définissant et expliquant certains de ses concepts (1989a) ainsi qu'à celles développées par Baraldi, Corso et Esposito (1996), Seidl (2005), Moeller (2006) et LeBouter dans Luhmann (2012, pp. 187-193).

Ce glossaire n'est pas un découpage intempestif de la théorie des systèmes sociaux ni même une tentative d'explication, de vulgarisation ou de raccourci pour sa compréhension. Notre prétention n'est pas de définir de manière absolue les principaux fondements conceptuels et théoriques de Niklas Luhmann. Ce glossaire se veut donc non-exhaustif. Nous l'avons construit afin d'établir le sens auquel nous nous référons et en guise d'outil de travail qui vise à faciliter la lecture de notre texte. Les concepts que nous avons choisi de définir reposent sur l'usage que nous en avons fait. Au gré du lecteur, les définitions sont accompagnées de références bibliographiques à des textes de Niklas Luhmann afin d'en permettre l'approfondissement.

Nous avons choisi de présenter les définitions en suivant le modèle que nous avons développé pour la figure 30. Ce modèle d'organisation est un schéma synoptique des principaux fondements conceptuels et théoriques du parcours épistémologique de Niklas Luhmann. Il décrit le **parcours conceptuel en quatre temps** et la **typologie des systèmes fonctionnels** tel que développée par Niklas Luhmann. C'est un choix que nous justifions par une volonté de catégorisation des concepts en une typologie, selon que nous considérons qu'ils appartiennent au contexte d'une **conceptualisation globale**, aux **applications systémiques**, aux **structures dynamiques** ou qu'ils agissent tel des dispositifs systémiques et produits de l'**analyse fonctionnelle de la dynamique sociale**.

## 1. CONCEPTUALISATION GLOBALE

### **La théorie repose sur des propriétés systémiques générales.**

Les propriétés systémiques générales établies par Niklas Luhmann constituent les caractères singuliers et distinctifs d'un système conceptualisé en tant que mode de construction de connaissances selon les principes de la systémique de seconde génération. Se démarquant de la systémique traditionnelle, la systémique de seconde génération est dite *observante*. Les systèmes n'y sont pas constitués selon le paradigme structurel de l'ensemble des parties mais selon le paradigme fonctionnel de l'observation de différences entre l'unité d'un système et son environnement. Les systèmes conçus par Luhmann selon ce paradigme sont des *systèmes fonctionnels observateurs*. Ils s'observent et se différencient de ce qu'ils ne sont pas, ce qui constitue leur unité identitaire singulière par laquelle ils produisent des communications, chacune assurant la reproduction de l'unité identitaire du système. Les systèmes ont pour fonction de réduire la complexité du monde à un environnement de contingence dans lequel puisent les opérations de communication, chacune produisant le sens de l'instant de son observation et le sens de l'évolution sociale dans l'observation de leur succession temporelle.

#### ***Autopoïèse (Autopoiesis)***

*Singularité d'un système caractérisé par sa capacité à produire et reproduire ses éléments constitutifs par ses opérations spécifiques dans le but de définir son unité identitaire sans intervention externe. Nous dirons des systèmes autopoïétiques qu'ils sont fermés, ne se réfèrent qu'à eux-mêmes pour leurs opérations et sont des processus dynamiques I l'identité n'est déterminé que par l'exécution d'opérations. Avec l'arrêt de ses opérations, un système autopoïétique cesse d'exister.*

(Luhmann, 1986), (Luhmann, 2012a, pp. 32-35)

#### ***Autoréférence (Selbstreferenz)***

*Singularité d'un système autopoïétique caractérisé par sa capacité à faire usage de ses opérations pour se référer à lui-même comme unité identitaire dans le but de se distinguer de son environnement afin d'en organiser la complexité. Nous dirons des systèmes autoréférentiels qu'ils exécutent ce processus dynamique de différenciation par eux-même et à l'intérieur d'eux-même sans frontière ontologique déterminée de l'extérieur, ce qui leur permet de construire la connaissance. Sans contact avec ce qu'ils sont, les systèmes autoréférentiels ne peuvent observer une réalité externe. L'autoréférence est ainsi un mode de prise de contact d'un système avec son environnement.*

(Luhmann, 1986), (Luhmann, 2010, chap. 11)

### **Complexité (Komplexität)**

*État spécifique établissant une condition de tant d'éléments événementiels qu'ils ne peuvent être reliés les uns aux autres que de manière sélective par un processus de réduction définissant un schéma de sélection de possibles relations. Nous dirons de la complexité qu'elle est la totalité des possibles relations entre éléments événementiels observées par un système sur lui-même ou sur son environnement, l'environnement étant toujours plus complexe que le système car le système trace une frontière limitant son propre domaine du possible à ce qui le différencie fonctionnellement. L'accroissement de la complexité impose des limites à un système qui, si il ne peut procéder à la réduction, doit se subdiviser en sous-système*

(Luhmann, 2010, pp. 62-72 ), (Luhmann, 2012a, chap. 1.9)

### **Contingence (Kottingenz)**

*État d'une situation pour laquelle les éléments événementiels qui la compose ne sont pas impossibles ni nécessaires, ce qui fait de l'état de contingence, un résultat d'une réduction de complexité dans un domaine social particulier. Nous dirons de la contingence qu'elle décrit l'ensemble des éléments ou événements possibles sélectionnés d'un environnement de complexité et susceptibles de se produire sur la base du hasard, ce qui implique dans la dimension sociale la possibilité de déception sur la base d'attentes et donc la nécessité de confiance et de prise de risques. Une société contingente implique qu'un moment émergeant prenant phénoménologiquement le caractère d'événement pourrait être autre et que le prochain ne peut être que son actualisation possible parmi un ensemble de possibles. L'évolution sociale se décrit ainsi comme une collection d'événements fortuits inscrits dans une continuité sensible aux hasards. Elle est probabiliste au sens où elle est le résultat d'une suite d'observations de variables propres aux systèmes observés et dont les valeurs sont des probabilités relatives à leur éventualité dans un environnement où l'une exclut toujours les autres. Dans cet esprit, la société est dite stochastique par son caractère alléatoire dérivé des probabilités mathématiques à la base de la pensée systémique.*

(Luhmann, 2012a, p. 281)

### **Production de sens (Sinnesproduktion)**

*Singularité d'un système autopoïétique et autoréférentiel caractérisé par sa capacité dynamique de sélection dans la complexité organisée du monde afin de la réduire et la maintenir simultanément par le sens produit par le système. Le monde ne peut être observé que par le sens produit dans les systèmes, sens et système n'étant possibles qu'ensemble comme exigences mutuelles. Nous dirons des systèmes constitutifs de sens qu'ils permettent par le sens de tout observer comme contingent tant dans la dimension factuelle (ce qui est ou n'est pas), temporelle (l'appréhension du présent par le passé récursif et le futur anticipé) et sociale (la multiplicité des perspectives contingentes d'observation). Toute opération systémique est une sélection de contenu réel par le sens faisant sens parmi des alternatives possibles. Le sens est ainsi paradoxalement le produit exprimé d'une opération qui le présuppose.*

(Luhmann, 2010, chap. 2), (Luhmann, 2012a, chap. 1.3)

## 2. APPLICATIONS SYSTÉMIQUES

### Un système maintient des opérations productives de sens.

Les opérations productives de sens font la jonction des concepts de la théorie des systèmes et des concepts à la base de la sociologie en définissant les principes, les notions et les modes de construction de la connaissance issue d'un système observateur. Elles se fondent sur une approche constructiviste caractérisée par l'absence d'ontologie, le point de départ de toute connaissance devant être un espace non marqué ne pouvant être identifié comme objet ou concept préalablement acquis mais comme une distinction constituée de deux facettes. Du point de vue de l'observation, la distinction agit en tant que stabilisateur du caractère de l'espace distingué et l'indication d'une des facettes observée détermine le sens de toute communication qui y est générée.

#### ***Communication (Kommunikation)***

*La communication est l'opération productrice de sens à la base de tout système social. Elle est constituée d'une suite d'opérations destinées à réduire une globalité de vraisemblances à une synthèse de trois sélections comprenant l'information, l'énonciation et la compréhension, toutes sélections destinées à réduire la complexité par un choix dans la contingence. Nous dirons que la communication est un moment émergent de sens qui se produit lorsqu'un individu comprend (Verstehen) que quelque chose et pas autre chose (Information) est exprimé dans un mode et pas dans un autre par quelqu'un d'autre (Mitteilung). Aucun système social ne peut exister sans la communication, tout comme aucun système vivant ne peut exister sans la vie et qu'aucun système psychique ne peut exister sans la conscience.*

(Luhmann, 1981), (Luhmann, 2010, chap. 4), (Luhmann, 2012a, pp. 35-49)

#### ***Conscience du monde (Welt)***

*La notion de monde ne se fonde pas sur l'existence d'une «chose» mais sur l'indétermination des trois dimensions du sens pouvant s'offrir à la conscience. La dimension temporelle, ouverte sur l'avenir, génère l'incertitude et donc la contingence des possibles. La dimension factuelle, composée de l'infinitude réticulaire des relations causales possibles, indétermine le choix de celle prise en compte. La dimension sociale, ignorant l'individuation de l'individu, tisse l'ordre social par les actions générées par l'indétermination de chaque individu également subjectivés. Le monde s'appréhende ainsi tel un horizon qui transcende les dimensions du sens. Il est une unité ne pouvant jamais être observée comme une entité globale mais seulement comme une distinction faite par un observateur entre un système et son environnement à l'aide des paramètres systémiques et des opérations de communication*

(Luhmann, 2010, chap. 5, VIII), (Luhmann, 2012a, chap. 1.10)

#### ***Paradoxe (Paradoxie) et Observation (Beobachtung)***

*La notion de paradoxe découle obligatoirement de l'opération d'observation simultanée d'une distinction et d'une indication formant un tout unitaire. La distinction implique obligatoirement deux*

*facettes. L'une est observée et dite indiquée alors que l'autre, bien que distinguée et donc implicitement existante, échappe à l'observation. Nous dirons de cette observation qu'elle est une observation de premier ordre, centrée sur l'objet d'observation. Observer une observation de premier ordre permet de voir comment observe le premier observateur et donc l'ensemble de l'objet d'observation constituée de la distinction, de l'indication et de l'angle mort qu'est la facette non observée. Nous dirons de cette observation qu'elle est une observation de second ordre. Elle révèle le paradoxe qui découle d'une opération d'observation, soit l'impossibilité d'observer une facette sans simultanément reconnaître la présence de l'autre comme référent de celle observée. Toute opération d'observation est en soit paradoxale car pour avoir lieu, elle doit reconnaître les conditions de son impossibilité soit l'indication que la facette observée est celle-ci parce qu'elle n'est pas celle-là, la différence créée par l'opération de distinction s'établissant temporellement. Le paradoxe est ainsi l'unité de deux choses différentes simultanément présentes mais alternativement et temporellement observées, ce qui implique que dès l'expression d'une observation, elle relève déjà du passé. Lorsqu'appliquée à elle-même, toute distinction fondée sur un code binaire conduit inévitablement à un paradoxe.*

(Luhmann, 1999b), (Luhmann, 2012a, pp. 25-28)

### **Sémantique (Semantik)**

*Ensemble des formes orales ou écrites utilisées pour la sélection des contenus de sens dans la société. Le sens n'existe qu'en tant qu'événement du temps présent et il doit donc être traité par l'ensemble des formes que constituent la sémantique afin que chacune des communications soient reliées temporellement les unes aux autres. Nous dirons alors que la sémantique offre un sens global provenant d'une sélection de contenus émergeant de la communication, le concept de sémantique se substituant au concept de culture pour la compréhension sociale. Les changements de structures sociales amenés par la complexité provoquent les changements sémantiques nécessaires à l'orientation de la communication qui produisent de nouvelles descriptions systémiques et permettent la reproduction.*

(Luhmann, 1984), (Luhmann, 2012a, pp. 324-327)

## **3. STRUCTURES DYNAMIQUES**

### **Un système se définit par le contenu de ses paramètres systémiques.**

Les paramètres systémiques constituent l'ensemble des termes de référence à partir desquels un système est défini comme unité et se distingue d'autres systèmes. Les paramètres systémiques regroupent les éléments que sont le *code*, le *programme*, le *médium* et la *forme*, la *fonction* ainsi que l'*autorité*. Le contenu de ces éléments est linguistiquement caractérisé par la spécificité sociale identifiée comme un tout systémique, ce qui en fait des variables sémantiques par lesquelles le système s'observe et observe son environnement par l'entremise de la communication à des fins de différenciation. L'existence même d'un système s'incarne dans ses opérations de



communications qui, en se fondant sur la nature sémantique des paramètres, lui permettent de traiter la complexité de l'environnement externe en constituant la contingence dans laquelle il sélectionne les possibles et engendre son sens fonctionnel pour chacune de ses opérations par lesquelles émergent les événements d'un instant observé au présent.

### ***Autorité***

*L'autorité est ce qui détient le pouvoir d'exercice de la communication. Sa capacité est légitimée par la posture qu'il occupe au sein du système et l'admission de son influence pour ses rapports à l'action.*

(Luhmann, 2012a, chap. 2)

### ***Code (Codierung)***

*Les codes sont la distinction normative binaire de la communication et sont constitués de distinctions opposées, de valeur positive et de valeur négative. Nous dirons des codes qu'ils sont des gabarits sémantiques qui permettent d'appréhender les irritations produites dans l'environnement afin de produire le sens pertinent aux systèmes auxquels ils appartiennent, aucune communication ne pouvant intégrer un système sans sa traduction par la codification appropriée. Les codes procèdent d'un dédoublement de la réalité trouvée et offrent ainsi un schéma d'observation au sein duquel tout ce qui est observé apparaît comme contingent, c'est-à-dire comme autrement possible.*

(Luhmann, 1989a, p. 143)

### ***Fonction (Funktion)***

*La fonction représente la finalité attendue de la communication et de la régulation de sens comme solution au problème observé de la complexité. Elle s'intègre à l'unité du système par la notion de différenciation fonctionnelle (Ausdifferenzierung) et permet sa différenciation de l'environnement.*

(Luhmann, 2013a, pp. 332-333)

### ***Médium et forme (Symbolisch generalisierte Kommunikationsmedien)***

*Les systèmes de communication symboliquement généralisés se constituent eux-même par une distinction: celle distinguant le médium et la forme. Ils constituent l'expression généralisée de ce qui est communiqué et perçu. Ils sont indissociables l'un de l'autre, le médium jouant le rôle de support qui révèle les propriétés de ce qui est communiqué par la production de formes. Les objets ainsi perçus prennent toujours forme par l'entremise d'un médium lui-même informe. En intégrant la communication à un champ social particulier, les médias de communications symboliquement généralisés créent des attentes et augmentent les chances d'acceptation de la communication lorsque le rejet est probable. Ils ne doivent pas être restreint aux médias de diffusion (Verbreitungsmedien) qui agissent non pas sur le succès d'une communication par son acceptation mais sur la portée de sa redondance sociale en déterminant et élargissant le cercle des récepteurs.*

(Luhmann, 2010, chap. 1, IV), (Luhmann, 2012a, chap. 2)

**Programme (Programm)**

*Les programmes sont des langages du social. Ils déterminent les conditions et les règles nécessaires à la réalisation d'opérations. Les programmes font toujours référence au code par la description des conditions par lesquelles la valeur positive ou négative codifiée peut être attribuée à des faits ou événements. Ils apportent des nuances à la stricte binarité des codes.*

(Luhmann, 1989a, p. 145)

## **4. ANALYSE DE LA DYNAMIQUE SOCIALE**

### **Le monde s'appréhende par les dispositifs dynamiques.**

Les dispositifs de dynamique sociale permettent la lecture et l'analyse du monde social. Ils décrivent comment les notions et concepts sont appliqués à la différenciation fonctionnelle de la société en multiples sous-systèmes sociaux sémantiquement autonomes et les relations qu'ils entretiennent en interagissant les uns avec les autres.

**Couplage (Kopplung)**

*Les systèmes sociaux cohabitent et la notion de couplage décrit les dépendances mutuelles entre un système et ceux présents dans son environnement. Nous dirons d'un système en présence d'un autre dans son environnement qu'ils sont en état de relation ou d'interpénétration et s'irritent mutuellement, le couplage agissant structurellement pour traiter ces irritations sur la base de ce qu'ils sont.*

(Luhmann, 2010)

**Différenciation fonctionnelle (Ausdifferenzierung)**

*La différenciation fonctionnelle caractérise chacun des systèmes sociaux agissant à l'intérieur de systèmes, non par la décomposition d'un système global en parties, mais plutôt par l'émergence de différences fonctionnelles entre système et environnement au sein des systèmes. La différenciation est fonctionnelle dans la mesure où chaque système acquiert son identité en remplissant une fonction pour un système global. La société agit à titre de système global dans lequel agissent des systèmes sociaux possédant leur propre unité fonctionnelle et qui, à leur tour, peuvent générer autant d'autres sous-systèmes que la réduction de la complexité de leur environnement requiert.*

(Luhmann, 2010)

**Irritation (Irritation)**

*La notion d'irritation doit être comprise dans le sens original de la langue allemande associé au verbe irriter (irritieren), qui est sémantiquement plus proche de la notion de « distraction » que de celle plus courante et négative de « dérangement » dans les langues française et anglaise. L'environnement d'un système, composé d'autres systèmes, agit comme une irritation qui résonne face à lui. Nous dirons que l'irritation est une perturbation ou un bruit induisant une résonance systémique imprédictible créant une nouvelle différence inhérente à l'environnement d'un système sans être une réaction causale ni un processus systémique d'entrée et de sortie. L'irritation ne peut être significative que si elle implique une*

*interaction agissante sur le contexte fonctionnel du système pour lequel elle induit une résonance et dans ce cas, nous parlerons alors de couplage structurel.*

(Luhmann, 2010)

### ***Société (Gesellschaft)***

*La société est le système social global qui englobe tous les systèmes sociaux fonctionnellement différenciés qui produisent des communications dans leurs strictes conditions de limitations et reproduisent la société dans son ensemble. De ce fait, la société est l'ensemble possible de toutes les communications sociales. De par son principe théorique, nous dirons que la société est une autodescription d'elle-même qui thématise chacune des dimensions de sens en une théorie de la communication expliquant l'ordre social, une théorie de l'évolution expliquant l'évolution temporelle et une théorie de la différenciation expliquant les relations factuelles. La société est elle-même le produit du système social de la science et ne reflète donc aucune réalité objective. Elle offre une perspective d'observation sociologique particulière parmi tous les autres types d'observations de nature sociologique.*

(Luhmann, 2012, chap. 1.1, 1.9), (Luhmann, 2010, chap. 10.II)

### ***Système social (Soziales system)***

*Dans la théorie des systèmes sociaux, un système social peut être associé à la société, aux organisations et aux interactions. Il émerge chaque fois qu'une connexion autopoétique de communication est produite afin de se distinguer d'un environnement en se référant à sa singularité systémique. Les opérations de communication produisent le sens en se restreignant à celles appropriées aux paramètres du système. En conséquence, les systèmes sociaux ne sont pas constitués de personnes et d'actions mais de communications.*

(Luhmann, 2010), (Luhmann, 1986)

## APPENDICE 1

### HÉRODOTE, TRADUCTIONS DU LIVRE VI, 131

VI, 131 « Ἀμφὶ μὲν κρίσι τῶν μνηστήρων τοσαῦτα ἐγένετο, καὶ οὕτω Ἀλκμεωνίδαι ἐβώσθησαν ἀνά τὴν Ἑλλάδα. Τούτων δὲ συνοικησάντων γίνεται Κλεισθένης τε ὁ τὰς φυλάς καὶ τὴν **δημοκρατία** Ἀθηναίοισι καταστήσας, ἔχων τὸ οὔνομα ἀπὸ τοῦ μητροπάτορος τοῦ Σικυωνίου· οὗτός τε δὴ γίνεται Μεγακλείϊ καὶ Ἴπποκράτης. Ἐκ δὲ Ἴπποκράτους Μεγακλῆς τε ἄλλος καὶ Ἀγαρίστη ἄλλη, ἀπὸ τῆς Κλεισθέneos Ἀγαρίστης ἔχουσα τὸ οὔνομα, ἦ συνοικήσασά τε Ξανθίππῳ τῷ Ἀρίφρονος καὶ ἔγκυος ἐοῦσα εἶδε ὄψιν ἐν τῷ ὕπνῳ, ἐδόκεε δὲ λέοντα τεκεῖν· καὶ μετ' ὀλίγας ἡμέρας τίκει Περικλέα Ξανθίππῳ.

Transcription du Texte Grec, Godley (1925)

**VI, 131.** *Ce fut ainsi que ce prince s'y prit pour choisir un gendre parmi tant de prétendants, et ce fut ainsi que les Alcmeonides acquirent en Grèce une si grande célébrité. Le premier enfant qu'eut Mégacles de ce mariage fut appelé Clisthène, du nom de son aïeul maternel, le tyran de Sicyone. **Ce fut lui qui partagea le peuple en dix tribus, et qui établit le gouvernement démocratique.** Il eut ensuite Hippocrates. D'Hippocrates naquit un autre Mégacles et une autre Agariste, ainsi nommée d'Agariste, fille de Clisthène. Elle épousa Xanthippe, fils d'Ariphron. Tandis qu'elle était enceinte, elle crut en songe qu'elle enfantait un lion; et, quelques jours après, elle accoucha de Périclès.*

Traduit du grec, Larcher (1850)

**VI, 131** *Voilà comment se passa le choix entre les prétendants ; et c'est ainsi que les Alcmeonides devinrent célèbres en Grèce. De ce mariage naquit Clisthène, **celui qui établit chez les Athéniens les tribus et le régime démocratique**; il tira son nom de son aïeul maternel le Sicyonien; outre lui, Mégacles eut aussi pour fils Hippocrate. D'Hippocrate naquirent un autre Mégacles et une autre Agaristé, dénommée d'après Agaristé fille de Clisthène; elle épousa Xanthippos fils d'Ariphron; étant enceinte, elle eut une vision en songe; il lui sembla qu'elle accouchait d'un lion; et, peu de jours après, elle donna Périclès à Xanthippos.*

Traduit du grec, Legrand (1948)

**VI, 131** *Voilà comment Clisthène fit son choix parmi les prétendants, et toute la Grèce alors parla des Alcmeonides. Un enfant naquit de ce mariage, Clisthène, **qui donna aux Athéniens leurs tribus et leur régime démocratique**; il portait le nom de son aïeul maternel, le tyran de Sicyone. Mégacles eut encore un autre fils, Hippocrate et une seconde Agaristé, qui tenait son nom de la fille de Clisthène et qui, mariée à Xanthippe fils d'Ariphron, eut, enceinte, un songe pendant son sommeil : il lui sembla qu'elle enfantait un lion; quelques jours plus tard, elle donnait à Xanthippe un fils, Périclès.*

Traduit du grec, Barguet (1964)

**VI, 131** *Such is the tale of the choice among the suitors; and thus the fame of the Alcmeonidae resounded throughout Hellas. From this marriage was born that Cleisthenes, named after his mother's father from Sicyon, **who gave the Athenians their tribes and their democracy**; he and Hippocrates were born to Megacles; Hippocrates was father of another Megacles and another Agariste, called after Agariste who was Cleisthenes' daughter. She was married to Xanthippus son of Ariphron, and when she was pregnant she saw in her sleep a vision in which she thought she gave birth to a lion. In a few days she bore Xanthippus a son, Pericles.*

Traduit du grec, Godley (1925)

**VI, 131** *So much for the judgement of the Suitor: an episode that led to the Alcmaeonidss becoming the talk of Greece. The child born of the union of Megacles and Agariste was the same Cleisthenes **who organized the tribes in Athens, and instituted democracy there**; he was named after his mother's father, Cleisthenes of Sicyon. Megacles also had a second son, Hippocrates, who fathered yet another Megacles, and another Agariste, named after the Agariste who was the daughter of Cleisthenes. This second Agariste married Xanthippus, the son of Arisphron; and while she was pregnant by him, had a dream in which she imagined herself giving birth to a lion. A few days later she bore Xanthippus a son: Pericles.*

Traduit du grec, Holland (2013)

## APPENDICE 2

### HÉRODOTE, TRADUCTIONS DU LIVRE III, 80

III, 80 (...) Οτάνης μὲν ἐκέλευε ἐς μέσον Πέρσῃσι καταθεῖναι τὰ πρήγματα, λέγων τάδε· Ἐμοὶ δοκεῖ ἕνα μὲν ἡμέων μοῦ ναρχον μηκέτι γενέσθαι· οὔτε γὰρ ἡδὺ οὔτε ἀγαθόν. Εἶδετε μὲν γὰρ τὴν Καμβύσειω ὕβριν ἐπ’ ὅσον ἐπεξήλαθε, μετεσχὴ κατε δὲ καὶ τῆς τοῦ μάγου ὕβριος. Κῶς δ’ ἂν εἴη χρῆμα κατηρημένον μοναρχίῃ, τῆ ἕξεστι ἀνευθύνω ποιείειν τὰ βούλεται; Καί γὰρ ἂν τὸν ἄριστον ἀνδρῶν πάντων σάντα ἐς ταύτην τὴν ἀρχὴν ἐκτὸς τῶν ἐωθότων νοημάτων στή σσει. Ἐγγίνεται μὲν γὰρ οἱ ὕβρις ὑπὸ τῶν παρεόντων ἀγαθῶν, φθόνος δὲ ἀρχῆθεν ἐμφύεται ἀνθρώπῳ. Δύο δ’ ἔχων ταῦτα ἔχει πᾶσαν κακότητα· τὰ μὲν γὰρ ὕβρι κεκορημένος ἔρδει πολλὰ καὶ ἀτάσθαλα, τὰ δὲ φθόνῳ. Καί τοι ἀνδρα γε τύραννον ἄφθονον ἔδει εἶναι, ἔχοντά γε πάντα τὰ ἀγαθὰ· τὸ δὲ ὑπεναντίον τούτου ἐς τοὺς πολὶ τας πέφυκε· φθονεῖ γὰρ τοῖσι ἀρίστοισι περιεοῦσί τε καὶ ζῶουσι, χαίρει δὲ τοῖσι κακίστοισι τῶν ἀστῶν, διαβολὰς δὲ ἄριστος ἐνδέκεσθαι. Ἀναρμοστότατον δὲ πάντων· ἦν τε γὰρ αὐτὸν μετρίως θωμάζης, ἄχθεται ὅτι οὐ κάρτα θερα πεύεται, ἦν τε θεραπευὴ τις κάρτα, ἄχθεται ἄτε θωπί. Τὰ δὲ δὴ μέγιστα ἐρχομαί ἐρέων· νόμαί τε κινεῖ πάτρια καὶ βιάται γυναίκας κτείνει τε ἀκρίτους. Πλήθος δὲ ἄρχον πρῶτα μὲν οὔνομα πάντων κάλλιστον ἔχει, ἰσονομίην. Δεύτερα δὲ τούτων τῶν ὁ μούναρχος ποιέ&epsilon;ilon;ι οὐδέν· πάλῳ μὲν γὰρ ἀρχὰς ἄρχει, ὑπεύθυνον δὲ ἀρχὴν ἔχει, βουλεύε ματα δὲ πάντα ἐς τὸ κοινὸν ἀναφέρει. Τίθεμαι ὧν γνῶμην μετέντας ἡμέας μοναρχίην τὸ πλῆθος ἀέξειν· ἐν γὰρ τῷ πολλῷ ἕνι τὰ πάντα.

Transcription du Texte Grec, Godley (1925)

III, 80 (...) Otanès exhorta les Perses à mettre l'autorité en commun. « Je crois, dit-il, que l'on ne doit plus désormais confier l'administration de l'État à un seul homme, le gouvernement monarchique n'étant ni agréable ni bon. Vous savez à quel point d'insolence en était venu Cambyse, et vous avez éprouvé vous-mêmes celle du mage. Comment, en effet, la monarchie pourrait-elle être un bon gouvernement ? Le monarque fait ce qu'il veut, sans rendre compte de sa conduite. L'homme le plus vertueux, élevé à cette haute dignité, perdrait bientôt toutes ses bonnes qualités. Car l'envie naît avec tous les hommes, et les avantages dont jouit un monarque le portent à l'insolence. Or, quiconque a ces deux vices a tous les vices ensemble : tantôt il commet, dans l'ivresse de l'insolence, les actions les plus atroces, et tantôt par envie. Un roi devrait être exempt d'envie, du moins parce qu'il jouit de toutes sortes de biens ; mais c'est tout le contraire, et ses sujets ne le savent que trop par expérience. Il hait les plus honnêtes gens, et semble chagrin de ce qu'ils existent encore. Il n'est bien qu'avec les plus méchants. Il prête volontiers l'oreille à la calomnie ; il accueille les délateurs : mais ce qu'il y a de plus bizarre, si on le loue modestement, il s'en offense ; si, au contraire, on le recherche avec empressement, il en est pareillement blessé, et ne l'impute qu'à la plus basse flatterie ; enfin, et c'est le plus terrible de tous les inconvénients, il renverse les lois de la patrie, il attaque l'honneur des femmes, et fait mourir qui bon lui semble, sans observer aucune formalité. Il n'en est pas de même du **gouvernement démocratique**. Premièrement on l'appelle isonomie (l'égalité des lois) ; c'est le plus beau de tous les noms : secondement, il ne s'y commet aucun de ces désordres qui sont inséparables de l'État monarchique. Le magistrat s'y élit au sort ; il est comptable de son administration, et toutes les délibérations s'y font en commun. **Je suis donc d'avis d'abolir le gouvernement monarchique, et d'établir le démocratique, parce que tout se trouve dans le peuple.**

Traduit du grec, Larcher (1850)

III, 80 (...) Otanès engageait à remettre à la disposition de tous les Perses la direction des affaires; il disait : « Mon avis est qu'un seul homme n'ait plus sur nous d'autorité monarchique; car cela n'est ni agréable ni bon. Vous avez vu en effet à quel point s'est porté l'insolent orgueil de Cambyse, et vous avez pour votre part éprouvé aussi celui du mage. Comment la monarchie serait-elle chose bien ordonnée, quand il lui est loisible, sans avoir de comptes à rendre, de faire ce qu'elle veut? Le meilleur homme du monde, investi de cette autorité, serait en effet mis par elle hors de ses pensées accoutumées. La prospérité dont il jouit fait naître en lui l'insolence orgueilleuse; et l'envie est innée chez l'homme de tout temps. Ayant ces deux vices, le monarque a en lui toute méchanceté : l'orgueil fait que, gorgé, il commet beaucoup d'actes follement criminels; l'envie de même. En vérité, le tyran, mieux qu'un autre, devrait ignorer l'envie, puisqu'il possède tous les biens; mais c'est tout le contraire qu'exprime son attitude envers les citoyens : il envie les meilleurs tant qu'ils vivent et sont de ce monde; il est bien avec la pire partie de la population, il est très fort

pour accueillir les calomnies. Rien de plus inconséquent : si vous l'admirez modérément, il vous en veut de ne pas le beaucoup courtiser; le courtise-t-on beaucoup, il vous en veut comme à un vil flatteur. Et je vais dire ce qu'il y a de plus grave : il bouleverse les coutumes des ancêtres, il fait violence aux femmes, il met à mort sans jugement. Au contraire, **le gouvernement du peuple**, tout d'abord, porte le plus beau de tous les noms : isonomie. Puis, il ne s'y fait rien de ce que fait le monarque : on y obtient les magistratures par le sort, on y rend compte de l'autorité qu'on exerce, toutes les délibérations y sont soumises au public. **J'opine donc pour que nous renoncions à la monarchie et que nous élevions le peuple au pouvoir; car c'est dans le nombre que tout réside.**

*Traduit du grec, Legrand (1939)*

III, 80 (...) Otanès, d'abord, demanda qu'on remît au peuple perse le soin de diriger ses propres affaires. « À mon avis », déclara-t-il, le pouvoir ne doit plus appartenir à un seul homme parmi nous : ce régime n'est ni plaisant ni bon. Vous avez vu les excès où Cambyse s'est porté dans son fol orgueil, vous avez supporté l'orgueil du mage aussi. Comment la monarchie serait-elle un gouvernement équilibré, quand elle permet à un homme d'agir à sa guise, sans avoir de comptes à rendre ? Donnez ce pouvoir à l'homme le plus vertueux qui soit, vous le verrez bientôt changer d'attitude. Sa fortune nouvelle engendre en lui un orgueil sans mesure, et l'envie est innée dans l'homme : avec ces deux vices, il n'y a plus en lui que perversité ; il commet follement des crimes sans nombre, saoul tantôt d'orgueil tantôt d'envie. Un tyran, cependant, devrait ignorer l'envie, lui qui a tout, mais il est dans sa nature de prouver le contraire à ses concitoyens. Il éprouve une haine jalouse à voir vivre jour après jour les gens de bien ; seuls les pires coquins lui plaisent, il excelle à accueillir la calomnie. Suprême inconséquence : gardez quelque mesure dans vos louanges, il s'en indigne encore comme d'une flagornerie. Mais le pire, je vais vous le dire : il renverse les coutumes ancestrales, il outrage les femmes, il fait mourir n'importe qui sans jugement. Au contraire, le **régime populaire** porte tout d'abord le plus beau nom qui soit : « égalité » ; en second lieu, il ne commet aucun des excès dont un monarque se rend coupable : le sort distribue les charges, le magistrat rend compte de ses actes, toute décision y est portée devant le peuple. **Donc voici mon opinion : renonçons à la monarchie et mettons le peuple au pouvoir, car seule doit compter la majorité.**

*Traduit du grec, Bargaet (1964)*

III, 80 (...) Otanès was for turning the government over to the Persian people: "It seems to me," he said, "that there can no longer be a single sovereign over us, for that is not pleasant or good. You saw the insolence of Cambyses, how far it went, and you had your share of the insolence of the Magus. How can monarchy be a fit thing, when the ruler can do what he wants with impunity? Give this power to the best man on earth, and it would stir him to unaccustomed thoughts. Insolence is created in him by the goodthings to hand, while from birth envy is rooted in man. Acquiring the two he possesses complete evil; for being satiated he does many reckless things, some from insolence, some from envy. And yet an absolute ruler ought to be free of envy, having all good things; but he becomes the opposite of this towards his citizens; he envies the best who thrive and live, and is pleased by the worst of his fellows; and he is the best confidant of slander. Of all men he is the most inconsistent; for if you admire him modestly he is angry that you do not give him excessive attention, but if one gives him excessive attention he is angry because one is a flatterer. But I have yet worse to say of him than that; he upsets the ancestral ways and rapes women and kills indiscriminately. But the rule of the multitude has in the first place the loveliest name of all, equality, and does in the second place none of the things that a monarch does. It determines offices by lot, and holds power accountable, and conducts all deliberating publicly. **Therefore I give my opinion that we make an end of monarchy and exalt the multitude, for all things are possible for the majority.**

*Traduit du grec, Godley (1925)*

III, 80 (...) It was the recommendation of Otanès that they place the business of government in the midst of the Persian people. "In my opinion", he said, "we should abandon any notion of installing one of us as sole ruler. There is nothing either pleasant or noble about monarchy. You saw yourselves how far Cambyses went in abusing his power, and you have had some experience as well of the Magian's brutality and arrogance. How can monarchy ever create ordered governance, when a monarch can do what he pleases and not be answerable for it? Install even the very best of men in such a position of authority and his customary personality will be quite transformed. All the good qualities that he possesses will foster an abusive arrogance in him - and as for envy, well, that is ingrained in men for birth. These twins characteristics will suffice to render him a repository of every kind of evil, and every crime he commits will be traceable to a surfeit of insolence and jealousy. By rights, of course, a man who rules as a tyrant should be proof against envy, bearing in mind all the pleasant things that he enjoys. In reality, however, instinct imbues him with an attitude towards the citizenry which is quite the opposite. Just as he resents the continued existence of the city's elite, so he exults in those who make up its dregs - nor is there anyone quicker to listen to malevolent gossip. A sole ruler is also more prone to violent swings of mood than anyone. Express only a moderate admiration for him, for instance, and your relative lack of deference will throw him into a towering rage - but behave with a creeping subservience and he will grow irate with you for being a flatterer. And that is not all: I now come to mention his gravest offences. A monarch plays havoc with ancestral customs, he rapes a women and he executes men without trial. Rule by the majority, on the other hand, bears that fairest of all titles: "Equality before law". Not only that, but it has this second quality: it gives rise to none of the actions which a monarch characteristically takes. Those in office have their authority courtesy of a

*lottery, and wield it in a way that is strictly accountable. Every policy decision must be referred to the commonality of the people. That is why I give it as my opinion that we should abolish the monarchy and foster the rule of the masses. Everything, after all, is contained within the multitude..*

*Traduit du grec, Holland (2013)*

## APPENDICE 3

### « Table des forts mots a exposer des ethiques - democratie, demos, democlite »

SOURCE : *Les etiques en françois*, traduction de Nicolas Oresme, transcription de Antoine Caillaut et Guy Marchant pour A. Vérard, 1488, Gallica-bnf. Nous avons préservé l'orthographe original

<p><b>D</b> <b>Emocracie</b> est Vne espeece de policie en laquelle la multitude des populaires a domination, et qui gouuernent a leur proffit propre et est la moins mauuaise des iiii, principaus especes de mauuaise policie qui sont tyrannie oligarchie et democracie et est dicté de <b>DEMOS</b> en grec qui signifie peuple Et de <b>TRACHOS</b> qui signifie poste Et de ce appert au p<sup>re</sup> chapitre du viii. et plus ap<sup>re</sup> en politiques</p>	<p><b>Democracie.</b> C'est une espeece de policie en laquelle la multitude des populaires a domination et qui gouuernent à leur proffit propre et est la moins mauuaise des iiii. principaule especes de mauuaise policie qui sont tyrannie oligarchie democratie est dite de domos en grec qui signifie peuple, et de trachos qui signifie posté Et de ce appert au xiii. chapitre du viii, plus a plain en Politiques.</p>
<p><b>Demos</b> Ceuls sont appelez <b>demos</b> en grec qui ont Vne inclination ou disposition ou industrie appellee <b>DEMOTIQUE</b> de laquelle il sera dit tantost apres. et avecques ce <b>DEMOS</b> signifie peuple comme il est dit tantost deuant Et par auenture Vng <b>DEMOS</b> est escript par. E. brief car en grec ils sont escripts en diverses manieres. sic de dit Eustrace</p>	<p><b>Demos</b> Ceuls sont appelez <b>demos</b> en grec qui ont une inclination ou disposition ou industrie appelee <b>demotique</b> de laquelle il sera dit tantost apres avecques ce <b>demos</b> signifie peuple comme il est dit tantost deuant Et par aventure un <b>demos</b> est escript par. E. brief car en grec ils sont escripts en diverses manieres si com dit Eustrace</p>
<p><b>Democlite</b> est Vne inclination ou industrie par laquelle l'enscet trouver et poursuir les moyens pour venir a attaindre a son entencion soit bonne ou male Et est <b>DEMOTIQUE</b> commune a prudence ou a astute ou malice. et pour ce les prudons et les malicieus ou cautelleus sont appellez <b>DEMOS</b> en grec Et de ce appert au p<sup>re</sup> chapitre du sept.</p>	<p><b>Demotique</b> est une inclination ou industrie par laquelle l'enscet trouver et poursuir les moyens pour venir a attaindre a son entencion soit bonne ou male Et est <b>demotique</b> commune a prudence ou a astus ou malice Et pour ce les prudon et les malicieus ou coutelleus sont appeles <b>demos</b> en grec Et de ce appert au xv chapitre du texte</p>



## APPENDICE 4

### « *Table des expositions des fors mos de Politiques - democratie, democratique, democratizer, demos* »

SOURCE : *Le livre de politiques*, Aristote, traduction de Maistre Nicolas Oresme, transcription de Antoine Caillaut et Guy Marchant pour A. Vérard, 1489, Gallica-bnf. Nous avons préservé l'orthographe original.

<p>Democracie est une espece de policie en laquelle la multitude populaire tient le prince a leur propre profit et nest pas bonne policie. Et olygarchie ou les riches qui sont en petit nombre le tiennent est pire, et tyrannie est tresmauvaise. Et de democracie est determinee ou tiers livre ou quart chapitre. Et est dit de demos en grec qui est peuple, et de archos qui est prince ou princey.</p> <p>Democratique est chose per ticten a democracie.</p> <p>Democratizer est faire oeuvre de democracie.</p> <p>Demos est menu peuple ou menu commun.</p>	<p><b>Democracie</b> est une espece de policie en laquelle la multitude populaire tient le princey a leur propre profit et nest pas bonne policie. Et olygarchie, ou les riches qui sont en petit nombre le tiennent est pire, et tyrannie tres mauvaise. Et de democracie est determinee ou tiers livre ou quart chapitre. Et est dit de demos en grec qui est peuple, et de archos qui prince ou princey.</p> <p><b>Democratique</b> est chose per ticten a democracie  <b>Democratizer</b> est faire oeuvre de democratie  <b>Demos</b> est menu peuple ou menu commun</p>
---	---

## APPENDICE 5

### Prologue du traducteur

SOURCE : *Les étiques en français, Aristote, Prologue du traducteur*, second alinéa, traduction de Maître Nicolas Oresme, transcription de Antoine Caillaut et Guy Marchant pour A. Vérard, 1488, Gallica-bnf. Nous avons préservé l'orthographe original.

<p>Et neantmoins les livres d'aristote et par especial ethiques et politiques ne peult estre proprement de grec trans- latez en latin. Si comme il appert p ce q'encor y sont plusieurs motz grecs qui nont pas mots qui leurs soient correspondans en latin. Et com- me il soit ainsi que latin est a present p'us parfait et plus habondant lan- gaige que francois par plus forte rai- son sen ne pourroit translater propre- ment tout latin en francois. Si com</p>	<p>Et néanmoins les livres d'Aristote et par especial ethiques et politiques ne peuvent estre proprement de grec translatez en latin Si comme il appert parce que encore y sont plusieurs motz grecs qui nont pas mots qui leur soient correspondans en latin Et comme il soit ainsi que latin est a present plus parfait et plus habondant langaige que francois par plus forte raison len ne pourroit translater proprement tout latin en francois</p>
--	--

### Justification des néologismes

<p>estude grandement profitable. mais pource que les livres moraux de aris- tote furent fais en grec et nous les a- uons en latin moult fort a entendre Le roy a voulu pour le bien commun les faire translater en francois affin q il et ses conseillicrs et autres les puis- sent mieulx entendre mesme en ethi- ques et politiques desquelz come dit est le premier apert estre bon home et l'autre bon prince par quoy il appé- clerement que nostre bon roy charles peult estre dit charles grant en sagesse Et que de tressaint mouvement et de tresnoble couraige il fait selon l'ac- teur de gesse. q' dit en sa doctrine des fais d'armes que il n'est nul quelcōqs a q' il siece ou appartienne plus affas- voir meilleurs choses et plusieurs q il appartient au prince.</p>	<p>Mais pource que les livres moraux de Aristote furent fais en grec et nous les avons en latin moult fort à entendre, le Roy voulu pour le bien commun les faire les translater en français, affin que il et ses conseillers et autres les puissent mieulx entendre, mesmement Ethiques et Politiques, desquelz comme dit est le premier apert estre bon homme et l'autre bon prince. Par quoy il appert clerement que nostre bon roy Charles peult estre dit Charles grant en sagesse ; et que de tressaint mouvement et de tresnoble couraige il fait selon l'acteur Vegesse, qui dit en sa doctrine des fais d'armes que il n'est nul quelconques à qui il siece ou appartienne plus à savoir meilleurs choses et plusieurs que il appartient au prince</p>
---	---

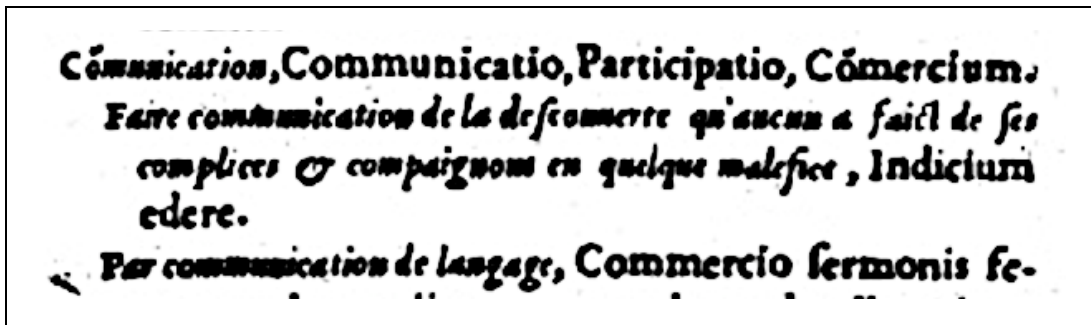
### Commande de Charles V

## APPENDICE 6

### Premières mentions contemporaines du mot communication, Estienne, Furetière et Trévoux

1549 - *Dictionnaire françois-latin, autrement dict les mots françois, avec les manières duser diceulx, tournez en latin*

(Robert Estienne, édition de 1549, page 119)



\* \* \*

1690 - *Dictionnaire universel contenant g&eacute;neralement tous les mots francois*

(Antoine Fureti&eacute;re, &eacute;dition de 1690, p. 323)

**COMMUNICATION** f.f. Action par laquelle on donne à un autre, on le fait participant du bien ou du mal qu'on poss&eacute;de. C'est par le moyen des Sacrements que Dieu nous fait la *communication* de ses graces. la *communication* de la peste, de la lepre, se fait ais&eacute;ment dans les pays chauds.

**COMMUNICATION**, se dit aussi de la frequentation, de l'intelligence qu'on a avec quelqu'un. La *communication* avec les Heretiques est fort dangereuse aux esprits faibles. La *communication* avec les Demons a &eacute;t&eacute; detest&eacute;e par tous les peuples.

**COMMUNICATION**, signifie encore la liaison d'une chose avec une autre, le passage par o&ugrave; on va de l'une à l'autre Il y a eu bien des places qui ont eu *communication* les unes avec les autres par dessous terre. cette galerie joint, fait la *communication* de ces deux appartements.

En termes de guerre, on appelle lignes de *communication*, ou absolument le lignes, des fossez profonds de 6. à 7. pieds, & larges de 12 qu'on fait d'un fort à un autre pour passer d'un quartier à l'autre, d'une attaque à une autre, & particulierement dans les sieges.

En termes du Palais, la *communication* est l'&eacute;change que les Advocats font de leurs facts, afin qu'ils s'&eacute;claircissent du fait, & voyent sur quoy ils ont à plaider. C'est aussi une espece de petit plaidoy&eacute; qu'ils font au parquet en presence des Advocats Generaux, pour les instruire de l'affaire, avant que de leur

envoyer les pieces. On le dit aussi de la signification des pièces & actes d'un procès. Un Procureur demande à son confrere qu'il luy donne *communication* d'un tel acte, qu'il luy en donne copie. L'Ordonnance derniere veut qu'on ne prenne *communication* des procès pour faire des contredits, que par les mains du Rapporteur.

(Furetière, 1690, p. 323)

\* \* \*

1721 - *Dictionnaire universel françois et latin*

(Trévoux, 1721, tome 2, pp. 39-40).

*Les segments expurgés par Trévoux du texte original de Furetière (1690) sont marqués d'un trait et nous avons inscrit en caractères gras les segments additionnés.*

**COMMUNICATION** f.f. Action par laquelle on donne à un autre, & on le fait participant du bien ou du mal qu'on possède. *Communicatio*. C'est par le moyen des Sacrements que Dieu nous fait la *communication* de ses graces. ~~la communication de la peste, de la lepre, se fait aisément dans les pays chauds.~~ **La communication de pensées, & de sentiments, qui se fait par le commerce de la conversation, est le plaisir le plus doux de la vie raisonnable. VAL. L'amitié est une communication de biens & de maux.**

**COMMUNICATION**, se dit aussi de la frequentation, de l'intelligence qu'on a avec quelqu'un. **Communicatio, societas.** ~~La communication avec les Heretiques est fort dangereuse aux esprits faibles. La communication avec les Demons a été detestée par tous les peuples.~~ **Rien n'est plus dangereux que la communication avec les Heretiques. La communication plus libre des Rois avec leurs sujets, fait qu'on perd moins de leurs bons exemples, FLECH. L'esprit se fortifie par la communication des esprits vigoureux, & se perd avec les esprits bas. MONT.**

**COMMUNICATION**, signifie encore la liaison d'une chose avec une autre, le passage par où on va de l'une à l'autre. *Iter pervium ab uno loco ad alterum*. Il y a eu bien des places qui ont eu *communication* les unes avec les autres par dessous terre. cette galerie joint, fait la *communication* de ces deux appartements. **On ne conçoit point comment se fait la communication entre l'âme et le corps, à cause de la disproportion qui est entre l'un & l'autre. FONT. On définit la prière, une communication de l'âme avec Dieu. Communicatio.**

En termes du Palais, la *communication* est l'échange que les Advocats font de leurs facts, afin qu'ils s'éclaircissent du fait, & voyent sur quoy ils ont à plaider. C'est aussi une espece de petit plaidoyé qu'ils font au parquet en presence des Advocats Generaux, pour les instruire de l'affaire, avant que de leur envoyer les pieces. On le dit aussi de la signification des pièces & actes d'un procès. Un Procureur demande à son confrere qu'il luy donne *communication* d'un tel acte, qu'il luy en donne copie. L'Ordonnance derniere veut qu'on ne prenne *communication* des procès pour faire des contredits, que par les mains du Rapporteur.

En termes de guerre, on appelle *lignes de communication*, ou absolument le lignes, des fossez profonds de 6. à 7. pieds, & larges de 12 qu'on fait d'un fort à un autre pour passer d'un quartier à l'autre, d'une attaque à une autre, & particulièrement dans les sieges. **Fosse per quas ab uno propugnaculo ad aliud iter patet, fosse communicantes.**

En Théologie *communication d'idiômes* est la *communication* qui se fait dans Jésus-Christ des attributs d'une nature à l'autre. **La communication d'idiomes est fondées sur l'unité de personne dans Jésus-Christ ; parce qu'il n'y a dans Jésus-Christ qu'une personne qui est la personne du Verbe, qui est Dieu, & deux natures, la divine & l'humaine. On dit par communication d'idiomes que Dieu a souffert, qu'il est mort & c. cela s'entend de la nature humaine qui peut souffrir et mourir**

& signifie que Dieu a souffert dans son humanité, qu'il est mort quant à la nature humaine. Car les dénominations qui signifient les natures, ou les propriétés des natures, sont dénominations des suppôts, ou des personnes, & leur doivent être attribuées. Ainsi dans Jésus-Christ les deux natures ne subsistant que par la seule personne du Verbe, on doit attribuer à cette personne les dénominations des deux natures & de leurs propriétés. On ne peut point par *communication* d'idiômes attribuer à Jésus-Christ les choses qui supposeroient qu'il n'est pas Dieu, parce qu'elles détruiraient l'union hypostatique, sur laquelle est fondée la *communication* d'idiômes : ainsi on ne peut point dire, J.C. est pur homme, J.C. est peccable, J.C. est fils adoptif de Dieu. Les Luthériens étendent la communication d'idiômes jusqu'à dire que J.C. non seulement dans sa nature divine, & à raison de sa personne divine, mais aussi réellement & proprement est dans son humanité immortel, immense, &c. c'est une erreur contre la foi.

(Trévoux, 1721, tome 2, pp. 39-40)

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABELSON, Herbert, KARLINS, Marvin, (1959), *Persuasion: How Opinions and Attitudes are Changed*, New York, Springer

ACHARD, Guy, (2006), *La communication à Rome*, Realia, Les belles lettres

ADORNO, Theodor W, HORKHEIMER, Max, (1974), *La dialectique de la raison*, Fragments philosophiques, Paris, Gallimard, 1974

ADSETT, Margaret, (2003), *Change in political era and demographic weight as explanations of youth 'disenfranchisement' in federal elections in Canada*, Journal of Youth Studies, vol. 6, n.3, p. 247-264

AGNANT, Alphonse, (1840), *CICÉRON, L'orateur*, XIV, XV et XXI, traduction de Alphonse Agnant, Paris, Panckoucke

ALDRIN, Philippe, HUBÉ, Nicolas, (2017), *Introduction à la communication politique*, Deboeck

ALEXANDER, Jeffrey Charles, (1984), *The Parson Revival in german Sociology*, dans *SociologyTheory*, Vol. 2, pp. 394-412

ARCHER, Keith, (2003), *Augmentation de l'inscription des jeunes électeurs : de meilleures pratiques pour toucher les jeunes électeurs*, Perspectives électorales, vol. 5, no. 2, Élections Canada, pp. 26-30

ARENDDT, Hannah, (1995), *Qu'est-ce que la politique*, Paris, Seuil, traduction de *Was ist Politik?*, Piper, Munchen, 1993

ARISTOTE, (1986), *Politique*, Livre VII, Chapitre XIV, Traduction de Jean Aubonnet, Paris, Les Belles Lettres, 1986

ARNOLDI, Jacob, (2001), *Luhmann, An Introduction*, dans *Theory, Culture & Society*, Vol. 18, No. 1, 2001, pp. 1-13

ARNOLDI, Jacob, (2003), *Making Sense of Causation*, dans *Soziale Welt*, 54, 2003, pp. 405-428

BABBITT, Susan M, (1985), *Oresme's Livre de Politiques and the France of Charles V*, Transactions of the American Philosophical Society, no. 75, part 1

BAILLY, Anatole, (2000), *Le grand bailly, dictionnaire Grec Français*, Paris Hachete, 2000

BALIBAR, Étienne, (2017), *De la victoire du capitalisme à la défaite de la démocratie?*, dans *Revue internationale et stratégique*, 2017-2, no. 106, pp. 51-63

BALIBAR, Renée, (1995), *La révolution du colinguisme*, dans *Langages de la Révolution*, Klincksieck

- BALIBAR, Renée, (1998), *La communication en langue française*, dans Langage et société, no. 83-84, mars/juin 1998, pp. 15-37
- BARALE, Elisabetta, (2013), *Le Prologue du Traducteur des Éthiques et des Politiques d'Aristote par Nicole Oresme, 1370-1374, Une illustration nécessaire des possibilités du vulgaire*, Corpus Eve, Émergence du vernaculaire en Europe, OpenEdition Journal, Université de Savoie Éditeur
- BARBER, Bernard, (1983), *The Logic and Limits of trust*, Rutgers university press
- BARBESINO, Paolo, SALVAGGIO, Salvino, (1996), *La sociologie de niklas Luhmann*, dans Recherches sociologiques, 1996 / 2, pp. 27-57
- BARGUET, A., (1964), *Hérodote, L'enquête*, Paris, Gallimard
- BATESON, Gregory, (1972), *Vers une écologie de l'esprit*, tome 2, Paris, Seuil
- BENSKI, Tova et LANGMAN, Lauren, *The effects of affects: The place of emotions in mobilizations of 2011*, Current Sociology, vol 61, 4, pages 525-540, 2013
- BENVENISTE, Émile, (1969), *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, Tome I, Paris, Éditions de minuit, 1969
- BERNIER, Luc, LACHAPPELLE, Guy, (2010), *L'analyse des politiques publiques*, Presses de l'Université de Montréal
- BERNIER, Marc François, CARIGNAN, Marie Ève, (2023), *Rapport de recherche du sondage sur la crédibilité, la confiance et l'imputabilité des médias d'information et des journalistes du Québec*, mai 2023, à paraître, Université d'ottawa et Université de Sherbrooke
- BIANCHI, Erika (2005), *The Law of Eukrates: a «democratic» trick?* Historia Antigua 23, Universidad de Salamanca
- BLAIS, André, GIDENGIL, Elisabeth, NEVITTE, Neil, NADEAU, Richard, (2004), *Where does turnout decline come from?*, dans European Journal of Political Research, no. 43(2), March 2004, pp. 221-236
- BLONDIAUX, Loic (2008), *Le nouvel esprit de la démocratie*, Paris, Seuil
- BLUMLER, Jay, McQUAIL, Dennis, (1968), *Television in Politics : Its Uses and Influence*, University of Chicago Press
- BLUMLER, Jay, KAVANAGH, Dennis, (1999), *The Third Age of Political Communication : Influences and Features*, dans *Political Communication*, 16(3), pp. 209-230
- BLUMLER, Jay, (2016), *The Fouth Age of Political Communication*, dans *Politiques de communication*, no. 8, printemps 2016, pp. 19-30
- BOULIANNE, Shelly, (2018) *Mini-Publics and Public Opinion: Two Survey-Based Experiments. Political Studies* 66 (1): 119–136.

- BOURDIEU, Pierre, CHAMBOREDON, Jean-Claude et PASSERON, Jean-Claude, (1968), *Le métier de sociologue*, Mouton de Gruyter
- BRACCHI, Remo, (2002), *Comunicazione (etimologia)*, in Franco Lever – Pier Cesare Rivoltella – Adriano Zancchi (edd.), *La comunicazione. Dizionario di scienze e tecniche*, [www.lacomunicazione.it](http://www.lacomunicazione.it)
- BRACHET, Auguste, *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Bibliothèque d'éducation, Paris, 1872
- BRIN, Colette, ST-PIERRE, Marilou, (2013), *Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec*, Québec, Université Laval, Centre d'études sur les médias
- BROWN, James, (1963), *Techniques of Persuasion, From Propaganda to Brainwashing*, Penguin
- BRUCKER, Charles, (2001), *Aspects du vocabulaire politique et social chez Oresme et Christine de Pizan*, Cahiers de recherches médiévales, numéro 8, 2001
- BURNS, Alfred., (1981), *Athenians Literacy in Fifth Century B.C.*, Journal of the History of Ideas, Vol. 42, no.3
- BURRELL, GIBSON, MORGAN, (1979), *Sociological Paradigms and Organisational Analysis*, London, Heinemann
- CANOVAN, Margaret, (1999), *Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy*, Political Studies, vol. 47, no. 1, pp. 2-16
- CEFAÏ, Daniel, (2001), *Expérience, culture et politique*, dans Cultures Politiques, PUF, pp. 93-116
- CHAMPAGNE, Patrick, PATRY, Renaud, (2004), *La participation électorale dans les municipalités québécoises*, Bulletin Statistique, vol. 1, Affaires municipales, Gouvernement du Québec
- CHARLTON, Sébastien, LECLAIR, Kamille (2019), *Regard sur les pratiques d'information au Canada*, Digital News Report, Reuters Institute, fascicules 1 et 2
- CHOLET, Antoine, (2011), *Les temps de la démocratie*, Paris, Dalloz
- CHRISTOPHERSEN, Jens A., (1968), *The Meaning of Democracy as used in European Ideologies from the french to the Russian Revolution*, Universitetsforlaget, Oslo University Press
- CLAM, Jean, (1999), *Niklas Luhmann, 1927-1998*, dans L'année sociologique, vol. 49, no. 2, PUF, pp. 513-517
- CLAM, Jean, (2012), *La science du social et l'involution de la socialité, de Durkheim à Luhmann*, dans Revue internationale de philosophie, 2-12/1, no. 259, pp. 9-33
- COOREN F. (2008), « *The Selection of Agency as a Rhetorical Device: Opening up the Scene of Dialogue Through Ventriloquism* », in Weigand E. (ed.), *Dialogue and Rhetoric*, Amsterdam / Philadelphia, John Benjamins, p. 23-37
- COLLIOT-THÉLÈNE, Catherine (2011), *La démocratie sans démos*, Paris, PUF



- CONSIDINE, John, (2008), *Dictionaries in Early Modern Europe: Lexicography and the Making of Heritage*, Cambridge University Press
- COOPER, Joseph, (199), *Congress and the Decline of Public Trust*, Routledge
- COTTER, Adam, (2015), *La confiance du public envers les institutions canadiennes*, Enquête sociale générale de 2013 et 2014, Statistique Canada,
- DALTON RJ (2004) *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*. Oxford: Oxford University Press.
- DANCE, Frank, LARSON, Carl, (1972), *Speech communication: Concepts and behavior*, Holt Rinehart and Winston
- DANCE, Frank, LARSON, Carl, (1976), *The Functions of Human Communication, A Theoretical Approach*, Holt Rinehart and Winston
- DANILLER, Andrew, ALLEN, Douglas, TALLEVI' Ashley, MUTZ, Diana, *Measuring Trust in the Press in a Changing Media Environment*, Communication Methods and Measures, 11:1, 76-85
- DARRAS, Bernard, (1996), *Approche étymologique de communication, Les modalités de mei et de munus*, MEI Médias et Information, numéro 4, 1996, pp. 49-61
- DAVIS, Aeron, (2019), *Political Communication: A new introduction for crisis times*, Polity
- DELEUZE, Gilles, (1969), *Logique du sens*, Paris, Éditions de Minuit
- DELPEUCH, Thierry, (2009a), *Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publiques : panorama des policy transfert studies*, Critique internationale, 2009/2, no. 43, pp. 153-165
- DELPEUCH, Thierry, (2009b), *Comment la mondialisation rapproche les politiques publiques*, L'Économie politique, 2009/3, no. 43, pp. 77-99
- DE MARCELLIS-WARIN, Nathalie et PEIGNIER, Ingrid, *Perception des risques au Québec : baromètre CIRANO 2017*, Montréal, Presses internationales Polytechnique, 2017
- DEMERS, François, (2017), *Ce que la communication fait de l'éthique*, dans *Éthica*, volume 21, no. 1, 2017, pp. 53-71
- DEWEY, John, (1927), *The Public and its Problems*, Holt
- DEWEY, John (1939), *Creative Democracy – The Task Before Us*, dans *The Later Works, 1925-1953, Volume 14: 1939-1941*, Southern Illinois University Press, 1988
- DIAMOND, Larry, (2016), *Democracy in Decline?*, John Hopkins University Press, 2016
- DiNUCCI, Darcy, (1999), *Fragmented Future*, dans *Print Magazine*, Vol. 53-4, avril 1999, pp. 221-222.
- DORNAN, Chris, OWEN, Taylord, BRIN, Colette, DUBOIS, Elizabeth, (2017), *Le Miroir éclaté, Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique*, Ottawa, Forum des politiques publiques

- DUPUIS-DÉRI, Francis, (2013), *Démocratie, Histoire politique d'un mot*, Lux Humanités
- DURKEIM, Émile, (1893), *De la division du travail social*, Félix Alcan, Paris
- DURKEIM, Émile, (1895), *Les règles de la méthode sociologique*, Ancienne librairie Germer Baillère,
- DYE, Thomas, *Understanding Public Policy*, Pearson, 15<sup>th</sup> edition, 2016
- ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, (2020), *Democracy Index 2020*
- EDELMAN, (2017), Trust Barometer, 2017
- EDELMAN, (2019), Trust Barometer, 2019
- EDELMAN, (2020), Trust Barometer, 2020
- EDELMAN, (2022), Trust Barometer, 2022
- ERNOUT, Alfred, MEILLET, Antoine, (2001), *Dictionnaire étymologique de la langue latine, histoire des mots*, Klincksieck,
- FAGGION, Lucien, (2009), *Du lien politique au lien social, les élites*, dans Rives Méditerranéennes, 32-33, 2009, pp. 2-14
- FEBVRE, Lucien, (1992), *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, page 487 de l'édition numérique, (1952 pour l'édition originale)
- FENTON, N., (2010), *New Medias, Old News : Journalism and Democracy in the Digital Age*, Los Angeles, Sage
- FORSDYKE, Sara, (2001), *Athenian Democratic Ideology and Herodotus'Histories*, dans *The American Journal of Philology*, Vol. 122, No. 3, Autumn 2001, pp. 329-358
- FOUCAULT, M. (2001), *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard
- FOUCAULT, Michel, (2004), *Sécurité, territoire, population, Cours du Collège de France, 1977-1978*, Paris Seuil
- FOURNIER, P, VAN DER KOLK, H, CARTY, RK, et al. (2011) *When Citizens Decide: Lessons from Citizen Assemblies on Electoral Reform*. Oxford: Oxford University Press.
- FREEDOM HOUSE, (2020), *Freedom in the world*
- FRENCH, Damien, LAVER, Michael, (2009), *Participation Baaa, Durable Opinion Shifts and Sabotage throught Withdrawal in Citizens' Juries*, Political Studies, Vol. 57, No. 2, pp. 422-450
- FUKUYAMA, Francis (1995) *Trust, The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. New York: Free Press.

- FURETIÈRE, Antoine, (1690), *Dictionnaire universel contenant généralement tous les mots François*, La Haye, Arnoult et Reinier Leers, 1690
- GAFFIOT, Félix, (1934), Note sur Cicéron traducteur du grec, dans *Revue des études classiques*, tome 47, fascicule 219, janvier-mars 1934, pp. 21-25
- GALDERISI, Claudio, NOBEL, Pierre, (2013), *Accessus à la bibliothèque de Transmédie, Du côté des nains*, dans *La chronique et histoire des merveilleuses aventures de Appolin roy de Thir*, Brepols, 2013
- GAMBETTA, Diego, (1988), *Trust. The Making and Breaking of Cooperative Relations*, Oxford, Blackwell
- GAUTIER-DALCHE, J., (1988), Oresme et son temps », dans *Nicolas Oresme, tradition et innovation chez un intellectuel du XIV<sup>e</sup> siècle*, éd. P. SOUFFRIN, A. P. SEGONDS, Paris, Les Belles Lettres, 1988, p. 7-11.
- GAUCHET, Marcel, (2017), *L'avènement de la démocratie*, volumes I à IV, Paris, Galimard, 2007-2017
- GERSTLÉ, Jacques, PIAR, Christophe, (2016), *La communication politique*, Paris, Armand Colin
- GINGRAS, Anne Marie, (1999), *La démocratie et les nouvelles technologies de l'information et de la communication: illusions de la démocratie directe et exigences de l'action collective*, dans *Politique et société*, vol. 18, no. 2, 1999, pp. 37-59
- GINGRAS, Anne Marie, (2010), *La communication politique, état des savoirs, enjeux et perspectives*, Presses de l'université du Québec
- GIRARD, Charles, (2011), *L'usage des références aux cités grecques dans les théories contemporaines de la délibération*, dans *Débats antiques*, Werlings et Schulz, De Broccart, 2011, pp. 141-153
- GIROUX, Daniel, (2019), *Les médias québécois d'information, État des lieux*, Centre d'études sur les médias, Université Laval
- GODEFROY, Frédéric, (1883), *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes, du IX au XV siècle*, Paris, Vieweg
- GODLEY, A. D., (1925), *HERODOTUS*, London, William Heinemann
- GOODY, Jack, WATT, Ian, (1963), *The Consequences of Literacy*, in *Society and History*, vol. 5, no. 3, Cambridge University Press, pp. 304-345
- GÖRKE, Alexander, (2001), *Entertainment as public communication, A system theoretic approach*, dans *Poetics*, No. 29, pp. 209-224
- GRODENT, Michel, (2005), *De dêmos à populus*, *Hermes*, vol 42, page 19-20
- GRÖNLUND K, SETÄLÄ M and HERNE K (2010) Deliberation and Civic Virtue: Lessons from a Citizen Deliberation Experiment. *European Political Science Review* 2 (1): 95–117.

- GUARD, Thomas, (2009), Cicéron : l'orateur, l'histoire et l'identité romaine, dans Cahier des études anciennes, XLVI, 2009, pp. 227-248
- GUERRERO S. et HERRBACH O. (2009), *La confiance organisationnelle au cœur de l'échange social: et si bien traiter ses employés était payant?*, Relations Industrielles / Industrial relations, vol. 64, n°1, p.6-26.
- HABER, Stéphane, (2006), *Confiance et lien interpersonnel. De Husserl à Luhmann*, dans *Conflit, confiance*, Presses universitaires de Franche-Comté, pp. 257-280
- HABERMAS, Jurgen, (1981), *La modernité, un projet inachevé*, dans Critique, no. 413, octobre 1981, *Vingt ans de pensée allemande*
- HABERMAS, Jurgen, (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Tome 1 et 2, Paris, Fayard, (1981 pour l'édition originale allemande)
- HABERMAS, Jurgen, (1993), *L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, traduction de l'édition originale allemande *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, 1962
- HABERMAS, Jurgen, (2021), *Überlegungen und Hypothesen zu einem erneuten Strukturwandel der politischen Öffentlichkeit*, dans Leviathan, no. 37, 2021, pp. 470-500, traduit en français sous le titre *Espace public et démocratie délibérative: un tournant*, Paris, Gallimard, 2023
- HABERMAS, Jurgen, (2023), *Une histoire de la philosophie, tome II, Liberté rationnelle, Traces des discours sur la foi et le savoir*, Paris Gallimard
- HALL, Edith, (1997), *The Sociology of Athenian Tragedy*, dans Easterling, pp. 93-126
- HALVORSEN KE (2003) Assessing the Effects of Public Participation. *Public Administration Review* 63 (5): 535– 543.
- HANITZSCH, T., VAN DALEN, A., & STEINDL, N. (2018). *Caught in the nexus: A comparative and longitudinal analysis of public trust in the press*. *International Journal of Press/Politics*, 23(1), 3–23
- HANSEN, Mogens H., (1991), *The Athenian Democracy in the Age of Demosthenes. Structures, Principles and Ideology*, Oxford, (2014 pour la traduction *La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, Paris, Les Belles Lettres)
- HARDIN, Russell (1999) 'Do We Want Trust in Government?', dans Mark E. Warren (ed.) *Democracy and Trust*. Cambridge: Cambridge University Press.
- HARRIS, William V., (1989), *Ancient Literacy*, Harvard University Press
- HARSTE, Gorm, (2021), *The Habermas Luhmann Debate*, Columbia University Press
- HÉRODOTE, *Histoire d'Hérodote*, traduction par Larcher, Paris, Charpentier, 1850
- HÉRODOTE, *Histoires, Tomes I-IX*, texte établi et traduit par Ph.E. Legrand, Paris, Les Belles Lettres, 2003

- HÉRODOTE, *L'enquête*, traduction par A. Barguet, Paris Gallimard, 1964
- HERODOTUS, With an English translation by A.D. Godley, London, William Heinemann, 1925
- HERODOTUS, *The Histories*, A new translation by Tom Holland, New York, Viking Penguin, 2013
- HOBBS, Thomas, (2010), *Élément du droit naturel et politique*, Paris, Vrin, 2010, traduction de l'édition originale *The Elements of Law Natural and politic*, publiée en 1640
- HOBBS, Thomas, (2000), *Léviathan ou Matière, forme et puissance de l'État chrétien et civil*, Paris, Gallimard, traduction de l'édition originale *Leviathan or The Matter, Forme and power of a Commonwealth Ecclesiasticall and civil*, publiée en 1651
- HOLBROOK RA (2004) *Trust in Government*. In: Geer JG (ed.) *Public Opinion and Polling around the World: A Historical Encyclopedia*. Santa Barbara, CA: ABC-CLIO.
- HOLLAND (2013), HERODOTUS, *The Histories*, New York, Viking Penguin
- HOSMER L.T. (1995), *Trust : the connecting link between organization- al theory and philosophical ethics*, *Academy of Management Review*, vol. 20, p. 379-403.
- HOWE, Paul, (2008), *Engendering Engagement Among Young Canadians: A Holistic Approach*, Civic Education and Political Participation Workshop, 17 au 19 juin, Montréal, Université de Montréal
- HUGUET, Edmond, (1946), *Dictionnaire de la langue française du seizième siècle*, Tome deuxième, Paris, Librairie Honoré Champion, 1946
- HUME, David, (1993), *Morale, Livre III, Traité de la nature humaine*, Paris, Flammarion, traduction de l'édition originale *A Treatise of Human nature, Being an Attempt to Introduce the experimental method of Reasoning into moral Subjects, vol III*, publiée en 1740
- HUSSERL, Edmund, (1985), *Idées directrices pour une phénoménologie*, Paris, Gallimard
- INGLEHART, Ronald (1999) *Trust, Well-being and Democracy*, in Mark E. Warren (ed.) *Democracy and Trust*. Cambridge: Cambridge University Press.
- INNES, Johanna, PHILP, Mark, (2018), *Democracy from Book to Life: The Emergence of the Term in Active Political Debate, to 1848*, dans *Democracy in Modern Europe, A Conceptual History*, Berghahn Books
- INNIS, Harold, (1950), *Empire and Communications*, Oxford, Clarendon Press
- JONES, J. M. (2018). *U.S. media trust continues to recover from 2016 low*.  
<https://news.gallup.com/poll/243665/media-trust-continues-recover-2016-low.aspx>
- JOUANNA, Danielle, (2022), *La politique: une activité dangereuse en Grèce ancienne?*, Paris, Les Belles Lettres, 2022
- JOUËT, J. et RIEFFEL R., dir. (2013), *S'informer à l'ère numérique*, Presses universitaires de Rennes

- KATZ, Elihu, LAZARFELD, Paul, (1955), *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communication*, Glencoe, Free Press
- KATZ, Elihu, (1987), *Communications Research Since Lazarsfeld*. *Public Opinion Quarterly*, 51 (4 Part 2), pp. 25-45
- KAUFMANN, J. N., (1973), *Theorie der Gesellschaft oder Sozialtechnologie. Was leistet die Systemforschung?*, Compte rendu, dans *Dialogue*, Revue canadienne de philosophie, Vol. 12, no. 1, mars 1973, pp. 184-189
- KEATS, John (1899). *The Complete Poetical Works and Letters of John Keats, Cambridge Edition*. Houghton, Mifflin and Company.
- KEES, Beverly, PHILLIPS, Bill, (1995), *Nothing Sacred - Journalism, Politics and Public Trust in a Tell-All Age*, Freedom Forum First Amendment Center at Vanderbilt
- KENJI, Mebs et TANNAHILL, Kerry, (2013), *Le malaise des Québécois : la confiance envers les institutions gouvernementales*, dans F. Bastien, É. Bélanger et F. Gélinau, *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013
- KINGDON, John, (1995), *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, New York, Longman
- KLAPPER, Joseph T., (1960), *The Effects of Mass Communication. An Analysis of Research on the Effectiveness and Limitation of Mass Media in Influencing the opinions, Values, and behavior of their Audiences*, Glencoe, Free Press
- KRYNEN, Jacques, (1993), *L'encombrante figure du légiste*, dans *Le Débat*, 1993/2, no. 74. Pp. 41-48
- KRYNEN, Jacques, (1993), *L'Empire du roi, idées et croyances politiques en France, XIIIe – Xve siècle*, Gallimard
- KURUNMAKI, Jussi, HERRMANN, Irène, (2018), *Birthplaces of Democracy : The Rhetoric of Democratic Tradition in Switzerland and Sweden*, dans *Democracy in Modern Europe, A Conceptual History*, Berghahn Books
- LAERMANS, Rudi, (2005), *Mass Media in contemporary society, A critical appraisal of Niklas Luhmann's systems view*, dans *Cybernetics and Human Knowledge*, Vol 12, No. 4, pp. 51-70
- LARCHER (1850), *Histoire d'Hérodote*, Paris, Charpentier
- LAFONT, C., (2015) *Deliberation, Participation, and Democratic Legitimacy: Should Deliberative Mini-Publics Shape Public Policy?* *The Journal of Political Philosophy* 23 (1): 40–63.
- LALLEMENT, Michel, (2017), *Histoire des idées sociologiques, Tome 2*, Armand Collin
- LANIEL, Bertlinde, (1995), *Le mot « democracy » aux États-Unis de 1780 à 1856*, Université de Saint-Étienne

- LANGLOIS, Simon, PROULX, Serge, SAUVAGEAU, Florian, (2020), *La confiance envers les médias d'information et les médias sociaux*, Centre d'études sur les médias, Université Laval, Québec
- LASSERRE, François, (1976), *Hérodote et Protagoras : le débat sur les constitutions*, publié dans *Museum Helveticum*, vol. 33, fasc. 2, pages 65-84
- LASSWELL, Harold, (1936), *Politics : Who Gets What, When, and How?*, New York, McGraw Hill
- LAZARSELD, Paul, BERELSON, Bernard, GAUDET, Hazel, (1948), *The People's Choice, How Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, Columbia University Press
- LEGARDINIER, Antoine, (2013), *Comment limiter les biais liés au choix des échelles de mesure dans les études marketing*, Mémoire de recherche, Institut de gestion des entreprises, Université Pierre Mendez France
- LEGRAND, Ph. E., (1948), *Hérodote, Histoire, Tome VI*, Paris, Les Belles Lettres
- LeGUERN, Michel, (1983), *Le «Dictionnaire» de Trévoux*, dans *Les Cahiers de l'AIEF*, 1983, no. 35, pp. 51-68
- LEONHARD, Jörn, (2018), *Another Sonderweg? The Historical Semantics of Democracy in Germany*, dans *Democracy in Modern Europe, A Conceptual History*, Berghahn Books
- LEVI M., STOKER L., (2000) *Political Trust and Trustworthiness*. *Annual Review of Political Science* 3: 475–507.
- LEWKOW, Lionel, (2017), *Luhmann, interprète de Husserl, El observator observado*, Miño y Dávila editores, 2017
- LORAU, Nicole, (1993), *L'invention d'Athènes, Histoire de l'oraison funèbre dans la cité classique*, Payot
- LIKERT, Rensis, (1932), *A Technique for the Measurement of Attitudes*, *Archives of Psychology*, vol. 140, pp. 1-55
- LIPPMANN, Walter, (1922), *Public Opinion*, New York, Harcourt, Brace and Co.
- LIPPMANN, Walter, (1925), *The Phantom Public*, New York, Macmillan
- LIPSET, Seymour Martin, SCHNEIDER, William, (1987), *The Confidence Gap : business, labor, and government in the public mind*, Baltimore, John Hopkins University Press
- LITTRÉ, Émile (1873), *Dictionnaire de la langue française, Tome premier*, Paris, Hachette
- LOCKE, John, (1999), *Traité du gouvernement civil*, Paris, Flammarion, traduction de l'édition originale *Two Treatises of government*, publiée en 1690
- LUHMANN, Niklas, (1968), *Vertrauen. Ein Mechanismus der Reduktion sozialer Komplexität*. Stuttgart, Enke

LUHMANN, Niklas, (1969), *Komplexität und Demokratie*, dans *Politische Vierteljahresschrift* 10, pp. 314-325

LUHMANN, Niklas, (1975), *Veränderungen im System gesellschaftlicher Kommunikation und die Massenmedien*, dans *Die Elektronische Revolution. Wie gefährlich die Massenmedien?*, Graz, pp. 13-30

LUHMANN, Niklas, (1976), *The future Cannot Begin, Temporal Structure in modern Society*, dans *Social Research*, vol. 43, no. 2, pp.130-152, traduit en allemand en 1990 sous le titre *Die Zukunft kann nicht beginnen*

LUHMANN, Niklas, (1980), *Gesellschaftsstruktur und Semantik, Studien zur Wissenssoziologie der modernen Gesellschaft. Band 1*, Suhrkamp, traduit en italien et paru en 1983 sous le titre *Struttura della società e tradizione semantica*.

LUHMANN, Niklas (1981), *L'in vraisemblance de la communication*, dans L'information socio-économique : systèmes, utilisations et besoins, Revue internationale des sciences sociales, volume XXXIII, UNESCO, 1981, pp. 136-147, traduction de la version originale allemande *Unwahrscheinlichkeit der Kommunikation, 1981*

LUHMANN, Niklas, (1984), *The Self Description of Society*, dans *International Journal of Comparative Sociology*, Vol. 25, No. 1-2, pp. 59-72

LUHMANN, Niklas, (1986), *Die Lebenswelt - nach Rücksprache mit Phänomenologen*. Dans *Archiv für Rechts- und Sozialphilosophie*, no. 72, pp. 176-194

LUHMANN, Niklas, (1987), *Archimedes und wir*, Berlin, Marve Verlag, 1987

LUHMANN, Niklas. (1988a), *Closure and Openness: On the Reality in the World of Law*, dans *Autopoietic Law: A New Approach to Law and Society*, ed. Gunther Teubner. New York: De Gruyter, 335-348

LUHMANN, Niklas, (1988b), *Familiarity, confidences trust: problems and alternatives*, dans *Trust, Making and Breaking cooperative relations*, Diego Gambetta, Oxford, Basil Blakwell, 1988, p. 94-107.

LUHMANN, Niklas, (1989a), *Ecological Communication*, Polity Press, 1989, traduction de la version originale allemande *Ökologische Kommunikation, 1986*

LUHMANN, Niklas, (1989b), *Prefazione di Niklas Luhmann*, dans *Luhmann in Glossario*, Claudio Baraldi, Giancarlo Corsi, Elena Esposito, FrancoAngeli, 1996

LUHMANN, Niklas, (1989c), *Le droit comme système social*, dans *Droit et Société*, 11 / 12, 1989, pp. 53-67

LUHMANN, Niklas, (1989d), *La boîte à fiches me prend plus de temps que l'écriture des livres, entretien du sociologue Niklas Luhmann avec Rainer Erd et Andrean Maihoffer*, dans *Droit et société*, no. 11-12, 1989, pp. 69-77, traduction de la version originale allemande *der Zettelkasten kostet mich mehr Zeit, 1985*

LUHMANN, Niklas, (1990a), *Essays on self-reference*, Columbia University Press



LUHMANN, Niklas, (1990b), *The Future of democracy*, dans *Thesis Eleven*, No. 26, 1990, pp. 46-53, traduction de la version originale allemande *Die Zukunft der Demokratie*, 1986

LUHMANN, Niklas, (1990c), *Développements récents en théorie des systèmes*, dans *Connaissance du Politique*, PUF, pp. 281-293, traduction de la version originale allemande *Neuere Entwicklungen in der Systemtheorie*, 1988

LUHMANN, Niklas, (1990d), *The cognitive program of constructivism and a reality that remains unknown*, dans *Selforganization: Portrait of a scientific revolution. Sociology of Sciences Yearbook*, Kluwer Academic Publishers, 1990, pp. 64-85, traduction de la version originale allemande *Das Erkenntnisprogramm des Konstruktivismus*, 1990

LUHMANN, Niklas, (1990e), *Political Theory in the Welfare State*, de Gruyter

LUHMANN, Niklas, (1991), *Communication et action*, dans *Réseaux*, vol 9, no 50, pp. 131-156, traduction de l'édition originale allemande, *Kommunikation und Handlung*, 1984

LUHMAN, Niklas, (1995), *Social Systems*, Stanford University Press, traduction de l'édition originale allemande *Soziale Systeme, Grundrifs einer allgemeinen Theorie*, 1984

LUHMANN, Niklas, (1996), *La science de la société: questions à Niklas Luhmann*, dans *Recherches sociologiques*, Université catholique de Louvain, Vol XXVII, numéro 2, 1996, pp. 5-23

LUHMANN, Niklas, (1997), *Globalisation ou société du monde : comment concevoir la société moderne ?*, dans *Regards sur la complexité sociale et l'ordre légal à la fin du XXIème siècle*, Bruxelles, Bruylant, pp. 7-31

LUHMANN, Niklas, (1998), *Observations on modernity*, Stanford University Press, traduction de la version originale allemande *Beobachtungen der Moderne*, 1992

LUHMANN, Niklas, (1999a), *Politique et complexité*, Paris, Les éditions du Cerf, traduction de la version originale allemande *Soziologische Aufklärung (L'éclaircissement sociologique) Opladen, Westdeutscher Verlag, Band 4, Beiträge zur funktionalen Differenzierung der Gesellschaft*, 1987

LUHMANN, Niklas, (1999b), *The Paradox of form*, dans *Problems of Form*, Stanford University Press, pp. 46-63, traduction de la version originale allemande *Die Paradoxie der Form*, 1993

LUHMANN, Niklas, (1999c), *Gesellschaftsstruktur und Semantik, Studien zur Wissenssoziologie der modern Gesellschaft*, vol. 4, Suhrkamp

LUHMANN, Niklas, (2000a), *The reality of the Mass Media*, Stanford University Press, 2000, traduction de la version originale allemande *Die Realität der Massenmedien*, 1996

LUHMANN, Niklas, (2000b), *Die Politik der Gesellschaft*, Suhrkamp, 2000

LUHMANN, Niklas, (2001) *La légitimation par la procédure*, Presses de l'Université Laval, Édition du Cerf, traduction de l'édition originale allemande *Legitimation durch Verfahren*, 1969

LUHMANN, Niklas, (2002), *Theory of Distinction*, Stanford

- LUHMANN, Niklas, (2004), *Niklas Luhmann im Radiogespräch mit Wolfgang Hagen*, dans *Warum haben Sie keinen Fernsehseher, Herr Luhmann?*, Berlin, 2004, pp. 13-47
- LUHMANN, Niklas, (2006), *La confiance, un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Paris, Économica, traduction de l'édition originale allemande *Vertrauen. Ein Mechanismus der Reduktion sozialer Komplexität*, Stuttgart, Enke, 1968
- LUHMANN, Niklas, (2010), *Systèmes sociaux, esquisse d'une théorie générale*, Québec, Presses de l'université Laval, traduction de l'édition originale allemande *Soziale Systeme, Grundrifs einer allgemeinen Theorie*, 1984
- LUHMAN, Niklas, (2012a), *Theory of Society*, volume I, Stanford University Press, traduction de l'édition originale allemande, *Die Gesellschaft der Gesellschaft*, 1997
- LUHMANN, Niklas, (2012b), *La réalité des médias de masse*, Paris, Diaphanes, traduction de l'édition originale allemande, *Die Realitat der Massenmedien*, 1996
- LUHMAN, Niklas, (2013a), *Theory of Society*, volume II, Stanford University Press, traduction de l'édition originale allemande, *Die Gesellschaft der Gesellschaft*, 1997
- LUHMANN, Niklas, (2013b), *Introduction to System Theory*, Polity, traduction de l'édition originale allemande *Einführung in die Systemtheorie*, 2002
- LUHMANN, Niklas, (2014), *Sociologia Politica*, Madrid, Trotta, traduction de l'édition originale allemande *Politische Soziologie*, Suhrkamp, Berlin, 2010
- LUHMANN, Niklas, (2015), *Je vois quelque chose que tu ne vois pas*, dans *Trivium*, no. 20, 2015, traduction de de l'édition originale allemande *Ich sehe was, was Du nicht siehst*, *Soziologische Aufkälung* 5, 1990
- LUHMANN, Niklas, (2018), *Organization and Decision*, Cambridge, traduction de l'édition originale allemande *Organisation und Entscheidung*, 2000
- LUSIGNAN, Serge, (1999), *Langue française et société du XIII au XV ième siècle*, dans *Nouvelle histoire de la langue française*, Paris, Seuil, 1999, pp. 91-143
- MANIN, Bernard, (2012), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion
- MARIEN, S., HOOGHE, M., (2011) *Does Political Trust Matter? An Empirical Investigation into the Relation between Political Trust and Support for Law Compliance*. *European Journal of Political Research* 50 (2): 267–291.
- MARIEN, S., KERN, A. (2017). *Can direct democracy save democracy? A panel study on the effect of direct democracy on political trust and democratic satisfaction*. Presented at the Annual Conference of the Midwest Political Science Association (MPSA), Chicago.
- MARQUET, Jean François, (2006), *Les figures du conflit dans la phénoménologie de l'esprit de Hegel*, PUF, *Les Études philosophiques*, 2006/2, no. 77, pp. 189-203.

- MASCARENO, Aldo, (2017), *Prologo*, dans *Luhmann, interprète de Husserl, El observator observado*, Lionel Lewkow, Miño y Dávila editores, 2017
- MATURANA, Humberto J. & VARELA, Francisco J., (1980), *Autopoiesis and cognition, The realization of living*, Boston studies of the philosophy of science, vol. 42, Riedel
- McNAIR, Brian, (2017), *An Introduction to Political Communication*, London, Routledge
- MENUT, Albert Douglas, Éditeur, (1940), *Maistre Nicole Oresme, Le livre de ethiques d'Aristote*, New York, G.E. Stechert & Co.
- MENUT, Albert Douglas, Éditeur, (1970), *Maistre Nicole Oresme, Le livre de politiques d'Aristote*, dans *Transactions of the American Philosophical Society*, New Series, Volume 60, Part 6, 1970
- MERCIER, Arnaud, (2017), *La communication politique*, CNRS Editions
- MEUNIER, Francis, (1857), *Essai sur la vie et les oeuvres de Nicole Ormestre*, Paris, Lahure
- MILLER, Clyde, (1946), *The Process of Persuasion*, New York, Crown Publishing
- MORAN, Dermot. (2020), *Husserl and the Greeks*, dans *Journal of the British Society for Phenomenology*, 30 Sep 2020, p. 19
- MORANTZ, Regina Ann Morkell, ((1971), *Democracy and Republic in American Ideology, 1787-1840*, Columbia University, Thèse de doctorat
- MORE, Thomas, (1987), *L'Utopie*, Paris, Flammarion, 1987, première édition en latin, Louvain, Thierry Martens, 1516
- MORIN, J.B., (1805), *Dictionnaire étymologique des mots français dérivés du grec*, Imprimerie Crapelet, Paris, page 152
- MOSSÉ, Claude, (1992), *Dictionnaire de la civilisation grecque*, Bruxelles, éditions Complexe
- MOUFFE, Chantal, (1993), *The return of the political*, Verso, 1993
- MOUNK, Yasha et FOA, Robert Stefan (2016), *The Democratic Disconnect*, Journal of Democracy, July 2016, Vol 27, Number 3
- MULLER, Pierre, (2013), *Les politiques publiques*, Paris, PUF, 2013
- MÜLLER-DOOHM, Stefan, (2018), *Jürgen Habermas, une biographie*, Paris Gallimard
- NAKHAIE, M. Reza, (2006), *Electoral participation in municipal, provincial and federal elections in Canada*, Revue canadienne de science politique, vol. 39, no. 2, juin 2006, pp. 363-390
- NEWMAN, FLETCHER, KALOGEROPOULOS, LEVY, NIELSEN, (2018), *Digital News Report 2018*, Reuters Institute

- NEWMAN, FLETCHER, SCHULTZ, ANDI, NIELSEN, (2020), *Digital News Report 2020*, Reuters Institute
- NEWMAN, FLETCHER, SCHULTZ, ANDI, NIELSEN, (2021), *Digital News Report 2021*, Reuters Institute
- NISARD, M., (1869), *Œuvres de Cicéron, avec la traduction en français, Tome cinquième*, Paris, Firmin-Didot Frères, 1869
- NOËL, Fr., (1810), *Dictionnaire de la fable, ou de la mythologie universelle*, Paris, Le Normant, p. 437
- NORRIS, Pippa (2011), *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press
- OBER, Josiah, (1989), *Mass and Elite in Democratic Athens: Rhetoric, Ideology, and the Powe of the People*, Princeton University Press
- OBER, Josiah, (1998), *Political Dissent in Democratic Athens: Intellectual Critics of Popular Rules*, Princeton University Press
- ORBAN, Marcel, (1950), Réhabilitation de la parole dans le « De Oratore » de Cicéron, dans l'Antiquité classique, Tome 19, fascicule 1, pp. 27-44
- PAMMETT, Jon H., LEDUC, Lawrence, (2003), *Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants*, Ottawa, Élections Canada
- PARASURAMAN, A, BERRY, L., ZEITHAML, V., (1991), *Perceived service quality as a customer-based performance measure : An empirical examination of organisationnal barriers using an extended service quality model*, Human Ressource Managment, Special Issue : Performance Measurement and Managment Issues, vol. 30, no. 3, pp. 335-364
- PARK, Chisung, WILDING, Mark and CHUNG, Changho, (2014), *The importance of feedback : Policy transfer, translation and the role of communication*, Policy Studies, Vol 35, No. 4, pp. 397-412
- PATOCKA, Jan, (1995), *Papiers phénoménologiques*, Jérôme Millon
- PATOCKA, Jan, (2002), *Qu'est-ce que la phénoménologie*, Jérôme Millon
- PÉBARTHE, Christophe, (2006), *Cité, Démocratie et Écriture, Histoire de l'alphabétisation d'Athènes à l'époque classique*, Paris, De Boccard
- PÉBARTHE, Christophe, (2013), *Les archives de la cité de raison, Démocratie athénienne et pratiques documentaires à l'époque classique*, dans *Archives and archival documents in ancient societies : legal documents in ancient societies IV*, Trieste, Università di Trieste, 2013, pp. 107-125
- PELLEGRIN, Pierre, (1997), *SEXTUS EMPIRICUS, Esquisses pyrrhoniennes*, Paris, Seuil
- PELZER, Auguste, (1921), *Les versions latines des ouvrages de morale conservés sous le nom d'Aristote en usage au XIIIe siècle*, dans *Revue néo-classique de philosophie*, 23 ième année, no. 91, 1921, pp. 316-341

- PETERS, John Durham, (1999), *Speaking into the Air, A History of the Idea of Communication*, University of Chicago Press
- PEW RESEARCH CENTER, (2015), *Beyond Distrust: How Americans View Their Government*, Novembre 2017
- PEW RESEARCH CENTER, (2017), *Democracy Report 2017, Public Trust in Government Remains Near Historic Lows as Partisan Attitudes*, *Global Attitude Survey*
- PEW RESEARCH CENTER, (2019), *State of the News Media*
- RABAUULT, Hugues, (2003), *L'épistémologie de Niklas Luhmann: de la phénoménologie de la conscience à la phénoménologie de la communication*, dans *Droit et Société*, vol. 54, pp. 537- 546
- RABAUULT, Hugues, (2012), *Un monde sans réalité, en compagnie de Niklas Luhmann, épistémologie, politique et droit*, Presses de l'université Laval
- RANCIÈRE, Jacques, (1995), *La Mésentente: Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995
- RANCIÈRE, Jacques, (2017), *En quels temps vivons-nous?* La fabrique éditions
- REY, Alain, (2021), *Le Petit Robert de la langue française*, éditions LeRobert
- RIBEMONT, Bernard, (2001), *Les origines des encyclopédies médiévales, d'Isidore de Séville aux Carolingiens*, Paris, Champion, 2001
- ROBB, Kevin, (1994), *Literacy and Paideia in Ancient Greece*, Oxford
- ROBOTHAM, Andrew, (2021), *What were you synching? An ethnographic study of news scheduling at a digital first legacy newspaper*, *Digital Journalism*, 1 – 21
- ROSA, Hartmut, (2010), *Accélération, Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte
- ROSANVALLON, Pierre, (1993), *L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne*, dans *La pensée politique, Situations de la démocratie*, Paris, Gallimard Le Seuil
- ROSANVALLON, Pierre, (2000), *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard Le Seuil
- ROSANVALLON, Pierre, (2003), *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil
- SALVAGGIO, Salvino A., (1996), *Niklas Luhmann en perspective, Avant Propos*, dans *Recherches sociologiques*, Volume XXVII, numéro 2, 1996, Université Catholique de Louvain, Unité de sociologie
- SANTONI, Pierre Paul, FRIMOUSSE, Soufyane, PERETTI, Jean Marie, (2016), *Compétence éthique du dirigeant et confiance des collaborateurs envers leur organisation*, dans *La confiance*, EMS Editions, pp.65-88

- SCHANNON, Claude, WEAVER, Warren, (1949), *The Mathematical Theory of Communication*, The University of Illinois Press, Urbana, III
- SCHOLTE, Jan Aart, (2005), *Globalization : A Critical Introduction*, Basingstokes, Palgrave Macmillan
- SCHMIDT, Johannes F.K., (2018), *Niklas Luhmann's Card Index: The Fabrication of Srendipity*, dans *Sociologica*, Vol. 12, No. 1, 2018, pp. 53-60
- SEIDL, David, BECKER, Kai Helge, (2005), *Niklas Luhmann and Organization Studies*, Liber & Copenhagen Business School Press, 2005
- SHEARER, Elisa, (2018), *Social media outpaces print newspapers in the U.S. as a news source*, Fact Tank, Pew Research Center
- SIMMEL, Georg, (1992), *Le conflit*, Saulxures, Circé
- SIMMEL, Georg, (2013), *Sociologie, études sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF
- SKINNER, J., (2012), *The invention of Greek Etnography, From Homer to Herodotus*, Oxford University Press
- SMITH, Tom W., (2008), *Trends in Confidence in Institutions, 1973-2006*, University of Chicago, GSS Social Change Report No. 54
- SMITH, Tom, TAYLOR, Garth, MATHIOWETZ, Nancy, (1980), *Public Opinion and Public Regard for the Federal Government*, dans *Making Bureaucracies Work*, Sage Publications
- SOSOE, Lukas K., (2014), *La démocratie entre normativité et l'évolution du système politique, une présentation de la pensée politique de Niklas Luhmann*, dans *Cahiers du Portique*, no. 14, 2014, pp. 77-111
- SPADA, Paolo, RYAN, Matt, (2017), *The Failure to Examine Failures in Democratic Innovation*, dans *PS, Political Science & Politics*, Vol 50, No. 3, pp. 772-778
- STRANDBERG K and GRÖNLUND K (2012) *Online Deliberation and its Outcome – Evidence from the Virtual Polity Experiment*. *Journal of Information Technology & Politics* 9 (2): 167–184.
- SZTOMPKA, Piotr, (1999), *Trust, A Sociological Theory*, Cambridge University Press
- TAMBOER, S. L., KLEEMANS, M., & DAALMANS, S. (2020). 'We are a neeeew generation': Early adolescents' views on news and news literacy, *Journalism*, May 29, 2020
- THOMAS, R, (1992), *Literacy and Orality in ancient Greece*, Cambridge
- THOMASSEN J and VAN HAM C (2017) *A Legitimacy Crisis of Democracy?* In: Van Ham C, Thomassen J, Aarts K, et al. (eds) *Myth and Reality of the Legitimacy Crisis: Explaining Trends and Cross-National Differences in Established Democracies*. Oxford: Oxford University Press, pp.3–16.

- THUOT, Jean François, (1994), *Déclin de l'État et formes postmodernes de la démocratie*, dans *Revue québécoise de science politique*, no. 26, pp. 75-102
- VALLOS, Fabien, (2014), *Oikonomia et poiésis*, dans *Multitude*, 2014/3, no. 57, pp. 288-294
- VARELA, Francisco J., *Autonomie et connaissance : essai sur le vivant*, Paris, Seuil, 1989
- VERBEKE, G., (1989), *Moerbeke, traducteur et interprète; un texte et une pensée*, dans *Guillaume de Moerbeke, Recueil d'études à l'occasion du 700<sup>ème</sup> anniversaire de sa mort (1286)*, Brams et W. Vanhamel, Leuven, University Press, 1989
- VEYNE, Paul Marie, (1976), *Le pain et le cirque, sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Seuil, 1976
- VERNOCKE, Edwidge, BOYER, André, (2005), *Gestion, communication et éthique*, dans *La communication des organisations à la croisée des chemins interdisciplinaires*, L'Harmattan
- VILLENEUVE, Stéphane, BISAILLON, Jérémie, BELLAVANCE, Fanny, (2022), *Évaluation de l'ampleur du phénomène du cyberharcèlement dans le milieu de l'information: types, conséquences et actions entreprises*, Montréal, UQAM, FNCC-CSN, 1922
- Von FOESTER, Heinz, (1981), *Observing Systems*, Seaside, Intersystems Pubns
- WADE, Simeon, (2021), *Foucault en Californie, Un récit inédit*, Paris, Zone
- WHITEHEAD, David, (1993), *Cardinal Virtues: The Language of Public Approbation in Democratic Athens*, dans *Classica et Mediaevalia*, Vol. 44, 1993, pp. 37-75
- WARREN M., (1992) *Democratic Theory and Self-Transformation*. *American Political Science Review*, 86 (1), pp. 8–23.
- WARREN, M., (2008) *Citizen Representatives*. In: Warren ME and Pearse H (eds) *Designing Deliberative Democracy: The British Columbia Citizens' Assembly*. Cambridge: Cambridge University Press, pp.50–69.
- WIKE, Richard, SIMMONS, Katie, STOKES, Bruce, FETTEROLF, Janell, (2017), *Globally, Broad Support for representative and Direct democracy*, Pew Research Center
- WILLIAMS, Kevin, (2003), *Understanding media theory*, London, Arnold, 2003
- WINKIN, Yves, (1996), *La communication dans l'Encyclopédie*, MEI Médias et Information, numéro 5, 1996, pp. 43-52
- WINKIN, Yves, (1999), *Munus ou la communication, l'étymologie comme heuristique*, MEI Médias et Information, numéro 10, 1999, pp. 47-55
- WOLFF, Hans Julius, (1966), *Obligation contractuelle en droit grec*, dans *Revue historique du droit français et étranger*, tome 44, 1966, pp. 569-583
- WOLTON, Dominique (2012), *Indiscipliné, 35 ans de recherches*, Paris, Odile Jacob

WOLTON, Dominique (2015), *Les quatre courants de recherches dans les sciences de la communication*, dans *Hermès, La Revue*, 2015/1, no. 71, pp. 23-26

ZELENAK, M. X., (1998), *Gender and Politics in Greek Tragedy*, New York, Peter Lang